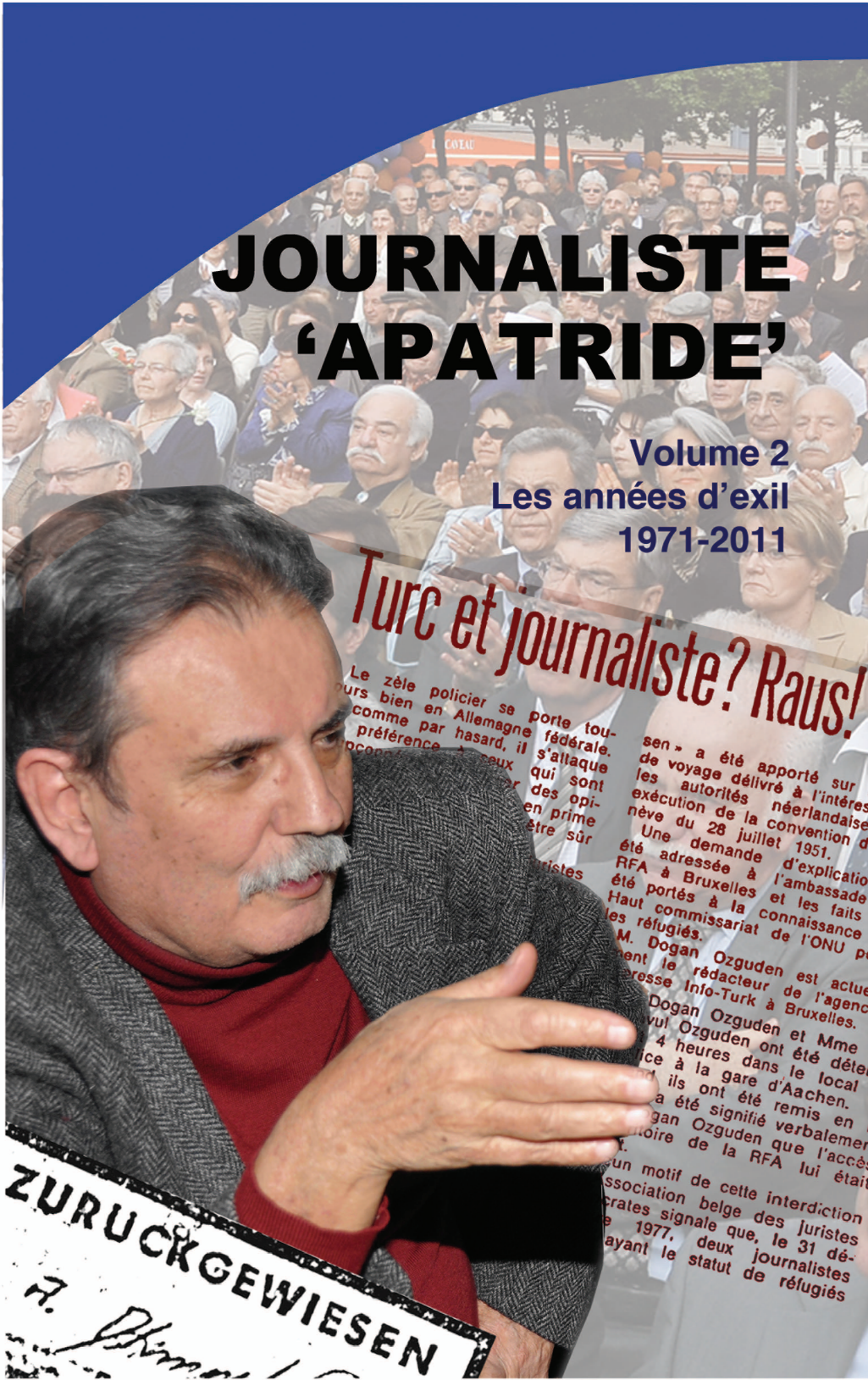


JOURNALISTE 'APATRIDE'

Volume 2
Les années d'exil
1971-2011

Turc et journaliste? Raus!

ZURÜCKGEWIESEN
A. Blum





Edition non-commerciale de la traduction du texte complet
destinée aux archives de la Fondation Info-Turk





Mise en page et couverture:
Inci TUGSAVUL

©Fondation Info-Turk

Edition en turc:
Fondation Info-Türk, Novembre 2011, Bruxelles
Belge Uluslararası Yayıncılık, Décembre 2011, Istanbul

Edition en français:
Fondation Info-Türk, Août 2013, Bruxelles

<http://www.info-turk.be>
Rue de Pavie 53 – 1000 Bruxelles
Tél: 32-2-215 35 76
fondation@info-turk.be

D/2013/2198/84

Impression: Identic
ISBN 978-2-9601014-3-0



Journaliste "apatride"

**Volume II
(Années d'exil)**

Dogan Özgüden

**Traduction
Mazyar Khoojinian**

Bruxelles 2013



Ce livre doit beaucoup à un certain nombre de personnes que je tiens à remercier. Tout d'abord merci à Inci Tugsavul, mon amour et ma compagne de lutte, pour ses encouragements, pour toutes ses améliorations du texte, de fond comme de forme et pour la réalisation de la couverture. Je remercie également mes collègues luccia Saponara et Elise Thiry pour leur minutieuse relecture de la traduction en français. Merci également à mon confrère Mehmet Köksal qui m'a encouragé à faire paraître ce livre en français tout en initiant lui-même la traduction de certaines parties et en faisant les premières critiques du livre dans les revues Journalistes et Politique, ainsi qu'à Korkut Akın, Volkan Alıcı, Fahri Aral, Osman Saffet Arolat, Günay Arslan, Eylem Aydemir, Hüseyin Aykol, Murat Belge, Hasan Cemal, Tamer Çağlayan, Koray Düzgören, Engin Erkiner, Emre Ertani, Derwich Ferho, Medeni Ferho, Serpil Güvenç, Uğur Hüküm, Emin Karaca, Gürsel Köksal, Ali Mert, Cahit Mervan, Turgay Olcayto, Deniz Derin Ören, Nusret Özgül, Erol Özkoray, Faruk Pekin, Sennur Sezer, Orhan Suda, Deniz Çaba Şan et Ragıp Zarakolu pour leurs écrits sur mes mémoires.

Toutes ces critiques se trouvent sur le lien:
<http://www.info-turk.be/Vatansiz%20Yankilar.htm>

Tous les documents, correspondances et photos faisant l'objet de ces livres sont chargés sur le lien:
<http://www.info-turk.be/vatansiz-belgeler.htm>

Par ailleurs, toutes les archives d'Özgüden ont été transférées à l'Institut International de l'Histoire Sociale (IISG) à Amsterdam.



1971



LES ANNEES D'EXIL



2011

Préface

Bruxelles, le 11 septembre 2011... nous sommes dans le restaurant de nos amis kurdes de Dersim, dans la rue de la Paix, au cœur du quartier de la commune d'Ixelles où vivent de nombreux ressortissants d'Afrique noire. Il est presque 16 heures. Les cloches de l'église Saint-Boniface voisine sonnent à tout rompre. A côté de moi Doğan, mon compagnon de vie et de lutte depuis un demi-siècle...

Je me remémore une histoire qu'il m'avait racontée il y a des années. En 1962, lorsqu'il était arrivé à İstanbul, il logeait à l'hôtel Cağaloğlu. Rifat Ilgaz était dans le même hôtel... Le propriétaire de l'hôtel, originaire de Crimée, avait fui la Russie. De peur qu'Ilgaz n'ait une quelconque influence sur le personnel ou les clients, il prononçait à tous propos des discours anticomunistes. Pour appuyer ce qu'il disait, il racontait des anecdotes sensées prouver à quel point il était un homme d'expérience :

- De mon temps, les cloches de Saint-Basile sonnaient à la volée, ding, dong, ding, dong...

La rue Başmusahip, où se trouvaient les éditions *Ant*, était à deux pas de l'hôtel Cağaloğlu.

Je me retrouvai 40 ans en arrière. Başmusahip Sokak, où nous avons passé les quatre dernières années de notre vie de combat sur le sol de Turquie... Je vis nos amis révolutionnaires avec qui nous nous retrouvions dans cette rue, nos combats, les menaces permanentes, les auteurs, dessinateurs, ouvriers compositeurs, distributeurs, porteurs à qui nous devons le succès de nos publications...

Et bien entendu nos fidèles lecteurs qui venaient courageusement acheter des livres ou renouveler leur abonnement au mépris des menaces et des agressions des fascistes nichés dans le bâtiment de *la Fédération nationale des Etudiants de Turquie* (Türkiye Millî Talebe Federasyonu)...

Il y a bien des années que nous ne sommes plus dans cette rue. Ni l'hôtelier de Crimée ni Rifat Ilgaz ne sont plus en vie. Ni sans doute la plupart des amis que nous avons laissés là il y a 40 ans.

Le monde change si vite que même l'Etat soviétique qui avait réduit les cloches de Saint-Basile au silence n'existe plus non plus.

Mais le combat ne s'arrête pas. La lutte altermondialiste contre l'ex-



ploitation, le colonialisme et la répression progresse chaque jour dans tous les coins du monde.

*

Le 11 mai. Aujourd'hui. Les 40 ans de notre exil, au jour près... il va bientôt être 17 heures.

Les cloches se sont enfin tues. Plus un bruit ne révèle une différence de religion, de croyance. Un soleil éclatant, si rare, des branches verdoyantes, des fleurs multicolores. Et nos chers amis qui apparaissent un à un.

Des amis de religions différentes, de convictions différentes, d'origines différentes, de langues différentes, des gens qui – comme le dit si bien Korkmazgil – ont "transformé le fiel en miel" ... Des amis, des camarades, des compagnons de travail, qui partagent avec nous depuis des années le combat pour relever la dignité de l'homme, l'amour humain et soigner la peine de l'opprimé...

Tous ceux qui travaillent aux *Ateliers du Soleil*, encore une fois autour de nous pour partager ce souvenir de quarante ans d'exil et de résistance, leurs yeux brillant d'affection...

lucia Saponara, fille d'une famille d'immigrés italiens, que j'ai connue quand elle était toute jeune, en 1985, et à qui je transmets aujourd'hui la direction des Ateliers, parle d'une voix tremblante, pour dire :

"Aujourd'hui 11 mai 2011... 40 ans d'exil..."

" Il y a 40 ans, vous quittez votre pays, des personnes qui vous sont chères, par amour pour un idéal. L' idéal d'un monde où les humains sont égaux, un monde où chaque personne peut vivre librement, dignement, être respectée, faire partie à part entière de la collectivité.

" Quand je regarde l'œuvre que vous avez créée, quand je regarde les yeux de ces personnes, adultes, jeunes, enfants, qui viennent de tous les pays du monde toquer à la porte des Ateliers du Soleil, pour apprendre, réfléchir, discuter, échanger, pour se mettre debout, ces personnes qui luttent, qui affrontent l'oppression, la discrimination là-bas et ici encore, je me dis, contrairement à Nazim Hikmet, que l'exil pour vous est un si beau métier.... Car la vie est belle quel que soit l'endroit où on la vit.

" Merci pour ce que vous m'avez appris , pour ce que vous m'apprenez toujours et toujours, merci d'être là. "

Oui, les *Ateliers du Soleil* que nous avons créés ont formé depuis des décennies des milliers d'exilés venus des quatre coins du monde, hommes et femmes, jeunes et enfants, ainsi que les travailleurs et les demandeurs d'emploi du cru, vivant dans leur pays comme s'ils étaient en exil.

Nous avons mené tous ensemble la lutte pour devenir des citoyens respectables, dotés de droits égaux.

Parmi les présents qui nous sont offerts pour ces 40 ans, une composition photographique qui rassemble tous les travailleurs des Ateliers, et une dédicace, en turc :

*Sur un chemin long et étroit
Je marche jour et nuit*





Les vers d'Aşık Veysel que Doğan répète tout le temps depuis que nous sommes en exil...

Mais Doğan est en exil depuis bien plus longtemps que cela. Pour lui, l'exil a commencé dans son enfance, lorsqu'il a quitté sa maison natale.

Il y a 46 ans que nous sommes ensemble, mais ce n'est qu'en préparant le premier volume de ces mémoires à l'impression que j'accède à ses souvenirs d'enfance et de jeunesse.

*

Au moment où j'écris ces lignes, Doğan est dans la 75^{ème} année de ce chemin long et étroit...

Je pense aux 40 ans qui viennent de passer, 40 ans de résistance, 40 ans de travail intense, d'inépuisables problèmes de santé...

Et surtout ces premières années d'exil... la navette entre ces pays d'Europe pour faire connaître au monde la torture et la répression exercées par les militaires et les politiciens à leur traîne à l'encontre de leurs propres concitoyens.

L'amertume d'avoir été arraché à sa patrie... la douleur de ne pas pouvoir exprimer dans sa langue maternelle que l'on aime tant sa peine, sa colère, sa révolte, sa joie...

Avoir été arraché au turc que l'on parle dans la rue... entendre de nouvelles expressions dans une phrase prononcée par quelqu'un qui vient de Turquie. Doğan panique quelquefois à cause de cela : « Et maintenant, c'est la langue que nous perdons. » Il fait venir toutes les revues humoristiques de Turquie pour repérer les nouveaux jargons.

Il y a 40 ans que Doğan s'efforce de faire connaître ce qu'il se passe dans notre pays, la souffrance des opprimés en Turquie, dans deux langues étrangères qu'il ne maîtrise pas parfaitement.

Et il n'est d'attaque qui lui soit épargnée du fait de ces efforts... D'une part l'Etat turc, d'autre part les représentants en Belgique de la presse militarisée... et des décennies durant, les obstacles et les contraintes des autorités belges forcées de se plier au chantage et à la pression de l'Etat turc, encore lui.

Mais au bout du compte, le même Etat belge est obligé de mettre Doğan sous protection rapprochée, face à la menace de lynchage.

Je suis morte d'inquiétude. Doğan peut être la cible d'un attentat à tout moment.

J'avais vécu la même angoisse dans notre pays. Quand nous sortions de notre maison dans la Kazancı Yokuşu ou du bureau d'Ant dans la Başmusahip Sokak, animée par un drôle d'instinct, je marchais derrière Doğan, pour le protéger d'une balle traîtresse... comme si, avec mon petit gabarit, j'allais pouvoir le protéger de quelque agression que ce soit...

Plus pénible encore, l'exclusion de Doğan, qui a voué son existence à la cause socialiste, du parti de gauche dont il a assuré l'organisation en Europe, par les dirigeants même de ce parti à qui il a assuré l'asile politique en Europe, simplement parce qu'il défendait l'union de toutes les forces antifascistes ...





J'ai partagé cette souffrance d'avoir été poignardés dans le dos, en tant que responsable de presse de ce parti, et seule membre féminine du parti, ayant rendu toute sorte de services aux « dirigeants » du parti. En affrontant de plus les méthodes "patriarcales" de ce parti dont le plus grand "leader" était une femme...

En préparant les livres de Doğan à l'impression, j'ai remarqué que ce qu'il avait raconté ne représentait même pas le dixième de ce qu'il a vécu, surtout en exil.

Mais ces deux volumes, c'est pour écrire l'histoire, pour les générations futures... Je sais qu'il n'en restera pas là, il mettra sur internet des milliers de documents et de lettres qui n'ont pas pu s'insérer dans ces mémoires, comme il met chaque matin sur la page *d'Info-Türk* les réalités de la Turquie après s'être levé à 5 heures et avoir analysé toute l'actualité...

En dépit de toutes les difficultés que nous avons traversées, et de toutes ces nuits blanches que nous avons passées et que nous passons encore, nous sommes heureux et pleins d'espoir.

Notre plus grand bonheur est d'avoir connu et de connaître les immigrés que l'Etat turc a vendus au capitalisme européen comme une matière bon marché, et d'avoir connu les diasporas anatoliennes : arménienne, kurde, assyrienne, grecque, d'avoir partagé leurs joies et leurs peines, leurs inquiétudes et leurs aspirations.

Notre plus grand espoir est de voir un jour s'effondrer en Turquie et dans le monde entier le système raciste, exploiteur et colonialiste qui arrache tous ces gens à leur terre et à leur environnement familial.

Et si nous n'avons pas le temps de voir cela, ça ne fait rien, nous sommes certains que les générations qui nous suivront verront ce jour arriver.

İnci Tuğsavul Özgüden



Premières années d'errance en exil

Achtung... Achtung...

Ce sont les premiers mots que nous entendons, amplifiés par un haut-parleur, à notre descente d'avion à l'aéroport de Munich le 11 mai 1971 à 10 heures, heure locale. Nous sursautons. C'était en effet le leitmotiv de toutes les pratiques inhumaines des Nazis dans les films antifascistes que nous avons vus à la cinémathèque.

Nous allons passer par le contrôle des passeports. Un agent de police allemand –une grande femme corpulente– étend les bras et nous dirige vers une pièce voisine. Après nous avoir enfermés dans la pièce, elle nous quitte sans un mot.

A-t-on repéré nos faux passeports ? La Turquie a-t-elle publié une alerte ? Nous discutons à voix basse de la manière de nous défendre si c'est le cas. Soudain, la même préposée apparaît, accompagnée d'une infirmière en uniforme blanc.

- Vous n'avez pas votre vaccin contre la variole. Vos bras...

Après le vaccin, le cachet sur nos passeports... Nous récupérons nos bagages et nous nous mêlons à la foule dans l'aéroport.

La peur d'avoir été attrapés dès notre premier pas sur le sol allemand, et la joie d'avoir été libérés aussitôt après délie la langue d'İnci qui va au guichet d'information se renseigner sur le transfert vers la ville avec l'allemand qu'elle avait plutôt bien parlé il y a des années mais qu'elle avait commencé à oublier comme elle avait oublié la guitare au cours des années mouvementées à İstanbul.

Nous prenons un bus qui nous mène à la ville.

Nous sommes clandestins, mais libres... Les 615 premiers jours de notre exil, du 11 mai 1971 au 15 janvier 1973, lorsque nous passerons obligatoirement au statut de résident légal aux Pays-Bas, nous allons vivre le même stress à chaque frontière, en train ou en voiture, à chaque départ et à chaque arrivée dans un aéroport.

Va-t-on constater que nos passeports sont des faux ? Que faire pour ne rien laisser transparaître ? Quel journal porter sous le bras



pour inspirer confiance au moment de passer le contrôle ? Dans quelle langue répondre aux questions à la frontière ? Si l'on nous interroge sur le but de notre voyage, quel mensonge inventer ?

Pourtant, avec les mandats émis à notre rencontre dans le cadre de l'état d'urgence avec des années de prison à la clef, il serait si facile de solliciter et d'obtenir, de quelque pays d'Europe que ce soit, le statut de réfugié politique, d'utiliser un document de voyage international, et même d'obtenir des allocations auprès des caisses d'assistance publique locales.

Mais non, nous ne voulons pas être des "réfugiés". Nous nous sentirions humiliés de bénéficier de ces possibilités dont profitent dès leurs premiers pas dans ces pays et durant des dizaines d'années des dizaines de milliers de personnes "réfugiées" en Europe, même si elles ne sont pas "politiques".

De toute façon, nous sommes convaincus que nous allons rentrer en Turquie quelques mois plus tard –en toute illégalité– après avoir établi les premiers contacts et transmis les informations nécessaires aux organismes internationaux et aux médias.

Lors d'une dernière réunion avec nos compagnons de lutte avant de quitter la Turquie, nous avons été chargés d'une autre mission encore : nous allions apprendre des révolutionnaires espagnols, portugais et grecs qui menaient la lutte depuis des années contre des régimes fascistes, comment procéder à des publications de résistance dans la clandestinité, et les moyens techniques de les diffuser le plus largement possible ; nous communiquerons ces méthodes à la Turquie et donnerons à la lutte de *Ant* une autre dimension.

Mais si tout n'allait pas comme nous l'avions pensé ? Et si nous étions obligés de demander le statut de réfugié dans un quelconque pays parce que l'on aurait découvert que nos passeports étaient des faux ? Cette presse de *Bâbüali* dont nous connaissions intimement toutes les turpitudes depuis des années, la radio et la télévision de l'Etat n'allaient-elles pas pousser les hauts cris ?

- Ennemis de la Nation ! Traîtres à la Patrie !

Les gens avec qui vous avez lutté des années durant, voire des amis proches, ignorant de que vous faites en exil et dans quelles conditions vous poursuivez la lutte, ne vont-ils pas dire : « Nous, nous nous débattons sous la botte des tyrans et eux, ils ont fui ! » ?

Cette question nous a toujours pesé sur le cœur tel un poing hérissé d'épines, chaque jour, et à chaque occasion.

A notre arrivée à la gare bourdonnante d'activité de Munich, pour me remettre du premier choc de cette question, je pense aux deux géants de la littérature allemande que cette ville a nourris en son sein : Heinrich Heine et Thomas Mann.

Heinrich Heine, contraint de fuir en France le despotisme al-





lemand, et qui a dû achever sa vie loin de sa patrie... Songeant aux attaques dont il ne manquera pas d'être la cible à la suite de sa fuite d'Allemagne en France, il écrit ceci dans *Un conte d'hiver* :

« Je les entends déjà crier de leur grosse voix : Tu blasphèmes les couleurs de notre drapeau national, contempteur de la patrie, ami des Français à qui tu veux livrer le Rhin libre. »

Quoi que l'on ait pu dire sur lui, Heine n'est-il pas le grand poète éternel qui a épaulé Karl Marx dans sa lutte en exil, qui s'est toujours rangé aux côtés des opprimés, et qui a toujours défendu la fraternité des peuples ? Karl Marx n'a-t-il pas lui-même poursuivi son combat politique en exil, loin de son pays ?

Et Thomas Mann, obligé de se réfugier en Suisse au 20^{ème} siècle parce qu'il s'opposait au régime fasciste d'Hitler ! N'est-ce pas lui qui, durant les cinq années de son exil, a constamment –au micro de la radio des Alliés– appelé le peuple allemand à se révolter contre le nazisme ?

Non, même en exil, tu poursuivras ton combat, sous d'autres formes.

A chaque nouvelle d'arrestation, de torture, d'exécution capitale venant de Turquie, ton cœur saignera... A chaque mauvaise nouvelle, tu seras de plus en plus résolu, ta colère alimentera ta détermination... Mais sans chercher d'asile, en restant pour autant que possible dans la clandestinité, et en ayant pour but de rentrer au plus vite au pays...

*

Notre tout premier jour en terre d'exil, exil provisoire, ou définitif...

Lorsque je suis repassé par la majestueuse gare de Munich il y a neuf ans, sur le chemin du retour en Turquie, j'ai constaté qu'elle n'avait guère changé. Seulement cette fois on remarquait du premier coup les travailleurs originaires de Turquie... On entend parler turc. Sur les présentoirs des marchands de journaux, les éditions européennes des quotidiens turcs... *Hürriyet*, *Tercüman*... Les gros titres provocateurs dictés par la junte...

La première chose que nous faisons en arrivant à la gare est d'expédier, sous de faux noms, un télégramme aux parents d'İnci, qui ont de gros problèmes de santé, pour dire que nous sommes arrivés sans encombre afin d'alléger tant soit peu le stress qu'ils subissent depuis ces derniers jours.

Notre plan est le suivant : une fois arrivés à Munich, nous allons directement passer en Belgique pour rejoindre notre ami Mekin Gönenç qui vit à Antwerpen.





Avant d'acheter les billets, İnci passe aux toilettes. Devoir payer 30 Pfennigs la démoralise. Nous n'avons sur nous que les 400 dollars dont nous nous sommes munis en tant que touristes. Nous avons confié à nos proches tout notre argent, ainsi que les documents importants, pour nous les transférer par la suite, lorsque nous aurons pu nouer des relations solides.

On nous dit au guichet que le prochain train pour Antwerpen part à 21h. Nous aurions pu gagner Antwerpen via Cologne, correspondance pour Bruxelles, et de là, Antwerpen, et donc nous mettre en route tout de suite au lieu d'attendre des heures durant.

Nous achetons nos billets directs pour Antwerpen et n'avons rien d'autre à faire que nous balader en ville jusqu'au soir. La capitale de la Bavière est en plein chantier, dans la perspective des Jeux olympiques qui s'y dérouleront l'année suivante. Des installations sportives sont en construction un peu partout...

Le voyage de nuit en train dure quelque dix heures. Nous avons quitté la Turquie avec des vêtements légers sur nous, sans penser au rude climat du nord de l'Europe. Pour couronner le tout, le chauffage ne fonctionne pas dans notre wagon. Gelé, je ne parviens pas à trouver le sommeil. İnci, harassée, finit par s'endormir. Elle s'éveille brutalement à cause des secousses du train. Me voyant, elle pousse un cri :

- Mais enfin, es-tu donc devenu fou ? Pourquoi es-tu grimpé sur le siège ? Tu crois que c'est comme cela que tu vas te réchauffer ?

La scène était en effet cocasse : j'étais dressé sur le siège, bras en l'air, non pas pour me réchauffer, mais dans l'espoir de trouver au plafond du compartiment un interrupteur pour faire fonctionner le chauffage.

Au passage de la frontière belgo-allemande, ni la police allemande, ni la police belge ne repèrent que nos passeports sont faux. De part et d'autre, les agents nous souhaitent un bon voyage. Voilà quatre contrôles en 24 heures, et rien ne s'est passé. Nous pourrions donc nous balader tant que nous le voudrions avec ces passeports. Malheureusement, la date de validité expire dans quelques mois. Une des premières choses à faire sera soit de prolonger la durée de validité selon nos propres méthodes, soit de trouver d'autres faux documents.

Nous prenons une correspondance à la gare du Nord à Bruxelles et arrivons à 9 heure du matin à Antwerpen, la plus grande ville du pays flamand. En 1962, lorsque nous sommes arrivés d'Angleterre à Bruxelles, tous ceux qui allaient au bureau ou à l'école le matin parlaient le néerlandais. Cette fois, les voyageurs qui prennent le train à Verviers ou Liège parlent français. Dans le train pour Antwerpen, tout le monde parle le néerlandais.



De la gare, nous téléphonons à Mekin sur son lieu de travail. Il ne manifeste pas d'étonnement.

- Je pensais bien que vous alliez arriver d'un moment à l'autre, dit-il.

Il vient immédiatement nous prendre à la gare et nous conduit chez lui. Güneş, son épouse, nous accueille avec enthousiasme. Quand nous expliquons pourquoi nous avons été obligés de quitter la Turquie, elle dit :

- Nous avions l'intention d'aller en Turquie pour les vacances cet été. Puisque vous avez été contraints de venir ici, c'est que la situation est encore pire que ce que nous croyions. Heureusement que vous êtes là, et que vous nous avez mis au courant de la réalité. Nous resterons sans doute ici tant que la situation ne s'arrangera pas.

De fait, Mekin pourrait avoir des ennuis en Turquie en raison des articles qui paraissent dans la revue et des livres qu'il traduit. Il est du même avis.

- Oui, l'heure est au combat... il ne faut pas laisser faire la junte, déclare-t-il. Je suis prêt à faire tout ce que je peux faire.

Nous discutons de ce que nous pourrions faire. Il faut tout d'abord rédiger en plusieurs langues des communiqués qui révéleront à l'opinion publique européenne ce qu'il se passe en Turquie, l'oppression qui y règne.

Trois jours plus tard, des parents de Güneş vont arriver de Turquie. Il nous faudra donc aller loger à l'hôtel. Mais il est risqué d'aller à l'hôtel avec des passeports dont la validité est sur le point d'expirer. Mekin nous trouve une chambre au *Zeemanshuis*, le logement d'hôtes de la compagnie de transport maritime où il travaille, et qui héberge des marins du port d'Anvers.

Cela fait, nous prorogons la validité de nos passeports jusqu'en 1974 en apposant des cachets confectionnés avec du papier paraffiné. Nous pourrions dès lors circuler plus facilement, pour rencontrer nos amis et nos auteurs dans les autres pays d'Europe.

*

A l'époque, les quotidiens *Hürriyet* et *Tercüman* étaient disponibles, avec un jour ou deux de retard, chez les marchands de journaux dans les gares et le centre des villes d'Europe où se trouvait une communauté turque.

En première page des journaux que nous achetons le 15 mai, un article où mon nom est cité : le parquet militaire vient d'intenter une nouvelle action en justice à l'encontre de quelques individus pour tentative de refondation du TKP (*Türkiye Komünist Partisi* - Parti communiste de Turquie).

Sont accusés de tenter de réorganiser le TKP en Turquie : son Secrétaire général de l'époque, Zeki Baştımar (Yakup Demir), Doğan Özgüden, Çetin Özek, Şadi Alkılıç, Şiar Yalçın, Harun Karadeniz, Nihat Sargın...

D'après ce qu'il ressort de l'article qui fait le gros titre du *Hürriyet*, l'affaire a été montée en hâte sur base de correspondances de Selma Ashworth, une des dirigeantes de la Fédération socialiste des Turcs d'Europe (*Avrupa Türk Toplumcular Federasyonu - ATTF*), saisies par la police. Selma Ashworth s'était récemment posée comme porte-parole du TKP en Grande-Bretagne et en Allemagne de l'Ouest, et avait rédigé des lettres où elle citait imprudemment le nom des personnes avec qui elle avait eu des contacts en Turquie.

Les militaires avaient besoin d'un tel scénario pour légitimer en Turquie et dans le reste du monde le pronunciamiento du 12 mars et l'état d'exception proclamé dans la foulée. C'est sans nul doute pour cela que ce procès est intenté.

Selma figurait sur la liste des personnes que nous avions l'intention de contacter en Europe dans le cadre de l'organisation de notre campagne contre la junte... Bien qu'elle ait cessé d'envoyer des informations et des articles à *Ant*, collaborant avec le groupe *Emek* de Behice Boran depuis le 4^{ème} Congrès du TİP (*Türkiye İşçi Partisi* - Parti ouvrier de Turquie), elle pouvait contribuer à la lutte contre la junte en raison de ses liens étroits avec *Amnesty International*. Toutefois, à la nouvelle des arrestations de membres du TKP en Turquie, qui ont causé de très gros problèmes à quantité de gens, nous renonçons à prendre contact avec la Grande-Bretagne.

A cette provocation contre le TKP vient s'ajouter une série d'articles du *Milliyet* signés Metin Toker, intitulée « Luttés à gauche et à droite ». Dans la partie illustrée par la couverture de *Ant* où figure la phrase : « Le régime fasciste, quel qu'il soit, est condamné à s'effondrer », Doğan Özgüden est qualifié de "particulièrement kurdiste".

Bon, face à ces provocations et à ces attaques, il faut immédiatement aller à Paris, et établir ensuite les relations nécessaires en Allemagne et en Suède...

Le 17 mai, alors que nous rentrons à la Zeemanshuis après avoir rédigé avec Mekin des communiqués destinés aux médias belges, nous nous rendons compte d'un quiproquo dû à notre ignorance, et dont nous rions encore en nous en souvenant.

A la vitrine d'un libraire vendant des livres dans diverses langues, nous voyons un livre consacré à la ville où nous séjournons, portant en couverture les noms d'Antwerpen et Anvers côte à côte. Antwerpen est donc cette ville portuaire que nous avons ap-

prise dans nos livres d'école comme étant un des plus grands ports d'Europe : Anvers elle-même !

Alors que nous nous moquons l'un de l'autre pour notre ignorance crasse, il se met à tomber des cordes. Nous nous précipitons dans une pharmacie où nous devons acheter des médicaments. Nous y entendons un journal radiodiffusé où les mots "Turquie" et "Elrom" sont récurrents. Ce n'est que le soir que nous pouvons savoir de quoi il s'agit, lorsque Mekin vient nous rejoindre à l'hôtel : le consul général d'Israël à İstanbul, Elrom, a été enlevé...

L'état d'exception en Turquie, l'oppression, les arrestations ne font pas une seule ligne dans la presse européenne, mais l'affaire Elrom fait la une des journaux, et passe en premier dans les journaux à la radio et à la télévision.

Nous téléphonons tout de suite à Paris pour parler avec Güneş Karabuda. Les communiqués que nous avons rédigés en toute hâte en Turquie et ensuite en Belgique lui sont parvenus. Il dit avoir communiqué aux médias français et suédois les informations relatives aux derniers développements en Turquie.

Il faut impérativement passer à Bruxelles, capitale de la Belgique et capitale de la Communauté économique européenne.

Avant de quitter la Turquie, Hüseyin Baş nous avait dit que ses amis bruxellois Marcel Croës et Gisèle Frumkin pourraient nous être utiles en Europe. Un beau dimanche matin, nous frappons à leur porte. Une fois précisé que nous sommes des amis d'Hüseyin et expliqué pourquoi nous nous permettons de les déranger, ils nous manifestent une amitié et une gentillesse que nous n'aurions espéré. Ils ont vaguement suivi ce qu'il se passait en Turquie. Ils se demandent s'il est arrivé quelque chose à Hüseyin.

Marcel est critique artistique et littéraire à la radio et à la télévision francophones belges, la RTB, ainsi que dans plusieurs journaux francophones. Gisèle est en train de mettre sur pied une galerie d'art ancien. Dans leur jeunesse, en France, ils avaient soutenu la résistance algérienne. Ils avaient travaillé tous les deux comme professionnels du métier au service des émissions en langue française à Radio Pékin, mais ils n'avaient de lien avec aucune organisation politique.

Alors que nous sommes en train de parler des récents événements en Turquie, la radio belge fait savoir que consul général d'Israël à İstanbul, Elrom, a été assassiné par ses ravisseurs. Il se pourrait que cette nouvelle alarme nos hôtes et que, comme ils ne nous connaissent pas bien, ils nous mettent à la porte. Mais non, en dépit de cela, ils nous disent qu'ils sont disposés à soutenir la lutte antifasciste en Turquie et que nous pouvons loger chez eux si nous en avons besoin.

A notre retour à Antwerpen, toutes les chaînes de télévision donnent en première information la nouvelle de l'assassinat du consul Elrom. Sur les affiches portant la mention « tirer sans sommation », nous reconnaissons les portraits de İlkyay et Necmi Demir, Nahit Töre et Fahri Aral.

La junte exploite l'affaire au maximum pour légitimer son régime de terreur et d'oppression auprès de l'opinion publique mondiale. Il devient dès lors de plus en plus difficile de lutter contre elle.

La Belgique est un pays où, bien que le français soit une des langues officielles, la majorité de la population parle le flamand. Il faut donc que nous rédigeons en néerlandais aussi les communiqués que nous écrivons en anglais, français et allemand. Patrick de Jager, un ami de Mekin, arrive à notre secours.

Patrick ressemble physiquement à Osman Saffet Arolat. Il nous est immédiatement sympathique. A son jeune âge, c'est un des rares artisans du vitrail en Belgique... Il a horreur des régimes totalitaires. Il accepte volontiers de traduire nos communiqués en néerlandais. Son frère travaille à l'agence Belga, l'agence officielle de presse belge. Patrick nous dit qu'il pourra aussi nous aider à transmettre nos communiqués aux médias belges.

Le 26 mai, nous retournons à Bruxelles pour y distribuer nos communiqués aux médias belges, et nous profitons de l'hospitalité de Marcel. Le lendemain, Mekin nous apporte les traductions de Patrick dont nous rencontrons le frère à l'agence Belga pour lui remettre les textes en français et en néerlandais.

Gisèle et Marcel nous ont préparé un lit au sous-sol donnant sur le jardin pour que nous ne soyons pas dérangés par les invités qu'ils vont recevoir le soir, et pour que notre présence passe inaperçue. Nous nous y installons et nous mettons à lire les journaux turcs que Mekin nous a apportés. Tous les journaux parlent en détail, photos à l'appui, des perquisitions générales du 23 mai. Arrestations de masse... Une des personnes arrêtées est Jülide Zaim, la fiancée de Fahri Aral... Voyant la photo de Jülide, İnci fond en larmes et s'exclame en colère : « Cela ne sert à rien de perdre notre temps ici ! Si notre sort est de nous noyer, eh bien, noyons-nous dans l'océan ! Allons à Paris. Il faut absolument raconter ce qu'il se passe en Turquie à de plus vastes audiences... »

Marcel vient nous apporter des victuailles. Nous ne pourrions jamais oublier comme il a essayé de nous remonter le moral dans ce moment difficile.

Le lendemain matin au petit-déjeuner, nous disons à nos hôtes qu'il faut que nous partions à Paris le plus tôt possible pour y retrouver Güneş et Barbro Karabuda. Ils connaissent bien Güneş et Barbro, qui ont une réputation internationale.



- Nous avons aussi l'intention de nous rendre à Paris, disent-ils. Nous vous y emmènerons. Il est plus prudent que vous soyez avec nous, en voiture, étant donné que vous avez de faux passeports...

Jusqu'à Paris, pas de problème à la frontière, pas de problème de circulation. C'est à Paris que commencent les problèmes. Marcel s'adresse aux agents de police pour demander le chemin. Voyant la plaque d'immatriculation belge, ils font mine de ne pas comprendre, puis donnent des réponses moqueuses. Nous ne comprenons pas assez le français pour saisir ce qu'il se passe.

- Et voilà le fameux chauvinisme des Français, dit Marcel. Ils adorent se moquer de ceux qui ne sont pas de leur espèce, et surtout des Belges.

*

Nous avons prévenu par téléphone les Karabuda de notre arrivée. Ils nous attendent avec impatience. Dès l'abord, Barbro nous réprimande :

- Depuis combien de temps traînez-vous en Europe ? Pourquoi n'êtes-vous pas venus directement ici ?

Les Karabuda sont une grande famille... Güneş et Barbro sont deux *grands reporters* qui parcourent le monde pour parler des mouvements de résistance et de libération nationales, au péril de leur vie. Ils ne retrouvent leurs enfants : Ayperi, Nisan et le petit "guerillero d'appartement", Fonsy, qu'entre deux reportages, lorsqu'ils se posent à Stockholm ou Paris pour publier leur dernier reportage, ou qu'ils sont en vacances en Turquie.

Nous avons fait la connaissance d'Ayperi à 15 ans et demi lorsque sa famille était venue de Paris en Turquie au lendemain des événements de '68. A l'occasion des nombreux voyages qu'elle avait faits, la jeune fille avait appris plusieurs langues en plus du suédois et du turc, les langues de ses parents. Lorsque Barbro et Güneş étaient au loin pour leurs reportages, c'est elle qui était chargée de s'occuper de ses frères. Elle avait donc une maturité nettement plus avancée que celle des jeunes de son âge. Elle faisait donc l'admiration de tous les jeunes gens qui passaient par *Ant*.

A notre arrivée à Paris, les Karabuda se préparaient à un autre grand voyage... Après quelques jours à Stockholm, ils allaient partir pour le Chili d'Allende où la télévision suédoise les envoyait pour un reportage.

Mais en dépit de ces intenses préoccupations professionnelles, ils étaient de tout cœur avec la résistance en Turquie. Ils nous présentèrent à de nombreux journalistes, artistes, politiciens dont ils pensaient qu'ils pourraient nous soutenir dans notre combat, et



même aux représentants à Paris de mouvements de résistance et de libération nationale d'autres pays.

Par exemple, le grand peintre cubain Wifredo Lam et son épouse Lou ; la romancière et éditrice Ugne Karvelis ; le représentant du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), Carlos Pacheco ; le syndicaliste uruguayen Alberto Sendic, frère de Raoul Sendic, le légendaire leader des Tupamaros ; Orinaldo Val de Prensa Latina ; Martinez, un ancien combattant républicain de la guerre civile espagnole, que nous surnommions affectueusement « Baba Marten ».

Lors de ces rencontres, nous sommes Mehmet et Hacer Tuğsan, les personnages de nos faux passeports.

C'est juste à cette époque que *Le Monde* publie une information sur la parodie de procès du TKP... Le journal signale que Doğan Özgüden, rédacteur en chef de la revue *Ant*, un des principaux prévenus, est passible de la peine capitale.

Barbro nous interpelle :

- Mais enfin, allez-vous continuer à vous cacher en plein Paris sous de faux noms, et persister à taire votre identité ? Est-ce bien intelligent ? Il faut vous révéler au grand jour pour pouvoir mener plus efficacement votre combat ! Vous êtes sous le coup de condamnations qui vont chercher dans les centaines d'années ! Nous en sommes témoins. Après cette nouvelle dans *Le Monde*, vous pouvez immédiatement introduire une demande d'asile politique en France. Les informations que vous donnerez à la presse et aux organisations internationales n'en seront que plus crédibles.

- Non, répondons-nous, nous n'allons pas rester ici, nous ne voulons pas être des réfugiés. De plus, si nous dévoilons nos propres identités, nos camarades de combat et les membres de nos familles pourraient être inquiétés. Nous rentrerons clandestinement en Turquie comme nous en sommes sortis, dès que nous aurons fait le nécessaire pour nous assurer des soutiens à la lutte.

La maison des Karabuda grouille d'invités, des amis turcs ou européens. Lorsque des gens de Turquie s'annoncent, nous nous retirons dans la chambre du fond de peur que quelqu'un nous reconnaisse.

Le 30 mai... Une autre catastrophe. Toutes les chaînes de radio et de télévision en parlent : la prise d'otage de Sibel, le siège de la maison de Maltepe... Ce soir-là, les Karabuda donnent un dîner convenu de longue date... Parmi les invités dont je me souviens : Ara Güler, Ayla Algan, Mehmet Ali Kışlalı...

Ayperî nous emmène au cinéma pour que nous ne croisions personne. A notre retour, les invités sont toujours là, ils sont en pleine conversation. Nous nous faufilons vers la chambre du fond.



Le lendemain, la télévision annonce la fin de l'opération de Maltepe, la libération de Sibel, la mort de Hüseyin Cevahir et l'arrestation de Mahir Çayan, blessé.

L'enlèvement et la mort du consul israélien puis la prise en otage d'une jeune fille, mis en épingle par la junte, font souffler un vent défavorable sur les guérilleros dans la presse occidentale.

Le jour où l'opération prend fin à Maltepe, la nouvelle que des guérilleros, dans un pays d'Amérique latine, ont détourné un camion plein de victuailles destinées à un supermarché et ont distribué cette providence aux pauvres, est donnée avec ce commentaire :

« On constate que ceux-ci sont plus habiles que ceux de Turquie : ils entreprennent des actions populaires et ne se mettent pas le peuple à dos ».

*

Le soir du 9 juin, la « petite famille nomade » quitte Paris pour Stockholm dans la fidèle Volvo de Güneş.

Güneş est au volant, Barbro à côté de lui, sur le siège avant. A l'arrière ont pris place Ayperi, ses deux frères, İnci et moi. Le coffre et le toit de la voiture, le dessous des sièges, chaque interstice est plein de valises, de sacs, de paquets. Le pot d'échappement traîne pratiquement sur le sol. C'est dans cet équipage que nous allons franchir 2000 kilomètres en 2 jours. Personne n'aurait supporté cela. Pour l'accepter, il fallait que ce soit deux *grands reporters* au grand cœur qui avaient roulé leur bosse aux quatre coins du monde dans des conditions extrêmes.

Nous faisons étape à Antwerpen le premier soir, et logeons chez Mekin. Le lendemain, les Pays-Bas, et puis l'Allemagne...

Le côté magique du voyage en Hollande, c'était de voir les bateaux glisser sur l'eau des canaux, comme s'ils glissaient sur la route, parce que l'eau, cachée par de petits talus herbeux, demeurait invisible à nos yeux.

Avant de pénétrer en Allemagne, Barbro fait arrêter la voiture devant un supermarché.

- C'est l'Allemagne, on ne sait pas ce qu'il peut se passer. Nous allons un peu modifier ton apparence, pour ne pas attirer l'attention des flics.

Une chemise de nylon d'un blanc étincelant, une cravate foncée... Barbro me jauge d'un coup d'œil critique et éclate de rire :

- Pas la peine ! Même avec une cravate, il a l'air d'un bandit de grand chemin !

A l'entrée en Allemagne, pas de problème. Mais ce n'est pas à cause de moi que nous finissons par avoir des ennuis, mais à



cause de cette bonne vieille Volvo qui fait peine à voir. Un peu avant d'arriver à Hambourg, deux agents de la police de la route nous font signe de nous ranger.

- Mon Dieu, nous inquiétons-nous, à la frontière, ils ont dû s'apercevoir que nos passeports étaient des faux, et ils ont prévenu la police de la route !

Les agents nous saluent :

- Vous ne pouvez pas continuer avec ce véhicule, déclarent-ils.

- Pourquoi ?

- Ce véhicule est surchargé, il touche presque la route.

- Mais personne ne nous a encore rien dit, ni la police française, ni la police belge, ni la police néerlandaise.

- C'est possible... Mais la police allemande a des yeux pour voir ! Suivez-nous. Vous allez passer la nuit à Sittensen, dans un hôtel. Demain matin, vous mettrez votre excédent de bagage dans un conteneur. Vous pourrez poursuivre votre route une fois que vous aurez obtenu l'attestation que la charge de votre véhicule n'excède pas le poids légal.

Nous suivons donc les agents. L'entrée dans la petite localité d'une voiture immatriculée à l'étranger et escortée par la police fait sensation. Nous parquons la voiture devant l'hôtel. Lorsque nous sortons de la voiture, l'apparition de deux bonshommes au type oriental accroît encore la curiosité. Ils pensent sans doute que la police a mis la main sur une famille de contrebandiers. A notre grande insistance, les agents de police finissent par expliquer à la réception et aux autres clients de l'hôtel pourquoi nous sommes là et pourquoi nous allons y passer la nuit.

Le lendemain matin, les bagages excédentaires sont expédiés en Suède. C'est avec la bénédiction de la police que nous quittons la petite bourgade allemande que nous avons rebaptisée « *Sittin sene* » (pour l'éternité).

Le Danemark... Nous prenons un ferry-boat pour la Suède et contemplons de loin de château de Kronborg.

To be or not to be !

Nous avons désormais brûlé tous nos vaisseaux. Reste une seule réponse :

To be en again to be !

Quand nous mettons le pied en Suède, la radio de la Volvo capte les émissions en suédois. Les enfants, tout heureux de se retrouver dans leur pays, poussent des cris de joie. Barbro et Güneş sont tout aussi contents.

La première nuit en Suède... Un motel non loin de Malmö. Le paysage que l'on découvre de la fenêtre de la chambre est enchanteur. Une vaste étendue sauvage s'étend jusqu'à l'orée d'une

épaisse forêt de conifères... Un peu de paix après des mois de stress, fut-ce pour quelques heures seulement... Cette sérénité propre au Nord de Grieg, d'Ibsen... En dépit du froid glacial, nous courons, İnci et moi, dans l'herbe qui nous arrive au genou, libres !

Après une nuit à Malmö, nous reprenons la route et arrivons à Stockholm vers le soir. L'appartement des Karabuda sur les hauteurs, avec sa vue merveilleuse sur la baie. Les parents de Barbro viennent nous voir. Ils ont consacré toute leur existence à la lutte de la classe ouvrière suédoise. Nous parlons de la solidarité internationaliste. Ayperi met le disque *Gracias a la vida* de Violeta Parra. Merci la vie !

A ce moment, qui aurait dit que nous serions toujours en exil en Europe cinq ans plus tard. Que nous enverrions Isabel et Angel Parra, les enfants de Violeta, pour des concerts de solidarité en Turquie, et que le gouvernement turc expulserait ces merveilleux artistes comme s'il s'agissait de vulgaires criminels.

Après le repas, les Karabuda nous installent à Gärdet dans un petit appartement dont ils se servent en général comme studio de photographie. Notre séjour clandestin en Suède se passera désormais dans ce minuscule logis. C'est ici que nous élaborerons nos premières affiches illustrées en plusieurs langues contre la junte et c'est d'ici que nous les expédierons aux quatre coins du monde.

Nous essayons de suivre l'actualité mondiale sur le tout petit écran d'un téléviseur portatif, dans une langue que nous ne comprenons pas. Quoi qu'il en soit, on ne parle guère de la Turquie.

Un soir, nous rencontrons le président de l'Union des écrivains suédois, Per Wästberg, et Margaretha Ekström chez les Karabuda. Le sujet du jour : que faire contre l'oppression dont sont victimes intellectuels et auteurs en Turquie ? Et, bien sûr, notre avenir en exil... Nous leur expliquons ce que nous avons l'intention de faire en Europe, et que nous sommes décidés à rentrer au plus vite en Turquie, comme nous en sommes venus.

- Puisqu'il en est ainsi, nous dit Per, n'envisagez pas de demander l'asile politique, et rentrez dans votre pays dès que vous aurez rempli votre mission en exil.

Entre-temps, nous faisons la connaissance de deux personnes adorables : Krister, le frère de Barbro, et son épouse Gertrude... Ils dirigent tous deux une maison d'édition. Ils éditent les romans de Yaşar Kemal qu'ils font traduire en suédois. Ils sont convaincus que Yaşar va très bientôt recevoir le prix Nobel...

Nous discutons avec Krister des questions sociopolitiques en Turquie et en Suède. Quand nous évoquons la question kurde, Krister nous parle du problème le plus important de l'époque en Suède,



qui est la reconnaissance de droits égaux aux Lapons, qui survivent dans une nature sauvage.

Et un beau jour, une grande surprise ! Arslan Mengüç, qui a appris que nous sommes en Suède, débarque chez les Karabuda. Arslan, qui est aussi un ami d'Osman Saffet Arolat, était passé par *Ant* avant de partir faire ses études en Suède, et avait promis de nous faire parvenir des informations et des articles. Je lui avais fait faire une carte de presse pour faciliter la prise de contact avec les médias suédois. Il nous avait effectivement envoyé de nombreuses nouvelles et reportages.

Nous nous retrouvons avec beaucoup de joie et avons une longue conversation. A un moment, Arslan me fait une confidence : il est devenu militant à la fois du Parti communiste suédois et du Parti communiste de Turquie...

- Si tu es un militant du TKP, il y a une importante question qui doit être abordée avec les dirigeants du parti. A l'heure actuelle, beaucoup de nos compagnons de lutte et d'intellectuels de gauche croupissent dans les prisons de l'état de siège, et sont peut-être torturés, à cause de l'irresponsabilité de Selma Ashworth qui se fait passer pour une déléguée du TKP. Il faut que le parti éclaircisse cette affaire.

- Je vous mettrai en contact. Mais s'il faut faire autre chose en attendant je suis à votre disposition, non pas en tant que militant du parti, mais en mon nom propre.

Nous confectionnons les premières affiches illustrées contre la junte dans le petit appartement de Gärdet : Ayperi nous aide pour les traductions, nous mettons les textes en page sur la machine à boule IBM de Krister, les films sont préparés à l'imprimerie du Parti communiste suédois par l'intermédiaire de Arslan. C'est la première fois qu'İnci est heureuse depuis de longues semaines... Elle respire avec avidité le parfum de l'encre d'imprimerie dont elle avait été sevrée.

Nous rédigeons, encore avec l'aide d'Ayperi, une revue de presse des journaux de divers pays en relation avec l'oppression en Turquie. Tout cela est envoyé aux organes de presse et aux organismes internationaux des pays d'Europe.

Nous avons décidé de ne pas nous installer en Suède, et notre départ est fixé pour la fin juin. Nous célébrons avec les Karabuda et leurs amis la nuit la plus courte de l'année, le 21 juin. En Suède, alors que le soleil n'apparaît que deux heures par jour, en été, le ciel s'assombrit quelques heures par jour, et le soleil se lève à nouveau. C'est pourquoi les fenêtres de chambres à coucher sont dotées de tentures épaisses qui empêchent la lumière de pénétrer dans la pièce.

Les nuits de Stockholm, été comme hiver, sont pleines de dan-



gers multiples. La consommation d'alcool est particulièrement élevée ; les stations de métro sont envahies de saoulards agressifs. Les agents de police eux-mêmes craignent ces individus et ne descendent pas sur les quais.

Notre dernière soirée à Stockholm, nous assistons avec horreur à l'agression d'une dame âgée par quatre ou cinq personnages qui la malmènent et la jettent hors du wagon. Personne n'ose intervenir. Les patrouilles de police font semblant de ne rien voir et s'éloignent des lieux.

Le lendemain, nous faisons nos adieux aux Karabuda qui nous ont amicalement accueilli et logés pendant un mois, et nous prenons le train pour la République démocratique allemande via Sassnitz. Nous sommes équipés de deux valises pleines de communiqués et d'affiches contre la junte, en plusieurs langues.

*

Arslan nous avait indiqué que Yakup Demir, le Secrétaire général du TKP, qu'il avait eu au téléphone, nous donnait rendez-vous à Berlin-Est le lendemain à 15 heures. Les camarades de parti d'Arslan allaient nous attendre au poste frontière de la Friedrichstrasse et nous conduire, sans passer par le contrôle de la police, à l'hôtel où résidaient les dirigeants du parti.

Nous espérons donc de la sorte à la fois faire le point sur la mascarade de procès en cours contre le TKP et poster pour l'Union soviétique et les autres pays socialistes les communiqués que nous avons rédigés.

Notre train approche de Berlin aux petites heures du matin. Des fenêtres du train, nous regardons les vastes espaces de la RDA aux lumières de l'aube. Nous voyons des tracteurs et des machines agricoles rouillés et abandonnés à gauche et à droite, et à chaque gare où nous passons sans nous arrêter, des gens à la mine lasse. Pour des gens qui croient comme nous au socialisme, ce n'est guère encourageant.

Le vrai choc, c'est quand des préposés en uniforme ouvrent brutalement la porte du compartiment pour le contrôle des billets, des passeports et des bagages, que nous le vivons.

Pas de problème pour les billets et les passeports, mais le scandale éclate lorsque nos valises sont ouvertes. Les deux préposés, à la vue des affiches et des autres papiers, s'exclament d'une seule voix :

- *Was ist das ?*

Comme il ne fait aucun doute pour nous qu'ils sont au courant de la situation en Turquie, nous expliquons avec fierté qu'il s'agit de communiqués contre le régime fasciste en Turquie.

- Contre qui ou quoi que ce soit, nous ne pouvons autoriser l'entrée en RDA de tels documents, déclarent-ils.

- N'est-ce donc pas un pays socialiste antifasciste ? Comment se fait-il que vous ne puissiez pas nous autoriser à y entrer avec cela ?

- *Nein ! Sie sind verboten !*

Les avertissements qu'Arslan nous avait prodigués avant notre départ, sur base de sa propre expérience, nous reviennent à l'esprit :

- Si vous avez des ennuis dans le train, dans une gare, à l'aéroport, demandez à parler au commissaire politique.

C'est ce que nous faisons. Alors que les autres préposés dévissent les panneaux des autres compartiments, des couloirs, des toilettes, pour vérifier s'ils ne recèlent pas des voyageurs clandestins ou des produits dangereux, le commissaire politique apparaît. Heureusement, il parle anglais.

- Voyez vous-même, examinez ces documents... Ce sont des choses qui ne nous sont pas arrivées dans les pays capitalistes...

L'homme jette un œil sur les affiches et les autres documents, puis nous dit :

- Camarades, je vous comprends, mais il n'est pas possible d'entrer avec, ni de distribuer en RDA des documents, quel qu'en soit le contenu, sans en avoir sollicité l'autorisation au préalable. La meilleure chose à faire est de remettre tout cela dans vos valises. Vous en ferez ce que vous voulez à Berlin-Ouest.

Nous sommes heureux d'avoir pu sauver nos affiches et communiqués. Au matin, nous arrivons à Berlin-Ouest et descendons à la gare du Jardin zoologique. Nous errons un moment dans la perspective de faire contrôler nos passeports et de passer la douane. Difficile à croire, mais, tout au contraire de Berlin-Est, à Berlin-Ouest, il n'y a pas de contrôle. Il est évident qu'ils veulent bien faire sentir à ceux qui viennent de l'Est qu'ils se trouvent dans un pays libre.

Notre rendez-vous avec Yakup Demir est à 15 heures... Nous nous baladons un peu dans Berlin-Ouest pour nous familiariser avec la ville. Nous avons l'intention de prendre contact avec les lecteurs d'*Ant* à Berlin-Ouest à notre retour le soir.

15 heures... Sûrs que le scénario décrit par Arslan va se dérouler tel quel, nous entrons dans la salle du point de contrôle de la Friedrichstrasse. Nous jetons un coup d'œil aux alentours pour voir si quelqu'un nous attend. Il y a des tas de gens qui attendent leur visa, mais personne qui ressemble à quelqu'un venant de Turquie. Nous attendons un quart d'heure. Toujours personne. Nous attendraient-ils côté Est ? Arslan peut s'être trompé. Mais nos passeports nous posent problème.

Inci et moi faisons un rapide examen de la situation. Mais non, un parti politique ne peut agir avec autant de légèreté. Arslan s'est sûrement trompé. Ils nous attendent de l'autre côté.

Nous nous rendons au guichet et tendons notre passeport familial. Le préposé ouvre le passeport à la page où sont collées les photos d'identité, et nous regarde. Il répète plusieurs fois l'opération puis referme le passeport et le met de côté en disant :

- Veuillez attendre, s'il vous plaît, en nous désignant la salle d'attente d'un signe de la main.

Nous attendons un quart d'heure, une demi-heure... Un préposé gradé apparaît enfin à la porte de côté et nous fait signe :

- Vous, là ! Venez avec moi...

Nous le suivons. Heureusement que nous n'avons pas pris les affiches avec nous...

L'homme tient en main un énorme trousseau de clefs de toutes les tailles. Il ouvre une porte avec grand bruit. Nous avançons. Quelques pas plus loin, une autre porte. Il l'ouvre aussi. Nous grimpons des volées d'escaliers. Deux ou trois étages, je ne me souviens plus. Des corridors. Les fenêtres de pièces qui donnent sur les corridors sont badigeonnées de blanc, on ne distingue pas l'intérieur des pièces... Le lieu est désert et effrayant. L'homme ouvre encore une porte à grand renfort de cliquetis. Il nous fait signe d'entrer, et d'attendre. Une nouvelle cascade de cliquetis, et la porte se referme, bouclée à double tour.

La pièce a de 15 à 20 m² au plus. Pas de fenêtre, pas de mobilier autre qu'une table en bois et deux ou trois chaises en bois. Du plafond pend une ampoule électrique souillée de crottes de mouche...

Nous chuchotons :

- Nous sommes faits... Ou Arslan a exagéré son influence dans le parti, ou les dirigeants du TKP n'ont pas envie de parler du procès en Turquie, et ils n'ont envoyé personne. Puisque personne n'est venu de la part du TKP, ne parlons pas de la cause antifasciste, et surtout pas d'un éventuel rendez-vous avec le TKP... Le mieux sera de dire que nous sommes des touristes voyageant avec un passeport ordinaire. Qu'un seul de nous deux parle et réponde aux questions, cela évitera des ennuis.

La périlleuse mission incombe à Inci.

La porte s'ouvre. Un agent en uniforme qui donne l'impression de connaître son affaire entre dans la pièce. Il nous examine soigneusement tous les deux pendant un moment, puis demande poliment :

- Pourquoi avez-vous besoin de voyager avec un tel passeport ?



İnci répond avec sang-froid :

- Qu'est-ce qu'il a, notre passeport ? Vous n'avez jamais vu de passeport turc ? Puisque nous sommes en Allemagne, nous nous sommes dit que nous allions visiter Berlin-Est et acheter des livres et des disques. Nous voulons rentrer à l'Ouest ce soir.

- C'est possible. Mais pourquoi avec ce passeport ?

Il prend notre passeport et l'ouvre à la page des photos d'identité, qu'il tient sous l'ampoule. La police allemande, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, a vraiment l'œil... Nous constatons que le sceau à froid de nos photographies ne correspond pas exactement aux traces du sceau à froid déjà sur la page. Mais il ne faut pas nous trahir.

- Mais quoi ? C'est un passeport tout à fait ordinaire, assure İnci.

L'homme a sa réponse :

- Non, vous ne pouvez pas entrer avec ce passeport. Si vous y tenez absolument, il faut retourner à l'Ouest, obtenir de votre consulat un cachet attestant que ce passeport est bien le vôtre ou un nouveau passeport et alors, bienvenue !

Il ajoute en riant :

- Du moins si vous pouvez entrer au consulat !

Nous sortons de la pièce avec un agent de police. Nous passons de nouveau par les mêmes corridors. Des portes sont ouvertes dans un concert de clefs entrechoquées, et soigneusement refermées, pour arriver à la porte qui donne sur l'Ouest...

En montant dans le train qui nous ramène à l'Ouest, nous éprouvons la sensation que nous avons vécue en montant dans l'avion de la Lufthansa pour quitter la Turquie.

*

A notre descente à la gare du Jardin zoologique, nous errons sans but dans les rues pour recouvrer nos esprits. Nous essayons de faire le point.

Oui, nous sommes à l'Ouest. Mais si les policiers de l'Est et de l'Ouest collaboraient ? Arslan ne nous avait-il pas dit à Stockholm que des policiers de l'Allemagne nazie étaient toujours en fonction à l'Est comme agents expérimentés ? Et si au moment de quitter l'Allemagne de l'Ouest la police de l'Ouest faisait des difficultés et nous retenait ? Ne serions-nous dès lors pas forcés de demander l'asile politique dont nous ne voulions pas ?

Nous devons retrouver Mugaffer Erdoğan, le propriétaire du *Kurtuluş Kitabevi* (librairie Libération), qui nous avait laissé entendre, lors de ses visites en Turquie, qu'il était en contact avec le



TKP. Personne ne répond au téléphone, mais nous avons une adresse. Nous finissons par arriver à cette adresse, mais il n'y a personne...

Le soir tombe... Nous revenons au centre-ville. Il pleut des cordes. Les bâtiments du style *mietskaserne* qui datent du temps d'Hitler, et qui ressemblent vraiment à des casernes, nous écrasent de leurs silhouettes épaisses.

Notre dernier espoir est Hakkı Keskin, le président de l'Union des étudiants turcs en Allemagne (*Almanya Türk Öğrenciler Birliği* - ATÖB) à l'Université libre de Berlin... Il est abonné à *Ant* depuis des années, nous avons souvent échangé des correspondances. Lorsqu'il a été déchu de sa nationalité turque, nous l'avons soutenu depuis la Turquie. Mais nous n'avons pas son numéro de téléphone, seulement l'adresse du campus où il loge.

Nous reprenons le métro, le bus, nous marchons sous la pluie battante et traversons un petit bois avant d'arriver enfin à la Gelfertstrasse.

Par souci de sécurité, j'attends dehors pendant qu'İnci entre dans le bâtiment. Elle a à peine posé le pied dans l'entrée qu'un gigantesque berger allemand l'attaque. Des étudiants maîtrisent l'animal et İnci trouve la chambre de Hakkı, mais il n'est pas là non plus.

*

İnci obtient des étudiants le numéro de téléphone de Hakkı et nous reprenons le chemin de la gare du Jardin zoologique. Nous décidons de passer la nuit dans un petit hôtel bon marché dans le quartier de la gare.

L'hôtel le moins cher que nous trouvons est un bouge où les prostituées montent avec leurs clients. Ils ne demandent même pas le passeport. Nous payons 34 Deutsche Mark et réservons une chambre pour la nuit.

Nous téléphonons à Arslan d'une cabine publique pour lui raconter notre aventure.

- Qu'est-ce que c'est que ce parti !? Quelle organisation !?

Arslan est furieux.

- Téléphonnez à Ömer Tulgan, recommande-t-il. Il nous donne le numéro de téléphone. Le nom de Tulgan apparaissait dans les articles que nous avions publié dans *Ant* sur le Foyer des socialistes turcs de Berlin (*Berlin Türk Toplumcular Ocağı* - TTO). Nous téléphonons et nous faisons connaître. Après avoir résumé nos mésaventures à Berlin, nous sollicitons son aide.

- Nous sommes très occupés pour le moment, nous avons une



réunion, il ne nous est pas possible de vous voir tout de suite. En plus, nos téléphones sont sur écoute, ne parlons pas. Il vaut mieux que vous veniez au foyer demain ou après-demain.

- Ou maintenant ou jamais, disons-nous en raccrochant. Nous achetons deux bockwurst à la gare et rentrons à l'hôtel pour décompresser après nous être rassasiés. Mais nous reposer ? Pas possible. Ces dames sont très actives, et la nuit est longue...

Le lendemain, nous quittons l'hôtel de bonne heure pour nous rendre à l'Université et rejoindre Hakkı. Nous expliquons qui nous sommes, que nous avons quitté clandestinement la Turquie, et que nous voulons nous entretenir avec lui du combat contre la junte.

Hakkı est ému, mais encore suspicieux. Faisant fi de ma présence, il ne s'adresse qu'à İnci. En effet, Selma Ashworth, qui avait impliqué bon nombre d'intellectuels dans la parodie de procès du TKP, avait fait courir le bruit auprès de toutes mes relations en Europe que depuis l'opération Massue (*Balyoz*), j'étais en prison en Turquie, et qu'İnci lui communiquait des messages secrets qu'elle cachait dans le talon de ses chaussures. C'est la raison pour laquelle il n'était pas sûr que l'individu qui accompagnait İnci soit bien Doğan Özgüden.

Pour en être certain, Hakkı nous demande de l'excuser quelques minutes et se rend auprès de Ergün Sönmez, un docteur logeant dans le même campus. Ergün, lors d'un de ses séjours en Turquie avait visité *Ant*, et y avait eu avec moi un long entretien à propos d'un projet de lancement d'un nouveau journal. Lui ne pouvait pas être abusé par un imposteur.

Hakkı revient. Ergün passe ensuite sous le prétexte de demander quelque chose. Comme il me connaît, il me salue chaleureusement dès qu'il me voit. Il indique qu'il est du devoir de tout progressiste d'être solidaire de ceux qui ont pu échapper à la terreur que fait régner la junte.

Hakkı est désormais rassuré à cent pour cent sur l'identité de ces inconnus qui ont sonné à sa porte de grand matin.

Et à partir de ce moment commence pour nous une nouvelle étape dans notre vie en exil.

*

A Berlin, où se trouve d'ailleurs une importante présence de travailleurs et d'étudiants originaires de Turquie, il existe déjà une certaine activité contre la junte.

L'ATTF, dans la ligne du TKP, le groupe maoïste 'Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie' (*Türkiye İhtilalci İşçi Köylü Partisi - TİİKP*), Mihri Belli, les partisans de Hikmet Kıvılcık





cımlı, et à part cela un groupe de progressistes mené par Hakkı Keskin.

Au sein de ces formations se trouvent des personnes qui sont en relation avec *Ant*, que ce soit comme auteur ou comme lecteur. Cependant, comme les divisions qui se produisent au sein de la gauche en Turquie ont des répercussions ici aussi, ils ne parviennent pas à s'unir dans la lutte contre la junte.

Hakkı est toutefois favorable à des efforts dans ce sens... Il est d'avis qu'il y aurait moyen de publier un journal de résistance commune à Berlin, en profitant de l'arrivée dans la ville de deux journalistes chevronnés. Il nous conseille de revenir nous installer à Berlin après avoir terminé nos prises de contact en Europe.

Entre-temps, nous faisons la connaissance de quelques étudiants de l'Université libre. A titre d'exemple : Hayat Erkanal, qui deviendra par la suite un archéologue de réputation internationale, et Ali Yurttagül, qui deviendra des années plus tard conseiller près le Groupe des Verts au Parlement européen.

Je me souviens avoir conseillé à Ali –que les dissensions entre organisations turques à Berlin dérangeaient– de ne pas s'en mêler et de terminer ses études, et de faire son choix politique après cela. C'est lui qui, après une visite familiale en Turquie, me ramènera l'affiche « Recherchés », où figurait notamment ma photographie, qu'il avait arrachée et apportée à Berlin dans ses bagages, prenant ainsi un gros risque au passage de la frontière.

Ergün, qui avait confirmé mon identité pour rassurer Hakkı, et son épouse suisse Monique Sansonnens, étudiante comme lui à Berlin, faisant preuve d'une amitié véritable, nous accueillent dans leur petite chambre sur le campus.

Début juillet 1971, nous nous envolons de Berlin-Ouest pour Hanovre dans le but de poursuivre nos prises de contact en Europe et organiser les relations avec la Turquie. Mekin et Güneş nous attendent à l'aéroport et nous emmènent à Renesse aux Pays-Bas dans un village de vacances au bord de la mer. Nous y dressons une grande tente où nous passons une semaine à la fois de repos mais aussi de réflexion sur la suite de l'action à entreprendre. La semaine suivante, nous retournons à Antwerpen.

Les premiers messages de Turquie sont parvenus à l'adresse de contact que nous avons communiquée. Les opérations qui ont fait suite à l'enlèvement d'Elrom et la prise en otage de Sibel ont porté un coup sérieux aux organisations de résistance de gauche.

Quant aux événements à *Ant*, ils ne correspondaient pas à ce qui avait été décidé lors de nos dernières réunions à İstanbul. Certains des camarades auxquels nous avons délégué les pouvoirs s'étaient retirés face à l'intensification des pressions. Faruk Pekin



s'efforçait de tenir la structure en place en dépit de toutes les difficultés. C'est lui qui nous informait en permanence grâce à des messages codés.

Toujours pas de nouvelle de l'argent et des documents que nous avions demandé que l'on nous envoie pour mener à bien notre mission. Notre situation matérielle est extrêmement délicate. Heureusement que nos amis nous conduisent avec leur véhicule là où nous devons aller, et qu'ils nous hébergent la plupart du temps.

Entre-temps nous recevons des nouvelles de la mère d'Inci. La pauvre femme a gagné Berlin par la Roumanie. Elle y a retrouvé le fils d'une connaissance qui y est étudiant, et s'est informée de nous. Qu'aurait-il pu en savoir ? Après deux ou trois jours à Berlin, elle était retournée en Turquie. Devinant dans quels problèmes d'argent nous nous trouvions, elle avait confié un collier en or à nous faire parvenir d'une manière ou d'une autre.

En plein mois de juillet, impossible de toucher des gens que nous aurions connu : quasi tout le monde est rentré au pays pour les vacances. A notre arrivée à Cologne, nous trouvons fermé pour un mois le bureau de l'association des travailleurs avec laquelle nous correspondions régulièrement de Turquie.

Une chance : nous parvenons à rencontrer le journaliste Nurretin Tekindor, un ami de Turquie, son épouse Güleren, Ülya Üçer, qui travaille au sein du service des émissions en langue turque de Radio Cologne, et Fazıl Sağlam, qui faisait son doctorat en Allemagne à l'époque. Nous discutons longuement avec eux de la situation en Turquie et de ce que l'on pourrait faire en Europe.

Sur ces entrefaites, Güneş et Barbro nous font savoir qu'ils se mettent en route de Stockholm pour le sud avec leur vénérable Volvo afin de s'embarquer pour le Chili.

Nous les retrouvons non loin de la gare de Cologne avec Mekin et son épouse, et nous passons tous la nuit dans un hôtel de la vallée du Rhin.

Nous tombons tous d'accord pour penser que la meilleure solution pour nous, étant donné les circonstances, est de retourner à Berlin et de nous y mettre au travail. C'est ainsi que nous nous faisons nos adieux et nous séparons le premier jour du mois d'août. Les Karabuda s'en vont au Chili, Mekin et sa femme retournent en Belgique, İnci et moi nous dirigeons vers Berlin...

Mais ce n'est pas la fin de nos ennuis. A notre arrivée à Berlin, Hakkı est sur le point de partir en Roumanie pour quinze jours de vacances réservées de longue date. Il a pris rendez-vous pour nous auprès d'un organisme d'aide aux réfugiés politiques pour régulariser notre séjour à Berlin jusqu'à son retour.

Nous nous rendons à ce rendez-vous avec des pieds de plomb.

Nous sommes reçus avec une extrême courtoisie. Thé et biscuits... Nous expliquons notre situation. Nous déclarons que, comme nous ne voulons pas rester plus de quelques mois en Europe, ce n'est que d'une solution provisoire dont nous avons besoin.

Il devait s'appeler Hardwick... Il nous explique à son tour avec fierté comment ils viennent en aide depuis des années aux personnes qui fuient l'Allemagne de l'Est.

Tout en l'écoutant, nous pensons à ce que nous avons entendu, et même que nous avons évoqué dans *Ant* sur les dessous des opérations "réfugiés".

- Je téléphone à la Police des étrangers, dit Hardwick ; dans quelques jours, vous obtiendrez une autorisation de séjour légal et vous pourrez même bénéficier d'un logement et de l'aide sociale.

Nous l'interrompons :

- Non, nous ne voulons pas être réfugiés. Nous ne voulons pas d'aide sociale non plus. Nous voulons seulement être quelques mois hors de portée des agents de l'Etat turc.

- Ça, ce n'est pas possible, fait-il, nous ne pouvons pas faire quelque chose d'illégal.

- Si c'est le cas, permettez-nous de réfléchir quelques jours encore, demandons-nous.

Il faut absolument que nous vendions le collier de la maman d'Inci. Mais comme nous sommes des clandestins, nous ne pouvons pas le faire nous-mêmes. Nous demandons à Monique de la faire, et elle accepte de bon cœur. Le soir, elle revient mission accomplie, mais elle est dans tous ses états.

- Que se passe-t-il ? Il y a quelque chose qui ne va pas ?

- Si vous saviez ! Le bijoutier a examiné le collier. Il a déclaré que ce n'était pas du 18 carats mais du 14 carats. Il m'a demandé d'où j'avais le collier. Il m'a interrogée pendant un quart d'heure. Je lui ai dit que ma famille me l'avait apporté en cadeau d'un voyage touristique en Turquie. Il s'est radouci et a acheté le collier sur base de sa valeur en 14 carats.

Le joaillier allemand a ajouté, en payant :

- Je l'avais deviné. Il n'y a qu'en Italie ou en Turquie qu'on fait cette escroquerie aux carats !

Le prix du collier nous met à l'aise pour quelques mois, mais nous sommes toujours sans nouvelles de l'argent ainsi que des documents vitaux que nous avons confiés en Turquie.

Nous faisons alors la connaissance de Klaus. Klaus est un étudiant allemand qui étudie, lui aussi, à l'Université libre. Il a une fiancée en Allemagne de l'Est. Comme elle ne peut pas venir de ce côté-ci, Klaus va la voir chaque week-end et fait avec elle des rêves d'avenir.

Nous logeons chez Klaus pendant un temps. Il n'est pas communiste, mais il nous dit qu'il a des amis communistes parmi lesquels un jeune couple qui a une chambre disponible que nous pourrions louer.

Nous allons voir. L'ami est disposé à nous louer la chambre. Soudain, sa petite amie survient. Apprenant que la chambre allait être louée à deux clandestins, elle éclate :

- Je me suis donné tant de mal pour faire mes études, je suis en dernière année. Si quelqu'un apprend que nous hébergeons des clandestins, mon avenir est fichu ! S'ils viennent dans cette maison, j'irai les dénoncer à la police, c'est moi qui te le dis !

Très déçus, nous quittons les lieux. Nous nous installons provisoirement chez Ergün. Et lorsque Klaus part en vacances d'été, nous logeons dans sa chambre d'étudiant...

Entre-temps nous traduisons en anglais les documents qui nous parviennent de Turquie sur les procès et les tortures, et nous les expédions à Paris, Bruxelles et Stockholm.

Pour ce qui concerne les informations sur ce qui s'est passé auparavant, nous avons au moins besoin des anciens numéros de *Ant* que nous avons publié des années durant à la sueur de notre front. Nous envoyons message sur message. Pas de réponse. Nous sommes désespérés. Nous essayons d'écrire en nous fiant à notre mémoire ou aux collections incomplètes en possession des amis de Berlin.

Un jour où nous avons le moral particulièrement bas, nous décidons de contacter Sabahat quoi qu'il en coûte. Nous devons prendre l'air du pays. Nous n'avons pas son numéro de téléphone, mais nous connaissons son adresse. Sabahat est une fille de la campagne, une protégée de la mère d'İnci. Elle avait vécu avec nous à İstanbul un temps, et avait eu l'occasion d'élargir ses horizons. Après son mariage, elle s'était mise en tête de travailler en Allemagne, et avait été engagée par les usines Siemens à Berlin.

Nous arrivons à l'adresse en question. Le nom de la rue est correct, le numéro de la maison aussi, mais, devant la porte, des belles de jour en tenue hyper sexy attendent le client.

Nous sommes stupéfaits et nos regards se croisent.

- Se pourrait-il que la malheureuse enfant soit tombée dans les filets de la traite des blanches sur son chemin vers Siemens ?

Nous n'avons pas le courage d'entrer dans l'immeuble. Et si c'était bien comme nous le pensons ?

Nous nous renseignons timidement sur la nature de la maison. Mais non, il s'agit bien de la maison où habite Sabahat ! Elle est bien ouvrière chez Siemens, et non péripatéticienne... Siemens loue à gauche et à droite des appartements pour les ouvrières que



la société embauche en Turquie, et loge celles-ci contre une certaine somme. Un des immeubles loués par Siemens se trouve en plein milieu du quartier chaud de Berlin !

En nous voyant, Sabahat est folle de joie. Témoin direct des procès et des pressions dont nous étions la cible en Turquie, elle se faisait un sang d'encre pour nous depuis la proclamation de l'état d'urgence.

Elle est tellement heureuse qu'elle ne sait quoi nous offrir. Le mieux est encore de nous présenter du pain qu'elle a fait de ses mains. A l'époque, il n'y avait pas encore d'épiceries turques à tous les coins de rue. Certaines boulangeries allemandes arboraient, à l'intention de leurs clients turcs, des affichettes annonçant : *Bu ekmeğ iyi ekmeğ* (Ce pain est du bon pain). Mais le pain de Sabahat, c'est autre chose ! Nous retrouvons, fût-ce fugacement, le goût d'Istanbul avec ce pain, du fromage, des olives et un thé "rouge comme du sang de lapin", comme on l'aime...

Elle veut absolument savoir où nous habitons, pour nous revoir. Nous lui disons que nous sommes là clandestinement, que nous nomadisons, et que nous reviendrons la voir quand l'occasion s'en représentera.

Elle sait que nous sommes de gauche, et elle demande timidement :

- Vous êtes à Berlin-Est, sans doute ?
- Non, nous sommes à l'Ouest. C'est ici que nous avons à faire...

*

Sur ces entrefaites, un ami de Cologne nous annonce que l'acte d'accusation du parquet militaire contre le TKP va lui parvenir, et qu'il nous en enverra une copie dès réception, si nous le souhaitons.

- Les avocats du procès sont particulièrement heureux que tu n'aies pas été arrêté, dit-il. Comme le procès se fonde notamment sur les publications d'*Ant* présentées comme preuves à charge, on aurait pu te torturer pour obtenir des "aveux". Ils te conseillent, si tu es à l'étranger, de ne revenir en aucun cas en Turquie avant la fin du procès.

Et d'ajouter :

- Cette parodie de procès est en grande partie fondée sur la correspondance irresponsable de Selma Ashworth, de l'ATTF, de même que sur les renseignements fournis par un agent infiltré dans le Groupe Noyau (*Çekirdek Grubu*) formé par des anciens membres de la Fédération des Clubs de Pensée (*Fikir Kulüpleri Federasyonu-FKF*) à Istanbul. Les amis restés en Turquie estiment qu'il faut demander des comptes aux dirigeants du TKP en ce qui



concerne l'attitude de Selma. Puisque vous vous trouvez à Berlin, ce serait bien que vous passiez à l'Est pour en discuter.

La première rencontre organisée par Arslan Mengüç avait dû avorter soit à cause de la maladresse des dirigeants du TKP, soit parce que ceux-ci ne tenaient pas trop à ce que la question soit amenée sur le tapis.

Début septembre, nous apprenons que Mugaffer Erdoğan, de la librairie *Kurtuluş*, est de retour de vacances, et nous prenons contact avec lui. Il est marié avec une Allemande de l'Est. Au rez-de-chaussée de l'immeuble où ils habitent se trouve une librairie où il vend des livres qu'il apporte de Turquie. Des ouvrages publiés par *Ant* et par d'autres maisons d'édition de gauche, ainsi que les publications du TKP : *Yeni Çağ* (Temps nouveaux), *Yurt ve Dünya* (La Patrie et le Monde).

Nous lui racontons ce qu'il nous est arrivé depuis notre départ de Stockholm, et tout spécialement l'épisode à Berlin-Est. Il en est attristé.

- D'après moi, il doit y avoir eu une erreur. Si vous le voulez, je peux arranger immédiatement une nouvelle rencontre avec le camarade, propose-t-il.

- Oui, immédiatement, dis-je. Il faut absolument que nous parlions du sort des amis qui sont en prison en Turquie, qui y sont torturés, sous prétexte qu'ils sont inculpés dans l'affaire du TKP.

Mugaffer nous contacte quelques jours plus tard pour nous faire savoir que Yakup Demir va nous introduire à Berlin-Est sans passer par le contrôle de la Friedrichstrasse le 10 septembre à 11 heures.

A notre arrivée au point de contrôle de la Friedrichstrasse à l'heure dite, quelqu'un nous attendait, İnci et moi. Il nous emmène, sans passer par le contrôle, du côté Est de la ville, et nous conduit à un hôtel à quelques rues de là. Hormis de brèves salutations, nous n'avons aucune conversation avec cette personne.

Yakup Demir, le Secrétaire général du TKP, nous attend à la porte de l'hôtel. Il nous accueille chaleureusement et nous invite :

- Venez, mangeons quelque chose et parlons.

Il semble qu'il s'agisse d'un hôtel où sont hébergés les dirigeants de deuxième ou de troisième ordre des partis communistes étrangers. Les dirigeants du TKP logent probablement ici lors de leurs séjours à Berlin-Est.

Nous sommes sur le point de passer au restaurant lorsqu'une femme d'un certain âge à la mine revêche, préposée à cet endroit, nous barre le passage :

- Une minute, vous avez une réservation ? Si non, vous ne pouvez pas entrer, déclare-t-elle.

Nous sommes très étonnés de constater que le leader d'un parti

communiste reconnu comme interlocuteur par les pays du système socialiste doivent d'expliquer avec un portier... Nous sommes mortifiés qu'une personnalité qui préside depuis des années au sort du mouvement communiste en Turquie –et même si nous ne partageons pas entièrement ses vues– doive subir un tel traitement. Nous détournons le regard et faisons mine d'admirer les tableaux et les décors pour ne pas être davantage témoins de l'échange assez tendu qui suit.

Demir discute longuement en allemand avant que nous passions dans la salle du restaurant. Il est évident qu'il est extrêmement agacé et attristé d'avoir subi une telle vexation devant deux journalistes socialistes venus de Turquie.

La salle est encore presque vide. Nous nous installons à une table.

A part Yakup Demir, İnci et moi-même, se trouve attablé un homme brun, plus jeune et plus grand que Demir, dont nous ne connaissons ni le nom, ni la fonction. Il n'intervient pas dans la conversation. Il écoute ou essaie d'enregistrer mentalement la conversation.

Nous parlons un moment de la situation en Turquie et de la terreur d'Etat dont sont victimes les forces de gauche. Demir nous pose des questions sur les pressions que nous avons subies en Turquie et sur les problèmes que nous avons rencontrés depuis notre départ du pays.

Nous indiquons que nous n'allons pas prolonger notre exil, et que nous allons rentrer en Turquie le plus vite possible, après avoir effectué notre mission.

- Je ne pense pas, dit-il. Nous aussi, nous avons quitté la Turquie dans la même intention, et voyez, nous sommes toujours ici. Il faut être réaliste... Soyez prêts à un long exil.

Il nous donne quelques livres rédigés en turc publiés par le TKP. J'y jette un œil : *Le Programme du Parti communiste de l'Union soviétique*, *Le cinquantième du Grand Octobre*, *Le monde ensoleillé*, à la gloire de l'URSS, et *La République démocratique allemande*, à la gloire de la RDA... Cela fait six mois que la terreur fasciste sévit en Turquie, mais il n'y a pas un seul livre sur la Turquie ! Il doit avoir lu la contrariété sur mon visage, parce qu'il change tout de suite de sujet :

- Vous êtes des journalistes de talent. Si vous restez un certain temps en exil, nous pourrions collaborer.

- Par exemple ?

Va-t-il nous proposer une coopération concrète qui puisse être d'une aide directe à la lutte antifasciste, correspondant aux impératifs de la situation en Turquie ?



- Nous pourrions vous installer à Prague. Nous avons le projet de faire traduire les œuvres de Lénine en turc. Vous pourriez y travailler en toute sérénité.

Inci et moi sommes ébahis. Est-ce vraiment la priorité, alors que la Turquie est aux mains d'un régime fasciste ?

- Non, répondons-nous, ce n'est pas pour cela que nous nous sommes exilés. Les arrestations continuent, les tribunaux militaires peuvent à tout moment prononcer des condamnations à mort. Notre devoir est d'avertir l'opinion publique mondiale et d'obtenir l'isolation de la junte sur la scène internationale.

Silence.

- D'ailleurs, ce n'est pas pour cela que nous avons voulu vous rencontrer. Vous êtes sans nul doute au courant de la parodie de procès intenté contre le TKP en Turquie. Vous êtes un des principaux prévenus, j'en suis un autre. Pour nous, pas de problème : nous ne sommes ni en Turquie ni en prison. Mais, en ce moment, il y a en Turquie de nombreux jeunes et des intellectuels de premier plan qui sont en prison.

- Je sais, mais ce procès n'a rien à voir avec notre parti.

- C'est possible, mais le procureur militaire s'est servi comme preuve des correspondances irresponsables de Selma Ashworth, une des dirigeantes de l'ATTF, qui se faisait passer comme porte-parole du TKP, vous le savez sans doute. Je ne sais pas si l'acte d'accusation vous est parvenu.

- Non.

- Il va me parvenir très prochainement. S'il est possible de nous rencontrer à nouveau, je vous en transmettrai une copie. Vous devez prendre position, en tant que TKP. Vous devez mettre fin à toute relation avec Selma Ashworth, si vous en avez. Vous devez forcer les dirigeants de l'ATTF à prendre position sur cette situation.

Demir se tait. Sur mon insistance,

- Je vais faire procéder à une enquête sur l'affaire, dit-il. Nous allons probablement recevoir copie de l'acte d'accusation ces jours-ci. Nous pourrions alors examiner la question de manière plus concrète.

Nous nous séparons en convenant de nous revoir après avoir obtenu l'acte d'accusation. L'individu qui nous a accompagnés à notre passage à Berlin-Est vient avec nous à l'*International Buchhandlung* où nous achetons quelques livres en anglais, et nous repassons à l'Ouest encore sans nous faire contrôler.

*



Cette fois, nous avons pénétré à Berlin-Est sans problème, mais à notre retour à l'Ouest, des cris épouvantables provenant de la gare nous mettent le moral à plat. Que se passe-t-il ? Torture-t-on quelqu'un ? Ce que nous avons vu des années durant dans les films de propagande occidentaux seraient donc vrai ? Nous rentrons au campus de l'Université libre avec plein de questions dans la tête.

En Turquie, Çiğdem, ma sœur, publie depuis peu des livres pour enfants pour les éditions *Ant*. Dans la série "Pour les adultes de demain" (*Yarının büyüklerine*), elle a publié un livre d'Aziz Nesin et un autre d'Orhan Kemal. Elle nous demande, si nous en avons le temps, de trouver des livres destinés aux enfants, et de les traduire. Parmi les livres que nous nous sommes procurés à Berlin-Est figurent des ouvrages de fiction soviétiques. C'est ainsi que d'une part nous distribuons nos communiqués concernant la situation en Turquie, d'autre part nous essayons d'apprendre l'allemand, tout en traduisant une sélection des livres en question que nous avons l'intention de publier sous le titre : "Le quatrième soleil" (*Dördüncü güneş*).

Il faut absolument exfiltrer nos amis restés en Turquie, qui n'ont pas encore été arrêtés mais qui ont à faire face à une répression croissante. Pour cela, nous devons trouver des passeports européens, y apposer la photographie des amis en danger, et faire parvenir ces faux passeports en Turquie.

A l'époque, les jeunes sont encore imprégnés de l'esprit rebelle de mai '68. Des étudiants originaires de divers pays, nous aident à trouver des passeports. Le célèbre sculpteur İlhan Koman, dont nous avons fait la connaissance en Suède, et que nous apprécions autant qu'il nous appréciait nous avait appris à fabriquer des sceaux à froid avec du plâtre. Nous adaptions les photos d'identité venues de Turquie sur des passeports allemands, italiens, français et suédois, et nous expédions clandestinement ces passeports en Turquie.

Mi-octobre, la nouvelle arrive : Deniz Gezmiş et ses amis ont été condamnés à mort par le tribunal de la loi martiale. Nous envoyons des communiqués de protestation en plusieurs langues dans les pays d'Europe occidentale, et, pensant que cela nous fera gagner du temps, nous décidons qu'un de nos jeunes amis passera à Berlin-Est et postera les communiqués destinés aux pays socialistes.

Le jeune homme n'eut aucune difficulté à passer à Berlin-Est, mais à la poste, on lui déclara qu'il devait, pour expédier ces communiqués, obtenir une autorisation du ministère des Affaires étrangères de la RDA. Au ministère des Affaires étrangères où il se rendit à cet effet, après l'avoir fait attendre des heures durant, et en dépit de ses explications sur le caractère antifasciste des docu-

ments, on lui dit que c'était le ministère de l'Intérieur qui était habilité à statuer sur les questions de sécurité. Il fut finalement éconduit du ministère de l'Intérieur, où il avait également attendu pendant des heures, avant qu'on lui dise : « C'est une question délicate. Cela pourrait porter atteinte à nos relations avec la Turquie. Poste-les à l'Ouest, camarade, cela ira plus vite. »

Cette insensibilité et cette approche procédurière avaient rendu malade notre jeune ami, qui était révolté par la condamnation de Deniz et de ses amis. Lorsqu'il revint, les bras chargés des enveloppes qu'il avait emportées à l'Est, il déclara :

- Ces gens-là n'ont rien à voir avec la révolution et le communisme. Je veux être pendu si je remets un jour les pieds en RDA !

Nous comprenions fort bien sa réaction. Nous étions passés par là en revenant de Suède. Cela devait être ce que l'on appelle la *Realpolitik*.

C'est à cette époque que l'Union soviétique et ses alliés lancèrent une campagne de solidarité avec la révolutionnaire afro-américaine Angela Davis emprisonnée aux Etats-Unis. Nous écoutions la radio est-allemande pour savoir si on y parlait de la Turquie, et nous entendions continuellement parler d'Angela Davis. Les programmes étaient interrompus pour faire place au slogan « Freiheit für Angela Davis » ; mais de Deniz et de ses amis, qui allaient bientôt être exécutés, des milliers de révolutionnaires traduits devant les tribunaux militaires, pas un mot. C'est pourquoi, bien que nous eussions beaucoup de sympathie pour elle, nous ne voulions plus entendre prononcer le nom d'Angela Davis.

*

Entre-temps, ni le TKP ni l'ATTF n'avaient encore fait la moindre déclaration concernant l'irresponsabilité de Selma Ashworth, malgré notre insistance auprès de Yakup Demir.

Le texte complet de l'acte d'accusation nous parvint vers la mi-novembre via Cologne. Les accusations, en tout cas en ce qui me concerne, sont peu sérieuses, voire ridicules... Les 56 prévenus dont 23 sont incarcérés sont accusés « de mener la lutte pour amener le communisme au pouvoir en Turquie, de procéder à une organisation dans cet objectif, d'être un membre actif du Parti communiste secret de Turquie ». On y indique que j'ai disparu depuis la proclamation de l'état d'urgence, et que les formalités sont en cours pour que je sois appréhendé et traduit en justice.

Le fait que des personnalités de tout premier plan du monde culturel et artistique tels que Sabahattin Eyüboğlu, Vedat Günyol,

İdris Küçükömer, Azra Ehat, Magdalena Rufer, Çetin Özek, Şiar Yalçın et Tilda Gökçeli dont il est impensable qu'elles aient pu avoir des liens organiques avec le TKP, font partie des accusés dans ce procès suffit à démontrer le manque de sérieux de l'affaire. A côté des personnalités que je viens de citer, figuraient dans l'acte d'accusation du procès contre le TKP, rédigé par le lieutenant-colonel Nevzat Çizmeci :

Şadi Alkılıç, Harun Karadeniz, Erol Boratap, Masis Kürkçügil, Süleyman Balkan, Osman Saffet Arolat, Işitan Gündüz, Taner Kutlay, Ragıp Zarakolu, Aydın Engin, Tanju Cılızoğlu, Seçkin Selvi, Zeynep Sağnak, İlkey Demir, Necmi Demir, Nihat Darcan, Dinçer Yücelsan, Vahit Tulis, Hayri Eroğlu, Sıtkı Coşkun, Nabi Yağcı, Attila Coşkun, Veysi Sarısözen, İrvem Keskinoglu, Cihan Şenoğuz, Alpay Biber, Güray Teköz, Hülya Kınalıoğlu, Faruk Pekin, Şeref Yıldız, Gülay Varlı, Şefik Çağlarer, Agâh Uyanık, Mehmet Sarısözen, Nurseli Varlı.

Il faut ajouter à cette liste le nom de ceux qui se trouvaient à l'étranger : à part Zeki Baştumar et Selma Ashworth : Ayhan Alpagut, Doğan Kekevi, Ali Söylemezoğlu, Arslan Mengüç, Mustafa Demir, Deniz Kavukçuoğlu, Yıldırım Dağyeli, Yılmaz Karahasan et Ethem Ete, tous membres distingués de l'ATTF.

Le procureur militaire appuie son accusation de lien organique avec le TKP en ce qui me concerne sur les lettres de Selma Ashworth saisies par la police, pour ajouter que cet individu « occupe un rang élevé dans la hiérarchie du TKP » et adresse des directives à la revue *Ant* pour mettre en place l'organisation en Turquie.

Etant donné que nous avons, dès la proclamation de l'état de siège, détruit un certain nombre de lettres adressées à *Ant*, il est clair que les lettres de Selma Ashworth avaient été captées avant de parvenir à leurs destinataires, et même qu'elles avaient été photocopiées. Parmi les lettres présentées comme preuve, il y en avait même que nous n'avions jamais reçues !

Selma Ashworth, amie de Tilda, l'épouse de Yaşar Kemal, était entrée en contact avec *Ant* en 1968 et nous avait envoyé un temps de Londres des informations et des commentaires. Elle avait contribué au lancement de la campagne d'Amnesty International pour faire sortir Şadi Alkılıç de prison. Quoi qu'il en soit, à partir de fin 1969, après les divisions au sein du TİP, elle avait cessé d'écrire à *Ant* et s'était rapproché du groupe de Boran dont elle se sentait plus proche. Elle avait continué à écrire exclusivement pour la revue *Emek* publiée par ce groupe.

De fait, comme le signale l'acte d'accusation du procureur militaire, Nihat Sargın lui écrit le 2 juillet 1969 : « Vous suivez certainement *Emek*. D'après moi, il s'agit de la plus sérieuse des

revues qui sortent pour le moment ». Sur le plan personnel, il lui demande son aide pour héberger Yıldız, son épouse, à Londres.

Toujours d'après l'acte d'accusation, dans une lettre qu'elle adresse le 31 août 1969 à *Ant*, Selma Ashworth écrit : « J'écris pour te communiquer au nom de la Fédération un souhait au lendemain de la décision prise par l'ATTF lors de sa réunion à Berlin... La Fédération a été étonnée de voir figurer des signatures anarchistes, ennemies de l'organisation, dans la revue *Ant*... ». Elle déplore qu'*Ant* permette à toutes les organisations et à toutes les personnalités de gauche de s'exprimer dans ses pages pour cimenter l'unité du mouvement de gauche.

Ashworth avait-elle réellement un lien organique avec le TKP présent en Allemagne de l'Est ? Les dirigeants du parti l'avaient-ils investie d'une mission, quelle qu'elle soit ? Je l'ignore. Certains amis avec qui j'ai parlé après notre arrivée en Europe, dont quelques-uns proches de la ligne du TKP, m'ont dit qu'elle avait une attitude versatile et faisait de l'esbroufe à l'ATTF.

Après avoir lu l'acte d'accusation, j'ai rédigé une lettre à l'intention du président du tribunal de l'état de siège d'Istanbul. J'ai fait poster cette lettre en Turquie.

J'exposais dans cette lettre pourquoi je ne me rendais pas à l'état de siège :

« Je suis un révolutionnaire contre qui, depuis cinq ans, plus de 30 procès ont été intentés avec, à la clef, des centaines d'années de réclusion. J'ai passé des jours et des jours dans les couloirs des parquets et des tribunaux, et sur le banc des accusés. Comme je suis convaincu qu'aucun tribunal militaire aux ordres de généraux fascistes qui ont déclaré, par la voix du premier ministre en personne dès le début de l'état de siège, que la Constitution "était un luxe pour la Turquie", qui foule aux pieds jusqu'à un régime de liberté toute relative au nom de l'impérialisme et des collaborateurs, ne pourra prononcer un jugement équitable, j'ai décidé de mener le combat hors des salles du tribunal. La condamnation à mort de 18 jeunes patriotes tels que Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan, Hüseyin İnan, Mahir Çayan, Cihan Alptekin et Sarp Kuray, traînés devant la justice dans un pays où les valets de l'Amérique, les spoliateurs et les vendeurs de la patrie, protégés par l'armée, ont encore leur mot à dire, démontre bien que les tribunaux de l'état de siège ne sont pas des organes de la justice, mais seulement, et seulement, des organes de répression au service de l'impérialisme et des collaborateurs. »

Quant aux lettres de Selma Ashworth présentées comme preuve de relations avec le TKP, je disais ceci :

« Pour les lettres mentionnées dans l'acte d'accusation comme preuve de directives provenant de l'étranger, il s'agit de quelques-

unes des milliers de lettres adressées à l'éditeur responsable d'une revue socialiste qui compte des centaines d'auteurs et des dizaines de milliers de lecteurs. De plus, certaines de ces missives ne sont même pas parvenues à Doğan Özgüden. La première lettre d'Ashworth à *Ant* date de janvier 1968. Or, Özgüden a participé au combat de gauche dès 1953 en tant que syndicaliste. Il a intégré en 1962 le Parti ouvrier de Turquie dont il a été élu membre du comité exécutif central. Il a dirigé le journal *Akşam* et la revue *Ant*. Il est ridicule de croire que ce sont des lettres qui lui ont imposé ses actions à partir de 1968. La différence qui existe entre l'opinion défendue par *Ant* et l'opinion défendue par une autre revue dans laquelle l'auteur de ces lettres s'exprime à partir de 1970 est compréhensible au premier coup d'œil même pour une personne qui ne serait pas au courant de la terminologie socialiste –que dire dans ce cas pour un procureur qui a la prétention de mettre les socialistes sur le banc des accusés ? Affirmer que deux individus qui ont des divergences de vue aussi flagrantes ont un lien organique et mettre par conséquent des tiers sur le banc des accusés ne peut être que le fait d'un procureur militaire complètement dénué du sens de la logique la plus élémentaire. »

*

Il fallait que je rencontre de nouveau le Secrétaire général du TKP et que j'apprenne quelle était la position du parti au sujet de cette affaire. Nous retrouvons donc Yakup Demir le 24 novembre 1971, au même endroit et par le même moyen.

Cette fois, personne ne s'interpose à la porte de la salle de restaurant.

J'entre immédiatement dans le vif du sujet. Je rappelle que nos amis en Turquie attendent une explication de la part du TKP et de l'ATTF, son affiliée, sur le procès en cours.

Demir indique que Selma est une "camarade" extrêmement compétente, dévouée et zélée, mais qu'elle n'est pas habilitée à représenter le TKP, et qu'elle a été critiquée pour son imprudence.

- Est-ce bien suffisant ? Ne faudrait-il pas publier une autocritique par les médias dont vous disposez, et présenter des excuses à ceux qui ont à souffrir de ce procès ?

- Dans ce genre d'affaire, il faut être patient. La question va être débattue à l'assemblée générale de l'ATTF qui va se réunir sous peu. La déclaration qui s'impose en émanera sans doute.

Puis, changeant de sujet, il poursuit :

- Vous n'aviez pas accepté de vous installer à Prague et de travailler sur la traduction de Lénine. Que diriez-vous de contribuer

à publier un journal de masse destiné aux travailleurs turcs en Europe occidentale ?

- Comment ? Un journal au nom du TKP ?

- Bien sûr que non. Nous ne sommes pas dans la légalité. Mais avec l'appui du parti, au nom d'une société privée.

- Un journal de ce type pourrait être utile. Mais pour concurrencer des quotidiens comme *Hürriyet* et *Tercüman* qui ont des éditions européennes spéciales, tout en couleurs, alimentées par des publicités privées, et qui procèdent à un sérieux lavage de cerveau, il faudrait qu'il s'agisse d'une publication entièrement professionnelle. Il faudrait aussi que cette publication ait les fonds suffisants pour payer le matériel et le personnel jusqu'à ce qu'elle s'autofinance par les ventes et les revenus publicitaires. Le succès de ce journal dépend du fait que les journalistes qui le dirigeront, tout en conservant une ligne de gauche, jouissent d'une pleine liberté rédactionnelle, et qu'ils ne soient pas continuellement exposés à l'intervention des commissaires politiques.

- Je ne sais pas si tout cela peut se faire. Si c'est le cas, êtes-vous disposés à coopérer ?

- Nous vous remercions pour votre confiance, mais, comme je l'ai dit lors de notre précédent entretien, nous ne faisons que passer. Deniz et ses amis ont été condamnés, vous le savez. D'autres condamnations vont suivre. Nous devons focaliser notre action dans un pays qui ait une position plus centrale, la France par exemple.

- Et pourquoi pas ici ?

J'ai ri et raconté brièvement à quels obstacles bureaucratiques et diplomatiques s'était heurtée notre tentative de poster nos communiqués pour les pays socialistes.

- Le système socialiste se contente de ses campagnes en faveur d'Angela Davis pour le moment, ai-je dit. Il ne se soucie guère de ce qui se passe en Turquie.

J'ai ajouté :

- C'est en Turquie que cela se passe... Nous devons faire en sorte de contribuer à créer les conditions d'un retour, pour pouvoir travailler sur place. Et vous, et nous... Nous devons pouvoir y rentrer.

Il était ému.

- Je vous souhaite tout le succès possible. Y a-t-il quelque chose que nous puissions faire pour faciliter vos entreprises en occident ?

- A dire vrai, nous voyageons et passons toutes les frontières avec un faux passeport familial mal fait. Je vous ai raconté ce qu'il nous est arrivé lors de notre premier rendez-vous avorté. Si vous pouviez nous procurer deux passeports portant nos photographies et de faux noms, ce serait d'une très grande aide. Nous éviterons

ainsi le risque de devoir solliciter l'asile politique face à une situation scabreuse.

- Promis. Donnez vos photos d'identité au camarade de Berlin-Ouest. Il vous fera parvenir vos passeports dans quelques semaines.

Nous prenons congé de Yakup Demir, nous passons acheter quelques livres à l'*International Buchhandlung*, et nous rentrons à Berlin-Ouest.

*

Alors que nous sommes plongés dans une ambiance de pessimisme croissant, le 30 novembre, l'annonce de l'évasion de la prison militaire de Mahir Çayan et de ses amis par le tunnel qu'ils avaient creusé nous redonne le moral. Le gouvernement, marionnette des militaires, et la presse de *Bâbüâli* paniquent. Le gouvernement démissionne. Nihat Erim est obligé de céder la présidence du conseil à Ferit Melen.

Il fallait intensifier les relations avec le Conseil de l'Europe et la Communauté économique européenne pour accélérer le processus de liquidation du régime fasciste.

Avant de quitter Berlin, nous nous concentrons sur l'élaboration des documents qui serviront de base à notre nouvelle campagne. Ici découpe jour et nuit des coupures de journaux et dresse une liste détaillée des arrestations et des procès en déchiffrant les messages codés qui nous arrivent de Turquie. Moi, je prépare les textes.

Entre-temps, nous avons pu travailler plus tranquillement en logeant dans la chambre plus vaste de Klaus qui était parti en vacances, puis dans la chambre d'une étudiante suédoise qui était retournée dans son pays pour y accoucher. Les deux chambres étant dotées d'un coin-cuisine, nous avons acheté des ustensiles et avons commencé à cuisiner des plats turcs. Le poirier du jardin de la cité étudiante donnait de belles poires qui suffisaient la plupart du temps à combler nos besoins en fruits.

Klaus nous aida beaucoup à l'époque. Alors qu'il avait été embrigadé dans le kémalisme sous l'influence des étudiants turcs du campus, ses conversations avec nous et les documents que nous avions rédigés l'avaient convaincu, et il faisait tout ce qu'il pouvait pour nous venir en aide.

L'automne à Berlin est une saison magnifique. La cité estudiantine était entourée d'une épaisse forêt. A la distance d'une marche agréable, on parvenait à un parc superbe.

Juste en face du campus se trouvait la caserne du Commandement régional des Forces d'occupation américaines. De nom-



breux travailleurs turcs faisaient la file chaque matin devant cette caserne pour y faire les travaux de nettoyage et autres. Ce spectacle nous attristait beaucoup, nous qui luttions depuis des années contre l'hégémonie américaine en Turquie.

Une autre caractéristique de Berlin était son aspect général de camp de concentration, à cause des clôtures en fils de fer barbelés dont elle était entièrement ceinte. Comme les forces d'occupation occidentales n'avaient pas assez d'espace pour y procéder à des exercices de tir d'artillerie, elles avaient creusé de gigantesques trous dans une zone précise de la ville, et vidaient leurs chargeurs dans ces fosses, non sans produire un vacarme épouvantable pour les voisins.

Un beau jour, comme nous écoutons les émissions de la Voix de la Turquie qui nous parviennent avec des parasites particulièrement intenses, nous entendons, à la lecture d'un communiqué, que je suis aussi recherché par le commandement de l'état de siège de Diyarbakır. Comme s'il ne suffisait pas d'être recherché dans le cadre d'innombrables procès de presse et du procès fabriqué contre le TKP, un dossier instruit à İstanbul a été transmis au commandement de l'état de siège de Diyarbakır concernant le Dr İsmail Beşikçi et l'éditeur responsable de la revue *Ant* en raison d'un article qui y avait paru sous l'intitulé « Les causes du sous-développement en Anatolie orientale » Les experts qui ont élaboré le rapport d'accusation ne sont autres que les célèbres professeurs Sulhi Dönmezer, Recai Okandan et le Dr Süheyl Donay.

Il n'existait pas encore à l'époque d'organisation kurde en Europe. Les Kurdes étaient en train d'essayer de concrétiser l'organisation d'une administration autonome dans le nord de l'Irak, conformément à un accord conclu un an auparavant avec le gouvernement de Saddam Hussein. Une tentative d'attentat perpétrée contre Mustafa Barzani en septembre avait provoqué la radicalisation du mouvement national kurde contre le régime de Bagdad.

Alors que nous examinions les informations relatives au Kurdistan dans notre chambre de la cité étudiante, un ami qui, bien qu'opposé à la junte, considérait la question kurde sous l'angle du kémalisme, nous rendit visite. Voyant les nouvelles, il demanda avec suspicion :

-Qui est donc ce Mustafa Barzani ?

-Qui cela pourrait-il être, répondais-je, c'est le père des Kurdes, Atakürt !

*

Le TKP et l'ATTF n'avaient encore rien dit ni fait en ce qui concerne le procès qui se déroule en Turquie. Des dirigeants de





l'ATTF que je rencontre prennent la question à la légère et essaie de noyer le poisson en disant : « Mais c'est notre grande sœur, Selma, elle a peut-être fait une bêtise... »

L'ATTF a finalement tenu son assemblée générale du 24 au 26 décembre 1971 à Francfort. Quelque temps après, l'organe de la fédération, Kurtuluş, se fait l'écho du congrès. Rien en dehors des textes de politique générale. Aucune allusion, ni au procès qui se tient en Turquie, ni à une sanction contre Ashworth.

En revanche, la radio "Bizim Radyo" (Notre radio), contrôlée par le TKP, ne se prive pas de s'en prendre dans les termes les plus virulents à tous les groupes et personnalités de gauche qui ne s'inscrivent pas dans la ligne du parti, même dans cette situation. Elle répète à loisir qu'une série de personnes, à commencer par Mihri Belli, Hikmet Kıvılcımlı et Doğu Perinçek, ont été exfiltrées de Turquie par le MIT (services de renseignements nationaux), et qu'ils mènent des activités subversives parmi les communautés de travailleurs turcs à l'étranger.

Sur ces entrefaites se déroulait un drame humain dont nous n'eûmes connaissance que quelques années plus tard : le Dr Hikmet Kıvılcımlı, un des plus anciens dirigeants du TKP, avait fui en Syrie, d'où il avait gagné la Bulgarie. Mais comme les dirigeants du parti s'y étaient opposés, il avait été expulsé d'abord de Sofia et ensuite de Berlin-Est. Après avoir erré de pays en pays un certain temps, il avait abouti en Yougoslavie pour y être soigné pour un cancer, et était décédé à Belgrade le 11 octobre 1971.

Les attitudes sectaires des partisans du TKP d'une part, et des militants du TİİKP d'autre part, ne permettait pas aux groupes et individualités antifascistes d'agir de concert. Il n'y avait donc plus aucune raison pour que nous restions à Berlin.

Les amis qui nous avaient aidés de toutes les manières possibles six mois durant : Hakkı Keskin, Ergün Sönmez, Monique Sansonnens, Ali Yurttagül, Hayati Erkanal et Klaus organisèrent une réunion d'adieu dans la nuit du nouvel an 1972.

Dès avant la tombée de la nuit, des feux d'artifice fusaient dans le ciel de Berlin, à l'Est comme à l'Ouest. Les frères ennemis rivalisaient de splendeur pour entrer dans la nouvelle année.

Des étudiants des quatre coins du monde avaient organisé avec leurs amis allemands des fêtes différentes dans les diverses salles du campus. On buvait, on mangeait, on dansait comme des fous, des chants étaient chantés dans toutes les langues.

Une des choses que je n'ai pu oublier, c'est qu'un groupe d'étudiants noirs africains avaient réservé une salle dont ils avaient fermement clos les portes, et où ils ne permettaient à personne d'entrer. Ils craignaient que les étudiants blancs ne viennent à une



certaine heure de la nuit pour prendre les jeunes filles allemandes avec qui ils faisaient la fête.

A minuit, l'heure où la folie avait atteint son paroxysme, tout le monde s'était réuni dans la grande salle de la cité. Au douzième coup de minuit, tous entonnèrent l'*Internationale* d'une seule voix.

L'allemand dominait, mais chacun chantait dans sa langue. Nous participions à cette chorale géante en chantant en turc.

Nous avions les yeux humides et le cœur gros. Notre colère contre ceux qui opprimaient le peuple turc n'en était que plus forte...

Le matin du 2 janvier 1972, nous faisons nos adieux à nos amis et à Berlin où nous avons passé des jours pénibles, mais aussi des jours heureux. Dans la crainte que notre faux passeport nous cause de nouveau des ennuis, Ergün et Monique, et aussi Klaus, en tant qu'allemand, font un bout de chemin avec nous. Si l'on nous pose des questions, nous ne répondons pas, Klaus se chargera de l'interprétation allemand-anglais.

Au guichet de contrôle des passeports, le préposé ouvre notre passeport, l'examine et pose une question. Klaus intervient et la traduit en anglais. Il devait traduire à son tour notre réponse en allemand, mais il est tellement ému qu'il répète notre réponse en anglais à l'agent. Celui-ci éclate de rire et, apposant le cachet sans insister, nous remet le passeport.

Laissant derrière nous des gens que nous aimons comme la vie, nous nous dirigeons vers la porte de sortie, en avant vers de nouvelles aventures.

progressistes et à l'incarcération, dans les casernes de l'armée, de milliers d'intellectuels, de militants des mouvements ouvriers, paysans et étudiants ainsi que d'officiers de gauche.

On relève parmi les organisations interdites : la Fédération de la jeunesse révolutionnaire turque (Dev-Gene) ; le Syndicat des enseignants turcs (TOS) ; le Foyer de culture révolutionnaire de l'Est (D.D.K.O.) ; la Fédération des associations social-démocrates (S.D.D.F.). En même temps, des journaux socialistes dont *A.N.T.*, *P.D.*, *Aydinlik*, *Isçi Köylü*, *Aydinlik Sosyalist Dergi*, *Emek*, *Radikal Devrin Dergisi*, ont été frappés de mesures d'interdiction de paraitre illimitée dans la temps.

Les vingt-cinq journalistes, écrivains et administrateurs du magazine politique *A.N.T.* font actuellement l'objet de cent vingt-six chefs d'accusation et sont passibles de huit cents ans de prison. Le rédacteur en chef, à lui seul, risque une peine de cent quatre-vingts ans de détention ; accusé par les autorités de l'état de siège d'avoir fondé une organisation révolutionnaire, M. Dogan Ozguden est passible de la peine capitale. Sa femme risque cent douze ans de prison au titre de quatorze chefs d'accusation différents. L'un et l'autre sont en fuite.

d'une perquisition. Incarcéré à la prison militaire d'Istanbul, le professeur Cahit Ozak est mondialement connu comme autorité en matière de droit pénal. Il est atteint de rhumatisme cardiaque.

Des universitaires poursuivis

Parmi d'autres personnalités délinquantes pour avoir participé à la fondation d'une « organisation révolutionnaire », on relève les noms suivants : Dr Nihat Sargin, ancien secrétaire général du Parti ouvrier turc (TIP) ; MM. Sair Yalcin, ancien procureur de la République, responsable de politique étrangère à la radio turque ; Erdöl Boratop, réalisateur à la radio, et Saki Alkilic, qui avait déjà été détenu pour délit d'opinion et libéré pour raisons de santé.

Les milieux universitaires sont frappés avec une dureté toute particulière : les principaux leaders des mouvements étudiants sont incarcérés ou recherchés. Le Dr Bahri Savci, professeur de droit constitutionnel à l'université d'Ankara, a subi de longs interrogatoires à la police. Toutes les universités du pays sont occupées par les forces de l'ordre. Un autre enseignant, le professeur de sciences politiques à

Article paru dans Le Monde du 2 juin 1971 concernant les poursuites qui nous sont intentées



La première affiche contre la junte que nous avons composée en Suède en juin 1971



Résistance démocratique dans la clandestinité

La première semaine de janvier 1972 se passe en contact avec l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique et les Pays-Bas.

A Cologne, où s'est posé notre avion, Nurettin Tekindor, Doğan Kekevi et Ayhan Alpagut nous aident à élargir nos relations avec les organisations démocratiques allemandes et avec des hommes politiques. En Belgique, Mekin Gönenc avait établi de nombreux contacts avec les médias et les milieux politiques lors de ses voyages d'affaires constants. Nous nous rendîmes avec lui en Hollande où nous eûmes de longues discussions avec les députés qui pouvaient intervenir à propos de la Turquie au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Nous leur présentâmes des preuves concrètes de la répression croissante dans le pays.

Une des personnalités importantes que nous rencontrâmes était le professeur Heinz Neudecker, qui donnait des cours d'économie à la fois en Belgique et aux Pays-Bas. Comme il avait également dispensé des cours à l'Université technique du Moyen-Orient (ODTÜ) à Ankara, il était sensibilisé à la question turque et nous aida à nouer de nouvelles relations.

Chaque fois qu'il nous rencontrait, il plaisantait :

- Qui est le chef parmi vous ? En Turquie, il faut absolument qu'il y ait un chef, sinon rien ne se fait ! Toutes les personnes que j'ai rencontrées à Ankara étaient toujours le chef de quelque chose. Et les chefs avaient leurs chefs. L'important était d'être chef...

- Non, non, nous, nous n'avons pas de chef. Nous n'en voulons pas. Nous, nous nous efforçons de renverser les chefs en Turquie.

Mi-janvier débuta notre séjour clandestin à Paris, qui allait durer presque un an.

Mekin nous conduisit en voiture à Paris, nous déposa chez Wifredo Lam, le peintre cubain, et rentra en Belgique.

Nous nous sentîmes tout d'un coup tout seuls, des mois après. Nous avons retrouvé Mekin et son épouse le lendemain de notre



arrivée à Munich, puis nous avons passé sept mois toujours en compagnie d'amis turcs. Les Karabuda ayant quitté Paris pour le Chili, nous n'avions plus personne à qui parler et expliquer nos problèmes en turc.

Mais Lou Lam, l'épouse de Wifredo, que tous ses amis appelaient « Mama Lou », avait un cœur comme un brasero. Nous lui expliquons la situation en Turquie et nous parlons avec elle de ce que nous pourrions faire en France à ce sujet.

- Je vais vous installer pour un temps dans un studio tout juste en face du musée du Louvre, dit-elle. Il appartient à une famille aristocratique amie des artistes... la propriétaire est la comtesse Dupuis... elle-même et son mari ont œuvré activement dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle sait ce que signifie la clandestinité et ses impératifs, ne vous en faites pas.

Nous évoquons le problème du courrier.

- Aucun problème, donnez mon nom et mon adresse à vos correspondants. Vous passerez fréquemment chez moi pour venir prendre vos lettres, cela nous donnera l'occasion de causer un peu. Si vous avez le moindre problème, venez m'en parler.

Le soir venu, Lou nous conduit chez les Dupuis. Ils demeurent dans un grand appartement, luxueux pour les normes parisiennes, juste en face du musée du Louvre. Nous leur donnons des informations détaillées sur la situation en Turquie. Ils ne nous demandent ni nos noms ni nos pièces d'identité.

La clandestinité est tout autre en France qu'en Allemagne. Vivre clandestinement à Berlin, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, est chose quasi impensable. Comment oublier la réaction de la jeune fille inscrite au parti communiste, qui, lorsque nous avons tenté de louer une chambre, avait crié de tous ses poumons et menacé son ami d'aller nous dénoncer si son petit ami acceptait de nous louer la chambre ? Et le foin fait par les Allemands quand quelqu'un prenait le métro sans ticket ?

En France, personne ne se soucie de savoir si vous vivez dans la légalité ou dans la clandestinité. Et surtout pas dans le métro... Franchir les barrières en dépit de toutes les mesures de dissuasion et prendre le métro sans payer semble être un sport national !

Au dernier étage de l'immeuble où habitent les Dupuis, un étroit couloir dessert des chambres de bonne, une par appartement. Celle des Dupuis abrite en général des artistes étrangers venus exposer à Paris ou y effectuer des recherches. C'est là que nous pourrions loger jusqu'à l'arrivée d'un peintre américain à qui ils ont promis le logement.

L'installation électrique étant défectueuse, nous passerons la première nuit à la lueur de la bougie. Le lit, dont le matelas est dé-

formé au milieu, trône au milieu de la chambre minuscule, jouxté par un lave-mains. Les toilettes sont constituées par un petit cabinet commun au fond du couloir.

Anne-Marie, épouse d'Alberto Sendic, vient nous rendre visite. Elle nous apprend comment faire nos emplettes dans un petit centre commercial bon marché qui se situe à proximité. Nous y achetons une petite bonbonne de gaz et une toute petite casserole. Dans le rayon des boissons, nous découvrons du "vin de concierge" en bouteilles en plastique, meilleur marché que l'eau. Nous en achetons aussi.

Notre première nuit à Paris. Nous dégustons un plat de nouilles avec un verre de vin, à la lueur des bougies.

Le lendemain, grâce aux relations des Karabuda, nous prenons contact avec les anciens et nouveaux résistants qui vont pouvoir nous aider dans notre tâche.

Après le Carlos angolais, un autre Carlos... qui n'est autre que Louis Rigaudias, le célèbre révolutionnaire... Rigaudias est né à Istanbul en 1911, il a poursuivi ses études en France où sa famille s'était installée, et a adhéré très jeune au mouvement révolutionnaire. Sous le nom de Rigal, il opère dans la Résistance, et est arrêté par les fascistes...

Carlos habite une toute petite chambre dans un énorme immeuble non loin de la prison de la Santé. Une guillotine avait été érigée dans le jardin de cet immeuble lors de la Révolution française.

Ce vieux révolutionnaire nous aida jusqu'aux élections de 1973 à entretenir des relations avec les médias et les organisations démocratiques, et traduisit en français les communiqués et les rapports que nous rédigeons en anglais.

*

Le premier ministre Nihat Erim était attendu en visite officielle à Paris. La presse parlait un peu plus de la Turquie, mais les violations croissantes des droits de l'homme n'étaient guère évoquées. Je n'ai jamais oublié deux des journaux auxquels nous nous sommes adressés avec Carlos.

Le premier est le célèbre *Canard enchaîné* qui avait fait trembler tant de gouvernements, dont il dénonçait les turpitudes. Claude Angeli, une des figures du journalisme militant, venait d'être nommé rédacteur en chef.

Après avoir attentivement écouté ce que nous lui expliquions sur la répression étatique en Turquie, il posa cette question :

- Il y a une autre importante question qui m'intéresse... l'hégémonie des militaires sur l'économie en Turquie et les relations entre la France et la Turquie en matière d'armement.



- Enfin !, m'écriai-je. C'est un des sujets de notre lutte depuis des années en Turquie. Et c'est à cause des menaces des militaires que nous avons été forcés à l'exil.

Sur ce, je donnai à Angeli des informations approfondies sur le militarisme et l'armement en Turquie.

L'autre média est *Le Nouvel Observateur*. Jean Daniel, fondateur de la revue, nous posa d'emblée cette question :

- Etes-vous des terroristes ?

- Qu'est-ce que cela veut dire ? Nous sommes des journalistes, comme vous, et nous sommes ici pour vous parler des violations des droits de l'homme en Turquie.

- Veuillez m'excuser, mais le bon grain peut se mélanger à l'ivraie dans un pays où le Consul général d'Israël est enlevé et abattu. On raconte que le groupe qui a enlevé Elrom a une antenne à Paris...

Il ajouta :

- Je vais vous présenter à une jeune consœur, c'est elle qui fera le reportage avec vous.

La jeune stagiaire qui nous fut présentée était Kenize Mourad, qui allait devenir célèbre en Turquie avec son roman *De la part de la princesse morte* dans les années '80. Elle venait de commencer au *Nouvel Observateur* après avoir été hôtesse de l'air quelques années.

- J'ai aussi un lien indirect avec la Turquie, nous indique-t-elle. Je suis la petite-fille du sultan ottoman Mourad V. J'ai toujours vécu en exil avec ma mère, Hatidjé Sultane, dans des conditions difficiles. Mais je souhaite toujours connaître, et même voir, la Turquie.

Elle verra la Turquie plus tard, et deviendra une vraie Turque.

Après la visite de Nihat Erim à Paris, nous prenons contact avec nos amis de Paris et des autres pays occidentaux, pour dresser un plan destiné à produire des documents de fond pour sensibiliser l'opinion publique européenne de manière plus systématique, et pour intensifier davantage et sur plusieurs plans la solidarité avec les victimes de la répression en Turquie.

Nous décidons d'élaborer une série de rapports sur la répression dans les domaines politique, juridique, syndical et culturel. Nous les communiquerons aux institutions que cela peut intéresser, aux hommes politiques et aux médias. *In fine*, nous publierons cette série sur le régime du 12 mars sous le nom : *Le dossier sur la Turquie*.

Înci compose nuit et jour des tableaux chronologiques des arrestations, des tortures, des audiences et des condamnations. De mon côté, je rédige des rapports sur chaque secteur déterminé.

Entre-temps nous faisons la connaissance de nombreux avocats de renom.



Après nous avoir écouté parler de la répression qui sévit en Turquie, un de ces avocats pose une question qui me fait l'effet d'un coup de fouet en plein visage :

- C'est bien tout ça, mais y a-t-il parmi ces victimes quelqu'un de vraiment célèbre, d'assez important pour que la presse occidentale en parle ? Si non, c'est peine perdue !

Nous allions en fait entendre souvent cette question par la suite lors d'entretiens avec des journalistes et des politiciens. Mais comme c'était la première fois, nous étions outrés.

- Quoi, les malheureux qui croupissent en prison, ceux qui se font torturer, ceux qui attendent leur exécution ne sont-ils pas des êtres humains ?

- Mais non, ne vous méprenez pas, je demande cela pour rendre la campagne plus efficace.

Mais d'entre ces avocats ressortait Me Lafue Véron, une personnalité véritablement unique. Fille d'une famille fortunée, elle avait un cabinet particulièrement confortable à Neuilly. Elle venait en aide avec dévouement et à titre gracieux à tous les résistants qui fuyaient des régimes répressifs. Elle nous avait grandement rassurés en disant que nous devons immédiatement faire appel à elle si nous avons le moindre problème avec la police, car elle savait que nous étions en séjour illégal à Paris.

C'est par son entremise que nous faisons la connaissance d'un autre grand résistant : Michel Pablo... D'origine grecque, il s'appelle en fait Michalis Raptis. Ayant lutté de nombreuses années au sein de la Quatrième Internationale, il s'éloigne des dissensions dans la gauche européenne et s'implique activement dans le combat du peuple algérien contre la France colonisatrice et est incarcéré un temps aux Pays-Bas. Il est libéré grâce à une campagne menée par Jean-Paul Sartre et devient ministre du gouvernement Ben Bella après l'indépendance de l'Algérie. Rentré en France après le coup de force de Boumediène contre Ben Bella, il consacre le reste de son existence à venir en aide dans leur lutte aux révolutionnaires du Tiers Monde.

Me Lafue Véron et Pablo étaient en relation à l'époque avec un groupe de résistants formé par Gülten Çayan, l'épouse de Mahir Çayan, qui se trouvait à Paris.

Au moment où nous menions notre campagne contre Erim, nous avons pris contact avec l'Union des Etudiants Turcs en France (*Fransa Türk Öğrenci Birliği-FTÖB*), dont le président, Hüsni Dilli -un des pupilles de Kıvılcımlı- que nous avons déjà rencontré en Turquie, et dont *Ant* avait publié des articles.

Lorsqu'il était parti pour Paris, nous lui avons donné une carte de correspondant de presse pour qu'il contribue à *Ant*. Quelques

mois plus tard, il nous annonça dans un premier message qu'il avait été élu à la présidence de la FTÖB. S'intégrer et se faire reconnaître en aussi peu de temps dans la communauté des étudiants originaires de Turquie en France était une belle réussite.

La FTÖB avait un local de dimension respectable sur le Boulevard Saint-Michel. J'y étais passé en coup de vent pour voir Hüsnü. Le comique de l'affaire était que le loyer de ce local continuait à être payé par le Consulat général de Turquie à Paris alors que la FTÖB était devenue un foyer d'opposition au gouvernement turc.

Après avoir informé Hüsnü de la campagne d'information que nous menions vis-à-vis de l'opinion publique européenne, je sollicitai son aide pour les traductions en français et pour servir d'interprète lors d'entretiens. Il accepta volontiers. Les étudiants eux-mêmes avaient d'ailleurs besoin des documents approfondis pour informer leurs interlocuteurs de la situation en Turquie.

Je travaillai jour et nuit à la rédaction de rapports en anglais sur la répression exercée en Turquie à l'encontre de la presse, des syndicats, des professeurs et des enseignants. Les promesses qui m'avaient été faites pour la traduction de ces rapports n'étaient pas toujours respectées, et les rendez-vous donnés dans des cafés non plus.

Nous apprîmes par la suite que les sympathisants du Parti Ouvrier de Turquie (TİP) avaient entrepris de s'emparer de la direction de la FTÖB, et que Hüsnü, occupé par d'intenses activités en coulisse pour ne pas se voir échapper la direction de l'Union, ne pouvait pas toujours arriver à temps aux rendez-vous que nous nous étions donnés. La version française du rapport sur la liberté de presse pu toutefois être transmise aux organisations internationales en dépit de tous les contretemps.

*

La personne qui nous apporta le plus de soutien moral en ces jours pénibles fut "Baba Marten", Martinez, un vieux partisan républicain de la Guerre d'Espagne. Ils habitaient, sa femme Jacqueline et lui, une très vieille maison de pierre typique de Paris, rue de Seine. Martinez était un ami intime des Karabuda. Il nourrissait un intérêt particulier pour la Turquie parce qu'il avait passé son enfance à Istanbul. Comme nous ne parlions pas encore français à l'époque, nos conversations se faisaient en anglais. Il adorait émailler ses phrases de mots et d'expressions en turc avec un accent spécial. Lors d'une conversation sur la répression sous İnönü, il avait abandonné l'anglais pour demander en turc :

- Et qu'est-ce qu'il a fait, İsmet, mon cherrrr ?

Il faisait tout ce qu'il pouvait pour nous aider dans notre com-

bat. Comme il était devenu très difficile d'aller jusque chez Lou Lam, qui habitait fort loin, pour notre courrier, il avait accepté de nous servir de boîte aux lettres. Nous nous rendions presque quotidiennement chez lui pour notre courrier.

Baba Marten nous avait obligé à venir manger tous les jeudis soir pour parler de la Turquie. İnci et moi savions bien que c'était un prétexte. Nous étions tellement affaiblis par le manque de nourriture qu'il s'assurait que nous mangions convenablement au moins une fois par semaine. Et les plats préparés par Jacqueline étaient exquis.

Comme il ne se déplaçait qu'avec difficulté, il demandait à son épouse d'aller à la cave chercher tel ou tel vin. Il goûtait soigneusement le vin et si d'aventure il ne lui plaisait pas, il crachait à grand bruit en proclamant :

-Jacqueline, ce vin est une piquette, apporte une autre bouteille !

Pour nous, qui nous étions contentés des années durant en Turquie, des produits bon marché de la Régie des tabacs et alcools (*Tekel Marmara*), ce rituel était très surprenant. Mais Baba Marten tenait à nous recevoir de la meilleure façon, et il jouait le jeu.

Un soir que nous revenions de chez les Martinez avec nos lettres, İnci poussa un cri de joie en entrant chez un buraliste de la rue de Seine pour y acheter des cigarettes : elle venait de rencontrer, une vieille amie d'Ankara.

Lorsque celle-ci s'était installée à İstanbul en 1965, nous avions entretenu de chaleureux liens d'amitié avec elle. Nous avions des opinions politiques différentes, mais nous pouvions discuter des heures sur tous les sujets possibles et imaginables. Nous avions fait la connaissance de sa famille. Quand sa maman venait nous voir, elle ne pouvait s'empêcher de plaisanter en nous demandant :

- Quand les communistes seront au pouvoir, ils ne vont pas nous égorger, hein ?

İşık se réjouit de notre rencontre, bien qu'elle sût ce qui nous était arrivé et que nous étions recherchés par l'état de siège. Nous allions pouvoir prolonger dans les cafés de Paris nos longues discussions de Turquie.

Nous évoquâmes le problème de la traduction en français de notre rapport sur la répression contre les syndicats. Elle se proposa sans hésiter pour la faire, même si ces travaux universitaires devaient en pâtir.

Une fois cette traduction faite, je pris rendez-vous, par l'entremise de Me Lafue Véron, auprès de la CGT et de la CFDT.

Gilbert Julis, le responsable du département des relations internationales de la CGT, insistait pour que l'entretien ait lieu avec

un interprète turc-français. Je contactai Hüsnü Dilli qui accepta avec enthousiasme.

Julis était un syndicaliste réaliste, qui suivait de près les événements dans le syndicalisme mondial. Il se déclara satisfait du rapport que je lui présentai.

- Camarade, dit-il, tu sais, il y a près d'un an que le coup d'Etat a eu lieu, et ni la Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires (DİSK) ni la Confédération des Syndicats Ouvriers de Turquie (Türk-İş) ne nous ont envoyé quoi que ce soit en ce qui concerne la répression dont sont victimes les syndicats en Turquie. Et cela bien que nous les ayons pressés de le faire, à plusieurs reprises. Nous allons immédiatement faire des copies de ce rapport et les transmettre à nos sections ainsi qu'aux institutions avec lesquelles nous sommes en contact sur le plan international.

Il fit ensuite une proposition très importante :

- Nous ne nous bornons pas à faire un travail d'information. Nous sommes disposés à venir en aide matérielle et juridique aux camarades en Turquie, de toutes les manières possibles. Et s'il y a des camarades dont la vie et la liberté sont menacées, nous pouvons aider à les sauver. Mais il faut que ce soit eux-mêmes qui en fassent la demande.

Je l'ai assuré que je transmettrais ce message à mes amis syndicalistes en Turquie.

Et malheureusement, aucune réponse à cette proposition d'aide au mouvement syndical n'est parvenue de la part de Kemal Türkler ni de mon ami Şinasi Kaya à qui j'avais personnellement transmis la bonne nouvelle.

Lors du repas, nous avons longuement parlé avec Julis des développements dans le mouvement communiste et de leurs effets sur la gauche en Turquie. Hüsnü, pour autant que je pouvais le comprendre, en profitait pour émettre de sévères critiques à l'encontre du TKP, transgressant sa mission d'interprète.

J'intervins pour dire :

- Notre mission est uniquement de donner des informations sur les problèmes du mouvement syndical en Turquie. Si tu veux parler d'autre chose, prends un autre rendez-vous avec Julis. Tu pourras parler de ce que tu veux tant que tu veux en mon absence.

Notre amitié avec Julis perdura même après que, retraité en 2000 de la CGT, il assura des fonctions dans les relations internationales du Parti communiste français.

Il n'hésita pas à publier dans l'organe de presse de la CGT et *in extenso* le texte de l'analyse que j'avais faite et publiée dans le bulletin *Info-Türk*, à la suite de la victoire d'Abdullah Baştürk au

congrès de la DİSK en 1977, donnant les raisons de la déconfiture de la ligne proche du TKP.

Quant à Hüsnü, qui avait dit pis que pendre du TKP lors de notre première rencontre avec Julis, il allait quelques années plus tard, quand le TKP prendrait un nouvel élan, faire du passé table rase, et assurer que la ligne sectaire du TKP soit la dominante dans la direction de la DİSK où il était entré comme expert avec son ami Nejat Firuzkuhi.

*

Nous présentons ensuite à la FEN et au SNESup, organisations professionnelles des enseignants, notre rapport sur la répression contre leurs homologues en Turquie.

Un événement qui ne manqua pas de nous encourager fut l'apparition, dans la presse de Cuba et du Chili, et des pays d'Amérique latine en général, d'articles de plus en plus nombreux sur les réalités de la Turquie. Les Karabuda avaient publié une vaste analyse dans la revue *Puro Chile* au Chili. J'envoyai pour ma part à *Prensa Latina* un rapport détaillé sur la torture en Turquie.

Mekin Gönenç passait nous voir à Paris à chaque occasion lors de ses voyages d'affaires. Nous évoquions avec lui les démarches qui pouvaient être faites auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et des autres institutions européennes. Mekin avait noué des relations étroites avec certains parlementaires néerlandais, danois, suédois et norvégiens, à commencer par le jeune député hollandais Piet Dankert. Il faisait copier et distribuait aux autres parlementaires les documents que nous préparions sur la torture et les violations des droits de l'homme en Turquie.

C'est à ce moment que nous sommes obligés de libérer notre chambre de bonne en face du musée du Louvre. Les amis américains des propriétaires sont annoncés. La comtesse Dupuis a cependant trouvé une solution, aussi provisoire.

La peintre italienne renommée Titina Maselli rentre quelques semaines au pays pour y participer en tant que membre du Parti communiste italien, à la campagne des élections législatives qui s'approchent. Elle reviendra au lendemain du scrutin.

À côté de la chambre de bonne que nous occupions jusqu'à présent à Paris, la maison de Titina est un palais. Ce n'est qu'une petite maison d'artiste, mais elle est dotée d'une très grande salle de bain, d'une cuisine pratique, d'un salon où il y a moyen de travailler à l'aise, et de deux chambres à coucher.

Comme nous n'avons pas pris de bain depuis des semaines, durant lesquelles nous nous sommes contentés de toilettes de chat, la première chose que nous faisons dans la maison de Titina est de

prendre un grand bain pour nous débarrasser de la crasse accumulée sur notre peau.

Maintenant qu'elle dispose d'espace, İnci entreprend la confection de sa cartothèque consacrée à la chasse à l'homme. Nous devons quitter les lieux dans six semaines. Nous nous focalisons dès lors sur *Le dossier sur la Turquie*.

Fin février 1972. Nous venons de recevoir un gros paquet de journaux de Turquie. Les arrestations et les audiences se suivent et se ressemblent. Ulaş Bardakçı a été abattu.

Alors que notre cœur saigne face à cette situation, nous recevons un coup plus dur encore, et de nos propres rangs : Çetin Özek a entamé dans le quotidien *Milliyet* une série d'articles reniant tout ce qu'il avait écrit des années durant dans *Ant*, tout ce qu'il avait dit lors de ses conférences et dans les meetings.

İnci et moi étions anéantis. C'était un des membres les plus actifs et les plus productifs du comité de rédaction. Il avait fait front avec un grand courage contre les pressions et le chantage exercés par le Prof. Sulhi Dönmezer. Ce qui avait dû l'abattre était le fait qu'il avait été inclus dans le simulacre de procès du TKP. Ce qu'il écrivait était la conséquence d'un découragement moral et mental complet.

Les mauvaises nouvelles nous arrivaient l'une après l'autre.

Les éditions *Ant* que nous avons laissées derrière nous survivaient depuis des mois grâce à la vente des ouvrages en dépôt et l'édition de livres pour enfants qui venait d'être lancée. Cependant, les conflits sur les habilitations et les divergences en matière de politique d'édition qui avaient surgi entre les responsables exécutifs en étaient arrivés à bloquer complètement le travail. On voulait que j'intervienne et que je donne mon avis sur la nomination d'une seule personne à la tête de la maison d'édition.

Or, lors de notre ultime réunion secrète avant notre départ de Turquie, nous avons décidé qu'en notre absence Faruk Pekin serait responsable de la direction de la maison d'édition. Sur le plan juridique, nous avons donné procuration à mon avocat, Müşür Kaya Canpolat. En dépit de quoi, quelques semaines après que nous ayons quitté le pays, cette procuration avait été cédée à mon insu à ma sœur, Çiğdem Özgüden.

Çiğdem était une réalisatrice de programmes de radio de grand talent, mais elle avait déjà connu toute une série de problèmes avant la proclamation de l'état de siège en raison des programmes qu'elle réalisait. Ses fonctions à la radio avaient été suspendues après notre départ. Sur ce, les amis à qui j'avais donné procuration avaient jugé plus opportun que quelqu'un qui porte le même nom de famille que moi dirige la maison d'édition. Au début, tout avait



fonctionné dans la concertation, et de nombreux livres pour enfant avaient été édités.

C'est Faruk Pekin qui se chargeait depuis le début de correspondre régulièrement avec nous. Ses messages codés signés de faux noms étaient absolument indéchiffrables, même pour le policier le plus aguerri. Faruk me donnait des nouvelles à la fois de Turquie, et des développements au sein de la maison d'édition, de manière systématique.

Toutefois, face au danger permanent d'être arrêté dans le cadre du simulacre de procès contre le TKP en plus des procès intentés contre *Ant*, Faruk avait espacé ses visites à la maison d'édition. Il ne lui était désormais plus possible d'intervenir politiquement dans les problèmes survenus entre les personnes y travaillant.

C'est à cause de ces problèmes que non seulement nous ne pouvions obtenir l'aide matérielle, mais aussi –et c'est le pire– on ne nous avait pas fait parvenir pendant des mois les tomes de *Ant* et les livres qui étaient le produit d'années de labeur, que nous avions escompté pour nos entreprises en Europe. Les quotidiens ne nous étaient pas envoyés. Or nous avions grand besoin de ces documents pour soutenir notre lutte en Europe.

Pour couronner le tout, nous avons été bouleversés de découvrir dans la bibliothèque d'un camarade de gauche récemment réfugié en France un livre qui figurait dans notre bibliothèque personnelle, un livre qui portait une dédicace spéciale à notre nom.

Et d'après ce que nous avons pu apprendre, trois malles métalliques d'archives qui contenaient des photographies historiques que nous avions rassemblées avec grand soin durant des années étaient dans les mains de tierces personnes.

Après avoir vu les articles de Çetin Özek, une des personnes en qui nous avons le plus confiance, dans le *Milliyet*, nous redoutions d'autres mauvaises surprises.

Nous devons au moins préserver la réputation de *Ant*, que nous avons créé au prix de tant de difficultés, et qui avait acquis une place respectable dans le mouvement de gauche en Turquie. Quel qu'en soit le responsable, il se pouvait que soit publié sous le nom de *Ant* des propos contraires à la politique éditoriale que nous avions scrupuleusement menée jusque là.

C'est pourquoi j'ai instruit les amis restés à İstanbul de ne plus rien publier sous le label des éditions *Ant* et de se limiter aux ventes des livres du dépôt. Et s'ils souhaitaient publier autre chose, ils devaient le faire au nom d'une nouvelle maison d'édition qu'ils auraient à fonder eux-mêmes.

*



Dans ces jours sombres, rencontrer par hasard à Paris de vieux amis avec qui nous avons mené le combat de gauche fut une source de joie...

Le poète Ataol Behramoğlu, son épouse –doctorante à l'époque– Necmiye Alpay, un ex-dirigeant du TİP Feridun Aksın, son épouse la peintre Nevhiz, nous ont réchauffé de leur amitié. Ils ont partagé avec nous leurs minuscules studios, où ils avaient déjà peine à se loger, et leurs repas frugaux. De plus, ne se contentant pas de servir d'intermédiaires à de nouvelles rencontres, ils ont pris des responsabilités et des initiatives de leur propre chef.

Entre-temps, notre rencontre avec Maria Becket, qui menait la lutte contre les colonels grecs dans les enceintes internationales et plus particulièrement au Conseil de l'Europe, changea le cours de nos travaux et leur imprima un nouvel élan.

Maria parlait couramment, outre le grec, sa langue maternelle, une série d'autres langues. C'était une personne cultivée, qui, sans être membre d'aucun parti politique, avait voué sa vie au combat contre la junte des colonels. Son mari, James Becket, était l'auteur d'un livre sur les tortures commises en Grèce. Ma sœur Çiğdem fit publier cet ouvrage en turc par les éditions *Yöntem* qu'elle venait de créer.

Comme je l'ai écrit au début du premier tome de ces mémoires, la chose qui nous a le plus rapprochés, Maria et moi dès notre première conversation en tête-à-tête, hormis bien d'autres points encore, était le fait que nos grands-pères avaient péri lors de la guerre gréco-turque. Le sien avait été tué par les Turcs, et le mien par les Grecs. Ceci renforça notre amitié et galvanisa notre lutte commune.

- Maria, vous avez remporté une grande victoire au Conseil de l'Europe contre la junte des colonels. C'est à présent le tour des généraux turcs... Nous avons noué certains liens jusqu'à présent. Nous avons sensibilisé des députés à notre cause. Pourrais-tu nous aider à multiplier nos contacts ?

- Je comprends fort bien votre problème. Tout comme vous, nous ne connaissions personne lorsque nous avons entrepris notre lutte. Je ferai tout ce que je peux. Mais vous avez un autre gros problème.

- Quoi, être Turc ?

- Non. Au moment du coup d'Etat en Grèce, les militaires ont fermé les partis politiques, les organisations démocratiques, les organes de presse de l'opposition. La gauche comme la droite, les travailleurs et les bourgeois, tous les Grecs étaient contre la junte. Ce qui, dans un sens, a grandement facilité notre travail. Mais chez vous, le Parlement tient toujours séance. Fantoche peut-être, mais

vous avez un gouvernement. Les grands organes de presse soutiennent la junte. Il n'y a que les groupes de gauche qui émettent une voix discordante. Est-ce que je me trompe ?

- Tu as parfaitement raison. Mais même si tel est le cas, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir.

- Nous sommes tous des enfants de l'Egée... Si vous n'êtes pas libres, nous ne pouvons pas l'être non plus, et si nous ne sommes pas libres, vous ne pouvez pas l'être.

- Ce que tu dis-là est valable non seulement pour l'Egée, mais pour tous les peuples du Moyen-Orient : les Kurdes, les Arabes, les Chypriotes, les Iraniens, les Palestiniens.

- Je suis tout à fait d'accord. Que puis-je faire pour soutenir votre combat ?

- Il se peut que, dans ces prochains mois, l'Assemblée parlementaire mette à son ordre du jour un projet de résolution visant à exclure la Turquie du Conseil de l'Europe. Nous préparons pour le moment un communiqué pour le premier anniversaire du coup d'Etat du 12 mars. Plus important, nous allons publier en anglais un « dossier sur la Turquie » qui exposera le processus d'accession de la junte au pouvoir et détaillera ses actes de répression.

- Je vais vous donner des adresses importantes. S'il le faut, je transmettrai moi-même votre dossier à certaines personnes. Mais je vous conseille de faire tout ce que vous faites : contacts et publications, au nom d'une organisation qui représente vraiment votre combat.

Après un moment d'hésitation, elle précise :

- J'ai jeté un coup d'œil sur ce que vous avez fait jusqu'à présent en matière de communiqués et de documents. Je sais que vous y avez mis tout votre cœur et qu'ils reflètent très exactement vos convictions politiques. Mais –conseil d'ami– faites attention à la terminologie. Pour vos communiqués, utilisez un langage plus diplomatique, et moins de slogans. Il y en a qui, à la seule vue des slogans, pourraient jeter vos papiers à la poubelle sans même prendre la peine de lire la suite !

Et d'ajouter :

- Une opportunité à ne pas rater : dans quinze jours, au Quai d'Orsay, se tient une conférence internationale de solidarité avec la Résistance grecque. J'aurai l'occasion de rencontrer pendant la semaine le leader de l'opposition en exil, Papandréou, et Lyssarides, le président du Parti EDEK de Chypre. Je vous mettrai en contact avec eux et avec les délégations internationales.

Papandréou avait fondé le Mouvement de Libération panhellénique (PAK) en exil, et avait adopté une ligne de plus en plus critique vis-à-vis de l'OTAN et des Etats-Unis. Quant au parti

socialiste EDEK de Lyssarides, il était à bien des égards plus radical que le parti communiste AKEL.

Il nous fallait donc, pour suivre les conseils et les recommandations de Maria, mener notre action de manière plus soutenue et mieux programmée. Nous devions tisser un réseau de communications et de renseignements, ni centralisé ni hiérarchisé, auquel pourraient participer toutes les composantes opposées à la junte.

J'en parlai, par lettre ou par téléphone, aux amis que nous avions en France, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Suède. Ils s'étaient rendus compte de cette nécessité de par leurs contacts avec les Européens.

Au premier anniversaire du coup d'Etat du 12 mars, nous publiâmes notre communiqué au nom de la Résistance démocratique de Turquie (*Türkiye Demokratik Direnişi-TDD*), en anglais : Democratic Resistance of Turkey.

Rigaudias joua un rôle essentiel dans la distribution de ce communiqué dans les rédactions. C'est également lui qui assura les numéros de téléphone et l'adresse de correspondance pour permettre à ceux qui le souhaiteraient d'entrer en contact avec nous.

Le Monde ayant publié des extraits du communiqué, le TDD se trouva tout d'un coup sous le feu des projecteurs en France, où la tradition de la Résistance est fortement enracinée. Les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes désirant se rendre en Turquie pour y effectuer des reportages nous demandaient des informations ou des contacts sûrs en Turquie. Notre combat avait soudain pris une autre dimension.

Sur ces entrefaites, Breyten Breitenbach, l'écrivain sud-africain blanc opposé à l'apartheid et le mouvement américain des Panthères noires nous avaient fait savoir qu'ils étaient solidaires de notre combat.

L'approbation coup sur coup par l'assemblée et par le sénat de la condamnation à mort de Deniz Gezmiş et de ses amis avait attiré l'attention de l'opinion publique mondiale sur la Turquie.

La conférence internationale contre la Junte grecque, dont Maria nous avait parlé, se tint le 19 mars 1972 au Quai d'Orsay, dans les locaux du ministère français des Affaires étrangères. C'était la première fois que nous allions rencontrer des personnalités politiques et des diplomates au nom du TDD. Maria avait effectué un travail de préparation intense en signalant qu'il ne fallait pas seulement prendre position contre les colonels en Grèce, mais aussi contre les généraux en Turquie. Elle avait pris toute une série de rendez-vous à notre bénéfice.

Nos communiqués signés TDD et rédigés en plusieurs langues sous le bras, nous allons de salle en salle. Nous y rencontrons les

délégués français, italiens, anglais, suédois, norvégiens, danois, hollandais, canadiens et américains, à qui nous exposons la situation en Turquie, illustrée par les documents en notre possession.

Nous trouvons l'opportunité de parler de la Turquie aux médias, presses écrites et chaînes de télévision, tout au long de la conférence. Plus important encore, nous faisons la connaissance de plusieurs députés nordiques influents de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Soudain Maria apparaît, tout excitée :

- Grande nouvelle ! dit-elle. Vous allez rencontrer la délégation soviétique !

Nous sommes émus. Nous pénétrons dans une salle un peu plus grande que les autres et nous nous trouvons face à trois personnes installées à une table : Aram Khatchatourian, le grand compositeur soviétique d'origine arménienne, Galina Oulanova, la célèbre ballerine du Bolchoï et, entre eux deux, un membre du Comité central du Parti communiste de l'URSS dont je ne me rappelle pas le nom, arborant l'attitude sévère des bureaucrates.

Ils nous accueillent avec courtoisie et nous écoutent. Après un exposé d'une quinzaine de minutes, nous leur tendons les documents du TDD et leur disons que nous attendons de l'Union soviétique sa solidarité avec les peuples opprimés de Turquie.

Un court moment de silence s'ensuivit. Khatchatourian et Oulanova avaient les yeux fixés devant eux. Ils étaient manifestement de purs accessoires dans cette délégation.

Après avoir toussoté, le membre du Comité central prit la parole :

- Camarades, ce que vous nous avez raconté est véritablement déplorable. Nous sommes de tout cœur avec vous. Mais, en tant qu'URSS, il ne peut être question de faire quoi que ce soit en ce qui concerne la Turquie. En tant qu'URSS, nous n'avons pris position dans les conflits intérieurs que de deux pays ces dernières années : l'Afrique du Sud et la Grèce. Les relations de bon voisinage que l'URSS entretient avec la Turquie ne lui permettent pas de prendre une position qui dérange son gouvernement, quel que soit le pouvoir en place. Notre président de la République, le camarade Podgorny va d'ailleurs très prochainement se rendre en visite officielle dans votre pays.

Nous étions complètement bouleversés.

- Mais, et les milliers de sympathisants de gauche en prison, les actes de torture, et Deniz Gezmiş qui est au pied de l'échafaud, protestai-je.

- Nous comprenons fort bien votre réaction. Mais telle est la politique étrangère de notre pays... Nous ne pouvons rien y faire.



Il écrivit l'adresse du Comité central du PC soviétique et nous la tendit en disant :

- Envoyez tout de même vos communiqués et vos rapports à cette adresse. Tenez-nous au courant des développements...

Ce fut le deuxième coup qui nous était asséné par un pays socialiste, après nos mésaventures en RDA.

*

L'expression qui se lisait sur nos visages devait révéler notre état d'esprit car Maria, accourue au devant de nous, s'écria :

- Ne vous en faites pas. La diplomatie est un panier de crabes. Vous faites votre devoir. Si vous saviez par quoi nous sommes passés. Vous aussi, vous allez vous y habituer.

Pour nous consoler, elle nous donna une bonne nouvelle :

- Oubliez les soviétiques, je vais vous présenter à Melina Mercouri.

Dans une autre salle, Melina Mercouri est entourée d'un groupe de journalistes grecs.

Nous sommes fâchés sur elle parce que, bien qu'ayant quitté la Grèce en signe de protestation contre la junte des Colonels, elle s'est rendue en vacances en Turquie sous la botte des généraux. Ce voyage avait été exploité au maximum par la presse aux ordres de la junte.

Dès notre entrée dans la salle, Melina, d'un geste spectaculaire, vint se pendre à mon cou.

- Je sais que vous êtes fâchés sur moi. Je n'aurais pas dû aller en Turquie. Je sais que c'était une erreur. Mais je me ferai pardonner. La prochaine fois, donnez-moi une mission : je me rendrai en Turquie en touriste, et je ferai ce que vous voudrez. I'm with you !

Elle avait bu et elle était sentimentale, mais nous étions certains qu'elle tiendrait parole.

Dans la salle se trouvaient également deux dames grecques d'un certain âge dont le calme et la sérénité nous avaient beaucoup impressionnés, İnci et moi.

Ayant appris que nous étions des journalistes turcs en exil, l'une d'elle s'approcha et dit :

- Pouvons-nous nous entretenir en privé ?

Nous nous écartâmes dans un coin.

- Je m'appelle Eleni Vlahou... je suis journaliste comme vous. J'éдите le quotidien *Kathimerini*, nous confia-t-elle. J'ai fait comme vous, j'ai quitté la Grèce pour protester contre la junte, et j'ai rejoint la résistance à l'étranger.

Le *Kathimerini* était un journal conservateur, mais parmi





les plus influents. Madame Vlahou nous considéra un moment avec sympathie et poursuivit :

- Vous êtes jeunes. Vous êtes déterminés dans votre combat. Maria a dit que vous faisiez un travail remarquable. Mais lutter contre une junte militaire ne demande pas que du courage. Vous devez impliquer tous les défenseurs de la démocratie, sans vous limiter aux cercles de gauche, comme en Grèce.

Puis elle demanda avec curiosité :

- En Turquie, le parlement obéit aux ordres de l'armée. Le gouvernement est une marionnette civile. Et la presse ? Hürriyet, Milliyet, Tercüman, etc. que font-ils ? Ont-ils pris position contre la junte ?

- Madame Vlahou, vous avez mis le doigt sur la plaie. Nous dirigeons tous les deux une petite maison d'édition de gauche. Grand nombre de nos collègues sont en prison, ou sont torturés... Mais les Simavi, les Karacan, les Ilıcak que vous avez rencontrés lors des réunions de l'Union Internationale des Editeurs de Journaux caressent les généraux dans le sens du poil. Nous n'avons pas la chance qu'a le peuple grec. Nous, nous n'avons pas de madame Vlahou. Mais tant pis, nous continuerons à lutter.

Elle était émue. Elle se déclara heureuse d'avoir fait la connaissance de deux jeunes journalistes turcs idéalistes. En nous embrassant pour nous dire au revoir, elle dit :

- J'espère qu'un beau jour la répression cessera des deux côtés de l'Egée, et que nous pourrons, vous et nous, continuer à exercer honorablement chacun dans notre pays ce beau métier de journaliste que nous aimons tant...

Le même jour, nous faisons la connaissance d'une autre personnalité grecque, Lady Amalia Fleming, veuve de Sir Alexander Fleming, le savant britannique qui avait découvert la pénicilline, décédé en 1955. Pour nous ce qui était important, c'est qu'elle avait lutté de manière exemplaire contre tous les fascismes.

Amalia, née Coutsouris, faisait partie d'une grande famille grecque d'Istanbul, contrainte à émigrer en Grèce en 1914 après la confiscation de la maison et du laboratoire familiaux par le gouvernement ottoman. Diplômée en médecine, elle pratique son art avec succès et prend activement part à la lutte clandestine contre les nazis durant la Seconde Guerre mondiale. Arrêtée sur dénonciation, elle attend son exécution lorsque les Alliés entrent en Grèce. Elle est sauvée. Elle travaille ensuite à Londres dans la recherche sur la pénicilline et la streptomycine. Elle rencontre alors Sir Alexander Fleming avec qui elle fait un mariage d'amour. Après la mort de son mari, elle poursuit à Londres et à Athènes ses travaux en bactériologie.



Au lendemain du coup d'Etat des colonels en 1967, elle entre en résistance sans la moindre hésitation. La junte grecque, incommodée par les critiques provenant d'une personnalité de renommée internationale, finit par l'arrêter fin 1971, la met de force dans un avion, et la force à l'exil.

Lady Fleming, tout comme madame Vlahou, se demandait quelle était l'attitude de ses collègues en Turquie à l'égard de la junte. Nous lui donnons des informations détaillées sur les liquidations au sein des universités et sur les arrestations d'hommes de sciences et de chercheurs. Elle nous promet de porter la question de la répression dont sont victimes ses collègues en Turquie sur toutes les plateformes internationales où elle a de l'influence.

*

Les jours passaient à une allure folle.

J'écrivais jour et nuit en anglais, langue que je ne maîtrisais pas. Il fallait absolument que ce que j'écrivais soit contrôlé par un anglophone natif.

Gretl, l'épouse de Rigaudias, l'écrivain sud-africain Breyten Breitenbach et les Panthères noires en exil nous y aidaient avec un grand dévouement.

Juste à ce moment survint une belle surprise : notre cher ami Hüseyin Baş était arrivé à Paris, et avait fini par nous retrouver. Lors de nos retrouvailles dans la maison de Titina, il nous donna des nouvelles de nos parents et amis restés en Turquie. Hüseyin se mit alors en devoir de nous présenter aux amis proches qu'il s'était fait lors de ses études de journalisme à Paris.

Nous étions furieux de ce qui nous était arrivé en RDA et lors de notre rencontre avec la délégation soviétique au Quai d'Orsay ; nous critiquions vertement l'indifférence du système socialiste envers les mouvements anti-fascistes révolutionnaires des autres pays. Hüseyin était quant à lui le seul témoin du refus des Bulgares de nous aider à sortir clandestinement de Turquie, pour ne pas porter atteinte à leurs relations avec la Turquie.

Nous ressentîmes dès lors que Hüseyin pense à nous arrimer à un endroit sûr pour ne pas être emportés à l'aveuglette dans la ville de Paris où les mille et un courants de la gauche foisonnaient.

- Vous avez rencontré Fahrettin Petek ?

- C'était un abonné de Ant depuis des années, mais nous n'en avons pas eu l'occasion. A dire vrai, nous n'avons pas voulu le déranger.

- Venez, moi je vais vous le présenter. C'est un vieux communiste. C'est quelqu'un de solide. Un ami sûr.

Fahrettin Petek était un pharmacien qui, à la fin des années

40, avait quitté la Turquie en raison de la répression politique qui y sévissait, pour gagner Paris où il s'était installé avec sa famille. Nous fîmes sa connaissance un soir dans un café à la sortie du métro Strasbourg - Saint-Denis.

Alors qu'il poursuivait ses études de doctorat à Paris dans des conditions matérielles difficiles, il avait joué un rôle de premier plan dans la création du mouvement des Jeunes Turcs progressistes (*İlerici Jön Türkler*) comme dans la campagne pour la libération de Nazım Hikmet. Mais nous ne savions pas ce qu'il avait vécu par la suite au sein du TKP, dont il avait été écarté –accusé de « titisme » – à cause de critiques qu'il avait émises à l'encontre de la direction du parti.

Petek était très différent à tous égards de Başımar que nous avions rencontré deux fois à Berlin-Est. Il avait une personnalité attachante qui éveillait la sympathie dès l'abord en dépit d'un ton agressif et d'une franchise ignorant tout protocole.

Dès les présentations faites et après avoir commandé un ballon de vin rouge pour chacun, il demanda abruptement dans un rugissement :

- Mon cher monsieur, qu'avez-vous donc fait dans la question tchécoslovaque ?

Nous étions stupéfaits, mais la stupéfaction d'Hüseyin était encore plus grande que la nôtre.

Au moment de la question tchécoslovaque, nous avions vertement critiqué l'intervention militaire du Pacte de Varsovie. Était-ce cela la raison de sa colère ?

- Vous voyez, moi, j'ai vécu personnellement le Printemps de Prague. J'y étais pour un congrès scientifique. J'ai vu de mes propres yeux comment les tanks soviétiques sont entrés dans la ville. Le peuple était révolté, et il avait raison !

Nous comprîmes que la colère de Petek n'était pas due à nos critiques de l'URSS, mais au fait que nous nous soyons opposés à la direction d'Aybar dans la crise que cette affaire avait suscitée au sein du Parti Ouvrier de Turquie (*Türkiye İşçi Partisi*).

Cela n'était pas étonnant. Le doyen de l'intelligentsia turque à Paris, Abidin Dino, était mécontent de nous parce que nous n'avions pas soutenu Aybar. Il l'exprima clairement lors de notre rencontre chez Yaşar Kemal et renouvela cette opinion à son retour en Turquie en appuyant Aybar, avec Yaşar Kemal, dans la revue Forum publiée par les partisans d'Aybar.

Nous donnâmes à Petek des informations plus récentes sur la Turquie. La gauche turque se trouvait désormais face à une question existentielle et à des problèmes qui se situaient bien au-delà de ces débats obsolètes.

Après nous avoir écoutés et que sa colère se soit calmée, Petek nous posa des questions plus personnelles. Lorsque nous lui précisions que notre intention était de séjourner clandestinement un temps en Europe et de rentrer ensuite en Turquie, il nous coupa la parole en riant :

- C'est toujours la même chose. Nous disions la même chose à notre arrivée ici. Mais les années passent, et on ne les voit pas passer. Voyez, moi, il y a vingt ans que j'ai quitté la Turquie. C'est vous qui savez, évidemment. Mais quel que soit votre statut, l'important est de faire du mieux possible ce que l'époque demande que nous fassions. Je vous le dis à la fois en tant que communiste et que scientifique.

Bien qu'écarté du TKP, Petek ne s'était en rien détaché du mouvement communiste, il était devenu membre du parti communiste du pays dans lequel il vivait, le Parti communiste français.

Malgré cette première prise de contact orageuse, une chaleureuse amitié allait se développer entre nous. Non content de nous aider à nouer des contacts avec les communistes français, Petek allait quelques mois plus tard nous faire bénéficier des possibilités de duplication du département qu'il dirigeait à l'Université de Paris.

C'est grâce à Petek que nous fîmes la connaissance du célèbre journaliste et réalisateur français Daniel Karlin, membre du PCF lui aussi, qui fut très impressionné par les documents que nous lui présentâmes sur la répression en Turquie.

- Je vais immédiatement vous mettre en contact avec le camarade Elie, déclara-t-il.

Elie Mignot était le responsable du Parti communiste français pour les relations extérieures.

Les documents que je lui présentai et ce que je lui racontai attirèrent son attention.

- Malheureusement, dit-il, pas grand-chose ne nous arrive de notre frère, le Parti communiste de Turquie, à ce sujet.

- Et ce n'est d'ailleurs pas possible. Loin de combattre le régime en place en Turquie, ils sont surtout préoccupés de ne pas porter ombrage aux « relations de bon voisinage » entre l'URSS et la Turquie.

- Vous avez sans doute raison, mais pour nous, notre source d'informations, notre référence, c'est le Parti communiste de Turquie.

- C'est bien naturel, mais seulement s'ils remplissent cette mission... Moi, je vous apporte des documents écrits avec le sang qui vous montrent que les résistants, en Turquie, prennent des risques énormes pour faire évader des gens de prison. Il faut, en tant que parti communiste, mais avant tout en tant que défenseur

des droits de l'homme, que vous fassiez quelque chose avec ces documents.

- Nous en parlerons avec nos camarades ici.

Puis, avec une incroyable stupidité, il demanda à sa secrétaire de lui apporter la liste des membres turcs du PCF. Il me lut ensuite quelques noms pour me demander si j'avais des relations avec ces personnes. Je n'en connaissais aucun. Il pouvait s'agir de noms d'emprunt...

- Que je connaisse ces noms ou pas n'a aucune importance. Il peut y avoir parmi eux des personnes que je respecte. Demandez à qui vous voudrez, les documents qui sont devant vous sont la réalité de la Turquie. Ce que diront les gens de votre liste n'y changera rien.

Nous le remercîâmes néanmoins pour nous avoir écoutés.

- Si vous avez besoin de renseignements complémentaires, vous pouvez me toucher par l'intermédiaire de Daniel, ajoutai-je. Nous sommes clandestins, nous n'avons pas d'adresse fixe.

Bien que l'entretien se soit passé dans une ambiance tendue, Elie insista pour que nous lui fassions parvenir les documents que nous élaborerions par la suite.

A mon retour à la maison, les radios annonçaient l'opération de Kızıldere. Après l'entretien pénible au PCF, c'était un nouveau coup de massue. En Turquie, le régime durcissait ses méthodes. En Occident régnait une indifférence incroyable. Et que dire des communistes ?

İnci, qui se débattait dans sa cartothèque, écouta mon récit de l'entrevue au PCF.

- Cela ne m'étonne pas du tout, déclara-t-elle. Ecoute plutôt les émissions de Radio Moscou en turc... Dans dix jours, le président du præsidium du Soviet suprême de l'URSS, le camarade Podgorny, se rend en Turquie pour renforcer les relations de bon voisinage entre les deux pays... Pas un seul mot sur Kızıldere. Soit, nous pouvons continuer notre combat sans eux.

Et d'ajouter :

- En fait, j'ai une mauvaise nouvelle. Titina rentre dans deux jours. Nous devons trouver un autre refuge.

*

Mama Lou vint une nouvelle fois à la rescousse. Elle nous dénicha un petit studio à La Trinité. On y accédait par un escalier de 115 marches. Il n'avait ni toilettes ni cuisinette, tout comme dans notre premier studio.

J'étais très affaibli par la sous-alimentation et une fatigue extrême. İnci, plus menue que moi, résistait mieux. Ma tête tournait



en gravissant les escaliers, j'arrivais à grand peine au dernier étage, avec l'aide d'İnci.

Entre-temps, nous nous étions concentrés sur le renforcement d'une structure plus durable dans la lutte contre la junte, avec les amis de Turquie que j'ai évoqués précédemment. J'étais souvent obligé de passer la nuit chez les Aksın ou les Behramoğlu parce que j'étais exténué par les réunions et que je ne me sentais pas capable de monter ces 115 marches.

La famille d'İnci nous avait fait parvenir un peu d'argent. Pour rendre notre entreprise plus efficace, nous emménageâmes rue Dulong, près de la station de métro Rome, dans un studio doté de toilettes et d'une douche ainsi que d'un petit coin cuisine, dans un immeuble avec ascenseur. En plus, il y avait le téléphone. C'est Maria qui s'occupa de la location, puisque nous étions en séjour illégal. Elle devait pour sa part trouver une location pour pouvoir prolonger la durée de son permis de séjour à Paris. Elle loua donc le studio à son nom de jeune fille, Maria Charis, et nous donna les clefs.

Lors de notre visite à Baba Marten le lendemain, Jacqueline avait préparé deux couettes et un tas d'ustensiles de cuisine, pensant que nous en aurions besoin dans notre nouveau logis. Il aurait fallu nous voir arpentant les rues de Paris la nuit avec deux couettes jaunes enroulées et des sacs de plastique remplis de casseroles et autres ! La concierge espagnole de l'immeuble était morte de rire en nous voyant. Mais c'était une dame compréhensive. Elle avait fui l'Espagne franquiste et s'était réfugiée en France. Elle collectait et conservait avec soin les lettres, les journaux et les documents arrivant au nom de Maria Charis et nous les donnait.

Une fois installés rue Dulong, nous reprîmes avec ardeur la rédaction de notre *Dossier sur la Turquie*.

Une des bonnes surprises de l'époque fut qu'un de nos amis d'İstanbul, le Dr Gençay Gürsoy, arriva en Norvège pour un certain temps dans le cadre de ses recherches académiques. Il était le coordinateur des relations des défenseurs des droits de l'homme en Turquie avec l'extérieur. Non seulement à cause de sa situation à l'université, mais grâce à sa personnalité exceptionnelle et à son dévouement, il était, à l'époque comme en 2011 à l'heure où j'écris ces lignes, une personne appréciée et respectée des Turcs comme des étrangers.

Je pense que c'est Maria qui assurait nos relations à l'étranger. Les documents concernant la torture et provenant des prisons turques parvenaient en premier lieu à Gençay, à nous ensuite. Nous les traduisions au plus vite pour les communiquer aux organisations des droits de l'homme, à commencer par *Amnesty International*.

Je me souviens que le Dr Bilsay Kuruç, qui travaillait dans



une université norvégienne, rédigeait d'importants rapports destinés à avertir les institutions européennes, surtout sous les aspects socio-économiques.

À l'époque, Bülent Tanör et Yücel Sayman, qui étaient maîtres de conférences et se trouvaient à Genève, étaient des noms-clés de l'opposition à l'étranger. Tous deux avaient été écartés de leurs fonctions à l'Université d'Istanbul au lendemain du 12 mars. Ils étaient tous deux sous le coup de divers procès, ce qui les avait forcés à s'exiler l'un après l'autre en 1972. L'épouse de Bülent, le Dr Öget Öktem, avait démissionné de son poste à l'université et était partie en Suisse. Bülent participait à la résistance particulièrement dans les questions juridiques. Il avait rédigé de précieux rapports pour la Commission internationale des Juristes et nous les avait fait parvenir.

C'est à ce moment que se produisit un événement important dans l'obtention de faux passeports confectionnés de manière plus professionnelle pour les révolutionnaires contraints de fuir la Turquie. Un beau jour, Pablo nous présenta un de ses assistants les plus proches, Serge. Serge était un faussaire de génie dans la fabrication de faux documents. Mais il avait le génie modeste. Nous nourrissions une sympathie particulière à son égard parce qu'il portait le même nom que le grand révolutionnaire Victor Serge dont nous avions publié *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression* (Militana Notlar) avant notre départ de Turquie.

Au moment où la question de l'exécution de Deniz Gezmiş allait être débattue à l'Assemblée nationale, nous tenions de fréquentes réunions pour conférer à notre résistance une structure plus durable et plus efficace. J'assurais la plupart du temps les relations par lettre ou par téléphone avec nos amis hors de France.

Lors d'une de ces réunions, Ataol et Feridun proposèrent que nous impliquions Abidin Dino dans le comité en gestation, voire que nous le mettions à la tête de ce comité, afin de renforcer son efficacité principalement en France. Nous approuvâmes cette proposition comme le firent tous les autres participants. Ataol et Feridun furent chargés de s'entremettre auprès de Dino.

Leur première entrevue fut intéressante. Avec un « oui » de principe, il conseilla d'inclure dans le comité un journaliste qui connaîtrait bien la Turquie afin d'obtenir plus d'efficacité pratique.

Ataol et Feridun vinrent me trouver après cet entretien.

- Pas un nom n'a été prononcé, mais il semble bien qu'il soit au courant que tu es à Paris. Nous pensons que c'est à toi qu'il faisait allusion. Pouvons-nous lui dire que tu es d'ailleurs, avec İnci, impliqué dans le projet ?

- De notre point de vue, pas de problème, mais soyez avertis :

il se pourrait qu'il réagisse mal du fait de nos dissensions politiques en Turquie. Quant à moi, ne lui parlez pas de nous et forcez-le à faire partie du comité. Nous, nous sommes de toute façon des clandestins. Nous pouvons appuyer le comité de l'extérieur.

Ils étaient tellement sûrs que Dino n'allait pas manifester de réaction négative que, lors de leur deuxième entrevue, ils évoquèrent le fait que j'étais d'ailleurs dans le projet. La réponse de Dino fut la suivante :

- S'il fait partie de ce comité, je n'en serai pas.

C'était un soir. Inci était dehors. Ataal et Feridun sont arrivés avec un bouquet de fleurs. Ils étaient tout penauds.

- Tu avais raison, nous avons eu tort, dirent-ils. Mais nous ne pensions vraiment pas que Dino réagirait de la sorte en ces heures sombres de la Turquie.

A peu près au même moment, nous reçûmes des nouvelles de Melina Mercouri. Elle allait bientôt se rendre en Turquie et nous donnait rendez-vous dans le bureau de son mari, Jules Dassin, rue de Seine.

Tout à l'opposé de Melina, qui était tout enthousiasme, Jules Dassin était guindé à l'extrême. Il posait à celui qui savait tout sur la Turquie. Il évoqua son amitié avec Abidin Dino, « le représentant du TKP à Paris ». Or, ni Yakup Demir lors de notre dernière rencontre avant de venir à Paris, ni Elie Mignot, qui s'occupait des relations extérieures du PCF, ne nous avaient dit que le TKP avait un représentant à Paris. Il était d'ailleurs impossible qu'à la suite de la question tchécoslovaque il ait pu continuer à représenter le TKP dans la ligne de Moscou, alors qu'il avait pris fait et cause pour Aybar dans la scission du TIP. Il n'en restait pas moins qu'à l'époque le TKP n'avait plus guère d'activité à Paris non plus que dans les autres métropoles européennes.

Au moment de se quitter, nous confiâmes à Melina une liste de ce que nous souhaitions qu'elle nous rapporte de Turquie. Y figuraient des documents privés, mais aussi les annuaires téléphoniques les plus récents d'Ankara, İstanbul et İzmir, qui représentaient des sources de renseignements exceptionnelles pour communiquer avec la Turquie.

Pour garantir la sécurité de nos conversations téléphoniques avec Melina, nous avons convenu d'un code :

- Si, lorsque je vous appelle, la situation ne s'y prête pas, dites « Never on Sunday ! ». Je vous rappellerai plus tard...

« Jamais le dimanche » était le titre du célèbre film réalisé par Jules Dassin, dont Melina était l'héroïne.

Entre-temps, notre amitié avec Fahrettin Petek se développait harmonieusement. Nous eûmes l'opportunité de rencontrer son



épouse, Neriman, et leur fille, Gaye. Neriman Hanım était un exemple exceptionnel de femme plongée dans la douleur de l'exil. Elle avait soutenu son mari dans des circonstances très difficiles à Paris et avait élevé leur fille unique, Gaye, de la meilleure manière qu'il puisse être. Quelque temps plus tard, un autre de nos amis de Turquie s'intégra au tableau familial : Jak Şalom, le mari de Gaye.

Jak était un des piliers fondateurs de la cinémathèque d'Istanbul. A Paris, où il était arrivé à la suite de l'aggravation des conditions en Turquie, il travaillait à la cinémathèque française dirigée par Henri Langlois.

Jak n'avait pas hésité à participer à une conférence organisée aux Pays-Bas sur la répression en Turquie, malgré ces circonstances difficiles, et en prenant sans doute des risques.

C'est à Paris que nous vécûmes notre premier 1^{er} mai joyeux en dehors de Turquie. C'était à l'époque où le Parti communiste français était encore puissant, et où il se préparait même à accéder au pouvoir avec le parti socialiste.

Une des choses qui nous ont le plus émues est la tradition d'offrir un brin de muguet à ses amis et ses proches à l'occasion du 1^{er} mai. Je ne me souviens plus du nombre de brins de muguet que nous avons reçus ce jour-là, mais chaque brin nous avait donné le moral en ces jours difficiles.

Une autre chose que je n'ai pas oubliée est qu'au moment de choisir un nom d'emprunt pour la sécurité de nos communications, Necmiye Alpay avait dit « Moi, ce sera Müge ». Et pendant deux ans, elle était restée "Müge" pour nous...

*

Tout le monde se demandait si les condamnations à mort prononcées en Turquie allaient être exécutées ou pas. Les opérations menées pour éviter les exécutions, qui avaient culminé par Kızıldere ou le détournement d'avion vers Sofia, n'avaient rien donné. Deniz, Yusuf et Hüseyin furent exécutés le 6 mai 1972.

Nous suivions les émissions de toutes les radios que nous pouvions capter, attendant qu'un miracle se produise pour sauver ces trois jeunes vies.

Il se produisit alors quelque chose de particulièrement intéressant. Les émissions en langue turque des pays socialistes n'étaient guère favorables à la résistance socialiste en Turquie. Suivant la politique de "coexistence pacifique", elles prenaient grand soin de ne pas irriter Ankara, quel que soit le parti au pouvoir.

Or, lors du détournement vers Sofia d'un avion par 4 jeunes, Radio Sofia en turc donne de manière inhabituelle un grand luxe de



détails sur l'affaire. Des reportages sont réalisés à l'aéroport, les revendications des jeunes révolutionnaires –dont la libération de Deniz et de ses amis– sont répétées en détail et en boucle.

Le matin du 6 mai, la speakerine donne la nouvelle de la pendaison de Deniz et de ses amis avec des sanglots dans la voix. Suivent des anecdotes sur les révolutionnaires bulgares assassinés par les fascistes.

L'exécution de Deniz et de ses amis n'a pas seulement eu des effets sur l'attitude des pays socialistes qui avaient adopté une certaine réserve vis-à-vis de la lutte révolutionnaire en Turquie au nom des sacro-saintes "relations de bon voisinage", mais aussi sur le Conseil de l'Europe qui rechignait à prendre des sanctions à l'encontre du régime au pouvoir en Turquie. Jusqu'à ce jour, même les pays qui avaient pris la position la plus ferme contre le régime des colonels en Grèce au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), avaient continué à manifester une certaine bienveillance vis-à-vis de la Turquie.

A titre d'exemple, le député hollandais van der Stoel qui avait mené une âpre lutte pour que la Grèce soit exclue du Conseil de l'Europe, présentait le rapport suivant après la visite qu'il avait effectuée en Turquie du 10 au 12 avril 1972, sous l'influence des parlementaires du Parti Républicain du Peuple (CHP) :

« Selon Demirel, des élections législatives auront certainement lieu en définitive, et la situation reviendra à la normale... İnönü et Ecevit partagent cet avis. Ils ont indiqué que l'armée n'avait pas la force de diriger le pays... J'ai demandé au Professeur Alacakaptan si la chasse au "terroriste" menée actuellement de risquait pas de toucher les sympathisants de la gauche, il m'a répondu "Non !". Il a précisé qu'il ne pensait pas que le régime en Turquie soit un régime de colonels... D'après moi, il n'est pas opportun d'adopter ou de faire adopter l'idée d'abandonner la Turquie en l'isolant de la communauté européenne. La seule voie de salut pour la Turquie est de soutenir le CHP d'Ecevit... »

Mekin Gönenç, qui, pour des raisons professionnelles, nouait des relations avec les médias et les politiciens de tous les pays, rencontra le jeune sénateur hollandais Piet Dankert le 9 mai à la Haye, et discuta longuement avec lui du rapport van der Stoel.

Dankert était en même temps membre de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il s'était rendu récemment à Ankara avec un groupe de parlementaires européens et y avait interrogé avec insistance Ferit Melen, le Premier ministre, et Suat Bilge, le ministre de la Justice, sur les tortures et les procès politiques, mais ils avaient affirmé tous les deux que toutes ces assertions n'étaient que mensonges, inven-

tés à dessein par l'extrême gauche, mais ils avaient quand même promis de mener une sérieuse enquête sur le sujet.

Le temps avait passé et aucun écho n'avait été donné à cette promesse. Dankert était résolu à pousser les représentants de la junte dans leurs retranchements à Strasbourg, au Conseil même. Il demandait dès lors que des documents irréfutables et les plus nombreux possible lui soient communiqués.

Entre-temps Faruk Pekin d'une part, et le Dr Gencay Gürsoy d'autre part, nous avaient fait parvenir un nombre croissant de documents concernant les actes de torture et les dossiers des procès.

İnci et moi nous mîmes à trier les documents, les traduire et les dupliquer, jour et nuit, pour qu'ils puissent être présentés lors de la session de l'APCE la semaine suivante. Nos amis de Paris sacrifiaient leurs heures de loisir pour nous donner de sérieux coups de main. Quand nous nous mîmes en route pour Strasbourg le 17 mai, le coffre de la voiture de Mekin et Güneş était archiplein de documents.

Comme il était fort probable que les parlementaires turcs, à commencer par Turhan Feyzioğlu, me reconnaissent, je me postai avec Güneş, l'épouse de Mekin, dans la cafétéria d'un bowling situé non loin du bâtiment du Conseil.

Mekin amena l'un après l'autre au bowling Piet Dankert et les parlementaires britanniques, danois, suédois, norvégiens, belges dont il nous avait donné les noms. Nous les informions sur la situation en Turquie et leur donnions des documents. Se trouvaient parmi ces parlementaires non seulement des sociaux-démocrates mais aussi des membres des partis conservateurs et libéraux.

Presque tous écoutaient attentivement ce que nous leur expliquions, posaient des questions et nous donnaient leur adresse privée pour que nous y faisons parvenir les documents que nous obtiendrions par la suite, en assurant qu'ils suivraient jusqu'au bout la question de la Turquie.

Le plus intéressant fut qu'alors que tous les parlementaires libéraux et conservateurs avaient une approche positive, un député social-démocrate autrichien réagit à nos propos dans un geste d'hystérie anticommuniste en s'exclamant :

- Eh bien quoi? Ce ne sont pas des communistes qu'on réprime en Turquie ? Chez nous, en Autriche, on a collaboré avec les autres partis et on leur a cloué le bec, aux communistes !

Le soir venu, nous eûmes une petite réunion de débriefing avec Piet Dankert. Il nous indiqua que les autres parlementaires également avaient été sensibilisés à la question grâce aux documents que nous avions présentés, mais qu'ils avaient des préjugés, et qu'en outre l'Etat turc déployait tous les moyens de propagande pour influencer sur eux, y compris les inviter en Turquie.

De fait, lors de sa session de mai 1972, l'APCE ne vit aucun inconvénient à désigner Turhan Feyzioğlu, un des membres les plus militaristes de la délégation turque, comme vice-président de l'Assemblée lors de la dernière séance, toujours dans un esprit de compromis et pour contenter Ankara.

- Un autre point critique, ajouta Dankert, la Grèce a été exclue du Conseil de l'Europe, mais la plupart des membres estime avoir ainsi perdu l'opportunité de faire pression sur le régime d'Athènes. C'est pour cela qu'ils hésitent à en faire de même avec la Turquie.

Nous insistâmes :

- Même si cela n'aboutit à aucun résultat, il serait tout de même opportun de débattre en long et en large de la situation en Turquie sur cette plateforme internationale et sur les autres. Quoi qu'il en soit, ce sera une bonne chose.

- Je vais faire tout ce que je peux, promit-il. Faites en sorte que *Le dossier sur la Turquie* soit prêt avant l'automne.

*

A ce stade, nous nous mîmes à coopérer étroitement avec *Amnesty International*, surtout dans l'examen des dossiers. Lorsque nous étions en Suède, le responsable local d'Amnesty était Thomas Hammarberg, un journaliste de nos amis. Thomas était un ardent défenseur des droits de l'homme, qui fut ensuite commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

A Paris, Marie-Josée Protais était secrétaire générale d'Amnesty pour la France... Nous lui apportions nos dossiers avec les traductions des documents relatifs aux actes de torture. Elle ne manquait pas de nous aider à régler nos problèmes. C'est elle qui nous fournissait les stencils, l'encre, le papier et la machine pour imprimer.

En ce qui concerne la composition du livre, c'est Pablo qui nous vint le plus en aide. Il nous trouva une IBM à boule. Cette machine à écrire était utilisée par les résistants grecs. Ceux-ci la prêtaient de temps en temps aux révolutionnaires d'autres pays. Mais vu l'urgence et la priorité de la question de la Turquie, ils avaient accepté de nous la confier pour deux mois.

Je me levais dès potron-minet et me mettais à traduire à la maison alors qu'Inci se rendait dans le sud de Paris en changeant plusieurs fois de ligne de métro pour taper les textes sur du papier stencil avec l'IBM à boule et faire imprimer ailleurs par électro stencil les feuillets porteurs d'illustrations, mis en page et préparés sur du papier blanc.

Taper sur stencil est un travail ardu, particulièrement s'il s'agit de textes rédigés dans une autre langue que votre langue mater-

nelle... İnci me ramenait les stencils le soir. J'indiquais les erreurs et le lendemain, elle corrigeait ces erreurs au vernis correcteur rouge. Il arrivait quelquefois qu'elle doive retaper toute la page. Chaque soir, elle revenait les yeux douloureux, morte de fatigue.

Le week-end, elle imprimait des pages du livre dans des bureaux trouvés par Marie-Josée.

Notre objectif principal était d'avoir le livre prêt pour la session du Conseil. Entre-temps, nous conservions notre idée de base qui était qu'une fois cette première étape achevée, nous rentrions clandestinement en Turquie, comme nous en étions venus. Nous envisagions d'ailleurs de rentrer le plus vite possible en Turquie et à n'importe quel prix dès que le livre serait publié et transmis au Conseil de l'Europe, à cause des problèmes survenus à *Ant* entre nos amis.

La préparation du livre, la composition sur stencil, la collecte de documents, les contacts personnels n'étaient pas choses faciles dans notre minuscule studio de la rue Dulong. Maria, qui l'avait constaté, arriva un beau jour avec une bonne nouvelle :

- Ce soir, je vous amène un invité très important : Henrik Liljegren... Il est conseiller auprès de l'ambassade de Suède à Paris et a joué un certain rôle dans l'exclusion de la Grèce du Conseil de l'Europe. Il a un vaste cercle d'amis, il pourra vous aider à prendre contact avec de nombreuses personnalités de divers pays.

- Il va bientôt partir en vacances pour un mois ou deux et voudrait laisser son appartement à des personnes de confiance, ajoutez-elle. Je vois bien dans quelles conditions vous préparez votre *Dossier sur la Turquie*. Installez-vous donc là, vous y serez plus à l'aise, et vous ne devrez pas payer de loyer.

C'était un miracle. Nous fîmes connaissance ce soir-là. Après le repas, Henrik nous invita à une réunion qui se tiendrait chez lui un autre soir. Il y aurait Maria, Breyten Breytenbach et son épouse vietnamienne, des opposants américains et bien d'autres.

Ce soir-là, nous nouâmes des relations susceptibles de nous assurer une assistance linguistique et technique pour la confection de notre livre. Henrik Liljegren partit en vacances, et nous nous installâmes chez lui.

L'appartement d'Henrik, qui allait par la suite épouser une turque et devenir ambassadeur de Suède à Ankara, était un appartement luxueux sur le boulevard Victor Hugo, et qui donnait sur la place de l'Etoile. Le salon était tellement vaste que la première chose que je fis après avoir apporté nos machines à écrire, nos documents et nos effets personnels, fut d'arpenter la pièce pour me dérouiller les jambes. Nous avions deux grands mois devant nous. Nous devions, en deux mois, composer, imprimer et relier *le Dossier sur la Turquie* pour le présenter au Conseil de l'Europe.



Chez Henrik, notre programme était le même : je me levais dès potron-minet et me mettais à traduire et écrire à la maison alors qu'İnci se rendait dans le sud de Paris en changeant plusieurs fois de ligne de métro pour aller composer l'ouvrage. A une heure dite, je communiquais mes traductions à Breyten et aux Panthères noires pour faire corriger mes traductions en anglais.

Le soir, nous consacrons notre temps à des réunions avec le groupe de résistance, ou à des contacts divers.

Les travaux de composition d'İnci allant en s'intensifiant, il fallait trouver une alternative pour l'impression du livre. Ataol et Feridun prirent l'initiative d'installer un polycopieur dans l'atelier d'un peintre turc de renom dont le toit fuyait en cas de pluie. C'est là qu'ils réalisèrent une partie du travail d'impression.

Notre amitié avec Ataol s'approfondissait de jour en jour. Il était plongé avec passion dans la rédaction de l'épopée de Mustafa Suphi. Mustafa Suphi, fondateur du TKP assassiné avec ses camarades en mer Noire, était un personnage dont les jeunes générations devaient connaître la vie, le combat et la pensée. J'avais publié chez *Ant* des études et articles qui lui étaient consacrés.

A chaque rencontre, Ataol lisait des passages de *L'épopée de Mustafa Suphi*, et nous en parlions. J'étais d'avis que si le régime de la junte pouvait être abattu et que la Turquie entamait un nouveau processus démocratique, il fallait y garantir la présence d'un parti communiste comme c'était le cas dans les autres pays du Conseil de l'Europe. Un régime dans lequel un parti communiste était inexistant et qui déniait leurs droits au peuple kurde et aux minorités n'avait pas sa place au sein du Conseil.

J'encourageais Ataol à achever au plus vite *L'épopée de Mustafa Suphi* pour vaincre le tabou du parti communiste.

Les vacances d'été permettaient à Ataol comme à nous de travailler plus à l'aise à Paris. Un des plus grands soucis des occupants de demeures ou d'appartements luxueux de la capitale française était de trouver à qui confier leur bien en leur absence lorsqu'ils partaient à la mer, à la campagne ou à l'étranger.

Ataol avait eu la chance de trouver un appartement particulièrement confortable.

Le matin, il me téléphonait pour me dire avec ravissement :

- Je viens de prendre mon café et de déguster mon *croissant*. Il fait beau. Je continue à écrire *l'épopée*. Et vous, ça va ?

Quand İnci ne parvenait pas à faire toute seule le travail d'impression parce que les pages s'étaient par trop accumulées, il mettait *l'épopée* de côté, empoignait les stencils et filait à l'atelier de peinture pour poursuivre le travail.



*

Un des plus gros problèmes de la composition du *Dossier sur la Turquie* était d'ajouter au livre en pages offset une série de photos documentaires. Inci avait préparé ces pages depuis longtemps et j'avais rédigé les légendes en anglais. Mais nous n'avions pas les moyens de faire faire une impression offset.

C'est juste à ce moment que les Karabuda, ayant achevé leur mission au Chili, arrivèrent comme des sauveurs.

Ils avaient prévenu depuis des semaines qu'ils allaient rentrer en Suède. Ils se plaignaient qu'Allende n'agissait pas avec assez de courage dans certains cas et qu'il se fiait trop aux généraux formés aux États-Unis. Ayperi, qui suivait de près les groupes à la gauche d'Allende, et plus particulièrement le MIR, nous avait envoyé une analyse splendide. Elle y donnait les signes d'un coup proaméricain au Chili. Elle était pessimiste.

Après un bref passage en Suède, les Karabuda revinrent à Paris, et nous eûmes l'occasion de nous plonger dans l'évaluation de tout ce qui s'est passé depuis un an. La situation en Turquie, la situation au Chili... de longues discussions qui se passaient surtout chez Baba Marten...

A leur retour en Suède, ils se mobilisèrent pour *Le Dossier sur la Turquie* et prirent contact avec Thomas Hammarberg. Ils trouvèrent des fonds pour l'impression offset des pages illustrées. Barbro mit les sous-titres. Arslan Mengüç surveilla l'impression.

Les mois d'été filèrent à ce rythme, on ne les vit pas passer. Henrik rentra de vacances, et nous nous retrouvâmes coincés dans notre studio de la rue Dulong.

Sur ces entrefaites, Maria Becket se rendit en Turquie comme touriste pour y procéder aux premiers contacts directs de la Résistance démocratique (*Demokratik Direniş*). Elle resta quelques jours à Kuşadası pour donner un semblant de vérité à son rôle de touriste et passa à İstanbul, où elle prit contact avec les noms que nous lui avions donnés. Elle ramena en Europe quantité d'informations utiles à notre future campagne. Faruk Pekin, Gençay Gürsoy et Onat Kutlar avec qui nous étions entrés en contact grâce à elle, jouèrent un rôle important. Il fallait aussi que Maria rencontre Çiğdem. Malheureusement le 28 juillet 1972, quelques jours avant la date fixée pour le rendez-vous, plus de trois mille policiers mobilisés par le commandement de l'état de siège effectuèrent une opération visant toutes les maisons d'édition progressistes, dont *Yöntem*, et une trentaine d'éditeurs avaient été arrêtés, dont ma sœur. La rencontre n'eut donc pas lieu.

Cette nouvelle renforça encore notre rage. Nous accélérâmes les travaux d'impression. Le temps était venu d'amener à Paris les

pages offset imprimées en Suède, de les inclure dans le livre, et de relier les volumes.

Le transfert des pages offset à Paris fut un suspense digne d'un film d'action.

Güneş avait mis dans sa valise une certaine quantité des pages en question. Il prenait l'avion Stockholm-Paris comme n'importe quel touriste. Nous attendions son arrivée avec impatience à l'aéroport du Bourget. Comme nous étions en séjour illégal, nous ne nous baladions pas au milieu de la salle, mais nous nous étions casés dans un coin, observant les événements de loin.

Après l'atterrissage, les passagers commencèrent à passer par le contrôle des passeports. Notre cher Güneş était extrêmement nerveux en raison de la mission qui lui incombait. Il grillait cigarette sur cigarette.

Et ce qui devait arriver arriva. La police française, constatant que la valise qui semblait fort lourde était remplie de documents imprimés, confisqua tous les bagages de Güneş. Après le contrôle d'identité, Güneş fut libéré, mais on lui annonça que les documents contenus dans ses bagages allaient être inspectés par la sûreté.

Güneş repartit pour Stockholm le lendemain. Nous prîmes immédiatement contact avec Me Lafue Véron. Elle intervint aussitôt. Elle fit libérer les bagages en soulignant qu'il s'agissait de documents vitaux dans la lutte pour la liberté d'un autre pays. Elle nous apporta elle-même les pages offset qu'elle avait chargées dans son propre véhicule.

Plus rien ne s'opposait dès lors à la publication du *Dossier sur la Turquie*.

*

Il était évident que ce livre allait porter un coup dur à la diplomatie turque, qui avait abusé jusqu'alors l'opinion publique mondiale avec tous les moyens de l'Etat. Ils devaient d'ailleurs avoir eu vent de la préparation de ce livre, parce qu'en date du 26 septembre 1972, le ministère turc des Affaires étrangères envoyait la circulaire suivante à toutes ses missions diplomatiques :

« Le livre destiné à être distribué en Europe est généralement illustré de photographies des soi-disant actes de torture dont seraient victimes des militants marxistes-léninistes arrêtés après le 12 mars. L'impression sera réalisée en secret en France. Des communistes collaborent à ce projet en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède.

Il ressort des observations effectuées par les autorités compétentes que :

a) Des communistes turcs se trouvant à l'étranger ont créé une organisation centrée en Allemagne, au Danemark, aux Pays-Bas, en Suède et en France avec l'aide de communistes étrangers en parallèle avec Moscou.

b) L'aide fournie par la Suède, bien qu'officiuse, est considérable.

c) Cette organisation, qui a encore bien d'autres plans, est en relation avec la Turquie. Le cerveau de l'organisation est très probablement à Paris.

d) Doğan et İnci Özgüden sont probablement impliqués dans cette activité, bien que nous ne soyons pas encore en possession de preuves patentes.

Je vous prie de bien vouloir prendre connaissance de ce qui précède et de faire parvenir régulièrement au ministère, avec vos commentaires, les informations qui pourront être recueillies par la surveillance la plus étroite possible de ces activités de propagande, de même que d'activités analogues. »

Un sympathisant de gauche au sein de la diplomatie nous communiqua cette circulaire. Il nous fallait donc être plus circonspects. Nous étions démasqués, il fallait passer au plus vite à la publication du *Dossier*.

Le travail d'insertion des pages illustrées venant de Suède dans les pages dupliquées à Paris fut l'affaire de toute notre équipe d'amis. Les ouvrages furent livrés au relieur. Une fois reliés, les livres furent expédiés aux ONG internationales, à *Amnesty International*, aux associations de juristes, aux associations de défense des droits de l'homme et aux médias.

L'important était d'atteindre la cible, c'est-à-dire de pouvoir amener la question turque à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), et de pouvoir assurer l'exclusion de la Turquie du Conseil comme cela en avait été le cas pour la Grèce, si un changement sérieux n'était pas rapidement obtenu.

Mekin et moi rendions visite un à un aux parlementaires membres de l'APCE avec qui nous avons pu tissé des liens en Europe et dont nous pensions qu'ils allaient soutenir notre cause, soit lors des sessions du Conseil, soit au parlement de leur propre pays, pour leur donner un exemplaire du *Dossier sur la Turquie* et des documents récents sur les actes de torture et les procès.

En outre, à partir du mois de novembre, Mekin publia un bimensuel appelé *The Fallow* (La Jachère), pour tenir les personnalités et les médias européens au courant des développements en Turquie.

Par ailleurs, *Amnesty International* dépêchait de temps à autre

des observateurs pour faire rapport sur les actes de torture qui s'y perpétraient.

Après la publication du *Dossier sur la Turquie*, le parlementaire hollandais Piet Dankert fit inscrire la question de la Turquie à l'ordre du jour de la 24^{ème} session ordinaire de l'APCE en octobre 1972. Lors de l'intervention qu'il fit à cette occasion, il s'exprima ainsi :

- La presse internationale fait état depuis un certain temps déjà d'actes de tortures perpétrés à grande échelle en Turquie. Les documents et les photographies qui me sont parvenus et qui concernent la torture, les documents d'audience des procès, et même des documents confidentiels démontrent que la Turquie viole non pas occasionnellement mais systématiquement les termes de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Des journalistes en qui j'ai confiance m'ont précisé que plus de 2.000 personnes ont été victimes d'actes de torture en Turquie ces dix-huit derniers mois. Les violations des droits de l'homme ne se limitent pas à cela. L'article 7 de la Convention est également violé à de nombreuses reprises. Les écrivains, les intellectuels, les artistes et les politiciens sont traduits en justice et condamnés pour des écrits, des discours et des activités précédant la proclamation de l'état de siège. Le Conseil se doit d'étudier sérieusement le cas de la Turquie.

La parlementaire norvégienne Liv Aasen et le parlementaire britannique Frank Judd soutenaient la déclaration de Dankert.

La délégation turque, Turhan Feyzioğlu en tête, était affolée par ces critiques. Ils s'efforçaient de défendre le régime de la junte en affirmant que toutes ces allégations étaient des inventions des communistes. Feyzioğlu parla d'un complot international contre la Turquie, me citant nommément ainsi qu'İnci. D'après ce que nous racontèrent les parlementaires européens, Feyzioğlu était tellement stressé qu'il était obligé de s'absenter à intervalles réguliers pour aller changer de chemise, trempée par la sueur.

Il fut décidé de débattre en profondeur de la question en commission des questions politiques trois mois plus tard.

Le plus ardent défenseur du régime d'Ankara était à l'époque la diplomatie britannique. Lorsque le député Frank Judd porta l'affaire devant la chambre des communes, Sir Alec Douglas-Home, le ministre des Affaires étrangères, brandissant *Le Dossier sur la Turquie*, bredouilla :

- Un tel livre ne peut qu'avoir été imprimé à Moscou et infiltré en Europe !

Et pourtant, comme je l'ai raconté, le livre avait été composé dans des conditions particulièrement difficiles et primitives à Paris, et imprimé en partie avec un vieux polycopieur dans un garage

transformé en atelier d'artiste, en partie dans le bureau d'Amnesty International. D'ailleurs, nous n'avions sollicité l'aide d'aucun pays socialiste, ni celle du TKP dans la ligne de ceux-ci.

La seule chose que nous avons demandée à Yakup Demir était deux passeports établis à nos noms, convenablement confectionnés, avec lesquels nous pourrions voyager séparément. Mais presque une année s'était passée depuis, et nous n'avions encore rien vu venir.

Nous eûmes un long entretien avec Piet Dankert après la séance houleuse à l'APCE. Il était inquiet pour notre avenir, à İnci et à moi.

- Je sais que vous ne voulez pas sortir de la clandestinité pour rentrer discrètement en Turquie comme vous en êtes venus, dit-il. Mais Turhan Feyzioğlu a expliqué devant le Conseil de l'Europe que vous meniez des activités secrètes en Europe. Les renseignements turcs sont certainement sur vos traces. Après la déclaration de Feyzioğlu, la police européenne peut vous localiser et vous pourriez avoir des ennuis. De deux périls, choisissez donc le moindre. En Turquie, vous êtes des journalistes victimes de la répression de l'Etat. Demandez vite l'asile politique dans un pays démocratique. Cela pourrait être les Pays-bas. Dans ce cas, je vous appuierais.

Je le remerciai pour ce geste de solidarité.

- Il faut que nous en parlions avec nos amis, dis-je. Nous devons aussi en référer à la Turquie. D'ailleurs, nous sommes en train de travailler sur un second document de base que nous voulons présenter à la session de janvier de l'APCE.

Effectivement, sans attendre d'avoir récupéré de la fatigue du *Dossier sur la Turquie*, İnci était en train de revoir sa cartothèque « chasse à l'homme », fruit d'un travail de bénédictin, l'actualisait et en dressait le catalogue. Celui-ci comprenait les noms des victimes du coup d'Etat avec mention de leur profession, avec les dates de leur intégration dans la liste des personnes recherchées, de leur mise en garde à vue, de leur arrestation sur décision du tribunal, du début de leur procès, de leur condamnation ou de leur mise en liberté.

Ce catalogue fut publié en novembre 1972 au nom de la Résistance démocratique (*Demokratik Direniş*) sous la forme d'un grand livre de 162 pages, avec une longue introduction, sous le titre de *Man Hunts in Turkey* (Chasse à l'homme en Turquie). Cette fois, le papier et le matériel d'imprimerie avaient été fournis dans leur entièreté par Marie-Josée Protais, secrétaire générale d'*Amnesty International* pour la France.

*



Une bonne surprise nous attendait à Paris : l'avocat Mehmet Ali Arslan, un ami kurde qui avait été un temps président du Parti ouvrier de Turquie... Il avait aussi quitté la Turquie après le coup d'Etat, mais il avait immédiatement sollicité l'asile politique à Paris.

Nous le rencontrions de temps en temps, nous parlions jusqu'au petit matin. Nous avons beaucoup appris grâce à lui sur les problèmes du peuple kurde et sur ses revendications, ainsi que sur sa richesse culturelle. Il avait apporté une quantité de bandes de musique provenant des émissions en langue kurde de la radio arménienne. Nous les écoutions tout en discutant.

Nous évoquâmes les avertissements de Dankert et il nous conseilla en tant que juriste comme en tant que résistant kurde socialiste, de mettre fin à notre clandestinité, sans quoi nous pourrions bien être un jour privés de la possibilité de mener notre combat, en Europe comme en Turquie.

Quelques jours après cette conversation, le concierge nous tira à l'écart à notre retour chez nous.

- Il y a deux types bizarres qui ont demandé aujourd'hui s'il y avait des Turcs qui habitaient dans l'immeuble. D'après moi, ce sont des gars des renseignements turcs. J'ai dit qu'il n'y avait pas de Turcs dans l'immeuble. Mais, s'il-vous-plaît, faites attention à vos allées et venues. Ils pourraient vous faire des ennuis, nous avertit-il.

De toute évidence, l'état se resserrait. Nous augmentâmes les mesures de sécurité. Nous mîmes en place de nouvelles règles pour nos entrées et sorties de l'immeuble, et pour nos visites.

Nous devions consulter les amis que nous avions dans les pays où nous avions séjourné avant d'arriver à Paris, avant de pouvoir décider de notre avenir. Nous donnâmes notre préavis au propriétaire du studio de la rue Dulong et nous mîmes en route pour un autre périple avec notre mauvais faux passeport. Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Danemark, Suède, et jusqu'à la Norvège... à Oslo, nous discutâmes longuement avec le Dr Gençay Gürsoy de ses relations avec la Turquie et de l'organisation de l'arrivée de nouveaux documents en provenance du pays.

Dans chaque pays où nous passâmes, les comités Turquie étaient actifs. En Suède, les Karabuda, İlhan Koman, Arslan Mengüç, Thomas Hammarberg, Krister et Gertrude Gidlung œuvraient intensivement pour développer le Comité Turquie. Per Wästberg, président de l'Union suédoise des écrivains, que nous rencontrions pour une deuxième fois, soutenait le comité.

A Stockholm, nous passâmes une soirée inoubliable avec les Karabuda dans le bateau qui servait de maison à İlhan Koman. Et surtout les cassettes de chansons des prisons de Selda Bağcan, qui avait acquis une belle renommée en Turquie...



Au Danemark, les députés et journalistes que nous rencontrâmes au parlement danois insistèrent pour que nous demandions l'asile politique dans leur pays. Mais nous hésitions, car Copenhague est, à la différence de Paris ou Bruxelles, éloignée des centres internationaux. Nous décidâmes de rentrer à Paris et de tenter notre chance de clandestins.

En Allemagne, nous eûmes un long entretien à Cologne avec Heinrich Böll par l'intermédiaire de Doğan Kekevi. Il nous promit de créer avec Günther Grass et Hans Magnus Enzensberger, dont nous avons publié en Turquie le livre *L'interrogatoire de La Havane*, un *Comité de solidarité avec les résistants de Turquie*. Hakkı Keskin, qui s'était rendu en Grande-Bretagne pour y perfectionner son anglais, Metin Gür, l'ex-président de la Fédération des socialistes turcs d'Europe (ATTF), et Yılmaz Karahasan, permanent turc du syndicat IG Metall, promirent d'appuyer notre initiative de créer un comité.

Je connaissais Metin Gür de Turquie. J'avais publié ses reportages en Anatolie orientale. Je lui avais établi une carte de presse au nom de *Ant* pour l'aider à nouer des contacts lorsqu'il était parti en Allemagne comme travailleur immigré. *Ant* avait été la seule à publier les communiqués de cette organisation et à faire écho aux activités de ses membres après que Gür en était devenu le président. Lorsque nous nous étions rencontrés à Berlin après 1971, il critiquait sévèrement la direction du TKP et estimait qu'il fallait une nouvelle organisation démocratique au sein de la masse des immigrés en Europe.

*

Comme nous avons quitté la rue Dulong, Lou Lam nous trouva de quoi nous loger en banlieue, à La Croix de Berny. Mais il n'y avait pas le téléphone. Pour entretenir les contacts et assister aux réunions au centre de Paris, il fallait faire un long voyage en train. Pour rentrer chez nous, nous devions absolument passer devant le centre pénitentiaire de Fresnes.

Passer deux fois par jour devant une prison alors que nous passions le plus clair de notre temps à traduire des documents sur la torture et les procès était loin de nous donner le moral, mais il valait de toutes façons mille fois mieux être dehors que dedans.

C'est une nouvelle crise de paludisme –maladie que j'avais oubliée depuis ma jeunesse– qui me cloua au lit qui déclencha notre décision de quitter Paris et aller ailleurs régulariser notre séjour.

İnci s'était rendue, après une réunion en ville, à Amnesty International pour un entretien. Je rentrais seul à La Croix de Berny. Je me mis tout à coup à grelotter, j'étais mort de froid. Je tombai

plusieurs fois sur le chemin de la gare à la maison, en passant devant la prison. Lorsque j'arrivai à la maison, la fièvre commença à monter. Je vomissais sans cesse, et comme je n'avais presque rien dans l'estomac, je vomissais de la bile amère.

Une crise de paludisme... J'avais lu quelque part que le parasite de la malaria pouvait subsister pendant des années dans l'organisme infecté, et provoquer une rechute lorsque l'organisme en question était en état d'infériorité physique. Ainsi la maladie qui avait tué ma première petite sœur passait-elle de nouveau à l'attaque.

Je m'étais jeté sur le lit et étais sur le point de perdre connaissance quand İnci revint. C'était une nouveauté pour elle, depuis sept ans de vie commune. Il n'y avait pas de téléphone pour appeler un médecin. Je me souviens vaguement qu'elle était sortie comme une folle dans la rue. Elle connaissait ces crises, son père avait traîné cette maladie pendant des années. Elle avait enfin trouvé une pharmacie et s'était procuré de la quinine. Je ne pus revenir à moi que quelques jours plus tard. Mais j'étais encore plus faible, et n'avais plus de défenses. İnci elle-même n'était pas de constitution très solide, elle pouvait tomber malade à tout moment.

Nous fîmes une mise au point de notre situation. Il y avait un an et demi que nous étions en exil. Sans papier, sans assurance, sans aucune garantie... Pour couronner le tout, le danger créé par le discours provocant de Turhan Feyzioğlu devant le Conseil de l'Europe et la circulaire du ministère des Affaires étrangères...

En fait, nous avions fait à Paris tout ce que nous avions à y faire. *Le Dossier sur la Turquie* et *La chasse à l'homme en Turquie* faisaient désormais partie de l'ordre du jour en Europe comme deux documents de base qui pourraient servir à exclure la Turquie du Conseil de l'Europe.

Lors de la dernière réunion de la commission des questions politiques de l'APCE le 13 décembre 1972, le ministre turc des Affaires étrangères, Haluk Bayülken, avait été interrogé par plusieurs parlementaires sur les violations des droits en Turquie, et avait été incapable de répondre aux questions documentées par des preuves concrètes. Le lendemain, lors de la conférence de presse qu'il tenait en qualité de président en exercice du Comité des Ministres, il avait été désarçonné par la salve de questions des journalistes.

Quelques jours plus tard, le 16 décembre 1972, le secrétariat général d'*Amnesty International* avait fait une déclaration qui mettait Ankara sur la sellette, en se fondant sur le rapport d'une délégalation de juristes conduite par Muir Hunter qui s'était rendue en Turquie : « Nous sommes absolument convaincus que la torture est pratiquée systématiquement en Turquie, et il n'y a aucun indice qui laisser à penser que ces pratiques diminuent ».

Nous pourrions continuer à œuvrer aux Pays-Bas, où nous envisagions de sortir de la clandestinité, ou à Bruxelles, en raison de la situation internationale de cette ville.

Après en avoir parlé à nos amis turcs et français à Paris, nous annonçâmes à Piet Dankert que nous allions arriver aux Pays-Bas après la nouvelle année pour régulariser notre séjour. Nous étions d'ailleurs obligés de le revoir avant la séance de janvier 1973 où la question de la Turquie allait de nouveau être mise à l'ordre du jour du Conseil de l'Europe, pour lui transmettre de nouvelles informations.

Nous nous entretenîmes longuement avec Marie-Josée Protais pour qu'il ne nous arrive rien de fâcheux lors de ce dernier voyage avec un faux passeport, surtout après les provocations de la partie turque. Marie-Josée insistait pour que nous demandions l'asile politique à la France et disait qu'elle trouverait ensuite un travail dans une ONG internationale pour İnci.

Comprenant que notre décision était définitive, elle déclara :

- Bon, je vais organiser votre dernier voyage en tant qu'illégaux de sorte qu'il ne vous arrive rien de mal. Ne vous en faites pas. Je vous donnerai les détails plus tard. Mais je voudrais vous présenter à ma famille avant que vous quittiez la France. Voulez-vous bien venir fêter Noël avec nous ? Mon ami iranien, Sadegh, sera là aussi...

Le jour de Noël, après le réveillon du 24 décembre, ils réunissaient, selon l'usage, les amis de la famille autour d'un somptueux déjeuner. Tous les membres de la famille, proches ou moins proches, étaient présents, et la table était d'une sorte comme nous n'en n'avions jamais vue.

Sadegh Ghotbzadeh, un ami iranien de Marie-Josée qu'elle nous avait déjà présenté auparavant, était là aussi. Sadegh était un intellectuel de commerce extrêmement agréable, et fort bien élevé, fils d'une des grandes familles opposées à la dynastie Pahlavi, les Ghotbzadeh. Il avait été mêlé très tôt à des activités contre le Shah et se trouvait à Paris comme réfugié politique. Il critiquait le pouvoir du Shah avec une interprétation de gauche, et déclarait soutenir de tout cœur le mouvement de résistance en Turquie. Il ne faisait pas partie du Toudéh, mais était encore plus à gauche que ce parti, et plus anti-impérialiste.

La table était dressée : divers couverts s'alignaient autour des assiettes, de même que des verres de tailles diverses. Nous rencontrions un protocole encore inconnu pour nous. Au moment de remplir les verres avec le premier vin, Marie-Josée me proposa de le faire, en tant qu'homme le plus jeune parmi les hôtes.

J'étais bien ennuyé. Quel verre choisir ?



Voyant mon trouble, Sadegh se proposa :

- Non, c'est moi qui vais servir...

A sa manière de tenir la bouteille et de servir le vin, il était évident qu'il s'y connaissait parfaitement. Mais alors qu'il avait rempli les verres de tout le monde, il ne s'était pas servi lui-même.

- Sadegh, tu ne t'es pas servi, tu as un problème de santé ?

- Non, non, je me porte comme un charme. Mais je ne bois plus par respect pour les croyances de mon peuple.

Nous allions comprendre l'attitude de Sadegh des années plus tard. L'opposition religieuse menée par l'Ayatollah Khomeyni contre la dictature du Shah en Iran l'avait impressionné. De fait, lorsque Khomeyni allait être chassé d'Irak et serait arrivé à Paris, Sadegh ferait partie de son équipe. Il se rendrait ensuite, en 1979, en Iran aux côtés de Khomeyni, et deviendrait directeur de la radio et de la télévision nationales, puis ministre des Affaires étrangères. Mais, comme le rappelle l'adage, la révolution dévore ses propres enfants, et, le 15 septembre 1982, Sadegh serait exécuté, accusé de complot contre Khomeyni.

Nous parlâmes bien entendu longuement avec nos amis de Turquie à Paris pour planifier nos futures actions.

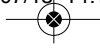
A Paris comme dans toutes les métropoles européennes, des groupes d'opposition se formaient et des actions étaient menées contre la junte de 1971.

Début 1972, des jeunes sympathisants du *Türkiye İşçi Partisi* (Parti ouvrier de Turquie-TİP), tels Ercan Eyüboğlu, Raşit Kaya, Oğuz Oyan et Cem Behar avaient accédé à la direction de la *Fransa Türk Öğrenci Birliği* (Union des étudiants turcs de France-FTÖB). Ils publiaient depuis le mois d'avril un bulletin d'information en français intitulé *Nouvelles de Turquie* par lequel ils informaient l'opinion publique française sur la répression en Turquie.

Sur le plan artistique, Mehmet Ulusoy avait fondé avec ses amis proches, le *Théâtre de Liberté*, qui avait apporté un souffle nouveau dans la capitale française. Ulusoy, que nous connaissions d'Istanbul où il avait fondé et dirigé le *Devrim İçin Hareket Tiyatrosu* (Théâtre du mouvement pour la révolution) dans les années 68. Il y avait créé *Gelecekten Destanlar* (Légendes à venir) composé d'œuvres de Nazım Hikmet et d'Aziz Nesin, et avait remporté un énorme succès.

Les amis avec qui nous avions travaillé jusque là à Paris décidèrent de fonder un centre légal destiné à informer en temps réel, en français et en anglais, l'opinion publique mondiale. Il fallait, pour que le travail de ce centre soit efficace, qu'il soit créé sous l'égide d'un comité de patronage composé de personnalités françaises.





Grâce à Fahrettin Petek, Jak Şalom et Gaye Petek, l'adhésion du Professeur Louis Bazin, de Jacques Bollot, du Dr Janine Doly, de Daniel Karlin, de Maxime Rodinson et de Claude Roy fut acquise.

Le travail pratique allait incomber à Fahrettin Petek en tête, aidé de Gaye Petek, Jak Şalom, Feridun Aksin, Nevhiz Aksin, Necmiye Alpay et Başar Sabuncu. Viendrait ajouter leur grain de sel par la suite Ercan Eyüboğlu et Raşit Kaya de la FTÖB.

L'impression et l'agrafage des bulletins allaient être réalisés par Fahrettin Petek lui-même, dans les locaux de la faculté où il travaillait.

Je pense qu'à ce moment-là Ataol Berhramoğlu n'était pas à Paris. Il devait être à Moscou. Le 29 août 1972, il m'avait envoyé de Nice où il était allé se reposer en été, un long poème intitulé « Mon frère est en prison depuis des mois ».

*Je pourrais faire exploser
tous les bâtiments
pour clamer ma douleur
Je pourrais mettre le feu
à toutes les automobiles
et je pourrais me mettre
au carrefour
et accoster
tous les passants
pour leur hurler
mon frère
est en prison.*



Depuis que son frère Nihat Behram avait été arrêté, Ataol était extrêmement tendu et était perpétuellement à la recherche de quelque chose. Il continuait à écrire *l'épopée de Mustafa Suphi*, mais il trouvait insuffisant tout ce qu'il faisait. Ataol avait étudié le russe à la Faculté de Langues, d'Histoire et de Géographie à Ankara. Il traduisait du russe. Je lui avais conseillé d'aller à Moscou renforcer sa pratique de la langue russe pour faire quelque chose de positif en cette période difficile.

Pour le bulletin qui allait être publié, je m'étais engagé à rédiger en anglais une partie des informations et analyses là où j'irais et à les envoyer à Paris. Louis Rigaudias et son épouse allaient nous aider pour les traductions anglais-français et français-anglais.

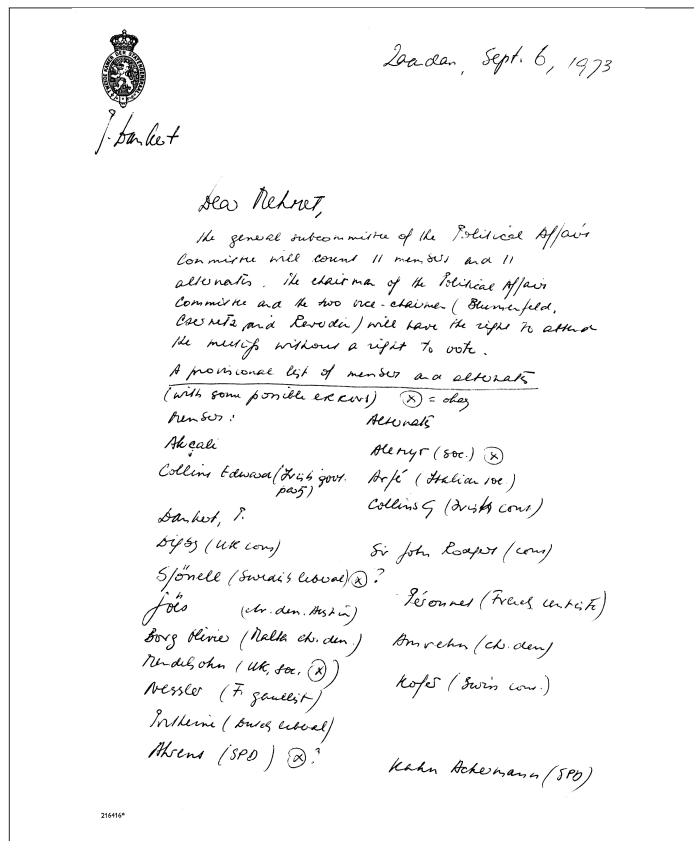
Un des événements attristant de cette période fut que Feridun Aksin, qui devait effectuer un travail très difficile pour gagner sa vie, était tombé gravement malade et avait été hospitalisé.



Nous décidâmes de célébrer tous ensemble la nouvelle année chez Nevhiz avec une tablée d'amis. Feridun était à l'hôpital. Nous avons obtenu une permission spéciale pour emmener Feridun passer cette soirée avec sa famille et ses amis.

Dans cette nuit du 31 décembre 1972, à la fois triste et pleine d'espoir, nous primes congé, fut-ce un congé provisoire, de nos amis de Paris.

Nous ne savions, aucun de nous, ce que l'année qui allait commencer nous apporterait



Le futur Président du Parlement européen, Piet Dankert, appuyait notre combat auprès du Conseil de l'Europe dans les années 70.

TELEFON 22 48 00
NATTTELEFON 54 75 00
RIKSSAMTAL 08-22 48 20
TELEGRAM DAGSPRESS

EXPRESSEN
Nordens största dagstidning
GÖRVELLSCATAN 30, STOCKHOLM

POSTGIRO 198374-1
BANKGIRO 164-5324
POSTADRESS
105 16 STOCKHOLM

Dear Mehmet, 5.7.73

I have been trying to phone you but no answer.

1. At the meeting in London we decided - it is not public yet - the following:

a) A letter to Koruturk on the death sentences. If possible together with other organisations like International Commission of Jurists.

b) A campaign for general amnesty.

c) A memo should be written and given to the best governments in the Council in an attempt to push them to bring some torture cases to the Commission for Human Rights.

d) A submission should be done on the Turkish question to UN.

2. Ulla Lundström has come back from Turkey. She reports that there is a need for relief money. She also says that the lawyers there want a prominent lawyer from Europe to come down and assist the lawyers at the trials for a month.


What do you think?

She also said that she had been requested to try to get legal papers that a tape is not a valid evidence at a court (that it could be cut, that it is difficult to judge who is talking at the tape, etc) Do you have any idea how such a legal paper would be obtained? I will try with lawyers here.

3. Do you know if Suleyman Ege has been tortured. I need that information for a campaign here.

4. An Amnesty group here works for Yalcin Cerit in TIP. I see in Guardian that one Yalcit Cerit is put on a list of wanted by the Turkish authorities. I guess it is the same person. If so does it mean that Cerit is free?

5. I am anxious to get a soon report from the meeting in Florens.

All the best,
Yours


Thomas Hammarberg, actuel Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, avait soutenu notre lutte contre la junte dans les années 70, alors qu'il était journaliste et responsable d'Amnesty International pour la Suède, et avait témoigné en notre faveur pour l'octroi du statut de réfugiés politiques.

Asile politique forcée

Nous quittons la France dans les tout premiers jours de 1973. Mekin est dans l'impossibilité de venir nous prendre en voiture, car il a un rendez-vous fixé avec Dankert et sa famille. Il est préférable de ne pas prendre le train Paris-Bruxelles, pour des raisons de sécurité. Nous prendrons donc le train jusqu'à Lille, et de là, nous passerons la frontière belge en voiture.

Marie-Josée a pris contact avec le responsable d'Amnesty International à Lille, lui a donné notre signalement, et a organisé notre transfert Lille-Belgique via Tournai. Deux personnes vont nous attendre à la gare de Lille, le quotidien *Le Monde* en main. Moi, je porterai le *Financial Times* roulé sous le bras.

A notre descente du train à Lille, le spectacle était désopilant : nous nous dirigeons vers la sortie, les bras chargés de valises et de sacs en plastique, et nous apercevons effectivement deux personnes. Elles tiennent *Le Monde* grand ouvert, serré sur la poitrine, pour bien se faire remarquer de tous.

Avisant le journal rosâtre sous mon bras, elles replient leurs journaux et nous prennent sous leurs ailes. Elles nous dirigent vers un véhicule.

Nous sommes en janvier, en plein hiver. Sur le porte-bagage de la voiture, un canot pneumatique ; sur le hayon arrière, des canards gonflables.

Un de nos hôtes se sépare immédiatement de nous. L'autre nous présente épouse et enfants embarqués dans la voiture.

- Nous allons tout de suite passer la frontière belge. Nous nous donnons l'air d'une famille qui va en villégiature au bord de la mer.

Je ne sais pas très bien qui pourrait accorder crédit à cette idée en plein hiver, mais notre conducteur, un professeur de mathématiques, nous rassure :

- Ne vous inquiétez pas, nous avons fait passer beaucoup de personnes de cette façon... Nous arrivons à Tournai en un rien de temps...



Nous savons qu'il n'y a guère de contrôle à la frontière franco-belge. Certaines localités sont à cheval sur la France et la Belgique. Les Belges vont laver leur linge en France, les Français se rendent en Belgique à pied pour acheter leurs cigarettes et leurs alcools à moindre compte. Les douaniers ou les policiers de la frontière ne détachent pas leurs yeux de l'écran de leur téléviseur lorsque passe sans s'arrêter une voiture, surtout avec une plaque d'immatriculation française.

Mais lorsque nous approchons de la frontière, un des enfants se met à crier :

- J'dois faire pipi ! J'dois faire pipi !

Notre conducteur passe la frontière sans ralentir l'allure, au prix d'un pipi dans la culotte, et nous dépose à la gare de Tournai.

Nous faisons nos adieux les plus cordiaux avec chacun des membres de la famille, et nous prenons le train pour Bruxelles puis pour Anvers, où nous retrouvons Dankert chez Mekin.

Après avoir parlé de ce qu'il restait à faire au Conseil de l'Europe, Dankert déclare :

- Allez, en voiture ! Nous allons d'abord chez nous à Zaandam. Vous y passerez la nuit. Demain, nous irons ensemble présenter votre demande d'asile.

Dankert et son épouse, Paulette, nous accueillent chaleureusement dans leur maison de Zaandam. Accueillir deux hôtes orientaux chez eux était un grand événement, même surtout pour les enfants. Bien que ne parlant pas le néerlandais, İnci parvient – comme elle le réussit toujours – à nouer aisément le dialogue avec les enfants Dankert.

Paulette est une femme active dans le milieu social. C'est elle qui va nous venir en aide pour la suite des formalités de demande d'asile.

A un moment, Dankert nous pose cette question :

- Dès le premier entretien, ils vont vous demander des preuves de ce que vous avez réellement des problèmes d'ordre politique. Je suis tout naturellement votre premier témoin. Je connais votre passé et ce que vous faites pour votre cause. Y a-t-il quelqu'un d'autre qui pourrait servir de témoin en votre faveur ?

- Nous en connaissons beaucoup. Mais qui pourrions-nous faire venir jusqu'aux Pays-Bas pour témoigner ?

- Thomas Hammarberg, le responsable d'Amnesty International pour la Suède, vous connaît bien. Nous avons parlé de vous récemment, à l'occasion d'une réunion. Je pense qu'il viendra avec plaisir.

Nous téléphonons à Thomas, qui ne se trouve pas en Suède. Il est à Londres pour une réunion européenne d'Amnesty Internatio-





nal. Nous l'y retrouvons. Nous expliquons l'affaire et lui demandons s'il peut venir à Amsterdam.

- Mais bien sûr ! N'hésitez pas à me citer comme témoin. J'arrive dès que la réunion sera finie.

*

Le lendemain, nous nous rendons à la Direction de la Police tout à côté de la gare de Zaandam. Dankert nous avertit :

- D'après moi, rien ne s'oppose à l'octroi du statut de réfugié politique en votre faveur. Toutefois, il faut être attentif à des questions de procédure pour que le dossier ne traîne pas. Il aurait fallu que vous introduisiez votre demande d'asile dans les 48 heures au plus après avoir quitté la Turquie. Je sais pourquoi vous ne l'avez pas fait et je vous comprends. Mais si vous voulez obtenir ce statut au plus vite, il faudra que vous disiez que vous venez de quitter la Turquie et que vous venez d'arriver aux Pays-Bas.

- Mais ce n'est pas vrai... Vous le savez bien. Les autorités turques n'arrêtaient pas de dire que nous menons des activités illégales en Europe depuis des mois.

- Peu importe. Comme vous le savez, je me suis rendu plusieurs fois en Turquie en tant que membre de l'APCE. Je dirai que je vous ai rencontrés à l'occasion de mon dernier voyage en Turquie, que vous y meniez des activités illégales, et que vous venez de quitter la Turquie. Il se peut fort bien que vous ayez quitté clandestinement la Turquie et que vous y soyez retournés plusieurs fois depuis le coup d'Etat. L'important, c'est la dernière date de sortie. Ne dites rien qui vienne contredire cela.

Comme Dankert est député, on nous introduit sans attendre dans le bureau du directeur. Dankert explique qui nous sommes, et pourquoi nous avons des problèmes avec le régime en place en Turquie, tout en exposant la situation en Turquie en détail. Pour qu'il n'y ait pas de problème de procédure, il indique que nous avons fait connaissance lors d'une réunion secrète au cours de son dernier voyage.

Après cette introduction, le chef du département des étrangers, Kraagman, nous dit que nous devons déposer séparément pour pouvoir entamer la procédure. Kraagman nous amène dans son bureau et indique que, selon l'usage, il faut que nos interviews aient lieu avec l'entremise d'un traducteur juré néerlandais-turc.

- Il y a un traducteur juré à Zaandam, c'est un retraité des Forces aériennes turques. Je vais l'appeler.

- Non, m'exclamai-je, il est beaucoup trop dangereux pour nous que l'interprète soit un membre de l'armée turque, même re-



traité ! Si vous insistez sur ce point, nous renoncerons tout de suite à notre demande d'asile.

Kraagmam avait fait partie de la Résistance néerlandaise contre l'occupation nazie durant la Seconde Guerre mondiale. Il nous confie qu'il a une sympathie particulière envers ceux qui mènent une lutte antifasciste.

- Vous avez raison, dit-il, nous prendrons donc vos dépositions en anglais.

Il enregistre par écrit le détail de nos activités et des procès intentés à notre encontre en Turquie, et finit par poser la question dont Dankert nous a avertis :

- Quand et comment avez-vous quitté la Turquie ?

- Nous avons utilisé un faux passeport. Nous sommes arrivés hier aux Pays-Bas.

- Puis-je voir ce passeport ?

- Non, c'était le passeport d'un couple d'amis, que nous avons falsifié. Nous l'avons immédiatement détruit pour que ces personnes n'aient pas d'ennuis par la suite.

- Si votre demande est agréée et que vous restez aux Pays-Bas, entreprendrez-vous des démarches pour obtenir un emploi rémunérateur ?

- Non. Au moment où nous pourrions à nouveau exprimer librement notre opinion en Turquie, nous quitterons les Pays-Bas et rentrerons dans notre pays.

Kraagmam me remercie et fait entrer İnci.

Passant à côté d'elle, pour m'assurer que nos déclarations ne seront pas contradictoires, je lui répète : « Nous sommes arrivés directement de Turquie hier, nous avons brûlé le passeport. »

L'interview d'İnci dure le même temps que la mienne. On lui pose des questions analogues, et elle donne des réponses analogues aux miennes.

Mais à la question : « Si votre demande est agréée et que vous restez aux Pays-Bas, entreprendrez-vous des démarches pour obtenir un emploi rémunérateur ? », elle tourne la situation à la plaisanterie pour ne pas tomber en contradiction avec la réponse que j'avais donnée :

- Moi, je suis une femme turque. Chez nous, c'est le mari qui a le dernier mot. Cela dépendra de ce que Doğan décidera.

Kraagmam lui lance un regard approbateur et dit :

- Je vous comprends parfaitement.

Il doit avoir eu un brin d'envie envers cette soumission hiérarchisation, en tant que citoyen mâle d'un pays où l'égalité homme-femme avait fait du chemin !

Comme adresse de séjour, nous donnons l'adresse de la mai-

son de Dankert. Le lendemain, Paulette nous conduit dans un centre médical. Il nous faut un certificat attestant que nous ne sommes pas porteurs de la tuberculose.

La déposition de Thomas Hammarberg est nécessaire pour compléter le dossier. Nous allons l'accueillir à l'aéroport de Schiphol le lendemain avec Dankert.

Thomas s'est habillé en toute hâte pour ne pas rater l'avion. Il porte une chaussette blanche à un pied, alors que l'autre cheville arbore une chaussette du plus beau rouge...

Il change de chaussettes à l'aéroport et nous accompagne à la Direction de la Police de Zaandam... Il fait une déposition semblable à celle de Dankert. Il explique que nous nous sommes parlé en Turquie dans notre cachette secrète, pour évoquer la situation des violations des droits de l'homme.

Une fois les dépositions consignées par écrit, Kraagmam annonce :

- Voilà. De notre point de vue, les formalités sont en ordre. Nous le transmettons immédiatement à la représentation aux Pays-Bas du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. Nous statuerons sur votre demande d'après son avis.

Et d'ajouter :

- Vous êtes les hôtes de Monsieur Dankert pour le moment. Mais selon la procédure, jusqu'à ce qu'une décision définitive soit prise à votre sujet, vous devez venir ici apposer votre signature chaque semaine. Je suis désolé, mais c'est la règle...

Pas de problème. On nous a donné une attestation confirmant qu'une demande d'asile avait été introduite à nos noms. Nous sommes désormais en séjour légal... Notre nouveau statut nous conforte face à tout éventuel complot des services de renseignement turcs ...

Nous allons pouvoir nous déplacer librement entre les Pays-Bas et la Belgique étant donné qu'il n'y a pas d'obligation de port de passeport dans le Benelux.

*

Nous séjournons brièvement aux Pays-Bas pour y créer le Comité Turquie, et rencontrer les médias néerlandais pour qu'ils parlent de la Turquie. Mais le pays où nous intensifions nos travaux, c'est la Belgique, de par sa position internationale, et sa proximité avec des métropoles comme Londres, Paris, Cologne, Amsterdam. Plusieurs institutions démocratiques internationales y ont également leur siège. Nous y avons présenté ces derniers mois, au nom de la Résistance démocratique, des rapports spéciaux sur la Turquie



à l'Association internationale des Juristes démocrates (AIJD), à la World Assembly of Youth (WAY) et à la Fédération internationale des Journalistes (FIJ).

Parallèlement à nos contacts au Conseil de l'Europe, nous informions en permanence, sur les violations des droits de l'homme en Turquie, la Commission européenne et le Parlement européen de la Communauté économique européenne (CEE) dont la Turquie était « membre associé ».

Lors de nos séjours en Belgique, nous logeons soit chez Mekin à Anvers, soit chez Giselle et Marcel à Bruxelles. Une fois par semaine, nous prenons le premier train du matin pour aller signer à Zaandam, et nous revenons en Belgique vers midi.

Avant notre départ de Paris, Jak Şalom nous avait donné l'adresse de Bige Berker qu'il connaissait de l'Association de Cinémathèque en Turquie.

Nous, nous connaissions Bige de l'époque du TİP. Nous étions très amis avec elle et son mari, le célèbre sculpteur Kuzgun Acar. Je me souviendrai toujours de cette histoire. Au moment du congrès extraordinaire qui devait départager pour de bon Aybar et Boran, un groupe de membres du parti qui s'étaient prononcés en faveur d'une « Troisième Voie » et qui avait fait connaître son opinion dans Ant, s'était rendu en train de nuit à Ankara. J'étais aussi dans le train. Bige était de ceux qui s'échinaient le plus à éviter une scission du parti. Nous ne parlions que de cela dans les couloirs. Lorsque la délégation de Kocaeli monta dans le train à İzmit, les discussions reprirent de plus belle. Kocaeli était un des bastions du TİP dans le secteur industriel.

Les délégués de Kocaeli s'efforçaient de recueillir des renseignements sur ce qu'il se passait dans le parti, partant du principe que les délégués d'Istanbul en savaient plus qu'eux-mêmes.

Je n'oublierai jamais comment Bige les haranguait pour sauvegarder l'unité du parti :

- Toi, mon frère travailleur, il n'y a que toi qui peux sauver le parti. Fais ce qu'il faut...

Minuit avait sonné. Les discussions, qui se faisaient à haute voix, ne faiblissaient pas. Soudain, la porte d'un compartiment couchette s'ouvrit, et quelqu'un qui devait être excédé par notre chahut, cria :

- Vous vous bouffez déjà l'un l'autre avant même d'avoir accédé au pouvoir. Arrêtez-moi ça, qu'on puisse dormir quelques heures !

Il y a un autre souvenir, que je chéris encore plus, en relation avec Bige et Kuzgun : nous venions d'avoir été distribuer Ant le dimanche qui avait précédé l'arrivée de la 6ème flotte américaine à





Istanbul. Nous avons décidé de passer à Kuzguncuk voir Can Yücel. Bige et Kuzgun habitaient tout près. Kuzgun était un spécialiste de la sculpture sur métal. Il était en train de fabriquer un tas de lance-pierres en fer.

- Mais que fais-tu donc là ?, lui demandâmes-nous. Bige expliqua :

- Kuzgun est furieux. Il se dit que des regards torves ne suffiront pas à faire reculer les Américains. Il fabrique des lance-pierres pour jeter à la mer ceux qui débarqueront.

Après leur séparation, Bige vint à Bruxelles avec son fils Yunus, dans le but de devenir une cinéaste accomplie. Elle s'était inscrite dans la section cinéma de l'Institut national supérieur des Arts et du Spectacle (INSAS), dirigée par André Delvaux. Comme elle ne bénéficiait d'aucune bourse, elle devait travailler à gauche et à droite pour subvenir à ses besoins et pouvoir élever son fils.

Par l'entremise de Bige, nous entrâmes en contact avec les autres amis de Turquie qui avaient pris position contre la junte.

Nous connaissions Nurkalp Devrim d'Istanbul. Quand je faisais partie de la direction du TIP, Nurkalp était membre de la section jeunesse du parti comme assistant à la faculté des sciences économiques de l'Université d'Istanbul. Au moment de la scission du parti, il faisait partie de la Troisième Voie.

Un de ceux que Bige nous avait présentés était Muammer Derinöz. Muammer aimait qu'on l'appelle Mim. Il était sympathisant maoïste. Sa compagne, Marianne, était membre du Parti communiste de Belgique, dans le droit fil de la tradition familiale. Tous deux œuvraient pour les diverses campagnes organisées contre le régime en place en Turquie.

Chacun de ces amis informaient les organisations et les personnalités avec lesquelles ils étaient en relation sur la situation en Turquie pour faire bouger l'opinion publique belge.

A Bruxelles, nous logions la plupart du temps chez Gisèle et Marcel, mais lorsque les réunions d'organisation du comité se prolongeaient, nous dormions chez Bige.

*

Faire l'aller et le retour entre la Belgique et les Pays-Bas ne posait aucun problème, mais il fallait que j'aie de temps en temps à Paris pour participer à l'élaboration des bulletins d'information du comité.

Voyager avec un faux passeport aurait pu mettre en péril l'octroi du statut de réfugié politique. C'est pourquoi je voyageais sans passeport, à bord de la voiture de tel ou tel ami, en passant la fron-



tière par de petits postes où le contrôle était quasi nul, et surtout les soirs où de grands match de foot étaient retransmis à la télévision. L'expérience nous avait appris qu'à l'heure des retransmissions, il n'y avait aucune chance que le douanier se lève de son siège et arrache son regard au petit écran.

Le 22 janvier 1973, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe tient une séance qui constituera une étape particulièrement importante pour la Turquie. Je transmis aux parlementaires que j'eus l'occasion de rencontrer à Strasbourg, où je m'étais rendu en train de Paris, de nouvelles informations et de nouveaux documents.

Frank Judd, député du Parti travailliste britannique, estimait qu'il était grand temps de se demander sérieusement si la Turquie avait encore sa place au sein du Conseil, sous peine de perdre sa qualité de défenseur des droits et libertés humains.

Plus important encore, le député conservateur Michael Stewart qui était réputé garder généralement le silence radio sur les questions des droits et libertés indiquait : « Les documents qui nous sont parvenus prouvent que le Gouvernement turc, au lieu de combattre les ennemis de la démocratie comme se doit un membre du Conseil de l'Europe, a adopté une politique répressive qui risque d'anéantir totalement la démocratie », et se prononçait en faveur de l'initiative d'un processus qui mettrait le gouvernement turc sur la sellette.

Ces critiques menèrent à la recommandation présentée à la Présidence du Conseil par 20 parlementaires de divers pays de former une commission spéciale destinée à observer sur place les pratiques de l'état de siège et les procès politiques.

C'était la première fois qu'un pas concret était franchi dans le sens de l'exclusion de la Turquie du Conseil de l'Europe, comme cela en avait été le cas pour la Grèce, si la situation ne changeait pas dans ce pays.

Ferit Melen, le Premier ministre, fit exploser sa colère :

- L'avenir de la Turquie ne peut pas dépendre de la volonté d'une poignée de parlementaires européens socialistes, s'exclama-t-il. Nous ne pouvons pas jeter notre pays dans les bras des communistes de peur de ce que ces parlementaires socialistes diraient. L'état de siège est un réflexe de défense du régime démocratique. Ceux qui prétendent lutter pour la liberté tentent en fait d'anéantir nos institutions démocratiques. Tout le monde doit bien savoir que les forces obscures internationales n'ont jamais renoncé à leur objectif qui est de détruire notre pays.

Il fallait, pour faire échouer la contre-offensive du gouvernement et obtenir du Conseil de l'Europe une rapide décision démocratique, faire parvenir aux parlementaires de nouveaux documents concernant principalement les cas de torture.

Nous traduisions en anglais le plus rapidement possible les documents qui nous parvenaient par la voie que j'ai précédemment décrite et les transmettions aux personnes sensibilisées à la question.

C'est à ce moment que le Dr Gençay Gürsoy proposa que se rencontrent à Bruxelles quelques amis impliqués dans la résistance pour déterminer ce qui pourrait être fait par la suite. Cette réunion eut lieu dans le sous-sol de la maison de Marcel et Gisèle, à un moment où ils étaient en voyage. Quarante-huit heures durant, nous discutâmes sans discontinuer des possibilités de doter notre combat en Europe d'une nouvelle dimension.

Après le changement de direction au Parti républicain du Peuple (CHP), l'opposition à la junte avait commencé à se renforcer et s'étoffer en Turquie même. Ceci eut des effets à la fois positifs et négatifs sur la résistance organisée à l'étranger. Effets positifs, parce que les messages à adresser aux institutions européennes étaient encore plus crédibles grâce à la référence de l'opposition de masse dans le pays. Négatifs parce que, dans un pays comme la Turquie où le nationalisme est une obsession, l'opposition interne qui avait tendance à se développer pouvait à tout moment être accusée d'être « manipulée de l'extérieur ».

À Bruxelles, Gençay nous signala que Jane Cousins, la secrétaire de l'ex-ministre l'ancien premier ministre britannique des Affaires étrangères Harold Wilson, jouait un rôle important dans la lutte contre la junte, qu'elle était en train de rédiger un livre dans ce sens, et demandait si elle pouvait se servir des documents de la du Mouvement de la résistance démocratique.

La réponse fut bien entendu positive. L'ouvrage parut peu de temps après chez Photo Pluto Press sous le titre Turkey - Torture and Political Persecution (La Turquie - Torture et Persécution politique).

Au même moment, le journaliste Jürgen Roth publiait en Allemagne un ouvrage inspiré des documents de la Résistance démocratique, intitulé Partner Türkei - oder Foltern für die Freiheit des Westerns (Notre partenaire la Turquie - ou la torture au nom de la liberté de l'Occident).

Des comités Turquie se créaient dans les principales villes d'Europe. Un grand nombre de personnalités s'engageaient dans la lutte pour la démocratisation de la Turquie. De Grande-Bretagne, Gavin MacFadyen était entré en contact avec nous dans le cadre de la réalisation d'un documentaire sur la torture en Turquie pour la chaîne Granada Television. Grâce aux points de chute que nous fournîmes, l'équipe de télévision put se rendre en Turquie et effectuer de nombreux reportages, notamment avec des victimes d'actes de torture, et parmi elles, ma sœur Çiğdem. La diffusion de ce documentaire dans plusieurs pays européens outre le



Royaume-Uni asséna un coup au régime d'Ankara qui persistait à rejeter d'un bloc toutes les accusations de torture.

Jane Cousins, tout comme Gavin MacFadyen, apportait régulièrement des documents de Turquie en relation avec les actes de torture, contribuant ainsi à la mission de notre mouvement. Gavin procura en outre une certaine quantité de passeports européens qui étaient falsifiés ensuite pour aider à exfiltrer de Turquie les amis dont la vie et la liberté étaient en danger.

Les démocrates et révolutionnaires européens n'hésitaient en fait pas à donner leur propre passeport, étant sûrs que le document allait servir une cause humanitaire.

Afin de pérenniser les documents dont nous disposions à propos des actes de tortures, nous décidâmes de publier le plus vite possible un autre livre intitulé Turkey on Torture.

Parallèlement à l'édition de ce livre, nous préparions une exposition des documents, photographies et coupures de presse révélant les violations des droits humains commises en Turquie.

Il fallait à côté de tout cela écrire des articles pour le bulletin bilingue Turkey-Turquie publié par le bureau d'information créé à Paris, et contribuer à diffuser ledit bulletin le plus largement possible.

*

Mener tout cela de front tout en changeant souvent de maison était particulièrement difficile.

Si nous avions décidé de nous installer aux Pays-Bas, nous aurions pu, comme réfugiés politiques, y louer une petite maison et percevoir une allocation des services sociaux qui nous aurait permis de subvenir à nos besoins. Mais nous ne pouvions pas nous faire à l'idée de dépendre des services sociaux.

Jusqu'à ce que le statut de réfugié politique nous soit officiellement accordé, nous allions nous débrouiller avec les droits d'auteur perçus pour des articles ponctuels dans des organes politiques ou syndicaux, des honoraires payés pour des traductions du turc vers l'anglais et des émoluments versés à İnci pour des travaux offset et dans des studios de graphisme, de même que des remboursements de nos créances qu'il y avait moyen de sauver de Turquie.

Nous cherchions avec Gisèle une location pas chère où nous pourrions travailler à l'aise, mais nous n'en trouvions pas. Les loyers étaient bon marché dans les communes de Schaerbeek et Saint-Josse où habitaient une forte population d'immigrés turcs, mais il n'était pas opportun que nous nous y installions pour des raisons de sécurité.



Un beau jour, Gisèle arriva avec une bonne nouvelle : son amie Maximilienne Brunfaut, qui était professeur de biologie moléculaire à l'Université libre de Bruxelles, allait bientôt partir aux Etats-Unis pour un séjour de recherche. Sa maison allait être vide pendant six mois. Nous pouvions y loger le temps de trouver quelque logement plus durable.

Un soir nous nous rendîmes, pour faire la connaissance de Maximilienne, à un dîner donné par Thierry Bosquet, le décorateur en chef du Théâtre Royal de la Monnaie dans sa maison des environs de Bruxelles. C'était la première fois que nous nous retrouvions avec un groupe de personnalités du monde des arts en Belgique. Thierry s'était fait une réputation en dessinant les décors et les costumes des ballets de Maurice Béjart.

Durant le dîner, la conversation roula bien entendu sur la situation en Turquie et plus particulièrement sur la répression exercée sur les artistes et les écrivains. İnci, en sa qualité d'ex-critique de théâtre, donna des informations circonstanciées sur le théâtre turc. La conversation se déroulait en anglais, et Gisèle était forcée de traduire pour ceux qui ne comprenaient pas l'anglais.

Maximilienne ne parlait guère, mais, comme elle connaissait très bien l'anglais, elle intervenait de temps à autre. Au bout du repas, on en vint à la question vitale.

- Je vais loger aux Etats-Unis dans la maison d'un ami d'origine yougoslave, Miro, qui va passer un temps dans son pays, puis viendra à Bruxelles pour une recherche. Il logera chez moi à son tour. Vous logerez chez moi jusqu'à mon départ pour les Etats-Unis. Dans un sens, c'est une chance pour moi parce que cela va me donner l'occasion de pratiquer l'anglais. Après mon départ et jusqu'à l'arrivée de Miro, vous pouvez continuer à loger chez moi. Bien entendu, pas question de loyer.

Le lendemain, Maximilienne vint nous prendre avec sa 2CV. Nous embarquâmes avec armes et bagages dans sa voiture, en route pour le 22 de l'avenue Foestraets à Uccle, le quartier des missions diplomatiques.

Une chaleureuse amitié se noua immédiatement entre nous. Maximilienne, qui préférait qu'on l'appelât « Maxime », faisait partie de la célèbre famille Brunfaut, dont le grand-père, Fernand Brunfaut, était un grand architecte, homme de gauche et promoteur des logements pour ouvriers. Membre du Parti socialiste, il avait participé à sa lutte politique. Il avait combattu dans les rangs des brigades internationales lors de la Guerre d'Espagne. Il avait été un des premiers à mener la lutte clandestine contre l'occupation nazie en Belgique. Après la guerre, devenu vice-président de la Chambre des Représentants, il était parmi les premiers à refuser

que le roi Léopold III, qui s'était entendu avec les nazis lors de l'Occupation, remonte sur le trône.

Nous n'avons pas eu la chance de le rencontrer. Il était décédé en 1972. Mais nous avons eu la chance de faire la connaissance de son fils Maxime, architecte socialiste comme son père, et de sa belle-fille, Emilienne, syndicaliste et défenseur des droits des femmes. Le père et la mère de Maximilienne, son frère Marc –architecte lui aussi– ne manquèrent pas de nous soutenir dans notre combat.

La plus belle surprise que nous réserva notre amitié avec les Brunfaut fut notre rencontre avec Julos Beaucarne, le célèbre chanteur populaire wallon. Julos était le mari de Loulou, la sœur de Maximilienne. Il habitait à Tourinnes-la-Grosse, à la limite de la région flamande, dans une maison villageoise typique, avec sa chère épouse Loulou et leurs deux fils Boris et Christophe. Tout le monde les aimait et appréciait dans le village.

Le jour où Maximilienne nous conduisit à Tourinnes pour faire la connaissance de Julos, le village était en émoi à l'idée de voir arriver des réfugiés politiques venant de si loin. Les villageois que je rencontrai à cette occasion me firent tous penser à des personnages des romans de Dostoïevski ou des tableaux de Van Gogh.

Notre dialogue qui avait commencé grâce à l'entremise de Maximilienne et aussi grâce à son interprétation, s'enrichit par la suite de mots appris en français, et devint une belle amitié durable.

À l'époque, comme notre statut de réfugié politique n'était pas encore chose acquise, je continuais à me faire appeler Mehmet Tuğsan. C'est sous ce nom que Julos me connaissait. Il devait sans doute m'avoir bien identifié sous ce nom car des années plus tard, alors que j'avais repris mon nom et que je signais mes articles de ce nom, Julos continuerait mordicus à m'appeler Mehmet. Aujourd'hui, à l'heure où j'écris ces lignes, en 2011, pour Julos, je suis toujours Mehmet...

Julos est un véritable artiste populaire, ardent défenseur des valeurs culturelles du peuple wallon. Il compose et interprète des chansons populaires aussi bien en français qu'en wallon. C'est grâce à lui que j'ai appris que la culture wallonne était en danger de disparaître sous le poids du français et de la culture française. Quand on parle de la Belgique, on pense en premier lieu à la querelle flamands-wallons. Et pourtant, l'hégémonie du français n'a pas seulement très longtemps tenté d'étouffer le pays flamand, mais aussi l'identité wallonne.

Julos, qui luttait contre toute répression et toute hégémonie, nous assura de tout son soutien lorsqu'il fut mis au courant de la répression dont étaient victimes en Turquie les opposants au régime, de même que les populations et minorités non turques.



Dès notre première rencontre, Julos nous avait chanté des chansons populaires françaises et wallonnes, mais aussi une chanson de sa propre composition : La Sierra, une chanson évoquant la révolte des paysans pauvres d'Amérique latine contre l'oppression et les diktats. J'en avais été très impressionné et lui avais promis de traduire les paroles en turc à la première occasion.

*

Au lendemain de la session de janvier 1973 de l'APCE, les relations euro-turques en étaient arrivées à un tournant.

La tendance à vouloir appliquer des sanctions à l'égard d'Ankara, comme cela avait été le cas pour Athènes, faisait pencher la balance en défaveur de la junte.

La Résistance démocratique publia alors un communiqué destiné aux institutions et personnalités européennes démocratiques pour leur rappeler ceci :

« La Convention européenne des droits de l'homme signée également par le Gouvernement turc, garantit entièrement à tous les citoyens de la Turquie sans exception le droit à la vie (article 2), le droit à la liberté et à la sûreté (article 5), le droit à ne pas être menacés de torture et de traitements inhumains (article 5), le droit à un procès équitable (articles 6 et 7), le droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance (article 8), le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion (article 9), le droit à la liberté d'expression (article 10) ainsi que le droit à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec des syndicats (article 11).

« Au cas où ces droits et libertés ne sont pas respectés, le régime des généraux et des politiciens collaborateurs en Turquie doit être exclu du Conseil de l'Europe tout comme le régime des colons en Grèce. »

En réaction à ce communiqué, Dankert me téléphona pour me dire :

- Je suis invité en Turquie pour une visite officielle en mars prochain, mais vous savez mieux que moi comment ça marche. Je voudrais bien, avant de me manifester officiellement, entrer en Turquie comme simple touriste, et y rencontrer en privé des intellectuels, des politiciens et des artistes. Est-ce que tu peux m'arranger ça ? C'est très important pour les prochaines sessions de l'APCE...

- Pas de problème. Communiquez-moi vos dates d'arrivée et de contacts officiels, je m'occupe du reste.

Nous informâmes nos amis en Turquie des détails du programme de la visite officielle de Dankert en Turquie. L'organisa-



tion de sa visite parallèle fut une réussite. Jane se rendit en éclaircie en Turquie pour mettre tout au point et éviter toute anicroche, Onat Kutlar et Faruk Pekin s'entremettant pour prendre contact avec les intéressés.

Dankert revint de Turquie avec un volumineux rapport établi à la lumière de ces entretiens. Çiğdem, ma sœur, qui avait été arrêtée peu auparavant, figurait parmi les personnes qu'il avait rencontrées en Turquie. On l'avait torturée pour obtenir une copie du Dossier sur la Turquie et pour savoir où nous nous trouvions. Çiğdem avait par ailleurs raconté dans le détail les actes de torture dont elle avait été victime pour le documentaire tourné pour la chaîne Granada Television, diffusé sur les principales chaînes européennes.

A son retour de Turquie, Dankert nous parla de Çiğdem et commenta:

- Mais enfin, de nombreux parlementaires de l'APCE sont en possession de votre Dossier sur la Turquie ! Pour autant que je sache, des membres amis de la Turquie ont communiqué ce livre au Ministre des Affaires étrangères, Haluk Bayülken, il y a déjà un bon bout de temps. Pourquoi faire subir cela à ta sœur ? Ils auraient pu se le procurer auprès du ministre sans devoir recourir à la torture !

Un des souvenirs plaisants de ce voyage en Turquie fut qu'à son retour, Jane nous apporta un petit sachet plein de jetons de téléphone.

- Qu'allons-nous faire avec ces jetons en Europe ? lui demandâmes-nous.

- Si vous envoyez encore quelqu'un en mission en Turquie, répondit-elle, donnez-lui des jetons. Les téléphones des hôtels et restaurants sont sur écoute. Il n'y a qu'en utilisant les cabines publiques que l'on peut communiquer sans risque. Et il vaut mieux avoir ces jetons en poche dès l'arrivée.

Dès son retour, Dankert organisa une conférence de presse à Paris, où devait se tenir une séance du Bureau de la présidence de l'ACPE les 22 et 23 mars, avec les documents et témoignages qu'il venait de recueillir en Turquie. Nous n'avons pas pu assister à cette conférence de presse pour des raisons de sécurité, bien qu'ayant, İnci et moi, joué un rôle-clé dans cette histoire.

C'est Jak Şalom qui fut chargé d'assister à la conférence de presse au nom du centre d'information du mouvement. Pour éviter tout problème, notre ami Sadegh Ghotbzadeh, un des noms de l'opposition iranienne, fut pressenti pour participer à la conférence de presse comme second observateur. Il accepta avec joie.

La conférence de presse fut une réussite. Le lendemain, toute

la presse européenne s'en fit l'écho, à commencer par la presse française.

Dankert présenta ensuite son rapport à la commission des questions politiques de l'ACPE. Sur ce, tenant en compte la réalité indéniable des violations des droits en Turquie, le Bureau de la présidence de l'ACPE mit à l'ordre du jour de la commission en question qui allait se réunir le 14 mai suivant à Strasbourg la proposition de création d'une commission d'enquête sur la Turquie. Il s'agissait là du premier résultat notable sur le plan international d'un travail systématique conduit depuis presque deux ans.

Un aspect comique de la conférence de presse de Dankert qui nous fit tous bien rire fut que Jak et Sadegh, qui ne se connaissaient pas et qui ignoraient l'un et l'autre les liens qui les unissaient chacun à nous pensèrent pendant tout le temps que l'autre était un agent du régime d'Ankara. Ce n'est que lorsqu'ils apprirent la vérité qu'ils purent respirer librement.

Ce fut notre dernière rencontre avec Sadegh. Comme je l'ai dit plus haut, il allait rentrer en Iran aux côtés de Khomeyni lors de la révolution islamique de 1979, exercer de hautes fonctions au sein du nouveau régime et enfin exécuté en 1982 pour complot contre Khomeyni, tant il est vrai que la révolution dévore d'abord ses propres enfants.

*

Le premier bulletin d'information bilingue Turkey/Turquie du centre d'information créé à Paris contenait les déclarations de Dankert et la décision de l'ACPE.

Parallèlement au Conseil de l'Europe, la question des violations des droits en Turquie fut également portée devant la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies qui se réunissait pour la première fois à Genève le 20 mars 1973, par neuf organisations de jeunesse internationales.

Amnesty International ainsi que la Commission internationale des Juristes publièrent pour leur part, sur base des données recueillies par les missions mandatées en Turquie, de nouveaux rapports accablants pour le régime d'Ankara.

En mars 1973, l'Index du Writers & Scholars International publia mon analyse détaillée sur la violation de la liberté de la presse en Turquie en mentionnant pour la première fois mon vrai nom.

Voyant que la Turquie se trouvait de plus en plus isolée sur le plan international, et la perspective de l'exclusion du Conseil de l'Europe allant se renforçant, des députés du Parti républicain du Peuple (CHP) joignirent avec des tactiques plus raffinées les rangs

des députés du Parti de la Justice (AP) et du Parti républicain de la Confiance (Cumhuriyetçi Güven Partisi - CGP) qui avaient recours au mensonge, à la calomnie et à la menace pour démontrer que la Turquie était un pays démocratique. Ces députés, qui agissaient sur instruction d'Ecevit, affirmaient qu'une fois le CHP au pouvoir à l'issue des premières élections législatives, la démocratie serait restaurée en Turquie et que, par conséquent, au lieu d'exclure la Turquie du Conseil de l'Europe, on pourrait se contenter d'adresser de temps à autre des critiques à l'administration militaire de sorte à confronter la situation du CHP.

Les députés du CHP, encouragés par le fait que le chef de l'Etat-major général Faruk Gürler n'avait pu accéder à la présidence de la République et par la perspective des élections générales, commencèrent à recourir au chantage selon lequel le processus de retour à la démocratie était d'ores et déjà entamé et que des interventions du Conseil de l'Europe ne pourrait que saboter la démocratisation.

Il fallait donc retourner à Bruxelles dans les meilleurs délais et achever Turkey on Torture sur lequel nous travaillions depuis un certain temps déjà pour la session de mai de l'APCE. Les manuscrits, le plus souvent écrits en prison, devaient être traduits en anglais puis stencillés pour pouvoir être reproduits.

C'est Julos qui accourut à notre aide pour l'impression du livre.

- Et ma maison, à quoi elle sert ?, dit-il. Nous installerons un polycopieur dans le jardin, voilà tout. Vous imprimerez et relierez votre livre.

Quelques jours plus tard, Maximilienne arriva avec une quantité de stencils, de papier DinA4, et surtout un polycopieur Gestetner qu'elle avait trouvé à l'université. Le tout fut livré à la famille Beaucarne.

Lorsque les premières feuilles sortirent de l'appareil juché sur une table dans le jardin, le village connut une animation inusitée. Julos, qui était doué pour la technique aussi bien que pour la littérature et la musique, ne quittait pas la machine. Boris et Christophe se déchaînaient dans le jardin au rythme du polycopieur.

Loulou qui, en matière de cuisine, était un cordon bleu, ne pouvait s'empêcher de descendre de temps à autre au jardin pour voir ce qu'il s'y passait.

Mais l'affaire ne se limitait pas à la famille. Tous ceux qui avaient un lien de près ou de loin avec Julos ne manquèrent pas de venir prendre des nouvelles et en profiter pour regarder avec amusement les feuilles imprimées tomber dans le bac de la rotative.

Quand tout le monde était bien fatigué, on mangeait du bou-



din avec un petit verre de bière, et on discutait dans notre propre sabir. Julos prenait de temps en temps sa guitare en nous faisait écouter ses nouvelles compositions. Ces moments-là étaient de vrais moments de détente, qui nous remontaient le moral.

Une fois l'impression achevée, il restait à trier les milliers de pages et relier le tout sous forme de livres. İnci, en sa qualité de spécialiste, organisa le travail. Soudain, de nombreux voisins affluèrent en disant :

- De toutes façons, ce travail ne demande pas un grand savoir-faire, mettons-nous à l'œuvre !

L'impression avait duré une semaine. Le triage et la reliure furent réalisés en un seul jour.

*

Entre-temps, le Comité Turquie créé aux Pays-Bas organisa, le 28 avril 1973, un congrès qui se tint à l'hôtel Krasnapolsky à Amsterdam. Pour étayer le thème du congrès, il fallait que nous installions, au nom de la Résistance démocratique, une exposition de photographies et de documents illustrant la répression en Turquie.

İnci se plongea dans un travail de titan qui consistait à organiser les photographies et coupures de presse collectées depuis deux ans, ainsi que tout ce qui nous avait été transmis par les comités suédois et norvégien. Elle bénéficia largement du service de la photographie de la faculté de Maximilienne pour les agrandissements et les impressions de grande taille. Bige Berker, qui suivait des études cinématographiques, l'aidait dans le travail.

Au cours du Congrès nous prîmes la parole à l'occasion de la projection du documentaire de Granada TV.

Parmi les orateurs figuraient Piet Dankert, qui menait une lutte vaillante au sein de l'APCE pour la démocratisation de la Turquie, et le Professeur Heinz Neudecker, qui faisait partie de la direction du Comité Turquie. J'allais intervenir au nom de la Résistance démocratique, mais il nous fallait aussi un intervenant de Turquie. C'est Bekir Harputlu, que nous rencontrâmes à Paris, qui nous permit de trouver cet orateur.

Bekir était un des leaders de la jeunesse à Ankara, et il était particulièrement efficace en milieu rural.

Lors de notre rencontre, il était très ému. Je l'appelai par son nom, mais il me dit :

- Non, Bekir n'existe plus. C'est Necati à présent.

Il me signifiait ainsi que lui aussi était tombé dans la clandestinité.

Sous la direction de Gérard Chaliand, le chercheur de renom,





Bekir était en train de rédiger Une analyse marxiste de la Turquie dans l'impasse, de l'empire ottoman à nos jours. Il avait reçu l'aide en matière de sources et de traduction des jeunes amis qui avaient accédé à la direction de l'Union des étudiants de Turquie en France (FTÖB).

Selon Bekir, la Résistance démocratique était le mouvement le mieux approprié aux besoins de l'époque. Il était disposé à nous aider, avec ses amis, dans la mesure de leurs moyens.

Bekir nous assura la participation au Congrès aux Pays-Bas de Ercan Eyüboğlu, le président du FTÖB.

Nos amis hollandais insistaient pour que soit présent et se produise au Congrès un musicien qui pourrait illustrer la culture de la résistance en Turquie. Nous avons entendu dire que Rahmi Saltuk, que nous connaissions bien de Turquie, se trouvait à Berlin. Il nous fit savoir qu'il participerait volontiers au Congrès. J'allais l'accueillir à la gare le matin de l'ouverture du Congrès et l'y conduire.

La veille de l'événement, je me rendis à Amsterdam pour procéder aux préparatifs nécessaires. J'y emmenais le film de Granada TV sur les actes de torture en Turquie. Tout était prêt, ne manquaient que les intervenants.

Après la longue séance de discussion du premier soir à Amsterdam, j'envisageais de loger dans un des petits hôtels bon marché du quartier de la gare, comme d'habitude. Mais aucun des établissements où je me présentai n'avait de chambre libre. Il n'y avait de place que dans les hôtels de luxe bien au-dessus de mes moyens. Je ne voulais pas déranger les personnes que je connaissais à Amsterdam à cette heure avancée de la nuit.

Je choisis un des bancs de la salle d'attente de la gare pour y passer la nuit. Mais après le départ du dernier train, on commença à évacuer les lieux, et je me retrouvai dehors, avec une petite dizaine d'autres gars. Les lourdes portes de la gare se refermèrent à grand bruit.

Il ne faisait pas trop froid, et je me disposai à trouver un banc près d'un canal. J'errais du côté du port d'Amsterdam en me remémorant la chanson de Jacques Brel, rythmée par les vagues...

Je compris vite qu'il me serait difficile de lutter contre la fraîcheur du temps, et je revins à la gare. Des cabines téléphoniques brillant dans la nuit s'alignaient devant le grand bâtiment sombre. A l'intérieur, non pas des personnes tenant une conversation téléphonique, mais des oiseaux de nuit assoupis. C'était une scène de film fantastique : des alignements de victimes de sacrifices humains, ou alors des astronautes dans leur capsule, lancés dans l'espace sidéral pour un voyage qui durerait des mois...

Je me réfugiai dans une cabine vide. Au moins, c'était pro-



tégé, et éclairé. J'ouvris un livre et me mis à le lire, puis je sombrai dans le sommeil.

Vers 5 heures du matin, un grand bruit... Les locataires des cabines téléphoniques ou d'autres abris attendent l'ouverture des portes de la gare. A 5 heures moins deux, la porte s'ouvre dans un grand fracas. Tous se précipitent pour entrer. Impossible. Un préposé en uniforme de la compagnie des chemins de fer, doté d'une moustache typique : un Turc, qui crie des phrases en néerlandais et empêche les gens d'entrer dans la gare.

J'interviens en turc :

- Frère, n'est-ce pas triste pour ces gens ?

Il rétorque, en désignant l'énorme horloge sur le mur du fond :

- On est en Hollande, ici... Chaque chose en son temps. Personne n'entre avant 5 heures.

Un véritable gardien bien de chez nous. A 5 heures précises, la foule se rue, se piétinant presque. Mais le vrai drame ne se produit que plus tard.

Ercan Eyüboğlu, un des orateurs, arrive à l'heure dite par le train de nuit Paris-Amsterdam. Rahmi Saltuk devrait le suivre de peu.

Le train en provenance d'Allemagne arrive à l'heure, mais pas de Rahmi Saltuk. Que lui est-il arrivé ? Un problème est-il survenu à la frontière des Pays-Bas ? Je passe plusieurs coups de téléphone à Berlin pour retrouver sa trace. Soit on ne répond pas, soit on me dit qu'on ne sait pas non plus où il se trouve.

Il a peut-être raté le train. Le congrès va bientôt débiter. Je suis à la gare pour l'arrivée du train suivant.

Il ne sort pas non plus de ce train-là.

Je devais apprendre par la suite que le parti communiste de Turquie (TKP) l'avait empêché à la dernière minute de participer à un événement organisé en dehors de son cercle.

Or, s'il avait pu participer au congrès, il aurait pu s'ouvrir des horizons dans sa carrière à l'étranger, et il aurait acquis une certaine célébrité avant Zülfü Livaneli.

J'étais gêné vis-à-vis de nos camarades hollandais. Nous fûmes obligés de passer des cassettes de Ruhi Su et de Selda.

A part cette anicroche, le congrès fut une réussite. L'objectif principal en était d'obtenir que les gouvernements fassent pression sur le régime d'Ankara. Il fut décidé que l'on adresserait des messages télégraphiés à Van der Stoel, qui allait prendre le portefeuille de ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, ainsi qu'à Pierre Lardinois, membre néerlandais de la Commission européenne.

Ercan qui rentrait à Paris, logea une nuit chez nous à Bruxelles et fit la connaissance d'İnci.



Ercan et moi étions intervenus au congrès sous nos noms d'emprunt. Moi, je connaissais sa véritable identité, mais lui ne me connaissait que comme Mehmet Taşkın, délégué de la Résistance démocratique. Ceci continua à être le cas lors de son passage à Bruxelles.

Raşit Kaya, un des dirigeants de la FTÖB raconta plus tard que lorsqu'Ercan apprit que j'étais en Europe, et que j'avais même mené certaines activités à Paris, il s'était plaint en ces termes :

- Il paraît que ça fait un temps que Doğan Özgüden est en Europe, et nous ne sommes même pas au courant. Nous aurions dû le rencontrer depuis longtemps et collaborer.

Raşit éclata de rire :

- Mais enfin, Ercan, avec qui donc crois-tu que tu étais à Amsterdam ? Chez qui as-tu logé à Bruxelles ?

Ercan était stupéfait :

- Mais alors, la İnci que j'ai rencontré à Bruxelles, c'était İnci Özgüden ?!

Le congrès d'Amsterdam consacra le début d'une amitié et d'une longue coopération avec Raşit et Ercan.

Entre-temps, le Comité Turquie créé en Belgique organisa, le 9 mai 1973, une réunion d'information sur la Turquie au Théâtre Poème. L'exposition de la Résistance démocratique y fut montée. Deux films documentaires furent projetés. Les orateurs étaient Piet Dankert et Ercan Eyüboğlu. Jacques Bourgaux, Pierre Mertens et Jef Coeck appelèrent, dans leurs interventions respectives, à la solidarité de la Belgique avec les forces démocratiques de la Turquie.

C'est à cette occasion que nous fîmes la connaissance de Nazım Alfatlı, qui assurait les programmes de Radio Liège destinés aux travailleurs turcs. Son épouse, Jacqueline, lut la version française du poème de Nazım Hikmet : « Tu es comme le scorpion, mon frère... ».

*

Alors que nous nous préparions au duel final au Conseil de l'Europe, nous poursuivions la lutte sur d'autres tableaux. Le bulletin bilingue Turquie/Turkey continuait à informer l'opinion publique internationale, et les comités Turquie ou les groupes de solidarité en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Suède, en Norvège, au Danemark, en Suisse, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Canada contribuaient de manière notable à la lutte pour la démocratisation de la Turquie.

L'éditeur néerlandais Van Gennep, le plus important éditeur de gauche des Pays-Bas, qui avait entendu mon intervention au congrès d'Amsterdam, indiqua qu'il souhaitait publier un ouvrage





sur la Turquie, et me demanda si je pourrais le rédiger dans les meilleurs délais.

J'étais tellement débordé par les activités quotidiennes, les réunions, les voyages, que j'avais hésité, et que je m'étais excusé en avançant que je ne connaissais pas le néerlandais.

- Pas de problème, avait répondu van Gennep. Ecris-le en anglais, nous le ferons traduire en néerlandais. La préface sera rédigée par Anton Levien Constandse, un des plus grands penseurs de gauche du pays.

Comme je m'étais engagé à boucler le livre pour les vacances d'été, je consacrai dès lors mes nuits à écrire La Turquie : fascisme et résistance.

La traduction de l'anglais en français allait être effectuée par Elsa Todtenhaupt, dont nous avions fait la connaissance de nouveau grâce à Maximilienne. Elsa, qui était une enseignante à la retraite, menait une vie sereine avec son amie Moune, une personne du même âge qu'elle, à Grez-Doiceau, non loin de Bruxelles. Elle nous aimait beaucoup, İnci et moi, et avait promis de nous aider dans notre combat en effectuant des traductions.

Chaque week-end, nous lui amenions les textes rédigés pendant la semaine, et reprenions les traductions françaises. Ces visites étaient un grand moment de bonheur, pour nous comme pour elles.

Grez-Doiceau n'étant pas très éloigné de Tourinnes-la-Grosse, nous allions quelquefois ensemble chez Julos, où nous avions de très longues conversations.

Une grande grève des dockers se produisit à cette époque-là en Belgique. Julos participait à un concert de solidarité organisé à Bruxelles. C'est la première fois que j'avais l'occasion de rencontrer des grévistes en Belgique, dont j'avais lu une quantité considérable de documents sur l'histoire des luttes sociales.

Nous fîmes ce soir-là la connaissance de nombreux syndicalistes auprès de qui nous luttâmes les années suivantes. Parmi eux, Mateo Alaluf, un sociologue spécialiste des questions du travail, qui avait pris la parole au nom de la FGTB. Originaire d'İzmir, où il avait fait quelques années d'école primaire, il était ensuite arrivé en Belgique avec sa famille, et était devenu – à un âge précoce – un sociologue distingué et un syndicaliste dévoué.

*

Dans les années qui suivirent le coup d'Etat du 12 mars 1971, les partisans du Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie (TİİKP) faisaient régner la terreur dans les milieux de gauche en Europe, et proclamaient "ennemi à faire taire ou à abattre" tout élément de gauche qui ne pensait pas comme eux.





Ils faisaient courir le bruit que des dirigeants de l'Armée de libération du peuple de Turquie (Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu - THKO) et du Parti-Front révolutionnaire de libération de Turquie (Türkiye Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi - THKP-C) avaient parlé sous la torture, en déclarant:

- Un communiste ne parle jamais sous la torture.

Le procès-verbal de la déposition faite en personne peu après son arrestation en mai 1972 par Doğu Perinçek, leader de l'organisation, qui comptait des pages et des pages, parvint en Europe. Doğu y racontait par le menu toute sa vie depuis son enfance, citant les lieux et les dates de ses rencontres, avec les noms de chacun des intéressés.

Ceci éloigna un certain nombre de sympathisants du TİİKP, et ceux qui ne pouvaient pas s'en éloigner aiguïsèrent encore leur agressivité, pour noyer le poisson.

Notre ami Ercan Eyüboğlu allait faire les frais de cette terreur. Alors qu'il s'inquiétait d'éventuels ennuis que pourraient causer des agents de l'Etat turc ou des organisations fascistes à cause des propos qu'il avait tenus à Amsterdam et Bruxelles, il fut tabassé par des partisans du TİİKP qui avaient semé le trouble lors d'un congrès de la FTÖB à Paris.

De 1970 à 1972, le TİİKP noua des liens avec le Front démocratique pour la libération de la Palestine et envoya un certain nombre de ses militants suivre une formation à la guérilla en Palestine. Parmi ceux-ci figurait Bora Gözen, que je connaissais quand il était au TİP et au syndicat de la presse Basın-İş, et dont j'appréciais le travail.

Nous apprîmes que Bora Gözen, qui était membre du comité central du TİİKP, ainsi que d'autres membres du parti avaient été tués lors de l'attaque menée contre les camps palestiniens le 21 février 1973 conjointement par le Mossad et le MIT (Organisation nationale de renseignements). Les membres du TİİKP qui avaient pu échapper demandèrent l'asile politique dans divers pays européens.

Yücel Sayman, un proche du parti, vint plusieurs fois à Bruxelles pour solliciter de l'aide soit pour établir de faux passeports pour ses camarades en difficulté, ou pour permettre à certains de sortir de la clandestinité en demandant l'asile politique.

Ceci ne posait pas de problème. En tant que Résistance démocratique, nous nous étions fixés pour principe de manifester notre solidarité envers tous ceux qui seraient en délicatesse avec le régime d'Ankara, quelle que soit leur tendance politique, et de leur venir en aide pour résoudre les questions pratiques qui se présentaient. Peu auparavant, par l'intermédiaire d'un ami commun, nous avions fourni de faux papiers à Mihri Belli.



Quand nous eûmes fait ce qu'il nous avait demandé, Yücel Sayman s'étonna :

- Vous ne demandez pas à ceux que vous aidez de se joindre à votre mouvement ?

- Pourquoi le ferions-nous ? C'est de notre devoir de résister.

- Chez nous, ce n'était pas la même chose... ceux à qui nous assurons un faux passeport étaient sous le contrôle du parti et devaient restituer le passeport une fois celui-ci utilisé.

Notre attitude toute de fraternité humaine suscita une vive réaction de la part du TİİKİP: des condamnations à mort furent édictées à notre rencontre ainsi qu'à celle des militants du parti qui seraient entrés en contact avec nous.

*

L'APCE allait débattre lors de sa session du 14 mai 1973 de la proposition de création d'une sous-commission pour la Turquie. Tous les partis représentés à la Grande Assemblée Nationale de Turquie se mobilisèrent pour empêcher ce débat, en faisant feu de tout bois, calomnies et menaces comprises.

Dankert prit la parole lors de la séance pour défendre la nécessité de créer une sous-commission.

- Il est déplorable qu'une sous-commission pour la Turquie n'ait pas encore été créée alors que le Parlement turc envisage la création de cours de sûreté de l'Etat. Si ces cours de sûreté de l'Etat devaient être créées, le fonctionnement démocratique s'en trouverait gravement menacé. L'état de siège exerce une sévère répression sur la population dans les principaux départements. Or, il n'existe aucune preuve de l'existence d'un « complot communiste » international souvent évoqué par le gouvernement turc.

La députée norvégienne Liv Aasen prononça un discours qui appuyait celui de Dankert.

Les discours des députés du Parti de la Justice (Adalet Partisi - AP) et du Parti de la confiance républicaine (CGP) destinés à contrer ces propos furent de vrais scandales.

Esat Kırathloğlu, de l'AP, affirma :

- L'anarchie et le terrorisme internationaux ont pour objectif de renverser le gouvernement turc et, de manière générale, de créer le chaos au Moyen-Orient. Les prisonniers en Turquie ne sont pas des prisonniers politiques, ce sont des braqueurs de banque, des assassins et des individus qui ont commis des attentats. La notion de prisonnier politique n'existe pas en Turquie.

Turhan Feyzioğlu, du CGP, sous-entendant les relations de Dankert avec nous, l'accusait d'être l'instrument des terroristes.

- Les critiques émises ici sont inspirées par un puissant mécanisme de propagande actionné par ceux qui veulent porter atteinte aux relations de la Turquie avec l'Europe... Les informations qu'a Monsieur Dankert sur la Turquie proviennent d'éléments subversifs qui circulent en Europe et de terroristes qui ont trouvé le moyen d'obtenir l'asile politique dans certains pays.

Mustafa Üstündağ du Parti républicain du Peuple (CHP) prononça un discours sur instruction d'Ecevit. Ce discours constituait une « défense de l'armée ».

- J'ai été offensé que Monsieur Dankert compare mon pays à la Grèce. Dans le passé, les officiers turcs ont démontré leur respect envers la démocratie. Il s'agit d'une réalité prouvée de longtemps. Les responsables de l'armée ne souhaitent pas que l'on procède à des élections sous l'état de siège. En tant que CHP, nous ne sommes pas opposés à la création de cours de sûreté de l'Etat. Ce à quoi nous nous opposons, c'est au mode de désignation des juges.

En réaction à ces feintes et ces distorsions, le Mouvement de Résistance démocratique (DDH) publia un communiqué de six pages sur les dernières violations des droits en Turquie, et le distribua aux députés de l'APCE. Le DDH y soulignait que, contrairement à ce qu'affirmaient les députés de l'AP, du CGP et du CHP, même si l'état de siège était levé en Turquie, les violations des droits de l'homme ne prendraient pas fin.

La projection du documentaire de Granada TV sur la torture en Turquie qui devait avoir lieu pour les membres de l'APCE au siège de l'ORTF à Strasbourg fut annulée à l'intervention du gouvernement français agissant sous la pression des députés turcs. Le film fut donc projeté dans une salle du Conseil.

La commission des questions politiques du Conseil réunie le 18 mai 1973 accepta, en dépit de toutes les manœuvres déployées pour l'empêcher, de créer une sous-commission pour la Turquie. Le soin d'organiser la création et le mode de fonctionnement de ce nouvel organe fut confié au député britannique Fitzroy MacLean, qui devait présenter son rapport lors de la réunion prévue à Florence entre le 3 et le 5 août de la même année.

La réunion de Florence résulta dans l'impossibilisation de demander, pratiquement parlant, des comptes à Ankara. Le rapporteur MacLean, influencé par les députés du CHP, avait préconisé la création d'une sous-commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme non seulement en Turquie, mais dans tous les pays membres du Conseil de l'Europe. Les députés turcs Turhan Feyzioğlu, Cevdet Akçal et Orhan Oğuz appuyèrent cette recommandation.

La majorité des députés de l'APCE insistait pour que la sous-



commission pour la Turquie soit tout spécialement créée, parce qu'il était question de lever l'immunité parlementaire de Bülent Ecevit et de le déférer devant un tribunal militaire.

C'est à ce moment que Mustafa Üstündağ, député du CHP, entra en scène.

Il avança que la tentative de levée de l'immunité d'Ecevit n'était pas le fait des militaires, mais des partis de droite qui redoutaient que le CHP remporte les prochaines élections législatives. C'est pourquoi, disait-il, il s'opposait à la création d'une sous-commission spéciale pour la Turquie. Il expliquait qu'Ecevit lui-même partageait le même avis. « Qu'ils me laissent le soin de démocratiser la Turquie, et qu'ils ne sabotent pas mes efforts avec des interventions externes », aurait-il dit.

Prenant l'initiative au nom du DDH, nous insistâmes auprès de l'APCE en disant que pour qu'un pays comme la Turquie, qui, depuis un demi-siècle, faisait fi des critères démocratiques, demeure au sein de la communauté des démocraties européennes, il fallait qu'il modifie sa constitution de fond en comble, qu'il libère sans délai tous les prisonniers et détenus pour délit d'opinion et action politique, qu'il autorise la fondation de tous les partis politiques y compris le parti communiste, qu'il reconnaisse au peuple kurde ainsi qu'à toutes les minorités religieuses et ethniques leurs droits et libertés fondamentaux. Il fallait, tant que tout ceci ne serait pas acquis, contrôler en permanence le régime d'Ankara et, si cela s'avérait nécessaire, exclure la Turquie du Conseil de l'Europe.

La majorité des membres de la commission des questions politiques, se pliant au chantage d'Ecevit, décida de créer une sous-commission sans citer nommément la Turquie.

Ce fut le coup final asséné à deux années de travail acharné auprès du Conseil de l'Europe.

Conséquence des manœuvres d'Ecevit à cette occasion, lorsqu'il accéda lui-même au pouvoir, les violations des droits de l'homme et les interdits frappant le parti communiste et les droits et libertés fondamentaux du peuple kurde continuèrent comme avant, les interventions des militaires dans la vie politique ne cessèrent pas, et aboutirent à la répétition du coup d'Etat du 12 mars en plus sanglant et plus brutal : le coup d'Etat du 12 septembre 1980.

*

Encouragé par la soumission de l'Europe, le régime d'Ankara lança alors une vaste campagne destinée à empêcher la résistance de s'organiser et de travailler à l'étranger. Le document utilisé dans cette campagne était le Livre blanc (Beyaz Kitap) publié par la Pré-



sidence du conseil des ministres, recueil de mensonges et de calomnies.

En fait, après la circulaire du ministère des Affaires étrangères dévoilant nos noms, lors d'un briefing secret qui se tint le 30 juin 1973 au Commandement en chef de l'état-major général avec la participation des dirigeants des partis politiques, nous fûmes tenus pour responsables des organisations subversives à l'étranger. L'état-major donnait ces informations:

« Des éléments de l'extrême-gauche qui ont fui à l'étranger à la suite du 12 mars ont fondé une organisation sous le nom de Mouvement de Résistance démocratique de Turquie, dont le siège se trouve à Paris. Cette organisation est active en Suède, aux Pays-Bas, en Norvège, au Danemark et en France. Son objectif consiste à monter l'opinion publique contre la Turquie par voie de propagande en publiant des communiqués rédigés surtout en anglais affirmant que la Turquie n'est pas un pays démocratique, que le régime actuel est un régime fasciste, et que des actes de torture sont pratiqués sur les détenus. Les dirigeants de l'organisation sont des éléments de l'extrême-gauche qui ont fui la Turquie et reçoivent l'appui des communistes turcs condamnés précédemment et établis en France. L'objectif principal de cette organisation est d'influencer l'opinion publique européenne afin de faire exclure la Turquie du Conseil de l'Europe. Deux livres intitulés respectivement *File on Turkey* et *Man Hunts in Turkey* ont été distribués à cet effet aux membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'aux gouvernements des pays membres du Conseil de l'Europe. »

Le Livre blanc publié en turc et en anglais révélait sur des schémas des « organisations terroristes en Turquie » les noms des responsables de celles-ci.

Dans la liste des organisations terroristes d'avant le 12 mars 1971 figuraient la Jeunesse révolutionnaire (DEV-GENÇ), l'Armée de libération du peuple de Turquie (Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu - THKO), la revue *Clarté prolétaire révolutionnaire* (Proleter Devrimci Aydınlik Dergisi), le Parti ouvrier de Turquie (TİP) et le groupe de la revue *Ant* (Ant Dergisi Grubu). Un deuxième schéma était consacré aux organisations révolutionnaires après le 12 mars 1971, où le TİP ne figurait pas, puisqu'il avait été fermé, et où il était affirmé que les anciens groupes continuaient leurs activités illégales sous de nouveaux noms ; par exemple : le groupe *Ant* qui était devenu le *Demokratik Direniş Hareketi*.

Selon ces schémas, Doğan et İnci Özgüden étaient désignés comme étant les dirigeants du groupe *Ant* et du *Demokratik Direniş Hareketi*, dont on disait ceci :



« Il s'agit d'un groupe dont Doğan Özgüden est le leader. Le Livre lui accorde une place plus importante, pour une bonne raison.

Les personnes qui, en Europe, s'intéressent à la TURQUIE à la suite de la campagne négative qui y a été lancée, ont certainement pris connaissance du livre mensonger et des communiqués rédigés en anglais par la RESISTANCE DEMOCRATIQUE DE TURQUIE. Il ne fait aucun doute qu'ils se sont interrogés sur cette Résistance démocratique de Turquie. Ils pourront trouver une réponse ici même. Il s'agit d'une organisation formée par Doğan ÖZGÜDEN, son épouse İnci ÖZGÜDEN et 4 ou 5 révolutionnaires communistes, dont des hors-la-loi. Ils n'ont aucun lien direct et honnête ni avec la démocratie, ni avec la résistance, ni même avec la Turquie. Avant le 12 mars, Doğan ÖZGÜDEN publiait une revue dénommée ANT, par laquelle il tentait de propager une idéologie révolutionnaire marxiste-léniniste armée. Il a publié par ailleurs, sous le nom des éditions ANT de nombreuses traductions de livres relatifs à la guérilla et au terrorisme.

Les dirigeants de Ant, qui défendent aujourd'hui la liberté en Europe, ont induit dans la jeunesse de la Turquie bénéficiant de toute liberté une idéologie néfaste en l'incitant à la lutte armée, et ont encouragé et soutenu la formation de groupes de terroristes. »

Le Livre blanc cite des propos de Mihri Belli comme preuve de notre appartenance à la mouvance terroriste. Mihri Belli, en réaction, m'adressa cette lettre en date du 18 juin 1973:

« Mehmet, mon frère,

« Je suis tes entreprises. Il s'agit d'entreprises très utiles. Révéler à la face du monde la terreur fasciste dans tous ses détails et éclairer l'opinion publique en la matière est, dans ces circonstances, une mission imposée par l'esprit patriote et révolutionnaire. C'est pour cela que les fascistes turcs vous en veulent. Le fait que, dans le Livre blanc dont nous venons de prendre connaissance, ils t'insultent et manipulent la vérité est une nouvelle preuve de ce que vous êtes dans la bonne voie. »

La version anglaise du Livre avait été distribuée auprès de tous les gouvernements et des institutions policières d'Europe.

Nous avons appris que l'Etat turc, qui avait recours à une provocation si grave à notre encontre, incitait également les services secrets européens de même que les organisations de l'extrême droite nationaliste ou religieuses intégristes turques à nous liquider.

Nous étions certes sortis de la clandestinité, mais vivre au grand jour sous couvert de la légalité n'était pas une garantie. Personne n'ignorait comment Mehdi Ben Barka, opposant au roi du Maroc, avait été enlevé en plein cœur de Paris, capitale du pays reconnu comme étant le plus démocratique d'Europe, avec la colla-





boration des services secrets français, et remis au ministre marocain de l'Intérieur venu tout exprès, afin de l'éliminer.

Après ces publications de l'état-major général et de la présidence du conseil à notre sujet, il ne nous était plus possible de nous sentir en sécurité.

Le mieux était dès lors de ne plus apparaître physiquement là où nous opérons habituellement.

*

C'est en ces jours pénibles de l'été 1973 qu'une belle surprise nous arriva pour remédier tant soit peu à deux années d'exil. Le téléphone sonna longuement. İnci répondit. Une voix qu'elle ne connaissait pas lui dit :

- İnci, est-ce vous ? Ne quittez pas, je vous passe quelqu'un que vous connaissez.

Puis une voix tremblant d'émotion se fit entendre :

- Ma chère enfant, c'est moi, Burhan. Ton père, Burhan Tuğsavul ...

İnci poussa un cri, puis posa une question :

- Papa, d'où appelez-vous ?

- Nous sommes à Bruxelles, mais nous ne savons pas exactement où. Il y a un monsieur ici, qui nous a aidés à téléphoner. Je te le passe.

- Nous sommes à la gare du Midi. Votre père et votre mère ont fait 3 mille kilomètres, ils sont très fatigués. Venez vite les prendre, s'il-vous-plaît. Ils sont dans un café juste en face de la gare, avenue Fonsny.

Hacer Hanım était venue en avion à Paris passer quelques semaines avec nous quand nous étions encore clandestins. Mais c'est la première fois que nous allions revoir Burhan Bey.

Nous sautâmes dans un taxi. Arrivés devant le café, une Opel antédiluvienne immatriculée à Ankara, le siège arrière couvert de paquets et de paniers...

Nos retrouvailles avec Burhan Bey après deux ans de séparation furent très émouvantes. Une énergie nouvelle semblait être revenue à Burhan Bey que nous avions laissé derrière nous un matin pluvieux d'avril en prenant l'appareil de la Lufthansa, anéanti par le chagrin. Nous nous embrassâmes à loisir après quoi nous hélâmes un autre taxi. L'Opel suivant le taxi, nous arrivâmes chez Maximilienne.

Vider la voiture de ses paquets et paniers fut digne d'une pantomime. Les voisins et passants regardaient avec grand étonnement le manège de ces gens qui sortaient un nombre incroyable de colis d'une vieille Opel démodée portant une plaque étrangère.



Hacer Hanım, profitant de ce qu'ils allaient faire le voyage en voiture, avait acheté au marché tomates, poivrons, haricots verts et tout ce qu'elle avait pu trouver comme nourriture typiquement turque. Elle avait également fourré dans le véhicule les feuilles de vigne farcies, les böreks et baklavas qu'elle avait préparés à notre intention la veille du départ. Sans compter les pastirmas, sucuk et autres helvas...

Maximilienne, qui rentrait tout juste du laboratoire, était morte de rire. Après les présentations et un court échange de propos avec les quelques mots de français que connaissaient Burhan Bey et Hacer Hanım, Maximilienne fit preuve d'une grande compréhension et nous dit :

- C'est un grand jour pour vous. Vous avez des tas de choses à vous dire. Ne vous en faites pas pour moi ; je trouverai bien où loger. Installez vos invités dans ma chambre. Qu'ils y restent tant qu'ils le voudront.

Le mois qu'ils passèrent à Bruxelles fut en grande partie consacré à la recherche de pièces de rechange pour la vieille Opel. Ce n'était pas chose facile, étant donné l'âge de la voiture. Mais il fallait qu'elle puisse affronter les 3 mille kilomètres et quelques que comptait le chemin du retour.

Peu après l'arrivée de nos hôtes, Dankert nous téléphona des Pays-Bas pour nous annoncer que notre demande d'asile politique avait été agréée, et que nous pourrions désormais obtenir le document de voyage qui nous permettrait de voyager librement hors du Benelux.

C'était une grande nouvelle ! Les Karabuda étaient rentrés en Suède après avoir tourné en Algérie le film "Bebek" d'après une œuvre de Yaşar Kemal. Tuncel Kurtiz faisait partie du casting. La musique du film était signée Rahmi Saltuk. Au mois d'août, les Karabuda allaient réaliser un documentaire sur Wifredo Lam. Ils allaient pour cela se rendre dans la station balnéaire italienne d'Albisola où le grand peintre cubain passait l'été. Ils nous téléphonèrent pour nous dire :

- Cela fait deux ans que vous vivez dans un stress permanent, loin de la Méditerranée. Nous pourrions vous trouver un petit appartement sur place. Cela nous permettrait de passer les vacances ensemble.

Cela faisait longtemps déjà que je souhaitais aller en Italie, y prendre contact avec les organisations de gauche et de défense des droits de l'homme, et les informer de la situation en Turquie. Mais sans passeport, pas moyen d'aller plus au sud que la France.

D'autre part, en Europe comme en Turquie, la mode était à Ecevit. Nos amis en exil disaient que l'état de siège allait bientôt



prendre fin et qu'il serait possible de rentrer en Turquie après les élections d'octobre.

Gençay Gürsoy, qui se trouvait en Norvège, proposait que tous les camarades en exil dans les pays européens se réunissent à Genève pour voir ce qu'il faudrait faire au vu des nouveaux développements en Turquie.

İnci et moi avions désormais toute liberté de mouvement. Nous décidâmes de faire d'une pierre deux coups. Nos hôtes rentreraient en Turquie non pas via l'Allemagne et l'Autriche, mais par la France, la Suisse et l'Italie. Ceci nous permettait de donner une réponse positive aux propositions et des Karabuda, et de Gençay.

*

Un chaud jour d'été, nous embarquâmes dans la fidèle Opel de Burhan Bey. En route vers le sud ! Avec quelques effets vestimentaires, nous emportions quantité de nos publications en français et en anglais en vue de les distribuer en Italie.

Nous passâmes par Paris où nous eûmes l'occasion de nous entretenir longuement avec la famille Petek qui s'occupait avec une infinie dévotion du Bulletin Turkey/Turquie.

Maximilienne allait passer un an aux Etats-Unis. Nous lui fîmes nos adieux dans un restaurant algérien à Paris.

Nous nous mîmes en route pour la Suisse. Après une nuit dans un petit hôtel des Alpes suisses, nous arrivâmes à Genève. Nos installâmes nos hôtes dans un hôtel et courûmes à notre rendez-vous chez Bülent Tanör. Pour autant que je me le rappelle, s'y trouvaient Gençay Gürsoy, Bülent Tanör, son épouse le Dr Öget Öktem, Yücel Sayman, Nurkalp Devrim... Nous discutâmes jusqu'au petit matin de la question la plus fréquemment posée : à quel point faire confiance à Ecevit si l'état de siège était levé et que le CHP accède au pouvoir, soit seul soit au sein d'une coalition, à l'issue d'élections générales ?

Nous, nous n'avions aucune confiance en Ecevit parce que nous savions très bien comment il avait mené une politique de compromissions, en zigzags, depuis qu'il s'était proclamé leader du centre gauche, et comme il avait fait des pieds et des mains pour diviser et affaiblir le mouvement socialiste mené par la classe ouvrière. C'est d'ailleurs ce que nous avons révélé des années durant dans la revue Ant, documents à l'appui. Et surtout depuis ses récentes manœuvres à l'APCE, nous défendions l'idée que les forces révolutionnaires devaient fonder leur propre organisation au lieu de soutenir le CHP.

Gençay Gürsoy était aussi arrivé à la réunion en colère contre





Ecevit. Vers cette époque, Ecevit avait déclaré que Mihri Belli était un agent de la CIA. Gençay disait qu'il était absolument impossible de se fier à quelqu'un qui était capable de porter de telles accusations à l'encontre d'un vieux socialiste sans défense, comme un coup de poignard dans le dos. Tous les participants tombèrent d'accord pour prendre position contre cette attitude d'Ecevit.

Nous passâmes une demi-nuit sur le tapis du salon des Tanör, rangés comme des sardines dans une boîte. En nous quittant le lendemain matin, nous nous entendîmes pour suivre de près les développements qui suivraient les élections, de rester en contact plus étroit, et de nous retrouver à Paris si nécessaire.

*

Après cette réunion, nous reprîmes la route avec la fidèle Opel vers la région des lacs italiens et firent nos adieux à nos hôtes. Nous rejoignîmes ensuite Albisola, non loin de Gênes, en train à partir de Milan.

Revoir la Méditerranée dans toute sa splendeur après plus de deux ans nous emplit d'émotion. Des gens se baladant au rythme chaloupé des Smyrniotes, des enfants grignotant des tranches de pastèque, des chansons napolitaines chantées à tue-tête jaillissant de tous les côtés, les touristes attablés aux tables disposées sur les trottoirs, dégustant des pizzas ou des spaghettis... Une ville vivante, débordant d'amour de la vie...

Nous fêtâmes nos retrouvailles avec les Karabuda autour d'une table bien garnie dans la maison qu'ils occupaient.

Albisola était une localité où les communistes étaient influents. Le matin, le quotidien du Parti communiste italien, L'Unità, se retrouvait partout. Mais au cou de tous et de chacun, une croix.

- Mais ils sont communistes ou chrétiens, à la fin ?

- Ils sont aussi communistes qu'on peut l'être ; mais ici, la croix est un bijou traditionnel. Ils disent que cela ne traduit pas une appartenance.

Je me remémore le Peppone de Don Camillo.

Je ne sais pas si c'était l'œuvre de Ayperi ou un pur hasard, mais un groupe de jeunes du Parti communiste chilien se trouvait à Albisola... Ils espéraient encore que la gauche accède au pouvoir au Chili en dépit des complots répétés de la CIA contre Allende et des contre-manifestations de plus en plus massives de la droite.

Nous discutons des heures sur la minuscule plage d'Albisola, Ayperi servant d'interprète. Je pose cette question :





- Les officiers chiliens, tout comme les officiers turcs, ne contiennent-ils pas à s'entraîner à la contre-guérilla dans les écoles militaires américaines du Canal de Panama ? Vous savez ce qu'il se passe en Turquie. Comment Allende peut-il fermer les yeux sur cela ? Les généraux formés par les Américains ne vont-ils pas s'en occuper sous peu ?

De fait, alors que 107 officiers chiliens étaient formés dans ces écoles en 1969, on en comptait 197 en 1972. Dans le même temps, les ventes d'armes et d'équipements militaires des USA au Chili grimpaient de 1,6 à 14 millions de dollars. Allende, négligeant les avertissements de Fidel Castro sur l'éventualité permanente d'un coup d'Etat fomenté par les Etats-Unis et ses recommandations de mettre fin au plus tôt à la coopération avec ce pays et d'armer la population, avait préparé sa propre fin en désignant Pinochet à la tête de l'état-major général de l'armée chilienne.

Les jeunes communistes chiliens estimaient peu probable l'éventualité d'un coup d'état de l'armée. Ils étaient par ailleurs tellement confiants dans le soutien du système socialiste mondial à leur régime de gauche qu'ils déclaraient :

- L'Union soviétique ne le permettrait jamais !

Je leur rappelle l'exemple de la Turquie.

- Si l'URSS avait l'intention d'intervenir contre tout coup d'Etat pro-américain, ne serait-elle pas intervenue tout d'abord dans un pays voisin ? Notre propre voisin ! Mais loin d'intervenir ou tout au moins de manifester une opposition dès le début de la terreur d'Etat, Podgorny n'a pas rechigné à rendre une visite amicale à la Turquie alors même que des jeunes révolutionnaires de votre âge y étaient exécutés.

Ils ne veulent pas me croire.

Je leur raconte l'entretien avec la délégation soviétique au Quai d'Orsay, à Paris. Rien à faire, ils ne veulent pas entendre de critique à l'égard de l'Union soviétique.

- Mais la situation du Chili est différente, rétorquent-ils. Chez nous, le Parti communiste, l'Union populaire est le fondement du pouvoir. L'URSS ne permettra pas que l'on touche à une organisation sœur, ni à l'union populaire qui en émane.

Inutile de discuter davantage. Le mieux est encore d'interpréter en turc, puisque l'occasion s'en présente, la chanson « Sierra » de Julos... Les jeunes chiliens en raffolent immédiatement. Nous chantons tous en chœur, les uns en français, les autres en espagnol, İnci et moi en turc :

*Nous fîmes demande : Sire, écoutez-nous
La porte se ferme, on veut pas de nous*





{Refrain:}
Nous qu'on est dans la sierra
Nous qu'on est dans la pampa
On n'a pas de bazooka
Pas de fusil non plus, pas
On n'est pas la crème si on n'a pas l' rond
Pour ouvrir une porte, il faut des millions
Les papas gâteaux veulent nous étouffer
Ce ne sont que des marmots, faut pas s'inquiéter
Quand les portes ne s'ouvrent, ne s'ouvrent jamais
On descend en rue dire ce qu'on voulait
Pour défendre les riches, y a toujours des pions
Avec des uniformes et des tromblon
Ils tabassent et violent à tort et à travers
Ils Abélardisent et ils en sont fiers
Ceux qui ont des panses, ces gélatineux
Disent que la violence ne vient pas d'eux
Mais si les chiens d' garde des grands manitous
Au nom d' la cocarde perpétuent leurs coups
Nous qu'on est dans la sierra
Nous qu'on est dans la pampa
Nous faudra des bazookas
Et des fusils, pourquoi pas ?
Porqué no ?

A notre retour en Belgique, je donne ma traduction en turc à Julos, qui en est tout ému. Bouleversé par le coup d'Etat au Chili, il chantera cette chanson sur l'antenne de Radio Liège, lui en français, et İnci en turc.

*

Un soir, Wifredo Lam nous invite avec les Karabuda dans un restaurant dans la montagne. Nous y dégustons un plat que nous ne retrouverons plus jamais dans aucun restaurant italien ailleurs en Europe : un plat de pâtes aux noix, avec une sauce spéciale, arrosé du vin rouge de la région... et assaisonné de la délicieuse conversation de Wifredo. Père chinois, mère métisse hispano-congolaise, ami proche de Picasso, fierté du monde artistique cubain...

Güneş, qui saisit chaque occasion pour filmer des entretiens avec Wifredo, propose :



- A notre tour, maintenant... faisons-lui un festin à la turque, il n'en reviendra pas !

Le lendemain, nous cueillons des feuilles des vignes voisines, et avec Güneş comme "grand chef", nous dressons une table de sultan avec des haricots marbrés à l'huile d'olive, des pignons, du gardelier noir, tout ce qui existe comme épice et condiment, des brochettes grillées...

Wifredo et Lou, son épouse, sont conquis.

Nous nous promettons d'offrir le même festin, en mieux, au bord du Bosphore, si les généraux turcs sont renversés.

Je n'oublie pas que nous sommes venus en Italie certes pour nous reposer, mais surtout pour nouer des liens avec la gauche italienne. Un beau matin, je me mets en route pour Rome, chargé de tous mes documents. J'ai une demi-douzaine d'adresses en vue...

Ma première étape est le Parti communiste italien. J'essaie de me faire comprendre à la porte. Le préposé appelle un responsable qui parle l'anglais. J'explique que je suis là un nom du Mouvement de la Résistance démocratique de Turquie pour transmettre des documents relatifs aux violations des droits de l'homme en Turquie. On m'emmène immédiatement au Bureau des relations extérieures, au dernier étage du bâtiment.

Le même responsable me dit :

- Camarade, tous les cadres supérieurs du parti sont malheureusement tous en vacances. En Europe, c'est comme ça. Mais je pense que le responsable des relations extérieures du Comité central est rentré de vacances hier. Nous prenons contact avec lui. Si nous parvenons à le joindre, il sera certainement désireux de vous rencontrer.

Effectivement, une vingtaine de minutes plus tard, Franco Sallarelli arrive, tout essoufflé.

En pénétrant dans le bureau, il plaisante :

- Camarade, si vous voulez faire la révolution en Turquie, s'il-vous-plaît, ne faites pas ça en été. En Europe, en été, même la révolution est en vacances...

Je lui cite la réponse de Deniz Gezmiş au ministre de l'Intérieur, Haldun Menteseoğlu, le jour de son arrestation : « La révolution n'a pas de flanc, elle peut arriver de n'importe quel côté ». Et je poursuis :

- La révolution peut arriver à n'importe quel moment, même en pleine canicule. Tout le monde est en vacances, mais dans les prisons turques, des milliers de révolutionnaires souffrent, dans la chaleur. Il y en a encore qui sont sous la torture. Voici les documents...

Il jette un œil sur les documents que je lui tends et devient sérieux, tout d'un coup :



- Nous ne sommes pratiquement pas au courant de tout cela. Nous n'avons reçu aucun document de la part du Parti communiste de Turquie. Je vous remercie d'avoir apporté ceci. Je vais immédiatement en faire part au Comité central.

Puis il demande :

- Votre mouvement de résistance, il est proche de quelle ligne politique ?

- Nous combattons pour la démocratisation pleine et entière de la Turquie. Nous ne sommes affiliés à aucun parti.

Il examine à nouveau les documents que j'ai apportés et pose une autre question :

- Comment avez-vous financé ceci ?

- Par nous-mêmes, avec la contribution de démocrates et d'organisations de la société civile...

- Camarade, notre porte vous sera toujours ouverte. Vous avez fait tout ceci sans ressources. Venez, installez-vous à Rome. Nous vous donnerons un bureau, du personnel. Vous pourrez travailler de manière plus efficace. Nous pouvons obtenir l'asile politique pour ceux que vous voudrez. Il ne faut pas nécessairement qu'ils soient membres du Parti communiste...

C'est la première fois que je reçois une promesse d'aide inconditionnelle, sans exigence d'allégeance.

- Je vous remercie. Mais maintenant, ce n'est plus possible. Nous avons une série de projets situés dans l'axe Bruxelles-Paris. Les politiciens turcs qui, comme Ecevit, se déclarent « sociaux-démocrates » ont eux-mêmes entamé un processus de neutralisation des sociaux-démocrates européens. Ce que nous voudrions que vous fassiez, c'est que vos représentants auprès d'institutions telles que le Parlement européen fassent en sorte de tenir en permanence à l'ordre du jour la question de la Turquie, et de nous aider à publier nos documents en italien dans les médias italiens.

Le Parti communiste italien n'était ni prosoviétique, ni prochi-nois. Saltarelli me raconte Gramsci, les questions sociopolitiques de la société italienne, les propositions inventées développées par le parti pour y remédier, son attitude vis-à-vis des problèmes des travailleurs migrants, et la position du leader charismatique de l'époque Enrico Berlinguer à l'égard des querelles idéologiques entre l'URSS et la Chine. Il me promet de m'envoyer régulièrement les publications du parti en anglais.

J'entreprends alors de contacter L'Unità, le quotidien du parti. Un de ses éditorialistes les plus importants m'avait rendu visite à Ant en 1971 à Istanbul, où nous avions discuté des heures durant. Il avait par la suite publié une série d'articles sur la Turquie.

Cette fois, L'Unità allait éclairer l'opinion publique italienne





en publiant les documents du Mouvement de la Résistance démocratique dans une série sur plusieurs jours.

Je suis aussi bien accueilli au journal *Il Manifesto*, de tendance plus radicale que le Parti communiste à l'époque. Contrairement à *L'Unità* et au parti d'esprit plus bureaucratique, les dirigeants et travailleurs du *Il Manifesto* sont plus ouverts au dialogue et au débat. Ils promettent de nous soutenir dans notre résistance.

Assis au pied d'une fontaine sur une de ces places époustouflantes de beauté de Rome pour me reposer un peu après cette journée harassante, je sens un instant que le mouvement communiste international échappe à l'hypothèque des conflits idéologiques. Je ne pense plus au Parti communiste de l'URSS, ni au PC chinois, ni à Cuba, ni au Vietnam. S'il faut continuer à mener la lutte révolutionnaire en Turquie, il faut le faire en toute indépendance des effets néfastes et délétères de la guerre idéologique entre Moscou et Pékin.

Nous passons encore quelques jours à Albisola après mon retour de Rome. De mauvaises nouvelles arrivant chaque jour du Chili, nos conversations avec les jeunes chiliens prennent un tour de plus en plus dramatique. Ils allaient quitter l'Italie en même temps que nous. Qu'est-ce qui les attendait au Chili ?

*

Fin août 1973, nous rentrons à Bruxelles. Le voyage aurait pu être une nouvelle version de notre aventure entre Paris et Stockholm au début de notre exil, en 1971. Mais il y avait moins de voyageurs, et İnci et moi n'étions plus clandestins, désormais. Nous voyageons avec, en mains, le précieux titre de voyage des Nations Unies. Il ne fallait pas que Barbro cherche une chemise blanche et une cravate pour masquer mon physique de terroriste.

Nous passons par Paris. Baba Marten nous remet une quantité de lettres et de documents parvenus à son adresse, comme nous l'utilisions précédemment pour notre correspondance.

- L'autre jour, nous dit-il, deux gars ont sonné à la porte. Ils voulaient absolument te voir. D'après leur accent, ils étaient Russes, ou alors Bulgares... Je leur ai dit que je ne savais pas où vous étiez. Ils m'ont laissé un message pour vous.

Le message était signé Velko Kristev, un attaché de presse bulgare dont j'avais fait la connaissance en Turquie. « Il y a longtemps que je voulais te voir, mais cela n'a pas été possible. Je ne suis pas parvenu à te trouver en dépit de tous mes efforts. Il faut absolument que je te voie », disait le message, qui demandait que je donne à son porteur, un sien collègue, la date d'un rendez-vous à Paris ou à Stockholm.





Je ne pus m'empêcher de ricaner en lisant le message.

C'était à peine croyable. Quand nous avons demandé à la Bulgarie de nous aider à sortir de Turquie au lendemain du coup d'Etat de 1971, au moment où nous étions recherchés et que notre liberté, voire nos vies, étaient en danger, une réponse défavorable nous avait été donnée sous prétexte que cela pourrait affecter les relations de bon voisinage entre la Bulgarie et la Turquie. Nous avons donc dû prendre de gros risques en suivant une autre voie échapper à la prison ou à la mort.

Mais la situation avait changé. Je pouvais deviner pour quelle raison ils voulaient prendre contact avec moi. Le combat mené par le Mouvement de la Résistance démocratique avait fait grand bruit echo tant dans les pays socialistes qu'en Europe. Ils étaient sans doute désireux que tire un trait sur le passé et que je les rencontre.

Je me remémorai alors les sanglots de la speakerine de Radio Sofia en annonçant l'exécution de Deniz Gezmiş et de ses camarades, et les exemples qu'elle avait donnés des révolutionnaires bulgares assassinés par les fascistes. Leur attitude générale avait donc pu changer radicalement depuis 1971.

Le mieux était de continuer avec les Karabuda, de les héberger une nuit à Bruxelles, et, animés par une énergie nouvelle, d'imprimer un nouvel élan aux actions au Mouvement de la Résistance démocratique.

Quelques jours après leur départ de Bruxelles, le 11 septembre au soir, Barbro nous téléphone en pleurs :

- Ils ont assassiné le vieux !

Oui, le mauvais scénario dont nous parlions depuis des mois s'était réalisé : Allende avait été abattu lors du coup d'Etat au Chili, les arrestations de masse avaient commencé.

Je revis les jeunes communistes chiliens sur la plage d'Albisola, déclarant plein d'optimisme que l'Union soviétique ne permettrait pas qu'un tel coup d'Etat se produise au Chili. S'ils étaient rentrés chez eux, il y avait de fortes chances qu'ils aient été arrêtés, eux aussi.

Pour Barbro et Güneş, la situation était bien plus pénible. Ils avaient noué de solides amitiés avec les compagnons d'Allende ainsi qu'avec les intellectuels et les artistes chiliens qui soutenaient le pouvoir de gauche.

Comme ils l'avaient fait pour nous dix-huit mois auparavant, ils allaient s'efforcer de sauver leurs amis du Chili et d'assurer le séjour en Europe à ceux qui auraient pu fuir.

*





Grâce à la parution du livre écrit par Jane Cousins en Grande-Bretagne sur base des documents de la Résistance démocratique, les médias audiovisuels évoquaient fréquemment la question de la Turquie. Nous n'avions pas pu nous rendre en Grande-Bretagne puisque nous ne pouvions guère nous déplacer. Nous souhaitions nous y rendre pour voir ce qu'il y avait moyen d'y faire. Nous pourrions bénéficier de l'aide de Jane pour établir de nouveaux contacts.

Nous entretenions une correspondance écrite avec les progressistes de Turquie résidant au Royaume-Uni. Nous avons suivi la création à Londres d'une organisation estudiantine et ensuite d'une union des progressistes de Turquie par Nihat Akseymen qui s'était rendu en Angleterre peu après avoir fondé en Turquie l'Organisation de la Jeunesse socialiste (Sosyalist Gençlik Örgütü - SGÖ), dans la ligne du Parti ouvrier de Turquie (TIP).

Jane nous avait dit qu'ils lui étaient aussi venus en aide au cours de la rédaction de son livre sur la Turquie.

Nous étions toutefois contraints à la prudence dans nos relations avec les milieux turcs de Grande-Bretagne depuis l'affaire Ashworth. Nos relations outre-Manche purent se développer après que Metin Gür, ex-Président général de la Fédération des étudiants travailleurs turcs d'Allemagne (ATTF) est émigré en Grande-Bretagne à cause de problèmes de permis de séjour et de travail en Allemagne. Nous fîmes savoir à celui-ci que nous viendrons à Londres dès que nous en aurons l'occasion.

Le 12 avril 1973, Nihat Akseymen, en qualité de Président du conseil exécutif de l'Union des progressistes de Turquie en Grande-Bretagne (İngiltere Türkiyeli İlericiler Birliği - İTİB), m'adressait une lettre pour me dire : «Nous suivons depuis longtemps avec intérêt la lutte antifasciste que vous menez en Europe. Vos démarches auprès des membres du Conseil de l'Europe, les brochures et bulletins que vous avez édités sont précieux pour faire connaître à l'opinion publique mondiale ce qu'est la junte en Turquie et pour maintenir aussi vif l'intérêt vis-à-vis de la Turquie », et pour indiquer qu'il désirait me rencontrer à Londres.

Après avoir mené à bien tous les contacts prévus en Angleterre, je téléphonai à Nihat.

Notre rencontre avec lui est du genre de celles que l'on n'oublie pas... Il envoya immédiatement une grande voiture nous prendre là où nous étions. Après un long périple dans la ville, le chauffeur nous déposa devant une maison donnant sur un parc verdoyant. On sentait que le temps qui nous séparait du coup de téléphone avait été mis à profit pour dûment ranger la maison et la mettre en état de nous accueillir.



Nihat nous reçut avec un grand enthousiasme. Après avoir évoqué les jours anciens et les aventures en Europe, nous en vînmes au fait. Cette partie de la conversation fut particulièrement intéressante. Tous ceux qui se trouvaient là cessèrent subitement de se mêler aux propos. Nihat parlait, les autres se taisaient et se contentaient d'écouter.

Metin Gür, qui nous avait servi d'intermédiaire, était absent. On nous dit qu'il était rentré en Allemagne. Mais entre-temps, deux personnes que nous connaissions de Turquie et que nous apprécions arrivèrent l'un après l'autre.

Le premier était le journaliste Attila Aşut, mon ami du TİP, le deuxième Taner, porte-parole de l'Union des étudiants turcs chypriotes à İstanbul, qui vivait désormais à Londres. Il avait participé au projet Le cercle révolutionnaire du Moyen-Orient développé par Ant en représentant les Turcs chypriotes aux réunions organisées avec les révolutionnaires kurdes, iraniens, palestiniens et arabes.

Nihat manifestait un respect extrême à Attila, mais celui-ci, à l'instar des autres personnes dans la pièce, ne se mêlait pas du tout à la conversation. Taner, du fait de notre passé commun en Turquie, était plus à l'aise. Pour autant que je le compris de notre entretien particulier à l'issue de la réunion, l'Union des progressistes de Turquie en Grande-Bretagne bénéficiait pour l'essentiel du soutien des Turcs chypriotes.

Un point qui attirera particulièrement mon attention dans la conversation fut que les Turcs se trouvant en Grande-Bretagne étaient évalués selon qu'ils fussent prosoviétiques ou non. Nihat m'avait indiqué dans sa lettre que son groupe était ouvert à toutes les tendances socialistes dans leurs actions antifascistes et anti-impérialistes, mais qu'ils excluaient les maoïstes.

On utilisait souvent le terme "prosoviétique", mais le TKP n'était pas évoqué.

Après la séance protocolaire, Nihat nous emmena visiter Londres pour être en tête-à-tête. Il m'offrit le « Sur la presse » de Léline chez Collets.

A un moment de la conversation, il proposa :

- Ne songeriez-vous pas à vous installer définitivement en Grande-Bretagne ? Il paraît que vous êtes en train de mettre sur pied des publications permanentes en Belgique. Nous pourrions faire cela ici en bénéficiant de votre expérience de journalistes. Ne vous souciez pas de la question des permis de séjour. Entrer en Grande-Bretagne est difficile, mais une fois sur place, il n'y a plus d'obligation de port de pièce d'identité ou de passeport. Vous avez une liberté infinie.



- Nihat, lui répondis-je, nous avons partout en Europe des amis auprès desquels nous combattons depuis deux ans... Une tendance se dessine actuellement pour organiser nos publications à Bruxelles. Nous allons retourner travailler à Bruxelles. C'est de là que nous mènerons notre lutte, mais cela ne doit pas nous empêcher de coopérer.

Nihat n'était pas satisfait de cette réponse. Ce fut à mon tour d'observer:

- Tu sais, c'est de la faute des correspondances inconséquentes de Selma Ashworth, de Londres, que le simulacre de procès du TKP s'est ouvert en Turquie. Cette affaire a fait beaucoup de victimes.

Il réagit immédiatement :

- Elle a peut-être commis une erreur, mais on ne peut pas dire qu'elle soit responsable de ce qui s'est passé. C'est notre grande sœur, Selma. Elle nous a toujours aidés, et elle le fait encore. Si tu le veux, je peux vous faire vous rencontrer tout de suite.

- Non, Nihat, j'ai déjà fait ce que j'avais à faire au niveau de la direction du TKP. Il n'y a aucune raison que je la voie. Si vous êtes toujours en contact, c'est votre affaire.

Je fis une dernière remarque :

- Je n'ai pas bien compris pourquoi vous excluiez les maoïstes de votre lutte antifasciste, et pas non plus pourquoi vous utilisiez le critère "prosoviétique" dans votre évaluation des gens. Il se peut que quelqu'un soit antifasciste mais n'approuve pas la ligne politique et idéologique de Moscou. Il ne faut pas nécessairement être prosoviétique ou membre du TKP...

Aucune réponse ne vint. Nihat évita de préciser s'il avait ou non des liens avec le TKP. Il ne voulait sans doute pas que nos relations se détériorent pour quelque raison que ce soit.

- Les élections approchent. De nouveaux repositionnements sont à prévoir. Restons en contact. Je voudrais venir vous voir à Bruxelles et discuter à loisir.

Nous prîmes congé l'un de l'autre.

*

Maximilienne étant partie pour un an, l'immense maison était tout à nous. Foule étaient ceux qui passaient nous voir dans le cadre des activités de la Résistance démocratique. Il fallait désormais travailler plus systématiquement pour traduire et distribuer les documents relatifs aux actes de torture perpétrés en Turquie.

Après la période estivale, nous retrouvâmes, principalement à Paris, le groupe qui s'était réuni en Suisse, pour examiner ce qu'il





conviendrait de faire après les élections en Turquie. Le coup d'Etat au Chili avait galvanisé notre détermination à combattre le fascisme.

Des représentants d'à peu près toutes les tendances de la gauche participaient à ces réunions. On y évoquait la manière de contribuer de l'étranger à la réorganisation du mouvement révolutionnaire en Turquie, et d'aider à la formation d'organisations progressistes des travailleurs immigrés en provenance de Turquie, en s'efforçant de construire une plate-forme commune à cet effet.

Nous avons établi des relations non seulement en Europe, mais aussi aux Etats-Unis et en Australie. Nos amis aux USA avaient promis de présenter les documents que nous avons rédigés en anglais au Secrétaire général de l'ONU de l'époque, Kurt Waldheim, afin de porter la question des droits de l'homme en Turquie à l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Gençay Gürsoy avait lancé en Norvège une campagne visant le monde médical, contre la torture en Turquie. Dans une lettre datée d'octobre 1973, il écrivait ceci : « Les 5, 6 et 7 de ce mois, Amnesty organise à Oslo un symposium international sur la torture. L'ordre du jour est très très intéressant. On projettera le film de Granada. Je participe aussi au symposium. Il s'agit d'une réunion qui abordera la question sous l'angle de la psychiatrie. 30 psychiatres y participent. Je vous tiendrai au courant du résultat. (...) Après ce qu'il s'est passé au Chili, il faut absolument réfléchir à fond. J'ai l'impression que le fait que nous ne parvenions pas à trouver une porte ouverte n'est pas de notre faute, je veux dire ne provient pas de l'insuffisance du mouvement révolutionnaire de la Turquie ; le mouvement marxiste international a besoin de nouvelles interprétations. Peut-être la fin cruelle du Chili est-elle la réponse sans commentaire des lignes comme celle d'Ecevit. »

Le stage de Gençay allait bientôt arriver à sa fin. Il fallait qu'il retourne en Turquie. Or, en Turquie, rien n'était encore dessiné. De plus, la présence de quelqu'un comme Gençay était extrêmement importante pour l'organisation en Europe. Nous mobilisâmes toutes nos connaissances pour lui trouver un travail aux Pays-Bas ou en Belgique. Heureusement, son stage fut prolongé d'un an, et la question se trouva réglée.

Cet été-là, les ouvriers de l'usine Ford de Cologne qui étaient rentrés trop tard de Turquie ayant été licenciés, une grève éclata. 13 mille des 30 mille travailleurs de l'usine étaient originaires de Turquie. C'était la première fois dans l'histoire de l'émigration qu'une action syndicale de cette ampleur se produisait.

Par ailleurs, de nouvelles organisations de travailleurs turcs se





formaient continuellement. En dehors de la Fédération des étudiants socialistes turcs en Allemagne (ATTF) et du Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie (TİİKP) qui étaient particulièrement présents en Allemagne, des unions de travailleurs se créaient en France, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Belgique. Les sympathisants d'Hikmet Kıvılcımlı avaient commencé à s'organiser sous le nom de Fédération des Associations ouvrières démocratiques de Turquie en Europe (Avrupa Türkiyeli Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu – TDF).

Bekir Harputlu, qui avait participé aux réunions de Paris, avait envoyé Hélène Dewitt, étudiante en cinéma aux Pays-Bas, en Turquie, pour y réaliser une série de reportages avec les artistes victimes de la terreur et d'actes de torture ainsi qu'avec les avocats de ceux-ci. Il nous demandait de l'aide pour faire de ces reportages un film documentaire. Après avoir décidé que ce film serait réalisé au nom de la Résistance démocratique, nous nous chargeâmes de la confection du scénario et de la récolte des photographies et coupures de presse nécessaires. Ural Ataşer, un des amis proches de Bekir, qui dirigea ensuite la revue Ürün (Produit), nous assistait dans ce travail.

Ecrire des articles pour le bulletin Turquie/Turkey publié à Paris et assurer la correspondance avec les groupes de résistance se trouvant dans les autres pays me prenaient un certain temps. J'avais utilisé la machine à écrire portative d'İnci. Heureusement, Burhan Bey m'avait apporté ma fidèle Hermès Baby, et c'est sur elle que je tapais toutes mes traductions depuis notre retour d'Italie.

Mais nous avions besoin d'une IBM à boule pour les stencils ou les impressions offset. Nous nous en procurâmes une, de seconde main, par l'intermédiaire d'Emilienne Brunfaut. Burhan Bey nous envoya de Turquie des boules avec l'alphabet turc, ce qui nous permit d'accélérer notre production.

*

Il avait été impossible de procéder à des éditions révolutionnaires deux ans durant, depuis le coup d'Etat. Un des projets avancés par les camarades de la résistance était la création d'une maison d'éditions dans une ville d'Europe occupant une position centrale sur le continent. Les documents ainsi publiés seraient ensuite introduits en Turquie. Le côté technique et rédactionnel nous en incombait à İnci et à moi puisque nous étions journalistes et éditeurs. Nous entreprîmes immédiatement une étude de marché.

Je n'oublierai jamais ce qui va suivre. Un beau jour, nous nous rendons au centre-ville de Bruxelles pour voir les prix proposés par



les vendeurs d'équipement d'impression. Il se trouvait, rue du Midi, non loin du siège du Parti communiste de Belgique et de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB), le syndicat socialiste belge, un libraire vendant des ouvrages de gauche, dont nous étions clients. Nous achetons *Le Capital*, de Karl Marx, en anglais.

Nous dirigeons ensuite nos pas vers la rue Antoine Dansaert toute proche pour examiner des heures durant des machines d'imprimerie. Le vendeur nous donne des détails, et finit par nous demander si, en cas d'achat, nous achèterons comptant, par chèque ou à tempérament.

Par manière de plaisanter, j'ouvre mon sac, sors le livre que je viens d'acheter, et le mets sur la table en disant :

- Avec cela, c'est notre seul capital.

Au milieu de toutes ces entreprises, un après-midi, Muammer Derinöz, un de nos amis de Belgique, vient nous rendre visite avec Marianne, son épouse. Ils nous disent qu'en Bulgarie, à leur retour de Turquie, des fonctionnaires bulgares avaient parlé de nous, et qu'ils se trouvaient en Belgique, dans le but de s'entretenir avec nous.

Peu après, deux personnes se présentent à la porte. L'une d'elles n'était autre que Velko, l'attaché bulgare à Istanbul.

Notre attitude manque nettement de chaleur, étant donné ce que nous avons vécu en Turquie. Lui-même est passablement embarrassé, parce qu'il n'avait pas oublié non plus ce qui s'était passé deux ans auparavant. Après quelques échanges courtois, il nous invite à dîner dans un restaurant le soir pour s'assurer d'être à l'abri d'oreilles indiscretes.

Au restaurant, après les propos usuels et nos doléances, il en vient à son but :

- Camarades, vous ne vous en rendez peut-être pas compte, mais vous avez réussi là où les organisations les plus puissantes n'ont pas réussi. Vous avez mis le régime d'Ankara sur la sellette auprès des organisations internationales. Votre action est suivie avec intérêt dans les pays socialistes.

Et d'ajouter :

- Mais maintenant vous êtes la cible de l'Etat turc et de ses services secrets. C'est ce que révèlent les rapports qui nous sont parvenus. Faites bien attention, n'envisagez pas de rentrer en Turquie après les élections, même si la situation semble se normaliser, et même si une amnistie générale est proclamée. Ils ne vous rateront pas.

- Nous n'avons d'ailleurs pas l'intention de rentrer immédiatement. Nous travaillons ici pour obtenir un résultat, la résistance gagne du terrain. Il faudra continuer la lutte de l'extérieur jusqu'à

une démocratisation totale, jusqu'à ce que tous les courants philosophiques et politiques, y compris le parti communiste et les organisations kurdes, soient légalement reconnus. Nous rentrerons, si les circonstances s'y prêtent, une fois notre travail achevé.

Velko fait une digression :

- C'est d'ailleurs une des choses dont je voulais vous parler... Le Parti communiste de Turquie, en dépit du soutien international qu'il reçoit, n'a pas pu faire ce qu'il lui incombait de faire. Il faut qu'il soit réorganisé par des camarades jeunes, dynamiques, et d'envergure internationale.

Je m'étonne. En effet, comme tous les camarades révolutionnaires s'en plaignaient, le Parti communiste de Turquie manifestait un manque de dynamisme total qui ne correspondait guère à sa mission. Mais cela était-il dû au manque de capacités personnelles de certains réfugiés rémunérés désignés à la tête du parti, ou au frein mis au désir d'action de ceux-ci par le mouvement communiste international qui assurait leur subsistance, soucieux de « ne pas porter atteinte aux relations de bon voisinage avec Ankara » ?

L'idée que le « Parti communiste doit être réorganisé par des camarades jeunes et dynamiques » me fait me remémorer quelque chose. Bekir Harputlu, avec qui nous menons la lutte antifasciste depuis un certain temps déjà, avait participé au cours de l'été 1973 au Festival mondial de la jeunesse et des étudiants à Berlin-Est. Lorsqu'il m'avait relaté ses impressions à Paris, il m'avait dit :

- Tu aurais peine à croire comme ils se plaignent de la direction du TKP... A un moment, j'ai eu l'impression que si je l'avais accepté, ils m'auraient donné les clefs du parti sur le champ.

Nous entendons aussi depuis quelque temps des rumeurs selon lesquelles Yakup Demir, le Secrétaire général du TKP, a des problèmes de santé, et que cela pourrait entraîner des changements dans la direction du parti. Mais je suis convaincu qu'il est impossible d'insuffler un esprit nouveau à un parti de l'extérieur.

- Tu vois, Velko, dis-je à mon interlocuteur, nous nous connaissons depuis la Turquie déjà. Nous considérons que l'avenir de la révolution en Turquie n'est pas lié à une hypothèque étrangère. Ces deux ans de lutte antifasciste nous ont beaucoup appris. Nous ignorons quel est le statut du Parti communiste de Turquie, comment ces dirigeants sont désignés, comment son cadre se forme. A cause de la parodie de procès contre le TKP en Turquie, un tas d'autres camarades qui n'ont rien à y voir ont eu des problèmes, comme nous par exemple. J'ai d'ailleurs rencontré Yakup Demir à deux reprises à ce sujet. Ce que j'en ai retiré comme impression, c'est qu'il sera bien difficile de faire faire une cure de jeunesse au parti, et que même si on s'efforce de le faire, cela ne marchera pas.



Lui, il est plus optimiste. Il nous cite des noms de personnes se trouvant dans différentes villes d'Europe, dont celui d'un des dirigeants du Parti ouvrier de Turquie (TİP) interdit, qui a pu sortir de Turquie et venir en Europe.

- On dit que le TİP se reformera si l'amnistie est proclamée au lendemain des élections en Turquie, dis-je. Je ne pense pas qu'il prendrait part à la réorganisation d'un autre parti.

- Non, non... rétorque Velko. Désormais, il faut qu'il n'y ait plus qu'un seul parti de la classe ouvrière en Turquie, et ce sera le TKP, mais rajeuni, animé d'une souffle nouveau. Les camarades du TİP peuvent y prendre leur place.

Sur ce, j'expose que nous nous efforçons de créer un centre de publication qui poursuivra dans un cadre légal la lutte du mouvement de résistance et que nous continuerons à être solidaire de toutes les forces antifascistes de Turquie, et que dans cet esprit, nous avons la même estime pour le TİP que pour le TKP.

Velko nous quitte en nous disant qu'il est sûr que nous réussirons dans notre nouvelle entreprise au sein de la résistance démocratique, et que la Bulgarie en sera solidaire, que nous soyons du parti ou pas.

*

Le nom du Parti communiste de Turquie (TKP), dont l'existence n'avait guère été perceptible en Europe occidentale durant les deux premières années après le coup d'État, commença à être prononcé plus souvent à partir de fin 1973.

Des travailleurs migrants et des étudiants dans les pays d'Europe qui avaient été sympathisants du TİP et l'avaient même soutenu de diverses manières s'étaient répartis dans d'autres groupes et organisations lorsque le parti s'était divisé. Les partisans de la Révolution démocratique nationale (Milli Demokratik Devrim - MDD) s'étaient tournés soit vers le Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie (TİİKP), soit vers Mihri Belli, soit encore vers Hikmet Kıvılcımlı.

Ceux qui étaient opposés au MDD étaient restés dans des organisations locales liées à l'ATTF, qui avait une structure proche de celles du TKP et du TİP. Le TKP avait eu une influence croissante sur les partisans du TİP après la fermeture de ce dernier. Certains ex-membres de la Jeunesse révolutionnaire (Devrimci Gençlik - Dev-Genç) arrivés en Europe après le 12 mars 1971 s'étaient rapprochés du TKP, faute d'alternative.

Les premières organisations fondées dans l'orbite du TKP en dehors de l'Allemagne furent l'İTİB et l'İTÖB de Nihat Akseymen. L'İTİB s'était joint à l'ATTF peu après sa création.



Le seul groupe qui avait continué à rester proche du TIP après le coup d'Etat était l'Union des étudiants turcs de France (FTÖB) dont Ercan Eyüboğlu avait pris la tête en 1972. On comptait dans ce groupe Raşit Kaya, Oğuz Oyan et Cem Behar, qui contribuèrent à former l'Union des progressistes turcs de France (Fransa Türkiyeli İlericiler Birliği - FTİB).

Ils affirmaient que, selon des informations en provenance de Turquie, le Parti ouvrier serait à nouveau fondé en Turquie après les élections et la proclamation de l'amnistie, avec un programme plus réaliste et s'adressant à de plus larges composantes de la gauche. C'est pourquoi ils s'opposaient aux efforts des sympathisants du TKP pour joindre la FTİB comme l'İTİB à l'ATTF.

Le 14 octobre 1973, le Parti républicain du Peuple (CHP) d'Ecevit remporta plus de sièges que le Parti de la Justice (AP) lors des élections qui furent organisées après la levée de l'état de siège le 26 septembre. Ceci renforçait la probabilité de reformation du Parti ouvrier de Turquie (TİP).

En Belgique, le nom du TKP était souvent mis à l'ordre du jour pour une raison particulière. Parmi les Belges qui soutenaient la Résistance démocratique se trouvaient, aux côtés des libéraux et des socialistes, des communistes. Le Parti communiste de Belgique jouissait d'un certain prestige dans la société belge en raison de son action dans la résistance lors de la Seconde Guerre mondiale et était bien représenté au parlement.

A l'époque, dans les pays dont provenaient les travailleurs migrants en Belgique, à savoir l'Espagne, le Portugal et la Grèce, toutes trois des dictatures fascistes, et l'Italie, une démocratie parlementaire, les partis politiques les mieux organisés étaient les partis communistes. Le nombre des communistes espagnols, portugais, italiens et grecs qui participaient aux festivités du 1er mai ainsi qu'aux festivités organisées par l'organe du PC belge, Le Drapeau Rouge, était supérieur au nombre de communistes locaux.

Une autre différence de la Belgique par rapport aux autres pays d'Europe est que les syndicats, outre leur mission de défense des droits des travailleurs, sont chargés de la distribution des aides sociales comme les indemnités de chômage. Le remboursement des frais médicaux en cas de maladie et les indemnités en cas d'incapacité de travail sont réglés non pas par l'office national de sécurité sociale, mais par des mutuelles qui suivent des lignes politiques parallèles à celles des syndicats : socialiste, chrétienne ou libérale. En conséquence, les travailleurs turcs immigrés en Belgique sont affiliés soit à la FGTB socialiste, à la CSC chrétienne, ou à la CGSLB libérale, ainsi qu'à la mutuelle qui s'inscrit dans la même ligne. En revanche, il n'existait pas un parti communiste au sein de



la communauté turque. Les communistes des autres communautés souhaitaient voir un parti frère dans la communauté turque.

Peu de temps après la visite de Velko, Muammer Derinöz et son épouse Marianne reviennent nous rendre visite pour nous dire qu'un ami de gauche qu'ils avaient en Turquie avait de sérieux problèmes, et qu'il fallait qu'il quitte le pays au plus tôt. Ils apportaient un passeport italien et une photo d'identité.

Nous le reconnûmes immédiatement : c'était Cihan Şenoğuz, autrefois membre du FKF, qui avait rejoint le groupe Partizan après les dissensions au sein du parti. Nous adaptâmes la photographie au passeport pour l'aider à fuir la Turquie. Le fume-cigarette souvenir qu'il nous apporta en cadeau figure encore en bonne place sur une rangée de notre bibliothèque.

Il fut un temps notre hôte à Bruxelles, et nous lui trouvâmes un logement qu'il partagea avec Ümit Ağca du TİİK, que nous avions aidé à obtenir l'asile politique en Belgique. Sa demande avait été agréée en deux mois. Il commença à travailler dans un supermarché, bientôt rejoint par son épouse, Zehra, arrivée à Bruxelles de la même manière que lui. Le couple réuni logea quelques jours chez nous puis s'installa à Saint-Josse.

Les formalités de reconnaissance de l'asile politique à Ümit, dont le nom d'emprunt était Esat, durèrent plus longtemps. Ümit souhaitait lui-même que personne ne sache qu'il se rendait autrefois de temps à autre en Palestine. Nous n'en parlâmes donc pas. Un jour, Ümit apparut, bouleversé, et nous dit :

- J'ai perdu mon sac !
- Y avait-il quelque chose d'important dedans ?
- Mais oui, bien sûr. Il y avait des photos de moi lors de l'entraînement au combat de guérilla en Palestine. Et si la police tombe dessus...

Fort heureusement, la police ne tomba pas dessus. Sa demande d'asile fut agréée, et il commença à travailler pour une entreprise de construction. Alors qu'il travaillait sur un toit, comme l'entrepreneur n'avait pas pris les mesures de sécurité nécessaires, il tomba de plusieurs étages et fut grièvement blessé. Il dut suivre des traitements des mois durant.

Fin 1973, à la demande de Bülent Tanör et de Yücel Sayman, nous aidâmes Cengiz Çandar et Melek Ulagay, qui venaient de Palestine, à obtenir l'asile politique aux Pays-Bas.

Dans nos relations avec eux, nous les appelions respectivement "Murat" et "Fatma la Chypriote". Ils furent tous deux très actifs dans la lutte contre la junte, avec Ahmet Kardam, réfugié comme eux aux Pays-Bas, qui suivait une ligne proche de celle de Mihri Belli.





Ahmet Kardam se trouvait depuis un certain temps déjà aux Pays-Bas comme réfugié politique. Son épouse, Filiz Kardam, s'était installée à Londres après avoir obtenu une bourse d'études. Elle y contribuait aux activités de l'İTİB conduite par Nihat Akseymen.

Ahmet Kardam prit contact avec moi, pour une raison qu'il exposa plus tard, en 2003, dans un message adressé à la TUSTAV en relation avec les « Lettres de Yörükoğlu » :

« Dans une lettre que j'ai écrite de Hollande à Mihri Belli le 24 octobre 1973, j'avais écrit :

« Le leader [Nihat Akseymen] avait dit [à Filiz] qu'il souhaitait rencontrer Mihri Belli... Je suis sûr que tu désirais t'entretenir avec eux. Une fois que la situation en Turquie sera un peu plus nette, que dirais-tu d'organiser cette rencontre sans trop tarder ? ... Je voudrais bien que tu parles à ceux d'Angleterre. Tu pourrais même revoir le Mouvement de résistance démocratique [Doğan Özgüden]. Ce serait bien que nous prenions l'initiative. Qu'en dis-tu ? »

Le 16 novembre 1973, Mihri Belli répondait ceci : « Tu me dis que les progressistes (l'İTİB) sont des sympathisants du TKP. Cela ne me dit rien qui vaille. Dans le conflit entre le TİP et le TKP, nous devons nous ranger inconditionnellement aux côtés du TİP. Le TİP est une partie de la gauche en Turquie. L'autre, non... Nous discuterons plus tard de l'éventualité de rencontrer les amis dont tu parles. Laissons cela de côté pour le moment. Selon moi, il est beaucoup plus important de se mettre en relation avec le Mouvement de résistance démocratique [Doğan Özgüden]. Le Mouvement de résistance, lui, a un véritable lien avec la réalité turque. »

Entre-temps, Nihat Karaman et son épouse, Maviye, avaient œuvré de manière magistrale pour fonder l'Union des travailleurs de Turquie en Hollande (Hollanda Türkiyeli İşçiler Birliği - HTİB). Cengiz, Melek et Ahmet avaient veillé à ce que l'organisation se développe de manière indépendante sur le plan politique.

*

Miro, le collègue de Maximilienne, étant arrivé à Bruxelles avec sa famille, nous passons les mois d'octobre et de novembre à chercher un logement, parallèlement à nos occupations habituelles. C'est le frère de Maximilienne, l'architecte Marc Brunfaut, qui travaille à l'Entraide socialiste qui nous vient en aide.

Nous hésitons à louer un appartement pour une longue durée car, en effet, Ecevit, qui a promis démocratisation et amnistie, semble sur le point de remporter les élections. Il serait donc possible de rentrer bientôt en Turquie.





Marc, qui s'occupe de l'accueil des hordes de réfugiés chiliens qui affluent en Belgique, nous dit :

- Êtes-vous devenus fous ? Disons que l'amnistie est proclamée en Turquie. Ils ne vont pas si facilement vous accueillir, après trois années de lutte en Europe. Et même si c'était le cas, ils ne vous laisseraient pas tranquilles. Il vaudrait mieux que vous poursuiviez quelques années encore ici, sans désespérer, la lutte que vous avez entamée.

Et d'ajouter :

- Installez-vous dans votre nouveau chez-vous. Nous entreprendrons ensuite sérieusement d'organiser les publications.

Nous finissons par trouver un petit appartement rue Puccini à Anderlecht. Nous sommes certes reconnus réfugiés politiques aux Pays-Bas, mais comme nous ne résidons en Belgique que provisoirement, l'appartement est loué au nom de Marc.

Tous nos amis se mobilisent pour nous trouver de quoi nous meubler. Gisèle nous dégote chez un antiquaire qui les a mis au rebut dans un grenier un lit et des fauteuils. Nous achetons deux ou trois petites choses aux Puces. Les armoires ne passent pas par l'étroite cage d'escalier. Julos accourt à notre aide et hisse les meubles par la fenêtre donnant sur la rue.

Et bien sûr Minouchka, le chat que Gisèle nous a apporté lorsque nous logions chez Maximilienne, et qui s'est immédiatement fait adopter par nous deux, déménage avec nous.

Nous logeons à notre nouvelle adresse comme hôtes de Marc, et nous n'avons pas de permis de séjour. Nous sommes forcés de faire attention à nos allées et venues ainsi qu'à nos visiteurs. Minouchka ne s'en soucie guère. Chaque fois qu'il en saisit l'occasion, il saute sur l'arbre devant la fenêtre et donne des concerts assourdissants pour tout le quartier. Ce n'est pas tout : il s'en prend aux chiens des voisins ; il revient quelquefois le soir embaumant la viande grillée, il s'est sûrement faufilé dans quelque cuisine pour s'y régaler.

Pour nous nourrir à peu de frais, nous allons le dimanche en autobus au marché du Midi, autour de la Gare du Midi.

Minouchka court après l'autobus puis, trop fatigué pour nous suivre jusqu'au bout, stoppe au milieu de la chaussée, non sans manquer de provoquer un embouteillage.

Je ne parle pas des nuits où il va se balader dans les rues et les parcs publics à pas d'heure, nous laissant morts d'inquiétude. Je suis obligé d'aller par les rues et crier devant les jardins des villas qui bordent le parc.

- Minouchka, Minouchka... Les rares passants, qui doivent croire que je suis un amoureux transi qui cherche sa bien-aimée et





a quelque peu perdu l'esprit, me jettent des regards apitoyés. Le chat apparaît enfin entre les fourrés et me suit en se dandinant.

Ce n'est plus tenable. Après avoir longuement hésité, nous le confions à la société protectrice des animaux. Le regard qu'il me lance au moment de la séparation, peiné par la trahison, m'empêche de dormir de toute la nuit. Le lendemain, nous reprenons la route de la SPA et payons pour reprendre l'animal que nous avions laissé la veille sans bourse délier.

*

Fin 1973 surgit une opportunité unique pour faire connaître la réalité de la torture en Turquie au niveau international. Amnesty International organise, le 10 décembre 1973 à Paris, une « Conférence internationale sur la torture ».

Quelque 70 ONG du monde entier et des délégués de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe et des Nations Unies participent à cette conférence. De la Turquie, personne. [manque passage]

Des artistes et intellectuels qui se prononcèrent à cette occasion contre les régimes tortionnaires, je me souviens de la chanteuse de folk américaine Joan Baez et du cinéaste d'origine grecque Costa Gavras.

La chanson "Where Are You Now, My Son ?" enregistrée avec en bruit de fond les bombardements de Hanoi par les avions américains, chanson de Joan Baez, qui avait pris fait et cause contre le militarisme des USA, était un des hymnes de la résistance à l'époque. La participation de la chanteuse à la conférence avait fait grand bruit.

Costa Gavras, qui avait recueilli un succès considérable avec Z et L'aveu, venait de terminer Etat de siège. La musique du film, composée par Mikis Theodorakis et interprétée par Los Calchakis était une vraie symphonie de la résistance.

A l'issue de la conférence, il était temps de dire définitivement adieu à Paris. Il était temps de se consacrer aux activités de restructuration à Bruxelles. Je prends donc congé de tous les amis avec qui nous avons lutté, dont nous avons partagé les jours difficiles, à commencer par Fahrettin Petek.

Je récupère les vieux ustensiles de cuisine et les couverts que nous avons laissé à la jeune fille qui avait repris l'appartement de la rue Dulong où nous avons vécu dans la clandestinité.

Je rencontre ensuite Jak Şalom à la Gare du Nord. Tout en nous remémorant les souvenirs doux et amers, nous emballons les couverts et ustensiles dans des journaux que nous avons achetés. Cela fait, nous nous faisons nos adieux.





J'étais en route pour Bruxelles pour de bon. Dans le compartiment de seconde où je me suis installé, il y a une jeune américaine. Elle ne connaît rien de l'Europe, ni des pays qui, comme la Turquie, sont exploités, écrasés sous l'hégémonie des États-Unis. Je lui explique ce qui se passe dans le monde. Elle est émue.

- Que puis-je faire à mon retour en Amérique ?

Je lui parle des groupes qui se sont formés aux USA contre la guerre au Vietnam, des mouvements de résistance des Noirs, d'Amnesty International et de la Ligue des Droits de l'Homme. Je lui conseille, si elle souhaite donner un sens à sa vie, de les contacter.

La jeune fille est enthousiaste. Elle note les noms que je lui donne. La porte du compartiment s'ouvre, c'est le douanier français. Il inspecte le compartiment. Son regard se pose sur mes paquets emballés de papier journal. Il doit s'en méfier, car il me demande de les descendre et de les ouvrir. Je m'exécute. Il en sort quelques casseroles et poêles cabossées au fond noirci.

La jeune fille est stupéfaite.

Concluant qu'il n'y a là rien de subversif, le douanier me dit de tout remballer.

Je refais les paquets avec les feuilles de journal plus ou moins déchirées et explique à ma compagne de voyage :

- Tout cela a une valeur sentimentale pour moi. C'est ce qu'il me reste d'un ami à présent disparu.

Nous reprenons notre conversation. Cette fois, c'est le douanier belge qui nous demande si nous n'avons rien à déclarer.

Je réponds que non, je n'ai rien à déclarer, mais son regard est attiré par mes paquets. Il m'ordonne de les descendre du filet et de les ouvrir.

Je m'exécute. Une nouvelle scène des Misérables se joue. La jeune Américaine ouvre des yeux ronds.

Le douanier s'en va. Je reprends l'exercice d'emballage. Sur ce, le train commence à ralentir. Nous approchons de la Gare du Midi.

J'arrive à Bruxelles, où je suis passé pour un jour il y a onze ans retour de Londres, et par où je suis passé il y a deux ans et demi en toute clandestinité.

*

Deux messages m'attendent à Bruxelles. Le premier, de Cengiz Çandar, que nous avons aidé à obtenir le statut de réfugié politique aux Pays-Bas...

Il évoque son opinion sur des projets politiques, et parle de sa situation personnelle :





« Fatma [Melek Ulagay] a trouvé une chambre en ville. Moi, j'ai trouvé une chambre dans une cité étudiante dans les faubourgs du nord de la ville, à dix minutes de la gare en autobus. Pour ce qui concerne l'asile politique, pas de progrès depuis l'entretien du 3 décembre. Mon dossier doit avoir été transmis au ministère. Je vais signer tous les lundis, comme il se doit. Le plus gros problème, c'est le travail. Il y aurait peut-être moyen de trouver quelque chose dans une usine grâce à des amis ouvriers... La situation financière, eh bien, c'est la faillite. Mon père va bientôt venir, cela va donc pouvoir s'arranger pour un moment. La situation de Fatma n'est guère plus brillante. Il en va de même pour nos autres amis. Et même si moi ou les autres pouvons de temps en temps voir notre situation s'améliorer, il va de soi qu'il n'est pas possible de continuer avec des mesures palliatives. On verra bien ce qui va se passer... ».

L'autre message venait de notre cher İlhan Koman.

Une partie des prévenus du procès des jeunes officiers de marine, dont Sarp Kuray fait partie, était réfugiés en Suède. Passionné par la mer et rebelle dans l'âme, İlhan les avait pris sous son aile protectrice, faisant tout pour leur venir en aide. Un de ces jeunes officiers avait disparu en haute mer alors qu'il travaillait sur un navire. On en ignorait les circonstances. Un complot politique ?

Je lui écrivis ceci le 14 décembre 1973 :

« Ô mon capitaine, mon vieux capitaine,

« J'ai vu les Karabuda à Paris en début de semaine. Ils m'ont salué de ta part. Ils m'ont aussi fait part de ta peine... Le maelstrom du fascisme aura donc englouti d'autres révolutionnaires que Deniz, Yusuf et Hüseyin... Je ressens une immense tristesse, mon capitaine. Mais qui sait, peut-être réapparaîtra-t-il un jour ? »

İlhan répondit :

« Je ne parviens pas à surmonter la perte d'Ayhan, mon capitaine. Il est perdu à jamais : il est impossible de survivre plus de trois minutes dans ces eaux... Je n'ai pas plus d'espoir pour la situation au pays, ni pour tout ce qu'il s'y passe. Un soi-disant retour à la démocratie, et ils vont à la pêche au leurre en eau trouble en attrapant tout le monde, en Turquie et à l'étranger. Pendus, blessés, emprisonnés par milliers, en avant, marche ! Et puis on boit un grand verre d'eau là-dessus et on recommence... On est de nouveau en hibernation. Je sais bien que nous sommes en pleine saison froide. La seule chose à faire est de conscientiser le prolétariat exporté, le préparer, le convaincre de renoncer à son rêve de changer de classe sociale. Ceci n'est faisable qu'avec l'ardeur de jeunes camarades comme vous. Des événements récents en Allemagne en sont la preuve... Nous sommes malheureusement bien éloignés les



uns des autres, et je suis bien faible. La vieillesse et la solitude y sont pour quelque chose. »

Peu de temps après, un coup de téléphone d'Allemagne : Mihri Belli en personne. Il est aussi un ami proche d'İlhan Koman.

Nous échangeons les politesses d'usage, puis il passe à la raison pour laquelle il nous appelle :

- J'ai entendu dire qu'il y avait moyen, en Belgique, d'obtenir un permis de conduire sans passer d'examen. J'ai un permis de conduire turc, puis-je venir en Belgique l'échanger contre un permis belge ?

- Comme je n'ai pas encore de voiture, je n'ai pas eu de problème de permis, et je ne suis pas au courant des formalités, mais je ne crois pas que l'on délivre de permis sans examen. A une certaine époque, cela en était le cas, mais il y a eu beaucoup trop d'accidents, et désormais il y a et un examen théorique, et un examen pratique.

- On m'aura mal informé. Mais même si ce n'est pas pour le permis, je voudrais venir en Belgique pour te voir. Nous avons beaucoup à nous dire. La Turquie est en pleine mutation. Il faut décider de ce que les révolutionnaires doivent faire dorénavant.

Je lui réponds que nous serons heureux de l'accueillir. Il arrive quelques jours plus tard. A part quelques heures de conversation en Turquie, nous ne nous connaissons pas vraiment. Son séjour à Bruxelles nous donne l'occasion d'entamer une chaleureuse amitié. Mihri était un précieux ami dont la conversation était un vrai plaisir grâce à son immense culture générale et son humour, assez rare dans les milieux de gauche.

Il accordait de l'importance au fait qu'İnci fut la nièce de Muzafer Tuğsavul Paşa, Gouverneur d'Izmir et personnage très apprécié à son époque, qui avait trouvé la mort dans des conditions mystérieuses peu après l'accession au pouvoir de Menderes.

A nos critiques sur l'attention excessive qu'il avait réservée aux militaires avant le coup d'Etat, il répondait :

- Que pouvais-je savoir, mon frère, des fils de colonels venaient nous voir chaque jour !

Et nous plaisantions :

- Des fils de colonels, fort bien, mais est-ce que les colonels venaient aussi vous voir ?

Nous avons visité Bruxelles de fond en comble ensemble. Un des endroits qui l'impressionne le plus est la maison d'Erasmus, à Anderlecht, le quartier où nous habitons. Le grand penseur, auteur de l'Eloge de la folie a vécu ici en 1521. Nous contemplons les manuscrits originaux, et nous admirons la créativité et la productivité de cet homme qui a vécu 450 ans avant nous. Quant à l'Eloge



Page de gauche: tableau figurant d:

Jeunesse révolutionnaire (Dev-Genç)

Parti-Front révolutionnaire de libération de la Turquie (THKP-C)

Armée de libération du peuple de Turquie

Armée de libération du peuple de Turquie (THKO)

Groupe de la revue prolétaire révolutionnaire Aydinlik

Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie (TIKP) et

Parti communiste de Turquie marxiste-léniniste (TKP-ML)

Groupe de la revue Ant

Résistance Démocratique de Turquie

Groupe de la revue socialiste Aydinlik

Groupe Mihri Belli

Groupe du Journal socialiste Parti du Proletariat

18 Haziran 1973

Karacasu Mehmet,

Haberini edittörden aldığım için
sana ayrıca yazmanın gereğini duyuyorum
şimdiye kadar.

Calquialarını izliyorum. Bunlar
sokaklarca calquialar. Fakat tezi
bütün ayrıntılarıyla asifa varmak
ve kamu opinion bu en önemli
konuda aydınlatılmalı bu noktada
devrimciğin ve justisyalizm'in en etkili
bir göstergesidir. Bu böyle olduğu için
ki kamu koca birer birer Türkiye
fajitleri.

En olarak elinize geçen
"Beyaz Kitap" da tarifler yaparak
sana sorup saymaları duple yolda
olduğumun bir yeri belirtmişler.

Alex halde sen de jüri üsüdü:
"Beyaz Kitap" = Türkiye'de faşist itidam
Arslan kuvvetlerini öldürdükleri
devrimcileri saf göstererek ledar,
12 Mart öcesi ziyası cinayetlerini

Lettre de solidarité
envoyée le 18 juin
1973 par Mihri Belli
après
la publication
du Livre blanc

Lettre du
sculpteur İlhan
Koman sur
la disparition
en mer du Nord
de l'un des
officiers de
marine
révolutionnaires
ainsi que sur les
développements en
Turquie.

Canım Dost.

Sanki geller var, diğersun mektubunda,
haberlerimden. Hakken var reis.
Ben diğersun gene belhiklik kalbimden
reine. Susmamın bir sebebi de bu.
Ayhanın kaybetme haymedemeden Reis.
Umudun kayıp, iş de bekledim fayda
yasanın imanıyın bu sularda kardas
Memleketin kati ve onunla ilgili bütün
hadiselerde daha umudlu değil vassalam
Bir sığınma demokrasize dönünce, bir
soru bulamk için yakasına düşündüleri
kem milletli tam alvami diğersun.
Osman asilms, kesken kesilms,
kılıncı vatanın kapışanelse de belms
ve samsada dese bopye diğersun
sogüksunlar iclamis bir hal var
Evliyay.
Bunarı agis dan agis vıcık le kopyudaklıms
bir halde

Haro sur Info-Türk

Le livre *Turquie : fascisme et résistance*, que j'avais écrit en anglais, fut publié en néerlandais chez Van Gennep avec une introduction du grand penseur hollandais Anton L. Constandse, sous le titre : *Turkije : Fascisme en Verzet*.

La maison d'édition publia en même temps un ouvrage du célèbre auteur sud-africain blanc Breyten Breytenbach, une des figures proéminentes de la résistance des Noirs d'Afrique du Sud, qui nous avait aidés lors de notre séjour à Paris. Ceci fut pour moi une véritable source de fierté.

C'est la première fois qu'un de mes livres était publié sous mon propre nom depuis mon article sur les violations de la liberté de la presse dans *Index* en 1973. La publication de ce livre était également extrêmement importante comme garantie des activités que je menais en Europe.

Nous pouvions désormais, İnci et moi, endosser des responsabilités au sein d'une institution légale, sous notre propre identité. Nous entreprîmes avec ardeur les formalités et autres pour la création de notre centre d'information. Nous hésitions entre Amsterdam, Bruxelles, Paris et Cologne. Notre choix se porta en définitive sur Bruxelles, centre de la Communauté économique européenne, bénéficiant de toutes les facilités de communication avec les capitales des pays voisins : la France, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Après les intenses discussions que nous eûmes tant avec les camarades qui avaient contribué aux activités de la résistance qu'avec nos amis belges sur la meilleure façon d'organiser une structure indépendante qui pourrait assurer des publications de la rédaction à la composition et de l'impression à la reliure, nous décidâmes de fonder une société coopérative.

Il fallait dès lors acquérir une machine à écrire IBM plus performante, une presse offset Gestetner pour imprimer des formats



Din A3 maximum, une caméra verticale pour réaliser les films offset, des machines pour plier les feuilles imprimées et effectuer les reliures à la colle chaude et enfin un massicot pour rogner les trois côtés de l'ouvrage relié.

La somme du reste des dons collectés dans le cadre de la résistance et des contributions effectuées par nos amis dans la mesure de leurs moyens ne nous permettait pas d'acheter comptant tout ce matériel. Nos amis juristes nous avaient précisé que les machines de composition et d'impression pouvaient être achetées à crédit à long terme et sans acompte par une nouvelle société coopérative. Nous allions financer l'achat des machines et les frais quotidiens en faisant des travaux d'imprimerie pour des ONG européennes, voire même pour des sociétés commerciales.

Nous louâmes pour la coopérative une partie du 561, chaussée de Ninove à Anderlecht : les bureaux au rez-de-chaussée avec l'atelier de photographie et offset, l'imprimerie au sous-sol.

La coopérative avait pris pour nom *Coodiff* pour "Coopérative de diffusion et de publication".

En parallèle fut fondée une agence de presse qui fut dénommée *Info-Türk*.

Les fondateurs de la coopérative étaient, à part moi, İnci, Nurkalp Devrim et Muammer Derinöz pour les Turcs, l'architecte Marc Brunfaut, le musicien-poète wallon Julos Beaucarne, le Secrétaire général de l'*Association belge des Juristes démocrates* Jacques Bourgaux, des amis belges et la cinéaste hollandaise Hélène Dewitt.

Dans la répartition des tâches, je me chargeai des travaux de rédaction et de composition. A İnci incombaient tous les aspects techniques du travail d'impression : mise en page, préparation des plaques offset, impression proprement dite et reliure. A Muammer revenait la tâche de l'aider dans le travail d'impression.

Nurkalp se chargea des relations extérieures de la coopérative, de sa correspondance et de sa comptabilité. Nurkalp avait un excellent français et avait suivi de très bonnes études. Sa famille l'avait envoyé en Belgique après le coup d'Etat du 12 mars pour éviter qu'il n'ait des problèmes en Turquie.

Nous avons eu un bon contact avec le père de Nurkalp lorsque celui-ci était venu rendre visite à son fils en Belgique. C'était à l'époque où nous étions en pleins travaux de fondation de la coopérative. Et son père et le Dr Gençay Gürsoy, qui le connaissait bien et qui était également de passage à Bruxelles au même moment, insistèrent pour intégrer Nurkalp dans la coopérative dans le but de stabiliser son existence en Belgique.

Hélène Dewitt était devenue membre de la coopérative pour



contribuer aux films, disques et cassettes qui feraient partie des productions de *Coodiff*. Nous lui avons procuré notre aide active lorsqu'elle réalisait son documentaire *Démocratie Alla Turca*, en écrivant son scénario et en lui fournissant une certaine quantité de matériel visuel. La première version du documentaire en néerlandais avait été projetée sous le nom de *Mouvement de la Résistance démocratique*. Nous avons décidé ensuite d'en faire les versions turque, française et anglaise.

Bige Berker, qui étudiait le cinéma à l'*Insas* à l'époque s'en chargea avec grand dévouement. Non seulement elle se servit de l'atelier de montage de l'*Insas*, mais elle contribua fortement au doublage des versions anglaise et française.

Après la fondation de la coopérative, en devinrent membres : Maximilienne Brunfaut (Belgique), Ergün Sönmez, Monique Sansonnens, Nurettin Tekindor, Metin Gür, Özdemir Başargan, Elisabeth Wigger (Allemagne), Barbro Karabuda, Güneş Karabuda, Arslan Mengüç, Zülfü Livaneli (Suède), Jak Şalom, Ataol Behramoğlu, Ercan Eyüboğlu, Raşit Kaya, Necmiye Alpay, Feridun Aksın, Nevhiz Aksın, Mustafa Torun (France), et Bekir Çağlar (Grande-Bretagne).

*

La participation de Zülfü Livaneli à l'entreprise mérite d'être narrée. C'était au moment où le téléphone sonnait sans arrêt, au retour d'Italie, lorsque le coup d'Etat survenu au Chili secouait la Belgique.

Un soir, Gençay Gürsoy appelle de Norvège pour échanger des vues sur nos activités antifascistes communes. Au moment de raccrocher, il ajoute :

- J'allais oublier : un jeune ami vient d'arriver de Turquie. Il interprète merveilleusement des chants de résistance populaires.

- Qui est-ce ?

- C'était un des associés des éditions *Ekim* en Turquie. Il a été arrêté après le 12 mars. Nous l'avons fait venir en Norvège et nous l'avons fait passer à la radio. Il est en Suède pour sa demande d'asile. Il pourrait servir pour de nouvelles publications ou pour des soirées de solidarité.

- Gençay, ne le prends pas mal, mais après l'aventure de la soirée de solidarité à Amsterdam, où Rahmi nous a laissé tomber, je suis un peu refroidi. Et je me souviens des éditions *Ekim* : ils publiaient des ouvrages révolutionnaires, puis ils ont glissé vers *Sexus, Plexus, Nexus*.

- Moi, j'ai bien aimé ses chansons. Je t'envoie une cassette. Il voudrait entrer en contact avec vous. Parle-lui si tu le veux bien.



La cassette arriva, fut écoutée, et nous plut, mais nous ne donnâmes pas suite.

Quelques mois plus tard, je me rendis en Suède dans le cadre des activités de fondation de la coopérative. Nous étions en grande conversation avec les Karabuda. On sonna à la porte. C'était Zülfü Livaneli. Nos hôtes étaient aussi étonnés que nous. On lui avait sans doute parlé de ma venue en Suède, mais une rencontre n'avait pas été prévue.

J'expliquais la coopérative aux Karabuda. Zülfü intervint soudainement :

- Ne songez-vous pas à éditer des disques ou des cassettes ?

Je lui répondis que ce n'était pas au programme de nos travaux pour le moment.

- Je suis sûr que des cassettes de chansons populaires marcheraient bien, poursuivit-il. On a besoin de cassettes de chansons folkloriques soigneusement sélectionnées, avec une brochure documentée qui en explique la source, l'évolution et le contenu. Si vous le voulez, je peux préparer ce type de cassette sur le folklore de Turquie et des pays voisins, pour votre coopérative.

Et d'ajouter :

- Les chansons que j'ai moi-même collectées ou composées et interprétées sont déjà sur cassette. Les cassettes passent de main en main. Certaines chansons sont passées sur la radio norvégienne. Nous pouvons aussi faire un 33 tours, si vous voulez.

Je répondis que j'en parlerais avec les autres responsables de la coopérative à mon retour à Bruxelles.

Début 1974, une soirée de solidarité avec la Turquie fut organisée à Bruxelles. Nous y invitâmes Zülfü pour le faire connaître auprès des amis en Belgique, et pour qu'il puisse les informer sur sa proposition de disque et de cassette.

Dans le courant d'une conversation que nous eûmes à l'occasion des deux nuits qu'il passa chez nous, nous évoquâmes ensemble ses activités d'éditeur en Turquie. İnci lui demanda ce qu'étaient devenues les éditions Ekim. Sa réponse nous surprit :

- Je n'ai rien eu à voir avec les éditions Ekim.

İnci était stupéfaite. En effet, elle avait vu de ses propres yeux Zülfü et son associé, Akay Sayılır à plusieurs reprises aux éditions *Ant*, négociant avec Tilda après que nous ayons publié les œuvres de Yaşar Kemal pour distribuer celles-ci à Ankara.

Je n'étais pas moins étonné. Zülfü était de ceux qui avaient répondu, au nom de *Ekim*, aux questions de *Ant* dans une série que nous avions consacrée aux problèmes des maisons d'édition révolutionnaires. Le reportage était d'ailleurs illustré d'une photographie où Zülfü figurait aux côtés d'Akay.





Je retrouvai le numéro de Ant où se trouvait ce reportage, et le lui montrai.

- Ah, c'est cela. Non, mais non, ce n'est pas moi. C'est mon frère. On nous confond toujours...

Je pense qu'il était dérangé par les critiques qui avaient fusé dans les milieux de l'édition révolutionnaire à la suite de la publication de *Sexus, Plexus, Nexus*, et qu'il craignait que cela ne freine l'évolution de sa carrière alors qu'il se lançait dans la musique révolutionnaire.

Nazım Alfatlı, qui assurait l'émission en langue turque de Radio Liège, avait amené Lütfü Gültekin à la soirée de solidarité. Les auditeurs bruxellois firent la connaissance de Lütfü et de Zülfü le même soir.

Julos vint nous voir alors que Zülfü était chez nous. Rencontrer un musicien turc le transportait d'enthousiasme. Il sortit sa guitare de sa voiture et se lança avec Zülfü dans un dialogue chanté absolument extraordinaire. Julos répète les chansons de Zülfü avec sa guitare, Zülfü répète les chansons de Julos avec son saz, saz et guitare s'harmonisant de temps à autre. Ce fut une soirée pleine d'émotion.

Julos invita Zülfü à Tourinnes-la-Grosse et dans d'autres localités de Wallonie. Il organisa un concert spécial à Ecaussinnes, sa ville natale. Nurkalp Devrim se chargea de l'interprétation des chansons de Zülfü en français, et assura la liaison turc-français/français-turc lors des questions-réponses.

C'est à l'occasion de cette visite que nous décidons d'éditer le premier disque de Zülfü *Chants révolutionnaires de Turquie (Türkiye'den Devrimci Türküler)*. Zülfü, qui promet de confectionner d'autres disques et cassettes de musique folklorique, devient membre de la coopérative.

Les *Chants révolutionnaires de Turquie* nous demandent un travail considérable, plus important que pour n'importe quelle autre publication, et nécessitent de plus gros investissements. Ici se charge de la composition de la pochette, faces extérieures et intérieures du 33 tours en trois langues. Le dessin en couleur de la pochette est, à la demande de Zülfü, un dessin de Rauf Alazan, qui vit en Suède.

Zülfü, qui signe sa correspondance Ömer Zülfü Livaneli, supprime le "Ömer", pensant que ce prénom pourrait indisposer les Alévis. Il commence donc à se faire appeler Zülfü Livaneli et son nom sur la pochette du disque est imprimé sans "Ömer".

L'enregistrement est réalisé dans des studios suédois ; c'est notre ami Marcel Croës, le critique d'art belge, qui nous aide pour la gravure du disque.



Deux mille pochettes ont été imprimées en Suède, mais nous ne parvenons à graver que 1000 disques, les possibilités matérielles nous faisant défaut. Si les mille premiers disques se vendent, nous pourrions en graver mille autres.

Il nous a fallu quelques années pour vendre ces mille disques. Il était impossible de l'introduire légalement en Turquie, le Conseil des ministres ayant interdit toute introduction de nos publications dans le pays. Ont pu entrer en Turquie, à l'occasion des vacances, les quelques exemplaires achetés par des travailleurs et des étudiants.

Quelque temps après, la plupart des chansons de ce disque firent un tabac sous forme d'éditions pirates de disques et de cassettes qui brisèrent les records de vente. Les pochettes étaient ornées d'un portrait aux épaisses moustaches qui ne ressemblaient guère à Zülfü. Ce dernier était furieux; et il y avait de quoi.

L'amnistie venait d'être proclamée; et de nombreux réfugiés qui ne tombaient pas sous le coup d'une accusation relevant de l'article 140 du Code pénal avaient commencé à rentrer en Turquie. Comme İnci et moi-même, Zülfü risquait d'être arrêté à son retour en Turquie dans le cadre de l'article 140 du Code pénal turc parce que son nom figurait dans une publication frappée d'interdit.

La relation qu'il avait établie avec Turan Güneş qui accompagnait Ecevit à l'occasion d'une visite à Stockholm l'avait encouragé à envisager le retour. Zülfü avait convié Turan Güneş chez lui et ils avaient conversé et chanté ensemble jusqu'au petit matin.

Dans une lettre datée du 21 octobre 1974, il racontait ceci :

« Des amis sont rentrés d'ici en Turquie. Il paraît que leur situation est tout à fait satisfaisante. Moi aussi, je voudrais profiter d'une atmosphère politique appropriée pour rentrer. Mais pour cela, il me faut, comme nous en avons déjà parlé, un document incontestable qui prouve que la sortie du disque correspond avec la période de l'amnistie, soit janvier 1974. Impossible de rentrer sans cela. C'est mon plus important problème pour le moment. Comment faire ? Je serais heureux que tu me fasses très vite part de ton avis sur la question. »

Sur ce, je consultai Marc, le président de la coopérative. Je lui exposai la question et insistai sur le fait qu'il fallait établir un document antidaté pour que Zülfü puisse rentrer en Turquie sans encombre. Un nouveau contrat fut rédigé et daté du 28 janvier 1974, signé par Marc et expédié à Zülfü.

Grâce à ce nouveau document, Zülfü put prouver son innocence pour la période d'après le 1^{er} avril 1974. Il obtint un passeport turc et rentra en Turquie en 1975.

Il écrivit une lettre le 16 juin 1975, avant son départ :



« Vous, vous avez une occupation, un combat à mener. Vous continuez à le mener, dans les conditions les plus pénibles. Mais nous ? Nous vivons sous la chape que la social-démocratie suédoise a jetée sur nous. Nous entrons dans la troisième année ; les jours sont semblables à des grains de chapelet, ils se suivent et ils se ressemblent. Le mieux est probablement de prendre tous les risques et de rentrer au pays. ... Après tant de temps à l'étranger, on se sent assis entre deux chaises ? J'en suis arrivé à ne plus pouvoir jouer de mon saz. Je suis devenu maladroit dans tout ce que je fais. »

Sa lettre donnait à penser qu'il renonçait à ses engagements politiques, et qu'il avait l'intention de se consacrer à sa carrière musicale.

Quand nous l'avons rencontré pour la première fois en 1974, Zülfü était un ardent partisan de Kıvılcımlı. Il disait qu'au-delà de ses performances musicales, il s'était fixé pour mission d'assurer la formation en Europe d'une organisation fondée sur les idées de Kıvılcımlı.

Il avait inclus la chanson de Dede Sultan dans son premier disque en hommage au Dr. Hikmet Kıvılcımlı. D'après ce qu'il disait, il était, avec Fuat Fegan, un des deux disciples préférés du Dr. Hikmet Kıvılcımlı, comme Börklüce Mustafa et Torlak Kemal étaient les disciples de prédilection de Şeyh Bedrettin.

J'avais rencontré Fuat Fegan lors de mon voyage en Grande-Bretagne en 1973. Il avait un gros problème : en tant que Chypriote, il avait un passeport britannique, mais la police anglaise lui refusait le séjour dans l'île. Il m'avait demandé comment lutter dans ce domaine sur le plan international. J'avais consulté Bülent Tanör et des juristes européens et lui avais communiqué certaines informations. Je n'avais pas reçu de réponse, et j'ai perdu sa trace par la suite.

Dans la dernière lettre que j'ai reçue de Zülfü, datée du 16 juin 1975, il se plaignait des divisions survenues dans l'entourage du Docteur :

« Dans notre groupe, il n'y a que Vasıf Öngören qui soit content de son sort. Tu m'as envoyé le journal *Sosyalist*, je ne sais pas si j'y ai fait écho. On a l'impression de lire un conte incroyable. Deux amis qui ont fui à l'étranger avec le Docteur se disputent. Ils se traitent de traîtres. L'un dit *Parti ouvrier socialiste de Turquie (Türkiye Sosyalist İşçi Partisi - TSİP)*, l'autre, *Parti de la Patrie (Vatan Partisi)*. ... L'un ne vaut pas mieux que l'autre. Quand je vois les journaux, j'ai l'impression de lire une "Histoire des Ordres et des Sectes". »

La mission de Mustafa Börklüce ou de Torlak Kemal avait pris fin.



A l'époque où nous préparions l'édition du disque de Zülfü, une mode nouvelle sévissait en Europe. Le groupe suédois *Abba* avait remporté le Concours Eurovision de la chanson en avril 1974. C'était une véritable hystérie. Nul n'ignorait que le sens aigu des relations publiques du groupe faisait autant merveille que son talent musical et son don pour la scène. Zülfü, qui vivait dans le même pays, suivait attentivement la performance du groupe *Abba* dans ce domaine.

Quand il fut retourné en Turquie, nos relations prirent fin. Nous avons suivi sa progression fulgurante vers la célébrité par ce que nous en racontaient des amis qui allaient en Turquie. Pendant des années, il préféra ne pas mentionner son premier disque édité en Belgique.

Dans une nouvelle signée Stelyo Berberakis publiée le 24 mars 1983, après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, Zülfü répondait ceci à la question des journalistes posée lors d'une conférence de presse à Athènes, de savoir s'il « était un réfugié politique au même titre que Yılmaz Güney, Melike Demirağ et Şanar Yurdatapan » :

- Je ne suis pas un compositeur à tendance politique comme Théodorakis. Je ne suis pas un réfugié politique. Je voyage avec un passeport de la République de Turquie. Je rentrerai en Turquie en été après avoir terminé quelques affaires en Europe. Contrairement à ce que l'on croit, beaucoup d'artistes intellectuels tures, comme Ruhi Su et Timur Selçuk, ne sont pas interdits en Turquie.

Des artistes cités dans l'article, Yılmaz Güney est décédé en exil en 1984, Ruhi Su est décédé à İstanbul en 1985 parce que le régime du 12 septembre ne l'avait pas autorisé à se faire soigner à l'étranger... Şanar et Melike ont continué à mettre leur talent artistique et musical au service de la lutte contre la junte en se produisant dans de nombreuses villes de nombreux pays, jusqu'en 1991, date de leur retour en Turquie.

*

Les quatre premières publications que nous allions réaliser à part le disque de Zülfü furent « *Mustafa Suphi, son combat et ses pensées* » (*Mustafa Suphi, Kavgası ve Düşünceleri*), le « *Sur le Marxisme* » de Lénine (*Marksizm Üzerine*), un « *Album d'affiches de la résistance* » (*Direnış afişleri albümü*), collection d'affiches de la période d'après le 12 mars sélectionnées dans les archives du Mouvement de la résistance démocratique, ainsi que le « *Programme commun* » (*Ortak Program*) du Parti communiste et du Parti socialiste français alliés pour les élections en France.

La réalisation de ces publications était un événement considérable, non seulement pour les lecteurs originaires de Turquie en



Europe, mais aussi pour les lecteurs en Turquie, privés de publications révolutionnaires depuis deux ans.

Il nous avait fallu consentir un investissement matériel non négligeable pour le disque de Zülfü, mais les quatre autres publications furent le fruit d'un véritable travail de militant. Il n'existait pas en Belgique d'imprimerie qui puisse composer en caractères turcs. Nous réalisions tous les travaux de composition sur la machine IBM à boule, dotée de caractères turcs. Pour donner aux livres leur aspect de produit professionnel avec justification à gauche et à droite, il fallait quelquefois composer à deux ou même trois reprises le même texte en ménageant un espace entre les mots.

İnci travaillait nuit et jour à préparer les plaques offset dans une vieille cuisine convertie en chambre noire, puis à effectuer le travail d'impression sur une Gestetner de bureau, format maximum Din A3. Trier des milliers de pages, rogner de trois côtés des livres reliés avec une machine de bureau plutôt primitive était un modèle de production réellement artisanale.

Les deux années de résistance démocratique nous y avaient fort bien préparés.

Pourquoi avoir choisi « *Mustafa Suphi, son combat et ses pensées* » (*Mustafa Suphi, Kavgası ve Düşünceleri*) ?

La première raison en était que bien que je n'aie jamais été membre du parti communiste, Mustafa Suphi, son combat et ses pensées avaient fortement influencé ma vie et mon combat dès 1952, d'abord en tant que journaliste et syndicaliste, et ensuite comme membre du *Parti ouvrier de Turquie* (TİP). C'est ce que j'ai écrit dans le premier volume de l'ouvrage.

Ce poème, chanté de sa voix forte par Ruhi Su, pour un petit cercle d'amis :

*Du sel sur mes blessures,
elles saignent encore
Ensommeillés déjà,
les yeux clairs vont se clore
A mes côtés,
Suphi Nejat glisse dans la mort
Et dans la mer balance
la moitié de mon corps.*

Mustafa Suphi, grand penseur, homme d'action... Mustafa Suphi, le révolutionnaire... Mustafa Suphi, le journaliste qui publia *İfham* (L'Information) en 1912, et, après la Révolution d'octobre, à Moscou, avec les révolutionnaires tatares et bachkirs, le premier journal communiste turc, *Yeni Dünya* (Le Monde nouveau)...





Lorsqu'Ataol Behramoğlu, notre compagnon de lutte contre la junte à Paris en 1971, décida de se rendre à Moscou, nous le priâmes de nous en rapporter tout ce qu'il pourrait y trouver sur Mustafa Suphi. Nous n'avions en effet rien d'autre en notre possession parmi les publications du TKP parvenues en Europe qu'un bref communiqué publié dans le numéro de janvier 1971 de *Yeni Çağ* (Ere nouvelle).

Ataol revint de Moscou juste au moment où nous commençons à mettre sur pied les publications d'*Info-Türk. Sur le Marxisme*, de Lénine, et la traduction en turc du *Programme commun* de la gauche française étaient en voie de composition. Ataol nous rapportait les photocopies du « 28 janvier 1921 » (*28 Kanunisanı 1921*), enregistré à la Bibliothèque Lénine sous le n° d'inventaire 3v 15-11-134.

Nous décidâmes immédiatement de publier le texte en deux volumes. Le problème était que l'ouvrage était écrit en caractères arabes et aucun d'entre nous n'était capable de le lire. Heureusement, le père d'İnci, Burhan Tuğsavul était en visite chez nous à la même époque. Nous pûmes nous mettre au travail sans tarder.

Burhan Bey lit lentement, je prends note en sténo. J'enregistre les passages déjà déchiffrés pour avoir plus de clarté ensuite. La transcription du livre en alphabet latin et la préparation à la composition à l'aide de l'IBM à boule nous prend le temps record d'une semaine à dix jours, si je me souviens bien.

Le premier volume du livre « *Mustafa Suphi, son combat, sa pensée* » (*Mustafa Suphi, kavgası ve düşünceleri*) comptait 100 pages. Il comportait un texte de Y.N. Rozaliev sur Mustafa Suphi ainsi que des textes et discours de Mustafa Suphi tirés du livre de Moscou.

Pour faciliter la compréhension des textes ottomans, un glossaire ottoman-turc avait été annexé au livre.

*

Les statuts de la Coodiff furent publiés au Moniteur belge, et la coopérative commença à fonctionner le 1^{er} mai 1974. Bien qu'İnci et moi figurions parmi les membres fondateurs et les dirigeants de la coopérative, notre statut personnel n'était pas encore complètement légal du point de vue des autorités belges.

J'avais obtenu un laissez-passer au nom de l'agence *Info-Türk* pour suivre les conférences du ministère des Affaires étrangères, mais ce n'était que provisoire. Je ne pouvais séjourner en Belgique que pour des périodes limitées, en qualité de touriste.

Puisque nous avons fondé une coopérative qui allait contribuer



à la vie économique du pays, si peu que ce soit, nous nous sommes adressés aux autorités compétentes pour obtenir permis de séjour et permis de travail en tant que réfugiés politiques des Pays-Bas. Ceci fut le départ d'un processus particulièrement stressant.

Dans des conditions normales, nos demandes auraient dû recevoir une réponse immédiate. Il était en effet impossible de trouver en Belgique à l'époque un professionnel détenteur d'un permis de travail qui puisse composer sans erreur des textes turcs sur n'importe quelle machine et assurer leur mise en page.

Certains d'obtenir l'autorisation requise, nous nous mîmes à travailler jour et nuit. Mi-mai, le gouvernement de coalition Ecevit-Erbakan fit passer au parlement la loi d'amnistie que l'on attendait depuis des mois. L'amnistie avait certes été proclamée, mais les députés islamistes du parti d'Erbakan avaient voté, contre toute attente, contre l'amnistie des hommes et des femmes de gauche condamnés en application des articles 141 et 142 du Code pénal.

Ce qui était encore plus important pour nous, c'est que le parti d'Ecevit n'avait prévu aucune amnistie pour ceux qui, comme nous, étaient recherchés pour « activités contre l'Etat turc à l'étranger », comme indiqué dans l'article 140 du Code. Il nous était donc impossible, comme ceux qui se trouvaient dans la même situation que nous, dont les noms étaient cités dans les publications du Commandement de l'Etat-major général et de la Présidence du Conseil et avaient été prononcés devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe par des députés du Parti de la Justice (AP) et du Parti républicain du Peuple (CHP), à commencer par Turhan Feyzioğlu, de bénéficier d'une quelconque amnistie.

La Cour constitutionnelle recala cette loi d'amnistie. Les inculpés et condamnés dans le contexte des articles 141 et 142 furent introduits dans le cadre de l'amnistie mi-juillet. Les libérations suivirent. L'article 140 n'étant toujours pas couvert par l'amnistie, rien ne changeait pour nous. Il allait falloir rester en Europe comme réfugiés politiques.

Toutefois, la libération des prévenus et des condamnés en application des articles 141 et 142 du Code pénal, et la levée des interdictions politiques qui pesaient sur eux allait fortement influencer nos perspectives de travail.

Nombre de nos amis réfugiés en Europe, sur qui ne pesait pas l'hypothèque de l'article 140, allaient pouvoir rentrer en Turquie. Ces retours réduisaient considérablement le nombre des résistants présents en Europe.

La possibilité de réorganiser les partis de gauche en Turquie allait également influencer sur les débats qui avaient lieu depuis un certain temps déjà en Europe sur la réorganisation de la gauche.



Certains amis du *Parti ouvrier de Turquie (TİP)*, sans attendre la décision de la Cour constitutionnelle, avaient d'ores et déjà fondé le 22 juin 1974 un parti dénommé *Parti socialiste ouvrier de Turquie (Türkiye Sosyalist İşçi Partisi - TSİP)*.

On disait qu'une importante partie des dirigeants du TİP fermé après le coup d'Etat du 12 mars, à commencer par Behice Boran, allaient fonder un parti portant le même nom.

Les amis se trouvant à Paris, et qui avaient d'étroites relations avec les camarades à Ankara, disaient que le parti serait fondé dans un très proche avenir.

Les fondateurs du TSİP ayant agi plus rapidement, et ayant réussi à fonder la première organisation légale à œuvrer sur le même terrain, le nouveau TİP ne pourrait plus avoir le privilège d'être le seul parti socialiste en lice, aussi guéri des erreurs et des attitudes dédaigneuses du passé qu'il puisse être. On attendait d'ailleurs que Mehmet Ali Aybar, le premier président du TİP, ainsi que le groupe de Mihri Belli créent rapidement leurs propres partis.

Un autre facteur encore plus important était que *le Parti communiste de Turquie (TKP)*, qui n'avait été présent d'aucune manière en Turquie depuis des années, avait réussi à drainer les sympathisants du TİP et des autres groupes de la gauche, victimes de la terreur d'Etat, vers ses organisations-sœurs grâce à ses publications et ses émissions de radio. Il n'était pas impensable que le TKP, qui avait soutenu le TİP par le passé, fasse fi des partis qui allaient se former en Turquie en dépit de toutes les difficultés posées par les lois, et procède à sa propre formation.

*

De fait, début 1974, peu de temps après que Velko nous ait parlé des projets de réorganisation du TKP, des changements intervinrent dans le cadre supérieur du parti à Berlin : on apprit que Yakup Demir, souffrant, s'était retiré de son poste de Secrétaire général, laissant İsmail Bilen —« İsmail le Laze »— prendre les rênes du parti.

Des membres du TKP intensifiaient leurs contacts pour recruter au bénéfice du parti des partisans du TİP désormais dépourvu de structure, des partisans de la Jeunesse révolutionnaire (Dev-Genç et même des sympathisants de Mihri Belli et de Hikmet Kıvılcımlı. Entre-temps nous parvenaient des informations sur le développement de l'organisation en Turquie même.

En ces jours d'incertitude, avant la proclamation de l'amnistie, arriva à Bruxelles un nouveau candidat réfugié : Veysi Sarısözen, un des anciens dirigeants de la FKF. Lorsqu'il atterrit en



Belgique, nous comprîmes quelle était la mission de Cihan Şenoğuz que nous avons aidé à venir se réfugier en Belgique avec son épouse en leur procurant des passeports : Veysi les avait envoyés en Europe pour y ménager les possibilités et le climat favorables à son arrivée.

Cihan s'en explique dans un témoignage envoyé à la TÜSTAV le 11 août 2003 : « Ma mission en me rendant à l'étranger était d'organiser l'arrivée prochaine de Veysi (Sarisözen), de lui préparer un point de chute et de procéder aux contacts et enquêtes nécessaires à cet effet. La raison pour laquelle nous nous sommes tournés vers l'étranger était de prendre contact avec le mouvement communiste international à la ligne idéologique duquel nous adhérons et avec le TKP, partie de ce mouvement, que nous considérons comme représentant de celui-ci en Turquie. Dans ce contexte, je me suis efforcé de ménager les conditions qui me permettraient d'assurer ma subsistance et d'autre part, j'ai pris contact avec Nurkalp Devrim, qui se trouvait en Belgique, que nous connaissions déjà depuis l'Université et le TİP, et avec qui nous avons gardé des liens au sein du groupe Partizan, ainsi qu'avec İnci et Doğan Özgüden, réfugiés politiques à Bruxelles ».

Nurkalp Devrim, qui n'avait émis aucun commentaire à l'arrivée de Cihan, s'inquiéta à l'annonce de la venue prochaine de Veysi. Il disait : « Une fois qu'il sera là, la Belgique sera sens dessus dessous. Je suis inquiet... »

Nous fîmes avec Veysi ce que nous avons fait avec Cihan, nous l'avons accueilli avec la plus grande bienveillance. Nous le connaissions depuis la Turquie, il avait écrit plusieurs fois dans *Ant*, son nom figurait, comme le mien, dans la liste des prévenus du simulacre de procès du TKP au lendemain du 12 mars, mais il n'avait pas été arrêté.

Quand nous lui demandâmes si le moment était opportun pour quitter la Turquie, étant donné l'imminence de l'amnistie, il cita des leaders du TKP vivant en exil et dit ce qu'il répéta plusieurs fois par la suite : « Tant qu'il ne se produit pas de changement radical en Turquie, nous sommes condamnés comme eux à un long exil... »

Discutant des problèmes de la Turquie, il coupait court en disant : « Il n'y a pas besoin de se préoccuper de cela... Le Parti communiste soviétique a des cadres d'élite et des instituts qui effectuent des études scientifiques non seulement pour l'URSS, mais pour tous les pays du monde. Il suffit de suivre les émissions soviétiques. »

Cihan n'en avait pas parlé précédemment, mais il était évident que Veysi essayait d'entrer au plus vite en contact avec le TKP.



Ahmet Kardam le confirme dans ses mémoires relatives au processus de formation du TKP que j'ai évoquées plus haut : « C'était au cours du premier trimestre de 1974. Nous nous étions rendus pour quelques jours à Bruxelles, Cengiz Çandar, Filiz Kardam et moi-même pour y rencontrer Doğan Özgüden. Nous allions parler avec lui de l'amnistie qui se profilait de plus en plus sérieusement; et de la question du retour en Turquie. Doğan nous présenta Nurkalp Devrim. Celui-ci nous emmena quelque part pour nous présenter trois réfugiés arrivés de fraîche date. C'est là que j'ai rencontré Cihan Şenoğuz pour la première fois. Je connaissais Veysi Sarısözen depuis la Turquie. Je ne me souviens pas du tout pourquoi Nurkalp nous avait conduit dans cette maison, ni de quoi nous y avons parlé. D'ailleurs, je n'y avais accordé aucune importance. Je comprends à présent que le groupe Partizan était venu pour prendre contact avec le TKP et qu'ils attendaient. Il était évident qu'ils attendaient quelque chose, mais il ne m'était pas possible de comprendre quoi. »

Un autre aspirant au TKP qui nous rendit visite à l'époque fut Nihat Akseymen, le dirigeant de l'İTİB qui allait prendre le pseudonyme de Yörükoğlu dans le parti.

Nous avons rencontré Nihat lors de notre voyage à Londres dès que nous avons pu échapper à la clandestinité, mi-1973. Nous avons correspondu et échangé des publications depuis.

Aux premiers mois de 1974, Nihat fit savoir qu'il voulait venir me voir à Bruxelles avec quelques camarades. Ils arrivèrent avec un énorme tout-terrain. Je ne me souviens pas bien qui étaient les autres.

Nihat dit qu'en passant par la Belgique pour se rendre aux Pays-Bas, il avait attendu des heures à l'adresse que je lui avais donnée pour essayer de nous rencontrer.

- Cela c'est sûr. L'adresse que je t'ai donnée, ce n'est pas l'adresse d'un domicile, c'est l'adresse d'une boîte postale. Tu aurais pu attendre des jours entiers. Dis-moi, pour autant que j'aie cru comprendre à la lecture de vos publications, vos actions auprès des travailleurs en Grande-Bretagne vont bien. En Turquie, on parle d'amnistie... Qu'est-ce que tu vas faire maintenant ?

- Nous nous sommes lancés dans une fameuse entreprise, me confia-t-il. Nous allons visiter un certain nombre de villes. Nous entamons un grand travail d'organisation qui concerne aussi la Turquie. Et vous, que comptez-vous faire ? Nous pourrions faire de grandes choses, ensemble.

Je lui parlai alors de notre création d'un centre d'édition à Bruxelles et de notre projet d'imprimer en Europe les livres de gauche impossibles à éditer en Turquie.





J'évoquai la publication de la traduction du programme commun de la gauche française. Il fit grise mine.

- Vous n'auriez pas pu choisir quelque chose de plus communiste ?

- Le Parti communiste italien a des documents importants. Inspirés de Gramsci... Nous pourrions les publier.

Il eut cette réaction :

- Le Parti communiste italien ? C'est quoi ça ? Je ne connais pas de parti communiste italien.

- C'est possible, mais c'est un des partis communistes qui a un des plus importants soutiens de masse au monde. J'ai rencontré ses dirigeants à Rome. Je reçois régulièrement leurs publications. D'après moi, c'est un des piliers de la société italienne...

- Peut-être, mais pas un pilier du mouvement communiste mondial.

Nous n'allions pas pouvoir nous entendre. Il se faisait tard. Ils allaient se mettre en route pour l'Allemagne.

Înci leur prépara à manger, et leur mit des böreks pour la route. Ils prirent congé.

Ce fut notre dernière conversation. Après avoir accédé à des positions importantes au sein du TKP, ils cessèrent de nous envoyer leurs publications.

Après le coup d'Etat de 1980, Nihat, écarté du TKP, allait reprendre contact avec nous. Il poursuivait d'importantes activités en Grande-Bretagne avec la publication *La Voix du Travailleur (İşçinin Sesi)* et continuait à mener une lutte efficace contre la junte. Aydın Meriç, lui aussi écarté de la direction du TKP, l'avait rejoint. En 1983, ils organisèrent une réunion internationale contre la junte. Ils invitèrent Mihri Belli et moi-même comme orateurs. Lors d'une conversation privée en marge de la conférence, il me confia qu'ils avaient été contraints de rompre les contacts avec nous dans les années 70 à cause des provocations de Veysi, qui se trouvait à Bruxelles, auprès de la direction du TKP. Il me pria de l'en excuser en disant que cela avait été une énorme erreur.

*

Veysi fit savoir qu'il avait besoin des collections de la revue *Ant* que nous détenions pour étayer la demande d'asile politique qu'il avait officiellement présentée à la Police des Etrangers à Bruxelles. Nous lui confiâmes tout ce que nous avions, ce qui représentait 7 volumes. Il fit photocopier en deux exemplaires toutes les pages où figurait son nom, en tant que dirigeant de la FKF, leader de la jeunesse ou membre du TİP.



Il en remit un exemplaire à la Police des Etrangers pour accélérer l'avancement de son dossier. L'autre exemplaire était probablement destiné à servir de référence pour son intégration au TKP.

C'est encore Cihan Şenoğuz qui nous raconte comment le contact a été établi avec le parti:

« A ce moment-là, Şiko [Ali Durak] allait et venait en Europe : France, Belgique, Pays-Bas. A Bruxelles, il avait intégré dans le parti un travailleur immigré [Hüseyin Özkan] originaire d'Izmir, anciennement membre du TIP. Après l'arrivée de Veysi, Şiko apprit notre existence par l'intermédiaire de Hüseyin Özkan et de l'Union des travailleurs (İşçi Birliği). Il prit contact avec nous, après quoi je me rendis à Berlin. Ils me firent passer à l'Est. J'ai expliqué à Bilen, Şiko et Yelkenci [Mustafa Demir] nos travaux de structuration en Turquie. Je leur ai dit de contacter Nabi [Yağcı]; et qu'ils pourraient prendre contact avec les autres camarades par l'intermédiaire de celui-ci. Şiko fit d'abord intégrer Veysi dans le parti et créa le premier Comité Belgique en 1974, composé de Hüseyin Özkan et de moi-même, avec Veysi comme secrétaire. »

Une fois Veysi et Cihan intégrés dans le parti, Veysi devenu secrétaire du TKP pour la Belgique, il prit contact avec Nabi Yağcı, un des membres du groupe Partizan encore en Turquie, pour lui donner la bonne nouvelle : lui aussi était intégré au parti.

Nabi Yağcı, qui va devenir secrétaire général du TKP des années plus tard, apporte son éclairage sur ces relations dans une communication à la TÜSTAV le 12 août 2003 : « Nous voulions prendre contact avec le TKP. Nous avons décidé que Cihan y aille le premier; et cela se passa comme il l'avait dit. Nous exfiltrâmes Veysi par la suite, en 1974, par nos propres moyens. C'était la même année. Je ne me souviens pas exactement du mois, mais c'était en été. Boran venait de sortir de prison, nous l'avons rencontrée dans son bureau à Sultanahmet. Quelques jours plus tard, Veysi nous écrivit une lettre pour me dire de venir au plus vite. Il m'était impossible d'obtenir un passeport. Obtenir un faux passeport n'était pas affaire de quelques jours. Nous envisageâmes d'envoyer Çiçek pour expliquer la situation. Il se fit délivrer un passeport et était sur le point de se mettre en route, lorsqu'une autre lettre de Veysi nous parvint. Il nous demandait d'annuler ma venue et d'aller trouver Aydın Meriç pour lui donner une liste de tous mes contacts. Un post-scriptum me disait de contacter Aydın sans en parler à personne. Cela ne fut pas simple, mais je le trouvai, sans en parler autour de moi. Il me signala que j'étais intégré au parti et me demanda de rédiger un cv, de dresser une liste de noms et de donner des informations sur mon entourage. Je m'exécutai. »

Nous avons également appris qu'Aydın Meriç avait entrepris

la structuration du TKP en Turquie. Mais il était difficilement croyable que Veysi Sarısözen ait donné à ses amis en Turquie instruction de s'adresser à Aydın Meriç pour les intégrer au parti.

Je connaissais Aydın Meriç pour son combat contre les employeurs d'IBM à Istanbul. Nous avons d'ailleurs publié des informations et des reportages dans *Ant* à ce sujet. Meriç nous avait manifesté sa solidarité lorsque Watson, d'IBM, s'en était pris à *Ant* au cours du forum mondial des capitalistes réuni à Istanbul en 1969.

Après que le groupe *Emek* ait entièrement pris le contrôle de la direction du TIP à la fin de 1970, Aydın Meriç fit partie de la direction départementale d'Istanbul et organisa une opération –que nous n'approuvions pas et que nous critiquions– dans la nuit du 18 au 19 décembre 1970 contre la cellule de la sous-préfecture d'Emi-nönü du parti dirigée par le groupe *Partizan* opposé au groupe *Emek*.

La revue *Partizan* dirigée par Veysi avait commenté comme suit l'opération en question, dans son numéro de décembre 1970 :

« Le succès de cette opération n'est pas seulement dû au courage des héros (!) socialistes révolutionnaires opportunistes : ce groupe dirigé par Aydın Meriç, A. Hulusi Özturan et des égarés du même acabit a collaboré avec la police. Les mêmes livreront demain les militants à la police. L'opportunisme est la cinquième colonne de la bourgeoisie. »

Cela étant, Veysi, leader de *Partizan*, inféoderait un autre dirigeant de son groupe, Nabi Yağcı, à un individu qu'il qualifiait de « collaborateur de la police » moins de quatre ans auparavant; et Nabi donnerait la liste de ses contacts et des informations sur les gens de son entourage au même individu qu'ils accusaient d'avoir l'intention de livrer les militants à la police ...

*

Parallèlement au processus d'extension du TKP en cours, les relations avec les institutions actives en Belgique se développaient. Cihan, qui était arrivé en Belgique grâce à nous, et qui avait logé chez nous un temps, avait pris contact avec l'*Union des travailleurs de Turquie en Belgique (Belçika Türkiyeli İşçiler Birliği - BTİB)* créée par la FGTB. Le fondateur de la BTİB était Hüseyin Çelik.

Nous avons fait la connaissance d'Hüseyin Çelik après le 3^{ème} congrès du TIP en 1968 par l'intermédiaire de Yaşar Kemal. C'était un jeune homme extrêmement intelligent, cultivé et de conversation agréable. Comme il avait gagné la sympathie d'Abidin Dino lors de ses études supérieures à Paris, il connaissait personnelle-

ment la plupart des artistes de son entourage. Yaşar le présentait toujours en disant : « Nous en avons assez de ces querelles d'intellectuels... Je vous présente le futur secrétaire général du Parti ouvrier de Turquie, un véritable intellectuel... »

Un soir que nous discussions avec Tilda du nouveau programme de publications, Hüseyin était venu nous rendre visite à la maison de Kazancı Yokuşu. Yaşar n'avait pas pu venir à cause des réunions du comité exécutif central du TİP issu des récentes élections.

Comprenant de quoi nous parlions, Hüseyin nous nota sur un papier le titre d'une vingtaine d'ouvrages publiés en France essentiellement sur l'histoire de la gauche en Turquie et dans le monde. Il promit de nous envoyer une ou deux traductions par mois dès son retour en France.

Des semaines et des mois se passèrent, aucun livre n'arriva. Tilda, furieuse, téléphona à Abidin Dino, qu'elle considérait comme son protecteur, pour se plaindre. Dino en fut très étonné, et lui dit qu'il ignorait tout de ce qu'Hüseyin avait promis; et que d'ailleurs il ne l'avait pas vu depuis longtemps. Abidin Dino avait pu empêcher Hüseyin d'envoyer à *Ant* les ouvrages qu'il avait promis parce qu'il était mécontent de nos critiques à l'égard de la direction d'Aybar.

Refroidi par cette amère expérience, nous n'avions pas contacté Hüseyin à notre arrivée en Europe.

On disait qu'il ne s'était pas entendu avec la direction de la CGT alors qu'il travaillait à l'organisation des travailleurs turcs en France et qu'il était dès lors venu en Belgique pour y travailler au sein de la FGTB.

L'arrivée d'Hüseyin en Belgique avait correspondu avec l'initiative de René De Schutter, secrétaire régional de la FGTB pour Bruxelles-Hal-Vilvorde, d'organiser les travailleurs étrangers en associations démocratiques. Hüseyin, permanent au sein du syndicat avait fondé l'*Union des travailleurs de Turquie en Belgique* (BTİB) en 1972 avec le soutien et les encouragements de René De Schutter.

De Schutter était un syndicaliste exemplaire, entièrement dévoué à la lutte des classes, mais ce n'était pas l'homme d'un parti. Il était opposé à ce que les organisations démocratiques de masse et les syndicats soient soumis au contrôle d'un parti politique. Il ne pouvait donc être question que la BTİB entre dans l'orbite d'un quelconque parti, que ce soit en Belgique ou en Turquie.

Les travailleurs turcs à Bruxelles avaient beau lui avoir attribué le sobriquet de « Hüseyin le communiste », lui-même continuait à organiser la BTİB, fidèle à la ligne indépendante de De Schutter.

*

Après la grande crise pétrolière en 1974 les pays européens mirent un frein à l'immigration de travailleurs. Ceci imposait une nouvelle mission aux syndicats belges et aux organisations des travailleurs immigrés. Il fallait en priorité assurer une "amnistie spéciale", à titre exceptionnel, pour éviter que les "travailleurs touristes" qui étaient arrivés clandestinement en Belgique avant que ces dispositions soient prises et y travaillaient sans permis, fussent expulsés.

Le centre de cette lutte allait être la BTİB car en effet c'étaient les travailleurs venus de Turquie qui étaient les plus nombreux parmi les travailleurs concernés. Plusieurs syndicalistes et intellectuels belges ainsi que des institutions démocratiques accordaient une aide bénévole aux dirigeants de la FGTB et de la BTİB pour que cette lutte soit couronnée de succès.

Veysi Sarisözen et Cihan Şenoğuz qui étaient venus en Belgique pour faire une carrière politique au sein du Parti communiste de Turquie profitèrent de l'occasion pour s'en mêler. Qu'ils utilisent l'« amnistie des travailleurs touristes » pour se faire bien voir du TKP n'avait rien d'étonnant.

C'était à l'époque où le TKP s'efforçait de répandre son journal, *L'Elan (Atılım)*, dans les milieux des travailleurs immigrés en Europe. Il avait parallèlement intensifié l'agitation et la propagande dans les émissions de La Voix du TKP et de Notre Radio (*Bizim Radyo*).

La régularisation des travailleurs touristes n'étant valable que pour ceux qui pouvaient prouver qu'ils étaient arrivés en Belgique avant le 1^{er} avril 1974, une manifestation fut organisée par la FGTB afin que ceux qui étaient arrivés en Belgique après cette date puissent aussi bénéficier de cette régularisation.

Veysi et ses amis avaient fait pression sur les dirigeants de la BTİB pour empêcher les sympathisants du parti maoïste belge AMADA de participer à la manifestation. Cette attitude sectaire fut immédiatement dénoncée par tous les démocrates belges, y compris les communistes prosoviétiques.

Ils réussirent à introduire parmi les autres pancartes "*L'Elan est avec nous*" (*Atılım Bizimle*). La grande majorité des travailleurs clandestins de Turquie était de droite ou apolitique. Ils ne connaissaient ni le TKP ni ses publications. Il n'était d'ailleurs guère possible qu'ils soient en relation avec ou apprécient ces publications, *Atılım* ne datant que de quelques mois et n'étant posté qu'à quelques adresses.

Mais ces pancartes furent photographiées et transmises au centre du TKP à Berlin pour faire progresser la carrière de certains au sein du parti.

La crise chypriote avait éclaté au cours de l'été 1974. Les colonels grecs avaient dû démissionner après l'intervention militaire de la Turquie, Caramanlis était rentré d'exil pour fonder un gouvernement provisoire en Grèce. Tous les exilés politiques pouvaient donc rentrer chez eux sans condition préalable.

Je me souviens très bien du jour de la chute de launte greccque. Les exilés politiques grecs étaient en liesse. Communistes, socialistes, anarchistes, libéraux, tous les grands noms de l'exil politique grec, laissant leurs divergences idéologiques de côté, se réunirent pour célébrer cet événement et nous invitèrent à partager leur fierté. On buvait, on dansait le sirtaki. La plupart avaient déjà acheté un billet de train ou d'avion. Tout le monde était dans l'ivresse du retour.

La « 2^{ème} opération de paix à Chypre », qui fut condamnée par le monde entier, n'avait pas encore été lancée ; des discours enflammés sur l'amitié turco-grecque étaient prononcés, des interviews étaient accordés, des réunions étaient organisées...

Une réunion avait été organisée à la FGTB à Bruxelles pour renforcer l'amitié et la solidarité entre les travailleurs d'origine turque et grecque. A la fin de cette réunion, un ami du Parti communiste de Belgique déclara que le Parti communiste de Turquie avait pris officiellement contact avec eux, et qu'ils étaient dorénavant obligés de poursuivre les relations avec la Turquie en priorité avec cette « organisation-sœur ».

J'indiquai que de profonds changements s'opéraient au même moment en Turquie, qu'un nouveau parti socialiste, le TSİP, venait de s'y fonder, que le Parti ouvrier de Turquie pourrait bien se reformer après l'amnistie qui venait d'être proclamée, et que s'il était normal d'établir des liens avec le TKP, il leur fallait également être solidaire avec les partis que les socialistes allaient fonder en Turquie.

Cependant, le syndrome de l'« organisation-sœur » travaillait en faveur du TKP, renforcé par certaines coïncidences.

La FGTB avait mis sur pied au sein de la BTİB un service pour aider les travailleurs originaires de Turquie qui souhaitaient bénéficier de la possibilité de se faire régulariser. Un permis de travail était immédiatement délivré aux travailleurs qui produisaient un document attestant du fait qu'un employeur avait eu l'intention de les embaucher, comme un certificat médical, un billet de tram ou une fiche d'achat antérieure à une certaine date.

Cette facilité assurée par le syndicat, montrée comme un haut fait de lutte du TKP, fut utilisée comme propagande auprès des travailleurs originaires de Turquie. L'affluence des travailleurs clandestins qui s'adressaient à ce bureau dans le local de la BTİB pour

effectuer les formalités était présentée comme preuve de l'influence de masse du TKP en Belgique.

*

Cet été-là, plus de deux mille travailleurs clandestins furent régularisés en Belgique grâce à ce type d'amnistie. Dans le même temps, nos demandes de permis de séjour et de travail introduites par la filière légale furent rejetées pour motif que le gouvernement avait mis fin à l'immigration.

Il aurait pourtant fallu que nous bénéficions des droits de vivre et de travailler librement accordés aux réfugiés politiques reconnus par les Nations Unies dans tous les pays ayant reconnu la Convention de Genève. De plus, nous avions créé en Belgique une coopérative qui pouvait contribuer à l'économie du pays.

Au même moment, permis de séjour étaient délivrés aux foules arrivant du Chili dont la demande d'asile politique était agréée immédiatement dans les bureaux installés aux frontières. Marc Brunfaut et Jacques Bourgaux, membres fondateurs de la coopérative, étaient furieux que nous n'ayons pas pu bénéficier du même avantage.

Marc entreprit des démarches politiques par l'intermédiaire de ses connaissances au Parti socialiste pour invalider la décision négative prise à notre sujet ; Jacques entreprit pour sa part des démarches juridiques, en sa qualité d'avocat. Les délégations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Belgique et aux Pays-Bas sollicitèrent officiellement de la part des autorités belges qu'elles nous délivrent les permis de séjour et de travail.

Nos premières publications avaient pu être bouclées en dépit des difficultés techniques et des bâtons qui nous avaient été mis dans les roues. Nous en fîmes la promotion à la *Fête de l'Humanité* de l'automne 1974 à Paris. Tous les partis communistes du monde et les mouvements de libération nationale y avaient un stand.

Les responsables du Parti communiste français étaient particulièrement heureux que le livre sur Mustafa Suphi, le fondateur du PC turc et la traduction turque du Programme commun de la gauche française soient exposés à cette occasion.

Une des rencontres vraiment réjouissantes de cette Fête fut les retrouvailles avec İdris Küçükömer. Cela faisait des années que nous ne nous étions plus vus. Conformément à ses vues exprimées dans son livre *L'aliénation de l'ordre (Düzenin Yabancılaşması)* que *Ant* avait publié, İdris était satisfait de la coalition formée par le Parti républicain du Peuple (CHP) et le Parti du Salut national (*Milli Selamet Partisi* - MSP), mais il était extrêmement inquiet de



la tension qui avait été provoquée par le fait qu'Ecevit avait refusé de laisser à Erbakan le soin d'assurer la présidence du conseil lors de ses voyages à l'étranger, et de la perspective de l'implosion prochaine de la coalition.

Comme les éditions européennes des quotidiens turcs n'acceptaient pas d'insérer nos publicités, il était difficile de faire connaître nos publications à la communauté turque. Nous nous employions à en faire la promotion à chaque occasion qui se présentait.

Les échos qui me parvenaient des membres du TKP que je connaissais personnellement à Berlin-Ouest étaient très positifs. Ils félicitaient *Info-Türk* d'avoir rempli une mission que le parti avait négligée en publiant *Mustafa Suphi et ses camarades (Mustafa Suphi ve Yoldaşları)* et ils demandaient d'en obtenir un certain nombre pour les distribuer en Allemagne.

Mais après cette première réaction positive, quelques semaines après à peine, une réaction surprenante parvint du côté du TKP. Metin Gür, qui se trouvait à Francfort et faisait partie des 29 fondateurs de la coopérative, nous fit savoir le 18 septembre 1974 qu'il démissionnait de la coopérative pour des raisons liées à l'organisation du parti, sans donner de détails. Or il s'était fort réjoui de la création d'*Info-Türk* et avait fait partie de l'aventure de la coopérative.

En outre, lors de la confection du programme d'édition, Metin avait insisté pour qu'*Info-Türk* publie le livre *Le fugitif (Kaçak)* de Yücel Feyzioğlu, un enseignant vivant à Francfort.

Après la démission de Metin, et juste au moment où le livre était en pleine impression, Yücel nous fit savoir qu'il était membre du conseil d'administration de l'ATTF et qu'il souhaitait retirer son livre de nos éditions « pour des raisons organisationnelles » qu'il espérait que nous comprendrions.

Qu'est-ce qui avait changé en quelques mois ?

D'après les bruits qui couraient, la raison qui sous-tendait cette prise de position était que certains membres fondateurs, comme Raşit Kaya et Ercan Eyüboğlu, soutenaient la refondation du Parti ouvrier de Turquie.

Or, le numéro spécial du 1^{er} mai 1974 de *Libération (Kurtuluş)*, l'organe de masse du TKP, titrait « Le parti socialiste des travailleurs de Turquie : le Parti ouvrier de Turquie », et poursuivait : « Une des exigences de la classe ouvrière de la Turquie : liberté pour le TİP et ses dirigeants ».

Un jour de l'automne 1974, Yalçın Cerit, que j'avais connu aux premières années du TİP, me téléphona d'Allemagne pour me dire qu'il voulait me voir.

J'étais surpris. Un an auparavant, Thomas Hammarberg m'avait envoyé une lettre au nom d'*Amnesty International*, datée du 5 juil-





let 1973 disant qu'Amnesty avait lancé une campagne pour sortir Yalçın Cerit de prison, mais que comme son nom figurait dans la liste des individus recherchés, il avait dû s'évader ; il me demandait si j'étais au courant de quoi que ce soit. Il n'était donc plus en prison et il était le premier dirigeant de haut niveau du TİP à avoir quitté le pays. Était-il donc un de ceux qui allait procéder à la restructuration du TKP, comme Velko l'avait évoqué ?

Lorsque nous nous rencontrâmes à la gare d'Aix-la-Chapelle, il était accompagné par Nurettin Pirim, du TİP. Pour parler plus à l'aise, ils m'invitèrent dans la maison du Dr Balkar Yekebaş, un ancien du TKP, non loin de Cologne. Nous passâmes un long moment dans le sous-sol de la maison à parler de l'avenir du mouvement de gauche en Turquie.

La conversation se poursuivit dans le salon de la maison, en compagnie du Dr Yekebaş. Nurettin utilisait des termes tellement vifs à propos de la direction du TKP que je lui rappelai que notre hôte était du parti.

Notre deuxième rencontre avec Yalçın se déroula de nouveau à Cologne, avec Ercan Eyüboğlu et Raşit Kaya qui étaient venus de Paris. Tous étaient d'avis que le mouvement socialiste se réorganise en Turquie sous l'aile du TİP, et que ceci soit soutenu à partir de l'Europe.

Kurtuluş, qui écrivait encore quelques mois auparavant que le TİP était le parti des travailleurs socialistes de la Turquie, passa à l'offensive contre ceux qui travaillaient à la réorganisation du TİP dans un numéro spécial daté du 24 septembre 1974. Leur cible était Yalçın Cerit :

« De nouveaux noms s'additionnent à la liste des opportunistes. Des individus dont on ne sait pas trop qui ils sont, comme Yalçın Cerit, qui était dans les cadres intermédiaires du TİP fermé, réapparaissent sur la place... Les anticommunistes qui nient le TKP participent à l'hostilité contre le TKP en créant de "faux partis" ».

Ces agressions étaient réitérées encore et encore par la radio La Voix du TKP.

*

Un peu plus tard, le TKP passa à la vitesse supérieure dans ses efforts destinés à nous faire obstacle. Alors que le deuxième volume consacré à Mustafa Suphi était en pleine préparation, quatre autres membres de la coopérative passés soudainement dans les rangs du TKP quittèrent la coopérative : Nurkalp Devrim, Necmiye Alpay, Feridun Aksın et Nevhiz Aksın. Nurkalp indiquait clairement dans sa lettre du 2 janvier 1975 qu'il démissionnait « en rai-



son de la divergence de vues entre la Coodiff et l'ATTF » dont il était membre.

Lors de la première assemblée générale que nous tîmes à la suite de ces événements, Muammer Derinöz, un des membres fondateurs, qui avait une approche idéologique tout à fait différente, proposa que la coopérative imprime les œuvres de Mao. Cette proposition n'ayant pas reçu une réponse favorable, il renonça aussi à son poste dans la coopérative.

Nurkalp parti, toute la correspondance et la comptabilité de la coopérative me revenait, en sus des exercices quotidiens de rédaction et de composition. Ni İnci ni moi ne connaissions suffisamment le français pour mener à bien la partie administrative du travail. Nurkalp s'étant chargé volontairement de cette partie, nous n'avons pas songé à une alternative.

Je me débrouillais pour assurer la correspondance courante à l'aide de dictionnaires, mais j'étais incapable de venir à bout des textes politiques ou juridiques. Heureusement, un de nos amis de Paris, Raşit Kaya, nous venait en aide à cet égard.

Comme nous ne parvenions pas à payer les mensualités de la machine offset, nous n'allions plus pouvoir imprimer les ouvrages que nous avions préparés. Marc, plein de bonne volonté, pensait que nous allions pouvoir obtenir un crédit d'une institution financière proche du Parti socialiste. Nous avons frappé à quantité de portes, sans résultat.

Nous décidâmes de réduire la publication de livres, et de faire de la composition et de l'impression. Nous acceptions pour un prix inférieur à celui du marché de composer et imprimer des menus de restaurant aux magazines artistiques, des publications des ONG aux brochures publicitaires.

Comme ce que l'on nous donnait à imprimer était rédigé soit en français soit en néerlandais, composer sur l'IBM était particulièrement difficile pour quelqu'un comme moi, qui ne connaissais pas le français. Les accents surtout. C'était un véritable supplice chinois.

Mais c'était insignifiant à côté de ce qu'İnci subissait. Elle imprimait des milliers de pages par jour avec une machine offset capricieuse, dans un sous-sol dont nous avons isolé les murs pour ne pas déranger le voisinage par le vacarme des machines. Et puis, il y avait le nettoyage des rouleaux, un travail extrêmement fatigant. Comme le camarade qui allait seconder İnci dans les travaux d'impression était parti, elle devait tout faire toute seule.

Le soir, elle faisait jusqu'à des heures avancées la mise en page des feuilles que j'avais composées, et préparait les plaques offset dans la chambre noire.



Au beau milieu de ce chaos, les crises de paludisme qui m'avaient terrassé à Paris, reprirent. Le travail s'en ressentait.

Sur ces entrefaites, İnci se prit la main dans une machine. Giséle l'emmena aux urgences d'un hôpital pour les premiers soins.

En chemin, elle ne manqua pas de nous avertir :

- Vous travaillez sans permis, ne dites pas que c'est un accident de travail. Il ne s'agirait pas d'avoir des ennuis pour cela aussi, pardessus le marché !

Et puis un jour Maximilienne téléphona :

- On a tué Loulou.

*

Nous oubliâmes tout le reste. Le grand amour de Julos, la mère de Victor et Boris, la sœur de Marc et Maximilienne, notre chère amie Loulou, avait été poignardée à neuf reprises par un jeune Marocain qui logeait chez eux, le 2 février 1975. Plus qu'une amie, Loulou était notre camarade, qui nous avait ouvert la porte de sa maison en nos jours les plus sombres; et qui nous avait aidé à imprimer les documents de notre Résistance.

Maximilienne rédigea le faire-part, nous nous chargeâmes de la composition et de l'impression.

Le jour où la dépouille mortelle quitta Tourinnes-la-Grosse, nous embrassâmes Julos devant le cercueil.

C'était un moment délicat. Il me connaissait sous le nom de Mehmet. L'assassin s'appelait Ahmet, c'était un jeune musulman. Mon pseudonyme aurait pu provoquer un mouvement de répulsion.

Mais non, la population de Tourinnes est une population fraternelle, ouverte à la différence culturelle.

Au-delà de cela, Julos, immédiatement après le meurtre, publie une lettre ouverte, dans laquelle il sublime le sentiment qui l'étreint; et donne une grande leçon d'humanité : « Ma Loulou est partie pour le pays de l'envers du décor. Un homme lui a donné neuf coups de poignard dans sa peau douce. C'est la société qui est malade. Il nous faut la remettre d'aplomb et d'équerre, par l'amour et l'amitié et la persuasion... Ne perdons pas courage, ni vous ni moi... »

Et nous avons dit adieu à Loulou, dans un grand cercle d'amour formé par ceux qui l'aimaient et qui aimaient Julos, avec les accents de la flûte d'Etienne Gilbert.

Après ce choc, nous essayâmes de nous reprendre et nous nous consacraâmes au sauvetage de la Coodiff.

Mais la Police des étrangers, qui avait accordé toutes les facilités légales à ceux qui se baladaient un peu partout au nom du TKP, non seulement ne nous accordait pas de permis de travail bien



que nous ayons le statut de réfugiés politiques des Nations Unies, mais encore s'opposait à ce que nous obtenions un permis de séjour en tant que journalistes.

Elle ne s'était pas contentée de suspendre notre demande de permis de séjour, elle faisait fi du *laissez-passer* que nous avions obtenu début 1975 pour suivre les conférences de presse du ministère des Affaires étrangères.

A l'époque où des membres de notre coopérative démissionnaient sous la pression du TKP, et que nous travaillions jour et nuit sans pratiquement dormir, je fus convoqué au service des étrangers de la commune d'Anderlecht. Alors que je m'y rendais avec l'heureuse perspective de recevoir mon permis de séjour, j'y fus accueilli par une bien mauvaise surprise. J'avais à peine mis le pied dans le bureau que le commissaire m'enjoignit de lui remettre mon laissez-passer. L'ayant pris en main, il le jette dans son tiroir.

- A partir de cet instant, vous êtes en séjour illégal en Belgique. Vous êtes prié de quitter immédiatement le territoire, déclare-t-il.

- Mais comment est-ce possible ? protestais-je. Je suis un réfugié politique. Les Nations Unies m'ont pris sous leur protection parce que je ne peux pas exercer librement mon métier dans mon pays. Le ministère belge des Affaires étrangères m'a délivré ce document pour pouvoir pratiquer mon métier en Belgique. Vous ne pouvez pas m'empêcher de rester dans ce pays.

Imperturbable, le fonctionnaire reprend :

- Cela ne me regarde pas. Ce sont les ordres. Quand vous aurez quitté ce bureau, vous allez immédiatement quitter la Belgique. A la frontière, vous allez faire apposer sur votre document de voyage le cachet qui prouvera la date et l'heure auxquelles vous y êtes passé. C'est tout... Dorénavant, vous ne pourrez plus venir en Belgique que comme touriste.

C'est à peine croyable... Quatre ans après avoir quitté la Turquie, me voilà exilé d'un pays européen démocratique ! Heureusement qu'İnci n'est pas mentionnée sur la convocation car elle n'avait pas demandé un laissez-passer.

Je quitte le bureau de police et file vers une cabine téléphonique d'où je préviens İnci :

- Je suis en séjour illégal en Belgique à partir de cet instant. Si quelqu'un me demande, tu diras que je suis en Hollande.

Je prends ensuite contact avec mon avocat.

- Je ne lâche pas l'affaire, me dit-il. Mais disparais pour un temps, affaire de tactique.

Oui, mais comment ? Nous sommes en plein hiver. Il fait froid. Tout est enneigé... Je téléphone à Mekin Gönenç :

- J'ai de nouveau des problèmes... Le statut de réfugié n'a pas

arrangé les choses. Il faut absolument que je quitte le territoire de la Belgique aujourd'hui même. Peux-tu me faire passer une frontière des Pays-Bas ?

- Mais enfin, tu n'échapperas donc pas aux problèmes ?! Bien sûr, je ferai le nécessaire. J'arrive. Je te rejoins au café du coin.

L'après-midi du même jour, nous voici en route pour la Hollande.

Nous arrivons au plus grand poste frontière. Nous y cherchons le préposé qui va apposer le cachet de sortie du pays. Personne. Cela fait d'ailleurs des années qu'il n'y a plus de contrôle des passeports entre la Belgique et les Pays-Bas, deux pays du Benelux. De temps à autre ont lieu des opérations de contrôle dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants.

- On trouvera peut-être quelqu'un à un autre poste.

Nous faisons tous les postes frontières, l'un après l'autre. Toujours pas d'agent. Les douaniers à qui nous demandons d'apposer un cachet refusent en disant :

- Ce n'est pas de mon ressort.

En définitive, je dis à Mekin, qui m'a aidé à traverser la frontière :

- Merci beaucoup. Dépose-moi devant une gare, n'importe laquelle. Je me débrouillerai.

Nous nous quittons.

Je prends le train pour La Haye. Sur place, j'adresse un courrier recommandé à la Police des étrangers à Bruxelles pour lui signaler que j'ai quitté le territoire belge ce même jour, que je me trouve aux Pays-Bas, où mon statut de réfugié politique m'a été reconnu, mais que, comme il n'y a pas de contrôle des passeports à la frontière commune, je n'ai pu obtenir de cachet sur mon document de voyage. Je demande que cette lettre tienne lieu et place de cachet, pour prouver que j'ai bien quitté la Belgique.

Cette lettre expédiée, je reprends le train pour Bruxelles, et je rentre en Belgique le même soir, cette fois clandestinement. A partir de cet instant, mon exil est légal auprès des Nations Unies et des Pays-Bas, illégal auprès de la République de Turquie et du Royaume de Belgique. Je peux désormais séjourner brièvement en Belgique, en qualité de touriste.

Incî et moi effectuons de nouvelles formalités pour solliciter le transfert à Bruxelles de nos dossiers de réfugiés de la Délégation du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés aux Pays-Bas.

Pour faire ce qu'il y a à faire d'indispensable à la coopérative, je vais au local à la Chaussée de Ninove la nuit, et j'en sors quand il fait encore noir. Je rencontre nos amis dans des cafés au centre-ville, ou alors chez eux et dans leurs bureaux.



La Délégation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Belgique fait savoir à mon avocat, Jacques Bourgaux, en date du 9 mai 1975, que « la Police des étrangers a suspendu l'étude de notre dossier pour enquête ».

Dans la lettre qu'il m'adresse le 11 juin 1975, Jacques m'écrit ceci : « Je me suis entretenu de votre situation avec le Directeur général de la Sûreté de l'Etat le 9 juin. Il m'est apparu que la Police des étrangers hésite à vous autoriser le séjour en Belgique uniquement pour des raisons politiques. Ils m'ont clairement fait savoir qu'ils craignaient que vous meniez des activités contre le Gouvernement turc sous couvert d'activités culturelles ».

*

En mai 1975, il se produisit deux événements importants du point de vue de la réorganisation de la gauche en Turquie. Le 3 mai 1975, le *Parti ouvrier de Turquie* (TİP) fut finalement refondé, après de longues tergiversations, par Behice Boran et ses amis. Ceci fut suivi par la fondation du *Parti socialiste* (*Sosyalist Parti* - SP), le 30 mai, par Mehmet Ali Aybar et 49 de ses compagnons.

Dès la fondation du TİP, le TKP lança une intense campagne de dénigrement à l'encontre des fondateurs de ce parti ainsi que des personnes et organisations se trouvant en Europe jugées proches du TİP.

Ma sœur, Çiğdem, et Nurten Tuç, qui étaient venues nous rendre visite après tant d'années, furent témoins de ces jours pénibles.

Çiğdem pouvait enfin respirer librement après la répression, les arrestations et la torture qu'elle avait subies. Elle voulait retravailler pour les médias, surtout pour les médias visuels. Elle fit savoir qu'elle souhaitait confier tous les livres édités par *Ant* et ensuite par les éditions *Yöntem* qu'elle avait fondées, à Zerruk Vakıfahmetoğlu, un ami kurde qui avait aussi subi la répression du 12 mars.

Je lui donnai mon accord, et ceci clôtura officiellement la période *Ant* de notre vie. S'il nous était possible de rentrer en Turquie un jour, nous allions devoir poursuivre notre combat au sein d'une autre structure.

Çiğdem et Nurten étaient chez nous. Un samedi, on nous téléphona d'Autriche. Un inconnu me dit :

- Je vous appelle de la part de Burhan Tuğsavul. Burhan Bey et Hacer Hanım se rendaient en voiture à Bruxelles, ils ont eu un accident à Graz. Hacer Hanım est à l'hôpital. Venez vite à Graz, s'il-vous-plaît.

Et il me donne l'adresse de l'hôpital.

J'achète illico un billet de train. Mais, au dernier moment, un





problème auquel nous n'avions pas du tout pensé surgit : le document de voyage délivré par les Nations Unies permet de voyager sans visa dans un bon nombre de pays européens, mais pour l'Autriche comme pour tous les pays de l'Europe de l'Est, il faut un visa à obtenir au préalable.

Je téléphone à l'ambassade d'Autriche. Le service visas est fermé le week-end. J'envisage d'utiliser le faux passeport turc pour lequel je n'ai pas besoin de visa, mais je ne peux pas prendre de risque supplémentaire alors que j'ai déjà tant de problèmes avec les autorités belges. Quoi qu'il en soit, je saute dans le train en espérant que la police de la frontière à qui j'exposerai le motif humanitaire de mon voyage sera compréhensive et me délivrera un visa provisoire. Jusqu'à Munich, pas de problème. Le train prend alors la direction de Salzbourg. A ce moment apparaît la police autrichienne. J'explique qu'un de mes proches a eu un accident de voiture à Graz et que je suis obligé de m'y rendre.

- Das is nicht gut Reisepass ! déclare le préposé qui n'en démord pas.

Il me fait descendre de force du train à la dernière gare allemande avant la frontière.

Je mets alors à profit ce que mon expérience de clandestin m'a appris : je saute dans le premier train pour l'Autriche et me dissimule dans les toilettes. La chance m'accompagne, et j'arrive à Salzbourg sans contrôle de passeport. Et hop ! à Graz...

Un spectacle tragicomique m'attend à l'hôpital. Hacer Hanım est étendue sur un lit, le cou protégé par une minerve. Elle fond en larmes en me voyant. Burhan Bey, qui était sorti de la chambre un moment, revient. Tout honteux de l'accident, il m'embrasse avec émotion.

La table et les chaises de la minuscule chambre d'hôpital croulent sous les paquets de victuailles, il y en a même sur le sol : des feuilles de vigne farcies, des böreks, des millefeuilles et des vermicelles au sirop de sucre, et des corbeilles débordantes de fruits et de légumes...

- C'est ce que nous avons pu sauver de l'accident, expliquent-ils.

Ils avaient fait ce qu'ils avaient fait lors de leurs deux précédents voyages, ils avaient rempli le véhicule à ras-bord.

Un jeune homme turc qui leur est venu en aide arrive sur ces entrefaites. C'est un photographe, il habite à Graz. Il est accompagné de son épouse qui, si j'ai bien compris, travaille dans un night-club. Elle se débrouille pas mal en turc.

- Ce que vous voyez là, disent-il, c'est ce que nous avons pu récupérer. Il y en avait beaucoup plus.



Burhan Bey avait conduit nuit et jour la vieille Opel bonne pour la casse. La fatigue avait altéré sa concentration. Il était passé à l'orange dans un carrefour de Graz sans freiner, et ce qui devait arriver, arriva.

Le conducteur de l'autre voiture, une jeune femme, est hospitalisée dans une autre institution, grièvement blessée.

La police a établi le constat d'accident et a estimé Burhan Bey responsable à 100%. Il doit comparaître devant le tribunal le lendemain. S'il est condamné, pourra-t-il quitter l'Autriche ? Et moi je suis là sans visa, dans l'illégalité la plus totale.

Alors que nous discutons avec notre jeune ami secourable et sa compagne pour savoir ce que nous allons bien pouvoir faire pour nous sortir de cette situation inextricable, Burhan Bey insiste :

- Ils ont mis la voiture dans un garage. Ils disent que la réparer coûtera trop cher, et qu'elle doit être mise à la casse. Pas question. Je vais l'expédier en Turquie. Halit Usta s'en occupera. Elle sera mieux que neuve.

- Mais enfin, Burhan Bey, êtes-vous devenu fou ? Expédier ce tas de ferraille en Turquie ?! Cela coûterait la prunelle de vos yeux !

- Il y a parfaitement moyen de l'envoyer. Je me charge de tous les frais. Fais le nécessaire.

Je vais à la gare de Graz et explique l'affaire. Ils sont morts de rire. J'insiste.

- Bon, puisque vous êtes prêts à payer, nous allons envoyer la voiture en Turquie. Mais pour ce qu'il peut arriver en route, va-t-elle arriver en bon état en Turquie, ça, c'est votre problème ...

Nous faisons transférer la voiture à la gare. Elle est chargée sur un wagon vide à l'aide d'une grue et arrimée aux quatre coins du wagon avec des câbles métalliques.

Le lendemain, content que sa voiture ne soit pas allée à la casse, Burhan Bey comparaît devant le tribunal de police. On lui trouve des circonstances atténuantes en tenant compte de la responsabilité partagée de la conductrice et Burhan Bey en est quitte pour une amende raisonnable.

Le même soir, train pour Bruxelles *via* Munich. Je loue un compartiment couchette pour mes beaux-parents. Comme je n'ai pas de visa, je joue à cache-cache dans les couloirs du train au passage de la frontière autrichienne. Tout se passe bien. Le lendemain matin, nous arrivons à Bruxelles. La première chose à faire est de faire soigner le cou de Hacer Hanım. Burhan Bey, pour sa part, ne tient pas en place. Il prend immédiatement l'avion pour Ankara pour prendre livraison de sa voiture et la remettre entre les mains expertes de Halit Usta.

Nous ne recevons des nouvelles de la voiture que trois mois



plus tard. Toutes les pièces qui pouvaient servir à quelque chose ont été pillées dans les gares de Yougoslavie et de Bulgarie ou le train s'est arrêté. Du véhicule, seul le squelette est arrivé à Ankara.

*

Depuis l'été 1973 à Albisola, nous vivons dans le nord, privés de soleil. Après tout ce que nous venons de subir, nous avons besoin de respirer.

Pour nous rapprocher de la Turquie, nous participons à un voyage de quinze jours en Bulgarie organisé à moindres frais par Tourisme populaire, une agence de tourisme de gauche.

Nous voulons nous reposer un peu, et en profiter pour discuter avec nos amis bulgares de l'attitude bien peu compatible avec l'esprit révolutionnaire du TKP qui se pose en « département Turquie du mouvement communiste international ».

Ce premier voyage en Bulgarie fut très instructif. Si l'on exclut nos brèves excursions à Berlin-Est, c'était la première fois que nous allions pouvoir établir des relations directes avec la population dans un pays socialiste.

L'opération de « bulgarisation » des Turcs n'avait pas encore commencé. Les Turcs de Bulgarie pouvaient parler librement le turc. Nous avons longuement conversé avec les Turcs de Varna et de ses environs.

Ils étaient heureux de vivre en Bulgarie. Le socialisme pour lequel nous combattions depuis des années et pour lequel nous avons été réduits à l'exil, avait apporté une certaine sécurité sociale aux habitants de ce pays ; la santé, l'enseignement, les services sociaux, la sécurité de l'emploi étaient tous bien au-delà de ce qui existait en Turquie.

Mais pour eux, la Turquie était malgré tout une mère-patrie, une terre promise. Et les restrictions imposées à la liberté d'expression et à la consommation étaient à elles seules des raisons suffisantes pour susciter les réactions de la population.

La télévision d'Etat et les journaux qui représentaient tous la voix du parti, seules sources d'information, étaient exclusivement consacrés à louer les dirigeants de la Bulgarie et de l'URSS.

Un soir, nous étions au restaurant avec un ami qui nous avait accueillis. Un personnage portant des décorations entra dans la salle. Notre ami l'appela et fit les présentations.

- Ce camarade a reçu aujourd'hui la médaille de Héros du travail.

Je le félicitai. Il répondit en riant et sa réponse était le signal de la fin prochaine du système socialiste :



- Qu'ils en soient remerciés... mais j'aurais préféré une récompense en numéraire au lieu d'une médaille.

Le désordre régnant dans l'approvisionnement en produits de consommation étonnait grandement les touristes étrangers à Varna. Dans l'unique supermarché du village de vacances, les rayons des eaux et limonades étaient complètement vides en plein été, alors que la canicule battait son plein, mais les rayons voisins étaient bourrés de lokoums et de sucreries qui ne trouvaient pas d'acheteur.

Ce qui nous parut étrange lors de ce voyage fut la discorde entre Flamands et Wallons dans le groupe.

Un syndicaliste flamand d'Anvers critiquait continuellement les Wallons :

- Ce sont des paresseux, des carotteurs. Ils ne travaillent pas, ils vivent bien avec le chômage et la mutuelle.

Lorsque les Flamands vont se baigner en groupe, les autres allaient se mettre à l'ombre des arbres.

Mais le dernier jour, quand nous nous réunîmes tous pour remercier nos hôtes bulgares, un des Flamands les plus rabiques, après avoir chanté quelques chansons en néerlandais, entonna « Le plat pays » de Jacques Brel et tout le monde fut submergé par l'émotion :

- Le plat pays qui est le mien...

Au cours de notre séjour à Varna, je me rendis à Sofia pour y rencontrer des amis bulgares dont j'avais fait la connaissance en Turquie. Deux ans auparavant, à Bruxelles, Velko avait parlé en termes enthousiastes du renouvellement du TKP. A présent, le parti « renouvelé » avait lancé l'offensive contre les socialistes qui tentaient de s'organiser au prix de mille difficultés en Turquie ainsi que contre ceux qui, en Europe, les soutenaient. Et cela, avec l'appui financier du système socialiste...

Ils étaient manifestement obligés de soutenir le TKP dont İsmail le Laze s'était emparé de la direction, mais ils n'approuvaient pas son attitude hostile vis-à-vis des organisations et des personnalités socialistes. Dans la mesure où le Parti communiste de l'Union soviétique avait le dernier mot en ce qui concernait les « partis frères », ils ne pouvaient pas s'avancer davantage. Ils disaient simplement qu'ils allaient accorder leur soutien au Parti ouvrier de Turquie nouvellement fondé, en dépit des attaques du TKP et qu'ils s'efforceraient de faire obstacle à celles-ci.

*

De retour à Bruxelles, je suivis attentivement les émissions du TKP. Rien n'avait changé. Attitude hostile, dénigrement des partisans du TİP, sabotage de la distribution des publications d'*Info-Türk*, rien ne manquait.

En plus, tous les liens avaient été rompus. Ceux qui avaient pu arracher un poste au TKP faisaient des pieds et des mains pour ne plus rencontrer les gens qui les avaient aidés, voire pour ne pas croiser leur regard.

Je me souviens très bien de la *Fête de l'Humanité* de septembre 1975 à Paris. Nous nous y étions rendus avec un groupe d'amis de Belgique. Çiğdem qui était venue à Bruxelles pour y discuter de ses nouveaux projets, était avec nous. Nous allions de stand en stand. Oğuz Oyan, un membre du FTİB, nous accompagnait.

J'achetais des publications ou des souvenirs des partis communistes et des mouvements de libération nationale de divers pays. Je me retrouvai soudainement devant le stand du TKP. C'était Cihan Şenoğuz qui tenait le stand, comme il allait le confirmer des années plus tard en racontant sa carrière au sein du TKP : « A partir de 1974 ou 1975, le Parti me délégua chaque année à la *Fête de l'Humanité* qui se tient en automne à Paris pour le représenter. »

C'est nous qui les avions aidé, lui et son épouse, à venir en Belgique et à s'y installer. Nous l'avions hébergé tout un temps. Quoi de plus normal que de nous saluer ?

J'avais à peine dit : « Salut, Cihan ! » qu'il se dissimula derrière le comptoir de son stand sans répondre. Les minutes se passent, il ne réapparaît pas.

Il était évident qu'il ne voulait pas être vu en ma compagnie. Je passai au stand voisin, le stand du *Toudeh*, non sans une certaine tristesse face à la situation à laquelle il se trouvait réduit par égard pour le parti.

L'offensive contre le TİP, au début verbale et officieuse, acquit une dimension officielle par voie de publication dans l'organe du TKP : « Le nouveau TİP n'est pas l'ancien. Une partie des cadres de l'ancien TİP a pris ses distances avec le combat socialiste. Ils se sont accouinés avec les partis bourgeois scissionnistes... Certains des membres de l'ancien TİP jouent à l'«organisation» et au «secret», faisant le jeu de la police et du gouvernement collaborateur. » (*Atılım*, novembre 1975)

Le TSİP, qui venait également d'être fondé, en prenait aussi pour son grade : « Les dirigeants du TSİP ont pris pour porte-drapeau cet agent, ce dévoyé. Qu'est-ce que le peuple peut espérer d'un ramassis guidé par cet oiseau de malheur ? » (İsmail Bilen, *Çetin Savaş* [Rude combat], éditions TKP, décembre 1975, p.30)

Désormais, plus rien n'étonne. La nouvelle équipe dirigeante du TKP, non contente de s'en prendre aux membres et aux partisans du TİP, insulte également les personnalités historiques du mouvement communiste :

« Şefik Hüsnü Değmez n'a jamais été marxiste-léniniste. C'était un scissionniste, un opportuniste et un carriériste. Il n'a jamais manqué une occasion de faire régner son despotisme au sein du parti. » (İsmail Bilen, *Çetin Savaş* [Rude combat], éditions TKP, décembre 1975, pp.23-27)

« Quant à Hikmet Kıvılcımlı, tout ce qu'il a fait dans le parti, c'est de la discrimination et du défaitisme. C'est un abruti, un faussaire et un nigaud. » (A.g.y, p.51)

Le temps passait. D'une part, nous nous efforcions de faire face aux difficultés de cette deuxième période de clandestinité et d'autre part, nous étions confrontés aux attaques du Gouvernement turc et du TKP. Ankara continuait à exercer des pressions sur les autorités belges.

Des années plus tard, lorsque la Police des Etrangers rendit ses archives accessibles au public, je trouvai une lettre adressée le 25 septembre 1975 au ministère de la Justice, qui allait faire toute la lumière sur la situation :

« Il ressort de la déclaration faite à la Délégation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés aux Pays-Bas par les intéressés que ceux-ci ont, en Turquie, un passé politique qui entre dans le cadre des activités subversives : incitation à la rébellion de l'armée, insulte au gouvernement et au président de la république, protestation contre l'arrestation d'écrivains, critique de la politique des Etats-Unis, incitation à la révolte populaire, propagande communiste, incitation à la lutte des classes...

« Dans ces conditions, il est préjudiciable de fermer les yeux sur leurs activités d'édition et de distribution de publications sous couvert de contribution à la vie culturelle de la communauté turque en Belgique. Il est difficile, voire impossible, de croire que ces activités n'ont pas un but politique. Le séjour en Belgique paraît, en tout état de cause, parfaitement inopportun. »

Sur ce, le 6 octobre 1975, la Sûreté de l'Etat, dépendant du ministère de la Justice, communique des instructions à la Police des Etrangers :

« D'accord avec cette proposition de refus qui pourrait cependant être revue dans l'hypothèse où l'enquête –encore en cours– de la Sûreté de l'Etat concluerait favorablement. »

Le ministère de la Justice fait en même temps savoir à notre avocat par un courrier du 24 octobre 1975 en relation avec le refus de nous accorder un permis de séjour, que notre dossier est encore à l'étude à la Police des Etrangers.

Dans sa lettre du 9 février 1976, mon avocat, Me Jacques Bourgaux, écrit ceci :

« Je suis passé ... au Bureau de l'Administrateur de la Police

des Etrangers ... Il m'est apparu ... qu'il y a actuellement une attitude tout-à-fait négative de la part des autorités belges pour permettre votre établissement en Belgique et ce, pour des raisons qui me semblent, tout-à-fait politiques. ... Il n'est pas exclu que l'Ambassade de Turquie exerce à cet égard des pressions, mais il s'agit là d'une impression personnelle ... »

*

A l'époque, *Info-Türk* avait certes un bureau Chaussée de Ninove, consacré à l'administration, à l'impression et à la distribution, mais nous recevions nos amis dans notre petit appartement de la rue Puccini. Innombrables furent ceux qui, ayant quitté la Turquie parce qu'ils y avaient eu des ennuis, et arrivés en Belgique soit légalement, soit clandestinement, y séjournèrent des jours et des jours le temps de trouver à se loger.

İnci venait de subir une importante intervention dentaire. Elle était en convalescence. Les travaux d'impression et de reliure étaient en suspens. J'avais attrapé la grippe; et je m'efforçais de poursuivre et compléter à la maison la rédaction des livres et brochures dont la publication était prévue dans le plan de travail.

Le téléphone sonne :

- Mon ami, c'est Nesimi... Nous sommes à Paris avec Daimi. Nous avons très envie de vous voir. Nous allons nous rendre à Amsterdam demain. Nous allons passer par Bruxelles pour vous rendre visite. C'est possible ?

- Nesimi ! Mais bien entendu, nous en serons enchantés ! Venez donc...

Il me donna l'heure de départ de la Gare du Nord à Paris; et l'heure d'arrivée du train à la Gare du Midi à Bruxelles. Nous allons les y accueillir.

İnci était aussi ravie. Elle demanda immédiatement :

- Dilber Bacı les accompagne-t-elle ? Elle fut déçue d'apprendre qu'elle n'avait pas pu venir de Turquie.

Comme nous l'avons relaté dans le premier volume, Nesimi n'était pas seulement un musicien virtuose du cura, c'était aussi un camarade du combat socialiste et surtout un excellent ami. Nous passions souvent du temps ensemble à la revue *Ant*. Dilber Bacı l'accompagnait de temps à autre et discutait avec nous. Nesimi, originaire d'Elbistan, était très attaché à Dilber Bacı, dont il était tombé amoureux dans sa jeunesse et qu'il avait enlevée à Kayseri.

Nous ne l'avions plus vu depuis quatre ans. Nous annonçons son arrivée à nos amis progressistes et démocrates de Turquie résidant en Belgique.



Mais au moment de prendre le train à Paris, il se joue un drame qu'il nous raconte plus tard au téléphone :

- Mon ami, je suis anéanti, fini ! Je faisais la file pour acheter mon billet. Un gars a volé mon cura et a filé avec. Nous avons été à la police, mais je n'ai aucun espoir. Je ne suis rien sans mon cura. S'il-te-plaît, fais quelque chose, trouve-moi un cura.

En ce temps-là, il n'y avait en Belgique ni dans aucun autre pays le moindre magasin qui vendît des saz, des bağlamas ni des curas. Surtout pas des curas !

Je passe un coup de téléphone à Zülfü Livaneli, dont nous venons d'éditer le premier disque un an auparavant. S'il en trouve un, qu'il l'envoie par avion. Mais il n'y a pas de cura en Suède.

In fine, un mineur de la région de La Louvière, un ami alévi, nous fait parvenir un petit saz en urgence. Ce n'est certes pas un cura, mais il rend un son très proche de celui du cura.

Ce même jour, heureux hasard, Günay Akarsu, un grand intellectuel de gauche, est notre hôte.

Lorsque Nesimi arrive, il est transporté de joie en prenant possession du petit saz. Nous nous saluons chaleureusement, nous évoquons les jours anciens, notre combat commun, et Nesimi se met à chanter, accompagné de temps à autre par Daimi.

Dans ces années-là, nous n'avions pas de bon magnétophone. Günay enregistre le petit concert amical avec un enregistreur à cassettes tout à fait ordinaire. Ce « Récital entre amis à Bruxelles » fit l'objet d'un CD édité par la suite par *Info-Türk* dans la série "archives".

Les chants funèbres (*ağıt*) composés par Nesimi pour les révolutionnaires assassinés après le 12 mars 1971 sont chacun un monument de la littérature populaire traditionnelle turque. Dans le chant « Aujourd'hui, le 6 mai 1972 », composé sur l'exécution de Deniz et de ses amis, Nesimi dit : « Les forêts que l'on élague pas peuvent-elles repousser ? »

Mais alors, que dire de ces forêts incendiées ?

Exactement 21 ans plus tard, c'est à la forêt qu'on met le feu, le 2 juillet 1993, à Sivas.

Nesimi et 36 autres précieux amis disparurent ce jour-là dans les flammes.

*

Alors que le TKP intensifie ses attaques contre tous ceux qui ne se rangent pas à ses côtés, un malaise se répand au sein du BTİB fin 1975.

Cette union fondée sous les auspices du syndicat socialiste belge en tant qu'organisation démocratique des travailleurs a de



plus en plus l'air d'être dirigée comme une organisation du TKP. Hüseyin Çelik, qui travaille pour la FGTB, Hüseyin Özkan –qui fut le premier en Belgique à être embrigadé dans le parti– président du BTİB, Namık Kemal Kara, secrétaire général du BTİB, et Şakir Pekdemir, membre actif, passèrent dans l'opposition et rompirent leurs relations avec le BTİB. Muharrem Karaman, responsable des travailleurs originaires de Turquie au sein de la *Confédération des Syndicats Chrétiens* (CSC) étaient de ceux qui critiquaient le fait que le BTİB, qu'il soutenait depuis sa création, perde de plus en plus sa qualité d'organisation de masse.

Dans un premier temps, Hüseyin Özkan et ses amis prirent contact avec moi et demandèrent de l'aide afin de fonder une nouvelle organisation démocratique des travailleurs. Nous avons donc contribué à rédiger les statuts et le programme de l'association dénommée *Organisation de solidarité des travailleurs turcs - Belgique* (*Türkiyeli İşçiler Dayanışma Örgütü - Belçika - TİDÖB*) sise à Anderlecht et à mettre sur pied une bibliothèque pour les travailleurs.

A la même époque nous publiions le journal *Alnteri* (Sueur du front), organe de l'*Union des travailleurs turcs en France* (FTİB) créée par nos amis en France, et nous assistions nos amis de l'*Union des travailleurs turcs aux Pays-Bas* (HTİB) pour leurs publications et la création d'une bibliothèque.

Après la création de la TİDÖB, c'est nous qui fûmes chargés dès la nouvelle année de 1976 de la publication de son organe, *Emeğin Sesi* (La Voix du Travail).

Muharrem Karaman, de la CSC, intégra un grand nombre de mineurs turcs des régions de Charleroi et de La Louvière à la TİDÖB.

A sa demande, nous nous chargeâmes de la préparation à la publication du journal *Emek* (Le Travail) au bénéfice des travailleurs turcs affiliés à la CSC. L'aventure se poursuivit durant six ans.

Entre-temps, Hüseyin Çelik, de la FGTB, nous contacta pour nous demander de nous charger de la publication du journal du syndicat destiné aux travailleurs turcs, le *Türkiyeli İşçi Gazetesi* (Journal du Travailleur de Turquie).

Il avait créé au sein du syndicat un Comité des travailleurs de Turquie qu'il allait transformer plus tard en une association socio-culturelle sous le nom de *Centre culturel des travailleurs de Turquie* à Saint-Josse (*Türkiyeli İşçiler Kültür Merkezi - TİKM*). A la demande d'Hüseyin, c'est nous qui assurâmes la publication du journal *Göçmen İşçi* (Journal du Migrant).

Les deux syndicalistes turcs de l'époque, Muharrem et Hüseyin, eurent une attitude exemplaire : laissant de côté la rivalité syndicale, ils collaborèrent des années durant pour défendre les



droits des travailleurs originaires de Turquie et pour la démocratisation en Turquie. Nous nous faisons un devoir, İnci et moi, d'épauler ce dévouement dans la mesure de nos moyens.

Tous les amis qui participaient à ces entreprises éprouvaient de la sympathie pour le TİP, qui était le seul parti socialiste en Turquie dans les années 60. Une partie d'entre eux avaient eu des relations directes avec ce parti lorsqu'ils étaient encore en Turquie.

Les amis qui se trouvaient à Paris étaient en étroites relations avec les fondateurs du TİP dans son procession de réorganisation, comme je l'ai indiqué auparavant. Ils ne manquaient pas de nous tenir au courant des développements.

Ils s'étaient réjouis de la refondation du parti parce qu'ils étaient indisposés par l'approche du TKP et par le fait que celui-ci se comportait non pas comme un parti de Turquie, mais plutôt comme la section turque du PC soviétique. Ils étaient abonnés à la revue *Yürüyüş* (La Marche).

Vint le jour où la radio du TKP s'en prit nommément à moi.

Le 25 janvier 1976, la radio du TKP s'exprimait en ces termes : « Le TİP a opté pour une stratégie révolutionnaire erronée. En agissant de la sorte, il ne fait que servir les intérêts de la bourgeoisie. Cette stratégie est activée parmi les travailleurs en Belgique et en Europe par Doğan Özgüden. »

Et parce que nous avons publié un livre sur Mustafa Suphi, le fondateur du TKP, nous avons droit à ce commentaire : « Cet aventurier s'efforce de tirer profit de la réputation du TKP, lui et ses acolytes. »

En dépit de ces propos, nous éditâmes le livre intitulé « *N'oublie pas les 28 et 29 janvier 1921 ! - Mustafa Suphi et ses Camarades* » (28-29 Ocak 1921'i Unutma ! - Mustafa Suphi ve Yoldaşları), au 55^{ème} anniversaire de l'assassinat de Mustafa Suphi et de ses camarades.

Ce volume fut publié en 1000 exemplaires de 104 pages, comprenant trois écrits et un discours de Mustafa Suphi, ainsi que des articles sur ce dernier, un article sur Ethem Nejat et un article de celui-ci, ainsi qu'un discours de Hilmi oğlu Hakkı.

En tête de l'ouvrage figurait un avis publié en 1971 par le comité central du TKP à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de cet événement; et à la fin, des écrits de Sultan Galiyev, B. Ömerov et R. Shakirbekov sur Mustafa Suphi.

Ce livre remporta, comme les autres, un grand succès. Les pressions s'étant allégées en Turquie, de nombreuses librairies et agences de distribution de presse commencèrent à demander nos publications. Les socialistes, qui commençaient à se réorganiser en toute légalité, s'intéressaient à nos publications; et surtout à nos livres sur Mustafa Suphi, dont ils se servaient dans leurs formations.





Commémorer Mustafa Suphi, qui avait fondé le Parti communiste de Turquie et qui avait été abattu par des militaristes le jour où il rentrait en Turquie pour y faire acquérir une existence légale au parti, n'était le monopole de personne. Mustafa Suphi est le symbole de la classe ouvrière de la Turquie; et par conséquent le symbole commun de tous les partis, organisations et individus qui se revendiquent de la lutte des classes.

Alors que l'offensive du TKP s'intensifiait, je m'efforçais pour ma part de réaliser une grande première dans le mouvement de gauche de la Turquie : un *calendrier révolutionnaire* qui reprendrait les dates principales qui avaient marqué les mouvements révolutionnaires en Turquie et dans le monde...

Pour éviter toute erreur matérielle ou tout anachronisme, je compulsais, le soir, les coupures de presse et les livres en notre possession, et je profitais des moments qui n'étaient pas consacrés à la composition des éditions pour aller à la Bibliothèque royale pour consulter les encyclopédies et les livres d'histoire.

Nous pûmes finaliser ce calendrier mural illustré, mise en page et choix des illustrations effectués par İnci, pour la Nouvelle Année 1976. Ce calendrier qui parvint en Turquie servit de base aux autres calendriers qui furent conçus par la suite par les maisons d'éditions de gauche dans le pays.

En même temps que le calendrier, nous inaugurâmes l'an 1976 avec un autre ouvrage important : *Qu'est-ce que le communisme ? (Komünizm nedir ?)*, qui fut interdit dès sa publication par le conseil des ministres en Turquie.

Toutes nos publications furent illico mises à l'index par le TKP.

Atılım poussait un peu plus la critique dans son numéro d'avril 1976 : « La bourgeoisie déploie d'intenses efforts pour affaiblir les organisations démocratiques et progressistes de nos travailleurs et de notre jeunesse étudiante en Europe. Elle répand un peu partout ses provocateurs, ses maoïstes, ses kıvılcımistes, ses trotskistes, ses gauchistes et ses aventuriers de tous bords. Une organisation a été fondée en Belgique par ses agents et ses indices sous le nom de TİDÖB. Le chef qui se profile dans l'ombre derrière cette organisation scissionniste n'est autre que Doğan Özgüden. »

*

En ces jours où le TKP lançait ses offensives verbales à mon encontre, un ami mineur de La Louvière m'apporta un opuscule distribué gratuitement aux travailleurs originaires par l'intermédiaire du Consulat, « *Les ennemis de la Patrie* » (*Bu Vatana kas-tedenler*).



- On te cite dans le livre, pour t'attaquer sérieusement, dit cet ami. Les nationalistes ou les islamistes pourraient bien te prendre pour cible. Sois prudent !

L'auteur de cet ouvrage n'était autre que le général à la retraite Ali Elverdi, celui qui avait prononcé la peine de mort à l'encontre de Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan.

Le livre utilisait les assertions déjà présentes dans le *Livre blanc* publié par la Présidence du conseil en 1972 et affirmait, dans le chapitre « Organisations communistes de nos jours », que je figurais parmi les principaux ennemis de la patrie en tant que fondateur de la revue *Ant* ainsi que du *Mouvement de la Résistance démocratique*.

C'est juste à ce moment que la Sûreté de l'Etat belge, ayant bouclé son enquête à notre sujet, confirmait le refus de notre demande d'autorisation de séjour auprès de la Police des Etrangers.

Des années plus tard, je découvris la directive de la Sûreté de l'Etat, datée du 18 mars 1976. Le rapport annexé à cette note donne des informations sur la structure et les activités de notre coopérative :

« La Coodiff publie et distribue en fait des ouvrages teintés d'idéologie marxiste-léniniste. Cette coopérative résulte de la relation entre quelques communistes belges et des marxistes-léninistes turcs. »

La Sûreté de l'Etat refusait également le transfert de notre dossier d'asile des Pays-Bas vers la Belgique par une note datée du 14 juin 1976, signée Stany Janssens et adressée à la Délégation de l'UNHCR :

« En réponse à votre note du 7 mai 1976, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, nous basant sur les informations en notre possession, nous sommes contraints de refuser la demande d'établissement des époux Özgüden-Tuğsavul en Belgique. Leur séjour en Belgique est tout à fait inopportun. »

Je me trouvais confronté à une situation peu commune :

D'une part, le bourreau du régime du 12 mars monte contre moi les travailleurs turcs conservateurs en m'accusant de « répandre en Turquie l'idéologie marxiste-léniniste et inciter à la création d'organisations marxistes-léninistes » et la police belge s'efforce par tous les moyens de nous empêcher de nous installer en Belgique parce que nous sommes « marxistes-léninistes » ; d'autre part, la *Voix du TKP* et ses organes satellites m'accusent de collusion et de collaboration avec la police et les délateurs en Belgique.

L'origine des attaques en règle de la radio du TKP n'était autre que des personnes que nous avions aidées à venir en Belgique, à qui nous avons fourni des documents pour étayer leur demande

d'asile politique et qui, grâce à cela, avaient pu obtenir permis de séjour et permis de travail en Belgique dans les meilleurs délais.

Je connaissais depuis longtemps, par expérience, les jeux d'accusation mutuelle de "police" et d'"agent" dans le mouvement de gauche, mais le côté répugnant était que, cette fois, les accusations venaient d'organes de la presse écrite et parlée financés par des pays socialistes.

Alors que les attaques du TKP continuaient, un coup supplémentaire nous fut asséné de Turquie. Le conseil des ministres faisait savoir, par publication au Journal officiel, que l'entrée sur le territoire de la Turquie des publications en langue turque faites par nos soins était interdite; et que des poursuites judiciaires avaient été intentées à l'encontre de ceux qui avaient procédé à ces publications.

La meilleure réponse à donner aux attaques du TKP était de dépasser les frontières de l'Europe où les possibilités de distribution étaient restreintes, et d'atteindre de plus grandes masses de lecteurs en publiant en Turquie le récit de la vie de Mustafa Suphi, son combat et son idéologie. Les deux volumes qui y avaient été consacrés furent réunis en un seul.

En 1977, les éditions *Giüncel* fondées par ma sœur, Çiğdem, publiaient à İstanbul « *N'oubliez pas les 28 et 29 janvier 1921 ! - Mustafa Suphi et ses Camarades* » (28-29 Ocak 1921'i Unutma ! - Mustafa Suphi ve Yoldaşları).



KASTEDENLER

15

● ANT DERGİSİ ÇEVRESİ

Bu örgütün liderleri *Doğan Özgüden - Cetin Özek'tir*. Kurucuları da bunlardır. Örgütün gayesi; Türkiye'de, Marksist - Leninist teoriyi ve şuru yaymak, örgütlenmeyi teşvik etmek ağırı solu birleştirmek, cephe faaliyetlerini tesbit etmek; her fırsatta «kanun dışı eyleme» geçmek ve silâhli devrim tecelli ettirmek... Bu suretle Türkiye'ye, Marksist-Leninist düzeni getirmekdir. Yayın organı *Ant Dergisi'dir*.

● SOSYALİST DERGİSİ ÇEVRESİ

Bu örgütün liderleri *Hikmet Kıvılcımlı - Suat Şükrü Kuncakçı - Osman Sercan - İsmet Sungurbey - Nejat Tozge - Hidayet Kaya'dır*. Örgütün ana fikri; gizli komünist partisinin mirasçısı olarak çalışmak, onu Türkiye'de yeniden kurmak, Marksist-Leninist düzeni Türkiye'ye getirmek, Vatan Partisiyle devamlı olarak irtibat sağlamak... Onun — Vatan Partisinin — fikirlerini Türkiye'de yaymak, Silâhli Kuuvellerle irtibat sağlamaya çok çalışmıştır, muvaffak olamamıştır. Yayın organı olarak, «*Sosyalist Gazetesi*» vardır.

« Les ennemis de la Patrie » (*Bu Vatana kastedenler*), livre écrit par le général à la retraite *Ali Elverdi*, qui avait prononcé la peine de mort à l'encontre de *Deniz Gezmiş* et de ses amis, destiné à être distribué aux travailleurs turcs en Belgique.

Note de la
Sûreté de l'Etat
à la Police
des Etrangers
pour refuser
la demande
de permis
de séjour
en Belgique.

44 048

1000 Bruxelles, le 18 mars 1976.
Rue aux Laines 28

MINISTRE DE LA JUSTICE

ADMINISTRATION
DE LA
SÛRETÉ PUBLIQUE
SÛRETÉ DE L'ÉTAT

2° Dir./Red.
S.E. 588.553
Annexe: 1.

NOTE POUR LA POLICE DES ÉTRANGERS.

SE

Références: - Votre demande d'avis du 23.4.75 au sujet du séjour en Belgique. 3362 990
- nos réponses provisoires du 5.5.75 et du 6.10.75. 3632 + 33471

Concerné: OZGUDEN Dogan
né à Kalecik le 27.2.1936
et son épouse
TUGSAVUL Inci
née à Ankara le 5.10.1940
d'origine turque
reconnus réfugiés O.N.U. aux Pays-Bas
déiteurs-journalistes
dossier F.E. n° 36.0227-33117
603300/13010
603300/175010

La S.E. a terminé son enquête et émet un avis défavorable quant à l'établissement en Belgique des époux OZGUDEN-TUGSAVUL.

Veuillez trouver ci-joint copie du rapport S.E. du 24 décembre 1975 concernant les intéressés et la Société COODIFF.

Le Conseiller adjoint ff.
G. DE SMIT
G. DE SMIT.

24 december 1975.

S.V. COODIFF

1. Doel en aard van de S.V.

OZGUDEN Dogan
echt. TUGSAVUL Inci
V.P. 36-0227-33117 Y
75010/6033300
V.S. 588-553.

De coöperatieve Coodiff heeft tot doel, het publiceren van boeken, het produceren van platen en muziekbandjes in de Turkse taal en het verspreiden ervan onder de Turkse arbeiders en hun kinderen, gezien deze geen enkel cultureel werkinstrument hebben. Onder deze uitgaven verspreidt Coodiff vele boeken met Marxistische-Leninistische ideologie.

De coöperatieve is gegroeid uit de relatie tussen enkele Belgische communisten en enkele Marxistisch-Leninistisch gezinde Turken.

Extrait du rapport annexé à la note du 18 mars 1976 : « La Coodiff publie et distribue en fait des ouvrages teintés d'idéologie marxiste-léniniste. Cette coopérative résulte de la relation entre quelques communistes belges et des marxistes-léninistes turcs. »

Enfin en séjour légal en Belgique !

Les calomnies et les menaces provenant à la fois de l'Etat turc et du TKP d'un côté, les problèmes auprès de l'Etat belge causés par l'ambassade de l'autre, le programme de la coopérative ne peut pas être respecté et nous éprouvons mille difficultés à nous assurer des revenus propres en faisant de la composition, de l'impression et de la mise en page pour le marché.

La vente en Europe des livres que nous publiions était loin de couvrir les coûts de production et les frais administratifs. Le TKP et les organisations qui étaient dans sa sphère d'influence en Europe avaient mis les publications d'Info-Türk à l'index et faisaient pression sur leurs affiliés pour que ceux-ci n'achètent ni lisent nos publications.

Nurer Uğurlu, de GEDA distribution à Istanbul, avait commandé une grande quantité de livres mais les colis nous avaient été retournés à cause de l'interdiction édictée par le Conseil des ministres. Nous avons dû en supporter tous les frais d'expédition et de retour.

En été 1976, je reçois un coup de téléphone de Nurer Uğurlu.

- Arrête donc de t'esquiver à publier là-bas, saute dans le premier avion et viens diriger Politika ! propose-t-il.

Politika était un nouveau quotidien édité par İsmail Cem, Kadri Kayabal et Ercan Arıklı. Il subissait des difficultés financières.

- Oui Nurer, mais d'où viendra le capital ? J'en ai fait suffisamment l'expérience à Akşam (Le Soir). Le talent et la bonne volonté ne suffisent pas. Le payeur est le décideur, en fin de compte...

Nurer n'a sans doute pas reçu d'assurance dans ce sens, car aucune suite ne fut donnée à cette proposition.

Et si une assurance avait pu être donnée, aurais-je pu tout quitter comme ça ? Une grande partie des réfugiés politiques avec qui nous étions en relation étaient retournés en Turquie, profitant de la

loi d'amnistie. Mais le fait que l'article 140 n'ait pas été inclus dans la loi rendait notre retour risqué en raison de nos activités à l'étranger.

A l'époque, la Belgique n'était pas encore un Etat fédéré, mais la fédération était en chantier. La Commission française de la Culture (CFC) venait d'être créée pour répondre aux besoins en matière de culture des francophones de Bruxelles, ville bilingue composée de 19 municipalités. Cette commission avait formé un groupe de travail destiné à encourager la participation des migrants –de plus en plus nombreux– à la vie sociale et culturelle de la ville. Info-Türk y avait été invité en raison des services qu'il rendait à la population tant belge que turcophone dans les domaines de l'édition et de la culture.

De la sorte, une organisation dont l'existence légale de ses dirigeants était niée par la police, était reconnue comme interlocuteur valable par d'autres instances belges.

Nous nous fîmes au sein de ce groupe de travail des amitiés durables. Nous avons mené ensemble bien des combats sociaux, culturels, voire politiques.

Le premier de ces amis, qui avait proposé que nous participions au groupe de travail, et qui figura par la suite parmi les dirigeants des Ateliers du Soleil qui furent fondés par la suite, fut Alain de Wasseige. Citons aussi Bruno Ducoli, Sylvana Panciera, Christine Kulakowski, Thérèse Mangot, Sylvana Pavone et Jacqueline Sottiaux.

Un des plus importants projets concrétisés par le groupe de travail fut la publication d'une série de brochures destinées aux habitants d'origine étrangère de Bruxelles, les informant sur divers sujets, et principalement sur leurs droits et devoirs de citoyens. Nous fûmes chargés de la traduction vers le turc et de la publication de la version turque de ces brochures rédigées en français.

Hormis les questions relatives aux immigrés, les brochures les plus significatives furent consacrées à la reconnaissance de droits politiques aux immigrés non naturalisés, à la défense des droits des femmes et à une participation plus active des immigrés au mouvement syndical.

Il s'agissait en même temps de notre première participation active à la lutte pour les droits politiques en Belgique.

Alors que nous préparions par ailleurs pour les deux grands syndicats belges, la FGTB et la CSC, leurs journaux destinés aux travailleurs turcs, une proposition de collaboration à un projet particulièrement important nous arriva de la Confédération européenne des Syndicats (CES).

La CES, dont étaient membres les syndicats de 15 pays membres, et qui représentait les travailleurs au sein de la Communauté

économique européenne, tint un congrès général à Londres en avril 1976. Il en sortit un manifeste sur l'égalité des droits pour la femme au travail et la perspective de la publication d'un Livre blanc à ce sujet.

Le Secrétaire général de la CES, Mathias Hinterscheid, accorda à notre coopérative la responsabilité de la mise en page et de la préparation à l'impression du livre rédigé par des femmes de divers pays, spécialistes dans leur domaine. Il le fit parce que la responsable technique de notre coopérative était une travailleuse originaire de Turquie. İnci œuvra pendant des jours avec Emilienne Brunfaut, éminente militante belge des droits des femmes, et prépara le Livre blanc à l'impression en quatre langues.

Les revenus des publications syndicales, du bulletin mensuel de l'Association des Juristes démocrates de Belgique et de quelques livres d'art que nous réalisions pratiquement tout seuls, İnci et moi, restaient insuffisants. En revanche, la rentrée assurée par la préparation à l'impression du Livre blanc remédia tant soit peu aux difficultés financières de la coopérative.

Ce qui permit de développer nos activités en Belgique fut le déblocage de nos permis de séjour et de travail sous la pression des syndicats belges.

L'avis de la Sûreté de l'Etat belge communiqué en juin 1976 à la Délégation des Nations Unies selon lequel notre séjour en Belgique paraissait, « en tout état de cause, parfaitement inopportun » mettait en péril la publication des journaux turcs des deux grandes centrales syndicales, la CSC et la FGTB.

Les dirigeants des deux syndicats intervinrent auprès du Gouvernement belge pour que la décision de refus d'octroi de ces permis soit reconsidérée, invoquant le fait que ceci portait atteinte au processus de syndicalisation des travailleurs turcs en Belgique. Le ministère du Travail me délivra un permis de travail en septembre 1976. Quelques semaines plus tard, la Police des Etrangers me délivra un permis de séjour.

Certes, le permis de travail était délivré à condition de travailler pour une durée d'un an au moins chez le même employeur, et le permis de séjour devait être renouvelé tous les trois mois, mais j'allais enfin pouvoir mener tranquillement diverses activités et voyager à l'étranger sans problème.

Dès l'obtention des deux permis, je m'affiliai à l'Association générale des Journalistes professionnels de Belgique et à la FGTB. Je me fis également délivrer la carte de presse spéciale du ministère des Affaires étrangères pour les journalistes de profession.

Plus important, dans un autre domaine : jusque-là, nous étions obligés de trouver, par l'entremise d'amis et de connaissances, des

médecins dont la consultation était gratuite ou très bon marché, et nous ne parvenions pas à nous faire soigner correctement.

Une fois le permis de travail en poche, je me fis inscrire à une mutuelle, et je pus enfin bénéficier des services de santé, le cas échéant.

Cinq ans et demi exactement après notre départ en exil, nous étions enfin libres, et j'allais pouvoir exercer mon métier de journaliste comme il se doit.

Mais İnci n'avait pas encore de statut légal.

Nous avions un permis de séjour illimité aux Pays-Bas, mais, ayant obtenu un permis de séjour en Belgique, j'avais été obligé de faire radier mon inscription. Par prudence, un problème pouvant de nouveau survenir en Belgique, nous décidâmes qu'İnci réside à Bruxelles comme mon invitée jusqu'à ce qu'elle obtienne à son tour un permis de séjour permanent en Belgique.

*

Je rencontrais des journalistes étrangers au Centre de presse international (IPC), et je les informais des derniers développements en Turquie. L'agence soviétique Novosti et l'agence bulgare Sofia Press nous invitèrent en URSS et en Bulgarie dans la perspective d'échanges d'informations ultérieurs. En octobre 1976, nous allions nous rendre en Union soviétique, et passer par la Bulgarie lors de notre voyage de retour.

Etant donné les problèmes que nous avons eus avec les autorités belges, et pour éviter tout autre ennui, nous prîmes la décision de prendre l'avion à Luxembourg plutôt qu'à Bruxelles. Le Consulat d'URSS à Bruxelles tint compte de notre inquiétude et nous délivra le visa non pas en apposant un cachet sur une page de nos titres de voyage, mais en l'établissant sur un document séparé.

L'appareil de l'Aeroflot qui devait nous amener de Luxembourg à Moscou venait de La Havane. Cependant, il fut détourné vers Francfort en raison des intempéries. Les passagers furent transférés à Francfort en autocar.

L'avion ayant décollé de Francfort avec un retard considérable, il atterrit en pleine nuit à l'aéroport de Sheremetyevo. Il amenait avec nous un journaliste cubain qui allait recevoir le prix Lénine.

Les personnes qui devaient nous accueillir à notre arrivée à Moscou n'étaient pas là. Elles devaient être rentrées chez elles.

Notre intention était dès lors de prendre un taxi et d'aller nous installer dans n'importe quel hôtel de la ville.

- Non, nous est-il dit. Vous ne pouvez pas vous rendre en ville si vous n'avez pas de réservation faite par Intourist.

- Et si nous payons ? suggérons-nous.



- Ce n'est pas une question d'argent. C'est la règle. Tout le monde doit s'y conformer...

Impossible de trouver de l'eau pour se désaltérer ni de sandwich pour se nourrir dans cet aéroport international mal entretenu, qui donne le mouron. Nous nous étendons sur des bancs et attendons le matin.

Nous étions en train de téléphoner à l'agence Novosti pour faire connaître notre mécontentement lorsque Nicolaï, notre guide, surgit en s'excusant.

Il nous installe dans le gigantesque Hôtel Rossiya juste à côté de la Place Rouge. Puis il sort de sa poche notre plan de visite :

- Dans une heure, nous visiterons le musée Pouchkine, et ensuite le musée de la Révolution.

İnci, fatiguée et stressée par les épreuves et les émotions du voyage, s'exclame :

- Pitié, laissez-nous au moins nous reposer quelques heures !

- C'est mon devoir. Je ne peux pas changer le programme. A dix heures : musée Pouchkine...

- Pouvons-nous au moins savoir quelles sont les autres parties du programme ? dis-je.

- Demain et après-demain, visites et rencontres à Moscou. Puis une excursion d'un jour à Leningrad et trois jours en Géorgie.

- Nicolaï, je trouve votre programme magnifique, mais si nous devons nous rendre dans le Caucase, je préférerais visiter les républiques soviétiques turcophones, ou celles dont les dirigeants sont de tradition musulmane, pour voir à quel point ils se sont adaptés au régime soviétique.

- Ce n'est pas possible. Ce programme a été organisé en haut.

- Si tu le veux bien, parles-en à tes supérieurs, dis-leur ce que nous voulons.

Il doit s'être exécuté car, après la visite du musée Pouckine, il nous annonce la bonne nouvelle :

- Il n'y a pas moyen d'annuler la visite en Géorgie, mais on va vous conduire dans une région où les turcophones sont majoritaires et où ils assurent la gestion d'un complexe agricole.

Nos deux premiers jours à Moscou sont consacrés à la visite des inévitables musée de la Révolution, mausolée de Lénine, et Palais du Kremlin. Nous sommes également reçus par les dirigeants de l'agence de presse Novosti dont nous sommes les hôtes, ainsi que par les dirigeants de la plus grande maison d'édition soviétique, Mezhdunarova Kniga.

Les amis du Parti ouvrier de Turquie qui ont commencé à intensifier leurs activités en Turquie et qui tentent de développer leurs sections d'édition et de distribution parallèlement à leurs activités



politiques, nous avaient demandé d'étudier les possibilités de faire venir des livres et des disques d'Europe et des pays socialistes.

Nous établissons de nombreux contacts qui pourraient s'avérer utiles dans ce domaine.

L'Union des écrivains soviétiques, qui a appris notre présence à Moscou, prend contact avec nous. Véra Féonova, responsable de la littérature turque au sein de l'Union, nous réserve un très chaleureux accueil.

- Je vais vous présenter aux dirigeants de notre Union et à ceux de l'Académie des Sciences. Le journal Akşam, la revue Ant et les publications des éditions Ant de l'époque où vous étiez encore en Turquie étaient des références incontournables pour nos auteurs et nos chercheurs. Ils seront très heureux de vous rencontrer.

Nous sortons quelque peu du programme et rendons visite à ces deux institutions.

Le soir du deuxième jour, Nicolaï nous invite au siège central de l'Union des journalistes soviétiques, où nous avons l'occasion d'avoir de très intéressantes discussions avec nos homologues.

On sent bien, dans toutes ces visites, souffler un esprit d'aspiration à la liberté ; on constate une faim de liberté d'expression.

Comme nous sommes des journalistes exposés en permanence à la menace de la répression étatique, on nous manifeste un intérêt particulier, mais on ne manque pas de nous exprimer une certaine amertume du fait que la liberté d'expression n'est pas encore acquise dans le premier et le plus grand pays socialiste du monde.

Véra Féonova nous offre une chaussure de moujik miniature en paille tressée qui décore encore aujourd'hui un coin du salon.

Ekber Babayef, le meilleur ami de Nazım Hikmet, qui a appris par Vera que nous sommes à Moscou, nous trouve au Rossiya le matin du troisième jour.

- Quel honneur d'accueillir à Moscou les éditeurs d'Ant ! Vous venez en URSS et vous ne restez que quelques jours à Moscou ? Qui a organisé ce stupide programme ?

L'agence Novosti n'était pas responsable de la brièveté de notre voyage. C'est nous qui avons donné les dates, en raison de nos engagements et de nos multiples responsabilités en Belgique.

- Quoi qu'il en soit, il faut absolument que je vous fasse visiter la maison de Nazım. Vous ferez la connaissance de Véra Hikmet. Elle sera très heureuse. Nous irons nous recueillir sur la tombe de Nazım ensuite.

Visiter l'appartement de Nazım Hikmet en compagnie de Babayev est très émouvant. Véra Hikmet a transformé les lieux en vrai musée. Etagères, armoires, murs, tables, tout est couvert de photographies, d'écrits et d'objets souvenirs de Nazım.



En prenant l'ascenseur pour monter au troisième étage, et puis pour en descendre, je me remémore les vers écrits par le poète comme s'il avait anticipé sa mort :

Ma dépouille sera-t-elle enlevée de la cour ?
Comment me descendrez-vous du troisième étage ?
Le cercueil sera trop grand pour la cabine,
Et les escaliers sont si étroits...

La photographie de la tombe de Nazım au cimetière Novodievitchi a été si souvent publiée dans la presse turque que nous nous y retrouvons comme si c'était dans un endroit connu. Le long de l'allée qui nous rapproche du petit monument funéraire de Nazım s'alignent les monuments funéraires d'écrivains, d'artistes et de personnalités soviétiques.

Il n'est pas possible d'en parler sans évoquer une impression relatée par Ataol à son retour de Moscou à Bruxelles :

- Cher ami, Paris et Bruxelles sont pleins de statues et de monuments. Mais tu devrais voir Moscou ! Ici, ils sont abandonnés, mal entretenus... mais à Moscou, ils s'en occupent avec grand soin.

C'est bien ce que nous constatons tout au long de notre bref voyage. Le monument funéraire de Nazım est extrêmement bien entretenu. Nous déposons les fleurs que nous avons apportées et observons une minute de silence. Je remonte un quart de siècle en arrière : comme on l'a insulté lorsqu'il a fui la Turquie, comment on l'a proclamé traître à la patrie, comment il a été déchu de sa nationalité turque. Et surtout comme mon père, même mon père, qui était un de ses grands admirateurs, avait déplacé ses livres, en bonne place dans notre bibliothèque, et les avait dissimulés.

A la sortie du cimetière, Ekber Babayev remarque :

- Très émouvant, n'est-ce pas ?

- Babayev, dis-je, ce n'était pas simplement une visite au cimetière, c'était un règlement de compte avec l'Etat dont je suis le citoyen, voire avec la nation dont je suis un membre, et avec les médias.

Et j'ajoute :

- Nazım avait souhaité être enterré au pied d'un saule en Turquie. Il doit être plus heureux ici. C'était un poète internationaliste, il est désormais valeur universelle. Si l'on me demande mon avis, même si la Turquie est un jour libre, Nazım doit rester ici.

Nous prenons notre repas du soir dans un des très nombreux restaurants de l'hôtel Rossiya. Nous sommes témoins d'un des chancres qui rongent le système soviétique.

A certaines tables, le champagne, le whisky et la vodka coulent à flot, le caviar est dégusté à la louche. Des individus, principalement venus des républiques caucasiennes, pleins aux as grâce





à de louches trafics de type mafieux, prennent du bon temps en compagnie de dames bien en chair, aux généreux décolletés et aux jupes très courtes.

Les couloirs de l'hôtel sont remplis de prostituées.

*

Le thé servi dans le train couchette qui nous mène à Leningrad, infusé au samovar, est inoubliable. On se croirait transporté dans un livre d'un auteur russe du XIXème siècle.

A Leningrad, visiter le Palais d'Hiver, le croiseur Aurore, l'Institut Smolny, voir le bureau où a travaillé Lénine, contempler les tableaux du musée de l'Ermitage, nous enthousiasme.

La plaquette de John Reed à la porte de sortie de l'Institut Smolny me remplit d'émotion. Combien de fois n'ai-je pas lu « Dix jours qui ébranlèrent le monde » lors de nos années de combat en Turquie ? Ce livre est l'un de ceux qui racontent le mieux la révolution soviétique.

Connaître les lieux qui virent les géants de la littérature russe dont nous avons lu les œuvres avec passion : Tolstoï, Pouchkine, Gogol et Dostoïevski ; les compositeurs dont la musique nous a toujours enchantés : Rimski-Korsakov, Borodine, Cui, Moussorgski, Tchaïkovski, Chostakovitch...

Et puis –à la faveur d'un rayon de soleil– ces Soviétiques, bien différents des gens de la « nouvelle classe » vus à l'hôtel Rossiya, qui lisent le journal ou jouent aux échecs, dans les magnifiques parcs de Leningrad, assis sur les bancs et sur le piédestal des monuments...

De retour à Moscou en avion, nous sautons dans l'avion de Tbilissi avec Nicolai, notre guide.

Lorsque l'on me dit "Géorgie", je pense "Staline". Du temps de mon enfance et de ma jeunesse, son nom était toujours en tête de l'actualité. C'était, avec sa personnalité discutable, son rôle dans l'histoire, d'après certains un tyran, d'après d'autres le plus important leader du mouvement communiste après Lénine.

Le représentant de l'Agence Novosti en Géorgie nous accueille à notre descente de l'avion à Tbilissi.

Après les congratulations d'usage, nous montons dans la voiture. Sur la route vers la ville, il nous dit :

- Savez-vous qu'il y a en Turquie des millions de citoyens d'origine géorgienne ?

Pour autant que nous le sachions, et nous n'avons pas de prétention en la matière, les Lazes sont d'origine géorgienne. Ce doit être à eux qu'il fait allusion.



- Non, non, pas les Lazes, insiste-t-il. Des Géorgiens, mais qui ont été convertis de force à l'Islam sous la menace du glaive ottoman.

Après nous être informés du sujet, je demande :

- Qu'avons-nous au programme ?

Bien évidemment les musées, les expositions, etc. Et puis le complexe vinicole où les turcophones sont en majorité, qui a été ajouté à notre programme à notre insistance.

Dès l'entrée à Tbilissi, des paysages surprenants : sur les façades des bâtiments officiels de cette ville dont les constructions sont en pierre, des fresques révolutionnaires héroïques où Staline figure, abondamment moustachu, aux côtés de Lénine. Il y a pourtant presque vingt ans que l'on est passé à la déstalinisation en URSS.

- Nous voudrions voir Gori, le village natal de Staline, disons-nous.

Notre hôte est surpris :

- Pourquoi ?, demande-t-il.

- Depuis que nous sommes entrés en ville, Staline est partout.

On dit que c'est le peuple géorgien qui a eu le plus à souffrir de Staline, mais nous sommes étonnés de voir des portraits de Staline malgré la politique officielle de l'Etat.

Au début, il nous dit qu'il n'est pas possible d'acquiescer à notre demande. Comme nous insistons, il dit qu'il va en parler à ses chefs.

Nous nous installons à l'hôtel. Il nous apporte la bonne nouvelle :

- C'est d'accord, annonce-t-il. Nous irons à Gori demain, après les visites prévues. Normalement, Gori ne figure pas dans les programmes officiels, mais nous faisons une exception pour vous. Et après Gori, au soir, le zavod vinicole...

Le premier soir, une autre surprise :

- Allez, nous nous rendons dans le quartier turc...

Probablement le plus négligé et le plus délaissé de toute la ville. Une modeste mosquée flanquée d'un hammam. Un café délabré...

Nous conversons un moment avec les hommes qui jouent aux cartes dans ce café. De toute évidence, ils restent prudents à cause des officiels géorgiens qui sont avec nous. C'est peut-être la première fois qu'ils voient des gens de Turquie, mais ils ne disent pas grand-chose et donnent de vagues réponses à nos questions.

- Je voulais voir à quel point des turcophones avaient pu s'adapter à la société socialiste dans un pays socialiste, mais cela, ce n'est pas un bon échantillon, dis-je.



- Certes, ce sont des marginaux. Vous verrez ceux du zavod, demain, nous dit-on.

En rentrant à l'hôtel, une bride d'une chaussure d'İnci se rompt. Nous entrons dans l'échoppe d'un cordonnier. Ici aussi, un portrait de Staline.

Le soir, nous sommes dans un restaurant avec Nicolăi. Le pauvre garçon s'efforce d'attirer l'attention du serveur, en vain.

On sent bien qu'il y a une hostilité latente vis-à-vis des Russes.

J'appelle le serveur. Celui-ci arrive en courant, prend les commandes et fait immédiatement le service. Nicolăi est tout rouge.

Le lendemain matin, nous nous mettons en route pour Gori avec notre hôte géorgien.

İnci exprime pour la première fois son avis avec la franchise dont elle est coutumière :

- En Union soviétique, tout va probablement pour le mieux, mais pour autant que j'aie pu le voir, les femmes sont encore traitées comme des citoyens de seconde zone.

- Mais comment est-ce possible ? Les femmes travaillent partout. La plupart des enseignants sont des femmes.

- Certes, mais parmi les dirigeants, combien de femmes ? Combien de femmes siègent au comité central ? Combien dans les comités régionaux du parti ?

- Mais même mon chef est une femme !

- Comment ça, « même » !? Le système soviétique a sans doute réussi dans bien des domaines, il conquiert même l'espace, mais les femmes sont toujours au second plan.

Nous arrivons à Gori. Au milieu de la localité, une gigantesque statue de Staline. Sur son piédestal, des bouquets de roses ou d'œillets. On voit qu'il est encore aimé par certains.

Nous parvenons à un mur en béton. Une vieille maison de village est protégée par quatre murs. On dit que cette maison est la maison natale de Staline. Vrai ou faux, je ne suis pas à même d'en juger... et tout à côté, un grand musée Staline.

Nous le visitons. Nous lisons les légendes qui parlent de la période où Staline se préparait à la révolution, comment il s'était caché dans un trou dans un puits, et comment il avait mené son combat de cette cachette.

Nous voyons les cadeaux envoyés à Staline des quatre coins du monde, de la Seconde Guerre mondiale à la déstalinisation. Les plus intéressants sont les messages de louange et de fidélité du PC français au « petit père des peuples »...

De Gori, nous passons directement au zavod où les Azéris turcophones sont en majorité. Le zavod est en fait une mosaïque de peuples : des Arméniens, des Géorgiens, des Russes, des Kurdes,





et, bien entendu, des Azéris... Le président du soviet est azéri. Tous les peuples y sont représentés. Des quotidiens y sont publiés en quatre langues.

Le président du soviet nous fait visiter les ateliers, puis nous invite chez lui pour le déjeuner. La table est somptueusement garnie de toutes sortes de mets, et aussi de vin de grenade, spécialité de la région...

Les membres géorgiens, russes, arméniens et kurdes du soviet sont présents. Mais İnci est la seule femme. Elle se pose en défenseur des droits des femmes :

- S'il n'y a pas d'autre femme, je ne reste pas.

C'est l'émoi. On va quérir l'épouse du président du soviet, qui arrive, toute gênée. Elle s'installe à un bout de la table. Toutes les autres femmes sont dans la cuisine...

On porte un toast. Après quelques gorgées, la pauvre femme disparaît.

On va enfin pouvoir goûter des plats délicieux. Mais dans presque tous les pays du Caucase, il y a une coutume qui veut que, lors des banquets comme celui-ci, chaque tablée ait un chef que l'on dénomme « tamata ». C'est lui qui dirige la conversation. Le tamata de ce soir n'est autre que le président du soviet.

- Et maintenant, à la fraternité et à l'amitié entre les peuples soviétiques et de Turquie !

On lève son verre, on fait cul sec. On a à peine pris deux ou trois bouchées, le tamata lève son verre :

- A l'interview amicale accordée par le tovaritch Brejnev au journal belge La Libre Belgique !

On trinque à nouveau.

A un moment, je veux aussi prendre la parole. Mais non, tant que le tamata n'en a pas donné l'autorisation, pas question de dire quoi que ce soit.

Advienne que pourra.

Soudain, un vieil homme entre dans la pièce. Tout le monde applaudit. C'est le doyen de la famille, il a plus de 100 ans.

- C'est le bon air et l'eau d'ici qui font cela. Les gens ne vieillissent pas vite, ils vivent vieux, disent-ils.

Puis ils se mettent à danser une danse azérie. Le jeune centenaire en tête, ils virevoltent sur la pointe des pieds. C'est proprement époustouflant.

Le repas terminé, la maîtresse de maison, accompagnée de jeunes filles, apparaît à la porte de la salle. Chacune a en mains une aiguillère et une serviette... Les invités vont se laver les mains et les sécher avant de partir.

Nous nous exécutons. Tous s'embrassent pour se dire adieu.





En route, notre hôte géorgien nous dit :

- Voilà la réalité des peuples. Vous l'avez vu vous-même : même sous le socialisme, les traditions et les modes de vie ne changent pas aussi facilement.

Tôt lendemain matin, nous allons rendre visite à l'Union des écrivains de Géorgie, puis nous allons visiter le musée des sciences appliquées. La section de l'Union des écrivains consacrée à la littérature turque n'a rien à voir avec Nazım Hikmet, ni avec Orhan Kemal ou Yaşar Kemal. Le spécialiste le plus éminent de la littérature turque ne jure que par les traductions qu'il a faites d'Abdülhak Hamit. Dans son répertoire, aucun poète ni auteur de gauche, comme Nazım Hikmet ou Aziz Nesin...

Lorsque nous quittons la Géorgie, il fait très chaud à Tbilissi. Nous étouffons sous nos vêtements.

Dans l'avion, des voyageurs accompagnés de leurs poules et de leurs canards...

A notre atterrissage à Moscou, l'aéroport disparaît sous la neige, un vent glacé souffle avec rage. Les voyageurs quittent l'avion et font la file pour attendre l'autobus qui va les conduire au poste de contrôle. L'autobus n'arrive pas. Le poste de contrôle est à 50 mètres. On pourrait y aller facilement à pied. Des voyageurs maugréent en russe. Mais non, la règle c'est : attendre. In fine, et pour une raison que l'on ignorera toujours, l'autobus ne vient pas du tout, et tout le monde fait au petit trot les 50 mètres qui nous séparent du terminal.

Notre retour à Bruxelles se fait via Sofia.

A notre départ de Moscou, nous ne subissons pas à Sheremetyevo les problèmes que nous avons vécus à l'aller. Notre avion décolle à l'heure.

A Sofia, nous nous entretenons avec les organes de presse bulgares. Nous recueillons les informations utiles pour que les maisons d'édition et les firmes de distribution fondées par les membres du TIP puissent établir avec la Bulgarie des relations d'import-export de livres, disques et articles souvenirs. Puis nous rentrons à Bruxelles.

*

A notre retour, nous nous mettons immédiatement à préparer la publication d'un bulletin d'information en trois langues (anglais-français-turc) pour éclairer l'opinion publique sur la situation en Turquie, en plus des livres que nous sommes en train d'éditer.

Maintenant que j'ai un permis de séjour provisoire et un permis de travail, nous travaillons plus à l'aise.



Mais les pressions et menaces de ceux qui, en théorie, devraient être du même côté que nous, ne connaissent pas de répit.

Un matin au travail, un coup de téléphone : une voix arrogante... elle nous fait savoir que si nous ne nous tenons pas à carreau, le mouvement communiste international ne pourra pas le tolérer plus longtemps, et que si nous poursuivons nos activités, nous pourrions avoir de bien plus gros ennuis.

Quelques jours plus tard, le 10 novembre 1976, alors que nous écoutons sur Radio Ankara la retransmission –perturbée par des grésillements– des commémorations de la mort d'Atatürk, une équipe de gendarmes surgit dans la coopérative.

Ils m'arrachent à ma table de travail et me traînent dans un coin :

- Il y a des travailleurs clandestins ici, disent-ils, nous allons perquisitionner.

- Il n'y a personne d'autre que moi qui travaille ici, dis-je. Je suis l'administrateur de la coopérative. Mon épouse est bien naturellement avec moi.

Je produis mon permis de travail valable un an délivré quelques semaines auparavant, et mon permis de séjour de trois mois. Ils deviennent plus conciliants.

- Nous avons reçu une dénonciation par téléphone, expliquent-ils.

Ils perquisitionnent partout, dans la chambre noire, dans l'atelier d'impression au sous-sol. Il ne s'y trouvait effectivement qu'İnci et moi-même. Ils dressent un rapide procès-verbal et s'en vont en s'excusant. La dénonciation devait avoir été l'œuvre de la voix arrogante qui avait proféré des menaces quelques jours plus tôt. Mais elle venait de personnes qui ignoraient que j'avais obtenu permis de séjour et de travail. Le complot était tombé à l'eau.

En ces jours tendus, Çiğdem vint passer une semaine chez nous. Elle avait travaillé un temps pour la presse quotidienne puis avait décidé de fonder une nouvelle maison d'édition sous le nom de Güncel Yayınları. Elle était entre-temps devenue militante active du TİP, dont elle assumait les projets d'éditions. Elle avait l'intention de publier en Turquie nos éditions en turc dans le cadre de sa nouvelle entreprise. Il était extrêmement important que ces publications pour lesquelles nous avions tant œuvré mais qui n'avaient qu'un public de lecteurs très réduit, atteignent une plus grande masse de lecteurs une fois imprimées en Turquie.

Çiğdem insistait par ailleurs pour que nous mettions enfin fin à notre exil et que nous rentrions en Turquie pour y continuer notre combat. Les dirigeants du TİP lui avaient demandé de nous convaincre dans ce sens.



Certes, nous soutenions le Parti ouvrier de Turquie, nous fiant surtout aux informations que nous donnaient nos amis de Paris. Nous avons d'ailleurs distribué en Europe certains documents du TİP comme par exemple, sous le titre La Turquie et le monde d'aujourd'hui (Türkiye ve Günümüz Dünyası), un discours de Behice Boran datant des 22 et 23 novembre 1975, traduit en français et en anglais, afin de montrer qu'il existait en Turquie d'autres partis de gauche que le TKP.

En novembre 1976, à la demande du TİP, nous avons servi de relais pour assurer la participation d'Isabel et Angel Parra à la soirée de solidarité avec le peuple du Chili.

Mais nous n'étions pas encore entièrement convaincus que le parti puisse jouer le rôle de leader de la classe ouvrière en Turquie.

Entre-temps, le TKP s'enracinait de plus en plus profondément en Turquie, en dépit de ses erreurs et de ces campagnes de difamation contraires à l'éthique révolutionnaire. Le TSİP s'était organisé avant même le TİP, en tant que parti socialiste. Le THKO, le THKP-C, le TİİKP, le TKP-ML, les partisans d'Aybar, de Belli, de Kivilcimlı, qui avaient souffert du 12 mars, s'organisaient rapidement sous des noms divers dans le cadre de programmes plus radicaux.

*

Comme nous éprouvions certaines difficultés à financer les publications d'Info-Türk et que les travaux commerciaux que nous effectuions ne suffisaient pas à assurer leur propre financement, nous décidâmes fin 1976 de réduire nos propres dépenses au minimum, et nous quittâmes la rue Puccini pour nous installer au premier étage des locaux de la coopérative chaussée de Ninove.

Ce faisant, il nous sembla que nous étions condamnés à une insomnie permanente.

Il nous était impossible de trouver le sommeil à cause des disputes d'une famille nombreuse sicilienne qui habitait dans l'immeuble voisin, qui ne cessaient que vers deux ou trois heures du matin.

Nous étions à peine endormis que, sur le coup de six heures, la famille grecque qui occupait l'appartement au-dessus du nôtre se levait à grand bruit de canapés - lits traînés et refermés. Nous ne parvenions donc pas à dormir.

Malgré notre fatigue, nous continuions à respecter à la lettre le programme fixé.

Les bulletins mensuels qu'Info-Türk publiait en trois langues avaient acquis une certaine notoriété, devenant la source d'infor-





mation la plus fiable sur la Turquie non seulement en Belgique mais dans toute l'Europe.

Il fallait que l'éditeur responsable de ces bulletins soit citoyen belge ou à tout le moins quelqu'un qui ait un permis de séjour définitif. Mateo Alaluf, de l'Université libre de Bruxelles, nous témoigna l'amitié de bien vouloir se charger de cette tâche.

Je rédigeais les versions turque et anglaise du bulletin. La traduction vers le français était assurée au départ par Elsa Todtenhaupt. Moune L'Heureux, qui travaillait à la FGTB, nous a aussi longtemps aidés pour ces traductions.

Le travail ne consistait pas seulement à élaborer un bulletin mensuel en trois langues, il nous fallait aussi transmettre les informations plus détaillées exigées par les ONG internationales, les centres d'études et les journalistes qui étaient en contact avec nous grâce à ce bulletin.

Nous participions également de manière active aux manifestations du Centre culturel des Travailleurs de Turquie. Entre-temps, l'expulsion abusive des artistes chiliens Isabel et Angel Parra que nous avons contribué à amener en Turquie pour y donner des concerts avait suscité de vives réactions dans l'opinion publique internationale.

Lorsque les deux artistes vinrent donner un concert à Leuven quelques mois plus tard, nous pensâmes avec Hüseyin Çelik à leur rendre visite et à leur offrir des fleurs en présentant les excuses des travailleurs turcs pour l'ignominie dont ils avaient été victimes en Turquie. Nous nous y rendîmes avec une délégation syndicale. Les deux musiciens furent très émus par ce geste.

Le concert de Leuven se déroula dans le Béguinage, une institution catholique. Angel y exécuta une de ses propres compositions, l'Oratorio pour le peuple.

Je ne l'oublierai jamais, nos amis travailleurs avec qui nous avons été au concert avaient été très impressionnés, mais il y avait une chose qu'ils ne comprenaient pas :

- C'est fort bien, tout cela, mais que font des artistes révolutionnaires dans une église ?, s'interrogeaient-ils.

- L'important n'est pas où ils s'expriment, camarades, mais ce qu'ils expriment, avons-nous répondu. Dans les masses populaires, autant que des socialistes et des communistes, il y a des gens qui ont des convictions religieuses mais qui sont anticapitalistes et antifascistes. Ils ont lutté contre le nazisme durant la guerre.

Un des sujets dont Muharrem, le délégué turc de la Confédération des syndicats chrétiens, se plaignait le plus était celui-là.

- Nos amis de gauche considèrent que s'affilier à un syndicat chrétien et y travailler est antirévolutionnaire.





Le fond de l'affaire était le suivant : après l'accident, dû à un coup de grisou, de la mine de Marcinelle en 1956, où 262 mineurs, pour la plupart italiens, avaient trouvé la mort, le patronat belge ne pouvant plus trouver de mineurs à envoyer au fond de la mine avait importé des travailleurs du Maroc et de Turquie pour les envoyer au sacrifice.

Les organisations qui se préoccupèrent du sort de ces travailleurs furent tout d'abord les syndicats chrétiens et les œuvres sociales apparentées à ceux-ci. Les travailleurs originaires de Turquie s'y étaient donc tout naturellement affiliés. Muharrem en faisait partie.

- Ne fais pas attention à ce qu'ils disent, lui disais-je. Syndicat socialiste ou chrétien, où est la différence ? L'important est le but de ta cause, quel qu'en soit le camp. Tu es un travailleur de la mine. Je connais bien des réfugiés qui te mépriseraient au nom du mouvement révolutionnaire ou du mouvement communiste, qui n'ont jamais gagné leur pain à la sueur de leur front, et qui vivent soit de l'aide financière de leur famille ou des allocations des pays où ils se sont réfugiés. Mais quand ils intègrent la hiérarchie du parti, ils sont tout à coup des « professionnels » qui s'arrogent le droit de donner des leçons à tout le monde.

Je lui racontais ensuite l'histoire de Camilo Torres, le prêtre colombien qui avait marqué de son sceau les années où la vague révolutionnaire se levait en Amérique latine. Camilo était un symbole important pour les progressistes belges. Une des cités estudiantines de Louvain portait son nom. Camilo avait étudié la sociologie et les sciences politiques à l'Université catholique de Louvain. Il était arrivé en Belgique en 1954, et était rentré en Colombie à la fin de ses études pour s'y engager dans le combat révolutionnaire. Il se définissait lui-même de la façon suivante : « en tant que Colombien, sociologue, chrétien et prêtre, je suis un révolutionnaire ». Jugeant que la lutte pacifique ne menait à rien, il avait rejoint les rangs de la lutte armée de l'ELN et avait été abattu lors d'une opération des forces armées le 15 février 1966 à San Vicente.

Dans les premières années de mon exil, j'avais lu de nombreux articles sur Camilo et sa révolte contre la hiérarchie dans l'Eglise.

Nous organisâmes, le 20 janvier 1977, une grande cérémonie de commémoration du 75^{ème} anniversaire de la naissance de Nazım Hikmet, dans la salle de conférences de la Maison des Huit Heures, local du syndicat socialiste. Nous publiâmes à cette occasion une cassette de conversations et poèmes de Nazım Hikmet enregistrés à la Radio de Budapest, ainsi qu'un opuscule rédigé en français et consacré au poète.

Des personnalités belges de renom prirent la parole lors de





cette commémoration, et j'y évoquai pour ma part la vie de combat de notre grand poète, qui s'était achevée dans « l'exil politique ».

Quelques semaines plus tard, nous allions pouvoir constater que, bien que séjournant et travaillant dans la légalité désormais, nous n'étions pas au bout des agressions dont nous avons déjà été victimes dans notre vie d'exilés politiques.

Quelques semaines après notre retour d'URSS, je fus convoqué à la Sûreté de l'Etat. Hüseyin Çelik, de la FGTB, m'avait accompagné pour intervenir au cas où ma situation devenait périlleuse.

Dès l'entrée dans la salle de l'interrogatoire, on me réclama mon document de voyage des Nations Unies. Le préposé à l'interrogatoire feuilleta le document puis demanda :

- Où est le visa soviétique ?

Le fait que le visa avait été délivré sur une feuille à part et que notre envol pour Moscou s'était fait de Francfort via Luxembourg, et non de Bruxelles, pour ne pas avoir d'ennuis par la suite, n'avait donc servi à rien.

J'avais le visa soviétique sur moi. Lorsqu'il le vit, il hésita un instant avant de poursuivre :

- Pourquoi vous êtes-vous rendu en Union soviétique ?

- Lorsque les Nations Unies m'ont délivré ce document, il m'a été dit que je pourrais me rendre partout, sauf en Turquie. Il est d'ailleurs indiqué sur le document : « Valable pour tous pays sauf la Turquie ».

- Oui, mais pourquoi l'Union soviétique ?

- Votre question me surprend, monsieur. J'ai déjà voyagé auparavant avec ce même document. Pourquoi ne me demandez-vous pas pourquoi je me suis rendu en Italie, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France et en Autriche ? Je suis journaliste, et en tant que tel je peux aller en URSS, et aux USA...

Hüseyin intervint :

- Doğan Özgüden est un membre de notre syndicat, vous ne pouvez l'empêcher de pratiquer son métier comme il l'entend. D'autre part, moi aussi, je voudrais bien voir l'Union soviétique. Je m'y rendrai à la première occasion.

Le fonctionnaire de la Sûreté n'insista pas, il me libéra.

Peu de temps après, le jour de mon anniversaire, le 12 février 1977 dans la soirée, une patrouille de gendarmerie surgit à nouveau dans la coopérative.

Le chef de la patrouille me tend une notification en disant :

- Vous avez obtenu un permis de séjour et un permis de travail en tant que réfugié politique en Belgique. Mais d'après la loi belge,



il vous est interdit d'émettre des critiques, d'écrire des articles ou de participer à des manifestations contre le régime politique du pays dont vous venez. On vous a dénoncé auprès de nous comme vous livrant à ce type d'activités. Si vous n'y mettez pas fin, vous serez immédiatement expulsé de Belgique.

A la même époque, les membres du TKP et les sympathisants du TİİKP bénéficiant du statut de réfugiés politiques poursuivaient leurs activités au grand jour, et n'étaient nullement inquiétés par la police ni par la gendarmerie.

- Ceci est une coopérative fondée selon le droit belge. Info-Türk, dont vous tentez d'interdire les publications, est un centre d'information actif depuis bientôt trois ans, dont la légitimité est reconnue par le ministère belge des Affaires étrangères et les organisations des médias, ai-je répondu. Les interdictions que vous évoquez ne sont rien d'autres que des violations de la liberté d'expression, et sont destinées à saboter les activités de ces deux institutions. C'est parce que la liberté d'expression est violée dans mon pays que je me trouve en Europe. En outre, j'ai la carte professionnelle de presse délivrée par l'Etat belge, et je suis membre de l'Association des Journalistes professionnels. Que je sois soumis en Belgique à la même répression que dans mon pays est une honte pour la démocratie belge.

- Nous vous aurons prévenu, dirent-ils avant de partir et après m'avoir fait signer la notification.

Sur ce, le professeur François Rigaux, président de la Ligue des droits de l'Homme, René De Schutter, le secrétaire régional de la FGTB, Robert D'Hondt, le secrétaire général de la CSC, ainsi que de nombreuses personnalités belges manifestèrent leur solidarité en s'élevant contre les pressions exercées à notre rencontre.

Les quotidiens critiquèrent également ces procédés, et la chaîne de télévision belge RTB effectua un long reportage avec moi.

Dès lors, les descentes de gendarmerie et les ennuis cessèrent, jusqu'à ce que, l'Etat turc nous ayant déchu de la nationalité turque et fait de nous des apatrides, nous sollicitions la naturalisation en Belgique, et que le Parquet nous déclare « indésirables ».

Les élections législatives du 5 juin 1977 étaient suivies avec un grand intérêt et beaucoup d'enthousiasme par la communauté émigrée de Turquie en Europe, tout comme en Turquie même.

La campagne électorale s'était muée en combat pour échapper au premier gouvernement de Front nationaliste qui avait réactivé la terreur d'Etat depuis plus d'un an. L'alternative la plus crédible était le CHP d'Ecevit. Le TİP allait participer pour la première fois aux législatives afin de faire entendre la voix des socialistes.

Les gens du TKP avaient placardé dans les rues de Bruxelles

des affiches de soutien au CHP, accusant le TIP de vouloir diviser le Front démocratique national (Ulusal Demokratik Cephe) en se présentant aux élections. En privé, ils faisaient courir le bruit que le CHP, une fois au pouvoir, légaliserait le TKP sans tarder.

Dans la Turquie conduite par le Front nationaliste, la terreur de droite sévissait. Le feu avait été ouvert le 26 avril 1977 sur Ecevit qui était venu tenir un meeting électoral à Niksar, dans la province de Tokat, ainsi que sur la foule venue l'écouter. Partout où Ecevit se rendait pour s'adresser à la foule, les membres du MHP, les sympathisants de Türkeş et les Loups gris arboraient des banderoles et scandaient leur slogan : « Ecevit assassin, les communistes à Moscou ».

Sur ce, nous organisâmes avec les délégués turcs de la FTGB et de la CSC, Hüseyin et Muharrem, une conférence de presse au Centre de Presse international afin d'avertir l'opinion publique européenne sur l'escalade fascisante en Turquie.

Ecevit ne remporta pas des élections une majorité qui lui aurait permis d'accéder seul au pouvoir. Les candidats présentés par le TIP dans un petit nombre de provinces n'obtinrent guère de succès. Un deuxième gouvernement de front nationaliste fut fondé.

Toutefois, le CHP avait augmenté son score par rapport au scrutin précédent et conservait sa position de parti dominant. L'éventualité qu'il puisse accéder au pouvoir à tout moment avait conduit les missions diplomatiques turques à l'étranger à adopter une attitude plus souple à l'égard des réfugiés politiques.

Vu cela, et afin de pouvoir nous rendre en Turquie le cas échéant, nous nous adressâmes au Consulat général de Turquie à Bruxelles pour obtenir un passeport. Il nous fut délivré sans difficulté, non sans nous rappeler que pour pouvoir bénéficier pleinement de la loi d'amnistie, il nous faudrait nous adresser au Parquet de la République dès notre retour en Turquie pour nous innocenter. Nous décidâmes donc de conserver notre passeport turc dans un tiroir jusqu'à ce que la situation devienne un peu plus claire, et de continuer à voyager avec le titre de voyage de l'ONU.

Le 2 octobre 1977, nous reçûmes une invitation de l'ambassade de Turquie. Nous étions conviés à la conférence de presse qui allait être organisée au Centre de Presse international à l'issue de la visite à Bruxelles du ministre de l'Energie et des Ressources naturelles, Kamran İnan, du Parti de la Justice (AP).

C'était la première fois en six ans que nous recevions une invitation des autorités turques.

Après avoir entendu le discours classique de propagande du ministre, je posai, en tant que seul journaliste de l'opposition dans la salle, une question sur les violations des droits de l'Homme en Turquie. Comme j'avais posé ma question en anglais, il crut que

j'étais un journaliste étranger, et donna en anglais une réponse lénifiante.

Les journalistes invités à la conférence de presse étaient conviés à une réception après la conférence. Les conseillers de presse avaient dû lui chuchoter à l'oreille qui j'étais car, dès qu'il me vit, il demanda à me parler en aparté.

- Vous avez eu raison de poser cette question, monsieur, fit-il. Mais nous faisons quelque chose pour la démocratisation du pays. Je vous en prie, n'humilions pas notre pays à la face des étrangers. Si nous avons du linge sale, lavons-le en famille.

L'ambassadeur était à ses côtés.

- Monsieur le Ministre, dis-je, je sais mieux que quiconque ce qu'il se passe en Turquie. C'est le combat que je mène depuis six ans à l'étranger. Demain, vous allez rentrer en Turquie, mais les représentants de l'Etat qui restent ici doivent pouvoir répondre en permanence à ces questions.

Désignant l'ambassadeur,

- Voyez, l'Ambassadeur a été interrogé à ce sujet il y a à peine quelques jours par Amnesty International. Ayez au moins pitié de ceux qui travaillent aux ordres du gouvernement dans les missions étrangères.

Quelques semaines après, les 20 et 30 octobre 1977, fut organisée à Bruxelles à l'initiative des Chypriotes grecs une Conférence de solidarité avec la République de Chypre.

Nous participâmes à cette conférence et y soulignâmes que la présence militaire turque dans l'île était le plus grand coup asséné à la paix et à la stabilité de Chypre.

L'Union soviétique y participait également avec, comme c'était toujours le cas dans ce type de conférence, une délégation de trois personnes présidée par un responsable du parti.

Le personnage le plus remarquable de cette délégation soviétique-ci était, par son habit sacerdotal, le Mufti de l'Ouzbékistan.

Après la conférence, Hüseyin Çelik, de la FGTB, avait organisé une réunion-débat avec le Mufti dans le but de briser les préjugés anticommunistes et antisoviétiques des travailleurs turcs habitant à Schaerbeek.

Aux questions sur la liberté de religion des musulmans en URSS, le Mufti avait donné des réponses apaisantes, axées sur la « ligne de masse ». Mais la question la plus délicate posée lors de la réunion, sans doute inspirée par la proximité des maisons de passe de Saint-Josse, fut la suivante :

- Y a-t-il de la prostitution en Union soviétique ?

La réponse du Mufti fut frappée au coin du réalisme :

- Là où il y a des êtres humains, n'y a-t-il pas de prostitution ?



Mais il ajouta :

- Toutefois, notre Ouzbékistan ne fait pas de prostituées. S'il y en a, elles viennent de l'Ouest.

En parlant de l'Ouest, le Mufti voulait dire l'ouest de l'URSS, les républiques non musulmanes comme la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie.

Je ne pouvais m'empêcher de penser aux graines de mafieux du Caucase rencontrés dans le restaurant de l'hôtel Rossiya à Moscou, et aux prostituées arpentant les couloirs de l'hôtel.

En ces jours-là arriva la nouvelle que Behice Boran, la présidente du TIP, et le secrétaire général du parti, Nihat Sargin, avaient été invités par le Parti communiste soviétique à Moscou pour y assister aux célébrations d'anniversaire de la Révolution d'Octobre.

La nouvelle fit l'effet d'une bombe au TKP et dans ses cercles proches. C'était la fin du monopole du parti comme unique représentant du mouvement communiste international en Turquie.

*

Le CHP remporta les élections locales du 11 décembre 1977 avec une écrasante majorité. Ceci eut deux importantes conséquences. Il était désormais inévitable qu'un gouvernement CHP soit formé sous la présidence d'Ecevit. Le 29 décembre, le groupe du CHP à l'Assemblée parlementaire présenta à la présidence de l'Assemblée une motion de censure contre le 2ème gouvernement de Front nationaliste de Süleyman Demirel. On attendait d'un moment à l'autre la chute du gouvernement et la formation d'un nouveau gouvernement.

Un autre développement, plus important encore, fut l'éviction par l'opposition menée par Abdullah Baştürk, Président du syndicat Genel-İş, lors du Congrès de la DİSK qui se tenait au même moment, de l'équipe de Kemal Türkler, qui avait écarté tous les syndicalistes qui ne s'inclinaient pas devant le TKP, et qui avait fait de la Confédération et de ses syndicats affiliés une organisation auxiliaire du TKP depuis 1974.

Comme je l'ai relaté en détail dans le premier volume, j'avais rencontré Türkler au début des années 60. C'était un leader syndical jeune et dynamique. Notre camaraderie s'était renforcée au cours des années de formation du TIP, et nous étions devenus de vrais amis. Il avait accédé à la présidence du syndicat Maden-İş et ensuite de la DİSK à la force du poignet. Fort malheureusement, dans les années 70, des experts l'avaient mal conseillé et l'avaient conduit à servir la politique sectaire du TKP, qui rejetait toutes les forces de gauche en dehors de lui.



En septembre 1976, la DİSK avait lancé la campagne « Non aux Cours de Sûreté de l'Etat » (DGM). L'année suivante, Maden-İş avait entamé une campagne sur le thème « Nous sommes venus à bout des DGM, le tour du Syndicat des Industriels du Métal (MESS) est venu ». Les soirées de solidarité organisées principalement dans les grandes villes d'Allemagne par les partisans du TKP se transformaient en collectes d'impôts forcés, ce qui ne manquait pas de susciter de vives réactions. On nourrissait par ailleurs de sérieux doutes sur la destination des fonds rassemblés lors de ces soirées, et qui auraient dû parvenir à la DİSK ou à Maden-İş.

La DİSK de Türkler avait considérablement perdu de son prestige dans les milieux de gauche au moment où elle avait lancé une vile campagne contre Aziz Nesin, le célèbre auteur qui avait osé critiquer Maden-İş.

Les premières nouvelles qui nous étaient parvenues après le congrès nous donnaient l'espoir que la nouvelle direction présidée par Baştürk allait faire de la Confédération un centre d'attraction qui concentrerait toutes les forces de gauche, et n'en ferait plus une organisation à la remorque d'un quelconque parti.

Nos amis et nos anciens camarades de lutte nous disaient que les circonstances changeaient de manière spectaculairement rapide, que nous allions pouvoir rentrer en Turquie, et reprendre une entreprise du type d'Ant. Certes, nous avions un passeport turc, mais nous étions encore hésitants, incertains de ce qui allait nous arriver après notre retour en Turquie, puisque l'article 140 du Code pénal n'avait toujours pas été inclus dans le cadre de l'amnistie.

Nous conclûmes, pour prendre une décision plus saine, d'attendre le résultat du vote de confiance au gouvernement de Front nationaliste. Entre-temps, nous allions passer le Nouvel An 1977-1978 chez des amis à Dinslaken en Allemagne.

Ataman Aksoyek, un de nos lecteurs résidant en Allemagne, était venu à Bruxelles un an auparavant, et avait pris contact avec nous. Il habitait à Dinslaken, non loin de Düsseldorf, avec son épouse, Gönül Göhler, une dentiste bien connue dans sa région. Nous avions fait la connaissance d'un autre dentiste turc, le Dr Yılmaz Erönder, par son intermédiaire.

Ataman venait souvent à Bruxelles. Comme il connaît le français, il se procurait, hormis les publications d'Info-Türk, des livres des librairies de gauche. Nous avions de longues conversations sur les problèmes de la gauche turque.

A nos problèmes financiers étaient venus s'ajouter des problèmes de santé. Le problème le plus alarmant, qui affectait notre travail, était celui de nos dentitions demeurées si longtemps sans soins. Les frais médicaux nécessaires dépassaient de loin notre

budget fortement limité par l'absence de papiers officiels. Gönül Göhler et Yılmaz Erönder firent preuve d'une solidarité sans faille et nous remirent en état de travailler à plein temps après avoir soigné nos dents.

Nous mîmes dans nos bagages les nouvelles publications d'Info-Türk et les livres français qu'Ataman avait commandés, et nous prîmes le train pour l'Allemagne. La frontière que nous avions franchie cinq ans auparavant, nous pouvions désormais la passer avec le document de voyage des Nations Unies.

A l'approche d'Aix-la-Chapelle, deux policiers allemands entrèrent dans le compartiment en intimant : « Papieren bitte ». Tandis qu'ils contrôlaient nos documents à l'aide d'un appareil électronique, İnci, certaine qu'il ne nous arriverait rien, maugréait en turc :

- Cherchez, cherchez bien, vous ne trouverez rien.

Ils nous remirent poliment les documents et s'éloignèrent.

Quelques minutes plus tard, ils étaient de retour. Ouvrant brusquement la porte du compartiment, l'un des deux me désigna du doigt et intima :

- Suivez-nous, avec vos bagages, s'il-vous-plaît !

- Et moi ?, s'alarma İnci.

- Vous, vous pouvez continuer.

- Non, je ne me séparerai pas de mon mari, même pas un instant. Je viens avec vous.

Elle saisit son sac. Ils ne s'y opposèrent pas.

A la gare d'Aix-la-Chapelle, nous descendîmes du train escortés par deux policiers.

Les voyageurs qui attendaient sur le quai pour monter dans le même train trouvaient la situation inédite et demandaient pourquoi ces deux étrangers avaient été appréhendés par la police.

On nous emmena au poste de police juste en face de la gare. On me mit dans une cellule de l'étage supérieur.

- Puisque vous y tenez, allez-y aussi, fut-il dit à İnci.

Pourquoi nous avait-on mis sous les verrous ?

D'après les graffitis sur les murs, la cellule était sans doute réservée aux étrangers. Un Turc avait écrit :

- Que Dieu vous vienne en aide !

Une demi-heure plus tard, on amena un Croate que l'on soupçonnait de faire partie des Oustachis.

D'autres policiers arrivèrent et nous firent vider nos bagages. Voyant les publications d'Info-Türk et les autres ouvrages de gauche, ils eurent l'air tout content de ceux qui se disent : « Dans le mille ! ». Ils saisirent le tout et s'en furent.

Notre interrogatoire tardant, nous nous mîmes à crier et tempêter pour parler au chef.



Le chef en question était quelqu'un d'extrêmement courtois :

- Je suis désolé, mais le centre de la sûreté de Coblenz nous a fait savoir que le nom de Özgüden figurait dans la liste des personnes dont l'entrée en Allemagne était indésirable. C'est la raison pour laquelle vous avez été conduit ici. Comme tout le monde se prépare au réveillon du Nouvel An, nous n'avons pas encore pu recevoir de réponse à notre demande d'information complémentaire.

- Quelle information ? Nous sommes réfugiés politiques en Belgique, et nous y menons des activités parfaitement légales. Monsieur le Commissaire, si vous en avez le temps, suivez les informations télévisées ce soir, et voyez ce que l'on dit de la Turquie. Aujourd'hui, le gouvernement de droite peut être renversé par le vote d'une motion de censure. Demain, la Turquie peut avoir un gouvernement socio-démocrate, tout comme en Europe.

Je poursuivis en plaisantant :

- Qui sait, le nouveau gouvernement pourrait bien nommer le journaliste expérimenté que je suis comme attaché de presse en Allemagne. Ce sera à vous de vous débrouiller, alors.

- C'est possible. Mais nous obéissons aux ordres. Tant que nous n'aurons pas le feu vert de Coblenz, nous ne pouvons pas vous libérer.

Il ajouta cependant :

- Je comprends fort bien votre réaction. Sous le régime nazi, j'étais résistant. A présent, je suis membre du Parti social-démocrate. Plus tard vous pourrez même, si vous le voulez, intenter une action en justice à mon encontre pour « détention arbitraire ». Voici, prenez ma carte. Mon adresse, mon numéro de téléphone, mon titre, tout y figure.

Nous retournâmes en cellule pour y attendre la réponse de Coblenz.

En début de soirée, Coblenz fit savoir qu'il n'était pas question de m'autoriser à pénétrer sur le territoire de l'Allemagne.

Le commissaire de police apposa le cachet « zurückgewiesen » (refoulé) sur mon titre de voyage et dit :

- Nous ne confisquons pas les livres que vous avez apportés. Nous allons vous expulser soit vers la Belgique, ou alors vers les Pays-Bas.

- Oui, mais j'ai une série de rendez-vous aujourd'hui et demain en Allemagne au nom des organisations que j'administre. Qu'en sera-t-il des dommages qui pourraient découler du fait que ces entretiens n'aient pas lieu ?

- Intentez un procès. Si l'on vous donne raison, vous aurez droit à une indemnisation.





- Nous ne voulons pas être reconduits au train avec une escorte de police, comme des criminels de droit commun.

- Je vous comprends. Vous sortirez d'ici seuls. Nos agents vous suivront à 20 mètres. Ils se retireront quand ils seront sûrs que vous êtes montés dans le train. Ils attendront à l'écart jusqu'à ce que le train soit parti. Personne ne le remarquera.

Nous le remercîâmes pour sa compréhension. Nous rassembleâmes les publications dispersées dans la pièce, et nous indiquâmes que nous souhaitions rentrer en Belgique.

Nous nous mîmes en route les premiers, suivis par deux agents en uniforme à quelques mètres derrière nous. Nous nous dirigeâmes vers le train pour Bruxelles, qui était en gare. Une fois que nous sommes montés dans le train et que nous avons fermé la porte du compartiment sur nous, les agents furent soulagés, et se retirèrent un peu plus loin.

Le train s'ébranla enfin. Les agents de police nous saluèrent de signes de la main.

Les policiers belges apparurent tout de suite, bientôt suivis par les douaniers belges.

Toujours la même question :

- Rien à déclarer ?

Înci, dont les nerfs avaient été mis à rude épreuve par notre mésaventure, tourna la situation à la plaisanterie :

- Dans cette valise-ci, il y a un peu de cocaïne, et dans l'autre, là, un peu de haschich...

Le douanier belge s'esclaffa en disant :

- Ok, allez, bienvenue en Belgique !

Nous arrivâmes à Bruxelles dans la soirée. Comme il n'y avait pas encore de téléphones portables à l'époque, ce n'est que vers 9 heures que nous pûmes téléphoner à Ataman et lui raconter ce qu'il nous était arrivé.

Ils avaient dressé une jolie table, ils nous attendaient et s'inquiétaient, ne nous voyant pas arriver.

Ils nous donnèrent par la même occasion la nouvelle que nous attendions : alors que nous étions en garde à vue à Aix-la-Chapelle, le gouvernement de Front nationaliste n'avait pas obtenu la confiance du parlement, et était tombé.

Après nous être souhaité mutuellement la bonne année, je déclarai :

- La Turquie n'est désormais plus si différente de l'Europe. Le mieux sera de rentrer en Turquie à la première occasion, pour y continuer le combat. Même si cela comporte des risques, nous allons retourner en Turquie...



Parenthèses de Turquie

Une fois rentrés en Belgique, nous procédons à une mise au point de la situation avec nos amis. Notre expulsion d'Allemagne est présentée dans la presse belge comme un scandale. La *Fédération internationale des Journalistes* (FIJ), l'*Association internationale des Juristes démocrates* (AIJD) et *Amnesty International* publient des notes de protestation et exigent de l'Allemagne qu'elle lève l'interdiction qui nous frappe. Un avocat allemand dépêché par l'AIJD de Brême à Bruxelles afin de s'informer de la question dans tous ses détails intente une action en justice contre l'Etat allemand.

Nous en avons plus qu'assez des pressions et des injustices dont nous avons été victimes en Europe. C'est pourquoi nous prenons l'avion pour Istanbul quelques semaines après la formation du gouvernement Ecevit.

Les amis avec qui nous avons mené le combat jusque là à Bruxelles n'étaient pas tout à fait convaincus de la solidité des promesses de « démocratisation » faites par le nouveau gouvernement. Ils partagent donc entièrement notre émotion au moment de quitter Bruxelles. Nous expliquons ce qu'il faut faire pour maintenir *Info-Türk* en vie au cas où un problème surviendrait et que nous ne puissions pas revenir en temps utile et quelles démarches pourraient être entreprises si nous étions arrêtés.

Nous mettons Ali Yaşar, mon ami avocat qui était venu nous rendre visite l'année précédente lors d'un tour en Europe avec sa famille, au courant de notre voyage. Ma sœur Çiğdem et lui vont nous attendre à l'aéroport de Yeşilköy et intervenir le cas échéant.

Dans le même avion voyagent des amis travailleurs. Ils sont extrêmement touchés que nous rentrions en Turquie après sept ans d'absence.

L'avion fait escale à Francfort pour y prendre d'autres voyageurs. A l'approche d'Istanbul, voir de nouveau d'en haut la splen-



deur de la ville nous plonge dans une joie indescriptible. Les roues touchent le tarmac, tous les passagers applaudissent. Mais nous ne sommes pas capables de partager entièrement l'allégresse générale tant nous sommes inquiets de ce qui nous attend à l'arrivée.

Une chose que je ne pourrai jamais oublier est que lorsque nous sommes descendus de l'avion et que nous nous sommes dirigés vers le point de contrôle des passeports, nos amis travailleurs nous ont entourés comme s'ils voulaient nous protéger et nous ont accompagnés jusqu'au contrôle de police.

De l'autre côté, le mari de Çiğdem –le syndicaliste Selim Mahmutoğlu– et notre avocat, Ali Yaşar, nous attendaient avec impatience.

De longues files s'étaient formées devant le point de contrôle. Pour distraire le fonctionnaire, tout comme lors de notre départ sept ans auparavant, j'émetts des protestations contre cette situation en observant : « Quand les ministres et les députés viennent en Europe, ils font toutes sortes de promesses aux travailleurs immigrés sur les services qu'ils vont leur rendre. Qu'ils viennent ici, ils pourraient voir comment ça marche ! » Les travailleurs qui étaient présents acquiescent.

Le pauvre agent de police répond : « Que puis-je y faire, monsieur. On ne nous donne pas de personnel, mais on veut un contrôle strict... ». Il jette un œil distrait sur nos passeports, y appose le cachet d'entrée et nous laisse passer la porte.

Nous étions en Turquie.

Après avoir passé quelques jours à Istanbul avec nos parents et amis, nous prenons l'avion pour Izmir.

Les parents d'İnci et son frère Yalçın, qui habitent Ankara, avaient pu venir nous voir de temps à autre à Bruxelles, mais je n'avais plus vu mes parents, installés à İzmir, depuis ma visite clandestine à la suite des événements des 15 et 16 juin 1970, il y a huit ans de cela. Ils me manquaient terriblement.

Sur la route de l'aéroport à la cité de la presse, les changements que j'observe de la fenêtre du taxi sont impressionnants. Vers les sommets de la colline de Hatay, il n'y avait que quelques maisons à part la nôtre. A présent, des immeubles s'élèvent partout. Je ne reconnais pas le quartier. Le chauffeur du taxi trouve à grand peine l'adresse que je lui ai indiquée. Notre maison est coincée entre d'immenses blocs.

Mon père et ma mère, nous voyant, n'en croient pas leurs yeux. Maman pousse des cris, Papa se trouve mal. Apprenant que nous sommes revenus, mes collègues, qui avaient préféré espacer les contacts avec mes parents après que mon nom ait plusieurs fois figuré dans la liste des individus recherchés durant la période de



l'état de siège, accourent pour partager la joie de ma mère. Ils ne peuvent s'empêcher de jeter des regards soupçonneux, à İnci et à moi. Ils sont bien revenus, mais sont-ils bien nets ?

Les retrouvailles avec nos vieux amis de lutte politique et sociale, des amis de jeunesse, sont plus chaleureuses et plus sincères.

Après İzmir, nous passons à Ankara. Il faut que nous nous adressions dans les meilleurs délais au Parquet de la République pour bénéficier des termes de la loi d'amnistie.

Nous rendons visite à la famille d'İnci puis nous prenons contact avec nos amis journalistes pour leur signaler que nous allons nous rendre au Parquet, qu'ils interviennent s'il arrive quelque chose et qu'ils préviennent nos camarades en Belgique si nécessaire.

Mustafa Ekmekçi, du Cumhuriyet, s'exclame :

- Mais vous êtes fous ? Vous cherchez les problèmes ? Vous pensez que tout a vraiment changé rien que parce que le gouvernement a changé ? N'allez pas au Parquet, ni ailleurs. Je vais vous emmener à la Grande Assemblée nationale. Faites-vous connaître, parlez avec les politiciens... Vous verrez bien après ce qu'il conviendra de faire.

Nous nous rendons donc au parlement avec Mustafa.

- Vous ne pouvez pas entrer, me dit-on. Vous n'avez pas de cravate.

J'avais complètement oublié la règle. En Europe, je m'étais baladé dans les locaux de bien des parlements dans la même tenue et sans aucun problème. D'ailleurs, les députés de ces parlements y pénétraient dans la tenue qu'ils souhaitaient, sans cravate s'ils préféraient.

Mustafa emprunta une cravate d'un ami du bureau de presse de l'Assemblée et fit en sorte que nous puissions entrer dans le bâtiment. La session n'avait pas encore commencé. Aussi, les députés faisaient-ils les cent pas dans les couloirs et discutaient-ils avec les journalistes.

Nous rencontrons plusieurs députés que je connais depuis l'époque de *Akşam* et de *Ant*. Celal Doğan, l'un des camarades de Deniz Gezmiş, est député de Gaziantep sous l'étiquette du CHP.

Ils ont tous lu dans les journaux le récit de notre expulsion d'Allemagne. Certains plaisantent :

- Tu es revenu en Turquie parce que tu n'as pas pu entrer en Allemagne ?

Ahmet Taner Kışlalı, dont j'avais fait la connaissance en parlant un jour avec Oya Baydar et Yalçın Yusufoğlu à l'Université de Hacettepe, avant le 12 mars, était devenu ministre de la Culture du nouveau gouvernement.



- Ahmet Taner est le mieux placé pour vous donner des précisions sur votre situation, en tant que ministre. Allons lui parler, suggère Mustafa.

Nous avons une longue conversation avec lui.

- Je suis très heureux que vous soyez revenus au pays après sept ans d'exil. Je souhaite sincèrement que vous y restiez sans plus jamais en repartir. Pour parler franchement, je vais vous dire que nous sommes certes au gouvernement, mais que nous n'avons encore aucune autorité sur les institutions judiciaires. Si j'étais à votre place, je ne me rendrais pas au Parquet. Après les contacts indispensables, je rentrerais en Belgique pour y suivre les développements en Turquie de l'extérieur.

Kıslalı a des projets d'ouverture culturelle à l'étranger. Il nous en parle et nous dit qu'il attend de nous que nous l'aidions puisque nous résidons dans la capitale de l'Europe.

Nous séjournons quelques jours encore avec la famille d'İnci à Ankara, rencontrons d'autres amis et décidons de repartir sans tarder à Bruxelles, avant qu'il ne nous arrive un quelconque problème.

Avant de partir, nous discutons longuement à Istanbul avec nos compagnons de lutte du temps de *Ant*. Faruk Pekin avait fait du bon travail dans la formation des travailleurs au sein de la DİSK avant le 12 mars. Il fait désormais partie de l'équipe de conseillers du nouveau président de la confédération, Abdullah Baştürk.

D'autres amis ont, pour leur part, fondé une nouvelle maison d'édition de gauche.

Çiğdem, ma sœur, s'occupe d'une part de Can, son bébé de deux mois, est militante du TİP et continue la mise en place de la maison d'éditions qu'elle crée. C'est cette maison d'édition qui devrait se charger de l'impression de certaines publications d'*Info-Türk* pour être distribuées en Turquie.

Son époux, Selim, qui mène la lutte syndicale depuis des années de manière performante, a été écarté de la représentation du syndicat Maden-İş à Bursa au moment où le TKP sévissait au sein de la DİSK. Il consacre désormais son temps au travail de formation du Parti ouvrier de Turquie, non sans assister Çiğdem dans son travail d'éditrice.

Tous les amis et vieux camarades de lutte avec qui nous nous entretenons pendant ces quelques jours insistent pour que nous rentrions définitivement en Turquie dans les meilleurs délais, que nous reprenions nos activités d'édition dans la même ligne que *Ant*, voire que nous envisagions la publication d'un quotidien.

Peu de temps avant notre retour en Europe, on nous fit savoir que Nihat Sargin, le Secrétaire général du TİP, souhaitait nous rencontrer.





Le fait que Sargin se trouve à un poste clef à la fois dans le 1^{er} et dans le 2^{ème} TİP me laissait songeur. Il avait été un des premiers à organiser la liquidation qui avait suivi le congrès de 1964, à l'époque du 1^{er} TİP. On supposait qu'il avait joué un rôle central dans l'exclusion des sympathisants de Mihri Belli en raison de ses liens avec la famille de Zeki Baştımar, le Secrétaire général de l'époque.

Au cours de la parodie de procès contre le TKP après le coup d'Etat du 12 mars, on avait appris que Sargin avait pris contact avec Ashworth par une lettre datée du 2 juillet 1969.

Que Sargin occupe la fonction de secrétaire général du parti alors que le TKP s'en prenait impitoyablement au TİP et que les dirigeants de ce parti, à commencer par Behice Boran, sa présidente, soient obligés de lutter contre la tentative de mainmise du TKP sur la classe ouvrière, me semblait tout à fait contradictoire.

Lors de notre entretien au siège du TİP à Beyoğlu, Sargin nous surprend, İnci et moi, par une tirade anti-TKP. Il nous remercie pour le soutien que nous accordons au TİP à partir de l'Europe et nous demande de coopérer plus étroitement avec le parti et de les aider à se faire connaître dans le mouvement communiste international.

Nous précisons que nous n'avons pas l'intention de rester longtemps à l'étranger mais que, jusqu'à ce que nous revenions en Turquie, nous pourrions établir les contacts préliminaires qui pourraient permettre au TİP de nouer des relations directes en Europe.

Il est probablement satisfait de notre réponse, puisqu'il nous propose de devenir membre du parti afin de mener plus efficacement cette entreprise. Nous acceptons. Toutefois, comme il est interdit à l'époque d'organiser des partis politiques en dehors du pays, notre affiliation se fait comme si nous habitions à l'adresse de ma sœur en Turquie.

Nous passons encore quinze jours en Turquie, puis nous reprenons l'avion, non sans avoir recueilli les renseignements nécessaires pour un retour définitif.

Comme nous n'avons pas de problème à la sortie, tout comme nous n'en avons pas eu à l'entrée dans le pays, nous sommes renforcés dans l'idée que nous allons très bientôt pouvoir mettre fin à notre exil politique.

Il faut cependant achever la publication des titres figurant dans le programme d'Info-Türk. Je me mets au travail d'arrache-pied et termine la rédaction de *Sur l'armée (Ordu üzerine)* et *Sur la guerre (Savaş üzerine)*.

Çiğdem publie tout d'abord *Mustafa Suphi et ses camarades* et *Qu'est-ce que le communisme ?* et ensuite les deux ouvrages





dont je viens de parler, en deux volumes, sous un seul titre : *Science militaire (Askerlik bilimi)*. Suivent les publications successives dans *Info-Türk* en Europe et par certaines revues en Turquie, de mes travaux intitulés *La question du travailleur migrant (Göçmen İşçi Sorunu)* et *Le mouvement syndical international (Uluslararası Sendikacılık Hareketi)*.

Entre-temps, nous commençons à participer plus activement aux activités culturelles et de formation des travailleurs affiliés à la FGTB et à la CSC originaires de Turquie. Hüseyin était en train de mettre sur pied le *Centre culturel des travailleurs de Turquie* qu'il veut exclusivement consacrer aux activités socioculturelles, totalement indépendant des comités syndicaux comme de toute fraction politique. Muharrem le soutenait dans cette entreprise.

Dans l'objectif de maintenir les liens culturels des travailleurs immigrés avec la culture de la Turquie, İnci décide d'organiser des cours de saz. Elle-même n'a jamais joué de saz, mais elle joue très bien de la guitare. Elle fait venir des méthodes et des répertoires de chansons populaires traditionnelles de Turquie. Elle s'entraîne des jours durant à la maison sur un saz de seconde main trouvé quelque part en Belgique et parvient à un niveau qui lui permet de donner des cours. Il existe en fait parmi les travailleurs un certain nombre de camarades dotés d'une belle voix et jouant du saz sans solfège. Celal d'Adana par exemple, qui était passé deux ou trois fois à la télévision belge. Mais ils ont tous très envie d'apprendre les notes et ils suivent les cours.

Je garde de ces semaines d'exercices musicaux le charmant souvenir de refrains « Diyarbakır... Diyarbakır... » ou encore « Zonguldak...Zonguldak... ».

En mars 1978, une grande fête fut organisée à Schaerbeek où vit un grand nombre d'immigrés originaires de Turquie. Le clou de la soirée était la pièce de théâtre de Nazım Hikmet "Le nuage amoureux" (Sevdalı bulut), mise en scène par Mehmet Ulusoy. Après la pièce, de grands feux furent allumés sur une place publique et l'on fit des farandoles au son de la zurna et au rythme de la grosse caisse.

Au cœur de ces réjouissances, nous ne pouvions pas nous empêcher de ressentir de la tristesse. En effet, un mois auparavant, nous avons perdu Süleyman Ertorun, notre ami originaire d'Emirdağ, qui jouait un rôle considérable dans nos activités associatives grâce à sa grande sagesse et nous égayait dans nos moments moins faciles.

Süleyman était un travailleur social-démocrate sympathisant du CHP, mais il avait de la tendresse pour les révolutionnaires. Chaque fois que nous nous voyions, il disait :





- Nous, les sociaux-démocrates, nous sommes pour les compromis, mais vous, les communistes, vous devez aller tout droit, sans concession.

A l'époque, les travailleurs immigrés en étaient réduits à louer les appartements vieillots, délabrés, dépourvus de cuisine et de douche, désertés par les Belges. Süleyman et sa famille nombreuse logeaient au-dessus d'un restaurant exploité par un communiste grec Place Fontainas. Il avait amené le gaz et installé des toilettes et une douche à ses propres frais.

Un matin, Hüseyin nous téléphone et nous annonce en sanglotant que Süleyman, intoxiqué par une fuite de gaz, était mort. La disparition de Süleyman était une grande perte non seulement pour ses amis turcs et belges, mais aussi pour tous les immigrés en Belgique en provenance de Turquie. Nous avons envoyé la dépouille mortelle de Süleyman en Turquie après une cérémonie empreinte d'une profonde tristesse.

*

C'était à l'époque où les partisans du MHP avaient ouvert à Bruxelles un Foyer de l'Idéal (*Ülkü Ocağı*) et entrepris des descentes chez les gens et des agressions dans la rue. Le péril MHP s'étendait dans les pays d'Europe où il s'organisait, parallèlement à l'escalade de la terreur fasciste sanglante en Turquie.

En juin 1978, 65 associations pro-MHP créées dans diverses villes européennes se préparaient à fonder la Fédération turque (*Türk-Federasyon*) à Francfort-sur-le-Main.

Les syndicats belges, principalement grâce aux efforts conjoints d'Hüseyin et de Muharrem, informaient les partis et les organisations démocratiques belges sur les progrès du fascisme en Turquie. *Info-Türk* ne manquait pas, pour sa part, de leur transmettre en permanence les nouvelles provenant de Turquie.

C'est à ce moment qu'*Info-Türk* et nos amis syndicalistes se trouvèrent confrontés à une agression d'un nouveau type.

Dans son numéro de janvier 1978, *Info-Türk* avait informé l'opinion publique –en anglais et en français– du changement intervenu au sein de la DISK lors de son dernier congrès. La centrale française CGT, proche du PC français, avait accordé une place importante à ces informations dans son propre bulletin. Julis, responsable des relations extérieures de la CGT, considérait dès 1972 le *Mouvement de la résistance démocratique* comme la seule source fiable de renseignements sur la répression exercée sur les syndicats au lendemain du 12 mars. C'est au *Mouvement* qu'il avait demandé son entremise pour organiser en Europe la solidarité avec



la DİSK. Il était donc rassuré sur la véracité des renseignements fournis sur le congrès de la DİSK.

Des informations détaillées sur le congrès de la DİSK figuraient dans le journal *Emek* publié en langue turque par la CSC.

L'amertume des gens du TKP dont l'hégémonie sur la DİSK et ses syndicats affiliés avait pris fin se traduisit par une campagne de calomnies et d'insultes à mon encontre ainsi qu'à celle d'Hüseyin et de Muharrem. Le numéro de janvier-février 1978 du journal *Birlik Yolu (La Voie de l'Union)* publié par les sympathisants du TKP en Belgique essayait d'abuser les travailleurs turcs en affirmant que l'ancienne direction de la DİSK n'avait pas été écartée, et que le slogan "Front démocratique national" lancé par le TKP avait été agréé par le congrès.

La première réaction à ces propos vint de l'avocat Jacques Bourgaux qui était éditeur responsable de *Birlik Yolu*. Jacques, qui se trouvait également parmi les fondateurs d'*Info-Türk*, expliqua dans une lettre adressée à *Emek* et à *Info-Türk* le 14 avril 1978 que ces propos avaient été publiés sans lui avoir été soumis au préalable et qu'il se désolidarisait en tous points des accusations contenues dans le journal.

Sur ces entrefaites, certains membres du TKP continuaient, en dépit du changement intervenu à la tête de la DİSK, à se conduire comme s'il n'en était rien et à collecter de l'argent au nom de la Confédération. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner plus haut, nul ne savait où allaient ces fonds.

Kemal Sülker, une des grandes figures de la DİSK dès sa fondation, qui avait repris des charges au sein de la Confédération, m'écrivait le 5 avril 1978 :

« Özgüden, mon frère,

« J'ai bien reçu votre bulletin de mars ainsi que votre brochure. Je vous en remercie vivement. Les commentaires et évaluations du bulletin français de la CGT et de votre publication en turc ont suscité un très grand intérêt et un mouvement de sympathie en Turquie, un grand merci !

« Je sais parfaitement qu'aucun don digne d'être mentionné n'est parvenu à la comptabilité de la DİSK depuis le 10^{ème} anniversaire de la fondation de notre confédération. En dehors des dons assez modestes effectués à titre d'aide aux travailleurs licenciés à la suite des manifestations de protestation contre les Cours de Sûreté de l'Etat, aucune organisation syndicale n'a effectué de versement notable. Or, pour autant que sache, les syndicats des travailleurs est-allemands ont octroyé un don d'un demi-million de livres turques à la DİSK. Il est par ailleurs de notoriété publique que les syndicats, unions, fédérations et confédérations syndicales

progressistes d'Europe ont fait des dons à la DİSK. Déterminer sur base de documents le montant des dons faits à la DİSK rendrait un grand service au syndicalisme révolutionnaire. »

Sülker avait travaillé comme journaliste à la revue *Sosyal Adalet (Justice sociale)*. Nous avons ensuite œuvré des années ensemble à *Ant*. Il poursuivait comme suit :

« Mon frère,

« Dans les circonstances actuelles, le besoin se fait plus que jamais sentir d'une revue comme *Ant*. Il n'y a que vous qui puissiez publier, sous le nom d'*Ant* ou sous un autre nom, une revue d'information, d'analyses, d'art, de pensée et de polémique. Je suis convaincu que les abonnements souscrits par la composante authentiquement socialiste des travailleurs, les délégués et les succursales des syndicats suffiront à faire vivre la revue dès son premier numéro. Les auteurs sans travail et les intellectuels déçus aspirent d'ailleurs à une revue attrayante et respectable. Tiens-le toi pour dit ! Je t'embrasse et te souhaite succès dans tes entreprises. Mes respects à İnci, ma sœur... »

Dans le même temps, Muharrem, le délégué de la CSC, avait écrit à la DİSK pour savoir qui représentait la Confédération en Europe. Fehmi Işıklar, le Secrétaire général de la DİSK, lui donnait cette réponse en date du 4 mai 1978 :

« La DİSK n'a de représentation dans aucune ville ni aucun pays d'Europe. Aucune organisation ni individu n'a le droit de représenter la confédération à l'étranger, ni de récolter des fonds en son nom. Lors de sa session tenue du 12 au 15 décembre 1977, le Conseil d'Administration Générale de la DİSK a décidé d'émettre une circulaire destinée à préciser qu'aucun mandat ni autorisation n'ont été conférés en matière de récolte de dons contre reçu au nom de la DİSK en dehors du compte bancaire et du siège central de la DİSK et de publier ladite circulaire dans les éditions Europe des quotidiens turcs. »

Les collectes se poursuivant de la même façon malgré cette déclaration, Fehmi Işıklar, le Secrétaire général de la DİSK, s'est trouvé contraint d'envoyer, en date du 17 juillet 1978, la note suivante à *Info-Türk*, avec prière de la transmettre à l'opinion publique :

« La DİSK a été informée que des individus et des organisations récoltaient à l'étranger des dons au nom de la confédération en dehors de toute décision prise par la DİSK en la matière ; elle a fait savoir dans une circulaire publiée dans les journaux turcs d'Europe que nul n'avait le droit de récolter des dons au nom de la DİSK. Il appert cependant que des individus n'ayant aucun lien avec la DİSK continuent à récolter des dons. J'attire votre attention

sur les activités néfastes menées par ces individus et organisations qui abusent pour leur propre profit de la bonne foi et de la confiance en la DİSK de nos travailleurs qui œuvrent à l'étranger au prix de mille difficultés et je vous prie de bien vouloir informer nos travailleurs sur cette situation par tous les moyens dont vous disposez. »

Les gens du TKP mis en difficulté auprès des travailleurs progressistes par la prise de position nette de la DİSK considérèrent que la visite du Premier ministre Ecevit en Belgique au mois de mai serait une opportunité à saisir pour se dépêtrer de la situation dans laquelle ils s'étaient placés.

Ecevit venait à Bruxelles, avec une nombreuse délégation et un groupe de journalistes, pour s'assurer le soutien de l'OTAN et des Communautés européennes. Les médias turcs annoncèrent plusieurs jours à l'avance que le Premier ministre s'adresserait aux travailleurs turcs dans une des salles du Heysel le 27 mai 1978.

Ecevit suscita la réaction des organisations de gauche comme de leurs sympathisants à titre personnel en déclarant, notamment lors de ses entretiens avec les responsables de l'OTAN que la Turquie resterait toute dévouée à l'organisation, que l'embargo imposé par l'OTAN à la Turquie soit levé ou non.

En dépit de quoi les groupes formés par les associations proches du TKP, qui étaient venus de l'étranger comme de Belgique, applaudirent Ecevit. Mais ils furent cruellement déçus car le chef du gouvernement turc choisit exclusivement comme interlocuteurs les délégués turcs des syndicats locaux auxquels les travailleurs turcs étaient affiliés.

Nous suivions la conférence d'Ecevit à partir du balcon supérieur avec nos collègues journalistes. Je fus très surpris de rencontrer Turhan Tükel, devenu conseiller de presse du Premier ministre. Nous avions travaillé ensemble pour la revue *Sosyal Adalet* publiée par le TIP en 1962-63. Turhan y était éditeur en chef, Süleyman Ege et moi étions ses assistants.

Comprenant que j'étais surpris qu'il soit devenu un des plus proches conseillers du leader du CHP après avoir été membre du TIP, il me déclara que la Turquie passait par une période de grand changement et qu'Ecevit était le représentant du véritable pouvoir du peuple. Il ajouta qu'il souhaitait s'entretenir avec moi en privé.

Nous nous rencontrâmes l'après-midi même dans l'hôtel de l'avenue Louise où logeait la délégation. Il me répéta combien la mission d'Ecevit était importante et m'expliqua que de nombreux jeunes membres d'organisations révolutionnaires avant le 12 mars 1971 soutenaient désormais le Parti républicain du Peuple. Puis il demanda :



- Et toi, qu'est-ce que tu fais ?

- Je suis en exil politique depuis sept ans. Je me suis rendu brièvement en Turquie il n'y a pas longtemps. Je compte y rentrer bientôt pour y poursuivre mon combat.

Juste à ce moment-là, le téléphone sonna. A la manière dont il répondit, je pense qu'il s'agissait d'Ecevit. Il s'excusa et passa dans la pièce d'à côté. Après un long moment, il revint en disant :

- Viens, allons faire un tour dans le parc. Nous évoquerons le passé et aussi l'avenir.

Nous nous dirigeâmes vers le magnifique Bois de la Cambre auquel aboutit l'avenue Louise et nous y fîmes une balade de deux heures.

Il me fit part de son opinion sur l'avenir de la Turquie.

Quant à moi, faisant peut-être part d'un certain irrespect à son égard, j'expliquai :

- Moi, je n'ai pas changé d'orientation. J'ai assez lutté contre l'attitude sectaire et exclusive du TİP. Mais je suis convaincu que la Turquie ne sera libérée que par un mouvement socialiste s'inspirant du marxisme. Je ne pense pas que la politique populiste d'Ecevit qui exclut totalement la pensée marxiste puisse apporter une solution.

- Pourquoi ? Pourquoi n'y crois-tu pas ?

- C'est l'expérience qui nous l'enseigne... Lorsque nous avons lutté contre la junte du 12 mars, dans le processus de l'application de sanctions dans le but d'assurer une vraie démocratisation en Turquie, Ecevit, loin de soutenir le *Mouvement de la résistance démocratique*, lui a mis des bâtons dans les roues. Ecevit, qui a tout bloqué à la conférence de Florence en été 1973 et Mustafa Üstündağ, qu'il avait envoyé comme porte-parole à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, étaient soi-disant des sociaux-démocrates.

- Bon, si tu rentres en Turquie demain, que vas-tu faire ?

- Si je n'en suis pas empêché et que je rentre définitivement en Turquie, ma place est de nouveau dans une structure marxiste. Après avoir été témoin de ce que le TKP a fait en Europe, je pense qu'il ne reste que le Parti ouvrier de Turquie comme alternative.

- Tu crois que le TİP va vraiment devenir une force de représentation de masse en Turquie ? Si tu le crois, c'est que tu as perdu le lien avec les réalités de la Turquie en sept ans d'exil ! Viens et juge par toi-même...

Turhan était un excellent journaliste, nous avons fait du très bon travail ensemble. Il y avait certainement une part de vrai dans ce qu'il disait. Il avait peut-être tenté de voir si j'avais ma place dans l'équipe que le régime Ecevit était en train de former. En effet,



quel que soit le pouvoir en Turquie, celui-ci avait besoin de personnes qui connaissent un tant soit peu les réalités européennes et qui avaient un vaste cercle de relations à l'étranger.

Il se peut qu'il ait estimé que je faisais partie de ceux-là.

Toutefois, la seule réponse que pouvait donner quelqu'un qui avait consacré sa vie au combat socialiste était celle-ci :

- J'ai toujours choisi la difficulté. Je viendrai et je verrai !

Nous nous quittâmes en bons termes à l'orée du Bois de la Cambre.

*

Quelques jours après le départ de Bülent Ecevit, la lumière se fit sur l'affaire de mon expulsion d'Allemagne.

Le 7 juin 1978, les agences de presse internationales donnaient l'information suivante :

« Le ministre fédéral allemand de l'Intérieur, Werner Maihofer, avait interdit l'accès au territoire de la RFA à 206 membres d'organisations étrangères et 287 membres de médias étrangers uniquement au titre qu'il s'agissait d'individus « d'extrême-gauche ». La liste en avait été expédiée à tous les postes frontières. » Mon nom figurait dans cette liste comme dirigeant d'Info-Türk. Ironie du sort, moi qui étais taxé d'anticommunisme par les dirigeants du TKP, j'étais indésirable sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne alors que ces mêmes dirigeants, appointés par l'URSS ou la RDA, s'y baladaient sans le moindre problème.

Des protestations s'étant élevées de plusieurs parts, les députés de tendance gauche du FDP, parti de Maihofer membre de la coalition au pouvoir à Bonn, s'inscrivirent en faux contre cette démarche fascisante.

Et donc, grâce aux protestations des organisations démocratiques belges et allemandes, mon nom fut rayé de la liste. Maihofer, quant à lui, fut forcé de démissionner de son poste de ministre de l'Intérieur.

Je pourrais désormais voyager librement en RFA.

Mon avocat allemand me fit savoir un peu plus tard que nous avions remporté l'action intentée en justice contre l'Etat allemand, que le tribunal avait condamné à payer un montant de 10.000 DM. Nous nous en étions réjouis en pensant que cette somme allait nous permettre de souffler un peu et de faciliter notre retour définitif en Turquie.

Notre joie fut malheureusement de courte durée car l'Etat allemand avait été condamné à payer cette somme non pas à titre d'indemnité, mais pour rembourser les frais de justice et de dé-

fense. En dépit de quoi nous fûmes très heureux d'avoir remporté un nouveau round dans notre combat pour notre « libre circulation » qui durait depuis huit ans déjà.

Nous étions en train de faire le nécessaire pour céder à des amis la direction des éditions d'Info-Türk. Un matin, ma sœur Çiğdem me téléphone, en pleurs. Ma mère, qui souffrait de néphrite depuis des années, avait été transportée, dans un semi-coma, à l'hôpital Cerrahpaşa à Istanbul.

Nous avions beaucoup insisté pour que ma mère, de même que mon père qui souffrait d'insuffisance cardiaque, viennent se faire soigner en Belgique. Nous avions même fait des recherches sur la possibilité d'une transplantation rénale pour ma mère. Mais elle n'avait jamais voulu quitter la Turquie et avait refusé en disant, sans doute affectée par les années de séparation qu'il y avait entre nous :

- S'il doit nous arriver quelque chose, autant que ce soit en Turquie. Nous ne voulons pas mourir à l'étranger.

Laissant tout en l'état, nous prîmes le premier avion pour Istanbul. C'était à l'époque où l'inflation galopante bouleversait l'existence des gens, où le matériel médical le plus élémentaire était introuvable sur le marché et où, à part une poignée de bienheureux, tout le monde vivait dans la misère et la pénurie. Il n'y avait pas d'alcool dans les hôpitaux. Les médecins envoyaient les familles se procurer de l'eau de Cologne dans les pharmacies voisines pour pouvoir faire des injections aux patients.

Après deux jours passés à Istanbul, nous nous rendîmes à Ankara y voir les parents d'İnci. A peine arrivés, la terrible nouvelle nous parvint : ma mère était morte. Mon père était à Izmir. Je sautai dans un avion pour Izmir et persuadai mon père de venir avec moi à Istanbul sous prétexte d'y réunir toute la famille. Nous lui apprîmes la mauvaise nouvelle en présence d'un médecin.

Lorsque j'étais enfant et dans les premières années d'exil, je songeais souvent que la pire des choses qui pourrait m'arriver était de perdre ma mère. Je me souviens m'être plusieurs fois éveillé en sursaut en criant quand j'étais loin d'elle.

Et voilà, ce que je redoutais le plus était arrivé : ma mère nous avait quittés.

Je pleurai toutes les larmes de mon corps lors de l'enterrement, en compagnie de la famille et de quelques amis. Cette femme vaillante que la Guerre des Balkans avait rendue orpheline n'aurait pas dû souffrir à la fin de sa vie. Ce n'en avait –hélas– pas été le cas.

Mon père était désormais seul et il avait des problèmes cardiaques. Les parents d'İnci n'étaient guère en meilleure santé.

Nous avons fait beaucoup souffrir nos familles en raison de



nos combats politiques. Le décès de ma mère renforça notre décision de mettre fin à notre exil et de rentrer au pays.

Le siège central du Parti ouvrier de Turquie avait déménagé de Beyoğlu à Cağaloğlu, au-dessus du local occupé par le Syndicat des écrivains de Turquie. Çiğdem et Selim, qui consacraient tout leur temps au parti, avaient pour leur part emménagé dans un appartement proche.

A İstanbul, nous rencontrions nos collègues de Bâbîâli, nos amis du Syndicat des écrivains et nos camarades de la direction du TİP.

Ce qui nous touchait le plus était les ouvriers d'imprimerie, les relieurs et les porteurs qui avaient travaillé avec nous à l'époque où nous publiions Ant, qui venaient nous voir avec une boîte de lokoums ou un bouquet de fleurs pour nous manifester leur amitié et leur désir de retravailler ensemble.

Un jour où nous nous étions rendus au syndicat, nous y trouvâmes Aziz Nesin. Me voyant, il jaillit de son siège et me lança :

- Dis donc, Doğan, on m'a dit que tu étais revenu. Je t'attendais. Cela fait des années que nous ne sommes pas vus. Bienvenue à toi, mais si tu es devenu sympathisant du TKP là-bas, je veux que tu saches que je ne me laisserai pas faire par le TKP. Ne manques pas de le leur dire !

Nous étions tous très surpris, les camarades du syndicat comme moi-même.

Il était de toute évidence outré par la campagne de dénigrement lancée contre lui par le TKP à la suite de l'article qu'il avait publié sur les grèves du syndicat Maden-İş. Apparemment, il avait l'intention de se venger sur moi, en partant de l'idée que j'avais pu me rapprocher du TKP à l'étranger.

- Aziz Bey, pourquoi me dites-vous une chose pareille ? Non seulement je n'ai pas sympathisé avec le TKP, mais je suis devenu leur souffre-douleur en Europe depuis des années.

Il se radoucit immédiatement et commenta de son air le plus espiègle :

- Toi aussi ?

- Pas seulement moi, d'ailleurs... Personne n'a échappé à leurs insultes. Ni Şefik Hüsnü, ni Hikmet Kıvılcım, ni Mihri Belli... Je sais, vous aussi en avez pris pour votre grade.

- Dans ces conditions, ma revanche sera encore plus impitoyable.

Il me demanda ensuite comment étaient mes relations avec le TİP. Je lui répondis que je considérais du même œil favorable toutes les organisations qui contribuaient à la structuration de la classe ouvrière et du combat socialiste en Turquie. J'ajoutai :



- Je sais dans quelles conditions difficiles le TIP s'efforce de s'organiser. C'est pour cela que je le soutiens. Quoi qu'il en soit, c'est mon ancien parti. Je l'aide à faire entendre sa voix à l'étranger.

- Tu fais bien... Si tu rentres définitivement en Turquie, je voudrais que nous ayons une longue conversation. Nous pourrions faire quelque chose ensemble.

Lorsque j'arrivai à l'étage du TIP, on me dit que Behice Boran, la présidente du parti, voulait me voir.

Elle venait de se casser le bras en glissant dans sa baignoire et ne pouvait venir jusqu'au bureau du parti. Elle gérait ses activités et ses relations de son appartement dans un quartier excentré. Elle nous invita à déjeuner, İnci et moi, pour le lendemain.

Une jeune femme commissionnée par le parti faisait son secrétariat et s'occupait de ses besoins quotidiens à domicile. C'est elle qui avait préparé le repas.

Dans le passé nos relations avaient toujours été tempétueuses. Dès 1962, nous avions tous deux fait partie du conseil scientifique et d'études chargé d'élaborer le programme du Parti ouvrier de Turquie. En 1963, nous avions participé comme orateurs aux réunions de la campagne des élections locales dans les arrondissements d'Istanbul. Nous nous étions tous deux opposés à Aybar lorsqu'il avait, après sa tournée en Anatolie, lancé le débat sur ses doutes quant à la prééminence de la classe ouvrière.

Mais après le grand congrès de 1964, nous nous étions retrouvés dans des camps opposés parce que m'étais élevé contre l'exclusion de la jeunesse et le fait que l'on n'ait pas considéré comme travailleurs les intellectuels salariés.

A partir de 1968, nous avons continuellement critiqué Boran dans la revue Ant parce qu'elle avait mené l'opération de liquidation des éléments du parti proches du MDD au 4ème congrès du TIP, qui avait signé le schisme au sein du parti.

Cependant, nous avons tiré un trait sur le passé et décidé de soutenir la réorganisation du parti après avoir appris que Boran et ses amis avaient adopté une ligne réunificatrice et rassembleuse après le coup d'Etat de 1971 et surtout durant ses années en prison.

Durant le repas, les années du premier TIP ne furent pas évoquées. Boran déclara qu'elle avait suivi d'un œil favorable le combat que nous avons mené à l'étranger contre la junte après le 12 mars et apprécié le concours que nous avons apporté pour faire entendre la voix du parti dans l'opinion publique mondiale.

Le sujet principal de notre rencontre se focalisa sur ce qu'il y avait moyen de faire, surtout à l'étranger, contre l'attitude adoptée par le TKP de dénigrer les forces de gauche en dehors de lui-même et d'empêcher toute unification de ces forces.

Boran pensait que la déclaration de Zagladine faite un an plus tôt au nom du parti communiste soviétique selon laquelle il fallait reconnaître le TİP et le TSİP comme partis de la classe ouvrière en Turquie ouvrait de nouvelles perspectives. On sentait que l'invitation qu'elle et Sargın avaient reçue de célébrer en URSS l'anniversaire de la Révolution soviétique en 1977 de la part du PC soviétique, lui avait donné confiance.

Comme présidente d'un parti ayant décidé de s'organiser en Europe, Boran semblait sensible aux récents développements au sein du mouvement communiste international. Les partis communistes européens comme le Parti communiste de Belgique avaient commencé à reconnaître le TİP comme composante importante du mouvement communiste de Turquie à côté du TKP et ceci grâce à nos efforts d'information permanente.

Boran était satisfaite de cette situation, mais je sentais qu'elle était inquiète que le développement des relations avec les partis d'Europe aient un effet défavorable sur les relations avec le PC soviétique et les partis s'inscrivant dans la ligne de ce dernier.

Les partis communistes italien et espagnol s'étaient depuis longtemps opposés à l'hégémonie du PC soviétique sur le mouvement communiste international et avaient développé un nouveau mouvement qualifié d'« eurocommunisme ». Le PC français lui-même, considéré comme un des PC les plus orthodoxes, s'étant fixé pour but d'accéder au pouvoir en s'alliant au Parti socialiste avait renoncé à l'objectif de la dictature du prolétariat. Le PC soviétique et les partis proches de sa ligne critiquaient dès lors très sévèrement les nouvelles ouvertures de ces trois PC.

Boran, qui évoquait les relations avec les partis communistes européens, demanda soudain :

- Que penses-tu de l'eurocommunisme ?

- Il s'agit d'un des phénomènes politiques qui découlent des dynamiques propres à l'Europe, répondis-je. Il y a des années que l'on s'efforce de créer un bloc du travail face au bloc du capital au sein de la CEE à laquelle la Turquie souhaite aussi s'intégrer. Sur le plan syndical, un bloc du travail se forme d'ailleurs sous l'égide de la Confédération européenne des Syndicats (CES). Le PC italien, qui a pris soin de se tenir à l'écart de la querelle idéologique sino-soviétique, forme ce bloc sur le plan politique, en parlant d'eurocommunisme. C'est un processus à suivre de près...

Boran, bonne sociologue en même temps que politicienne, était intéressée par ce que je disais.

- J'attends que tu m'envoies les documents pertinents une fois rentré en Belgique, dit-elle. Nous sommes avant tout un parti de Turquie. Nous ne dépendons de personne. Nous devons être au



courant de tous les développements qui se déroulent au sein du mouvement communiste international et les évaluer sous l'angle des réalités de la Turquie.

Nous eûmes des entretiens approfondis au siège du parti avec Yalçın Cerit sur les questions financières, Orhan Silier et Gündüz Mutluay sur les contributions aux études et publications du parti. Ils me demandèrent d'écrire dans la revue *Yurt ve Dünya (Le pays et le monde)* et d'organiser une campagne d'abonnements au niveau européen.

En réaction à l'attitude sectaire de l'Association des Jeunes progressistes (*İlerici Gençler Derneği - İGD*), les jeunes du TİP avaient formé une organisation dénommée *Le Jeune Pionnier (Genç Öncü)*, dont Abdurrahman Atalay était le président. Ce dernier souhaitait établir des liens directs avec les organisations de jeunesse des partis communistes d'Europe et principalement avec la *Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique (FMJD)* dont le siège était à Budapest. Il se trouvait cependant confronté en permanence aux difficultés suscitées par l'İGD. Genç Öncü me demanda donc mon aide pour venir à bout de cette obstruction.

A mon retour en Europe, j'établis les liens opportuns et envoyai les documents requis. Je fus obligé de rassembler une seconde fois tous ces documents, dont la première collection avait, m'avait-on fait savoir, été égarée.

Les prises de contact se multipliant, nous n'avions pas pu profiter de l'été en Turquie. Nous trouvâmes l'occasion de nous retrouver en famille, avec mon père et les parents d'İnci, dans un village de vacances récemment construit non loin de Gümüldür. Près de ce village se trouvait un camp d'entraînement de commandos du Parti d'Action nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi - MHP*). Les versants des collines et le revêtement des routes étaient couverts de slogans de ce parti. C'était l'époque de l'escalade de la terreur fasciste.

Bedrettin Cömert, enseignant à l'Université de Hacettepe, qui écrivait dans *Ant*, venait d'être assassiné à Ankara par les Loups gris alors que nous venions d'arriver en Turquie. Au cours des sept mois de pouvoir d'Ecevit, près de 400 personnes avaient été victimes d'assassinats politiques.

Alors que nous étions à Gümüldür, deux fonctionnaires au Conseil de l'Europe, l'une française, l'autre allemande, séjournaient dans un hôtel des environs et venaient de temps à autre dans notre village de vacances. Un beau jour, elles arrivèrent, affolées, pour nous dire qu'elles avaient vu de leurs yeux, lors d'une promenade sur les hauteurs, comment les commandos s'entraînaient.

Agah Oktay Güner, ancien ministre du Commerce sous l'éti-

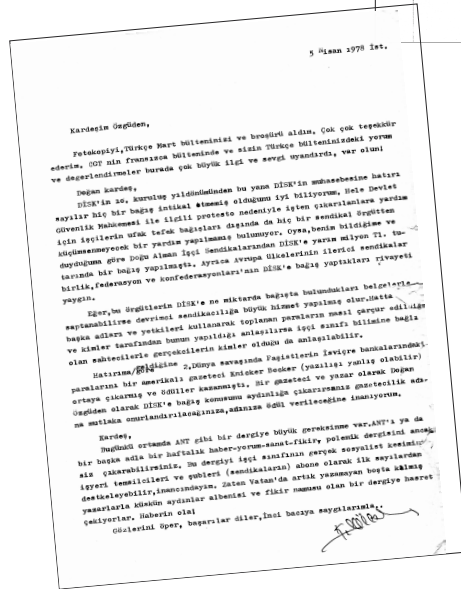
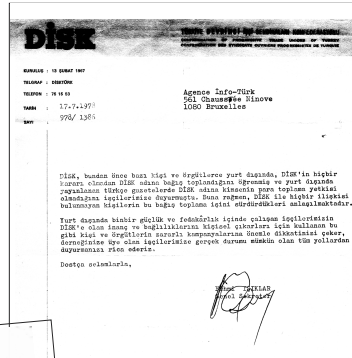


quette du MHP, passait ses vacances dans un camp de vacances voisin. Ayant appris que ces dames se trouvaient dans notre village de vacances, il y était venu pour s'entretenir avec elles.

Lorsque nous fîmes connaissance, nous prîmes soin de celer notre identité. Mais les autres vacanciers pouvaient la dévoiler à tout moment. Du coup, nous pouvions être désignés à la vindicte des commandos comme « traîtres à la patrie agissant à l'étranger ». Nos vacances furent donc abrégées.

Mi-août 1978, nous rentrâmes à Bruxelles avec la perspective de revenir de manière définitive en Turquie après avoir confié la direction d'Info-Türk à d'autres amis.

Lettre de Fehmi Işıklar, Secrétaire général de la DISK, sur les collectes de fonds effectuées par certains cercles en Europe en dépit du changement de direction au sein de la Confédération.



Lettre personnelle de Kemal Süker sur le même sujet.



Organisation tous azimuts

Puisque nous avons obtenu nos permis de séjour et de travail, nous allions pouvoir nous donner complètement à nos activités de journalistes. A cet effet, nous voulions quitter Anderlecht et nous installer à proximité des institutions européennes, désormais desservies par une ligne de métro les reliant au centre-ville. *Le Centre international de Presse (IPC)* où se trouvaient *l'Association générale des Journalistes professionnels de Belgique (AGJPB)* et *l'Association de la Presse internationale (API)*, était situé tout à côté de la Commission européenne.

Nous décidâmes tout d'abord de faire imprimer et relier les ouvrages que nous rédigeons et compositions par des professionnels. Une fois les imprimantes offset et les machines à relier revendues, nous pûmes poursuivre nos activités dans un appartement relativement vaste.

Dès notre retour à Bruxelles, nous nous installâmes dans un appartement Square Charles Maurice Wiser, tout près de la station de métro Schuman. Le salon et deux des chambres de l'appartement furent presque entièrement consacrés à nos travaux ; les murs et les armoires remplis de publications d'Info-Türk, de livres et de matériel d'archives.

Je suivais à peu près chaque jour les conférences de presse à l'IPC et dans les institutions européennes, je rédigeais des informations et des articles pour les bulletins d'Info-Türk, pour la revue *Yürüyüş* publié en Turquie, et j'écrivais par ailleurs un opuscule sur la notion de défense nationale en Turquie.

Le 13 septembre 1978 nous arriva une nouvelle qui nous fit pressentir, à İnci et à moi, qu'un nouveau coup d'Etat militaire se préparait en Turquie. Les unités de la gendarmerie avaient organisé des manœuvres à Yüksekova en préparation de la répression d'une révolte kurde potentielle. Lors de cet exercice dénommé "Manœuvres ailées J-78" auquel participaient les jets des forces



aériennes, les “rebelles”: femmes, enfants, vieillards, avaient été virtuellement anéantis par l’intervention des forces armées.

Cet événement nous rappela l’épouvantable opération de tueur des unités de commandos et de gendarmerie contre la population kurde dans les provinces de Diyarbakır, Mardin et Siirt en avril 1970. Nous avons évoqué cette opération dans tous ses détails dans *Ant* sous le titre “Le rapport de la honte”.

Dans le numéro de septembre 1978 d’*Info-Türk*, nous fîmes connaître à l’opinion publique l’existence de cet “exercice de gendarmerie ailée” sous le titre : “Répétition générale d’un nouveau génocide à l’est de la Turquie”. Un mois ne s’était pas encore écoulé que, les 8 et 9 octobre 1978, sept jeunes membres du TİP étaient sauvagement assassinés à Ankara par des Loups gris.

Sur ce, j’écrivis une brochure : “*Massacre à Ankara - Pourquoi ?*”, qui fut publiée en anglais, français et allemand et distribuée aux institutions démocratiques internationales, aux partis progressistes et aux médias et qui exposait les crimes et méthodes des organisations fascistes en Turquie.

Nous participions activement aux formations et publications du *Centre culturel des travailleurs de Turquie (TIKM)*. İnci continuait à donner des cours de saz. Les amis qui étaient actifs dans le cadre du centre culturel insistaient pour que nous nous organisions, fut-ce officieusement, pour soutenir le TİP au lendemain du massacre d’Ankara. Des demandes allant dans le même sens nous parvenaient des sympathisants du TİP en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Suède et en Suisse.

La loi sur la presse interdisant l’organisation des partis turcs à l’étranger, İnci et moi, inscrits au parti à İstanbul, nous chargeâmes, avec le feu vert du siège central du TİP, de distribuer les publications du parti, de collecter des fonds pour celui-ci et d’établir des relations avec les organisations internationales, cela en tant que représentants en Europe de la revue *Yürüyüş*.

Hüseyin Çelik et Muharrem Karaman, nos deux amis syndicalistes en Belgique, furent parmi les premiers à adhérer au mouvement. Deniz İşsever, avec qui nous étions en relation depuis près de deux ans, nous rejoignit également, suivi par deux amis travailleurs, Şakir Pekdemir et Bektaş Aydoğdu.

Un nouvel épisode de notre formation politique fut initié avec le massacre perpétré à Kahramanmaraş le 24 décembre 1978, qui coûta la vie à 117 Alévis et qui résulta en la proclamation de l’état de siège dans 13 provinces.

Le Comité de Liaison des Organisations de Travailleurs Immigrés (CLOTI) fut fondé à Bruxelles à l’initiative du PC de Belgique et des travailleurs immigrés membres des PC espagnol, grec

et portugais, dont les pays étaient sous le joug de dictateurs fascistes à l'époque.

Le PC italien y était également en position de force, les travailleurs italiens représentant la plus forte présence de main-d'œuvre immigrée en Belgique. Le BTİB, proche du TKP, était membre du Comité. Toutefois, le CLOTI ayant fini par tenir compte de la pluralité des mouvements de la classe ouvrière des pays fournisseurs de main-d'œuvre, le TİKM fut également inclus dans le Comité début 1979, en dépit de la vive opposition du BTİB.

Le TİKM organisait souvent des conférences de presse, avec notamment l'aide d'Info-Türk, pour éclairer l'opinion publique belge sur des sujets comme les organisations des Loups gris, les cours de Coran et le trafic de main-d'œuvre clandestine.

Grâce à l'entremise d'Ataman Aksoyek, nous avons établi des relations avec l'Association des travailleurs de Düsseldorf et rencontré Alp Arslan Telli, sympathisant du TİP et un des dirigeants de cette association.

L'assassinat d'Abdi İpekçi, rédacteur en chef du quotidien *Mil-liyet*, le 1er février 1979, donna le signal du commencement d'une ère sombre pour la Turquie. Nous lançâmes dès lors une intense campagne d'information destinée à avertir l'opinion publique internationale sur ce qu'il se passait en Turquie.

Le TİP tint son 2^{ème} Congrès du 24 au 26 février 1979. Nous informâmes l'opinion des décisions prises au congrès et publiâmes le programme du parti en français et en anglais.

Les célébrations du 1^{er} mai, en 1979, furent interdites à Taksim comme dans toute la Turquie par le gouvernement Ecevit. Tous les groupes de gauche, y compris le TKP, se conformèrent à cette interdiction. Il ne fut que le TİP et le Mouvement de Libération (*Kurtuluş Hareketi*) pour s'y opposer. Behice Boran, présidente du TİP et un groupe de membres du parti descendirent dans la rue pour célébrer la Fête du Travail. A peine furent-ils sortis de l'immeuble qu'ils furent arrêtés. Nous organisâmes immédiatement une campagne de protestation au niveau européen.

Le Premier ministre Ecevit devait prononcer un discours à Strasbourg devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 10 mai 1979. Les camarades démocrates et du parti en Europe se mobilisèrent pour protester contre l'arrestation des dirigeants du TİP et contre la duplicité du gouvernement Ecevit.

Lorsque nous arrivâmes à Strasbourg, Muharrem Karaman, Hüseyin Çelik et moi, nous fûmes choqués par ce que nous vîmes : au lieu de protester contre le scandale du 1^{er} mai, les membres des organisations proches du TKP formaient une haie de part et d'autre du tapis rouge et faisaient ce qu'ils avaient fait à Bruxelles un



an auparavant : tenter de transmettre à Ecevit leur demande de légalisation du TKP.

Nous distribuâmes nos tracts de protestation et mêmes les parlementaires de l'APCE au courant des développements fascisants en Turquie.

Depuis un certain temps, je communiquais des informations de Bruxelles à l'agence *Anka*. L'agence me demanda un commentaire sur la visite d'Ecevit à Strasbourg.

Alors que j'essayais d'entrer en contact avec Ankara à partir du bureau de presse du Conseil, je me retrouvai face à face avec Müşerref Hekimoğlu, la patronne de l'agence. Dans les années 60, elle était ma patronne au journal *Öncü* et lorsque je devins rédacteur en chef d'*Akşam*, elle rédigeait les nouvelles relevant de l'actualité de la haute société. Le fait qu'elle encense systématiquement telle ou telle personnalité de la jet set nous dérangeait, de nombreux lecteurs comme moi-même. J'avais dès lors l'intention soit de supprimer la page, soit de faire en sorte qu'elle ne tombe pas en contradiction avec la ligne du journal, à savoir une ligne de gauche. Je ne pus faire aboutir ce projet parce que le propriétaire du quotidien, Malik Yolaç, considérait la page comme nécessaire du point de vue de ses relations avec son propre milieu. Quant à nos relations avec Hekimoğlu, elles n'étaient guère brillantes dans la mesure où elle était au courant de ma position. Notre conversation à Strasbourg fut plutôt glaciale.

Peu de temps après cette rencontre, les amis qui dirigeaient *Anka* me firent savoir qu'ils ne pourraient plus, à leur grand regret, publier les informations que je leur fournissais. Il semble bien que, passant par Bruxelles après Strasbourg, Hekimoğlu ait rencontré l'ambassadeur de Turquie et que celui-ci lui ait fait savoir que l'on n'approuvait pas en haut lieu qu'un ennemi de l'État relaie des informations à l'agence. De retour à Ankara, elle avait fait le nécessaire pour faire cesser cette collaboration.

*

On pense en général que l'exclusion de la nationalité des opposants se trouvant comme nous à l'étranger après le coup d'État du 12 septembre 1980 était une initiative de la junte d'Evren. Or, l'idée était sortie du CHP d'Ecevit un an auparavant.

Dans une interview d'avril 1979, le ministre de la Sécurité sociale, Hilmi İşgüzar, avait fait savoir que des mesures allaient être prises à l'encontre de « ceux qui menaient des activités à l'étranger, qui n'étaient pas dignes de faire partie de la nation, ni par le sang ni par la mentalité ».



Hasan Fehmi Güneş, le ministre de l'Intérieur avait exigé quant à lui que des mesures soient prises d'urgence contre les terroristes originaires de Turquie sous prétexte que les pays d'Europe soutenaient ces derniers.

La proposition de Sabri Tıgılı, député du CHP pour le département de Kastamonu, d' « exclusion de la nationalité les individus qui mèneraient des activités contre la sécurité de l'Etat » avait été adoptée à la majorité par les députés du CHP en commission parlementaire des Affaires étrangères !

Je continuais à envoyer, dans la mesure de mes moyens, des informations et des commentaires de Belgique aux éditions de gauche qui avaient de grosses difficultés matérielles en Turquie. Mais ce travail n'assurait aucun revenu, c'était une action militante bénévole.

Après avoir obtenu nos permis de séjour et de travail, İnci et moi avons continué un temps à travailler comme salariés de la coopérative Coodiff, mais nos responsabilités politiques nous laissaient désormais peu de temps pour travailler pour le privé. Ce moyen de subsistance avait donc également disparu.

L'état de santé d'İnci s'était sérieusement détérioré. Elle bénéficiait d'une allocation de la mutuelle. Pour ma part, j'allais pointer chaque jour à la commune d'Etterbeek au bureau de chômage pour faire apposer un cachet sur ma carte de sans emploi.

L'heure du pointage changeait chaque jour et nous n'en étions informés que la veille, au moment du contrôle. Il était donc difficile d'établir un programme régulier pour notre activité bénévole. La file devant le bureau de chômage était quelquefois très longue. Si j'arrivais un peu en retard à cause d'une réunion, je me voyais forcé d'attendre plus d'une heure.

En 1978, la commune de Bruxelles avait décidé d'organiser des cours de langue et de culture en langue maternelle pour les enfants des immigrants de Turquie dont le nombre ne faisait qu'augmenter. On avait besoin d'un enseignant. Les amis syndicalistes craignaient que la personne qui allait être désignée soit aux ordres de l'ambassade de Turquie. C'est sur leur insistance qu'İnci accepta d'assumer cette fonction et commença à donner des cours de turc.

Après huit ans d'exil, nous souffrions, İnci et moi, de douleurs dorsales devenues quasi insupportables. En été 1979, nous passâmes quinze jours de vacances dans la station balnéaire de Mamaia en Roumanie, à la fois pour nous reposer et pour y faire soigner nos maux. Mamaia était un de ces lieux d'exception où l'on pouvait observer simultanément les côtés positifs de l'ordre socialiste et ses aspects négatifs proprement incroyables.

Comme la maman d'İnci s'y était déjà rendue et y avait fait la

connaissance de familles turques, nous avons en main une liste d'adresses.

Une des adresses était celle du secrétaire du PC roumain de Costanța, d'origine turque. Chez lui, ce qui nous choqua d'emblée fut le calendrier du MHP, couvert de slogans nationalistes, accroché au mur.

Costanța avait été le premier port d'un pays communiste où avait accosté Nazım Hikmet sur la route de l'exil. Mais cela, personne ne le savait.

Le fils de cette famille, descendant des conquérants ottomans, détestait les Roumains, et les Tatars, plus nombreux que la population d'origine turque en Roumanie.

- Chez nous, on n'épouse pas des filles tatares et on ne leur donne pas nos filles en mariage, racontait-il.

- Mais enfin, pourquoi ? Ils sont aussi de ce pays. Et ils parlent turc, en plus.

- Ouais, mais un drapeau, ils en ont ?

- Quel drapeau ?

- Un drapeau, comme le nôtre. Nous, nous avons un drapeau, eux pas.

- Mais leur drapeau n'est-il pas le même que le vôtre, le drapeau roumain ?

- Non, notre drapeau, c'est le drapeau turc.

Le jeune homme était un mécanicien doué. Il travaillait dans un atelier d'Etat, mais en dehors de ses heures de travail, il réparait les véhicules de luxe des bureaucrates du parti et d'individus vivant d'argent sale. Il prenait du bon temps avec ce qu'il gagnait de ce trafic. Toute son ambition consistait à pouvoir se procurer des jeans, des boissons alcoolisées et des cigarettes dans les magasins d'Etat réservés aux touristes qui payaient en devises étrangères. Sa principale occupation était d'acheter des devises au marché noir.

Il nous présenta au fils du mufti de Costanța. A l'époque, les hommes de religion musulmane jouissaient d'une situation privilégiée. Le fils du mufti s'habillait chez le bon faiseur (?). Pour s'attirer les bonnes grâces des Turcs, Ceaușescu en avait envoyé des centaines se former à Al-Azhar au Caire et leur avait accordé toute liberté de culte. Les imams se faisaient des revenus hallucinants grâce aux mariages, aux circoncisions et aux enterrements.

Un jour, nous prenions un bain de soleil sur la plage devant l'hôtel. Une famille tatare s'installa non loin de nous. Ils comprirent sans doute des bribes de conversation qu'ils avaient entendues que nous étions Turcs, car lorsqu'İnci alla nager dans la mer, ils mirent une cassette de musique turque à fond. Ils me regardaient fixement, pour voir comment j'allais réagir.

Comme je regardais dans leur direction, le chef de famille fit un geste aimable et me dit :

- Viens par ici !

İnci apparut ensuite. Ce fut le début d'une belle et chaleureuse amitié.

Ils nous invitèrent à la ferme collective où ils travaillaient. Nous fîmes la connaissance de plusieurs familles tatares, qui nous régalerent de mets délicieux. Nous entonnâmes ensemble des chants populaires traditionnels, comme celui-ci :

*J'ai vu une jolie Roumaine au bord du Danube
Elle tenait un agneau dodu sur son sein
Dis-moi vrai, jolie Roumaine, as-tu une mère ?
Je n'ai ni père ni mère, je suis orpheline*

Peu avant notre départ, nous les invitâmes à l'hôtel où nous séjournions. Le chef de famille était très curieux de voir un de ces hôtels qui s'élevaient au bord de la plage, où il n'était jamais entré.

- Ils ne nous permettront pas d'entrer en groupe. Il vaut mieux que papa y aille seul, nous dirent-ils.

Le jour dit, notre ami se présenta avec ses plus beaux habits. Il pénétra timidement dans l'hôtel. Avant de nous rendre à la cafétéria, nous voulions lui montrer le panorama du 20^{ème} étage. Nous nous dirigeons vers l'ascenseur lorsqu'un préposé nous interpela :

- Non, pas lui !

- Pourquoi ?

- C'est interdit aux personnes qui ne sont pas des touristes.

İnci et moi étions très irrités.

- Ce monsieur est notre invité. Si vous l'empêchez de nous accompagner à notre étage, nous ferons un esclandre. Ne sommes-nous donc pas dans un pays communiste ? Que signifie cette ségrégation !?

Le gérant de l'hôtel accourut. Il donna à notre hôte l'autorisation de nous accompagner pour éviter le scandale.

Une autre chose à peine croyable dont nous fûmes témoins en Roumanie était la protection du littoral pendant la nuit. A partir de 21 heures, il était interdit aux Roumains comme aux étrangers d'aller sur la plage. Des patrouilles armées sillonnaient la côte.

- Pourquoi cela ? demandâmes-nous. Il nous fut répondu ceci :

- Comme vous le savez, nos relations avec l'Union soviétique sont tendues. Les Soviétiques pourraient envahir la Roumanie par la mer la nuit. Le Parti a été obligé de prendre ces mesures de sécurité contre toute éventualité.

Un autre souvenir se rapporte à une dame arménienne du



Liban venue passer des vacances dans le même hôtel que le nôtre, avec son fils.

Cette dame était d'une famille qui avait émigré de Cilicie au moment du génocide. Elle était heureuse de pouvoir parler turc avec nous. Son seul souci était de marier son fils avec une jeune fille digne de lui.

Alors que nous essayions de digérer les plats insipides que l'hôtel nous préparait en tenant compte que la majorité des touristes étaient des Allemands, la dame arménienne nous consolait en nous décrivant avec force détails les feuilles de vigne farcies, les haricots à l'huile, les kebaps et les böreks qu'elle confectionnait et dans la confection desquels elle excellait. Elle tenait à ce que nous lui rendions très vite visite au Liban.

A l'époque, les Phalanges soutenues par Israël faisaient régner la terreur au Liban. La dame arménienne se plaignait des exactions que leur faisaient subir les Phalanges, bien qu'ils fussent chrétiens comme eux. Oubliant que nous étions Turcs, elle disait :

- Vous ne vous rendez pas compte, ils sont encore pires que les Turcs !

*



De retour de Roumanie, nous concentrâmes nos efforts sur les élections sénatoriales partielles du 14 octobre 1979.

A İstanbul, le TİP, le TKP et le SDP soutenaient des candidats différents. La candidate du TİP était Behice Boran, sa présidente. Le TKP appuyait pour sa part la candidature de Beria Onger, présidente de l'Association des Femmes progressistes (*İlerici Kadınlar Derneği* - İKD), qui se présentait comme indépendante.

A la suite de l'échec qu'il essuya lors de ce scrutin, Ecevit fut obligé de démissionner. Un nouveau gouvernement de Front nationaliste fut formé par Demirel.

Un autre aspect dramatique de ce scrutin fut que les trois partis de gauche ne purent obtenir un nombre de voix satisfaisant à İstanbul. Pour Behice Boran, la situation était encore plus amère : Beria Onger, à l'égard de qui elle avait utilisé des expressions peu flatteuses lors de la campagne électorale, avait remporté plus de suffrages qu'elle-même. En fait, le score des trois candidats de la gauche à İstanbul était négligeable, de l'ordre de 2 % sur l'ensemble de l'électorat.

Lorsque je téléphonai au TİP pour obtenir des informations, les explications qui me furent données étaient loin d'être crédibles. Il s'agissait de propos lénifiants reposant sur des prétextes bureaucratiques éculés.



Dans mes premières analyses, je soulignai qu'il était urgent que le TIP, le TKP, le TSIP et le SDP se posent la question de savoir où ils avaient commis des erreurs pour n'avoir pas pu se faire appuyer par les considérables masses de travailleurs. Chacun devait renoncer à la prétention d'être l'unique parti de la classe ouvrière en Turquie.

Peu de temps après ces élections, le 9 décembre 1979, une grande manifestation fut organisée à Bruxelles contre les missiles Pershing et Cruise américains et contre les SS-20 soviétiques.

C'est la *Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD)*, la plus grande organisation pacifiste de Belgique, qui réunissait tous les pacifistes, qu'ils soient socialistes, communistes ou chrétiens, qui organisait cette manifestation.

Une délégation de trois personnes représentant le TIP, le TKP et le TSIP était arrivée de Turquie pour y participer. Le TKP insistait pour que cette délégation défile à côté de ses organisations affiliées. Les syndicalistes s'y opposèrent et firent en sorte qu'elle prenne place dans le groupe des délégations du monde entier, qui défilaient en première ligne.

Comme on avait dit aux membres de la délégation, avant leur départ de Turquie, qu'il s'agissait d'une manifestation contre les missiles américains, ils furent désagréablement surpris de voir des calicots et banderoles affichant des slogans contre les missiles soviétiques. Voyant que les délégations européennes manifestaient contre tous les missiles, ils furent bien obligés d'arrêter de protester.

Ils ne comprenaient pas non plus comment on permettait aux anarchistes vêtus de noir et arborant des drapeaux noirs, de même que les trotskystes de la 4^{ème} Internationale de participer à la manifestation.

- Si cela se passait en Turquie, les anarchistes, les trotskystes et les gars du même acabit ne pourraient pas manifester, on les mettrait dehors, commentaient-ils.

Nous nous chargeâmes de les recadrer :

- On est en Belgique ici et c'est une manifestation internationaliste. Tout le monde peut y participer, quelle que soit son origine et quelle que soit sa tendance politique.

Quelque chose qui étonna tout le monde fut la participation des Kurdes en front commun. A l'époque, il n'y avait pas d'organisations kurdes proches du PKK en Europe. En revanche la *fédération des émigrés kurdes KOM-KAR*, qui s'inscrivait dans la ligne du Parti socialiste du Kurdistan de Turquie (*Türkiye Kürdistan Sosyalist Partisi - TKSP*) participa en masse et en costume traditionnel. Le son de leur grosse caisse fit trembler tout le parcours de la manifestation.



Une des anecdotes les plus piquantes de la manifestation fut à attribuer à une pancarte du TKP réclamant : « Non aux 141 et 142 ! », les articles du Code pénal turc interdisant l'organisation et la propagande communiste. Nos amis belges demandaient :

- On connaît les Pershing, les Cruise et les SS-20, mais qu'est-ce que c'est les missiles 141 et 142 ?

Un des discours les plus frappants prononcés ce jour-là du balcon de la FGTB, Place Rouppe, fut celui de Yavuz Çizmeci, le délégué du TİP venu de Turquie, qu'il fit en anglais.

Yavuz avait été élu au Comité exécutif central du TİP lors du congrès de février. Le lendemain de la manifestation, nous eûmes une longue conversation. Je lui expliquai les effets négatifs qu'avait eus sur les membres du parti présents en Europe la défaite de Boran face à Onger. Je lui demandai ce qu'on en pensait au sein du parti.

- Il y aura un congrès sous peu et il y aura sûrement du changement, répondit-il.

- Qu'est-ce qui va changer ?

- C'est à toi que je le demande. Tu faisais partie de la direction du 1^{er} TİP, tu connais les anciens mieux que moi. Le parti pourrait-il faire quelque chose si Nihat Sargin en restait secrétaire général ? Au congrès, ou notre structure bureaucratique craque, ou le parti disparaît...

Il était évident qu'une période troublée attendait le TİP.

Boran tint un discours poignant au lendemain de sa sévère défaite électorale, pour lancer un vaste débat sur « les problèmes idéologiques, politiques et organisationnels du parti à la lumière des résultats du 14 octobre et les missions qui nous attendent ». Après avoir souligné le fait que l'unité et l'unification du mouvement politique de la classe ouvrière gagnait de l'importance, elle indiquait : « Le parti et le mouvement que l'on pourrait qualifier de ligne socialiste scientifique à gauche est triple. Il ne peut être question que d'unir et unifier ces trois éléments. »

Nous étions aussi favorables au rassemblement de toutes les forces démocratiques, avec toutes les composantes du mouvement politique de la classe ouvrière dans un seul front, sous l'égide d'un seul parti, mais nous étions convaincus qu'il fallait réaliser cela sur une base d'égalité et de respect mutuel. Plus important encore, nous étions opposés au principe de restreindre le processus d'unité politique à trois partis seulement, à savoir le TKP, le TİP et le TSİP.

Le document sur l'« union-unification » ouvert au débat ne nous fut envoyé à İnci et à moi en tant que membres du Bureau de Presse du siège central, que quelques jours avant la clôture des débats, avec prière de faire connaître notre opinion dans les meilleurs délais.



Après avoir lu et relu le document, nous décidâmes que, quelle que soit notre propre opinion, nous devons consulter nos amis de lutte qui, en Belgique, n'avaient pas encore pu devenir officiellement membres du parti, mais qui avaient engagé toutes leurs forces dans son développement.

La réunion qui se tint au bureau d'Info-Türk commença sur une note dramatique. Après avoir lu le document, je demandai, sans faire de commentaire, l'avis de chacun.

Le premier à réagir fut Hüseyin Çelik :

- Nous nous déculottons devant le TKP, quoi ? dit-il.

- Je ne dis rien pour le moment. Que chacun donne son avis. Trouvons ensemble la réponse à la question.

Les autres amis partageaient l'avis d'Hüseyin : Boran, vaincue aux élections, faisait marche arrière sans le moindre scrupule et cherchait le moyen de se ranger sur la ligne du TKP.

À l'issue de la discussion, tenant compte de l'avis de tous nos camarades, nous adressâmes İnci et moi la réponse suivante au siège central du parti :

« Les membres du parti se trouvant à l'étranger, qui ont choisi le TİP parce que c'est un parti né sur le territoire de Turquie, qui émane de la masse des citoyens, ont été convaincus jusqu'aux élections du 14 octobre 1979 que le TİP était le seul parti socialiste scientifique de la classe ouvrière en Turquie et qu'il mènerait tout le mouvement à lui seul ; ils se sont renforcés dans cette idée, inspirés tout particulièrement par les déclarations de sa présidente.

« Les organes de notre parti ont critiqué le manque de principes du TKP et le comportement rien moins qu'honnête de ses dirigeants déclarés, apparaissant à la fois dans les publications et émissions faites au nom de ce parti et dans leur attitude dans la direction des organisations de masse démocratiques qu'ils tiennent sous leur influence.

« Le respect mutuel et l'égalité, ils en ont toujours fait fi, même aux moments où ils paraissaient les plus favorables à l'union, en pratiquant la discrimination et en disant "union des communistes, union des socialistes, union de ceci ou de cela"... Ce mouvement, qui a la prétention d'assumer à lui seul la mission de "représentant et superviseur" du mouvement de la classe ouvrière non seulement de la Turquie, mais aussi du monde entier, a poussé bien des individus qui auraient pu être gagnés au mouvement, à l'anticommunisme et à l'antisoviétisme par leur comportement contraire aux principes du socialisme scientifique.

« Quant à leur attitude anti-TİP, il suffira de dire qu'alors même que ses dirigeants étaient en prison, ils ont profité au maximum des moyens de propagande assurés par le mouvement socialiste inter-

national pour mener, par la radio et par voie de presse, des campagnes de calomnies, de dénigrement et d'insultes à l'égard des dirigeants du parti et des partisans de celui-ci, en citant leurs noms, foulant aux pieds les principes de la plus élémentaire rectitude.

« Sur le plan idéologique, lorsque l'on envisage de s'unir et de s'unifier, il convient de se pencher très scrupuleusement sur la différence qui existe entre l'attitude digne et honorable du TİP qui conjugue patriotisme et internationalisme prolétaire et l'attitude soi-disant internationaliste de ce mouvement. »

Le 3 février 1980, le comité exécutif central transmet, à nous comme à toutes les organisations du parti, le document "un seul parti-un seul front" (*Tek Parti-Tek Cephe*) auquel il venait de mettre la dernière main.

Juste à ce moment-là, à l'occasion d'un procès intenté au CHP pour sa participation à l'Internationale socialiste, la Cour constitutionnelle avait levé l'interdiction imposée aux partis politiques de s'organiser à l'étranger. Nous pouvions dès lors commencer à confirmer le titre de membre du parti de nos amis qui s'étaient fait inscrire dans une liste provisoire en Belgique et dans d'autres pays. Toutefois, le comité exécutif central tardait à donner son feu vert. L'affiliation d'Alp Arslan Telli en Allemagne, d'Uğur Hüküm en France, de Deniz İşsever, d'Hüseyin Celik et de Muharrem Karaman en Belgique, qui avaient énormément travaillé pour faire connaître le TİP et jeter les bases de son organisation, ne put être validée qu'après mars 1980 et ceci grâce à leur constante insistance.

Entre-temps, leur affiliation au parti n'était pas encore validée, mais on leur demandait de travailler avec dévouement dans toutes sortes de domaines. On leur demandait d'être plus souples et plus compréhensifs à l'égard du TKP qui, naguère, les accablaient des accusations les plus graves et on les pressait de trouver des ressources financières à l'étranger pour le bénéfice du cadre supérieur du TİP.

En fait, c'est ce que faisaient tous les partis politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche, une fois qu'ils s'organisaient en dehors du pays. A l'instar de l'Etat turc qui considérait ses travailleurs émigrés comme des "sources de devises", tous les partis politiques avaient le même regard vis-à-vis de leurs membres à l'étranger.

Notre mission était de récolter des dons pour le parti, de recruter des abonnés aux publications du parti, de traduire les déclarations du président et des communiqués du comité exécutif central dans la langue du pays de séjour et de les distribuer le plus largement possible. Aucun autre matériel pédagogique que ces déclarations et communiqués ne nous était envoyé pour former les membres du parti, en dépit de mes demandes réitérées.

Les jeunes travailleurs que nous avons affiliés au parti ne pouvaient s'empêcher d'aller rendre visite au siège central du TİP à l'occasion de leurs vacances d'été en Turquie. Chacune de ces visites se soldait par une cruelle désillusion. Au lieu de l'accueil empreint de camaraderie et de l'information sur le parti qu'ils escomptaient, ils étaient orientés tout de go vers le bureau du trésorier, où il leur était tenu ce discours :

- Voyons voir où en sont vos cotisations.

Un dossier était ouvert et on essayait de leur réclamer des années de cotisations, voire des dons supplémentaires. Le membre du parti dont on supputait que la situation matérielle était assez confortable était invité à déjeuner dans un restaurant de Kumkapı, où il finissait par payer l'addition.

Comme je recueillais un assez grand nombre de plaintes à ce sujet, je me vis obligé de téléphoner au siège du parti pour leur demander de cesser de traiter les membres du parti organisés en Europe comme des pigeons à plumer.

Je ne l'oublierai jamais : un jour, Alp Arslan Telli me téléphone d'Allemagne. Un inconnu affirmant venir sur la recommandation du trésorier du siège central du parti avait déclaré qu'il fallait acheter un bulldozer Caterpillar pour assurer un revenu au parti. Il convenait à cet effet que tous les membres du parti résidant en Europe y mettent du leur et obtiennent dans les meilleurs délais un crédit de 10.000 Marks minimum auprès de leur banque. Alp me dit que même s'il acceptait de s'endetter, il ne pourrait pas y contraindre les autres.

- Ils sont devenus fous, dis-je. Il faut être raisonnable, quand même. Je téléphone tout de suite au parti.

Je téléphone en Turquie et je demande des explications. Le bulldozer devait être acheté par l'individu que nous ne connaissons ni d'Eve ni d'Adam, avec les fonds que nous allions collecter ; il allait être exploité en Turquie et les revenus de cet exercice allaient être remis au parti.

- Et quelle garantie avons-nous ? Qui nous garantit que ce type, une fois le bulldozer acheté, va l'utiliser pour le parti ? En outre, cela fait des mois que nous faisons trembler le monde en proclamant que le fascisme est sur le point de prendre le pouvoir en Turquie. Si un coup d'Etat survient, il ne sera plus question ni de bulldozer ni de revenu du travail de la machine. Aucun des amis qui aident le parti avec un grand esprit de sacrifice ne restera dans le parti après cela.

Le responsable que j'ai au bout du fil insiste :

- Quels qu'en soient les conséquences, il faut acheter ce bulldozer en priorité.



- Priorité ou pas, je ne peux forcer personne à se plier à cette injonction. Ni Alp ni moi n'engagerons notre responsabilité. Si vous y tenez, que le siège central émette lui-même une directive. Vous n'aurez qu'à vous en prendre à vous-mêmes.

*

Une action avait été intentée devant le tribunal de l'état de siège à l'encontre de Boran pour ses propos durant la campagne des élections sénatoriales, avec 39 ans de réclusion à la clé. Nous concentrant sur ce procès, nous consacrons avril et mai 1980 à prendre contact avec les partis de gauche en Europe. Presque tous adressent des messages et publient des communiqués de solidarité avec Boran. A l'issue de cette campagne, le TİP est internationalement connu.

Une information convoyée par un ami qui revient de Turquie nous surprend tous : dès après la publication du document "Un seul Parti-un seul Front", une divergence de vues éclate au sein du comité exécutif central et chacune des factions se prépare à exclure l'autre au grand congrès du Parti ouvrier de Turquie qui va bientôt se tenir.

Je téléphone immédiatement à Nihat Sargin, le secrétaire général du parti, pour tirer l'affaire au clair. Il me déclare qu'il n'y a aucun problème et qu'il faut que les membres de l'étranger continuent à accomplir, sans la moindre inquiétude, les missions qui leur ont été assignées.

Nous avons par ailleurs chacun, à part la charge de soutenir le TİP, des problèmes qui varient suivant le pays où nous nous trouvons. Il faut aider les travailleurs immigrés, les réfugiés politiques et les membres de leurs familles à s'intégrer de manière digne à la société dans laquelle ils vivent.

Depuis que le besoin en main-d'œuvre étrangère s'est tari et que le chômage a augmenté, la xénophobie s'est accrue et les agressions racistes des organisations d'extrême droite se sont multipliées.

En Belgique, le CLOTI a lancé une vaste campagne, à laquelle nous avons participé, pour que les citoyens d'origine étrangère aient le droit de vote et d'éligibilité dans les communes où ils vivent et où ils paient des impôts, même s'ils ne sont pas de nationalité belge. La campagne est désignée sous le nom d'« Objectif 1982 », parce qu'elle a pour but d'obtenir ce droit pour les élections communales de 1982.

Le Centre culturel des travailleurs de Turquie (TİKM) organise dans le cadre de cette campagne une grande soirée culturelle à





l'Ancienne Belgique le 7 juin 1980. Le TIKM avait par ailleurs commencé à publier, avec le soutien d'Info-Türk, le journal *Le travailleur immigré (Göçmen İşçi)* destiné aux travailleurs turcs.

C'était à l'époque où les radios libres fleurissaient en Europe. Le Gsara, proche du Parti socialiste de Belgique, avait lancé Micro Climat et avait demandé au TIKM de se charger des émissions en turc.

Nous achetons donc du matériel d'enregistrement et créons un petit studio de radio dans le bureau d'Info-Türk. Nous préparons un programme hebdomadaire de deux heures comportant des informations de Turquie et de Belgique, des analyses, des reportages et des türkü (?). Micro Climat envoyait ce programme sur les ondes à partir d'un émetteur installé sur un des gratte-ciels de Bruxelles.

*

En mai 1980, juste au moment où nous sommes plongés dans les préparatifs de la soirée d'Objectif 82, un coup de téléphone de Sofia : Behice Boran, la présidente du TIP, se trouve à Sofia, elle veut me voir, il faut que je prenne le premier avion pour la Bulgarie à cet effet. Je prends donc le premier vol des lignes aériennes bulgares Balkan pour Sofia après en avoir informé les amis.

Je m'étais déjà rendu à Sofia auparavant, passant par le contrôle voyageurs ordinaire. Cette fois, il n'en va pas de même : dès la descente d'avion, un préposé du comité central du PC bulgare m'accueille, me fait passer sans attendre par le salon VIP et me conduit en voiture au guest-house du comité central non loin du mausolée Dimitrov.

On m'installe dans une chambre confortable. Peu de temps après, on me fait savoir que je vais bientôt rencontrer Boran. On me dirige vers la salle de réunion où se trouvent Boran, le secrétaire général du parti Nihat Sargin ainsi qu'Osman Sakalsız.

Après les échanges d'usage, on me fait savoir que le comité exécutif central a créé la fonction de secrétaire adjoint au bureau des Relations extérieures, que la fonction a été confiée à Osman Sakalsız et que, désormais, les membres du parti se trouvant à l'étranger s'organiseraient non plus en "section du parti", mais sous le nom d'"Union pour la Démocratie" (*Demokrasi İçin Birlik - DİB*).

Je suis assez étonné. Maintenant que nous développons à ce point les relations internationales du parti, il aurait fallu désigner à ce poste un camarade du comité exécutif central qui connaisse une langue étrangère. Et pour autant que je le sache, le comité n'en était pas dépourvu. Je pense notamment à Yavuz Çizmeci, qui avait participé à la grande manifestation antimissile de Bruxelles, qui à la fois connaît l'anglais et maîtrise les questions d'ordre international.





Nous fondions nos espoirs en lui pour mener plus loin les relations du parti avec le monde extérieur.

En ce cas, il est évident que l'on n'a pas choisi un homme pour une fonction, mais que la fonction a été créée pour l'homme.

Est-ce donc pour me communiquer cette information que l'on m'a fait venir en toute hâte de Bruxelles ?

Nous prenons le repas du soir dans la magnifique salle réservée aux dirigeants des partis communistes et ouvriers. La mise de Boran est, comme d'habitude, très soignée. Sargin et Sakalsız portent une cravate. Je sens que ma tenue ordinaire, sans cravate, dérange Boran. Mais le fait que certains dirigeants des partis bulgare, belge et français que je connais, descendus comme nous à la salle à manger, me saluent amicalement la rassure.

Ce soir a lieu un grand défilé sur le boulevard Lénine. Vers la fin du repas, Sargin me dit :

- Nous sortons voir le défilé. La présidente va s'entretenir avec toi dans sa chambre.

- Si notre entretien se termine suffisamment tôt, je viendrai vous rejoindre.

- Nous ne sortons pas, nous allons suivre le défilé transmis en direct par la télévision.

- Mais le défilé passe tout près, pourquoi le regarder à la télévision ?

- Les Bulgares nous ont prévenus: Sofia grouille d'agents du MIT. Ils nous ont conseillé de ne pas nous faire trop voir.

- C'est ce que les Bulgares disent toujours à tout le monde...

En plus, vous n'êtes pas ici en secret, avec des pseudonymes. La police turque ne sait-elle pas que vous êtes à Sofia ? Si vous m'en croyez, sortez, mêlez-vous à la foule, communiquez dans l'enthousiasme populaire...

Ils restent toutefois enfermés dans l'hôtel.

Je me rends donc dans la chambre de Boran. C'est la deuxième fois que je rencontre la présidente en privé depuis la fondation du 2^{ème} TIP.

Elle commence par exprimer sa satisfaction face aux actions que nous conduisons en Europe et par me remercier pour la campagne menée contre son inculpation, puis elle en arrive au cœur du sujet :

- Tu es sûrement au courant. Il y a quelques problèmes au sommet du parti. C'est de cela que je veux te parler. C'est pour cela que je t'ai fait venir à Sofia.

- Certes, nous avons entendu des rumeurs, mais nous n'en avons pas compris la raison. Ce type de rumeur est dommageable juste au moment où nous sommes en pleine formation à l'étranger. Ceci démoralise particulièrement les nouveaux affiliés.





- Comme tu le sais, nous avons pris une décision radicale dans le sens de l'unification du mouvement communiste. Le processus de fusionnement surtout avec le TKP est plein d'embûches. Notre objectif est de réaliser l'union sans sacrifier nos principes.

- Nous avons communiqué notre opinion à la phase du débat. Cette opinion que nous avons justifiée en détail est celle de tous les affiliés en Europe. Nous espérons ne pas nous faire avoir.

- C'est exactement cela que je voulais évoquer. Ceux qui s'opposent à nous au sein du comité exécutif central prétendent qu'ils n'approuvent pas nos méthodes de travail. En fait, leur but est d'affaiblir le TİP et forcer celui-ci à accepter l'annexion au TKP.

- La partie adverse affirme que c'est également là votre intention, annexer le parti au TKP.

- Je suis au courant et c'est là que je veux clarifier la situation. Pour atteindre leur but, la première chose qu'ils font est de tenter d'esquinter les dirigeants du parti. Nous allons y mettre fin à l'occasion du grand congrès qui va bientôt se réunir. Ou ils s'inscrivent dans la ligne du parti et ils renoncent à leur campagne d'usure, ou ils se retirent...

Son ton s'était durci. Soudain, les congrès du 1^{er} TİP qui avaient vu Boran et ses amis mener leurs opérations de liquidation de l'opposition me viennent à l'esprit. Boran, qui disait avoir changé après le 12 mars, en revenait-elle à ses anciennes méthodes ? Elle poursuit en expliquant :

- Nous souhaitons qu'un délégué qui représente les membres du parti en Europe participe au grand congrès pour y assurer la pérennité du parti.

- Nous n'avons pas autorité pour désigner de délégué pour le congrès. La validation des affiliations évolue très lentement. Je me trouve forcé d'adresser de multiples rappels au secrétaire général.

- Tu t'étais inscrit au parti à İstanbul, lors de ton séjour en Turquie. Nous te ferons désigner délégué provincial, tu pourras donc participer sans problème et exprimer ton point de vue.

- Même si je participe au congrès en qualité de délégué, en Europe, nous ne savons rien de concret, nous n'avons entendu que des rumeurs. Si, comme vous le dites, on tente d'annexer le parti au TKP, nous nous y opposerons, bien entendu. Mais il faut que je puisse en débattre avec nos amis du parti en Europe, sur base de documents concrets. Et si je participe au congrès, ce ne sera pas mon point de vue que je ferai connaître, mais l'avis conjoint de tous nos camarades.

- Je suis convaincue que tu privilégieras les intérêts du parti, dit Boran en se levant. Puis elle ajoute :

- Osman viendra d'ailleurs sous peu en Europe pour y contri-





buer à l'organisation de l'Union pour la Démocratie. C'est un homme d'expérience. Il vous donnera des informations circonstanciées.

Il se faisait tard, elle était fatiguée. Elle venait de fêter ses 70 ans. On disait que sa santé laissait à désirer. Je lui souhaitai la bonne nuit et la quittai.

Un mois plus tard, Osman Sakalsız arriva en Allemagne en qualité de secrétaire adjoint du bureau des Relations extérieures du parti. Nous tîmes une réunion à Düsseldorf le 15 juin 1980 avec l'objectif d'organiser l'*Union pour la Démocratie*. Participaient aussi à la réunion Alp Arslan Telli pour l'Allemagne, Uğur Hüküm pour la France et Halit Altunçevahir pour la Suisse.

Conformément à une décision du comité exécutif central, nous allions former tous les quatre le comité fondateur de l'Union pour la Démocratie, organiser les affiliés au parti des pays dans lesquels nous résidions au sein du DİB et gérer les relations avec les "organisations sœurs" au nom du parti.

Osman signala enfin qu'il avait été décidé que ce serait moi qui représenterais les affiliés d'Europe au grand congrès du TİP qui allait se tenir à İstanbul en octobre.

Toutefois, depuis mon entrevue avec Boran à Sofia, s'était produit un nouveau développement en ce qui me concernait. Le Parquet militaire du Commandement de la Marine avait ouvert une enquête à mon encontre à cause des deux livres sur la guerre et sur l'armée que j'avais rédigés et que ma sœur, Çiğdem avait publiés à İstanbul. Une citation à comparaître était parvenue à la maison d'édition à mon nom.

Sur ce, et alors que nous nous préparions à rentrer définitivement en Turquie, les avocats de la maison d'édition m'avaient conseillé de postposer notre retour. Ce que l'armée n'avait pu faire dans la période du 12 mars, elle allait pouvoir le faire à présent : m'arrêter et me maintenir en prison des années durant.

Je rappelai cela à Osman et lui suggérai qu'il serait plus approprié qu'Alp se rende au congrès comme délégué à ma place.

- Quel qu'en soit le risque à courir, c'est toi qui dois venir au congrès. Le salut du parti l'impose, répondit-il.

Il rentra en Turquie en disant qu'il reviendrait en Europe dans les meilleurs délais.

*

Les activités liées au parti, à l'association et à Info-Türk avaient été particulièrement intenses et nous avaient beaucoup fatigués, İnci et moi. Durant les mois d'été, les travailleurs immigrés





rentraient au pays pour les vacances. Les Européens, quant à eux, migraient vers le soleil. Nous décidâmes donc de nous éloigner un peu de Bruxelles.

Fahrettin Petek, notre ami de Paris, avait acheté une résidence secondaire sur la côte normande. Neriman Hanım et lui insistaient pour que nous venions passer une ou deux semaines au moins avec eux. Jak et Gaye y seraient aussi. Ils attendaient l'arrivée de Münevver Hanım, ancienne épouse de Nazim Hikmet et de Mina Urgan.

Les quinze jours lumineux que nous passâmes avec ces amis sincères furent inoubliables. La journée, nous évoquions les souvenirs du passé du mouvement communiste de Turquie et Nazim Hikmet. Le soir, nous avions des parties de Scrabble, dont raffolait Münevver Hanım, ou alors des quizz culturels.

Les jours ou, par extraordinaire, le soleil chauffait fort l'après-midi, Petek s'exclamait :

- Allez, c'est la canicule, on va se baigner !

Et il nous faisait plonger dans les fraîches vagues de l'océan Atlantique.

Gaye était venue passer quelques jours avec une amie d'école. Celle-ci était une jeune fille dont le teint ne pouvait pas foncer davantage au soleil. C'était une Guadeloupéenne, si je me souviens bien.

Lorsqu'après quelques heures au soleil, elle gémissait :

- Ohlala ! Je suis toute brûlée ! et qu'elle s'enduisait de crème solaire, nous –qui ne voyions aucune différence de carnation– étions morts de rire.

Le moment de partir étant venu, nous saluâmes Mina Urgan en lui disant :

- A bientôt à İstanbul.

- Comment cela ?

- Je vais participer au congrès du TIP en octobre comme délégué de l'Europe.

- Mais tu es recherché par le Parquet militaire !

Nous avons expliqué, lors de nos conversations, que le Parquet militaire avait ouvert une enquête à mon encontre. Mina Urgan, qui était au courant de mes anciens procès, était très inquiète.

- C'est le comité central qui l'exige, dis-je.

- Behice est-elle devenue folle ? Je vais lui en parler.

- N'en faites rien ! C'est une mission. J'irai, quel qu'en soit le risque.

A notre retour à Bruxelles, des nouvelles inquiétantes nous parvinrent l'une après l'autre : les événements de Çorum, l'opéra-



tion de Fatsa... Nous donnions chaque mois dans Info-Türk des informations détaillées sur les crimes politiques qui étaient perpétrés en Turquie. En cinq ans, le nombre des victimes avait dépassé cinq mille.

Nous nous étions à peine remis au travail que le 22 juillet, une autre mauvaise nouvelle parvint : Kemal Türkler, le président du syndicat Maden-İş, venait d'être assassiné.

Nous mîmes immédiatement sur pied une série d'actions de protestation, pour la première fois conjointement avec le TKP. Nous allâmes déposer une couronne noire devant l'ambassade de Turquie, puis nous nous rendîmes à la FGTB pour tenir une réunion à laquelle participèrent des personnalités belges. Nous y attirâmes l'attention sur les bruits de bottes qui s'intensifiaient en Turquie.

Cependant, nos relations avec le TKP continuaient à battre de l'aile malgré les garanties données par le siège du TİP. Les actions de protestation menées à la suite de l'assassinat de Kemal Türkler s'étaient bien déroulées mais, à la dernière minute, les partisans du TKP distribuèrent leur propre journal. La réaction la plus vive à ce geste déshonnête vint des syndicats.

Une conférence mondiale des femmes allait se tenir à Copenhague. Le siège central du TİP nous avertit qu'İnci allait y participer avec les délégués en provenance de Turquie. Toutefois, jusqu'au jour de l'ouverture de la conférence, nous ne reçûmes ni invitation ni programme. On apprit plus tard que le TKP avait empêché la participation d'İnci à cette conférence.

Le conflit au sein de la direction du parti fut enfin révélé dans l'organe de presse (?) du parti, La Roue et l'Epi (*Çark Başak*) du 1^{er} septembre 1980. La date du congrès était fixée pour le 4 octobre, à İstanbul. L'instruction suivant laquelle je devais intégrer la délégation d'İstanbul pour exposer les vues de l'organisation en Europe me fut réitérée.

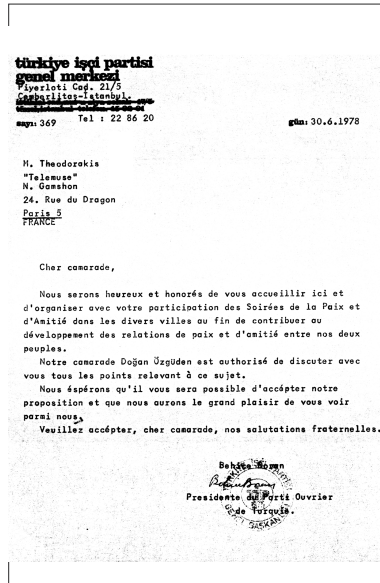
Ils ne devaient pas être très sûrs de ce que j'allais me prononcer en faveur de la liquidation de l'opposition, parce qu'Osman Sakalız me fit savoir par téléphone qu'il allait venir en Belgique et visiter chaque groupe de l'Unité pour la Démocratie pour stigmatiser l'attitude de l'opposition.

Les amis qui s'étaient rendus en Turquie pour les vacances et qui en étaient revenus nous racontaient d'ailleurs que l'opposition avait été écartée lors des congrès provinciaux et qu'en outre –ce qui était plus important– nos amis au bureau du comité exécutif central, Orhan Silier, Yavuz Ünal et Gündüz Mutluay, considérés comme faisant partie de l'opposition, avaient été démis de leur fonction au sein du bureau.

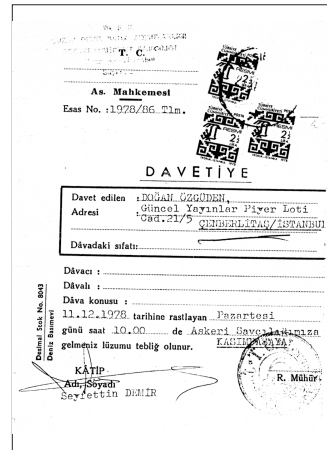
Il était désormais clair que Sakalsız venait en Europe pour gal-

vaniser les affiliés en Europe contre l'opposition et me contraindre à prendre position dans le même sens en tant que délégué de l'Europe.

- Si tu ne viens que pour cela, lui dis-je, ce n'est pas la peine. J'ouvre immédiatement au débat dans nos comités en Europe les projets de proposition à soumettre au congrès. Les avis seront bouclés avant même que tu n'aies eu le temps d'obtenir tes visas et d'acheter ton billet. Quoi qu'il en soit, pour les affiliés en Europe, la priorité n'est pas les dissensions au sommet, mais ce qu'il convient de faire contre l'éventualité d'un coup d'Etat qui approche et comment poursuivre la lutte en Europe dans les conditions d'un diktat. Si tu viens, c'est avec ces informations-là. N'oublie pas non plus d'apporter le matériel pédagogique promis depuis deux mois.



Habilitation à mon nom adressée par Behice Boran à Mikis Theodorakis



Citation à comparaître émanant du Parquet du Commandement de la Marine en relation avec un de mes livres publié en Turquie

3^{ème} coup d'Etat en vingt ans

Le 11 septembre, nous avons participé à une soirée organisée à l'occasion du 7^{ème} anniversaire du coup d'Etat fasciste au Chili et nous avons discuté jusqu'aux petites heures du péril menaçant la Turquie.

Le lendemain matin, je me lève tôt, comme d'habitude et je me prépare à me mettre au travail. J'écoute le bulletin d'informations de 6 heures à la radio belge : le coup d'Etat militaire en Turquie est la première information du jour.

Les autres radios européennes accordent la première place à la nouvelle. La radio turque déroule en continu les communiqués de la junte.

Ce qui devait arriver était arrivé. *Info-Türk* publie immédiatement un communiqué de protestation. Mais en tant que membre du TİP, que convient-il de faire ? Il aurait fallu que les dirigeants du parti nous informent sans délai. J'essaie de les joindre, personne ne répond.

Ce n'est qu'après 9 heures que je parviens à nouer le contact avec Osman Saffet Arolat et Niyazi Dalyancı, des proches du parti qui travaillent à l'agence de presse THA. Pour ce qu'ils en savent, Behice Boran est assignée à résidence chez elle, personne ne sait où sont les autres dirigeants du parti.

Je communique un par un avec les camarades responsables en Allemagne, en France et en Suisse. Nous décidons de publier sans attendre d'instructions un premier communiqué en plusieurs langues au nom de *l'Union pour la Démocratie*, pour informer l'opinion publique mondiale.

Toutes les déclarations du parti et les discours de la présidente évoquaient depuis des mois la perspective allant se rapprochant d'un coup d'Etat fasciste. Notre communiqué souligne que l'intervention du 12 septembre est un coup d'Etat fasciste commis à l'instigation et avec l'appui de l'OTAN.



« Ce coup d'Etat est l'ultime étape de l'escalade du fascisme dans notre pays... Le peuple de Turquie qui a subi les interventions militaires successives de 1960, de 1971 et enfin de 1980 déchirera sans nul doute ces ténèbres par une lutte tenace.

« Aujourd'hui, c'est le jour d'unité et de lutte de toutes les forces démocratiques de Turquie contre le fascisme.

« Nous appelons toutes les forces démocratiques du monde à se solidariser avec la lutte légitime du peuple de Turquie. »

Le bulletin d'*Info-Türk* rédigé en anglais, français, allemand, néerlandais et turc comprend un rapport détaillé qui expose le processus de préparation du coup d'Etat, le rôle de l'OTAN et du grand capital dans ce coup d'Etat, les dimensions politique, économique et socio-culturelle de l'armée –en dehors de sa dimension militaire– et les premières réactions internationales au coup d'Etat.

La Communauté économique européenne, le Conseil de l'Europe et même l'Assemblée parlementaire de l'OTAN adoptent une position critique à l'égard de l'intervention militaire qui a mis fin au régime parlementaire. En revanche, l'attitude des parlementaires turcs dont l'institution a été dissoute et dont les partis ont été fermés est proprement honteuse.

Turan Güneş, Cevdet Akçalı, Metin Toker et Besim Üstünel, qui participent à la première session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur instruction de la junte, défendent la nécessité du coup d'Etat. Fort malheureusement, le Professeur Muammer Aksoy se joint en mars 1981 à la petite troupe des parlementaires turcs défenseurs du coup d'Etat. L'APCE met fin elle-même par la directive qu'elle adopte le 14 mai 1981 à la comédie qui consistait à traiter comme parlementaires des ex-représentants d'un parlement réduit à néant par la junte.

Le premier grand choc sur le plan international nous est asséné, comme cela en avait été le cas après le coup d'Etat du 12 mars, par l'Union soviétique. Les institutions occidentales, en dehors des USA, restent critiques vis-à-vis du coup d'Etat en Turquie, mais le Premier ministre de l'URSS, Alexis Kossyguine, adresse un message de félicitations au chef de la junte, le général Kenan Evren et au Premier ministre, Bülend Ulusu, dès la formation du nouveau gouvernement militaire.

Ce message, de même que la politique de compromis adoptée par les autres pays socialistes à l'égard de la junte, entraîna inévitablement les forces de gauche en Turquie à des divergences de vues quant à leur définition de la junte et à l'attitude à adopter vis-à-vis de celle-ci.

En Belgique, l'*Union pour la Démocratie*, l'organisation kurde *Tekoşer* et les organisations progressistes turques tiennent une réu-





nion qui aboutit à désigner la nouvelle administration du pays sous le nom de « junte militaire fasciste » alors que le TKP, conformément aux instructions reçues, s'élève vivement contre cette définition et exige que l'on se borne à parler de « junte militaire ».

Cette exigence prend un tour ridicule lorsqu'en introduction du communiqué conjoint qui finit par être publié après des jours de discussions, il est indiqué qu'une partie des organisations signataires estiment que la junte est fasciste alors que d'autres la qualifient simplement de "militaire".

Les délégués DIB d'Allemagne et de France nous signalent que des problèmes analogues surgissent chez eux avec les organisations proches du TKP.

Le Parti communiste de Belgique est sur le point de célébrer sa traditionnelle fête du Drapeau rouge organisée comme chaque année au mois de septembre. Les dirigeants du parti ne donnent pas signe de vie. En dépit de quoi nous décidons d'y participer avec le slogan : « Le Parti ouvrier de Turquie vit. Il poursuit le combat. » (*Türkiye İşçi Partisi Yaşıyor, Savaşıyor.*)

Nous préparons des affiches, des pancartes, des communiqués à cet effet. Le téléphone sonne. C'est Metin Gür, avec qui nous n'entretenons plus de relations depuis quelques années déjà. Il me dit qu'il souhaite me rencontrer. De toute évidence, c'est le TKP qui l'envoie. Il me fait savoir qu'une conférence internationale pour la paix va se tenir à Sofia à la fin du mois et qu'ils étaient tombés d'accord avec le TİP pour que je fasse partie de la délégation de Turquie. Il ajoute :

- Et comme cela, nous aurons l'opportunité de passer quelques jours de l'été indien un peu plus au sud.

Ce n'était pas possible. Alors que je ne recevais pas le moindre message du parti depuis des jours, un autre parti m'assignait une mission au nom de mon parti... Boran était assignée à résidence. Comment avaient-ils fait pour s'entretenir avec un dirigeant du parti ? Et dans ce cas, avec lequel ?

Pour ne pas révéler la faiblesse du parti, je fis semblant de rien.

- Metin, je suis en contact permanent avec la direction du parti. On ne m'a pas parlé de cette mission. Et s'il est question de participer à une conférence pour la paix, c'est du Conseil mondial de la Paix que doit venir l'invitation. Cela fait des années que nous les informons des développements en Turquie en plusieurs langues. Ils connaissent mon adresse. Si je reçois quelque chose du parti ou du Conseil, je te le dirai.

*





Douze jours après le coup d'Etat, le 24 septembre, on sonne à la porte.

- C'est Nihat...

C'était Nihat Sargin, le secrétaire général du parti. Il était arrivé de Turquie en avion, avec un passeport légal, sans la moindre encombre.

- Cela fait douze jours que nous attendons des nouvelles du parti. Nous avons entendu dire que la présidente était en résidence surveillée, mais rien ne nous est parvenu ni de vous, ni du secrétariat du bureau.

- Nous revenons à peine à nous-mêmes. Je vais vous informer maintenant de ce qu'il faut faire.

- Certes, mais cela fait deux semaines que les affiliés, nos compatriotes et l'opinion publique mondiale attendent de nous des informations en temps réel. Comme rien ne venait de votre côté, le comité Europe de *l'Union pour la Démocratie* a pris l'initiative de publier les communiqués appropriés. Nous avons fait les premiers pas, avec toutes les forces antifascistes de Turquie sans discrimination, pour lutter de front.

- Fort bien, mais je dois rencontrer les responsables du DİB de chaque pays. Le parti a pris certaines décisions, que je vais vous notifier.

Je saisis donc le téléphone pour convoquer immédiatement à Bruxelles les responsables d'Allemagne, de France et de Suisse afin de rencontrer Nihat Sargin.

Alp Arslan Telli arrive le lendemain de Düsseldorf, Uğur Hüküm de France et Halit Altunçevahir de Suisse.

Nous nous réunissons au centre d'Info-Türk et Nihat Sargin nous fait la déclaration suivante :

« - Toutes les fiches d'affiliation au parti, y compris celles des membres se trouvant à l'étranger sont tombées aux mains de l'état de siège le jour du coup d'Etat. Dès lors, aucun affilié au parti qui se trouve à l'étranger ne se rendra en Turquie.

« - Conformément à la décision du comité exécutif central publié dans Çark Başak immédiatement après le coup d'Etat, tous les organes ont été dissous, les relations entre l'opposition et le parti ont été suspendues.

« - Vu les circonstances, les affiliations sont annulées. En Europe, seuls les quatre membres du comité DİB restent membres du parti et sont nommés délégués du parti dans leur pays de résidence, à savoir la RFA, la Belgique, la France et la Suisse.

« - De nouveaux statuts tenant compte des circonstances actuelles sont en cours de rédaction. Les délégués du parti procéde-



ront désormais aux affiliations et à l'organisation conformément aux termes de ces nouveaux statuts.

« - Afin d'éviter que les membres affiliés jusqu'au 12 septembre ne se formalisent, il ne leur sera pas dit que leur affiliation est annulée, mais qu'étant données les circonstances, il est impératif de taire qu'ils sont membres du "Parti ouvrier de Turquie". »

Sargin nous indique en outre que, dans la mesure où toutes les affiliations sont annulées, sauf celles de nous quatre, il nous faudra recruter pour *l'Union pour la Démocratie* tous ceux qui pourront contribuer à la lutte antifasciste, sans condition préalable d'affiliation au parti. Il faudra recruter le plus de membres possible, pour assurer plus de rentrées financières au bénéfice du combat en Turquie.

Il demande qu'à cet effet, nous publiions tout de suite le Journal du Front unique (*Tek Cephe Gazetesi*) dont la publication avait été envisagée auparavant.

Quand et comment le comité exécutif central avait-il pris la décision de dissoudre tous les organes directeurs du parti, d'annuler les affiliations et de suspendre les relations entre le parti et l'opposition? Boran ayant été placée sous garde à vue dès les premières heures du coup d'Etat et les autres dirigeants du parti ayant disparu, comment cela avait-il pu se faire ?

Constatant que nous ne sommes pas convaincus, Sargin sort une feuille de papier de son sac.

La feuille manuscrite porte comme titre Çark Başak et les articles que Sargin a énumérés s'y trouvent, écrits d'une main malhabile.

Connaissant les doutes nourris par les affiliés en Europe à l'égard des relations avec le TKP, Sargin répète la phrase que Boran avait prononcée à Sofia : « Ils veulent annexer le parti au TKP. »

Les amis demandent pourquoi les registres d'affiliation n'ont pas été mis en sécurité, comment il se fait qu'ils ont été si facilement accessibles aux militaires. La réponse de Sargin fait vraiment de la peine :

- Cela a été si brutal que je n'ai même pas eu le temps de prendre mon stéthoscope.

Il avait en outre vu saisir par les soldats un ordinateur de 4.000 DM qu'il avait importé des États-Unis et payé avec les contributions recueillies très peu de temps auparavant chez les affiliés vivant à l'étranger.

Et si nous avons remis chacun, comme cela nous avait été commandé, 10.000 DM que nous aurions empruntés à la banque, à un individu dont nous ignorions tout, pour acheter un bulldozer ?

Le seul point positif des propos de Sargin est la perspective



de pouvoir procéder à une organisation ouverte à tous les antifascistes, indépendamment du parti. C'est une mission qui permettra de contribuer de manière notable à l'union la plus vaste possible contre le fascisme en Turquie.

Il ne nous fallut pas quelques mois pour comprendre que l'objectif véritable de Sargin et ses amis était, sous couvert d'organisation antifasciste, d'exploiter le zèle des sympathisants en Europe, de liquider les opposants et de renforcer l'hégémonie de leur faction sur le parti et, in fine, d'annexer le parti au TKP.

Nous demandons à Sargin pourquoi nous n'avons pas de nouvelles d'Osman Sakalsız, secrétaire du bureau des Relations extérieures responsable des activités à l'étranger.

- Il doit se cacher quelque part, fut sa réponse.

Or, d'après ce que nous avons appris par une filière privée, le passeport d'Osman portant le visa qu'il avait obtenu grâce à notre invitation pour venir en Europe était tombé aux mains des militaires en même temps que les documents du parti. Osman était allé s'installer à Bodrum dans la maison de vacances d'un ami proche du parti. Il ne se cachait pas du tout et parlait à tout le monde.

Une fois la réunion terminée, nous nous mettons au travail pour confectionner le Journal *Tek Cephe*, dans la perspective de transformer l'Union pour la Démocratie en une organisation de résistance qui réunira tous les antifascistes.

Deux jours après l'arrivée de Sargin, Orhan Silier, membre du comité exécutif central, nous téléphone. Il a pu sortir de Turquie, il veut me rencontrer. Je connais Silier depuis avant même 1971. C'est un chercheur sérieux. Son intégration au 2^{ème} TIP avait été une chance pour le parti. Mais il faisait partie de l'opposition dont Sargin avait dit que les relations avec le parti avaient été suspendues.

Je lui réponds sans hésiter : « Viens, je t'en prie ! »

Nous avons une longue conversation. Il réfute catégoriquement les allégations de tentative d'annexion du parti au TKP et, au contraire, estime que ce sont Sargin et son entourage qui sont bien peu scrupuleux dans la mise en œuvre du principe de front uni, les accusant d'affaiblir le parti vis-à-vis du TKP.

Je ne suis pas en mesure d'évaluer la part de vrai dans ce que chaque partie me raconte, ni me faire une religion sur la question. De plus, alors que nous sommes plongés dans un océan de problèmes beaucoup plus sérieux dans notre combat contre la junte, nous n'avons pas le luxe de consacrer notre temps et nos énergies à des querelles internes.

- Orhan, je suis obligé de participer chaque jour à un tas de réunions et de rencontrer des journalistes et des personnalités qui pourraient avoir une influence sur la question de la Turquie. Je





crois que le mieux à faire est de parler directement avec Sargin, de clore les vieilles disputes et de faire en sorte qu'en cette passe difficile, tous les éléments du parti affrontent le fascisme en front uni. Si tu es d'accord, viens ici à 9 heures demain matin, j'ai à faire demain toute la journée, je vous laisserai en tête à tête.

Silier parut enchanté de cette proposition.

Après son départ, je répète à Sargin tout ce qui a été dit. Il se fâche :

- Est-ce que je ne t'avais pas dit que toutes les relations entre l'opposition et le parti étaient suspendues ?

- Vous l'aviez dit, mais dans les circonstances actuelles, il faut dépasser ces idées fixes. Il faut unir toutes nos forces contre la junte, quelles que soient nos différences. Silier est un des meilleurs parmi les dirigeants du parti, c'est un camarade brillant...

- Puisque tu insistes, j'accepte de le rencontrer.

J'informe les responsables de la DIB dans les autres pays. Ceux-ci se réjouissent et disent même que si un accord intervient, ils sont prêts à revenir à Bruxelles pour rencontrer Sargin et Silier.

Silier arrive le lendemain matin, il rencontre Sargin. L'accueil est plutôt glacial.

- Je vous laisse seuls, dis-je, j'espère qu'à mon retour, ce soir, vous serez tombés d'accord.

Vers 16 heures, je rentre à la maison. Ce que je vois me laisse pantois : Silier est assis dans un coin, il lit quelque chose, Sargin boude dans un autre coin.

- Alors ? Vous êtes parvenus à vous entendre ?

- Non, répond Silier, il insiste pour que les relations entre l'opposition et le parti restent suspendues. Il est pourtant impossible que la présidente soit au courant de cette décision qui a été prise après le coup d'Etat, alors qu'elle était assignée à résidence... Or, pour qu'une telle décision soit respectée, il faut absolument savoir quel est l'avis de la présidente à cet égard.

Sargin n'en démord pas :

- La décision a été prise avec l'accord de la présidente, c'est un fait. Cette décision ne pourrait être révisée que si les opposants ne font pas du "travail de groupe" dans un proche avenir. En attendant, il ne nous est pas possible de renouer les relations.

En dépit de quoi, faisant ses adieux, Silier promet de contribuer autant que possible aux activités du DIB et d'écrire dans *Tek Cephe* même si ses articles sont publiés anonymement.

Je communique tout cela aux délégués du DIB, qui en sont déçus. Nous tombons d'accord pour accepter sans hésiter les contributions des amis de l'opposition à *Tek Cephe*, tant que les querelles intestines du parti ne sont pas évoquées.



Je mets également Sargin au courant. Il est loin d'être d'accord. Il est d'ailleurs particulièrement contrarié que j'aie accueilli Orhan.

- Ils vont prendre contact avec les organisations sœurs et nous dénigrer. Trouvez-moi un billet, je vais immédiatement à Sofia.

Il devient évident que la réorganisation de *l'Union pour la Démocratie*, le journal *Tek Cephe*, rien de cela n'est important ; ce qui compte, c'est isoler et liquider l'opposition. Sargin s'envole le lendemain pour Sofia.

Le premier numéro de *Tek Cephe* est publié en son absence. A la une : « Non au fascisme ! ». Quant à Silier, il s'était rendu en Allemagne et non à Sofia. Il est le seul membre du comité exécutif central à contribuer au journal avec deux articles.

Tant que Sargin séjourna à Sofia, nous ne reçûmes pas de nouvelles des semaines durant. Il téléphona enfin à la mi-octobre.

Il nous fit part de son embarras quant à l'utilisation du terme "fasciste" pour qualifier la junte et nous conseilla d'utiliser des termes plus mesurés dans les numéros suivants du journal. C'est pourtant bien lui qui avait qualifié le coup d'Etat de "fasciste" lors de son entrevue avec les responsables du DİB dès son arrivée à Bruxelles.

Il avait probablement été contraint d'adopter ce point de vue par le TKP dont il avait rencontré les dirigeants à Sofia.

En notre qualité de responsables du DİB, nous fîmes une mise au point sur la question. Il ne nous était guère possible de faire marche arrière après avoir parlé de la junte comme une junte fasciste dans notre premier communiqué de même que dans le premier numéro de *Tek Cephe*.

Le deuxième numéro de Çark Başak publié clandestinement en octobre 1980 par les membres du comité exécutif central restés en Turquie nous était parvenu. Il comportait une longue analyse sous ce titre : « La résistance contre la dictature militaire fasciste et contre le fascisme ».

La veille du début de l'obligation pour les citoyens turcs d'obtenir un visa pour entrer sur le territoire de la Belgique, le 31 octobre, Sargin revint à toute vitesse à Bruxelles. Le 30 octobre, c'était Osman Sakalsız qui était arrivé en Belgique.

Comme son passeport avait été confisqué par l'état de siège, il en avait obtenu un nouveau à son propre nom et avait pu prendre l'avion pour Bruxelles sans le moindre problème au contrôle frontière en dépit des dispositions prises dans les aéroports.

Nous lui demandâmes comment il se faisait que nous n'avions reçu aucune nouvelle durant les six semaines qui venaient de s'écouler après le coup d'Etat. Il ne put nous donner de réponse



satisfaisante à cette question. En revanche, il déclara que, désormais, c'est lui qui se chargerait des contacts avec la Turquie et que toutes les relations passeraient exclusivement par lui.

Il passa en Allemagne sous le prétexte qu'il serait plus aisé d'avoir des contacts avec la Turquie à partir de ce pays et que les activités du parti à l'étranger y seraient plus vastes. Il y présenta une demande d'asile politique. Nihat Sargin logeait chez nous à Bruxelles, Osman Sakalsız avait été installé dans l'arrière-boutique du lieu de travail d'Alp Arslan Telli à Düsseldorf.

Lors de la première conversation privée que nous eûmes dès son retour de Sofia, Sargin réitéra son embarras de nous voir utiliser le terme "fasciste" pour qualifier la junte.

Je lui rappelai que Çark Başak édité en Turquie avait publié un appel à « la résistance contre la dictature militaire fasciste et contre le fascisme ».

- Si Çark Başak utilise ce qualificatif, notre attitude n'est pas incorrecte. Nous avons d'ailleurs décidé de reprendre telle quelle cette analyse dans le nouveau numéro de *Tek Cephe*.

- Les camarades de Turquie, lisant *Tek Cephe*, ont sans doute cru que la décision venait de moi et ont utilisé le terme en conséquence. Pour une décision appropriée, nous devons attendre d'avoir l'opinion de la présidente.

- Lors de votre première visite, lorsque vous nous avez communiqué les premières décisions du comité exécutif central, vous avez également parlé de fascisme. Dans votre discussion avec Siliyer, vous nous avez dit que ces décisions avaient été prises avec l'aval de la présidente. Cela signifie qu'elle est aussi d'accord pour qualifier le coup d'Etat de fasciste. Ou alors, la présidente n'est pas au courant de ces décisions. Que devons-nous croire ?

Sargin tenta un autre biais :

- Puisque vous y êtes décidés, publiez cette analyse, mais n'utilisez pas le mot "fasciste" dans le titre.

- Si cela a été publié dans Çark Başak, ce n'est pas à nous de le censurer.

Enervé, Sargin passa au salon et se mit à regarder la télévision.

En 1980, le ministère belge du Travail nous avait accordé trois postes provisoires pour épauler *Info-Türk*. Plutôt que de payer des indemnités de chômage, le ministère appointait des demandeurs d'emploi qu'il mettait au service des associations d'utilité publique. C'est grâce à cette mesure que nous avions engagé Yasemin, une jeune fille turque immigrée en provenance de Yougoslavie, qui aidait İnci à la mise en page et au montage de *Tek Cephe*.

J'avais fait la composition de l'article de Çark Başak « La ré-



sistance contre la dictature militaire fasciste et contre le fascisme» et l'avais remis à İnci pour qu'elle le mette en place sur la page. A l'époque, le numérique ne facilitait pas encore l'existence des éditeurs et il fallait faire les titres en letraset. Comme ce système était coûteux, nous avons fait des photocopies des divers caractères, que nous découpions un à un et que nous recollions pour finaliser les titres. İnci avait confié la confection de ce titre-là à Yasemin.

İnci prépara la page, installa le titre confectionné par Yasemin et me montra le résultat : la page était fort bien faite, mais les mots "et contre le fascisme" ne figuraient pas dans le titre. İnci s'étonna et posa la question à Yasemin. Ce que la jeune fille expliqua était proprement incroyable : profitant de notre absence à İnci et à moi, Sargin était intervenu et lui avait dit de ne pas placer ces mots dans le titre. L'instruction venant du secrétaire général du parti en personne, Yasemin avait fait ce qu'il lui demandait sans en référer à nous.

J'en parlai à Sargin. Je lui dis que ce qu'il avait fait était loin d'être en accord avec l'esprit démocratique et certainement pas en accord avec la déontologie de la presse. Je lui demandai d'éviter dorénavant de se mêler du fonctionnement interne de l'*Union pour la Démocratie*, de même que de la rédaction de l'organe de presse de celle-ci.

İnci modifia le contenu de la page et Tek Cephe fut publié avec "résistance contre le fascisme".

Je poursuivis en disant à Sargin qu'au lieu d'obéir aux exigences du TKP en ce qui concernait l'adjectif "fasciste", il serait plus opportun d'examiner comment les partis communistes de tous les pays du monde qualifiaient les dictatures au pouvoir dans leur propre pays. Je lui confiai toute la collection de la revue *Problems of Peace and Socialism*, revue d'information des partis communistes et ouvriers, qui se trouvait dans la bibliothèque d'Info-Türk, pour qu'il la consulte.

Mais ces revues étaient rédigées en anglais. Entre-temps, Sina Pamukçu, de la DİSK, était arrivé en Belgique comme réfugié politique. Comme il connaissait très bien l'anglais, je lui demandai de venir en aide à Sargin dans cette recherche. Ils travaillèrent des jours durant dans notre salon pour établir l'inventaire des articles sur le fascisme.

L'*Union pour la Démocratie* avait lancé une vaste campagne de protestation contre la mise en garde à vue de Boran. Mais une autre surprise nous attendait début novembre 1980.

Lors d'une réunion d'union des forces que nous tenions avec les autres organisations, et alors que l'on allait passer à l'ordre du jour, les affiliés du TKP jetèrent un journal sur la table. En pre-



mière page figurait une nouvelle selon laquelle les dirigeants du syndicat Maden-İş avaient été mis en garde à vue par l'état de siège pour avoir entonné l'Internationale dans un congrès. Juste à côté de cette nouvelle figurait un article indiquant que Behice Boran, présidente du TİP, avait été autorisée par la junte à se rendre à Sofia.

A l'époque, le mari de Boran, Nevzat Hatko, paralysé, était hospitalisé à Sofia dans une institution réservée aux dirigeants du parti communiste. La junte avait pu autoriser Boran, déjà âgée et dont on savait qu'elle avait des problèmes cardiaques, à se rendre à Sofia, auprès de son mari, considérant que son éventuel décès en garde à vue pourrait susciter des réactions défavorables dans l'opinion publique.

Quoi qu'il en soit, la manière dont le TKP fit usage de cet événement fut de nature à ébranler la crédibilité du TİP : la présidente d'un parti dont le secrétaire général et le secrétaire du bureau des Relations extérieures avaient quitté le pays avec des passeports légaux recevait de la junte la permission spéciale de quitter, elle aussi, le pays.

Il fallait de toute urgence faire quelque chose pour sauvegarder l'image du parti.

*

Le 13 février 1981 allait être la date du 20^{ème} anniversaire de la fondation du Parti ouvrier de Turquie (TİP). C'était en même temps le 14^{ème} anniversaire de la fondation de la *Confédération des Syndicats ouvriers révolutionnaires de Turquie (DİSK)*.

L'Union pour la Démocratie se devait de marquer le coup en organisant en Europe une action d'envergure contre la junte, dépassant le cadre du parti, tout en s'assurant le soutien des syndicats européens. Nous décidâmes donc de mettre sur pied une Soirée de Solidarité avec le TİP et la DİSK.

Yücel Top, le conseiller juridique de la DİSK qui avait établi les contacts de la confédération avec les syndicats européens, qui était réfugié politique en Belgique depuis quelque temps, pourrait y prendre la parole au nom de la DİSK, Sargin pourrait prendre la parole au nom du TİP. Je proposai toutefois autre chose, pour augmenter l'impact de la soirée :

- La présidente du TİP, Behice Boran, est en Bulgarie pour le moment. Si nous voulons lutter efficacement contre la junte à partir de l'étranger, il faut inviter Boran comme oratrice. Elle n'est pas seulement présidente du TİP, elle a une longue carrière de députée derrière elle et elle a représenté la Turquie aux réunions de



la commission parlementaire mixte CEE-Turquie. Selon moi, il est très important de l'inviter à cette occasion.

A l'époque du 12 mars, tous les parlementaires turcs avaient applaudi à la junte des généraux, alors que les parlementaires grecs luttèrent concrètement contre la junte des colonels dans leur pays. Au lendemain du 12 septembre, il en avait été exactement de même : les députés turcs, CHP y compris, étaient venus défendre les putschistes à Strasbourg bien que le parlement où ils siégeaient de même que leurs partis politiques aient été dissous.

Les membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et du Parlement européen avec qui j'étais en relation se plaignaient de ne pouvoir trouver aucun parlementaire turc qui puisse les informer sur la situation.

Sargin s'éleva immédiatement contre ma proposition :

- La santé de la présidente ne lui permettra pas de venir jusqu'ici.

- Il va de soi que sa santé est prioritaire, dis-je. Ce sera impossible si les médecins qui la soignent à Sofia estiment que ce voyage est contre indiqué. Toutefois, dans la mesure où elle a pris l'avion d'Istanbul à Sofia et avec l'accord des médecins, peut-être pourra-t-elle venir à Bruxelles. Une fois son discours prononcé et après avoir rencontré les parlementaires et les journalistes européens, elle pourra rejoindre Sofia.

Le cardiologue chilien Gaston Simon, médecin d'Allende, était réfugié politique à Bruxelles. Il pourrait suivre Boran durant son séjour à Bruxelles.

Sargin trouva un autre prétexte à opposer à ma proposition:

- La présidente est sous la protection d'un pays socialiste. Les autorités occidentales lui délivreront-elles un visa ?

- Pourquoi pas ? Pour autant que je sache, de nombreux leaders communistes d'Amérique latine qui vivent dans des pays socialistes viennent en Belgique sans problème et y participent à des réunions.

J'ajoutai :

- S'il n'y a pas d'opposition de principe à ma proposition, j'assume la charge d'obtenir un visa pour la présidente. Je lui apporterai moi-même son visa en Bulgarie, je rencontrerai ses médecins et demanderai leur accord.

Sur ce, la direction européenne du DIB se réunit à Düsseldorf. Je proposai que la grande soirée soit organisée dans une ville d'Allemagne pour y drainer le plus de monde possible. Sans doute Sakalsız ne se sentait-il pas de taille à assumer une telle organisation, parce qu'il insista sur Bruxelles. J'acceptai à condition d'obtenir le soutien des comités des autres pays.

Alp Arslan Telli, le responsable en Allemagne, endossait une grande responsabilité. Il allait devoir mobiliser les affiliés des grandes villes allemandes, préparer l'infrastructure de la scène et assurer le financement.

Şanar Yurdatapan et Melike Demirağ, nos amis artistes, se trouvaient en Allemagne à l'époque. Şanar avait créé en Turquie une association des artistes démocrates sous le nom de Demar. Il était venu à Bruxelles auparavant et je l'y avais introduit dans les milieux artistiques. Melike accepta gracieusement de participer à la soirée. Şanar dit qu'il ferait en sorte que Timur Selçuk vienne de Turquie.

Hüseyin Celik, notre ami syndicaliste, affilié au parti, réussit à louer la prestigieuse salle de concert de l'Ancienne Belgique et à obtenir une participation du ministère belge de la Culture au financement de la soirée. Muharrem Karaman obtint pour sa part de faire loger gratuitement au guest-house de son syndicat les membres du parti et les hôtes qui viendraient de l'étranger. Deniz İşsever et Yiğit Bener, du comité Belgique du DİB, assumèrent des responsabilités de premier plan pour l'organisation de la soirée.

Yiğit était le fils du célèbre écrivain Erhan Bener, le neveu de deux autres écrivains, Vüsat O'Bener et de Fikret Otyam. A un an de son diplôme de médecin, il avait préféré rester en Europe à cause du coup d'Etat.

Le point le plus difficile à réaliser pour cette soirée du 14 février allait être de faire venir Boran à Bruxelles. Dès la décision prise, j'entrai en contact avec Piet Dankert. Celui-ci qui avait été notre compagnon de lutte pendant des années après le 12 mars, était devenu vice-président du Parlement européen.

Je lui expliquai combien la venue de Boran à Bruxelles était vitale. Il avait eu l'occasion de la rencontrer lors de précédents voyages en Turquie. Sa réaction fut positive.

- Mais il y a un problème, dis-je. A l'heure actuelle, Boran est à Sofia, sous la protection de l'Etat bulgare. Pour que la Belgique lui délivre un visa, il faudra une très bonne raison. Ne pourriez-vous pas l'inviter au nom du Parlement européen ?

Dankert s'étonna :

- Est-elle passée clandestinement en Bulgarie ?

- Non, avec un passeport turc légal.

- Comment la junte a-t-elle pu permettre cela ?

- Je l'ignore. Peut-être parce qu'elle est âgée et cardiaque. Son mari, qui est paralysé, est en Bulgarie depuis un certain temps déjà. . .

- Cela me paraît difficile. Mais je vous connais et j'ai confiance en vous. Je vais l'inviter en tant que Vice-Président du PE. Si elle vient, je lui donnerai la parole devant le Parlement.

Je m'adressai ensuite au ministère belge des Affaires étran-

gères, muni de l'invitation de Dankert. Anne-Marie Lizin, qui allait par la suite être ministre dans divers gouvernements belges et exercer la fonction de Présidente du Sénat, occupait de hautes fonctions au ministère. Je lui expliquai les développements en Turquie. Je lui dis que la participation de Boran, ancienne parlementaire, à la soirée, avait une importance vitale.

- Normalement, il est difficile d'obtenir un visa pour faire venir quelqu'un de Bulgarie, mais je respecte votre cause, dit-elle. Elle rédigea des instructions à l'intention du chancelier de l'ambassade de Belgique à Sofia, fit signer le document par le ministre et me le donna en me souhaitant bonne chance.

Je pris alors le premier vol des lignes aériennes Balkan pour Sofia, qui décollait d'Amsterdam. J'emportais avec moi des paquets de thé de qualité, sachant que Boran aimait le thé, ainsi qu'un paquet des publications contre la junte.

A mon arrivée à Sofia, je téléphonai à des amis bulgares qui vinrent immédiatement me chercher à l'aéroport. Ils m'installèrent à l'hôtel où j'avais séjourné lors de ma précédente visite à Boran. Ils m'appliquaient, comme à Boran, le statut de «membre du parti frère».

Je n'allais pouvoir rendre visite à Boran à l'hôpital que le lendemain. Lors du repas du soir, je m'entretins longuement avec les amis bulgares des événements en Turquie, des luttes politiques et des mouvements de résistance.

Lorsque j'en vins à évoquer le projet de visite de Boran à Bruxelles, ils parurent contrariés.

Ils invoquèrent d'abord l'état de santé de Boran. Ce n'est que lorsque je leur dis que toutes les mesures nécessaires seraient prises à cet égard et que nous n'agirions que sur les recommandations des médecins bulgares qu'ils exposèrent la vraie raison de leur contrariété.

La junte du général Evren, autorisant le départ de Boran vers la Bulgarie sans problème, avait exigé la garantie que l'on ne lui permettrait pas de se mêler d'activité menée contre Ankara à l'étranger.

- Si Boran se rend à Bruxelles et surtout qu'elle participe à la soirée dont vous parlez, nos relations avec l'Etat turc en prendront un coup, dirent-ils.

- Voyez, dis-je, je n'ai pas oublié votre attitude lorsque j'ai essayé de quitter la Turquie au lendemain du coup d'Etat du 12 mars 1971. Nous avons quand même réussi à fuir la Turquie et à lutter des années contre la junte. Même si vous ne donnez pas à Boran la permission de se rendre à Bruxelles, nous continuerons à mobiliser tous nos efforts pour lutter contre la junte du 12 septembre.



Simplement, si Boran pouvait venir à Bruxelles, notre lutte s'en trouverait confortée.

Contact fut pris avec un responsable du comité central du Parti communiste bulgare. In fine, on fit dire que Boran pourrait aller à Bruxelles si les médecins l'y autorisaient.

Vers la fin du repas, un ami bulgare dit :

- En ce moment, un autre exilé politique de Turquie est dans cet hôtel ; tu le connais bien. Il séjourne dans une chambre du même couloir que la tienne. Si tu le veux, tu peux le voir.

Tard dans la soirée, on frappa à la porte de ma chambre. C'était Orhan Silier. Non seulement les Bulgares ne se contentaient pas d'héberger un des représentants les plus importants de l'opposition au sein du parti mais ils me faisaient le rencontrer sachant parfaitement que j'étais venu pour inviter Boran à Bruxelles. Ils devaient savoir ce qu'ils faisaient.

Nous parlâmes longuement. Comme il savait que j'allais voir Boran, il me demanda de faire en sorte qu'il puisse, lui aussi, entrer en contact avec elle. Orhan était d'avis que le gel des relations avec l'opposition au sein du parti était un complot de Sargin et Sakalsiz et que Boran en ignorait tout ; que s'il parvenait à rencontrer Boran, ils pourraient reprendre la lutte en front commun.

- Pas de problème, lui dis-je. En lui parlant demain, je lui transmettrai ta demande que je ne manquerai pas d'appuyer.

Le lendemain, une voiture aux vitres teintées me conduisit à l'hôpital des environs de Sofia où les dirigeants des partis communistes du monde entier étaient soignés.

Boran avait été avertie de ma visite, elle avait préparé du thé.

- Je sais que vous aimez le thé, lui dis-je. Je vous ai apporté une série de thés, du thé de Ceylan, du thé de Chine, du thé d'Inde...

Elle en fut très contente.

- Et voici ce qui a été publié contre la junte depuis le coup d'Etat.

Nous évoquâmes en long et en large la situation en Turquie. Elle suivait les émissions de la Voix de la Turquie de la TRT ainsi que les émissions en turc des pays socialistes. On lui faisait également parvenir les journaux turcs, qui lui arrivaient –certes– avec quelques jours de retard.

Nous prîmes le repas de midi dans la salle à manger commune, puis j'en vins au sujet de ma visite : je lui dis que nous organisons une grande soirée à Bruxelles pour fêter le 20^{ème} anniversaire du TIP et que nous souhaitons l'avoir parmi nous à cette occasion.

Elle prit un temps de réflexion puis répondit :

- Je le voudrais bien, évidemment, mais est-ce que mon état de santé va me le permettre ?



- C'est cela qui est important. Pour nous aussi. Avant de prendre une décision, nous devons consulter les médecins pour savoir si vous pouvez voyager et si vous pouvez séjourner un temps à Bruxelles. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, c'est moi qui demanderai leur rapport aux docteurs.

Je lui donnai alors des informations sur l'organisation en Europe et sur les réactions de plus en plus vives à l'encontre de la junte dans l'opinion publique internationale.

Ses yeux se mirent à briller.

- J'espère que les médecins me délivreront un rapport positif. J'ai hâte d'être avec vous ce jour-là.

- Il n'y a pas que les affiliés du parti qui vous attendent, tous ceux qui sont contre la junte seront galvanisés de voir une personnalité comme la vôtre se situer en tête du combat. L'Union pour la Démocratie n'est plus seulement un organe au sein du parti, mais sur le point de devenir une organisation réunissant toutes les forces antifascistes, qu'elles soient du parti ou qu'elles n'aient pas de parti...

- Je sais. J'ai aussi vu Tek Cephe. Mais j'ai encore des doutes sur la qualification de la junte...

- Madame la présidente, il n'y a personne d'autre que le TKP, dans toutes les forces de gauche représentées en Europe, qui ne qualifie pas la junte de "fasciste". Sargin est d'ailleurs en train de rédiger un rapport à ce sujet. Ce rapport vous sera transmis à la première occasion...

- Je sais, le TKP est particulièrement incommodé par cette qualification. L'autre jour, dans la salle commune, quelqu'un m'a tapoté l'épaule. Je me suis retournée pour voir qui c'était. C'était Laz İsmail (Secrétaire général du TKP). Un drôle de bonhomme. Il a demandé comment j'allais en me disant « Comment ça va, ma fille ? ». Nous avons parlé un bon bout de temps. Il a déclaré que, quel que soit le gouvernement au pouvoir en Turquie, tant que les relations avec l'Union soviétique seraient bonnes, il fallait éviter les propos qui pourraient porter atteinte à ces relations. Il a critiqué l'attitude des membres du TİP en Europe.

- Est-ce que ce qu'ils disent est si important ? demandai-je. Les circonstances ont beaucoup changé depuis le coup d'Etat. Je ne pense pas que limiter le front commun au seul cadre de l'union avec le TKP et le TSİP ait encore un sens. Il faut envisager une structure qui puisse réunir sous un même toit toutes les forces progressistes de Turquie. C'est vous qui, par votre personnalité, pouvez susciter cet élan.

Boran ne souhaita pas poursuivre la discussion sur ce plan et changea de sujet :



- Nous parlerons de tout cela à Bruxelles, si je peux y aller. Nevzat est soigné dans la clinique. Allons lui rendre visite. Cela lui fera plaisir.

Depuis son attaque de paralysie, Nevzat Hatko était soigné à Sofia. Nos relations n'étaient guère brillantes depuis le premier congrès du TIP qui s'était soldé par notre exclusion en 1964. Toutefois, lorsqu'il me vit, il fut tout ému. Il tenta, avec d'énormes difficultés d'élocution, de raconter des choses ayant trait au passé. Puis il demanda que je prenne une photo de lui et de Boran. Ce fut sans doute leur dernière photo ensemble. Après être restés un petit temps en leur compagnie, nous nous fîmes nos adieux.

Au moment de nous séparer, je dis à Boran qu'Orhan était à Sofia et souhaitait vivement la voir. Je commentai :

- Je pense pour ma part qu'il s'est produit une série de malentendus et de conflits inutiles au sommet du parti. Cela me semble bien absurde, alors que nous sommes confrontés à un coup d'Etat. Ce serait bien, si vous vous revoyiez.

- Ils ne sont guère demeurés en reste. Ils se sont rebellés contre leurs dirigeants.

- J'estime que le fait que vous vous rencontriez serait une bonne chose. Surtout à la veille de la fête du 20^{ème} anniversaire.

Elle accepta de rencontrer Orhan et me confia son passeport et sa carte d'identité pour les formalités de visa.

- Je vais obtenir le rapport des médecins bulgares. S'il est favorable, j'irai au Consulat de Belgique pour faire apposer votre visa, et je vous apporterai votre passeport.

De retour le soir à l'hôtel, j'annonce à Orhan que Boran accepte de le voir. Il s'en réjouit. Peu de temps après, un préposé du comité central du PC bulgare vient apporter un rapport médical concernant l'état de santé de Boran établi en bulgare. Il me fait noter son résumé en turc. La présidente peut prendre l'avion pour se rendre à Bruxelles, où elle peut séjourner à condition d'être soumise à un contrôle médical strict.

Le lendemain matin, un autre préposé vient me prendre en charge pour me conduire au consulat de Belgique. Nous faisons un bout de route en voiture. Il neigeait abondamment, tout était blanc.

- Nous allons poursuivre à pied. Il n'est pas prudent de continuer en voiture, pour des raisons de sécurité.

Il n'y a peut-être aucun inconvénient à ce que nous continuions en voiture, c'est sans doute une de ces mesures bureaucratiques absurdes. Nous marchons un certain temps, avançant péniblement dans l'épaisse couche de neige. Le ministère belge des Affaires étrangères avait prévenu le consulat que nous vien-





drions demander un visa. A la vue du document que je leur tends, ils apposent le visa, et souhaitent bon voyage.

Je me dirige vers l'hôpital, où je restitue son passeport à Boran. Je lui explique comment elle sera accueillie à son arrivée à Bruxelles et où et comment elle sera logée. Nous nous quittons en nous promettant de nous revoir à Bruxelles.

Je rentre à l'hôtel pour prendre ma valise. Orhan m'y attend. Il semble triste.

- Nous n'avons malheureusement pas pu nous entendre, me dit-il. Elle repousse toutes nos objections. Elle répète que l'opposition a fait acte d'indiscipline, et que Sargın a raison. Elle déclare que l'avenir de nos relations avec le parti dépend de la décision de Sargın.

J'indique à Orhan que je suis désolé que l'entrevue n'ait pas abouti à un résultat satisfaisant, mais j'insiste sur le fait que, quelle que soit la position de Boran, Sargın et Sakalsız, les amis dans l'opposition n'en demeurent pas moins nos camarades de parti, et que nous restons ouverts au dialogue et à la coopération.

*



Boran arriva à Bruxelles le 10 janvier 1981 à bord d'un appareil des lignes aériennes Balkan. A l'époque, les journalistes qui avaient une carte de presse pouvaient aller jusqu'à l'avion sans attendre au poste de douane. Je pus donc aller l'accueillir dans l'avion même.

Sargın et les autres amis du parti attendaient Boran à la porte de sortie. Des fleurs furent offertes, les présentations furent faites, et nous nous mîmes en route pour la ville dans la voiture d'un ami. En pénétrant dans le petit square où se trouvait notre appartement, Boran lu la plaque indiquant le nom de la place "Square Charles Maurice Wiser". Elle répéta par deux fois notre adresse et dit :

- C'est donc ici que l'on mène les activités d'organisation du parti en Europe.

Elle semblait heureuse d'entamer un nouveau chapitre animé de son existence mouvementée plutôt que de rester isolée dans une chambre d'hôpital à décompter les jours.

Après avoir conversé un temps avec les affiliés du parti et après les photographies, Boran demanda à nous parler en particulier, à Sargın et à moi. Les amis prirent congé, İnci se retira dans son bureau de travail.

Boran s'installa en tête de la table qui nous servait à la fois de table pour les repas, et de table de réunion. Elle nous raconta ses préparatifs de voyage en Bulgarie, ses entretiens avec les Bulgares





et les recommandations des docteurs. Puis elle en vint au fait. Se tournant vers moi, elle dit :

- Nihat est au courant ; je vais à présent faire une déclaration officielle. Avec le coup d'Etat du 12 septembre, tous les organes du parti ont été dissous. Le comité exécutif central avait décidé dès avant le coup d'Etat que si le parti tombait dans la clandestinité, ce serait le président qui serait chargé de réorganiser le parti selon les conditions qui prévaudraient à ce moment-là. En qualité de présidente, je viens de reformer le Comité exécutif central (MYK) à dater de cet instant. Le nouveau MYK est composé de huit membres, quatre en Turquie et quatre à l'étranger. Les membres présents à l'étranger sont : Nihat Sargin, Osman Sakalsız, Doğan Özgüden et moi-même.

J'étais stupéfait. Nous nous étions entretenus des heures durant à Sofia, mais elle ne m'avait parlé de cette restructuration. Trois des noms avaient d'ailleurs été élus au MYK lors du dernier congrès du parti. Mais en ce qui me concernait, je n'étais qu'un membre du bureau central d'information, de propagande et de presse du parti.

- Est-il normal qu'un individu qui n'a pas été élu par le congrès prenne place dans le MYK ? demandai-je.

- Cela n'a pas d'importance. Nous sommes en présence d'une nouvelle structure... Quoi qu'il en soit, si le coup d'Etat n'avait pas eu lieu et si le congrès avait pu se tenir, tu aurais participé comme délégué d'Istanbul, et nous t'aurions présenté comme candidat du MYK.

*

- N'est-ce pas, Nihat ? demanda-t-elle en se retournant vers Sargin.

- Bien, mais ce MYK dont la moitié est clandestine en Turquie et l'autre moitié en Europe, comment va-t-il fonctionner ?

- Les membres du MYK qui se trouvent en Turquie se réunissent entre eux et me communiquent leurs décisions. Les membres du MYK en Europe se réunissent sous ma présidence et prennent les décisions finales en tenant compte des avis émis en Turquie. Osman n'a pas encore le statut de réfugié politique et ne peut donc pas encore voyager. Tant qu'il ne pourra pas participer aux réunions, il fera connaître son opinion d'où il se trouve.

- En dehors de la participation aux réunions, quelle sera ma mission au sein du MYK ?

- Tu seras le plus proche collaborateur de la présidente pour ses activités à l'étranger.

Ce n'était pas un mécanisme simple. Si Boran avait l'intention de retourner à Sofia après les festivités du 20^{ème} anniversaire, il nous





serait pratiquement impossible de nous rendre continuellement à Sofia à partir de Bruxelles et de Düsseldorf.

J'en conclus que Boran était venue à Bruxelles avec l'intention d'y rester et d'y diriger l'organisation du parti en exerçant la présidence de facto, tout en se reposant sur les relations internationales de la structure.

Je lui indiquai que je l'assisterais même sans titre, mais qu'il ne faudrait pas mêler les activités de *l'Union pour la Démocratie* qui visait à créer une large union antifasciste avec le fonctionnement interne du parti. J'insistai également pour que l'on ne répète pas l'erreur commise depuis des années par le TKP d'exclure les politiques différentes de la sienne dans les syndicats et les organisations démocratiques de masse. Elle n'objecta pas.

Furent enfin mis sur le tapis la question de la qualification de "fasciste" de la junte ainsi que les attaques dirigées par le TKP contre le DİB.

Je repris ce que je lui avais dit à Sofia sur l'objectif de "parti unique" limité à l'union avec le TKP et le TSİP :

- Il faut envisager une plus large union des forces révolutionnaires dans cette nouvelle période. L'organisation de l'Union pour la Démocratie, avec son journal Tek Cephe, peuvent grandement contribuer à atteindre cet objectif.

Je rappelai que la direction de la DİB avait adopté une position nette quant à la qualification de la junte, et que cette position avait été entérinée par les membres du MYK en Turquie dans leur organe Çark Başak.

- De plus, le bien-fondé de cette position est vérifié par les analyses théoriques publiées dans la revue *Problems of Peace and Socialism* étudiées par Sargın depuis des semaines. Elles valent la peine que vous les examiniez.

Elle mit fin à la discussion en disant qu'elle examinerait ces articles.

Nous en vîmes au sujet qui était la raison fondamentale pour laquelle Boran était venue en Belgique : la soirée du 14 février, et ce qu'il conviendrait de faire pour qu'elle soit un succès. Après avoir donné les détails, je poursuivis :

- Si votre état de santé le permet, je voudrais commencer à organiser dès demain votre intervention devant le Parlement européen ainsi que des reportages avec les grands journaux et les chaînes de télévision, pour vous positionner comme premier leader de l'opposition face à la junte, arrivé de Turquie en Europe.

Cette proposition la réjouit.

- Je vais donc me reposer, et puis je me préparerai à ces rencontres.



Comme nous ne savions pas combien de temps elle se disposait à passer en Occident, nous allions l'accueillir dans notre appartement-bureau. Les autres hôtes qui étaient venus de Turquie à Bruxelles avaient logé chez nous. Nous avions cédé notre chambre à Boran. Quant à Nihat Sargin et Yiğit Bener qui logeaient chez nous, ils avaient emménagé dans un appartement situé non loin du nôtre.

Alors que Boran se reposait, je téléphonai à Piet Dankert, vice-président du Parlement européen, pour lui annoncer que Boran était arrivée à Bruxelles, et pour lui suggérer qu'il serait utile qu'elle puisse informer au plus tôt les euro-parlementaires sur la situation en Turquie. Sa réaction fut très positive :

- Enfin une autre voix représentative de la Turquie ! s'exclama-t-il.

Il nous invita à la commission parlementaire des Affaires étrangères du PE pour le lendemain après-midi.

C'était à l'époque où le Parlement européen s'efforçait d'imposer son poids politique. Il venait d'emménager dans l'impressionnant bâtiment nouvellement construit rue Belliard. Les travaux du Parlement s'y déroulaient, mais les travaux d'installation étaient encore en cours.

Dankert accueillit très chaleureusement Boran. C'était la première fois qu'elle allait s'adresser directement à l'opinion publique européenne dans une salle où se trouvaient réunis les membres de la commission parlementaire des Affaires étrangères. Comme elle maîtrisait parfaitement l'anglais, nous n'avions pas de problème d'interprète. Elle s'exprima clairement sur la répression en Turquie et les noirs desseins de la junte, et répondit aux questions.

Lorsque nous rentrâmes square Wiser, les journalistes et reporters belges, français et néerlandais nous attendaient déjà. İnci se chargeait de l'ordre des entrevues. Boran était très à l'aise devant les caméras, et répondait judicieusement aux questions, avec l'art consommé des politiciens d'expérience. Dans la soirée, elle suivit avec délectation les reportages réalisés avec elle pour diverses chaînes de télévision. Et le lendemain, les articles parus dans la presse belge... De la malade de l'hôpital de Sofia ne demeurait plus la moindre trace ; nous avions devant nous Boran la combattante telle que nous la connaissions autrefois.

Boran accordait une grande importance aux relations avec les partis communistes qu'elle appelait "organisations sœurs". Le 26 janvier, Louis Van Geyt, président du Parti communiste de Belgique, me téléphona pour inviter Boran au siège du parti, avenue de Stalingrad. Nous nous y rendîmes ensemble et donnâmes des informations sur la situation en Turquie en général et sur la situation de la gauche turque en particulier.



Avant l'arrivée de Boran, nous avions l'habitude d'accueillir une demi-douzaine de personnes au moins à notre table, le soir, amis du parti ou autres réfugiés politiques. Les chambres de l'appartement accueillait chacune un ou deux invités.

Nous n'avions pas de voiture. Chaque jour, entre toutes mes autres activités, j'allais faire les courses dans un supermarché situé assez loin de la maison, avec mon caddie à provisions ; İnci préparait les repas. Le matin, j'avais pour mission de laver la vaisselle de la veille et de préparer le petit-déjeuner.

Avec l'arrivée de Boran, nous dûmes procéder à une nouvelle distribution des charges : Yiğit, étudiant en médecine, se chargerait de la santé de Boran et ferait appel, si nécessaire, au cardiologue chilien. Comme on ne prenait pas de repas de midi chez nous –habitude de journaliste– Yiğit reviendrait de la faculté où il suivait les cours pour préparer le déjeuner de Boran.

Comme je me trouvais forcé de consacrer plus de temps aux relations avec l'extérieur depuis l'arrivée de Boran, c'est Deniz İşsever qui allait se charger des courses au supermarché avec sa voiture. Vaisselle et petit-déjeuner continuaient à m'incomber.

Prendre la tension de Boran matin et soir, massages et assistance pour les autres soins de santé incombait à İnci, qui était toujours chargée de préparer le repas du soir pour une tablée de plus en plus nombreuse.

Boran remerciait souvent İnci pour son hospitalité et ses bons soins, et lui répétait :

- Ah, j'aurais tant aimé avoir une fille comme toi !

Le 12 janvier 1981, nous travaillions sur de nouveaux documents lorsque le téléphone sonna : c'était la radio belge de langue française, la RTB. A cette époque, le film Sürü (Le Troupeau) de Yılmaz Güney, qui était en prison en Turquie, avait remporté le grand prix de l'Union de la critique de cinéma en Belgique. On me demandait, en qualité de journaliste dans l'opposition, de faire un commentaire à ce sujet pour le journal de 13 heures.

Cela fait un certain temps déjà que je ne pouvais plus suivre l'actualité du monde cinématographique. Je rassemblai quelques renseignements dans mes archives et me rendis à la radio. Ceci me permit d'attirer l'attention de l'opinion publique belge sur la répression dont étaient victimes en Turquie les intellectuels progressistes et démocrates, à commencer par Yılmaz Güney.

A l'issue du programme, de nombreux Belges téléphonaient pour demander comment manifester leur solidarité. Entre-temps, un autre coup de téléphone me parvient de Pervine Cemil, la présidente de l'organisation kurde Tekoşer :





- Tes réponses étaient très opportunes, mais tu n'as pas dit que Yılmaz était Kurde, signale-t-elle.

Elle a raison.

- Veuillez mettre cette erreur sur le compte de mes lacunes en ce qui concerne le parcours de Yılmaz. Mais que ceci nous donne l'occasion de renforcer notre communauté d'intérêt dans la lutte contre la junte fasciste en Turquie, dis-je.

L'Union de la critique de cinéma allait organiser la remise de ses prix au Passage 44. Yılmaz Güney se trouvant dans l'impossibilité de venir recevoir son prix en personne, on me demande qui pourrait le remplacer. Je prends contact avec l'artiste qui tient le rôle féminin principal, Melike Demirağ. Celle-ci accepte avec joie. Melike et Şanar viennent à Bruxelles avec leur petite fille, Zeynep.

Les reportages avec Boran ainsi qu'avec Melike et Şanar suscitent un intérêt croissant dans l'opinion publique belge à l'égard des procédés fascistes en usage en Turquie.

C'est à ce moment-là que la junte commet une grosse gaffe en dénationalisant Behice Boran et Gültekin Gazioğlu, président du syndicat des enseignants TÖB-DER. Cette décision porte un coup fatal aux relations déjà très fragilisées entre Ankara et l'Europe.

Le quotidien Hürriyet titre : « Triste sort : Boran et Gazioğlu ne sont plus "Turcs" ! »

Je me souviens très bien de l'amertume qui se lut dans le regard de Boran, qui avait consacré toute sa vie à lutter pour que la population de la Turquie ait une vie plus libre et plus digne, à l'annonce de cette nouvelle. Cette décision, prise à l'encontre d'une personnalité politique de 71 ans, malade du cœur, était une honte pour l'humanité. Mais le mouvement de dénaturalisation n'allait pas s'arrêter en si bon chemin : Şanar Yurdatapan, Melike Demirağ, Yılmaz Güney, Cem Karaca, Mehmet Emin Bozarslan, Nihat Behram, Mahmut Baksı, Şah Turna, Fuat Saka, Demir Özlü, Yücel Top, İnci et moi, comme des centaines d'autres, allions être taxés de "bâtards de la nation" par le chef de la junte, Evren, et déchus de notre nationalité.

La dénationalisation de Boran aiguïsa sa haine de la junte. Elle abandonna la mesure dont elle s'était fait un principe sous l'influence du TKP, et elle commença à utiliser le terme fasciste pour qualifier le coup d'Etat dans ses écrits.

Nous étions obligés de régler une série de problèmes qui découlaient de la déchéance de nationalité. Selon les dispositions imposées par la junte, l'Etat confisquait tous les biens des citoyens privés de leur nationalité.

Boran possédait à Ankara une maison et des objets auxquels elle tenait. Elle voulait les mettre au nom de son fils, Dursun, avant



que l'Etat ne mette la main dessus. Mais il ne lui était désormais plus possible de s'adresser au consulat de Turquie pour obtenir une procuration.

Les juristes consultés dirent qu'une procuration donnée devant notaire en Belgique serait également valable. Yiğit Bener traduisit en français un exemplaire de procuration obtenu de Turquie. Nous fîmes légaliser la procuration par notaire, ce qui permit d'éviter la confiscation de la maison de Boran par l'Etat.

Un détail qui me fait toujours sourire quand je m'en rappelle est le suivant : Yiğit, dont le français était quasi la langue maternelle, traduisait les textes juridiques, mais Boran, qui avait exercé de longues années en Turquie la profession de traducteur-juré avec son mari, Nevzat Hatko, contestait certaines traductions de termes juridiques par Yiğit. Celui-ci était contrarié par ces interventions qu'il prenait pour de la défiance vis-à-vis de sa connaissance de la langue. En définitive, une solution était toujours trouvée à la question.

C'est ce qui me venait toujours à l'esprit lorsque je voyais, plus tard, à la télévision, Yiğit assurer l'interprétation dans les rencontres au plus haut niveau.

Tant de talents consacèrent leur vie au parti, au mépris de tous les risques que cela impliquait, en ces durs jours d'exil !

**OPPRESSION
OF KURDS
AND CHRISTIANS
IN TURKEY**

Solidarity Publications



Rapport sur la répression
dont sont victimes
les Kurdes et les
chrétiens en Turquie

Numéro spécial (en anglais) du Bulletin
d'Info-Türk publié en cinq
langues à l'occasion du
coup d'Etat du 12 septembre 1980

**BÜLTEN
BULLETIN**

INFO-TURK AJANSI
INFO-TURK AGENCY
GENTSCHAP INFO-TURK
AGENCE INFO-TURK
INFO-TURK AGENTUR

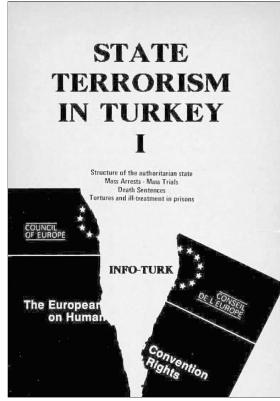
COLLECTIF TRUC D'EDITION ET DE DIFFUSION
SIYAMA CILN.W.STR. 1171 - 1040 BRUXELLES
TELE (32-2) 230 26 72 - BUREAU LEGAL 2194
BANK ACCOUNT INFO-TURK: 310-048714-02

Year 17 - September 1980
Monthly periodical
English 17
Price 20 fr
Annual subscription
Belgium 200 fr
Abroad 250 fr

Some of our articles
revised with the
aim of interlink.

COUP D'ETAT OF THE NATO

On September 12th, 1980, the Turkish Radio announced at 7 p.m. that the newly formed government of Necdet Akbayrak (Necdet Bener) had finally obtained the vote of confidence and its programme had been approved unanimously by the legislative body. Recalling the defeat of Ecevit or Demirel in the same colonial building of the Turkish Grand National Assembly, respectively in 1971 and 1979, this event seemed an unbelievable victory. Yes, the building was the same building, but the incumbents were not same. Earlier, there were about 500 deputies in the grand hall of the National Assembly from different political formations. This time there were only 3 generals in uniform who seized the power and started to restrict the legislative functions, while the political leaders were counting their days under surveillance. As for the prime minister, he was none other than the one who was just one month ago among themselves as the Navy Commander. He abruptly took off his uniform and was named as civilian prime minister when his government in area failed to find a real civilian to this post.



Premier rapport d'Info-Türk soumis aux institutions européennes sur la terreur d'Etat et les violations des droits de l'homme en Turquie



Un des premiers numéros du journal Tek Cephe publié par le comité Europe de l'Union pour la Démocratie

Exclure pour mieux liquider le parti

Comme nous avions l'objectif de faire de l'Union pour la Démocratie (DİB) une organisation démocratique ouverte à tous les antifascistes, nous tînmes le congrès fondateur du DİB à Bruxelles, le 14 février 1981, en présence de tous les membres venus des quatre coins de l'Europe. Alp Arslan Telli et Münir Ramazan Aktolga, d'Allemagne, Uğur Hüküm, de France, Doğan Özgüden et İnci Tuğsavul, de Belgique, furent élus au Comité Europe du DİB. L'Union était désormais présente dans sept pays d'Europe et en Australie ...

Le chanteur Timur Selçuk n'avait pas pu participer à la soirée de solidarité, probablement en raison de pressions exercées sur lui. Son absence fut compensée par la participation de nombreux autres artistes. Tekoşer participa avec son équipe folklorique, le Centre d'action sociale italien (CASI) avec le groupe Bella Ciao, le Centre culturel des travailleurs de Turquie (TİKM) et l'Association des Travailleurs de Düsseldorf avec leurs groupes folkloriques. Le chanteur de chansons traditionnelles populaires Lütü Gültekin se produisit également.

Uğur Hüküm et moi, nous assurâmes la présentation de la soirée. Nous commençâmes par souligner notre détermination à combattre la junte fasciste qui avait pris le pouvoir en Turquie, puis Boran fut invitée à s'exprimer.

C'était la première fois depuis longtemps qu'elle s'adressait à une audience nombreuse. Nous avons pris les mesures qu'imposait son état de santé. Elle fut accueillie avec des ovations, et prononça, du pupitre recouvert du drapeau du TİP, un discours qui renouvelait la volonté du parti de lutter contre la junte, et qui en appelait à toutes les forces démocratiques internationales à la solidarité.

Yücel Top prit ensuite la parole au nom de la DİSK. Il ne voulait pas parler derrière un pupitre recouvert du drapeau du parti, pour ne pas donner l'impression que la confédération syndicale



suivait l'obédience du TIP. Un bref moment de tension s'ensuivit. Les années précédentes, avoir donné l'impression que la DİSK était un organisme dépendant du TKP avait fait beaucoup perdre à la confédération. L'argument était pertinent. Le drapeau du TIP fut retiré du pupitre.

Le président du CNAPD qui avait organisé la grande marche antimissile de l'année précédente, Pierre Galand, de même que des représentants des partis politiques belges, du Parlement européen et du Conseil de l'Europe ainsi que des organisations syndicales internationales prirent la parole pour manifester leur solidarité avec la résistance antifasciste en Turquie.

Susa Nudelhöle et Théo Dejace du Parti communiste de Belgique, Jan Kulakowski de la Confédération Mondiale du Travail (CMT) de tendance chrétienne, Claude Dejardin, du Parti socialiste belge, et Yvonne Jospa, présidente du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (MRAX), figuraient parmi les hôtes de marque de la soirée, qui inaugura une ère nouvelle dans notre combat contre le fascisme.

*

Boran, face aux développements positifs dont elle était le témoin direct en Europe, avait cessé de se demander si elle retournerait en Bulgarie ou pas. Elle avait pris sa décision : elle resterait en Belgique.

Nous lançâmes immédiatement la procédure d'asile politique. Le formulaire comportant une foule de questions sur la vie privée, la carrière professionnelle, la vie politique de Boran fut dûment complété, déposé à la Police des Étrangers, puis nous nous rendîmes à la commune pour la faire inscrire à notre adresse.

Nous prenions toutes les mesures possibles pour qu'elle ne subisse pas les mille contrariétés et contretemps dont nous avions souffert nous-mêmes.

Les activités liées à Info-Türk étaient passées au second plan : nous assurions le secrétariat de Boran en priorité, nous gérons ses relations extérieures, et nous lui faisons les honneurs de Bruxelles et de ses environs tout en ne négligeant pas les règles de sécurité qui s'imposaient.

Boran fut notre hôte durant trois mois. Elle partagea avec nous un grand nombre de choses de sa vie privée, de son passé professionnel et politique. Tant qu'il n'y eut pas de dissensions d'ordre politique entre nous, nos relations furent chaleureuses. Le soir, nous regardions ensemble les bulletins d'information sur diverses chaînes de télévision, ainsi que des documentaires. Il n'y avait qu'une exception : les films "Sissi" qu'une chaîne de télévision belge donnait en série... Boran les adorait.





- Savez vous, chers amis, qu'enfant, je rêvais d'être une princesse ? disait-elle.

Elle racontait que son intérêt pour le mouvement communiste avait été éveillé par un de ses professeurs aux Etats-Unis, un homme de gauche.

Ces jours-là, un de nos amis affilié au TKP qui était venu nous voir de Berlin, Mugaffer Erdoğan, me dit que Boran était en fait du TKP, et qu'ils souhaitaient la revoir parmi eux.

Au cours du dîner, je posai la question à Boran :

- Est-ce vrai ce qu'on dit, vous faisiez partie du TKP autrefois ?

- Quand j'étais à la faculté des Langues à Ankara, Zeki Baştımar avait pris contact avec moi. Je ne sais pas si cela signifie que je faisais partie du TKP. Je ne me suis jamais affiliée officiellement.

Mekin Gönenç, un des collaborateurs de Ant, avec qui nous avions formé la Résistance démocratique, habitait à Anvers. Il nous invita un jour à déjeuner avec Boran. Sur la route d'Anvers se trouve le camp de concentration de Breendonk, où des milliers de juifs et d'antifascistes avaient été mis aux fers et torturés au cours de la Seconde Guerre mondiale. Estimant qu'une visite des lieux pourrait être contraindiquée pour sa santé, nous nous contentâmes de le lui montrer de loin. Mais Boran insista pour voir l'intérieur.

Les ignobles dortoirs où les détenus étaient entassés l'un sur l'autre, les salles de torture, les poteaux auxquels les condamnés étaient attachés avant leur exécution...

- Même si ce n'est pas exactement la même chose, on nous informe, documents à l'appui, que des pratiques analogues existent en Turquie, dis-je. Et dire qu'il en est encore pour rechigner à qualifier ce régime de "fasciste".

Cette remarque resta sans écho. Ce qu'elle venait de voir dans ce camp l'avait ébranlée, mais il était évident qu'elle ne voulait pas en parler.

Un autre épisode révélateur se passa à cette époque-là. Mehmet Ulusoy avait mis en scène à Bruxelles la pièce de Nazım Hikmet "Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé ?" (Benerci kendini neden öldürdü ?).

Une des assistantes de Mehmet était un des membres du parti à Paris, Işıl Kasapoğlu. Ils insistèrent pour que Boran vienne leur faire l'honneur de voir la pièce. Nous allâmes donc au théâtre Boran, Sargin et moi.

Le drame, qui évoquait la triste fin d'un leader révolutionnaire indien qui se suicide parce qu'il ne parvient pas à diriger le mouvement révolutionnaire, était fort bien mis en scène. Boran applaudit longuement à la fin du spectacle. Mais Sargin était très mal





à l'aise. En sortant du théâtre, il me jeta :
- J'espère qu'il n'y a pas d'intention cachée là-dessous...

*

Le jour de son arrivée à Bruxelles, lors de notre réunion à trois avec Sargin, Boran m'avait bombardé "membre du Comité exécutif central (Merkez Yürütme Kurulu - MYK)", et signalé que nous nous réunirions souvent pour mener les activités illégales du parti. Or, tant qu'elle habita sous notre toit, il ne fut question d'aucune réunion à laquelle je sois convié. Entre-temps, Boran et Sargin se voyaient très souvent, prenaient des décisions, et correspondaient avec Osman Sakalsız qui se trouvait à Düsseldorf.

Un beau jour, Uğur, membre du comité Europe où il représentait la France, téléphona pour me dire que Sakalsız avait indiqué vouloir qu'il se rende en Turquie comme courrier. Or, Sargin lui-même avait donné pour instruction qu'aucun membre du parti ne se rende en Turquie sous aucun prétexte, étant donné que tous les registres d'affiliation avaient été saisis par la police. Je dis donc à Uğur de refuser cette mission en invoquant les directives de Sargin.

Cette fois, Sakalsız dépêcha en Turquie un camarade du comité de Munich, sans en référer ni à moi-même, ni à Alp, le président du comité Allemagne.

Il exerçait par ailleurs diverses pressions sur les amis en Allemagne afin d'écarter du DİB ceux dont il estimait qu'ils étaient proches de l'opposition au sein du parti. Par exemple, Selahattin Uyar, un ami syndicaliste qui était un affilié du 1er TIP déjà, se trouvait à Berlin comme réfugié politique et avait manifesté son désir de participer aux actions du DİB. Sakalsız, avançant qu'il faisait partie de l'opposition, avait posé comme condition à son intégration qu'il s'engage à reconnaître et à obéir au comité central présidé par Behice Boran.

Face à ces méthodes interventionnistes dans le fonctionnement d'une organisation démocratique, je demandai à Boran et Sargin de faire une remontrance à Sakalsız, ce dont ils se gardèrent bien.

Je réclamai alors une réunion urgente en vertu de mon statut de "membre du MYK" proclamé par Boran.

Par décision du comité Europe du DİB, nous avons alloué un montant qui servait à payer la location d'un appartement dans le même immeuble que celui où nous habitons pour y loger Boran, afin que celle-ci puisse agir plus librement. Elle s'y était installée avec Sargin.

A ma demande donc, Boran organisa dans cet appartement la





première réunion du MYK. Elle indiqua que dorénavant le MYK se réunirait une fois par semaine au jour et à l'heure dite, qu'elle procéderait en tant que présidente à une analyse des développements survenus en Turquie et dans le monde, et que nous aborderions ensuite les questions qui figureraient dans un ordre du jour dont la confection serait confiée à Sargin.

Les réunions hebdomadaires du MYK étaient théâtrales, dans la pleine acception du terme. Après avoir ouvert la séance à 20 heures, elle faisait une heure durant l'analyse des événements en Turquie et dans le monde. Tout au long de ce discours, Sargin dessinait des figures géométriques dans le cahier qu'il avait disposé devant lui. Le seul auditeur de cette longue tirade était votre serviteur. En ce qui me concernait, rien de ce qu'elle disait n'était nouveau. En effet, c'était moi qui lui donnais chaque jour toutes les données dont elle disposait.

Après la grande tirade, Sargin procédait à la lecture de l'ordre du jour, et transmettait des demandes émanant d'Osman. Il ne donnait jamais d'information sur les relations que lui-même ou Osman pouvaient avoir avec le TKP et le TSİP.

Quand il était arrivé de Bulgarie à Bruxelles, Sargin avait dit que si les membres du TKP voulaient entrer en relation avec le TİP, ils le feraient avec moi en Belgique, ou avec Alp en Allemagne.

Un représentant du TKP était venu rendre visite à Sargin à Bruxelles. Celui-ci écrivit le 18 avril une longue lettre dont je ne pus prendre connaissance du contenu. Il mit la lettre dans une enveloppe qu'il scella, et qu'il envoya en Allemagne à Alp Arslan Telli pour y être remise au représentant en question.

Mais juste au moment où Alp prenait contact avec cette personne pour lui dire qu'il avait un message de Sargin à lui transmettre, Sakalsız avait pris possession du message et avait téléphoné au représentant du TKP en lui donnant son vrai nom et son titre au sein du parti.

Alp me téléphona pour me dire à quel point il était outré d'avoir été écarté de la sorte d'une mission qui lui avait été personnellement confiée par le secrétaire général.

Lors de la réunion du MYK qui suivit l'événement, je critiquai cette attitude arbitraire de Sakalsız. Boran prit immédiatement sa défense :

- Osman est le secrétaire du bureau des relations extérieures du parti, il est habilité à gérer ce genre de situation. Il a pour seul souci de sauvegarder les intérêts supérieurs du parti. De plus, il est membre du parti depuis ses 17 ans.

Il était clair qu'ils avaient décidé qu'une fois leur nid fait en Europe, ils allaient écarter ceux qui avaient organisé le parti à



l'étranger et qui avaient noué tous les contacts dont ils bénéficiaient désormais, afin d'assurer la liquidation totale de l'opposition et mener comme ils l'entendaient leurs relations avec le TKP.

Dans ces années-là, l'organisation arménienne Asala s'attaquait aux missions diplomatiques de la Turquie à l'étranger. Le 4 mars 1981, elle avait assassiné l'attaché du Travail et le conseiller aux Affaires religieuses auprès de l'ambassade de Turquie à Paris. Ceci avait provoqué l'organisation à l'incitation de l'Etat turc de manifestations anti-arméniennes dans les grandes villes d'Europe, et principalement en France.

Le comité France du DİB rédigea une analyse sur la question arménienne pour Tek Cephe. L'article condamnait d'une part les actes de terrorisme, mais dénonçait d'autre part l'attitude négationniste de l'Etat turc :

« Le massacre de 800.000 à 1,5 million d'individus, en grande majorité arméniens... quelle qu'en soit la raison, le massacre est là, et le débat est important. Le massacre s'est déroulé une dizaine d'années avant la fondation de la République, certes ! Mais les pouvoirs bourgeois peuvent-ils nier le fait ? »

Il était capital, de notre point de vue, que cette vérité historique soit exprimée de cette manière alors même que les fascistes turcs faisaient régner la terreur.

Juste au moment où nous allons déposer le journal à l'imprimerie, Boran nous apporte un texte de deux pages consacrés aux hauts faits du Parti communiste bulgare à l'occasion du congrès du parti qui s'était tenu le 31 mars. Elle avait d'ailleurs adressé un message de solidarité audit congrès par l'entremise de l'ambassade de Bulgarie à Bruxelles.

Nous lui indiquons qu'il est plus actuel et plus vital d'accorder une place à la question arménienne, et que nous ne pourrions introduire dans le journal qu'un résumé de son article.

Elle se met en colère :

- D'où sort donc cette question arménienne ? Ce n'est certainement pas plus important que le congrès d'une organisation sœur !

- Nos amis de France ont consacré des jours et des jours à rédiger ce papier, dis-je. D'après nous, il est considérablement plus important qu'un article de propagande.

Et nous éditâmes l'article de Boran en résumé.

Les membres du comité Europe du DİB s'efforçaient de remplir toutes les tâches qui leur incombaient, en dépit des interventions de Boran et de ses proches. Alp faisait des centaines de kilomètres de navette entre l'Allemagne et la Belgique pour agréer Boran et Sargin qui le chargeaient de toutes sortes de missions.

Lors d'un de ces voyages, il nous amena le n° 237 daté du 15

avril 1981 de Kurtuluş, l'organe de l'ATTF, organisation proche du TKP. A la une, en grand titre : « Les 60 ans de l'amitié turco-soviétique », et les photographies grand format de Leonid Brejnev et de Kenan Evren. Boran ne put s'empêcher d'exprimer son malaise à la vue du journal.

Mais ce ne fut qu'une réaction épidermique, et elle continua à ignorer nos critiques et nos avertissements. Lors de la réunion du 25 avril 1981, j'évoquai des plaintes émanant des dirigeants du DİB et demandai que des mesures soient prises pour y remédier. Boran, jugeant inutile d'en débattre, soumit ma proposition au vote. Celle-ci fut rejetée par deux voix, la sienne et celle de Sargin, contre une, la mienne. Je quittai la réunion.

Nous discutons le lendemain de l'idée de nous abstenir de toute mission où interviendrait le duo Sargin-Sakalsız lorsque Stefka Pirvanova, responsable des émissions en turc de Radio Sofia téléphona pour nous annoncer que Nevzat Hatko, le mari de Boran, était décédé, et demander si Boran participerait à la cérémonie funèbre.

C'est moi qui annonçai la triste nouvelle à Boran. Je lui présentai mes condoléances. J'avertis ensuite les membres du DİB, et les invitai à partager la douleur de Boran en venant lui rendre visite.

Elle-même souhaitait se rendre à Sofia pour y rendre un dernier hommage à son époux. Comme les formalités de reconnaissance de l'asile politique qu'elle avait sollicité n'étaient pas encore achevées, il fallait lui obtenir un document de voyage provisoire et un visa. Il s'agissait d'une question purement humanitaire. Je contactai le ministère belge des Affaires étrangères et la délégation de l'ONU. Le lendemain, Boran s'envolait pour Sofia.

Le comité Europe du DİB se réunit ensuite le 3 mai 1981 à Paris pour déterminer une attitude commune à l'égard des interventions continuelles de Sargin et Sakalsız dans le fonctionnement de l'organisation antifasciste pour imposer les vues de leur propre fraction. Il fut décidé d'exposer tous les points litigieux à Boran à son retour de Bulgarie.

Quelques jours après son retour à Bruxelles, j'informai Boran que le comité Europe du DİB sollicitait une entrevue. La réunion eut lieu le 10 mai suivant à Bruxelles. Nous lui demandâmes de prendre l'initiative en ce qui concernait d'une part la fin des interventions extérieures dans le fonctionnement autonome du DİB et d'autre part le nouveau mode de travail clandestin du parti dans la nouvelle conjoncture, sans quoi nous ne pourrions plus continuer à assumer les fonctions qui nous avaient été confiées.

Boran nous écouta et jugea que nos demandes étaient justifiées. Selon les premières instructions données par Sargin, seules les affiliations d'Alp Arslan Telli, d'Uğur Hüküm et la mienne étaient en-

core valides. Pour manifester sa confiance dans le comité, Boran alla plus loin en proclamant İnci Tuğsavul et Münir Ramazan Aktolga membres du parti.

Cependant, durant la pause, elle s'entretint brièvement avec Sargın. La Boran qui sortit de cet entretien n'était plus la même. Faisant un tour de 180°, elle rejeta toutes nos demandes démocratiques et insista pour imposer l'autorité de Sargın et Sakalsız qu'elle qualifiait de « leaders du parti ».

C'était à l'époque des élections présidentielles en France. Tout comme Uğur Hüküm, nous attendions avec impatience le résultat de ce scrutin. En cas de victoire de Mitterrand, la coalition de gauche des partis socialiste et communiste allait accéder au pouvoir.

Pour İnci et moi, ceci avait une importance toute particulière. Un des tout premiers livres que nous avons publiés en 1974 était le programme commun de la gauche française. L'arrivée au pouvoir de Mitterrand signifiait que ce programme commun allait enfin être mis en œuvre. Cela allait aussi pouvoir servir d'exemple aux autres pays d'Europe.

Nous fîmes une courte pause dans notre réunion pour écouter le bulletin d'informations de France Inter à 20 heures. Mitterrand avait été élu Président de la République française. Uğur poussa un cri de joie. Nous nous congratulâmes.

La nouvelle n'avait fait aucun effet sur Boran. La radio s'étant tue, elle reprit où elle l'avait laissée la tirade sur la « paix » qu'elle avait entamée avant l'intermède. Après avoir longuement critiqué le fait que nous n'avions pas fait assez de place dans Tek Cephe au congrès du Parti communiste bulgare, ni aux initiatives de paix de l'URSS, elle précisa :

- Certes, la répression sévit en Turquie, mais la sauvegarde de la paix mondiale est beaucoup plus importante que les questions d'ordre local. C'est sous cet angle qu'il faut considérer les relations entre la Turquie et l'Union soviétique. La moindre critique à l'égard de l'Union soviétique pourrait mettre la paix en danger.

Apparemment, elle ne voulait pas se démarquer de la ligne du TKP, qu'elle n'avait pourtant pas appréciée à la vue des photos de Brejnev et d'Evren dans Kurtuluş.

Nous annonçant qu'elle statuerait sur nos demandes lors de la réunion de la semaine suivante, elle se retira dans sa chambre. Quant à nous, nous nous quittâmes, déçus et pessimistes.

Le 13 mai, le monde fut secoué par la nouvelle de l'agression dont le Pape avait été victime, cible des balles du fasciste turc Ağca. Les journaux, la radio et la télévision belges sollicitaient continuellement des informations de la part d'Info-Türk. Yiğit et moi passâmes toute notre collection en revue en un demi-jour, et

nous publiâmes un rapport détaillé sur la question, rapport qui trouva un écho considérable dans les médias.

Tôt le lendemain matin, Boran vint nous voir en peignoir. Elle écumait. Avant de donner quelque information que ce soit à la presse, il aurait fallu que je consulte les « leaders du parti », et s'il s'agissait de publier un bulletin, je devais le faire au nom du parti.

- Madame la Présidente, lui dis-je, Info-Türk était déjà, avant votre arrivée et avant notre affiliation au parti, une agence de presse qui dispensait des informations au niveau international. Ce n'est pas l'organe du parti. J'ai 30 ans d'expérience dans le métier. C'est moi qui décide de ce que doit faire et publier l'agence que je dirige. S'il faut publier un communiqué au nom du parti, il faut que ce soit les « leaders du parti » qui le fassent.

Une heure ou deux après le départ de Boran, Sargin arriva pour signaler que le MYK du parti allait tenir une réunion extraordinaire.

Il ne s'agissait pas d'une réunion-débat mais d'une sorte de cérémonie de notification. L'attentat contre le Pape ne fut nullement évoqué. Il fut notifié que tous les pouvoirs qui nous avaient été conférés, à Alp et à moi, étaient abolis, et que les relations du parti avec le TKP seraient désormais entretenues par l'intermédiaire du seul Sakalsız.

Le 16 mai, Sargin me convoqua à une autre réunion du MYK, dont le seul point de l'ordre du jour était la décision de liquidation d'Orhan Silier, une des figures les plus importantes de l'opposition au sein du parti.

D'où sortait donc cette question ? Qu'est-ce que cela avait de si urgent ? İnci et moi y réfléchîmes longuement. La conclusion à laquelle nous aboutîmes fut celle-ci :

Nous avions consacré tout le numéro d'avril de Tek Cephe au 1er mai, et avions appelé tous nos membres en Europe à participer aux manifestations. Dans les pages centrales qui exposaient un récapitulatif du 1er mai, figurait la photo de l'action menée par le TİP le 1er mai 1979, contre les interdictions imposées par l'Etat de siège. Sur la photo, on voyait, aux côtés de Behice Boran face aux soldats, Orhan Silier. Sargin avait vu la photo lors de l'élaboration du journal, mais il n'avait pas pu dire grand-chose après notre réaction à sa censure du mot « fascisme » dans un numéro précédent. Il saisissait donc cette occasion qui lui était offerte de se venger en éjectant le membre du MYK dont nous imprimions la photo.

Sargin avait écrit peu de temps auparavant à Orhan Silier, qui était en Allemagne, pour lui demander de transmettre à Sakalsız un rapport détaillé sur ses activités politiques depuis le 12 septembre.

Dans la réponse qu'il avait faite par écrit, Silier avait souligné

que s'il devait rendre des comptes, c'était au congrès du TİP, et qu'il ne se soumettrait pas à l'arbitraire qui conduisait à essayer de liquider des affiliés au parti, dont certains de ses fondateurs et des membres du MYK, en se saisissant de l'occasion présentée le 12 septembre.

Plus important encore, Silier accusait Sargin d'être responsable de la remise à la junte de tous les documents du parti, y compris les enregistrements des débats du MYK, et indiquait qu'il ne l'informerait sur aucun sujet.

En fait, la décision de liquider Silier avait été prise depuis longtemps. Porter l'affaire devant cette réunion était sans doute un acte de provocation pour m'obliger à prendre la défense de l'opposition.

Sargin lut les lettres. Boran, sans ouvrir le débat, dit qu'elle allait mettre aux voix la question de l'exclusion de Silier du parti. Je m'y opposai et demandai :

- Ce point concerne un membre du bureau élu. Quelqu'un d'autre que nous dans le MYK est-il au courant de cette affaire ?

- Osman a fait connaître son opinion.

- Osman, oui, mais les membres du MYK en Turquie ?

Ce fut Sargin qui répondit :

- Je viens de leur parler un peu avant la réunion. Ils se sont tous prononcés en faveur de l'exclusion...

J'étais très étonné. De nombreuses propositions que j'avais faites concernant le mode de fonctionnement du parti n'apparaissaient jamais à l'ordre du jour des réunions sous prétexte que l'on attendait l'avis des membres du MYK en Turquie. Mais lorsqu'il s'agissait d'exclusion du parti, contact était établi avec la Turquie et avis obtenu en quelques petites heures.

Boran prit la parole :

- Je passe au vote, dit-elle.

Etant donné que la décision d'exclusion serait de toute façon prise à 2 voix contre une, je dis que je ne participerais pas à un tel vote, et je quittai la réunion. Ils entérinèrent sans doute l'exclusion de Silier à l'unanimité!

Toutes les opérations d'épuration du parti depuis les vingt années de l'histoire du TİP n'avaient-elles pas été le fait du duo Boran-Sargin ?

Je n'allais comprendre la structure mentale qui sous-tendait ces opérations que plusieurs années plus tard, à la lecture du livre de notre cher Halit Çelenk « Démocratie interne au sein du Parti ouvrier de Turquie » (Türkiye İşçi Partisi'nde İç Demokrasi).

Le comité Europe du DİB rencontra une nouvelle fois Boran le 17 mai. Boran lui fit savoir, sans qu'aucun échange de vues ait

eu lieu, que toutes les demandes présentées par écrit lors de la précédente réunion avaient été rejetées sans exception, et notifia que dorénavant Sakalsız, un des « leaders du parti », aurait pleins pouvoirs pour la direction politique du DİB.

Quelques jours plus tard, Sargin convoqua Alp Arslan Telli, secrétaire du comité Europe du DİB et président du comité Allemagne, de toute urgence à Bruxelles en lui faisant savoir que Boran voulait le voir. Alp arriva le soir même, comme d'habitude. Nous évoquâmes ensemble quelques points pratiques, puis il descendit chez Boran. Il en revint peu après, bouleversé.

Il venait de faire 300 km, toutes affaires cessantes, et Boran ne l'avait pas reçu. Il était aux environs de 18 heures, en dépit de quoi Sargin lui avait dit que la présidente ne pourrait le rencontrer que le lendemain matin. Il en avait profité pour tenter de le monter contre les autres membres du comité.

La direction du DİB, déterminée à rester en dehors de conflits stériles, publia le n° 8 de Tek Cephe, daté de mai 1981. En titre : « Solidarité avec tous les prisonniers du fascisme ».

« L'Etat policier à la botte de la junte emprisonne tous les révolutionnaires, quelles que soient les divergences de vues de ceux-ci. Il les juge avec peine de mort et peine de réclusion à la clé. Il les torture. Ceux qu'il ne parvient pas à emprisonner, il les dénationalise... Les cadres politiques de la gauche sont victimes en masse de la répression. Ceci vaut pour tous les mouvements politiques : le TSİP, le TKP, Kurtuluş, Dev-Yol, Dev-Sol, les mouvements kurdes et les autres mouvements politiques progressistes. Aujourd'hui est le jour de la solidarité avec tous les prisonniers de la junte, sauf avec ceux qui sont détenus à la suite de règlements de compte entre fascistes. »

Dans son éditorial, Tek Cephe prenait cette position contre la liquidation des opposants au sein du TİP : « La première chose qu'il y avait à faire après le coup d'Etat n'était pas d'écarter une partie des cadres du parti pour des divergences de vues qui n'ont pas pu être réglées lors du congrès qui n'a pas pu se réunir à cause précisément du coup d'Etat. Il fallait s'efforcer de gagner un maximum de monde à notre cause antifasciste, développer le dialogue même avec les mouvements qui sont dans l'erreur dans leur analyse de la situation et leur méthode de travail, afin d'assurer l'unité du mouvement politique de la classe ouvrière d'une part, et il fallait d'autre part ne pas avoir recours, au sein de l'organisation même, à des méthodes bureaucratiques aveugles, à savoir l'exclusion systématique. »

Peu de temps après que Tek Cephe ait été distribué, nous apprîmes que Boran avait donné instruction aux comités du DİB, hor-



mis au comité Belgique, de ne donner en aucun cas le journal en lecture à leurs affiliés.

Sur ce, moi comme président du DİB, et İnci en tant que responsable de la presse de l'organisation, adressâmes à chacun, le 1er juin, une lettre à Boran pour lui demander la raison de la censure appliquée à un journal antifasciste.

Elle nous répondit par une lettre datée du 3 juin, confirmant qu'elle avait exercé une censure : « La question de la distribution, ou non, d'un organe démocratique libre trouve sa réponse dans le fait que la liberté de cet organe a été exploitée contre le parti lui-même, le détachant de son lien organique avec le parti ».

Le soir du 6 juin 1981, le secrétaire général du parti, Nihat Sargin, me faisait tenir le document suivant :

« Je vous prie de bien vouloir prendre connaissance de ce qui suit :

- « 1. L'article 70/2 pertinent dans votre cas a été mis en œuvre ;
- « 2. Les missions de représentation et relatives aux relations précédemment confiées à votre personne seront dorénavant accomplies à l'aide d'autres moyens. »

Nous apprîmes qu'immédiatement après cela, une missive de sept pages signée Boran imprimée sur du papier jaune et non datée commençant par : « A l'attention des membres de l'organisation démocratique affiliés au TIP avant le 12 septembre » avait été donnée en lecture aux membres du comité Allemagne convoqués en session extraordinaire par Sakalsız.

La lettre portait ces accusations contre nous, qui avions critiqué l'opération de liquidation des opposants dans une période de répression :

« S'opposer à l'exclusion du parti d'une fraction revient à s'opposer à la décision de l'organe suprême du Parti, c'est-à-dire au Parti lui-même. Ceci ne peut se faire sans rejeter le Parti, sans s'en affranchir... »

La réponse donnée par Boran à notre appel à réunir plus de forces dans la lutte contre le fascisme était d'une pauvreté affligeante :

« Si s'opposer à la junte est la première condition pour l'unité d'action et pour l'unité du front contre la junte, ce n'en est pas une condition suffisante. De la même façon que l'on ne peut s'unir avec les Maoïstes, avec ceux qui accusent de révisionnisme l'Union soviétique et la communauté des pays socialistes, et avec ceux qui font primer le terrorisme individuel sur la lutte de classe, on ne peut s'unir avec ceux qui ne reconnaissent pas les organes et compétences du Parti ouvrier de Turquie –le parti politique de la classe ouvrière de la Turquie– et qui sabotent l'unité du parti au nom des



intérêts propres de leur fraction. »

Ceci constituait une nouvelle preuve, écrite celle-là, que Boran et ses deux compères étaient déterminés à mettre au service du TKP le potentiel du parti qu'ils avaient trouvé tout prêt en Europe à leur arrivée, et à réaliser rapidement avec lui une union organique.

Dans son numéro 7(91) du 1er juillet 1981, Atılım, l'organe du comité central du TKP, se félicitait de l'opération de liquidation menée par Boran à notre rencontre en ces termes :

« Si l'on se souvient de la campagne lancée depuis des mois contre le TKP par le journal Tek Cephe publié à Bruxelles, et de l'attitude "critique" qu'il avait fini par adopter contre le TİP, on peut voir que ce journal a perdu la boussole dans le débat de savoir si la junte est fasciste ou pas. Cet organe de presse avec lequel le TİP, mû par un vif sens de ses responsabilités, a rompu ses liens, adopte à présent un point de vue d'extrême gauche, surtout en ce qui concerne la nature du régime. Le débat sur le caractère fasciste du régime étonne certes ceux qui n'ont pas une attitude marxiste-léniniste affirmée, mais il renforce l'attitude empreinte de bon sens des forces progressistes. La présidente du TİP, Behice Boran, s'est élevée contre la priorité accordée à ce débat au prix de négliger les missions à accomplir, en défendant l'unité d'action dans des questions concrètes. »

Atılım n'en restait pas là. Affirmant que Tek Cephe « refusait de reconnaître les éléments réalistes au sein de la junte en ce qui concerne la politique étrangère de la Turquie », il posait cette question : « Ce journal, à l'instar de toutes les "gauches", pense-t-il que le souci de l'Union soviétique de préserver la paix s'oppose aux intérêts de la révolution en Turquie ? »

Il n'y avait peut-être pas d'opposition là-dedans, mais nous ne croyions pas un seul instant qu'il existât d'élément réaliste au sein de la junte. Nous savions pertinemment que tous les membres de la junte, à commencer par Evren, étaient de fidèles valets de l'impérialisme américain. Comme nous l'avions souligné dès le tout premier jour, le coup d'Etat du 12 septembre 1981 avait été un coup d'Etat de l'OTAN. Ce n'étaient ni İsmail Bilen ni Behice Boran qui allaient nous en faire démordre, même si un journal dans la ligne du TKP avait publié l'un à côté de l'autre les portraits de Leonid Brejnev et de Kenan Evren.

Après ces développements éprouvants, Alp Arslan Telli, Münir Ramazan Aktolga, Uğur Hüküm, İnci Tuğsavul et moi, membres du comité Europe du DİB, fîmes une réunion extraordinaire. A l'issue de cette réunion, nous transmîmes à la présidente Boran la démission motivée du TİP des membres du comité, face à l'indifférence manifestée envers nos actions et missions dans la lutte antifasciste et le sa-

botage des travaux que nous menions depuis des années.

Quelques mois plus tard, le 21 novembre 1981, Sakalsız organisa à Düsseldorf un congrès pirate du DİB auquel ne participèrent pas les délégués de Belgique, de France, de Suède, des Pays-Bas et d'Australie, congrès à l'occasion duquel il s'autoproclama président général du DİB.

Nous avions pourtant annoncé depuis longtemps que l'assemblée générale du DİB allait se réunir à Paris le 22 novembre 1981.

Face à ce nouveau complot, l'assemblée générale du DİB réunie à Paris décida de dissoudre la structure centrale, continuelle cible de sabotage de la part des dirigeants du TİP, et que les organisations du DİB au niveau national poursuivraient leur combat de manière indépendante, selon les conditions propres à chacune.

Il y avait tellement de choses vitales à faire pour combattre d'une part la junte en Turquie et d'autre part la xénophobie croissante en Europe, que nous n'avions guère de temps à consacrer aux attaques et complots fomentés à notre encontre par les dirigeants du TİP téléguidés par le TKP.

Ces deux partis avaient indexé leur manière d'envisager les problèmes de la Turquie et les solutions pour y remédier au développement des relations avec l'URSS et les autres pays socialistes.

Après avoir liquidé ceux qui avaient organisé le TİP en Europe, Boran vola de pays en pays pour participer aux réunions organisées par le TKP.

Le chef de la junte, Kenan Evren, fut décoré de l'ordre de la Grande Etoile des Balkans lors de la visite qu'il fit en Bulgarie du 25 au 28 février 1982. Deux ans plus tard, il fit mine d'ignorer, au nom de la "sauvegarde de la paix", la campagne de bulgarisation dirigée, au mépris de toute morale socialiste, contre les Turcs de Bulgarie.

Avec l'accession de Gorbatchev au secrétariat général du Parti communiste de l'Union soviétique en 1985, même un simple lecteur de la presse quotidienne put se rendre compte que l'URSS avait entamé un processus de déconstruction.

Je fus peiné de voir Boran, accompagnée par Nabi Yağcı, le secrétaire général du TKP, annoncer au Centre de presse international à Bruxelles en 1987 la fondation prochaine du Parti communiste unifié de Turquie (TBKP).

En dehors de certains individus figurant au sommet de la hiérarchie du parti, personne ne savait comment les organes du TKP se formaient, lors de quel congrès ils étaient élus, comment les dirigeants étaient désignés, qui décidait des changements structurels au sein du parti.

Le TİP, au moins, était un parti fondé en Turquie selon des rè-



gles précises, dont les dirigeants étaient élus lors de grands congrès par les délégués provinciaux.

Mais des membres du bureau de la présidence élus lors du grand congrès même avaient pu être liquidés sous des prétextes absurdes parce qu'ils s'étaient opposés aux "leaders", et la personne morale du parti pouvait être abolie sans l'aval du congrès, après vingt ans de combat politique.

Quelques jours après la conférence de presse nous parvint la nouvelle de la mort de Boran.

C'est nous qui l'avions fait venir à Bruxelles avec l'aide du Parlement européen, invoquant le fait qu'il s'agissait d'une ex-parlementaire.

C'est sous ce même prétexte qu'un des "princes" d'Özal, Adnan Kahveci, fit en sorte que la dépouille mortelle de Boran, proclamée "apatride" avec la signature du même Özal, soit rapatriée en Turquie dans un cercueil drapé du drapeau turc. Elle fut inhumée après une cérémonie au Parlement.

Toutefois, le choix du lieu où se déroula la cérémonie d'adieu organisée à Bruxelles avant le rapatriement vers la Turquie fut intéressant.

Alors qu'il y avait plusieurs salles appartenant à des syndicats ou des associations progressistes dans les quartiers où les travailleurs immigrés de Turquie étaient nombreux, appropriées pour cette cérémonie, celle-ci eut lieu à l'Association des Amitiés belgo-soviétiques rue du Méridien.

Était-ce le souhait de Boran, ou une nouvelle manifestation d'attachement à la ligne soviétique de la part des "leaders" du parti ? Je l'ignore.

Il était trop tard désormais... le système soviétique était à l'agonie.

Deux ans plus tard s'écroulait le mur de Berlin.



Page
manuscrite
de l'organe
central du TIP,
Çark Başak,
daté du 15
septembre
1980,
annonçant
que les
relations avec
les membres
du MYK dans
l'opposition
étaient
suspendues,
page apportée
par le
secrétaire
général
du parti,
Nihat Sargin,
lors de
son arrivée
en Belgique
après le coup
d'Etat du
12 septembre.

ÇARK BAŞAK
Türkiye İsci Partisi Merkez Yayın Organı
Sayı: 4 () 15 Eylül 1980
DUYURU
Emperyalizmin, NATO'nun, işbirlikçi-tetelci-büyük burjuvazinin ve büyük toprak sahiplerinin peşici-faşist iktidarının yeni biçimi olan askeri diktatörlük zaten bizzatlı olan demokratik hak ve özgürlükleri ortadan kaldırdı. Anayasa ilga edildi. Parlamento feshedildi. Disk'in gelişmeleri durduruldu. Askeri diktatörlük siyasi partilerin her kademedeki faaliyetini yasakladı. Bu kapsam içinde, Türkiye İsci Partisi'nin de gelişmeleri durduruldu.
Parti, bu durumu dikkate alarak aşağıdaki noktaları duyurmaktadır:
1) Türkiye İsci Partisi'nin tüm kademe kurulları dağıtılmıştır.
2) Başkanlık Kurulu'nun son toplantısında alınan kararla "grup gelişmesi" içinde olan Merkez Yürütme Kurulu üyelerinin hareketle ilişkileri dendir. Olunmuştur. Bu kişilerin Parti'ne hiçbir yetkileri tasarruf hakları yoktur.
3) Türkiye İsci Partisi derin tarihsel ve sınıfsal köklere, güçlü ideolojik, politik, örgütsel temellere sahip bir harekettir. Hareketin sürekliliği bölüyesine sızanlar kökler ve temeller üzerinde yürütmektedir.
4) Gün her hal ve şartta bir parti olarak görev basında olmak gündür. Gün, Sınır ve Partiye güvenmek, bu bilince ve kararlılığa sınırsız sarılmak gündür.

TÜRKİYE İŞÇİ PARTİSİ
WORKERS' PARTY OF TURKEY
PARTI OUVRIER DE TURQUIE
12 EYLÜL'DEN ÖNCE TÜRKİYE İŞÇİ PARTİSİ'NE KAYDOLMUS
DEMOKRATİK ÖRGÜT ÜYELERİNE
Sevgili arkadaşlarımız;
Demokratik Örgüt organının son sayısında (8) bazı yazılar, hiç deşilse bazı bölümleri dikkatinizi çekmiş olmalı. Faydacı-yan kimi değişiklikler sizlere kadar da ulaşmış olabilir. Çünce bu da olabilir. Neiler olup bittiğini sizlerle yüz yüze yapabileceğin bir öyleşimde anlaşılabilir. Çok isterseniz, saygınlığınızın olmasını bunu emelliyor. Bu imkansızlığın uzun sürmeyeceğini ümit etmekle birlikte, Parti'ye ve Demokratik Örgüte ilişkin olmak gibi bir önem taşıdığından, bir açıklama yapmayı geçiktirmek bana uygun görünmedi.
Şimdi "birlik" adına bunların anti-faşist mücadele alanında dışlanmalarını savunup demokratik Örgüt saflarında yer ve görev vermeye kaldık. Çünkü, büyük kitlesel partinin olan Örgüt üyeleri arasında anti-parti propoganda yapmak, hissiyatlı yürümek ve sınıfsal karsınlaşım fırsatını sağladıkten başka anlamı gelmez.
Çünce'ye karşı olmak, Çünce'ye karşı mücadelede sızan birliği, cephe birliği için ilk partide de, yeterli parti değildir. Mecazlarla, Soruşturma Birliği'nin, sosyalist ilkelere bağlılığını ve coşkuyla vb. ile suçlayıcılarla, sınıfsal mücadelenin yerine birleşim teriminde konuşmaları birlik olamadığı gibi, Türkiye İsci Partisi'nin örgütlerinin, yetkililerinin tanımayan, kendiliğinden çıkardıkları için parti birliğinin konuşma karanlarla da birlik olmaz. Çünce bu sıraladığımız tüm unsurlar faşist Çünce'ye karşı birleşim Örgütü mücadeleyi, mücadelesinin hedefine varılmasını önledirici, geliştirici değil, zayıflatıcı, halatlayıcı rol oynarlar. Faşist tutanaklar dışarda, çünce tüm tutanaklarıyla dayanışma, mücadele birliği çözümler, anti-parti yöneticilerinin mücadele demopolitinden başka birşey değildir.

Avis publié
par Behice Boran
l'année suivante,
annonçant que toute
collaboration dans
la lutte contre la junte
était interdite avec
ceux qui ne
respectaient pas
la ligne TKP-TIP
ainsi qu'avec ceux
qui s'opposaient
à la direction du TIP.



Un soleil naissant d'un microcosme

Tous ceux qui ont voué leur existence à une cause juste et qui, du jour au lendemain, sont exclus de l'organisation dont ils sont membres par ceux qui s'arrogent le droit d'exercer la fonction de commissaire politique de cette cause, passent par une période de vide.

Le choix est clair : ou on abandonne tout, ou on poursuit le combat auquel on s'est consacré, dans ou en dehors du parti.

Tout comme nous avons poursuivi, İnci et moi, notre combat de manière plus efficace encore après avoir été écartés du parti en 1964 à Akşam et puis à Ant, nous allions pouvoir en faire de même ensemble en exil.

C'est la raison pour laquelle nous ne connûmes pas de traversée du désert.

Le combat continuait avec *Info-Türk*.

Nous occupions nos loisirs à rechercher les racines de la musique. A deux pas se trouvait la médiathèque de la Communauté française, un vrai trésor...

Nous nous mîmes à écouter tous les enregistrements disponibles : disques 33 et 45 tours ou cassettes. Des musiques qui nous étaient déjà familières : musique classique occidentale, musiques de l'Asie centrale au Moyen Orient, de l'Anatolie aux Balkans, et puis des chants révolutionnaires, ou des musiques du Maghreb et de l'Andalousie...

Et bien sûr, des musiques de Turquie introuvables en Turquie : classique, folklorique, protest songs...

İnci louait les disques et les cassettes, et constituait de considérables archives.

Nous pouvions enfin consacrer plus de temps à nos amis, au-delà de débats stériles sur les divergences politiques. Nous étions désormais sûrs que les gens qui étaient avec nous ne nourrissaient pas de sombres desseins à notre égard, du genre : « quand pour-





rons-nous nous servir d'eux, et quand pourrons-nous nous en débarrasser comme de vieilles chaussettes ? ».

Dans cette nouvelle ambiance saine, nous allions pouvoir imprimer un nouvel élan au combat que nous menions depuis tant d'années.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe décida enfin le 15 mai 1981, à la suite d'une campagne à laquelle nous avions participé, de ne plus inclure les parlementaires turcs dans les débats.

Quant au Parlement européen, il n'avait pas encore pris de décision sérieuse à l'égard du régime en Turquie. Les relations se poursuivaient comme par devant. Nous entreprîmes donc une action d'information plus intense. Je passais le plus clair de mon temps soit au Parlement rue Belliard, soit à la Commission, soit au Conseil.

Enfin, le 5 novembre 1981, le 4^{ème} Protocole financier CEE-Turquie fut mis entre parenthèses et sa mise en œuvre conditionnée à la fin des violations des droits de l'Homme en Turquie.

Ceci fut suivi par l'ouverture, le 1^{er} juillet 1982, d'une action auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme par cinq pays membres du Conseil de l'Europe (France, Pays-Bas, Suède, Norvège et Danemark) à l'encontre de la Turquie.

Entre-temps en Belgique, un comité comprenant socialistes, communistes et chrétiens-démocrates fut créé pour lutter contre les violations des droits de l'Homme en Turquie. *Info-Türk* se chargea d'informer en permanence ce comité sur les développements en Turquie.

Notre précieux ami Mehmet Emin Bozarslan avait présenté les 15 et 16 juin 1981 à la réunion de *l'Union internationale des écrivains* en Finlande un rapport détaillé sur la répression exercée sur le peuple kurde. Nous l'avions aidé à traduire ce rapport dans diverses langues et à le distribuer dans les institutions et médias européens.

Nous étions d'ailleurs impliqués dans presque toutes les initiatives kurdes en Europe depuis le coup d'Etat de 1971. Nous correspondions avec la revue *Ronahi* que Kemal Burkay publiait pendant sa première période d'exil. Nous avons toujours été solidaires des organisations d'immigrés kurdes KOMKAR et KKDK en Allemagne.

Quant aux travailleurs d'origine kurde présents en Belgique, où les missions diplomatiques turques et les organisations fascisantes pouvaient facilement exercer des pressions sur eux, non seulement, ils ne s'organisaient pas, mais rechignaient à dire qu'ils étaient kurdes.





Lorsque nous nous entretenions avec les travailleurs provenant de Turquie dans les régions charbonnières, il nous arrivait de repérer un accent qui révélait que le travailleur n'était pas d'origine turque, et nous demandions si la personne était kurde. Nous obtenions invariablement cette réponse :

- Comment ça, kurde ? Dieu merci, nous sommes Turcs.

Ce furent Derwich Ferho, venu étudier à la KUL et Pervine Cemil, assistante sociale au MRAX, qui brisèrent le tabou. Ils fondèrent au prix de mille difficultés l'organisation kurde *Tekoşer*, la première organisation kurde de Belgique. D'autres amis kurdes, comme Mehdi Aldur et Nezih Yaşın y contribuèrent grandement.

Tekoşer avait participé avec son groupe de danses folkloriques à notre grande soirée du 14 février 1981 contre la junte. De notre part, nous avions participé à la fête de *Newroz* organisée par *Tekoşer* le 11 avril 1981. J'en avais profité pour prononcer un discours soulignant les responsabilités des révolutionnaires turcs dans la question kurde.

Je me souviens que, comme *Tekoşer* n'avait pas encore de moyens techniques propres, sa revue était composée à *Info-Türk*. A cette époque où le kurde ne s'écrivait guère, Derwich Ferho écrivait en kurde et traduisait les textes entre le kurde, le turc et le néerlandais.

La Communauté flamande avait entrepris de créer un organisme de coordination entre associations d'immigrés, le VOCOM.

Lorsque *Tekoşer* se présenta pour y représenter les immigrés kurdes, le TKP s'y opposa fermement. D'après eux, c'était le TKP qui représentait les kurdes de Turquie, point besoin d'autre représentant. Les autorités flamandes, qui entretenaient d'excellentes relations avec l'ambassade de Turquie, se félicitaient de cette attitude du TKP, et firent tout ce qu'elles pouvaient pour écarter *Tekoşer*. Cependant, nos efforts conjugués à ceux d'une organisation turque progressiste de Gand imposèrent en définitive la réalité kurde aux Flamands.

Nous participâmes avec un stand à la soirée du *Newroz* organisée par *Tekoşer* le 27 mars 1982. L'événement de la soirée fut la participation de Cigerxwîn comme invité d'honneur. En Turquie, nous avions planifié la publication de traductions en turc des poèmes de Cigerxwîn par Mehmet Emin Bozarslan parmi une série de livres d'*Ant*, mais le coup d'Etat de 1971 avait fait avorter ce projet.

Nous organisâmes deux conférences contre le régime en Turquie, l'une à l'Université Libre de Bruxelles le 2 février 1982 et l'autre le 25 mars à la commune de Courcelles. Je participai aussi comme orateur au meeting de solidarité avec la DİSK organisé le



27 février à Reggio Emilio en Italie par *le PC italien et la Confédération des syndicats italiens*, ainsi que lors d'un symposium organisé à Gand le 22 avril par le Parti socialiste sur l'organisation dangereuse des Loups gris.

Avant la réunion à Courcelles, l'ambassadeur de Turquie adressa personnellement une lettre au bourgmestre de la commune où se trouvait une importante communauté originaire de Turquie, protestant contre l'intervention d'« ennemis de la Turquie ». Ernest Glinne, bourgmestre de Courcelles, lui donna la réponse qu'il méritait.

Le 8 mai 1982, la FGTB organisa dans la plus vaste salle de concert de Bruxelles, Forest National, une grande fête des travailleurs immigrés. Nous y assurâmes la participation de Melike Demirağ et Şanar Yurdatapan. Cette participation d'artistes déçus de leur nationalité turque, au nom des travailleurs immigrés de Turquie, provoqua la colère de l'ambassade.

Un autre coup asséné au lobby turc fut la Palme d'Or décernée au Festival de Cannes le 20 mai de la même année au film *Yol* de Yılmaz Güney qui avait pu sortir de Turquie, ex-aequo avec *Missing*, de Costa Gavras. En effet, les critiques dirigées contre le régime répressif en Turquie se multipliaient au niveau international. La récompense de l'Etat turc pour Yılmaz Güney à la suite de son succès à Cannes fut la menace de le déchoir de sa nationalité s'il ne se livrait pas dans les meilleurs délais.

Entre-temps, nous avons été informés que *le Conseil de sécurité nationale* avait formé à l'étranger un réseau de renseignements composé d'attachés d'ambassade, de conseillers pour les affaires sociales, d'agents consulaires et d'enseignants de la langue turque aux enfants d'immigrés de Turquie afin d'être tenu au courant des activités des opposants dans les pays où ils se trouvaient.

Un mécanisme de renseignements scandaleux fut également mis sur pied en exploitant les jeunes gens, fils de travailleurs immigrés, qui venaient effectuer leur service militaire en Turquie. Ceux-ci pouvaient, contre paiement de 10.000 Deutsche Mark, suivre un mois d'instruction dans le camp de Burdur, et étaient considérés dès lors comme ayant effectué leur service militaire. Mais dès leur arrivée au camp, on leur faisait faire rapport détaillé et obligatoire sur les « traîtres à la patrie » se trouvant dans les pays où ils résidaient.

L'ambassade alla un peu plus loin encore le 30 mai 1982 en lançant l'initiative de réunir sous le toit d'une seule fédération toutes les associations turques présentes en Belgique. L'objectif en était de garantir que ces associations, quelles que soient les différences existant entre elles, servent les intérêts du lobby turc.



Nous entendions que des rapports étaient établis en permanence sur les réunions que nous organisions ou auxquelles nous participions en parallèle à la publication de notre bulletin d'information en quatre langues et aux rapports que nous rédigeions.

La campagne *Objectif 1982* entamée pour la reconnaissance des droits politiques des travailleurs immigrés, à laquelle nous avions activement participé, n'avait malheureusement pas pu aboutir pour les élections communales de cette année-là. Les travailleurs immigrés et les membres de leurs familles qui avaient œuvré à la sueur de leur front pour enrichir la Belgique et qui y payaient des impôts n'avaient pas encore voix au chapitre dans les conseils communaux des municipalités où ils résidaient.

De plus, Roger Nols, le bourgmestre raciste de Schaerbeek où habitait une forte communauté originaire de Turquie, créait toutes sortes de difficultés aux étrangers de sa commune, et avait commencé à refuser l'inscription de nouveaux étrangers.

Alors que nous menions des activités politiques concernant la Turquie, nous nous devions de participer au moins autant aux conflits socio-politiques de la Belgique, où le chômage croissant attisait la xénophobie et le racisme.

Nous étions membres actifs du CLOTI qui rassemblait toutes les associations progressistes d'immigrés en Belgique. En outre, nous avions rempli diverses missions auprès de l'assemblée consultative des travailleurs immigrés dans les communes de Bruxelles et Etterbeek, de l'assemblée consultative des travailleurs immigrés de la Communauté française, du VOCOM, la plateforme des travailleurs immigrés de la Région flamande, de l'IDI, l'institution interculturelle de presse des immigrés, et du CSCI, le centre socio-culturel des immigrés.

*

Le matin du 14 avril 1982, une mauvaise nouvelle nous attendait au réveil: un incendie avait ravagé une maison dans la commune de Saint-Josse et fait 14 victimes, toutes turques. Assurer un logement salubre et sûr aux travailleurs turcs comme à tous les travailleurs immigrés était un des plus grands problèmes auxquels les associations progressistes avaient à faire face.

Je l'ai évoqué plus haut, nous avons perdu notre cher ami Süleyman Ertorun, un des plus actifs dans l'organisation des travailleurs progressistes, à cause d'un problème de sécurité dans son logement.

Nous décidâmes de développer dans une nouvelle structure les activités menées depuis huit ans de manière militante par *Info-*



Türk en coopération avec les syndicats et les associations progressistes, afin d'être plus efficaces sur les plans social et culturel.

Il était grand temps en effet de passer de l'ère des activités socio-culturelles destinées aux communautés d'immigrés de telle ou telle origine, par exemple les Turcs ou les Marocains, à l'ère des projets interculturels.

Ceci était vital tout particulièrement pour les immigrés originaires de Turquie. En effet, parmi les immigrés venus de Turquie pour des raisons économiques commençait à se répandre de plus en plus la conscience de l'appartenance, kurde pour certains, alévi pour d'autres. Par ailleurs, le nombre des réfugiés fuyant la répression politique ou religieuse (assyro-chaldéens, arméniens) ne faisait que croître.

Un microcosme reflétant toute la mosaïque de Turquie s'était reconstruit dans les quartiers nord-est de Bruxelles.

Jusqu'à ce jour, les élèves des écoles communales où İnci donnait des cours de langue turque et les parents de ceux-ci venaient souvent chez nous, et même tard le soir, pour apprendre davantage, ou pour demander que faire face à telle ou telle injustice. Le cas échéant, İnci se rendait chez eux et s'efforçait de les aider à résoudre leur problème.

En automne 1982, nous prîmes en location un rez-de-chaussée et un sous-sol au 93 de la rue Franklin, au carrefour des quartiers d'immigrés et des institutions européennes. L'inauguration des locaux se fit en présence des amis belges et d'autres nationalités qui nous soutenaient depuis des années.

A l'époque, les associations d'immigrés présentes en Belgique ne s'occupaient que de membres d'une communauté alors que nos locaux étaient ouverts à tous les enfants, qu'ils soient turcs, kurdes, arméniens, assyriens, marocains. İnci et quelques bénévoles aidaient les enfants à faire leurs devoirs et organisaient des ateliers destinés à développer la créativité des enfants et à mettre en valeur la richesse culturelle de leur pays d'origine.

Peu après, les parents de ces enfants nous demandèrent d'ouvrir des cours de français et de formation professionnelle à leur profit. İnci et une poignée de bénévoles se mirent à travailler jour et nuit sur ces projets.

Nous lançâmes aussi des cours de néerlandais pour les Turcs. Un employé de banque flamand donnait ces cours le soir. Nous fûmes parmi les élèves, İnci, les autres animateurs et moi, et nous apprîmes des paroles de chansons flamandes et le *Vlaamse Leeuw*.

En parallèle avec ces travaux pratiques, *Info-Türk* était devenue très vite une des organisations de premier plan dans la lutte pour les droits des personnes d'origine étrangère.

Après la chute des dictatures espagnole, grecque et portugaise se produisit une nouvelle division dans la masse des immigrés en Belgique. La Grèce était devenue membre de la CEE en 1981, elle devait être suivie par l'Espagne et le Portugal en 1986. Les travailleurs immigrés et les réfugiés en provenance de ces pays étaient en train d'acquiescer un statut plus confortable.

Les autres, et surtout les plus nombreux d'entre eux, les Turcs et les Marocains, avaient désormais un vrai statut de citoyen de seconde zone. Dans les années 80 se forma entre eux une communauté de destin.

Nous établîmes des relations étroites avec *le Regroupement Démocratique Marocain (RDM)* de Mohammed El Baroudi et avec *Hajtkoum* dont notre ami Alain De Wasseige était l'animateur culturel.

Je ne peux m'empêcher de souligner ceci... Depuis l'été 1974, lorsque nous avons présenté notre demande d'établissement en Belgique, l'Etat turc et ses thuriféraires se sont continuellement efforcés de saboter toutes nos activités sous le prétexte que nous étions des « ennemis de la Turquie ».

Or, malgré tous les moyens matériels dont disposent les représentants de ce même Etat à Bruxelles ainsi que les institutions nationalistes et religieuses qu'ils alimentent, rien de bien concret n'a été fait de leur part sur le plan culturel. Dans le même temps, *Info-Türk* était la première institution qui faisait connaître la valeur traditionnelle de la culture turque à l'opinion publique belge.

Beaucoup d'enseignants ou d'assistants sociaux qui étaient au contact des Turcs souhaitaient apprendre le turc. Ici donnait des cours à certains d'entre eux. Après l'ouverture de nos locaux, ces cours devinrent plus réguliers et plus disciplinés.

Une des premières activités organisées après l'inauguration des locaux furent les représentations, les 30 et 31 octobre 1982, dans quatre communes, du grand marionnettiste du théâtre d'ombres Karagöz, Tacettin Diker, que nous avons invité.

On a peine à le croire, mais les représentations dans les communes de Saint-Josse et Schaerbeek, où vivaient une nombreuse communauté turque, n'avaient guère eu de succès, alors que les salles étaient comblées à Bruxelles et Etterbeek.

C'est à ce moment que la chaîne de télévision française FR3 fit un reportage dans les nouveaux locaux d'Info-Türk et fit connaître nos activités au public.

Nos locaux étaient tellement exigus que nous avons dû fermer un moment la rue Franklin au trafic pour que la caméra puisse saisir des prises de vue à distance appropriée. Rappelons que la rue Franklin est une des artères d'entrée de la circulation des véhicules à Bruxelles.



Un des moments forts de cette époque reste l'interprétation par le groupe musical de saz formé par İnci de "Telgrafın tellerine kuşlar mı konar ?" (Les oiseaux se posent-ils sur les fils du télégraphe ?). A l'issue du programme, Hayriye Balcı, une des membres du groupe, qui allait par la suite fonder l'association *La Voix des Femmes*, prononça une allocution exposant les discriminations dont étaient victimes les jeunes immigrés en Belgique et en Europe.

Info-Türk devenait de plus en plus un centre où s'exprimaient les réactions face aux procédés antidémocratiques non seulement de l'Etat turc, mais aussi de l'Etat belge.

Ce qui comptait pour l'Etat turc, ce n'était pas de s'occuper des problèmes des émigrés qu'il avait vendus comme du bétail à l'étranger, mais de venir à bout, d'une façon ou d'une autre, de ceux qui s'élevaient contre les politiques chauvines du pouvoir.

La réaction de l'ambassade ne tarda en effet pas à venir.

En mai 1982, nous nous étions adressés au consulat par l'entremise d'un ami syndicaliste, pour faire renouveler nos passeports. Cette demande restait sans réponse.

Je téléphonais sans arrêt au consulat pour connaître la raison de ce retard. Lorsque la secrétaire m'annonçait, le consul général Ömer Şahinkaya faisait répondre qu'il n'y était pas. C'était le même consul qui, avant le coup d'Etat, me saluait chaleureusement chaque fois que nous nous rencontrions et m'invitait à prendre un café.

Un matin, je l'éveillai chez lui à 7 heures.

- Ömer Bey, Doğan Özgüden à l'appareil, celui à qui vous évitez de répondre depuis des semaines. Je veux savoir pourquoi ma demande de renouvellement de passeport n'a pas encore abouti.

Il hésita une fraction de seconde, puis bredouilla :

- Doğan Bey, comme vous le savez, la situation a changé en Turquie. Le ministère ne nous autorise pas à renouveler votre passeport.

- Fort bien, mais cela, vous auriez pu me le dire clairement lors de l'un de mes précédents appels. Gardez-le mon passeport, on verra bien !

Et je raccrochai.

Yiğit Bener eut sa part dans cette opération vengeresse : il n'avait pas de problème de passeport, puisqu'il était réfugié politique en Belgique depuis quelque temps, mais une action allait être intentée en justice à son encontre auprès de la Cour d'Assises de Bursa pour des propos tenus lors d'une conférence organisée à Bruxelles, qui avaient été colportés en haut lieu.

A l'époque, les violations des droits de l'Homme en Turquie



étaient à l'ordre du jour de toutes les institutions européennes de même que des associations des droits de l'Homme. J'étais obligé de quitter souvent la Belgique pour suivre les conférences organisées à l'étranger et y intervenir, le cas échéant. Mais ceci était impossible en l'absence de passeport national valide.

Le 26 mai 1982, quatre ans après la première fois, nous frappons à la porte de la délégation des Nations Unies. Une deuxième demande d'asile effectuée par les mêmes personnes était inusitée pour le délégué et ses collègues. Ils lancèrent immédiatement les formalités. De plus, pour nous donner l'occasion d'assister aux conférences qui avaient lieu à l'étranger jusqu'à ce que le statut de réfugié nous soit accordé, ils établirent à nos noms des documents de voyage provisoires de couleur rose. Ce document requérait toutefois l'apposition d'un visa délivré par les consulats des pays où nous souhaitions nous rendre.

Peu de temps après, le 11 août, notre demande d'asile reçut une réponse favorable, et nous pûmes, İnci et moi, obtenir le document bleu qui nous permettrait de circuler sans visa dans un grand nombre de pays d'Europe.

Entre-temps, Martin Van Bruinessen et ses amis avaient publié aux Pays-Bas un ouvrage intitulé *La Turquie en crise*. J'avais été invité à la présentation publique du livre en tant que premier auteur d'un livre sur le fascisme en Turquie à avoir été édité aux Pays-Bas.

La publication dans les médias flamands de l'allocation que j'avais prononcée à cette occasion suscita de nouvelles représailles de l'ambassade de Turquie.

İnci donnait depuis 1978 des cours de langue et de culture turques aux enfants des familles immigrées originaires de Turquie dans les écoles primaires de la commune de Bruxelles. İnci avait accepté cette charge sur l'insistance de nos amis syndicalistes qui craignaient que cette fonction soit attribuée à un enseignant au service de l'ambassade.

Cette dernière adressa en date du 11 novembre 1982 une lettre au bourgmestre de Bruxelles, Hervé Brouhon, pour lui demander de mettre immédiatement fin aux fonctions d'enseignante d'İnci Tuğsavul, qui menait des activités contre d'Etat turc.

Le CLOTI, le comité de liaison des organisations d'immigrés, protesta aussitôt contre cette tentative de pression. Cette fois, les autorités belges résistèrent aux entreprises d'Ankara. Le bourgmestre Brouhon indiqua qu'il avait toute confiance en İnci et informa l'ambassade que la commune ne pourrait tolérer d'ingérence d'un Etat étranger dans les affaires communales.

Le 7 novembre 1982 avait eu lieu le référendum sur la consti-



tution, qui avait abouti à l'élection automatique de Kenan Evren à la Présidence de la République. Bülend Ulusu était toujours Premier ministre et Turgut Özal, l'homme de confiance du FMI, était toujours Vice-Premier ministre en charge de l'économie. La répression, quant à elle, battait toujours son plein.

L'écrivain Dursun Akçam, que je connaissais de l'époque où il était président en second ?? du Syndicat des Enseignants de Turquie (*Türkiye Öğretmenler Sendikası - TÖS*), et qui était réfugié politique à Cologne, prit contact avec moi. Avant le coup d'Etat, il était en Turquie l'éditeur du journal *Demokrat*, qui exerçait un rôle actif dans l'opposition. Il souhaitait publier en Europe un journal contre le régime de la junte en Turquie, sous le nom de *Demokrat Türkiye*, et me demandait d'en être un éditorialiste permanent.

En dehors de mon travail de rédaction pour les bulletins et brochures d'Info-Türk, je commençai donc à écrire des articles critiques dans *Demokrat Türkiye*.

*

Le 14 décembre 1982, les journaux turcs publiaient une information qui nous intéressait au premier chef : si nous ne rentrions pas en Turquie nous livrer aux forces de l'ordre jusqu'au 31 décembre 1982, İnci et moi serions déçus de la nationalité turque.

La dénationalisation des opposants au régime n'était pas une opération de sanctions à l'encontre de quelques noms stigmatisés par la presse turque comme "ennemis de la Turquie, traîtres à la Patrie".

C'était aussi une manière de maintenir sous une menace constante les travailleurs émigrés et les étudiants qui, à la faveur d'une liberté plus grande qu'en Turquie, commençaient à éprouver en Europe de la sympathie pour les idées de gauche, qui s'inscrivaient dans des organisations démocratiques, et qui réagissaient face aux pressions exercées dans leur pays contre les Kurdes et les minorités.

Certes, avant même le coup d'Etat, des agents de l'Etat sous couvert de leur fonction d'attaché militaire, de conseiller social, d'enseignant de la langue maternelle et de membre du personnel religieux près l'ambassade de Turquie étaient très actifs contre les opposants au régime, mais leurs efforts étaient demeurés sans résultat du fait des conditions objectives du moment.

Ces conditions objectives étaient principalement les suivantes : les travailleurs immigrés étaient uniquement préoccupés d'apporter une solution à leurs problèmes pratiques au jour le jour, les associations fondées par les travailleurs –la plupart du temps



avec le soutien des syndicats ouvriers et des institutions progressistes de Belgique— n'étaient pas encore entrés dans la sphère d'influence et de contrôle de l'Etat turc, et les médias turcs n'avaient pas encore le pouvoir de laver les cerveaux et de provoquer qu'ils ont aujourd'hui, parce qu'à l'époque ils manquaient des moyens techniques et des possibilités de distribution.

Une réalité apparue dans les années 70 et manifeste dans les années 80 était le flux migratoire massif de Kurdes, Arméniens et Assyro-chaldéens à destination de l'Europe, forcés de fuir la répression nationaliste et religieuse qui sévissait en Turquie. Cette immigration renforçait en fait les diasporas arméniennes et assyro-chaldéennes, mais faisait apparaître une nouvelle diaspora, celle des Kurdes.

Des dizaines de milliers de travailleurs immigrés en Europe dans les années 60 qui se donnaient à eux-mêmes le nom de "travailleurs turcs" se mirent à dévoiler leur appartenance nationale et devinrent militants ou sympathisants actifs du mouvement politique kurde sans craindre désormais de se dire "kurdes".

La junte de 1980 n'allait pas tarder à développer et mettre en œuvre de nouvelles méthodes de répression et de recrutement pour maintenir les travailleurs immigrés d'origine turque sous contrôle absolu.

Un des premiers dispositifs mis sournoisement en place par la junte fut un aménagement apporté au Code de la Nationalité en vertu duquel les opposants au régime peuvent être déchus de leur nationalité « pour activité contre la Turquie à l'étranger ».

Ce dispositif étant assorti d'une confiscation totale des biens en Turquie, cette loi servit à faire taire les émigrés des années durant. Les travailleurs émigrés qui avaient investi le fruit de leur dur labeur dans des biens immobiliers en Turquie furent obligés, sous peine de voir leurs biens confisqués à tout jamais, de rompre sans délai tous les liens qu'ils pouvaient avoir avec des organisations et des individus opposés à la junte, même si eux-mêmes étaient opposés au régime.

Cette amère réalité poussa bien des travailleurs avec qui nous avons entretenu des liens d'amitié profonde et avec qui nous avons participé côte à côte à des actions concrètes, à changer d'attitude à notre égard.

En même temps, au contraire de ce à quoi s'attendaient les gouvernements européens, l'attitude de l'Etat turc à l'égard des opposants résidant à l'étranger, loin de s'assouplir, se radicalisa encore.

Lorsque Yılmaz Güney se rendit à Athènes pour y recevoir, le 7 janvier 1983, le prix qu'il avait reçu à Cannes pour son film *Yol*, le gouvernement turc adressa au gouvernement grec une note exi-

geant l'extradition immédiate vers la Turquie du célèbre artiste. Il va de soi que le gouvernement grec ne répondit pas à cette demande ridicule, ce qui ne fit qu'ajouter un alinéa à la liste déjà longue des dissensions entre les deux pays.

Quant à l'attitude adoptée par les médias turcs et en particulier les quotidiens *Hürriyet*, *Milliyet* et *Tercüman*, à l'égard de ces méthodes répressives, elle était tout bonnement honteuse.

Une campagne de diffamation scandaleuse avait été lancée contre Yılmaz Güney à grand renfort de calomnies absurdes.

Lorsque j'émettais une critique à cet égard aux journalistes que je rencontrais au *Centre de presse internationale (IPC)* où je me rendais souvent, la réponse était toujours la même :

- Dans les articles publiés se trouvent des éléments que nous n'avons pas écrits dans les informations que nous communiquons.

J'ignore si ceci était vrai ou faux, mais il était incontestable que les journaux qui nous parvenaient montaient les travailleurs turcs en Europe contre ceux qui, comme nous, se déclaraient opposants, et que bien des personnes qui se vantaient naguère d'être de gauche, avaient fait arrière toute et s'étaient mués en perroquet de service.

Certains journalistes turcs favorables au régime, à commencer par Şerif Sayın, représentant à Bruxelles du journal *Hürriyet*, firent tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher que l'on nous délivre la carte de presse sans laquelle il nous aurait été impossible d'exercer le journalisme libre en Belgique. En dépit de quoi l'*Association générale des Journalistes professionnels de Belgique (AGJPB)* et l'*Association de la presse internationale (API)* nous soutinrent jusqu'au bout, Info-Türk et nous-mêmes. La présidence belge du conseil nous accorda, à İnci et à moi, une carte de journaliste professionnel.

En février 1983, je publiai "*Les médias et les immigrés turcs*", un livre que j'avais rédigé en français pour dénoncer à l'opinion publique belge les petits jeux sordides des médias à la botte du régime d'Ankara.

Une des choses qui nous dérangeaient le plus, İnci et moi, était que lorsque l'on évoquait la migration en provenance de Turquie en Belgique ou dans n'importe quel pays d'Europe, on y collait immédiatement l'étiquette "turque et musulmane".

Or, une réalité incontestable que nous avons observée et dans nos activités politiques et dans nos activités socio-culturelles dans la capitale de l'Europe, était que, de la même façon que tous les immigrés en provenance de Turquie n'étaient pas Turcs, ils n'étaient pas non plus tous musulmans, et que ceux qui l'étaient, n'étaient pas tous sunnites.

Une grande partie des travailleurs arrivés dans les années 60 devenus ouvriers de la mine, étaient kurdes. Les alévis étaient également en grand nombre.

Les Kurdes, les Arméniens et les Assyro-chaldéens commencent petit à petit à réagir contre le fait qu'on les disait "Turcs".

Lorsque je m'étais rendu à La Haye en 1978 après mon retour de Turquie pour signaler que je n'avais désormais plus droit au statut de réfugié, le délégué du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés me demanda si les chrétiens étaient victimes de pressions en Turquie. Nous avons appris à l'époque que des *Témoins de Jéhovah* avaient été arrêtés en Turquie et subi des mauvais traitements. Comme j'évoquais la question, le délégué de l'ONU me dit :

- Non, non, des chrétiens d'Anatolie... des Assyriens...

- Cela, c'est autre chose, dis-je. Les chrétiens d'Anatolie ont toujours été opprimés, et ont toujours été traités comme des citoyens de deuxième zone.

- Le nombre de ceux-là qui demandent l'asile augmente, voyez-vous...

- Ils ont raison. Ils ne sont pas en sécurité en Turquie, surtout depuis le coup d'Etat de 1971, avec la montée du nationalisme, et des gouvernements de front nationaliste, avec la montée de l'islamisme. S'ils se voient contraints de quitter leur patrie millénaire, il faut leur accorder l'asile sans tergiverser.

Après le coup d'Etat de 1980, nous avons été témoins non seulement du développement des organisations kurdes, mais également de l'accroissement du nombre de chrétiens originaires de Turquie arrivant en Belgique en venant à bout de toutes les difficultés des formalités de visa, ou clandestinement. Le flot de migrants arméniens et assyro-chaldéens ne semblait pas vouloir se tarir.

Nos voisins du dessus des locaux de la rue Franklin ainsi que des maisons des environs étaient syriaques. Une grande partie des enfants de l'école 19 où İnci donnait cours étaient d'origine assyro-chaldéenne.

Le square Ambiorix, une des places verdoyantes les plus prestigieuses de Bruxelles, était devenu le lieu de rencontre des vieux syriaques et des vieux chaldéens qui venaient s'y promener ou jouer aux dames, à telle enseigne que les immigrés appelaient le square "le parc des Assyriens".

L'immigration avait été stoppée en 1974 en Belgique. Comme le flux de migrants continuait à arriver, cette fois comme "demandeurs d'asile", le libéral Jean Gol, ministre de la Justice et vice-premier ministre avait suivi la voie empruntée par l'Allemagne et élaboré un nouveau projet de loi destiné à freiner l'immigration.

Les demandeurs d'asile allaient devoir passer par une sélection plus sévère, et les nouveaux arrivants ne pourraient pas s'inscrire dans les communes où la population immigrée était déjà importante.

Le 8 mai 1983, une grande manifestation fut organisée sur les boulevards du centre de Bruxelles par le CLOTI dont nous étions membres, avec le soutien des deux grandes confédérations syndicales, la FGTB et le CSC, pour protester contre ce projet de loi.

Les immigrés et réfugiés des quartiers de Bruxelles, Etterbeek, Schaerbeek et Saint-Josse se mobilisèrent pour l'occasion.

En tête du cortège venaient des élèves d'Inci brandissant des pancartes formant le slogan : « Vous n'avez pas le droit de gacher notre avenir ». Une des images les plus frappantes de cette manifestation qui réunit 15.000 personnes, retenues par les médias ce jour-là, fut celle de ce groupe d'enfants.

Après cette manifestation, nous avons continué à nous engager dans la lutte contre la xénophobie en Belgique. Entre-temps, le gouvernement turc émettait un nouveau décret prenant pour cible les individus déchus de la nationalité turque : la distribution, la vente et la lecture/vision des écrits et ouvrages de ceux-ci étaient interdites, le contrevenant s'exposant à de lourdes sanctions. Cette nouvelle disposition visait évidemment Yılmaz Güney qui avait remporté le Grand prix du festival de Cannes un an auparavant, et dont la renommée s'étendait de jour en jour dans les pays d'Europe.

Le 17 juin 1983 eut lieu le vernissage de l'exposition de caricatures d'artistes des pays fournisseurs de main d'œuvre que nous organisâmes au Centre de presse international (IPC) afin d'attirer l'attention sur l'essor du racisme et de la xénophobie.

Le Président du Parlement européen Piet Dankert, Jan Kulakowski, de la Confédération mondiale du Travail, Ernest Glinne, un des grands noms du Parti socialiste belge, Yvonne Jospa, présidente du MRAX, Didier Van Eyll, premier échevin d'Etterbeek, assistèrent à ce vernissage. L'exposition permit de faire connaître nos activités culturelles aux médias belges.

Cette même exposition fut accueillie un peu plus tard, le 5 décembre 1983, dans les salles de la commune de Courcelles où j'avais fait une conférence sur la répression en Turquie.

Le Centre de presse internationale (IPC) était un des principaux champs de bataille du lobby turc à Bruxelles. Notre exposition n'allait pas tarder à trouver un écho défavorable à Ankara. Le 8 juillet 1983, le gouvernement Ulusu promulguait un décret en vertu duquel Inci et moi étions déchus de la nationalité turque, et que tous nos biens, de même que, le cas échéant, nos comptes en banque en Turquie, allaient être confisqués.

Comme nos passeports turcs n'avaient pas été renouvelés,



nous avions déjà le statut de réfugiés politiques. Ni İnci ni moi n'avions par ailleurs de bien matériel d'aucune sorte en Turquie.

Il y avait la maison d'İzmir, dans le quartier de Hatay, dont j'étais devenu propriétaire alors que j'étais journaliste dans cette ville, grâce à une coopérative créée par les travailleurs de la presse. Après la mort de ma mère, mon père avait continué à y vivre seul. Pour éviter que mon papa, souffrant d'une maladie cardiaque, ne soit expulsé de cette maison et ne se retrouve à la rue, j'avais transmis par procuration mon titre de propriété à un ami de confiance. Ils ne pouvaient donc rien faire à cet égard. Mon père pourrait y habiter tranquillement jusqu'à la fin de ses jours.

Toutefois, des voisins qui ne partageaient pas nos opinions politiques se mirent en devoir d'importuner mon père en lui rappelant à chaque occasion que l'Etat allait saisir la maison puisque j'avais été déchu de ma nationalité turque.

Mon père, Kadri Özgüden, cheminot et champion de boxe allait mourir à İzmir le 9 octobre 1983, cinq ans après la mort de sa chère épouse Müveddet.

Je n'ai pas pu assister à son enterrement.

*

Les activités des ateliers qu'avait créés İnci à la force du poignet connurent un développement incroyable fin 1983. A part les cours de saz, İnci avait formé un groupe de danses folkloriques, dont elle avait confectionné elle-même les costumes traditionnels avec le matériel que sa mère lui avait envoyé de Turquie.

Les activités socio-culturelles étaient menées avec le concours bénévole de quelques amis belges et immigrés, mais comme il n'y avait pas de personnel stable, tout reposait sur les épaules d'İnci. Nous entreprîmes dès lors des démarches auprès du ministère du Travail pour obtenir du personnel professionnel, et auprès des communautés française et flamande pour agrandir nos locaux et assumer les frais de formation.

La communauté française, impressionnée par notre travail bénévole décida aussitôt de nous octroyer une aide financière pour agrandir les locaux et couvrir les frais de fonctionnement. La communauté flamande commença à nous allouer pour sa part une aide symbolique parce que nous organisions des cours de néerlandais et que nous éditions le bulletin d'Info-Türk en néerlandais.

Nous déménageâmes donc vers des locaux plus spacieux s'étendant sur deux étages, au 31, rue des Eburons, toujours au carrefour des quartiers où résidait une importante communauté d'immigrés en provenance de Turquie et du quartier où s'élevaient les bureaux des institutions européennes.



Pour assurer le fonctionnement des activités qui ne faisaient que se développer, nous réussîmes à obtenir quatre temps pleins dans le cadre d'un projet (TCT – Troisième Circuit de Travail) destiné à donner à des demandeurs d'emploi la possibilité de travailler pour des associations d'utilité publique.

Non seulement le nombre d'adultes, de jeunes et d'enfants inscrits à nos activités croissait, mais la mosaïque ethnique qu'ils composaient devenait de plus en plus riche et bigarrée.

Des demandeurs d'emploi turcs, marocains, belges des communes de Bruxelles, Schaerbeek, Etterbeek et Saint-Josse... Des Kurdes, des Arméniens, des Assyro-chaldéens arrivés de Turquie où les pressions exercées sur les minorités s'intensifiaient... et puis d'autres immigrés et réfugiés de plus de 40 ethnies d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Extrême-Orient, d'Europe de l'Est, d'Amérique latine...

La loi du ministre libéral Gol conférant à certaines communes le droit de refuser l'inscription de nouveaux étrangers entra en vigueur en dépit de la vive résistance que nous lui avons opposée.

La commune socialiste de Saint-Josse adopta la mise en application de cette loi lors d'une séance du conseil communal à laquelle nous assistâmes sur les bancs du public pour y exprimer notre opposition.

Le droit de refuser des inscriptions à la population de la commune avait aussi été accordé à la commune d'Etterbeek où nous habitons depuis des années. Nous menions İnci et moi au sein du conseil consultatif des étrangers de la commune le combat contre cette discrimination avec notre président, le Norvégien Gabriel Solbu, ainsi qu'avec le Marocain Essalmi et le Congolais John Buyani. Notamment encouragé par notre position, le bourgmestre d'Etterbeek Léon Defosset adopta une attitude courageuse et clama : « J'ai connu l'occupation nazie. Cette loi est fascisante ! ».

Nos locaux étaient un des premiers points de ralliement pour les réfugiés nouvellement arrivés parce que tout le monde savait que nous luttions pour les droits des minorités en Turquie, et que nous étions nous-mêmes réfugiés politiques comme eux.

En dehors des cours de langue ou de l'aide aux devoirs de leurs enfants, nous devions les conseiller pour apporter une solution aux problèmes sociaux et administratifs auxquels ils étaient confrontés dans leur vie privée.

Le Kurdistan turc étant plongé dans la guerre civile depuis août 1984, nous nous attendions à une augmentation des exilés politiques d'origines diverses en provenance de la région.

Pour assumer comme il se devait la lourde responsabilité que cela impliquait, il nous fallait renforcer l'équipe en la dotant d'un



assistant social sensibilisé aux questions des droits humains, qui pourrait se dévouer à la tâche et alléger celle d'Inci. Nous avons eu la chance qu'une jeune fille, Iuccia Saponara, membre d'une famille italienne immigrée, qui venait de terminer ses études d'assistante sociale, se présente à nous. Elle travailla bénévolement quelques mois, prouva son talent et ses compétences, et fut intégrée à l'équipe.

Iuccia avait déjà travaillé avec Davut Kakız, qui avait réalisé l'organisation socio-culturelle des réfugiés assyro-chaldéens à Bruxelles. Elle s'était donc familiarisée avec la réalité de l'asile. Elle avait aussi été militante dans des mouvements pour la paix.

Iuccia, qui travaille avec nous depuis 26 ans, est actuellement directrice des *Ateliers du Soleil* et un des administrateurs de la *Fondation Info-Türk*. Davut Kakız est, quant à lui, membre du conseil d'administration des *Ateliers du Soleil*.

Nubar Şerbetçiyen, un autre membre du conseil d'administration des *Ateliers du Soleil*, est un des tout premiers élèves arméniens de nos cours de français. Ayant rapidement réglé la question de la communication en langue française, il s'est lancé dans la vie professionnelle et a joué le rôle d'animateur dans nos ateliers créatifs. Quelques années plus tard, il est entré au conseil d'administration en sa qualité de citoyen belge accompli.

Tuncay Çomak arrivé en Belgique dans les années 70 comme travailleur clandestin en provenance du pays d'Atçalı Kel Mehmet, a rejoint notre équipe en 1985. Il est depuis lors un des piliers des ateliers.

Peu de temps après avoir intégré l'équipe, Tuncay a épousé Gülfer, une fille de son pays. Depuis lors, elle travaille toujours aux ateliers.

Je n'oublie jamais une visite au parc animalier de Planckendael après leur mariage. Un spectacle qui nous avait fendu le cœur était celui des cigognes auxquelles on avait rogné les ailes pour qu'elles ne migrent plus.

- Voilà bien l'illustration du migrant, nous étions-nous dit. Des condamnés à l'exil qui ne pourront plus revoir leur pays...

26 ans ont passé depuis, et nous n'avons pas encore pu revoir notre pays.

La revue *Points critiques* publia en juillet 1984 un article dont j'étais l'auteur et qui était destiné à faire mieux connaître aux Belges le développement de l'immigration en provenance de Turquie. Info-Türk édita ensuite mon analyse intitulée "*Le portrait de l'immigration turque*" ...

Alors que la Communauté française de Belgique soutenait considérablement nos activités, la Région flamande nous laissa tomber de manière inopinée. En 1984, le ministère flamand de la



Culture accrut son appui aux associations d'extrême-droite et islamistes, et supprima son soutien matériel à Info-Türk.

Il restait une aide symbolique destinée à financer le papier et les timbres pour l'édition en néerlandais du bulletin d'Info-Türk. Au début, la parution d'un bulletin d'informations alternatif en néerlandais avait été bien accueillie. Ce bulletin avait également un beau public de lecteurs aux Pays-Bas.

La Région flamande, qui souhaitait développer ses relations économiques et commerciales avec la Turquie, avait décidé de ne plus soutenir les organisations susceptibles d'indisposer Ankara comme Info-Türk.

Des personnalités néerlandaises, à commencer par le professeur Heinz Neudecker, protestèrent auprès du gouvernement de la communauté flamande. Rien n'y fit, et Info-Türk se trouva dans l'obligation de mettre fin à sa publication en néerlandais.

Il n'y avait pas que la Région flamande qui s'était rendue aux raisons invoquées par Ankara en ce qui concernait les violations des droits de l'Homme en Turquie. L'Europe tout entière semblait s'y résigner. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait accepté que les députés turcs nouvellement élus siègent lors des sessions générales. L'Assemblée parlementaire de l'OTAN avait pris une décision analogue.

Quant à l'URSS, il n'était d'ailleurs pas question qu'elle mette en péril ses relations avec Ankara, même après les arrestations au sein du TKP et de l'Association turque pour la Paix (Türkiye Barış Derneği)... La visite du Premier ministre soviétique Nikolaï Tikhonov en Turquie fin 1984 fut la cerise sur le gâteau.

Je reçus alors une lettre d'Aziz Nesin. Il me faisait savoir qu'une pétition signée par 1383 intellectuels avait lancé une campagne contre les violations des droits de l'Homme en Turquie, et qu'il attendait d'Info-Türk son soutien pour y faire écho à l'étranger. Des poursuites judiciaires furent bientôt entamées à l'encontre des intellectuels en question.

Nous publiions des communiqués à ce sujet et sollicitions l'appui des intellectuels pour Aziz Nesin et ses amis lorsque je reçus un appel téléphonique de Paris.

La chaîne de télévision A2 allait diffuser le 3 janvier 1985, dans la série Résistances, un reportage intitulé "*La Turquie sous la Botte*". Ils avaient besoin, pour le débat qui allait suivre le reportage, d'un intervenant kurde et d'un intervenant turc. Nezan Kendal, dirigeant de l'*Institut kurde de Paris* qui venait d'être fondé, allait participer à l'émission. Ils n'avaient pas pu trouver en France un seul Turc qui ait été capable de relever le défi.

Bernard Langlois, qui réalisait le programme, entama la



conversation par d'aimables paroles pour les publications d'Info-Türk, puis posa sa question :

- Es-tu disposé à participer à un programme aussi critique ?

La mort de Yılmaz Güney et la répression qui avait suivi la pétition des intellectuels m'avaient rendu furieux, je lui répondis que je me ferais un devoir de participer à son émission. Nous nous fixâmes rendez-vous à Paris.

Après la diffusion du reportage consacré à la répression exercée sur les minorités et que mon avis me fut demandé, je soulignai que la mort en exil de Nazim Hikmet à Moscou et de Yılmaz Güney à Paris était une honte pour l'Etat turc. J'enchaînai en parlant des nouvelles pressions exercées sur les Kurdes, les Arméniens, les Assyro-chaldéens et les Turcs démocrates. J'invitai les Européens à faire entendre leur voix face à ces méthodes.

La diffusion du programme fut bien entendu immédiatement suivie d'un tir nourri de la presse turque. Le journal *Hürriyet* du lendemain précisait que j'avais tenu des propos anti-Turquie à la télévision française et agitait des menaces. A mon retour à Bruxelles, je fus assailli par des coups de téléphone menaçants de la part des nationalistes turcs.

Nous devons à part cela terminer l'ambitieux programme que nous avons fixé pour 1985. Après le théâtre d'ombres de Karagöz, nous voulions faire connaître Nasreddin Hoca au public belge.

Lors de mon voyage à Paris, j'avais appris qu'Işıl Kasapoğlu, l'ancien assistant de Mehmet Ulusoy, avait créé un théâtre de marionnettes sous le nom de *Théâtre à Venir*, et qu'elle allait tout d'abord mettre en scène des histoires de Nasreddin Hoca en français.

Les représentations données les 25 et 26 avril 1985 au Centre Botanique, un des beaux centres culturels de la capitale belge, par Işıl et la marionnettiste Karine Cheres, avec Melih Düzenli dans le rôle du conteur (meddah), furent inoubliables tant par la mise en scène sur scène et dans la salle que par le dialogue brillamment mené avec les spectateurs.

Nous avons préparé une surprise aux spectateurs en produisant le groupe de danses folkloriques d'İnci, composé d'enfants turcs, arméniens, assyriens et chaldéens, dans des danses et chansons de diverses régions de Turquie.

Notre activité théâtrale suivante fut la représentation, le 18 mai 1985, de "Le jour et la nuit, je marche.." jouée par le groupe théâtral formé par les élèves des cours de français et les animateurs, dans le cadre du festival Bruxelles Babel. La pièce, inspirée par le türkü ? d'Aşık Veysel, évoquait les problèmes vécus par les acteurs eux-mêmes à leur arrivée en Belgique en tant que travailleur immigré ou réfugié.





Nos locaux étant encore trop exigus pour des activités de plus en plus foisonnantes, la directrice de l'école 9 située en face, Bernadette Feijt, une jeune pédagogue enthousiaste, fit preuve de solidarité en ouvrant la salle de spectacles au groupe de danses folkloriques, et en nous consacrant une grande salle de classe inoccupée pour les cours aux adultes primo-arrivants.

Pour notre part, nous donnions aux enseignants de cette école, ainsi qu'à ceux des autres écoles du quartier, des conférences illustrées par des documents vidéo pour leur permettre de mieux connaître les spécificités culturelles et traditionnelles des enfants venant de Turquie, le nombre de ceux-ci croissant constamment.

Le 25 octobre 1985, nous organisâmes dans les locaux de l'école 9 une *Fête du Soleil* à l'occasion duquel nous exposâmes au public tout ce que nous avons fait et développé depuis des années, nos publications, les cours destinés aux enfants et aux adultes, les ateliers créatifs : peinture, gravure sur bois, pyrogravure, macramé, musique, théâtre...

Pour pouvoir continuer à mener toutes ces activités socio-culturelles dans une structure durable, nous fîmes des *Ateliers du Soleil* une association sans but lucratif (asbl), comme toutes les organisations de la société civile.

Pourquoi avoir choisi ce nom ?

Tout d'abord, les immigrés ou réfugiés qui venaient en masse participer aux ateliers étaient à peu près tous des gens originaires de pays du soleil. İnci et moi les appelions "les enfants du soleil". Nos locaux n'étaient pas vraiment confortables, mais le nom et l'image du soleil dans le climat froid et humide de la Belgique réconfortait dès l'entrée et consolait du mal du pays.

Lorsque nous étudions l'économie au niveau universitaire en Turquie, on ne nous enseignait pas Marx et Engels, mais on nous racontait les penseurs socialistes utopiques des 16^{ème} et 17^{ème} siècles. L'utopie de Tommaso Campanella, "La cité du soleil", m'avait particulièrement impressionné.

Une autre raison pouvait encore être trouvée dans une certaine nostalgie pour notre proche passé, à İnci et à moi... La revue et les éditions *Ant* que nous avons fondées à İstanbul avaient pour emblème le même soleil orange.

Tout le monde adopta le nom "*Ateliers du Soleil*".

Peu après avoir obtenu le statut d'asbl, les *Ateliers du Soleil* furent reconnus par la Communauté française comme "organisation d'éducation permanente" et "centre d'expression et de créativité". Peu après, la Région de Bruxelles-capitale et le Fonds social européen reconnurent notre asbl comme "centre d'intégration et de formation".





Alors que nous œuvrions à développer les ateliers, un nouveau chat, ou plutôt des nouveaux chats entrèrent dans notre vie privée.

Deux ans après avoir confié Minouchka, compagne de notre clandestinité, à Patrick, un ami flamand, un de nos voisins à Anderlecht nous avait amené une chatte noire.

- Si vous n'en voulez pas, je vais l'éliminer, avait-il dit.

Nous avons bien été obligés de la prendre et nous l'avions nommée Molécule. Peu de temps après, un chat noir retourné à l'état sauvage qui squattait le fond du jardin l'avait séduite, et de cette union étaient nés trois chatons tout à fait noirs : Electron, Neutron et Proton.

Electron et Neutron trouvèrent tout de suite un maître.

Entre-temps, le père des chatons était mort et Molécule éleva Proton pour s'en faire un mari. Ils eurent cinq petits, qui trouvèrent chacun un maître à l'issue d'une grande campagne d'adoption menée par İnci.

Au moment où nous nous préparions à rentrer définitivement en Turquie en 1978, nous avons donné Molécule et Proton à de nouveaux maîtres, et nous leur avons fait nos adieux. Nous nous étions promis de ne plus prendre de chat étant donné notre vie agitée et incertaine.

Alors que les parents d'İnci étaient en visite chez nous en 1982, un soir, en rentrant à la maison, nous eûmes la surprise d'y voir un chaton rayé courir un peu partout.

Yiğit l'avait trouvé au bord du terrain de sport de Saint-Josse où il entraînait les enfants. Il l'avait déposé chez nous en disant qu'un de ses amis allait venir le chercher le soir.

Ce chaton, une chatte en l'occurrence, était un grand séducteur. Nous étions à peine installés dans le salon qu'elle fit mille et un tours pour se faire aimer. Elle grimpa sur mes genoux et de là, sur mes épaules.

L'ami vint prendre possession de la chatte. Quelques jours plus tard, il la ramena en disant :

- Ce chat est infernal, je ne pourrai pas le garder...

- A l'époque, le représentant de la DISK en Europe, Yücel Top, habitait dans la même rue avec son épouse, Asuman. İnci savait qu'Asuman aimait les chats. Elle lui amena donc la petite chatte rayée.

Quelques jours plus tard, ils ramenèrent aussi l'animal. Ils l'aimaient beaucoup, mais la nuit, elle entraînait dans le lit. Cela, ce n'était rien, mais elle faisait pipi sur les oreillers.

Comme nous ne pouvions pas l'abandonner dans la rue, la petite chatte rayée resta chez nous. Nous l'avons appelé *Cheetah*... C'était une chatte parfaitement propre. Elle avait sans doute dé-



cidé de rester chez nous et avait causé des problèmes chez Yücel pour que nous la reprenions.

Elle était tellement joueuse qu'elle avait failli y laisser la vie. Quand je me mettais à ma machine à écrire le soir, elle grimpa sur la table et adorait appuyer avec moi sur les touches du clavier. Un soir, ne la voyant pas, j'allai à la cuisine demander à İnci si elle savait où elle était. Elle ne l'avait pas vue non plus depuis un moment.

Nous habitions au 8^{ème} étage. La porte du balcon était ouverte. Je me penchai et vis son petit corps inerte sur le sol en béton. İnci n'eut pas la force de regarder. Je descendis à toute vitesse et la disposai sur une serviette éponge. Elle n'était pas morte, mais elle était couverte de sang et gémissait faiblement. Je la conduisis immédiatement chez un vétérinaire des environs.

- C'est sans espoir, dit celui-ci. Il vaudrait mieux lui faire une piqûre pour mettre fin à ses souffrances.

- Non, non, protesta İnci. Faites quelque chose pour qu'elle vive.

- Bon. Je vais la garder cette nuit. Je vais lui faire une piqûre de calmant. Si elle passe la nuit, je verrai demain ce que je peux faire.

Le lendemain, quand nous arrivâmes chez le vétérinaire, Cheetah était réveillée. Elle avait des dents cassées, mais plus grave, elle avait les os du bassin brisés.

Le vétérinaire l'opéra et Cheetah survécut.

Nous procédâmes à un examen du balcon pour comprendre ce qu'il était arrivé. Des marques de griffes nous renseignèrent : des pigeons se posaient souvent sur le bord du balcon ; Cheetah avait dû se jeter sur l'un d'eux, perdre l'équilibre et tomber huit étages plus bas.

Pour éviter que cela ne se reproduise, nous disposâmes un grillage sur le balcon.

Après l'opération, Cheetah resta longtemps couchée, apathique. Nous la nourrissions de force. Elle finit par se remettre et entra justement à ce moment-là dans une période de chaleurs. Elle commença à donner des concerts hystériques.

Nous priâmes des amis belges de lui trouver un mâle. In fine, l'un d'eux nous prêta pour quelques jours le chat très aimé de son fils parti au service militaire.

Cheetah fit quantité de numéros sexy deux jours durant et finit par séduire l'autre. Elle était arrivée à ses fins et allait juste s'accoupler devant les yeux ébahis des visiteurs qui se trouvaient dans le salon lorsque la propriétaire du chat nous téléphona, paniqué :

- Mon fils est revenu en permission, il fait un foin de tous les diables parce que son chat n'est pas là. Il nous faut ce chat.



- Chère Madame, s'il-vous-plaît, juste un jour de plus. Peut-être la chatte n'est-elle pas encore fécondée.

- Cela ne m'intéresse pas. Mon fils a entendu dire que les Turcs mangeaient les chats. Il veut son chat vivant, tout de suite.

Nous fûmes contraints de rendre le chat en dépit des vives protestations de Cheetah.

Heureusement, la fécondation s'était produite. Cheetah avait ce qu'elle voulait. Elle mit bientôt bas une portée de cinq chatons. Nous gardâmes un roux et distribuâmes les quatre autres à des amis des chats, un Palestinien, un Marocain, un Belge. Pershing, le chaton rayé, fut adopté par Zeynep Göğüş, une journaliste turque en poste à Bruxelles.

Il nous restait donc Ivan, un chaton roux, qui fut promu au rang de mari de Cheetah pour que nous ne devions plus nous mettre à la recherche d'un chat par la suite.

Ces deux petites bêtes furent nos compagnons d'exil pendant vingt ans avant de mourir l'un après l'autre d'insuffisance rénale. Ivan partit le premier ; Cheetah quelques mois plus tard, le jour de l'invasion de l'Irak. Ce 19 mars 2003, j'avais écrit ceci :

« Encore des jours de feu et de sang... des milliers de gens périssent pour rien ou pour le pétrole.

« Tout le monde pleure des larmes de sang.

« Les images de gens forcés de quitter leur maison, leur pays, nous ramènent 32 ans auparavant.

« Quitter sa maison, sa mère, son père, ses frères et ses sœurs, tous ceux qu'on aime, et ses amis, le basilic dans son pot, son chat noir, les chats de rue blottis dans la poubelle du coin, des platanes de l'avenue...

« Regarder une fois encore derrière soi, en sachant qu'on ne verra peut-être plus jamais ce que l'on voit et disparaître dans un spasme de souffrance...

« Sans savoir ce qui vous attend, sans même le deviner...

« Sans penser un seul instant que les amis que tu quittes vont un jour te trahir...

« Et ces années d'exil sans fin... sans fin... sans fin...

...

« Des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers... sur les chemins de l'exil et de l'étranger, de nouveau...

« Arabes, Kurdes, Assyriens, Chaldéens, Turkmènes de Mésopotamie... des millions de gens qui, jusqu'à hier, vivaient en frères...

« Enfants des plus grandes civilisations antiques...

« Sacrifiés aux dieux de la guerre au nom d'une civilisation post-moderne.



« Les écrans de télévision vomissent l'horreur, la haine et la persécution.

...

« Nos cœurs sont las... il est difficile d'affronter cette douleur...

...

« Cheetah n'avait pas pu affronter cette douleur non plus. Elle avait rejoint sous nos yeux la caravane des morts.

« Après Ivan, c'était notre dernière vraie amie dans ce pays d'exil asphyxiant, qui nous quittait.

« Un petit être vivant qui ne nous avait pas abandonné en nos jours les plus durs, les plus pénibles, qui nous demandait avec les yeux ce qui n'allait pas, qui frôlait notre joue de son nez humide, et qui nous consolait en ronronnant sur nos genoux.

...


« La race des chats... vient-elle de l'espace ? Je ne le sais.

« Est-ce une métamorphose céleste ? Qui le sait ?

« D'où viennent-ils pour atterrir dans nos giron ?

« Cheetah, comme Ivan, s'en était allée d'où elle venait peut-être, à une extrémité de l'univers inaccessible, à des milliards d'années-lumière.


« En nous laissant un monde cruel et sanguinaire... »

 Balkan Writers' Conference Yazar Örgütü Konferans/İstisnad Türkiye Yazın Kurumu Balkan Yazarları Konferansı Konferans/İstisnad Balkan Yazarları P.O. 5100, Sarıyer, İstanbul / Tel: 26 86 12	First Conference of the Writer Organisations of Balkan Countries Istanbul Yazarlar Örgütü Konferans/İstisnad Balkan Yazarları Konferansı Konferans/İstisnad Balkan Yazarları P.O. 5100, Sarıyer, İstanbul / Tel: 26 86 12	Première Conférence des Organisations d'Écrivains des Pays Balkaniques Istanbul Yazarlar Örgütü Konferans/İstisnad Balkan Yazarları Konferansı Konferans/İstisnad Balkan Yazarları P.O. 5100, Sarıyer, İstanbul / Tel: 26 86 12
--	--	--

Sevgili Doğan,
BHT, Nesin Vakfı'na Belçika TV ekibi geldi ve file çekti. Bundan önce BBC, Al Jazeera, Paris vb. TV ekipleri de Vakıf'ta filmler çekmişler ve onlardan video için kaset istemek sıklıkla gelmişti. Belçikalıların kaset istedin. Gönderceğini söyledim. Sanırım, postayla göndermeye kalktık, Türkiye'ye normal bir ülke sempo-Postayla göndeririz, buğaya elmadık birer tane kaset ve diğerleri için; yok olur, yok olur, turan, şu bu... Zaten yok bu pisliklerle uğraşmaya. Bu yüzden kaseti senin eline rica ediyorum. Sans elden gönderirsin birisiyle, herhangi uygun bir zamanda. İvedi değil.


Belki bu TV reporterini ~~tanıyorsundur~~ Adresini yazıyoruz:
Leo Stoops
Belgian TV S.R.L.
A. Meyerslaan 52
1040 Brussels
Tel.: 02-737 53 92


İşte rica bu.
Savunması eldin mi?
Hoşça kal. Sevgiyle.

**Belgische Radio en Televisie**
A. Meyerslaan 52
1040 Brussel

Vacis (inf.) la vacilla per
Aziz Nesin. J'ai de aller à la recherche de votre de
mon camarade de l'étranger. Je lui l'adieu.

met de groeten van de Nieuwsdienst

Vonder: een van de meesten selecties
à Aziz Nesin, et à l'échelle de cette page
pour son travail remarquable. 

Aziz Nesin


Lettre d'Aziz Nesin à l'occasion d'un reportage réalisé avec lui par la télévision belge flamande (BRT) en 1985

« LE SOIR » ORGANISE Les Œuvres

Apprendre aux Ateliers du soleil, enfant comme adulte

Tout comme la trentaine de mômes attablés autour d'elle, Lili prépare sa leçon du lendemain. Ils sont turcs, sud-américains, portugais... Lili, elle, est arménienne. Elle ne parlait pas un mot de français en arrivant en Belgique, il y a un an. Aujourd'hui, la fillette est en cinquième année. Et son accent se perçoit à peine.

La salle d'étude est grande, lumineuse. À l'image de l'association qui l'encadre, les Ateliers du soleil. Un service d'éducation permanente et un centre d'expression et de créativité dont l'objectif est de sortir les populations défavorisées du ghetto socio-culturel où leur faible degré d'instruction les confine.

Afin de soutenir l'association dans ses démarches, les « Œuvres du Soir » lui ont fourni une aide de 30.000 francs. Cette somme servira à l'achat de matériel scolaire et à l'organisation d'excursions.

Car, chaque jour, plusieurs dizaines d'enfants débarquent



après l'école aux Ateliers du soleil, rue de Pavie. La plupart provenant des quartiers voisins, situés sur Saint-Josse, Schaerbeek ou encore Etterbeek.

Beaucoup d'enfants ont dû fuir leur pays d'origine avec leurs parents et sont arrivés ici sans connaître le français, explique Iucca Saponara directrice des Ateliers du soleil. On essaye de leur rendre une stabilité tout en leur permettant d'intégrer les structures scolaires et de suivre les programmes. Nous avons d'ailleurs des contacts avec les écoles pour connaître leurs exigences et l'évolution des élèves.

Qu'il vienne du Petit-Château, qu'il soit issu de la troisième génération ou belge, chaque enfant vit ses propres difficultés et veut les surmonter. Je préfère faire mes devoirs ici parce que, chez moi, c'est jamais possible, conte Bilal, onze ans. Mais Bilal ne vient pas aux Ateliers du soleil que pour l'école des devoirs. Ce qu'il semble apprécier le plus, c'est la poterie. Car l'association développe également toute une série d'activités de créativité: chant, peinture sur porcelaine, informatique et même un atelier «journalisme»...

Le but de cet atelier est de développer l'esprit critique et de tolérance des jeunes, poursuit la directrice. Nous avons parlé du travail des enfants, de la guerre, etc. À travers le journal qu'ils réalisent, ils peuvent se forger une opinion.

Acquérir l'autonomie

Mais les enfants ne sont pas les seuls à fréquenter les Ateliers du soleil. La journée, la grande maison voit défiler des dizaines d'adultes. Qui eux aussi souhaitent maîtriser le français.

Les adultes qui viennent ici sont répartis en trois groupes, suivant leur niveau, conte encore Iucca Saponara. La plupart des cours sont centrés sur des thèmes de la vie quotidienne: la santé, la justice, l'école, l'identité, le travail... Car le but est de les rendre autonomes. Qu'ils puissent eux-mêmes effectuer des démarches administratives, ouvrir un compte en banque, payer leurs factures, etc.

Et pour compléter les cours, les Ateliers organisent également des visites au palais de justice, à l'Orbem ou même en dehors de Bruxelles. Comme à Bruges ou à Spa. Notre volonté est de donner à tous la rage d'apprendre, ajoute encore la directrice. Car le savoir leur donne la possibilité de s'en sortir.

ANNE-CECILE HUWART

Les Ateliers du soleil, 53, rue de Pavie, 1000 Bruxelles. Tél.: 02-736.78.95.

Les Ateliers du Soleil ont été récompensés à de nombreuses reprises par diverses instit.



Les Ateliers du Soleil ont toujours été impliqués dans le combat pour la reconnaissance des droits politiques aux citoyens d'origine étrangère en Belgique. Ci-dessus, le bulletin d'information "Soleil" publié dans le cadre de la campagne Objectif 1988 initiée par le Comité de liaison des organisations de travailleurs immigrés (CLOTI).

Le Livre noir : doublement apatride

Fin 1985, l'Europe fit une nouvelle concession à Ankara.

Les cinq pays d'Europe du nord qui avaient présenté une requête à l'encontre de la Turquie auprès de la Commission européenne des droits de l'Homme avaient retiré leur plainte le 7 décembre 1985 sous prétexte que la Turquie avait progressé dans la voie de la démocratie après les élections.

De la même façon que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'était laissée bernier par les « shows démocratiques » d'Ecevit en 1973, l'Europe, bien que la fonction de président de la république soit encore occupée par le général chef de la junte, et qu'une constitution militariste soit toujours d'application en Turquie, se laissait duper par le baratin d'Özal qui avait opiné à toutes les méthodes fascistes appliquées durant les trois ans qu'il venait de passer comme vice-premier ministre du gouvernement de la junte.

Dans le même temps, les procureurs poursuivaient les milliers d'intellectuels qui avaient signé une pétition en faveur de la démocratisation de la Turquie, à l'égard desquels Evren tenait ce propos : « Vahdettin était aussi un intellectuel, mais c'était un traître à la patrie. », édictant ainsi une sorte de fatwa pour leur condamnation.

Nous avons perdu Yılmaz Güney le 9 septembre 1984 en exil. Le 22 septembre 1985, nous devons perdre Ruhi Su, l'immense artiste qui souffrait depuis longtemps d'une maladie grave, et à qui un passeport n'avait pas été délivré bien qu'il aurait dû se faire soigner à l'étranger.

Aziz Nesin, président du *Syndicat des écrivains de Turquie (TYS)* était souvent invité à l'étranger par des associations d'auteurs et de journalistes pour participer à des conférences, mais à lui non plus, aucun passeport n'avait été délivré.

Face à ce chaudron aux sorcières bouillant grâce à l'indifférence de l'Europe, nous intensifiâmes la campagne menée auprès des institutions européennes en tant qu'exilés politiques pour sou-



tenir les intellectuels courageux en Turquie. *Info-Türk* publia la défense d'Aziz Nesin dans une brochure qui fut largement distribuée.

Özal répétait à loisir qu'il était temps d'adresser à la Communauté européenne la demande d'adhésion de la Turquie. Nous devions dès lors présenter de notre côté un document substantiel qui dévoile à l'opinion publique européenne le vrai visage de la "démocratie" militariste en Turquie.

Le "Dossier Turquie" que nous avons rédigé 14 ans plus tôt, en 1971, au nom de *la Résistance démocratique* avait été un coup dur pour la junte auprès des institutions européennes.

J'hésitais à me lancer dans la rédaction d'un ouvrage de cette dimension qui devait se faire dans les meilleurs délais, alors qu'il y avait toujours la rédaction des bulletins mensuels et les besoins croissants des *Ateliers du Soleil*.

La campagne *Objectif 82* menée avec le MRAX et le CNAPD pour la reconnaissance aux immigrés des droits de vote et d'éligibilité avait repris sous le titre *Objectif 88* en vue des prochaines élections communales.

Le 31 de la rue des Eburons s'étant avéré trop petit, nous fîmes l'acquisition, avec un crédit de 20 ans au nom de l'asbl *Ateliers du Soleil*, de l'immeuble du 38 de la même rue, qui offrait plus de potentiel. Nous allions payer chaque mois à peu près l'équivalent de ce que nous payions comme loyer auparavant, et nous allions pouvoir aménager les lieux comme nous le voulions.

Tout ce qu'impliquaient ces changements prenait un temps considérable, en dehors des activités de l'association proprement dites, et des publications. İnci, épaulée par Iuccia, prit en charge la plus grande partie de ces missions pour me laisser le temps de rédiger le livre.

La rédaction de l'ouvrage prit quatre mois. Alécia McKenzie, une journaliste jamaïcaine qui était en stage à Bruxelles, m'aida pour la correction de l'anglais.

İnci faisait la mise en page et les illustrations en plus de toutes les tâches quotidiennes qu'elle assurait.

A la veille des vacances d'été, le livre était imprimé et prêt à être distribué.

Entre-temps, les travaux effectués dans les nouveaux locaux s'étaient achevés. En septembre, nous allions pouvoir accueillir les adultes et les jeunes dans des classes plus vastes et lumineuses, et créer d'autres ateliers plus variés.

Au 6^{ème} anniversaire du coup d'Etat du 12 septembre, nous organisâmes une conférence de presse à l'IPC pour présenter au public "*Le Livre noir de la « démocratie » militariste en Turquie*".

Les groupes politiques représentés au *Parlement européen*, la



Confédération européenne des Syndicats (CES), la Fédération internationale des Journalistes (FIJ) et l'Association internationale des Juristes démocrates (AIJD) assistèrent à la conférence de presse, ainsi que de nombreux journalistes et représentants d'organisations. La présentation du livre ne manqua pas d'avoir un écho considérable.

Les journaux belges du lendemain titraient à ce propos :

« Anniversaire noir à Ankara » (*La Cité*)

« L'Europe est-elle derrière la "démocratie" militarisée ? » (*Le Drapeau Rouge*)

« L'opposition turque : Les Communautés européennes capitulent à Ankara » (*De Standaard*)

« L'opposition turque est contre les rapports turco-CEE » (*Het Volk*)

« Le pseudo-régime parlementaire continue à violer des droits de l'Homme » (*Syndicats*)

Tous les représentants de la presse turque présents à Bruxelles avaient suivi la conférence de presse, mais à peu près rien ne fut publié dans les journaux d'Istanbul.

Nous avons inclus dans le livre des passages importants, traduits en anglais, d'un livre du représentant du *Milliyet*, Mehmet Ali Birand, sur le coup d'Etat du 12 septembre publié deux ans plus tôt. Il nous avait chaleureusement félicités pour avoir réalisé seuls un ouvrage aussi important, mais le *Milliyet* du lendemain ne comportait pas la moindre phrase à ce sujet.

Un de nos collègues avec qui nous avons travaillé précédemment, et qui occupait désormais un poste de direction dans un journal important, nous téléphona ce soir-là :

- *Agabey* (grand frère), dit-il, j'ai pris connaissance de l'information, mais je ne pourrai pas la publier. Si je la publiais, je devrais t'insulter pour pouvoir la placer. Qu'en penses-tu ?

- Ne t'en fais pas. Je sais bien que vous êtes censurés. S'il y a moyen d'en parler, même avec des insultes, vas-y.

Ce fut la seule mention dans la presse turque du lendemain. L'article ne comportait pas de propos insultants, mais il était quand même bien précisé que la conférence de presse de Bruxelles avait été organisée par des "ennemis de la Turquie".

A côté de ces activités destinées à la Turquie, j'alertais l'opinion publique dans les bulletins d'*Info-Türk* et lors des réunions auxquelles je participais sur un autre phénomène : la création en Belgique d'un mécanisme utilisant le fondamentalisme religieux.

Les associations d'étudiants et de travailleurs fondées en Belgique jusqu'au coup d'Etat du 12 septembre étaient pratiquement toutes marquées du label "approuvée par le consulat" et par consé-



quent l'objet d'un certain contrôle. Il régnait toutefois en permanence entre elles une certaine rivalité d'intérêt et d'influence.

Une série de réunions avaient été organisées à l'initiative de l'ambassade turque à Bruxelles pour rassembler sous un seul toit toutes les organisations qui n'étaient pas opposées au régime, sous la forme d'une fédération ou d'une confédération, et former ainsi la base du lobby turc.

Cette démarche étant demeurée infructueuse, la junte décida de jouer la carte de la religion, comme elle l'avait fait en Turquie et créa une fondation religieuse sous le nom de *Fondation Diyanet (Diyanet Vakfi)* sous l'égide de l'ambassade de la république de Turquie, gérée par le bureau du conseiller aux affaires religieuses, destinée en priorité à contrôler les mosquées.

La *Fondation Diyanet* qui avait été fondée en apparence pour coordonner les services religieux et soutenir les mosquées, était en fait devenue l'autorité supérieure des associations turques "approuvées" en Belgique.

Lorsque nous nous permîmes d'émettre des critiques à cet égard, les dirigeants de l'une des associations "approuvées par le consulat" nous adressèrent une lettre d'injures, accusant *Info-Türk* d'être une « institution n'ayant pas un seul musulman en son sein, dirigée par des apparatchiks ayant coupé tout lien avec les traditions nationales ».

Loin de nous taire face à ces agressions, nous publiâmes coup sur coup "*Intégrisme islamique en Turquie et immigration*" en français et "*Extreme Right in Turkey*" en anglais.

*

Nous étions plongés dans la réflexion afin de savoir comment nous pourrions poursuivre de manière plus rationnelle nos travaux de publications lorsqu'un miracle se produisit : Apple venait de lancer sur le marché belge son nouveau modèle, le Mac Plus.

Durant l'été 1986, nous fîmes l'acquisition d'un ordinateur et passâmes toutes les vacances à nous exercer sur les programmes, assez élémentaires à l'époque, de composition, de mise en page et de comptabilité.

Ceux qui ont utilisé ce modèle le savent : sa capacité était de 20 mégabytes ; comme il n'y avait pas moyen de faire fonctionner deux programmes simultanément, nous jonglions avec les mini-disquettes.

Malgré ses divers inconvénients, ce système fut pour nous une révolution qui modifia notre rythme de travail et renforça considérablement notre capacité de production et de création.



La comptabilité d'Info-Türk et des Ateliers du Soleil que nous faisons en y passant des heures avec une calculette et en mobilisant les notions de comptabilité datant de nos années d'école, se faisait en quelques minutes avec l'ordinateur.

25 ans plus tard, à présent, l'ordinateur dont je me sers a une capacité propre de 200 gigabytes qui s'élève à quelques téra-bytes avec la batterie de disques durs qui lui a été adjointe. Le courrier électronique permet de communiquer en un rien de temps avec le monde entier, l'internet rend accessible l'information en temps réel, les sources de renseignements sont accessibles en quelques clics. Je peux mettre sur internet les informations, les renseignements, les commentaires que je veux et les expédier à des milliers d'adresses par courriel.

İnci effectue son travail graphique et de mise en page avec les versions les plus récentes de Photoshop, Quark X-press ou Acrobat.

Les collaborateurs des *Ateliers du Soleil* et ceux qui y suivent des formations ont toujours largement bénéficié des innovations technologiques.

Je dois avouer que si l'internet n'avait pas existé, j'aurais éprouvé de grandes difficultés à rédiger certaines parties de ce livre, étant donné qu'une grande partie de mes archives relatives à la période en Turquie ont soit été pillées, soit tout simplement disparu.

Quand j'en parle avec mes jeunes collègues, je rappelle toujours ceci :

- J'ai entamé ma vie de journaliste en me débattant avec une vieille dactylo primitive dont les leviers des touches se bloquaient tout le temps. Je continuai avec ma dactylo portative Hermes Baby que je garde encore comme une relique... et puis les IBM à boule... Des nouvelles, reportages, articles et analyses que j'ai écrits avant fin 1986, soit durant 35 ans, il ne reste rien, sauf ceux qui ont eu la chance d'être imprimés. Comme des dessins sur le sable de la plage.

Et la mise en page, qui nous a valu les moments les plus tendus, voire les disputes, de notre demi-siècle de mariage ! Quand les articles sont trop longs pour tenir sur la page de la revue ou du journal, il faut quelquefois sacrifier non pas des phrases, mais des paragraphes entiers. Pour mes propres écrits, ce n'était pas un problème, mais pour ceux des autres, je ne pouvais pas me résoudre à tailler dans le texte. İnci insistait pour disposer l'article. A la fin, j'élaguais l'article, İnci réduisait la taille de l'illustration photographique ou la taille des lettres du titre, pour gagner de la place. Et l'article paraissait.

Mais aucun auteur n'accepte avec joie de voir son texte rac-



courci, fut-ce de quelques lignes. Une fois le journal ou la revue parus, une autre tension survenait avec l'auteur, quelquefois jusqu'à des gestes de mauvaise humeur, des bouderies...

J'envie mes jeunes collègues qui bénéficient de telles technologies dans leur travail. Mais je suis aussi conscient qu'ils doivent affronter des difficultés sociales différentes et peut-être plus grandes que celles auxquelles nous avons à faire face à notre époque... Je pense au contrôle croissant et impitoyable du grand capital sur tous les médias, la désyndicalisation et le journalisme de sous-traitance...

Mais il demeure un sort commun et immuable qui résiste au temps et dont le journalisme est victime : l'intolérance à la liberté d'expression, les interminables procès contre la presse, les arrestations, les menaces, et même les assassinats politiques...

*

Comme je l'ai déjà évoqué plus haut, les pratiques racistes et xénophobes sévissaient en Belgique, surtout dans la commune de Schaerbeek où vivaient d'importantes communautés turques et marocaines. Le bourgmestre Roger Nols ne s'était pas contenté de mettre sur pied une administration ségrégationniste d'extrême droite, il avait noué des relations étroites avec les partis extrémistes d'autres pays, qui commençaient à se renforcer.

Le 6 octobre 1986, Mamine Pirotte avait choisi l'immigration et la xénophobie pour thème de l'émission de télévision *Ecran témoin* qu'elle réalisait sur la RTBF. Le programme débutait par la diffusion du film "Train d'enfer" de l'acteur français Roger Hanin, qui racontait une agression raciste se déroulant dans un train.

Roger Hanin, un ami marocain et moi-même faisons face à Roger Nols pour le débat qui suivait le film. Était également présent le bourgmestre socialiste de Saint-Gilles, une des étoiles montantes du ciel politique bruxellois, qui allait par la suite devenir Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le débat fut âpre. Face à nos critiques envers les mesures racistes et xénophobes qu'il avait prises dans sa commune, Roger Nols tentait de justifier les procédés xénophobes et discriminatoires auxquels la commune dont il était le bourgmestre avait recours en avançant que les communautés musulmanes de plus en plus nombreuses étaient une grave menace pour l'avenir de la Belgique.

Je soulignai pour ma part qu'aucune infrastructure « d'intégration » n'avait été offerte aux Marocains et aux Turcs que l'on avait fait descendre dans les mines où les mineurs belges et même italiens ne voulaient plus descendre. Ces Marocains et Turcs –main





d'œuvre à bon marché– que l'on avait fait venir pour relancer l'économie belge, et que la responsabilité des discordances dont la presse donnait une image exagérée incombait en grande partie aux dirigeants du pays eux-mêmes.

J'ai indiqué de plus que ces populations immigrées abandonnées à leur sort par ces mêmes dirigeants étaient condamnées à s'enfermer dans des ghettos à cause des politiques nationalistes et intégristes des régimes antidémocratiques des pays dont elles étaient originaires, et qu'en outre, comme si cela ne suffisait pas déjà, l'éducation religieuse des enfants turcs et marocains était confiée depuis la grande crise pétrolière à des enseignants rémunérés par l'Arabie saoudite rétrograde.

Le programme eut un écho considérable dans l'opinion belge.

Les Marocains que je rencontrais dans le tram et dans la rue m'embrassaient et me félicitaient d'avoir clos le bec à Nols. Mais je me souviens toujours avec une certaine amertume qu'aucun Turc que je rencontrais en rue ne vint me témoigner le moindre soutien. La raison en était sans doute qu'ils ne s'intéressaient pas le moins du monde à ce qu'il se passait dans le pays, ni même aux sujets qui les concernaient eux-mêmes, qu'ils ne regardaient pas les programmes de télévision qui y avaient trait, et qu'ils passaient toutes leurs soirées à regarder des vidéos.

*

L'an 1987 débuta avec l'annonce des bombardements des localités kurdes d'Irak du nord par les avions turcs, et de l'évacuation forcée de villages kurdes dans le Kurdistan turc.

Le nombre des citoyens turcs, comme nous, déchus de leur nationalité dépassait désormais 13.000. Quelques centaines d'entre eux étaient considérés comme « traîtres à la patrie », mais la grande majorité était constituée d'individus réfugiés dans les pays occidentaux parce qu'ils refusaient de faire leur service militaire dans l'armée turque en raison de la sale guerre qu'elle menait en Turquie même.

Le 3 avril 1987 se tint au Parlement européen les Deuxièmes Assises européennes sur le Droit d'asile. Je faisais partie de la délégation belge qui y participait. Dans l'intervention que j'y fis, je soulignai la nécessité d'une part de maintenir le droit d'asile dans les pays européens, mais aussi d'appliquer des sanctions plus fermes aux pays dont les opposants et les minorités étaient obligés de solliciter l'asile auprès d'un autre pays, comme c'était le cas pour la Turquie. Je rappelai que le blanc-seing donné à Ankara à la suite de la plainte introduite par cinq pays auprès de la Commission



européenne des droits de l'Homme, et ceci en dépit des violations constamment perpétrées contre ces droits, était une honte.

Les exilés politiques en Europe pour telle ou telle raison, et les exilés politiques dont certains se trouvaient déchus de leur nationalité se réunissaient de temps à autre pour évaluer les possibilités de retour, et publiaient quelquefois des communiqués communs.

Entre-temps, certains cherchaient le moyen de rentrer en Turquie pour leur propre compte. C'était le cas de Cem Karaca, le célèbre chanteur folk, qui avait fait savoir au Premier ministre Turgut Özal lors d'une visite de celui-ci en Allemagne, qu'« il ne pouvait plus supporter l'éloignement du pays ». Özal avait compris que ceci était excellent du point de vue de la propagande de son parti, et avait donné son feu vert. Karaca était rentré en Turquie le 29 juin 1987.

Le 23 septembre 1987, à l'occasion d'une visite d'Özal à Berlin-Ouest, nous, quelques exilés politiques de Turquie, avons organisé une réunion de contestation. Dans le communiqué de presse conjoint qui fut publié par la suite, nous prîmes position contre la répression qui sévissait encore en Turquie, et déclarâmes que les exilés politiques ne rentreraient en Turquie qu'à condition qu'une démocratie véritable y soit instaurée.

Cette prise de position commune du début se délita par la suite, les exilés politiques appartenant à telle ou telle organisation adoptant des points de vue de plus en plus différents sur le retour en Turquie.

Un groupe, dont nous étions, défendait l'idée qu'un retour ne pourrait être envisagé que si la démocratie était réellement restaurée dans le pays, et que, comme dans l'exemple grec, tous les exilés pouvaient y rentrer librement et honorablement. Nous estimions que, dans le cas contraire, les retours constitueraient matière à propagande pour le régime en place, et réduirait par conséquent les possibilités de pression de l'extérieur.

Le TKP et le TİP qui s'alignait désormais sur lui, considéraient le retour en Turquie comme une étape dans la légalisation du parti unifié qu'ils allaient bientôt former.

Lors de son opération de dénationalisation, la junte n'avait d'ailleurs pas pris pour cible les cadres supérieurs de ces deux organisations, hormis Behice Boran. Nihat Sargın, le secrétaire général du TİP, et Osman Sakalsız, secrétaire du bureau des relations internationales du parti, étaient arrivés en Europe avec des passeports légaux, s'y étaient réfugiés, mais n'avaient pas été déchus de leur nationalité. La même chose était valable pour les autres dirigeants du TKP : aucun d'entre eux n'avait été privé de sa nationalité.



Ils devaient avoir puisé un certain encouragement là-dedans, car, le 7 octobre 1987, persuadés que le nouveau pouvoir turc serait plus compréhensif à leur égard, ils couronnent les tractations qu'ils mènent depuis des années pour l'unification, et annoncent lors d'une conférence de presse tenue à Bruxelles qu'ils ont fondé le Parti communiste unifié de Turquie (*Türkiye Birleşik Komünist Partisi* - TBKP), et que les responsables du parti se rendront très vite en Turquie pour y procéder à la légalisation de celui-ci.

Le fait que Boran, décédée trois jours plus tard, avait reçu les honneurs funèbres au parlement turc devait avoir renforcé leur espoir de légalisation, car Nihat Sargın, désormais président du TBKP illégal, et Nabi Yağcı, son secrétaire général, prirent l'avion pour la Turquie le 16 décembre 1987.

Tous deux avaient reçu un passeport légal du consulat de Turquie. Yağcı avait même effectué les formalités de milice pour que son retour au pays soit entièrement conforme à la légalité.

Une campagne de retour au pays des exilés politiques se trouvant dans diverses villes européennes fut immédiatement lancée pour appuyer la démarche de "légalisation" du TBKP en Turquie.

Les choses ne se déroulèrent cependant pas comme prévu. Sargın et Yağcı furent arrêtés à leur descente d'avion, comme le furent tous les exilés politiques qui les suivirent...

Débütèrent alors les procès contre le TBKP qui durèrent des années. Une grande campagne fut initiée en faveur de la libération de Sargın et Yağcı. Ceux-ci furent libérés le 4 mai 1990.

*

Le gouvernement Özal présenta la demande officielle d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne le 14 avril 1987 en dépit des constantes violations des droits de l'Homme en Turquie. La demande fut mise au dossier mais pas traitée.

Pour ouvrir une brèche dans le mur européen, Özal commença par assouplir les relations avec la Grèce, puis joua la carte de l'immigration turque en Europe. Le 3 mars 1988, il organisa un « débarquement à Bruxelles » avec une nombreuse délégation de politiciens, d'hommes d'affaires et de journalistes pour imprimer un nouvel élan à la procédure de demande d'adhésion de la Turquie à l'UE.

Cette visite diplomatique de grande ampleur, que j'ai évoquée en détail dans le premier volume de ces mémoires, eut pour conséquence de passer une nouvelle couche sur notre « apatridation ».

Özal, importuné par les questions que nous lui avons posées lors de la conférence de presse, ordonna que le ministère de l'In-





térieur instruis, le 18 avril 1988, le consulat de Turquie à Bruxelles de nous reconfirmer notre déchéance de la nationalité turque. Le Consul général Selçuk Incesu obtempéra et nous fit signifier une seconde fois par lettre recommandée datée du 1^{er} juin 1988 que nous avions été déchus de notre nationalité turque et que tous nos biens en Turquie seraient confisqués.

Les organisations internationales de presse et les organisations de défense de droits de l'Homme publièrent coup sur coup des communiqués de protestation, qui demeurèrent sans écho.

Nous eûmes de longues conversations, İnci et moi, des jours durant.

Oui, nous étions bien « apatrides ». Que devons-nous faire en tant que tels ?

Ce qui nous vint à l'esprit en premier lieu fut de poursuivre en Turquie notre combat contre cette injustice. Nous contactâmes donc notre ami avocat Ali Yaşar avec qui nous avons autrefois mené la lutte côte à côte au sein du TİP. Nous lui transmîmes un dossier comportant toutes les décisions de justice prises à notre encontre ainsi que les communiqués publiés depuis notre départ forcé en exil. Il introduisit auprès du Conseil d'Etat une requête en annulation de la décision de déchéance de la nationalité prise à notre encontre.

Ali était certain que l'affaire allait être bien vite bouclée et que nous rentrerions bientôt en Turquie.

Nous étions déterminés à récupérer nos droits de citoyens en nous adressant à la Commission européenne des droits de l'homme au cas où nous n'obtiendrions pas de réponse favorable du Conseil d'Etat.

Mais comme nous suivions depuis des années ce genre d'affaires, nous savions fort bien que la procédure allait durer cinq ans au minimum, et que donc nous serions « apatrides » cinq ans au moins.

En attendant l'issue des procès, nous devions nous ménager une nouvelle structure de vie, fut-elle transitoire. Nous prîmes la décision de nous réfugier auprès de la nature, avec nos chats, loin des pressions, des trahisures et des coups bas.

Mon père étant décédé, nous mîmes en vente la maison coopérative dont j'avais transféré le titre de propriété à un ami pour qu'elle échappe à la confiscation et que mon père puisse y finir ses jours.

Elle finit par trouver acheteur au prix d'une carcasse d'âne. Comme il n'était pas possible d'effectuer de transfert officiel de fonds, les DM nous furent transmis petit à petit dissimulés dans la reliure de livres n'ayant aucun lien avec la politique.





Après avoir payé nos dettes à gauche et à droite, nous fîmes l'acquisition d'une espèce de cabane en PVC dans les bois de Heikant près de Leuven, à 38 kilomètres de Bruxelles, et d'une voiture pour faire la navette.

En fait, je songeais à acheter un véhicule depuis que Mihri Belli m'avait demandé s'il y avait moyen d'obtenir un permis de conduite en Belgique sans examen.

J'en avais assez d'être obligé de dépendre de quelqu'un qui avait une voiture pour me rendre à des conférences ou des invitations, et d'attendre, même si la réunion était inintéressante, que quelqu'un veuille bien me conduire pour rentrer en ville.

Il fallait avant tout que j'apprenne à conduire et que j'obtienne un permis. J'ai compris, surtout au moment des examens pratiques, que ce n'était pas chose facile quand on avait plus de 50 ans.

L'examen théorique ne posa aucun problème.

Lors des examens pratiques, je commettais quatre ou cinq fautes au moins. Manœuvre arrière et parquer la voiture sans faute étaient des supplices.

Mon ami Tuncay me faisait faire des exercices sur les parkings des supermarchés. Il me disait à chaque fois : « Allez, ça ira cette fois », mais sur place, intimidé sans doute par les regards des gens qui observaient autour, je faisais au moins une gaffe et je rentrais, penaud, sans permis.

Mais heureusement İnci ne se moquait pas de moi, et m'encourageait.

Mehmet Ali Yurttagül, conseiller au Groupe des Verts du Parlement européen, dont j'avais fait la connaissance lors de ma première année d'exil lors d'un séjour à Berlin, me donna quelques trucs pour réussir la manœuvre du stationnement. C'est grâce à cela que je pus enfin réussir l'examen et obtenir mon permis de conduire.

*

Lorsque nous nous rendions dans notre maisonnette de Heikant, nous devions y emmener Cheetah et Ivan.

Ils prenaient place dans une grande cage que nous avions fait aménager à l'arrière de la voiture. Tantôt ils se chamaillaient, tantôt ils se léchaient et se câlinaient tant et si bien qu'ils estomaquaient le conducteur de la voiture suivante.

A notre première excursion commune à Heikant, İnci avait mis du beurre sur leurs pattes pour qu'ils ne se perdent pas dans les bois et retrouvent la maison.

Nous aimions tellement ce merveilleux endroit que nous envisagions de démolir la cabane et de construire à sa place une mai-



son en dur pour pouvoir y résider en permanence. Ceci n'était pas possible, parce que l'endroit avait été mis sous protection après que la cabane ait été installée. La Région flamande pourrait très bien démolir une maison que nous aurions construite en ces lieux, et nous dépouiller de ce bien en nos vieux jours.

Nous nous contentâmes donc d'adjoindre à la cabane une chambre en briques, pour rendre la maison plus habitable. Chaque fin de semaine, nous filions vers Heikant. Nous consacrons ces deux jours à la culture du sol. Nous avons enlevé une centaine de chênes, de pins et de charmes et avons planté à leur place des arbres fruitiers. Nous avons amené à la brouette des tonnes de terreau. Des années durant, nous avons cultivé des fleurs, des tomates, des haricots, des poivrons, des fèves, des aubergines, des courgettes, des petits pois, des oignons, de l'ail et du raisin.

İnci était devenue experte en maçonnerie : elle élevait des murs et dallait les sentiers. De maisons démolies, nous apportions des briques et des pierres ou alors les marbres brisés d'un cimetière désaffecté dont nous fîmes des terrasses et des voies d'accès.

Chaque fin de semaine se tenait à Heist-op-den-Berg non loin d'Anvers un marché paysan où les cultivateurs des environs venaient vendre leurs produits, des volailles, des chèvres, des agneaux, voire de grands animaux de selle, à des prix défiant toute concurrence. C'est aussi là que nous achetions des fruits et légumes, des plants de fleurs et du matériel de jardinage de seconde main.

Comme je n'avais jamais pu avoir de bicyclette dans mon enfance bien qu'on m'en ait fait la promesse, posséder un vélo avait toujours été une de mes grandes aspirations. Nous nous en procurâmes deux, également de seconde main, à ce marché. Ceci nous ouvrait de nouveaux horizons. Après les travaux de jardinage, nous enfourchions nos montures et faisons de 15 à 20 kilomètres de long des canaux et sur les sentiers, pour nous fondre dans la nature.

A part cela, durant la semaine, nous nous occupions avec plus d'enthousiasme encore des publications d'*Info-Türk* et des activités des *Ateliers du Soleil* ; sans compter bien entendu de notre lutte pour la démocratisation de la Turquie et contre les injustices dont étaient victimes les immigrants politiques...



Luttes pour la nationalité

Alors même que je possédais tous les documents légaux, j'avais été expulsé de Belgique en 1975, et d'Allemagne en 1977...

Dix ans plus tard, c'était en France que je ne pouvais pas me rendre, sous prétexte d'absence de visa.

C'était la première fois que nous nous servions du document de voyage bleu délivré aux réfugiés politiques – puisque tel était le cas pour la deuxième fois, ayant été déchu de notre nationalité – pour les voyages internationaux. Normalement, pour les voyages dans les pays de la CEE, les détenteurs de ce type de passeport ne devaient pas obtenir de visa. A l'époque, l'Autriche et la Finlande n'étaient pas membres de la Communauté, et ces pays refusaient l'entrée sur leur territoire aux réfugiés qui n'avaient pas de visa.

J'ai raconté plus haut ce qu'il m'était arrivé quand j'avais dû me rendre en Autriche 14 ans plus tôt lorsque les parents d'İnci y avaient eu un accident.

Une aventure analogue nous arriva, à İnci et à moi, en Finlande.

Nous étions arrivés à Helsinki pour y participer à une réunion importante. A l'aéroport, nos documents de voyage avaient été confisqués, mais un visa spécial de deux jours nous y avait été délivré à titre exceptionnel pour que nous puissions assister à la réunion et quitter la Finlande le lendemain.

La Finlande est un pays enchanteur, avec ses milliers d'îles et de lacs, et nous étions tristes à l'idée de n'avoir pas pu en visiter un peu à cause du temps qui nous avait été compté. Une consolation avait été la promenade rapide que nous avons pu faire dans les rues de la capitale en dehors des heures de réunion. Dans un parc, nous vîmes un monument ultramoderne. Nous perdant dans la contemplation de cet ouvrage, nous nous mîmes à fredonner l'air "En Saga" de Sibelius, que nous avons écouté tant de fois sans nous en lasser. Nous ne nous trompions pas. A quelques pas de là,

le buste de Sibelius nous attendait et semblait dire : « Et voilà, vous êtes bien dans ma Finlande, pays de légendes ! »

*

Le 15 septembre 1988, le Parlement européen fit un nouveau cadeau au régime d'Ankara : la commission parlementaire mixte CEE-Turquie fut reformée après huit ans d'intervalle.

Les 11 et 12 décembre 1988, un tribunal international se réunit à Cologne pour juger le régime du 12 septembre. J'y témoignai, avec d'autres, du fait que les droits et libertés étaient foulés aux pieds en Turquie. Dursun Akçam, Gültekin Gazioğlu, Enver Karagöz, qui ne sont plus parmi nous à présent, figuraient parmi les témoins. Parmi les autres témoignages, je me souviens de ceux d'Ömer Polat, Nihat Behram, Yücel Top, Server Tanilli et Şerafettin Kaya.

Le jury, composé de penseurs, d'auteurs, de juristes et de défenseurs des droits de l'homme de réputation internationale, condamna le régime du 12 septembre. La sentence, lue par Barbara Klawitter, représentante de l'Association des Avocats républicains, disait ceci : « Le gouvernement et les fonctionnaires de l'Etat, les membres de la police et de l'armée, ainsi que les forces qui les appuient, qui se sont rendus responsables de tortures et de massacres, doivent être jugés et condamnés ».

Mais l'Europe ne se souciait pas de ces réalités manifestes. Elle voulait resserrer au plus tôt ses liens avec la Turquie. La commission parlementaire mixte CEE-Turquie (CPM) se réunit à Strasbourg le 17 janvier 1989.

Je décidai de me rendre à Strasbourg pour suivre la session et informer, sur base de documents, les eurodéputés sur les nouvelles violations des droits de l'homme.

Je me trouvai confronté à un tout nouvel obstacle.

Cela faisait des années que les réfugiés politiques pouvaient pénétrer librement sur le territoire français. Mais, récemment, le gouvernement français avait imposé à des réfugiés d'ONU de solliciter un visa au préalable, pour soi-disant empêcher que des terroristes entrent dans le pays.

Deux semaines avant la réunion de la CPM, je me rendis au consulat français à Bruxelles pour y introduire ma demande de visa. Comme j'avais une carte de presse belge officielle, et que j'étais journaliste accrédité auprès du Parlement européen et de la Commission européenne, il n'y avait rien de plus naturel que j'aille à Strasbourg suivre une réunion au Parlement européen.

J'attendis des jours, je téléphonai à plusieurs reprises, je me rendis même plusieurs fois au consulat en personne, je n'obtenais pas de réponse positive à ma demande de visa.



Deux jours avant la réunion à Strasbourg, une réponse : mon séjour en France étant indésirable, désormais, plus aucun visa ne me serait accordé.

Comment, indésirable ?

Je pris contact avec mes amis originaires de Turquie résidant en France. Ils étaient tous d'avis que mon nom devait avoir été inscrit sur une liste noire à la demande d'Ankara, parce que j'étais intervenu quelques années auparavant dans un programme réservé par la télévision française à la répression exercée en Turquie sur les minorités.

Cette intervention avait d'ailleurs fait l'objet d'une campagne ouverte à mon encontre par les journaux turcs, le *Hürriyet* en tête.

Mes démarches auprès du Conseil de l'Europe depuis le coup d'Etat de 1971 en ce qui concernait les violations des droits de l'homme avaient peut-être aussi joué un rôle dans ce refus.

A l'époque, François Mitterrand était Président de la République française. Son épouse, Danielle Mitterrand, était au premier plan du combat mené avec détermination par certaines personnalités contre la répression exercée sur le peuple kurde et les minorités en Turquie.

J'avais participé à ce programme télévisé avec Kendal Nezan, le dirigeant de *l'Institut kurde de Paris*. Danielle Mitterrand avait fortement contribué à la fondation de l'Institut, et à la survie de celui-ci.

J'écrivis deux longues lettres au président Mitterrand pour lui demander d'intervenir dans la question du visa. La réponse qui y fut donnée était parfaitement bureaucratique : ma demande serait transmise aux services compétents pour examen.

Début octobre 1989, je reçus une invitation personnelle de Madame Mitterrand en sa qualité de présidente de *la Fondation France Libertés*. Elle me demandait de participer à une conférence organisée les 14 et 15 octobre 1989 dans les locaux du ministère français des Affaires étrangères sur le thème : « Les Kurdes : identité nationale et droits de l'homme ».

Je ne pus pas participer à cette réunion non plus, faute de visa. Je lui fis connaître la raison pour laquelle je n'avais pas pu participer à cette conférence, et lui transmis copie des lettres que j'avais adressées à son époux. Aucune réponse ne me parvint.

N'ayant pas perdu l'espoir de gagner notre procès contre la décision de déchéance de nationalité et de pouvoir enfin voyager de nouveau avec un passeport turc, nous décidâmes de laisser les choses en l'état.

*



Cela faisait deux ans que la correspondance durait en marge de l'action en annulation auprès du Conseil d'Etat. Dans sa défense adressée au Conseil, le gouvernement de Turgut Özal avait rappelé que plusieurs actions étaient en cours à notre rencontre sous le coup des articles 140, 142 et 159 du Code pénal turc, que nous étions accusés de communisme et d'anarchisme, et que nous avions mérité d'être déchus de la nationalité turque, ajoutant que, selon la constitution de 1982, aucune action ne pouvait être intentée en justice contre les décisions du Conseil de sécurité nationale (*Milli Güvenlik Kurulu - MGK*) et de ses gouvernements.

Notre avocat, Ali Yaşar, disait que la défense du gouvernement ne pouvait être considérée comme valable et que le Conseil d'Etat allait nous rendre notre droit de citoyenneté. Il nous encourageait même à acheter nos billets d'avion et à venir en Turquie sans attendre la conclusion du procès.

Ce fut une des plus grandes déceptions de notre vie...

Celui-là même qui nous disait cela, mon ami de lutte, Ali Yaşar, non seulement n'avait pas assisté à l'audience du 12 juin 1990, mais ne s'y était pas fait représenter par un confrère.

Dans ces conditions, le Conseil d'Etat n'entendit que les arguments de la défense et décida de rejeter notre requête à trois voix contre deux. Or, si un avocat avait assuré notre défense lors de cette audience, l'équilibre aurait pu tourner en notre faveur, et nous aurions recouvré notre nationalité. Ceci aurait également pu permettre de faire sauter le verrou de l'interdiction d'intenter une action contre les décisions du MGK et des institutions y rattachées.

Ali nous communiqua avec deux mois de retard la décision du Conseil d'Etat à notre égard.

La Fédération internationale des journalistes (FIJ), Helsinki Watch et l'International Press Institute (IPI) adressèrent des messages de protestation au gouvernement turc.

La députée européenne Claudia Roth (Ecolo) protesta devant la réunion de la commission parlementaire mixte CEE-Turquie et demanda qu'il soit mis immédiatement fin au procédé de la dénationalisation.

Le gouvernement Özal fit la sourde oreille à ces protestations.

*

Puisque toutes les voies de recours possibles en Turquie avaient été épuisées et qu'aucun résultat n'avait pu en être obtenu, nous prîmes la décision de saisir la Cour européenne des droits de l'homme par l'intermédiaire d'un avocat belge, le 7 décembre 1990.

La requête allant être introduite en français, il fallut faire tra-

duire tous les documents pertinents en français, décisions des tribunaux, du Conseil d'Etat, législation y afférente et toutes les annexes. Ceci prit énormément de temps.

Notre avocate belge, Catherine Deman, requérait l'annulation de la décision de déchéance de la nationalité rendue par l'Etat turc qui persistait dans cette décision, pour contravention aux articles 3, 6, 10, 11, 13 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme ainsi qu'à l'article premier de son Protocole additionnel, et demandait l'indemnisation des dommages matériels et moraux subis durant 9 ans du fait de la perte de la nationalité .

Le fait que je ne pouvais pas obtenir de visa pour me rendre en France m'empêchait de suivre les travaux des institutions européennes.

La plupart de nos amis réfugiés politiques de Turquie en France, y compris notre cher Fahrettin Petek, avaient acquis la nationalité française.

- Demandez donc la naturalisation en Belgique, disaient-ils. Vous pourrez ensuite vous balader partout en Europe sans le moindre problème de visa.

Nous ne savions pas combien de temps allait durer notre affaire auprès de la CEDH, et comme nous n'étions pas sûrs à 100% qu'elle aboutisse en notre faveur, nous adressâmes au Parquet notre demande de naturalisation en Belgique le 28 novembre 1990.

Ces deux démarches inaugurèrent une longue période d'attente.

Peu de temps après avoir déposé notre demande de naturalisation, nous fûmes convoqués au commissariat de police d'Etterbeek.

Le commissaire nous interrogea séparément, İnci et moi, pour établir un rapport qui déterminerait si nous étions "dignes" ou pas d'acquérir la nationalité belge.

Il s'agissait des questions classiques dans ce cas :

- Qui fréquentez-vous ? Vos amis sont-ils plutôt turcs ou plutôt belges ?

- Nous ne choisissons pas nos amis selon leur origine. Nous devenons amis avec ceux qui nous paraissent dignes de l'être, sans considération pour leur origine. Nous avons beaucoup d'amis belges, flamands et wallons. Mais nous avons aussi beaucoup d'amis turcs, kurdes, arméniens, assyriens, grecs, marocains, italiens et espagnols.

- Vous êtes membres d'un club en Belgique ?

- Nous ne faisons pas partie d'un club de sport ou de loisir, mais nous sommes affiliés actifs d'organisations démocratiques et syndicales belges.



- Quels journaux lisez-vous ? Des journaux belges ou des journaux turcs ?

- En tant que journalistes professionnels, nous sommes obligés de lire plus d'une douzaine de quotidiens chaque jour. Nous lisons la presse belge, mais aussi turque, anglaise et française...

- Dans les Ateliers du Soleil que vous dirigez, il vient plutôt des Belges ou des immigrés ?

- Les Ateliers sont ouverts à tous les travailleurs, aux demandeurs d'emploi, à leurs familles et leurs enfants. Bien évidemment, comme les immigrés ont plus de problèmes d'ordre social et qu'ils ont davantage besoin de cours de langue française, c'est eux qui viennent en majorité. Mais parmi ceux-ci, il y en a bon nombre qui se sont adaptés à la société belge grâce aux formations, et qui ont même acquis la nationalité de ce fait.

Le commissaire nous fit savoir qu'il transmettrait nos réponses à ces questions au Parquet général, et qu'il communiquerait pour sa part un rapport qu'il compléterait par une enquête, à la Commission des naturalisations de la Chambre des Représentants.

Il ne nous restait plus qu'à attendre la naturalisation belge.

*



A Strasbourg, la CEDH qui étudiait notre requête avait donné au gouvernement turc jusqu'au 5 juin 1992 pour fournir une réponse à nos plaintes.

En fait, Ankara n'avait pas de réponse consistante à fournir. La veille de l'expiration du délai fixé par la Cour, le gouvernement turc fit passer en toute urgence à l'Assemblée nationale une loi qui levait l'alinéa G ajouté par la junte à l'article 25 du Code de la Nationalité. Cet alinéa prévoyait la déchéance de la nationalité de ceux qui menaient des activités contre la Turquie à l'étranger. La réponse adressée le lendemain par le gouvernement à la CEDH indiquait que l'affaire n'avait plus de raison d'être, la loi ayant été modifiée.

Les institutions européennes ayant pour leur part entamé un processus de normalisation de leurs relations avec la Turquie, la CEDH, à la majorité des voix, clôtura l'affaire, étant donné que nos droits de citoyenneté nous avaient été restitués en date du 28 juin 1993.

En revanche, dans sa décision, la Commission rappelait qu'il incombait à l'Etat turc, en sa qualité d'Etat signataire de la Convention européenne des droits de l'homme, de garantir à ses citoyens la jouissance des droits reconnus par cette Convention, et de ne plus donner lieu désormais à la violation de ces droits.





Nous prîmes dès lors immédiatement contact avec Me Halit Çelenk.

Nous lui indiquâmes que, pour rentrer en Turquie, nous demandions si les droits évoqués par la CEDH étaient garantis, et si le gouvernement turc garantissait que lesdits droits ne seraient plus violés.

Halit Çelenk, qui avait déjà un certain âge, entama une recherche qui dura plusieurs mois pour savoir où en étaient les divers procès intenté contre nous à Ankara et İstanbul, mais aussi auprès du tribunal de l'état de siège de Diyarbakır. Il descendit dans les caves des commandements militaires pour y consulter un à un tous nos dossiers.

Il nous conseilla in fine d'adresser une lettre au ministre des Affaires étrangères de l'époque, Hikmet Çetin, pour solliciter la garantie qu'il ne nous arriverait rien à notre retour en Turquie.

Notre lettre envoyée par recommandé avec accusé de réception au ministre le 6 août 1993 disait ceci :

« Le Consulat général de Turquie à Bruxelles nous a notifié en date du 26 mai 1988 que nous étions déchus de notre nationalité turque. Aucune notification ne nous est parvenue à ce jour concernant la restitution de notre nationalité de même que de la suppression de toutes les conséquences y afférentes.

Afin de nous assurer que tous nos droits de citoyenneté nous ont été restitués conformément à la Convention européenne des droits de l'homme et que nous pourrions en bénéficier sans restriction, nous vous prions de bien vouloir prendre connaissance des éléments suivants, et de leur apporter une réponse :

- Faire procéder à une enquête pour savoir si notre inscription au registre de la population de Fatih a été renouvelée, et confirmer la restitution de notre nationalité ;

- Le gouvernement turc avait indiqué officiellement, dans sa réponse au Conseil d'Etat, qu'il existait à notre encontre des poursuites pénales sous le coup des articles 140, 142 et 159 du Code pénal turc pour justifier la déchéance de nationalité. Faire examiner par le ministère de la Justice si des poursuites pourraient encore être entamées à notre encontre en cas de retour au pays –les articles 140 et 132 ayant été abolis mais l'article 159 étant toujours en vigueur– pour contravention à cet article ou à un autre article, ou pour toute autre raison légale, et si les poursuites d'ores et déjà entamées ont été abandonnées (pour prescription, par exemple) ou non, et nous communiquer le résultat de cet examen ;

- La confirmation de la levée de l'interdiction d'entrée et de sortie du pays prononcée en vertu de l'article 8 de la loi n° 5682 ;

- La délivrance par le consulat général de Turquie à Bruxelles





de nouveaux passeports valables cinq ans, en tant que citoyens assurant leur subsistance à l'étranger. »

Des mois passèrent, aucune réponse ne nous parvint. Les lettres que nous adressâmes au ministre le 14 février et le 31 mai 1994 demeurèrent également sans réponse.

Halit Çelenk, qui n'exerçait plus activement le métier d'avocat, déployait d'énormes efforts pour régler la question de notre nationalité, aidé en cela par notre ami Mustafa Ekmekçi, chroniqueur du quotidien *Cumhuriyet*.

Sans résultat. En définitive, Halit Çelenk s'était rendu en personne au cabinet du ministre. Celui-ci étant absent, l'avocat avait laissé les informations pertinentes au chef de cabinet, demandant qu'une réponse soit apportée à la question de notre nationalité. Le chef de cabinet avait promis de relayer la question, et d'obtenir une réponse du ministre.

Toutefois, rien ne se passa jusqu'au 27 juillet 1994, date à laquelle Hikmet Çetin démissionna de son poste.

Tout en rédigeant le présent ouvrage et en relisant les notes d'Halit Çelenk, un détail a attiré mon attention : le chef de cabinet avec qui il s'était entretenu n'était autre que Fuat Tanlay...

Tanlay serait par la suite nommé ambassadeur de Turquie à Bruxelles. Il y accorderait tout soutien aux associations intégristes et ultra-nationalistes, adopterait une attitude hostile envers les minorités et, allant encore plus loin, prononcerait des déclarations provocatrices à l'encontre des dirigeants d'*Info-Türk* qui défendaient les droits des minorités. Je donnerai plus loin des détails à ce sujet.

En été 2011, à l'heure où j'écris ces lignes, le même Fuat Tanlay est le conseiller principal du Premier ministre Tayyip Erdoğan pour les Affaires étrangères.

Après Hikmet Çetin, ce fut au tour de Mümtaz Soysal d'assurer la fonction de ministre des Affaires étrangères. Nous lui adressâmes une lettre analogue le 5 août 1994. Il avait contribué dans les années 70 à l'initiative lancée par *Ant* pour l'union de la gauche. Lorsqu'il avait été arrêté après le coup d'Etat de 1971, nous avions entretenu pour lui comme pour les autres détenus et condamnés politiques une campagne en Europe. Aucune réponse ne vint de sa part non plus.

Nous nous rencontrâmes des années plus tard dans les couloirs du Parlement européen à l'occasion d'une réunion de la commission parlementaire mixte CEE-Turquie.

- Vous êtes toujours à l'étranger ?, me demanda-t-il.
- Grâce à vous.
- Comment cela ?
- Quand vous étiez ministre des Affaires étrangères, vous





n'avez même pas répondu à une lettre demandant des garanties sur nos droits de citoyenneté.

- Je ne suis au courant de rien, je vous assure.

- Comment cela serait-il possible? Je vous avais envoyé un courrier recommandé, tout comme à votre prédécesseur, Hikmet Çetin.

- Vous savez comment cela se passe en Turquie. Même si vous êtes ministre, on vous met des bâtons dans les roues. Si vous aviez envoyé cette lettre à mon adresse privée, j'aurais arrangé cela tout de suite.

- Mümtaz Hoca, vous me stupéfiez ! Si une requête adressée officiellement à un ministre des Affaires étrangères ne lui parvient pas, que peut-on attendre de l'Etat ? Il semble bien que nous devions passer de nombreuses années encore en exil.

Ismail Cem, que nous connaissions bien en Turquie, et dans l'imprimerie duquel nous avions même élaboré *Ant*, devint ministre des Affaires étrangères le 30 juin 1997. Nous fîmes une dernière démarche avec une requête semblable. Aucune réponse n'y fut accordée non plus.

Ankara avait l'air fort satisfait de notre statut d'apatride.

*



La seule solution pour pouvoir circuler librement en Europe était dès lors d'acquérir la nationalité belge.

Nous apprîmes qu'après notre convocation au commissariat, une enquête de proximité avait été réalisée auprès de nos voisins à Etterbeek ainsi que dans les *Ateliers du Soleil*, alors que nous n'y étions pas.

Le temps passait, et aucune réponse ne nous parvenait.

Des élèves qui avaient suivi une formation chez nous, qui avaient introduit leur demande de naturalisation après nous, dont le français était insuffisant, et qui ne sortaient guère de leur milieu immigré, avaient acquis la nationalité belge dans de très brefs délais.

De plus, ils avaient donné, pour appuyer leur requête, des documents signés par İnci ou par moi, qui attestaient qu'ils suivaient des cours de français et d'orientation professionnelle aux *Ateliers du Soleil*.

Après quelque deux ans d'enquête, nous apprîmes que notre dossier de demande de naturalisation avait été transmis à la Commission des Naturalisations à la Chambre des Représentants avec recommandation de la refuser, au motif que nous n'avions pas pu suffisamment nous intégrer à la société belge.

C'était à peine croyable. Alors que des étrangers qui faisaient état des certificats que nous délivrions nous-mêmes pour prouver





leur intégration à la société étaient naturalisés en un rien de temps, nous, qui signions ces certificats, nous n'étions pas "intégrés" !

La commission parlementaire ne dut pas estimer ce rapport très plausible, car elle renvoya notre dossier au Parquet pour complément d'enquête.

Une nouvelle période de plus de deux ans d'attente débuta.

Lors de cette période où l'enquête à notre sujet devait être reprise, on ne prenait contact ni avec nous, ni avec notre entourage. Qu'est-ce que l'on recherchait, exactement ? Toute notre vie et toutes nos relations étaient sous leurs yeux.

Nous téléphonâmes d'innombrables fois et adressâmes plusieurs lettres au Parquet. Une réponse nous parvenait en quatre mots : « l'enquête est en cours... »

Enfin, à notre lettre envoyée le 9 janvier 1995 pour protester contre cet acharnement bureaucratique, Claude Eerdeken, qui était le président de la Commission des Naturalisations répondit le 17 janvier. Cette réponse révéla que, comme cela en avait déjà été le cas dans les années 70, l'Etat turc se profilait derrière l'obstruction du dossier.

Selon le nouveau rapport adressé par le Parquet du Procureur du Roi à la Chambre des Représentants, la Sûreté de l'Etat faisait état dans notre chef « d'activités de type subversif » et il nous était reproché de participer à des réunions du PKK « dont les activités terroristes sont bien connues ».

En dépit de quoi Eerdeken, agissant en toute probité, n'avait pas fait entériner le refus par la Chambre. Il nous signalait qu'il allait demander des informations complémentaires au ministère de la Justice et sollicitait de plus amples précisions de notre part.

La Sûreté de l'Etat donnait la date du 1986 dans son rapport, ce qui était particulièrement significatif : c'était l'année de parution de l'ouvrage de 400 pages, "Le Livre Noir". L'Etat turc s'en était déjà vengé sur nous en nous dénationalisant une deuxième fois. Il voulait cette fois nous asséner un nouveau coup en faisant obstacle à notre naturalisation par un Etat européen.

Il faut reconnaître qu'en exil comme en Turquie, nous opposer à la répression exercée sur le peuple kurde et les autres minorités et soutenir jusqu'au bout les justes revendications de ces peuples était un des principes fondamentaux de notre combat. Les centaines de communiqués, bulletins, brochures et livres que nous avions publiés en Europe et surtout en Belgique depuis 1971 en étaient la preuve. Nous avions des liens de solidarité et de coalition avec les organisations kurdes avant même la fondation du PKK, avec KOMKAR, KKDK et TEKÖŞER. J'avais participé aux conférences de presse et aux activités accessibles au public de ces



organisations, et suivi après 1986 certaines conférences de presse organisées par les proches du PKK à Bruxelles.

Le 23 janvier 1995, nous adressâmes, İnci et moi, une réponse circonstanciée à Eerdeken. Commencant par expliquer dans quelles circonstances nous étions arrivés en Belgique et ce pourquoi nous luttons, nous soulignions que si la Sûreté de l'Etat avait des preuves de nos « activités subversives », il était scandaleux que nous n'ayons pas encore été jugés et condamnés pour lesdites activités.

Nous demandions comment il était possible que des individus dont on affirmait qu'ils poursuivaient de telles activités pouvaient avoir des cartes de journalistes professionnels délivrées par le ministère de l'Intérieur, comment un certificat de bonnes vies et mœurs pouvait avoir été délivré par la police tous les deux ans à l'occasion du renouvellement du document de voyage réservé aux réfugiés politiques, et comment il se faisait que le ministère du Travail, le ministère de la Culture de la Communauté française, le ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement provincial du Brabant accordent des subsides à un centre de formation dirigé par ces mêmes individus.

Nous disions notamment ceci :

« En qualité de journalistes et de dirigeants d'un centre d'activités socio-culturelles, nous avons participé depuis 1974 à des centaines de conférences de presse, de conférences et de manifestations. Nous avons assisté aux conférences de presse de MM. Deprez, Spitaels, Claes, Gol, Anciaux et de Mme Spaak côté belge, et de personnalités politiques étrangères comme Özal, Papandreou, Mandela, Arafat, Perez, Kohl et Thatcher... Avoir suivi leurs conférences de presse signifie-t-il que nous avons adhéré à leurs partis politiques ? »

Nous lui rappelâmes qu'à la suite des agressions perpétrées un an auparavant contre les Kurdes par des jeunes instrumentalisés par l'ambassade de Turquie à Bruxelles et par les associations intégristes et d'extrême droite nationaliste manipulées par celle-ci, nous avions signalé aux autorités belges, avec les associations kurdes, arméniennes et assyriennes, qu'il convenait d'être vigilant. Et nous avons posé cette question :

- Qu'est-ce qui est subversif : ces agressions, ou les activités d'intégration destinées à favoriser le vivre ensemble que nous menons ?

Cette réponse adressée au président de la Commission des Naturalisations, nous la distribuâmes avec ses annexes à tous les membres du gouvernement belge, aux présidents des partis politiques et aux présidents des groupes de parti au parlement. La plupart nous adressèrent des messages de félicitations et de soutien pour nos activités en Belgique.

Nous étions à la veille des vacances parlementaires dans la perspective des élections législatives prochaines. A la suite de la réponse que nous avons fournie, la Chambre mis notre demande de naturalisation aux voix lors de la session du 3 avril 1995 sans exiger un nouveau rapport du ministère de la Justice. La proposition fut adoptée.

Une fois de plus, l'Etat turc avait été vaincu.

La délivrance d'une carte d'identité après la parution au Moniteur belge de notre naturalisation allait prendre encore un certain temps pour des raisons techniques. Mais les cartes d'électeur établies à nos noms arrivèrent des semaines avant nos cartes d'identités, la participation au scrutin étant obligatoire en Belgique.

J'avais activement participé des années durant au combat pour reconnaître aux citoyens de nationalité étrangère le droit d'élire et d'être élu au moins aux élections communales.

Ce droit n'avait pas encore été reconnu, mais comme notre mère-patrie avait fait de nous des "apatrides", nous avions désormais le droit de vote non seulement aux élections communales, mais aussi aux élections régionales, législatives, et du Parlement européen.

Nous fîmes pour la première fois usage de notre droit de vote aux élections du 25 juin 1995.

Ankara 02/12/1995

Döğen bey,

Son telefon görüşmesinde nice onbeg güne kadar bir sonuç alamadığımızı tahmin ediyordum, çünkü bir parti seçilmişti ancak o zaman "Bize Yılmaz" diye yazmıştı. Ama bir süre sonra görüşme olacağını biliyorduk. Hikmet beyin yagan yurt dışı temsilcileri ve mektubun içeriği hakkında yazılmış olan mektupları okuduktan sonra bu durumun anahtar noktasına ulaştık. Mektubun bir fotokopisini de İbrahimine verdim. Genel müdürlüğe yazdığımız mektupla ilgili olarak mektubun bakan tarafından okunmasını sağladığımızı söylemişimdir. Ama bugüne kadar bir sonuç alamadık. Dün gece kendisiyle görüştüm, bu ara Ankara dışındaki olguların yeni olduğunu, bununla ilgili olarak yazdığımız mektupların henüz okunmadığını öğrendim. Bu gün de ben dışarıdan dışarıya Bakanın özel kalem müdürü sayın Fuat Başkan'la görüştüm. Bakanla görüşmemiz istediğimiz bilgilere, telefon numaraları vererek randevu istedik. Üstelik özel kalem randevu bekliyoruz.

Bu kimselerle nice bir görüşme yaptık ve her iki konuyla ilgili bilgi vererek işin yavaşla. Yeni bir görüşme olacağına ilişkin bilgi verdim. Randevu istedik, Hikmet beye ilgili liste henüz randevu vermediğini bildirdim.

Özellikle dışarıdan haber olursanız, her yolla. Buna karşın yine de umudumuz kırılmıyor.

Siz ve İncel hakkında saygı ve sevgiler gönderir, yeni yılın güzel günleri geçirmenizi dilerim.

Halit Çelenk

Claude EERDEKENS
Président du Groupe P.S.
Rue de Louvain, 11,
1000 BRUXELLES

Andenne, le 17 janvier 1995.

M. et Mme ÖZGÜDEN -
TUGSAVUL
Square Ch. M. Wier, 13/2,
1040 BRUXELLES

Monsieur,
Monieur,

Étant suite à votre courrier du 9 janvier 1995, je dois vous expliquer que la proposition de rattachement de votre dossier n'a pas été adoptée par la Chambre des Représentants en sa séance plénière du 11 janvier dernier.

Sur ma demande, il a été convenu de renvoyer ce dossier devant la Commission des Naturalisations.

La décision initiale de rejet n'estelle essentiellement du rapport établi par le Service de l'Etat émissaire dans votre chef d'activités de type subversif.

Selon la Sûreté de l'Etat, il vous est reproché de participer depuis 1986 à des réunions du P.K.K. dont les activités terroristes sont bien connues.

Vous serait-il possible à ce propos de me donner de plus amples précisions ?

Sur base des renseignements que vous pourriez me communiquer, je ne suis nullement opposé à ce qu'un rapport complémentaire puisse être sollicité de la part du Ministère de la Justice.

Dans l'attente de vos nouvelles, je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments de parfaite considération.

Claude EERDEKENS,
Député-Bourgeois,
Président de la Commission des Naturalisations
à la Chambre des Représentants.

à gauche: Une lettre de l'avocat Halit Çelenk qui nous a soutenu avec un dévouement sans faille dans notre affaire de nationalité.

à droite: Lettre de Claude Eerdeken, président de la Commission des Naturalisations à la Chambre des Représentants, expliquant sous quel prétexte notre demande de naturalisation avait été refusée.



Les diasporas anatoliennes

Comme je l'ai évoqué plus haut, nos relations durant nos années d'exil ne se limitèrent pas seulement à des militants de divers mouvements de gauche, mais furent aussi les membres des diasporas en provenance d'Anatolie, avec qui nous entretenions des liens étroits de solidarité et de communauté d'action.

Ces relations étaient certes politiques mais autant, si pas plus, un poème symphonique chantant le respect indiscriminé des autres ainsi que l'unité des exilés, ressentant au plus profond des cœurs et des esprits une chaleureuse affection l'un envers l'autre.

Nous étions d'ailleurs en étroite relation et coalition avec nos amis kurdes depuis les années 70.

L'installation de plus en plus nombreuse dans le quartier où se situaient nos ateliers d'immigrés assyro-chaldéens et arméniens ouvrit de nouveaux horizons à la fois dans nos tâches quotidiennes et dans nos relations privées.

L'immigration arménienne en Belgique avait d'ailleurs débuté dès après le génocide de 1915. En 70 ans, cette communauté était parfaitement intégrée à la société belge, où elle était active et remarquée dans la vie sociale, professionnelle et politique.

Vers la moitié des années 70, les nouveaux membres de la communauté étaient davantage originaires de l'Anatolie du sud-est. Des jeunes avaient milité dans le mouvement initié par Ibrahim Kaypakkaya dont Hrant Dink avait été un temps militant actif et dont Nubar Yalim avait lâchement été assassiné par les services secrets turcs le 5 novembre 1982 à Utrecht. Il apparut selon certaines déclarations faites après l'affaire de Susurluk que cet assassinat avait été commis par Abdullah Çatlı, qui avait pris une part active à la campagne de terreur organisée ces années-là par l'Etat turc contre les Arméniens en Europe.

Nous avons collaboré pour la première fois avec *l'Association des Arméniens démocrates de Belgique* fondée par Bogos Ökmen,





à l'occasion d'une soirée organisée en 1985 contre le fascisme du 12 septembre.

Un des premiers élèves des *Ateliers du Soleil*, Nubar Şerbetçiyan était devenu une des chevilles ouvrières de la nouvelle génération de la diaspora arménienne sur le plan socioculturel.

Nous avions noué des liens d'amitié avec la famille de Nubar. Antranik, le père, était un virtuose du *cümbüş* (sorte de banjo). Lorsque les parents d'İnci venaient nous rendre visite, le duo formé par Burhan et Antranik nous donnait d'inoubliables concerts de musique à la turque.

Bir tatlı huzur almaya geldim Kalamış'tan... /Je suis venu chercher un doux repos à Kalamış...

Impossible aussi d'oublier les Yağan, nos voisins arméniens. La famille Yağan formait une sorte de tribu arménienne dont une partie s'était installée dans le quartier nord-est de Bruxelles comme nous, et l'autre partie à Marseille, dans le sud de la France.

Les adultes comme les jeunes de la famille avaient suivi les cours de langue et d'intégration des *Ateliers du Soleil*. Les enfants, qui bénéficiaient de l'aide de l'école des devoirs, nous régalerent de chants et danses arméniens lors de nos représentations destinées à refléter la mosaïque culturelle anatolienne.

Tous les membres de la famille Yağan, à commencer par Seyfi, étaient particulièrement doués, et réussissaient fort bien dans les affaires. Ils excellaient dans la peausserie, la couture ou la joaillerie.

Mülük, un autre Yağan, était quasi un *muhtar* (ancien de quartier). Comme il ressemblait beaucoup physiquement à Abdullah Öcalan, je l'appelais "Apo" par plaisanterie.

Ayant énormément de travail aux ateliers, je n'avais pas eu le temps d'aller me faire couper les cheveux. Cette tâche incombait en général à İnci, qui la faisait fort bien. Comme elle avait aussi beaucoup à faire, ma chevelure était devenue broussailleuse. Un beau jour, Mülük survient et me dit :

- Je vais te faire une belle coupe.

J'acceptai en dépit des protestations d'İnci. Le résultat fut éfarant : des nids et des canaux ornaient mon chef...

Je devais me rendre à une réunion très importante, et je suppliai İnci de remédier à la catastrophe. Elle était en colère, et refusa. « Débrouille-toi tout seul ! », me dit-elle. Je devais donc me trouver un coiffeur au plus vite.

Cette "affaire du coiffeur" me permit de faire la connaissance d'un autre ami au sein de la communauté assyrienne, dont je connaissais Davut Kakız.

Un journaliste belge avait, dans les années 90, effectué un reportage sur les minorités de Turquie. Il avait consulté Derwich



Ferho et Pervine Cemil, de *l'Institut kurde de Bruxelles*, pour les Kurdes, de même que Bogos Ökmen et Bogos Yalman, de *l'Association des Arméniens démocrates de Belgique*, pour les Arméniens.

Evoquant les Assyriens, il me dit :

- Vous savez sans doute qu'un peu plus bas que vos locaux se trouve un jeune assyrien qui a une boutique de barbier-coiffeur. Il m'a renseigné sur la communauté assyro-chaldéenne et m'a donné beaucoup de documentation.

Nos locaux se situant en plein quartier assyro-chaldéen, nous connaissions fort bien la communauté, mais je ne connaissais pas encore le coiffeur. Il devait s'être installé récemment.

Je me rendis donc chez Nail quelques jours plus tard. Pendant la coupe, nous engageâmes la conversation et parlâmes de politique comme on le fait chez le coiffeur. Ce fut le début de notre longue amitié de même que de notre lutte commune. Celle-ci se développa jusqu'à la coopération organisationnelle après la création du *Centre culturel Mésopotamie*.

Comme bien des membres d'une minorité originaire de Turquie, il portait un nom turc. Peu de temps après, il fit changer son nom de Nail Ok en Nahro Beth Kinne.

Les Arméniens et les Assyriens de Turquie, et en particulier du sud-est du pays, étaient inscrits à la population sous des noms turcs ou musulmans. La date de naissance officielle pour la Belgique d'une partie d'entre eux était le 1^{er} janvier, qu'ils n'aient pas été inscrits à leur naissance, ou que leur date de naissance soit indéterminée.

L'attribution d'un prénom traditionnel à un enfant né en Belgique dans une famille kurde, arménienne ou assyro-chaldéenne était toujours un problème.

L'ambassade de Turquie avait transmis aux communes une liste des prénoms qui pouvaient être donnés aux nouveau-nés.

La famille kurde, assyrienne ou arménienne qui allait faire inscrire l'enfant ne retrouvait pas dans la liste le prénom qu'elle voulait donner, et l'inscription était refusée.

Un autre problème survenait quand il était mentionné "turque" pour l'origine sur les cartes des immigrés faisant partie des minorités en provenance de Turquie. Les Kurdes voulaient qu'il soit mentionné "kurde", les Arméniens, "arménienne", les Assyriens, "assyrienne". Les communes s'en tenaient à "turque".

Ce problème se régla tout seul, avec le temps, la grande majorité des intéressés étant réfugiés politiques et ayant acquis la nationalité belge un certain temps après.

Nous établîmes la réalité de la diversité ethnique de l'immigration en provenance de Turquie par un travail académique pu-



blié en 1992. L'ouvrage "Turcs de Belgique" élaboré par Ural et Altay Manço ainsi qu'un certain nombre de chercheurs et d'auteurs, informait le public sur les immigrés non seulement turcs, mais aussi kurdes, arméniens et assyriens. Ceci était une réfutation scientifique de la thèse soutenue par l'ambassade de Turquie que tout individu venant de Turquie est turc.

*

Les élèves d'origines diverses des *Ateliers du Soleil* révélaient la richesse culturelle de l'Anatolie à l'occasion des activités culturelles organisées par les Ateliers dans ses propres locaux ou dans les écoles avoisinantes. En 1984, les chants et danses turcs, kurdes, arméniens et assyriens avaient été présentés dans un seul spectacle qui s'était produit d'abord au Botanique et ensuite dans les écoles 9 et 19.

Mais la première soirée turco-kurde fut organisée à l'Espace Senghor –un centre culturel qui avait pris le nom de l'écrivain et homme d'Etat sénégalais Léopold Sédar Senghor– le 3 avril 1992, comme une réponse aux agressions croissantes des fascistes turcs contre les Kurdes.

En solistes, nous eûmes Kubat, qui venait de terminer le Conservatoire de musique et qui n'avait pas encore la célébrité qu'il a maintenant, de même que son frère. Kubat eu un grand succès. C'est à présent un des grands noms de la musique populaire traditionnelle en Turquie.

Un mois après les soirées turco-kurdes, nous organisâmes le 4 mai 1992 en collaboration avec *le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie (MRAX)*, *l'Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB)*, *le Centre Communautaire Laïc Juif (CCLJ)* et *la Ligue des Droits de l'Homme (LDDH)*, à l'Université Libre de Bruxelles (ULB), une conférence à l'occasion de la commémoration du 500^{ème} anniversaire de l'expulsion des Juifs d'Espagne, qui permit de faire connaître une autre composante de la mosaïque turque.

Le lendemain, l'ensemble de musique séfarade de Jak et Janet Esim donnèrent un splendide concert au Passage 44. Bülent Ortaçgil, Erkan Oğur, Nezih Yeşilmil et Birol Ağırbaş faisaient partie du spectacle.

L'Etat turc, qui s'efforçait de dissimuler tous les crimes contre l'humanité commis à l'encontre des minorités en Turquie, et notamment le génocide arménien qui était de plus en plus évoqué à l'époque, exploitant le fait que les Juifs chassés d'Espagne 500 ans auparavant se soient réfugiés dans l'Etat ottoman, organisait de-



puis des mois dans de nombreux pays, y compris la Belgique, de prestigieuses manifestations avec l'appui du lobby juif américain et de l'Etat d'Israël.

La communauté juive de Belgique, en ce compris une grande partie des progressistes, ignorait ou préférait ignorer les pressions exercées dans un proche passé sur les Juifs en Turquie, au même titre que sur les autres minorités. Les interventions qui eurent lieu lors de cette conférence de même que les articles qui furent publiés à cette occasion dans la presse juive, surtout progressiste et laïque, aidèrent à éclairer le public sur cette réalité.

Au moment même où il s'efforçait de camoufler les crimes du passé par des manifestations de prestige, l'Etat turc continuait à perpétrer les mêmes crimes en cette fin du XXème siècle, certes avec des moyens plus sophistiqués.

Après la mort d'Özal, qui avait donné des signes d'ouverture dans la question kurde, Tansu Çiller, la Première ministre désignée par Süleyman Demirel qui avait accédé à la présidence de la république, ainsi que Doğan Güreş, le Commandant en chef de l'état-major général, anéantirent tous les espoirs de paix, et entamèrent une guerre d'extermination du peuple kurde.

Cette radicalisation ne manqua pas d'avoir des effets en Europe. Les missions diplomatiques turques excitaient, par le truchement des éditions Europe des journaux turcs, les immigrants turcs contre les Kurdes.

Lorsqu'un groupe kurde qui était parti d'Allemagne pour une marche pour la liberté arriva à Bruxelles, ce qui devait arriver arriva. Les jeunes Turcs dont le cerveau avait été dûment lavé, s'attaquèrent aux manifestants kurdes, démontrant la dimension inquiétante prise par le sentiment ultra-nationaliste encouragé au sein de la communauté.

La rumeur mensongère avait couru que les manifestants kurdes avaient brûlé un drapeau turc. Sur ce, des centaines de jeunes faisant le signe des Loups gris attaquèrent les locaux des associations kurdes et les bureaux des entrepreneurs kurdes aux cris de « Saint-Josse est un quartier turc ! », « Pas de place pour les Kurdes ici ! » ou « A bas le PKK ! »

Louis Tobback, le ministre de l'Intérieur déclara lui-même que les agressions avaient été orchestrées par les organisations turques d'extrême droite.

Le bourgmestre socialiste de Saint-Josse, Guy Cudell, exprima son inquiétude face au péril engendré par ce nationalisme exacerbé.

Ceci fut suivi par la visite de Tansu Çiller à Bruxelles à l'occasion d'une réunion de l'OTAN le 10 janvier 1994. Elle se rendit en visite dans une mosquée des quartiers turcs et prononça des dis-

cours provocateurs. En même temps, elle recevait dans sa suite à l'hôtel Hilton des représentants des associations turques d'extrême droite et accusait les autorités belges de soutenir le terrorisme.

Le 17 janvier 1994, le journal *Le Soir* publiait mon article critique à l'égard de cette visite, où j'avertissais l'opinion publique belge en ces termes :

« Les émeutes de St-Josse, suivies d'une visite médiatisée de Mme Ciller, Premier ministre turc, ont suscité un vif intérêt, dans l'opinion belge comme en Turquie. Alors que les médias belges reflétaient les événements selon les règles déontologiques, les médias turcs, à l'exception de quelques journaux d'opposition, ont réagi comme le porte-parole des politiques chauvinistes et belliqueuses des dirigeants d'Ankara et des milieux d'extrême droite.

« La "une" de ces journaux est pleine d'injures, de calomnies et de provocations, non seulement contre les Kurdes, mais aussi contre les dirigeants belges qui ne se soumettent pas aux pressions et chantages d'Ankara. Ces journaux, ainsi que les six télévisions turques captées en Belgique par les antennes paraboliques, se sont ainsi mobilisés pour attiser la haine envers les Kurdes.

« Quant au Premier ministre Mme Çiller elle-même, avec ses démarches d'étendre le régime d'exception en vigueur dans le Kurdistan turc à un pays européen composé de communautés différentes, elle a bien dévoilé ses intentions répressives dissimulées derrière son image de femme moderne.

« La communauté en provenance de Turquie en Belgique se compose non seulement de Turcs sunnites, mais également de Turcs alévis, de Kurdes ainsi que d'Arméniens et d'Assyriens chrétiens. Tout en ignorant son rôle de Premier ministre d'un État laïc, Mme Çiller a choisi une mosquée turque de la chaussée de Haecht pour contacter les ressortissants de Turquie. Ainsi, elle a donné le coup de grâce à la cohabitation harmonieuse dans le microcosme anatolien de Saint-Josse et de Schaerbeek. »

A la suite des événements de Saint-Josse et des propos de Çiller, les quatre organisations démocrates émanant de Turquie (*Info-Türk, l'Institut kurde de Bruxelles, l'Association des Arméniens démocrates et le Centre culturel Mésopotamie*) ont publié un communiqué conjoint pour protester contre l'attitude des dirigeants turcs et recommander aux autorités belges d'être vigilantes à l'égard de ces développements qui étaient susceptibles de s'aggraver, et de prendre les mesures qui s'imposaient.

En dépit de quoi les autorités belges se plièrent aux exigences de la Turquie soutenue par l'OTAN, durcissant le ton vis-à-vis des Kurdes et assouplissant leur attitude vis-à-vis des fascistes turcs.

Comme pour fêter les agressions commises à l'encontre des

Kurdes à Saint-Josse, le 1^{er} février 1994, le leader du MHP, Türkeş, organisa une réunion des Loups gris à l'hôtel Sheraton sis dans la même commune. Le bourgmestre Cudell préféra faire taire les inquiétudes qu'il avait exprimées quelques semaines auparavant, et autorisa cette manifestation.

Dans la foulée, une réponse négative fut réservée à la demande adressée à la même commune pour organiser dans le même hôtel une conférence internationale sur la question kurde pour les 12 et 13 mars 1994.

Cette interdiction était scandaleuse à plus d'un titre. Comment se faisait-il que les autorités belges, opérant un virage à 180° dans un laps de temps de deux mois, toléraient la réunion en plein centre-ville des agresseurs fascistes turcs, et empêchaient les Kurdes agressés de se réunir au même endroit ?

La raison en était claire : le ministre belge socialiste des Affaires étrangères Willy Claes allait se rendre en Turquie fin mars 1994 pour y négocier le développement des relations militaires et commerciales bilatérales.

Willy Claes, qui était un des plus ardents féaux des politiques va-t-en-guerre américaines, serait bientôt récompensé en étant amené, avec le soutien de la Turquie, au poste de secrétaire général de l'OTAN.

C'est ce qu'il arrivera par la suite au Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen après les concessions faites en ce qui concernait *Roj TV*, toujours avec l'appui d'Ankara...

La conférence qui n'avait pas pu se tenir au centre de Bruxelles aux dates prévues eut lieu dans les salles d'un hôtel proche de l'aéroport international de Zaventem, avec la participation de personnalités de Turquie et d'autres pays. Les invités venant de l'étranger séjournaient dans le même établissement.

Juste avant l'ouverture de la conférence eut lieu une rencontre réjouissante dans la salle où se prenait le petit-déjeuner : Vedat Türkali, infatigable militant du mouvement communiste, plume prolifique de la littérature et du cinéma turc, figurait parmi les participants. Les critiques de certaines figures du mouvement communiste dans son dernier ouvrage *Tek Kişilik Ölüm* avaient provoqué la polémique.

Nous prenions le petit-déjeuner à la même table lorsque je vis entrer Mihri Belli. Je dis à Türkali : « Je vais l'inviter à notre table », et me levait pour ce faire. Türkali ne parut pas enthousiaste, sans doute parce qu'il ne souhaitait pas qu'une querelle éclate à cause de son livre. J'insistai. « J'aime bien Mihri, allez, vas-y... » dit-il.

Mihri Belli fut content de me voir, nous nous fîmes une accolade chaleureuse. « Mais il y a ici d'autres personnes que vous



serez heureux de voir », dis-je, désignant İnci et Türkali un peu plus loin.

Voyant İnci, il se dirigea vers notre table, mais constatant la présence de Türkali, il s'arrêta net. « Je ne peux pas parler avec l'auteur de ce livre », me dit-il.

J'insistai : « Nous sommes là pour soutenir la juste cause du peuple kurde. Vous êtes deux vieux compagnons de lutte, deux vieux camarades ne peuvent pas ne pas se parler. »

Il sourit et dit : « Bon, puisqu'il en est ainsi... », et se dirigea à nouveau vers la table...

Avoir permis les retrouvailles de deux personnalités d'élite, leur réconciliation et le renforcement de leur amitié ancienne reste un des grands moments de ma vie en exil.

*

La diaspora kurde en Europe se remobilisa après l'arrestation de députés kurdes et la dissolution du Parti de la Démocratie (*Demokrasi Partisi* - DEP).

Le président du DEP, Yaşar Kaya, et les députés du parti Remzi Kartal, Zübeyir Aydar, Nizamettin Toğuş, Ali Yiğit et Mahmut Kılınç étaient désormais réfugiés politiques en Europe. Ils lancèrent dès leur arrivée une campagne de soutien au DEP.

Yaşar Kaya était de notre génération, et nous le connaissions de Turquie. C'était également un collègue. Il avait été le propriétaire du journal *Özgür Gündem*, fermé à de nombreuses reprises, et dont les collaborateurs avaient été assassinés l'un après l'autre. Il figurait en deuxième place dans la liste des « hommes d'affaires kurdes à abattre » établie par Çiller.

J'avais suivi le combat mené par les autres députés en Turquie. Avant d'arriver en Europe, il s'agissait de défenseurs distingués des droits de l'homme auxquels s'adressaient les délégations européennes qui se rendaient en Turquie. Aydar, par exemple, était dirigeant de l'*Association des Droits de l'Homme* à Siirt dans les années 80. L'enregistrement de l'interview qu'il avait accordée à une télévision européenne à ce titre se trouvait dans les archives d'*Info-Türk*.

Nizamettin Toğuş avait échappé, grièvement blessé, à l'attaque dont avait été victime le député du DEP Mehmet Sincar un an auparavant.

Nous avions publié un mois plus tôt la réponse donnée par Remzi Kartal au Commandant en chef de l'état-major général Doğan Güreş qui proférait à nouveau des menaces contre le peuple kurde.





Parallèlement à notre fraternité dans la lutte contre le régime d'Ankara, des liens d'amitié se développèrent entre nous au cours des années.

Le 8 décembre 1994, les députés du DEP qui avaient été arrêtés : Hatip Dicle, Orhan Doğan, Ahmet Türk, Leyla Zana, Selim Sadak, Sedat Yurtaş, Mahmut Alık et Sırrı Sakık furent condamnés à de lourdes pertes de prison.

Le journal *Özgür Ülke* fut incendié à l'incitation de Tansu Çiller, et ainsi muselé.

Alors que chaque jour parvenaient d'atroces nouvelles de Turquie, une autre mauvaise surprise se profila côté belge. La Belgique organisait chaque année, sous le nom d'*Europalia*, des festivités destinées à faire connaître la richesse culturelle d'un pays d'Europe. Des millions étaient consacrés à cette prestigieuse organisation. Le pays hôte d'*Europalia '96* allait être la Turquie.

Or, un des critères principaux de la participation d'un pays à ces festivités était le respect des droits de l'homme. De fait, la Grèce, l'Espagne et le Portugal n'avaient pas été invités dans ce cadre, malgré leur insistance, tant qu'ils se trouvaient sous une dictature fasciste.

La Fondation *Europalia*, sourde aux protestations des organisations démocratiques, élit la Turquie comme "pays invité" des festivités de 1996 en se fondant sur les promesses souventes fois réitérées par Ankara, de « démocratisation ».

Les journaux turcs avaient annoncé ce choix discutable par des titres enthousiastes : « La Belgique va nous faire connaître à l'Europe », « Opportunité historique », « Le drapeau turc flottera dans le ciel de Bruxelles », « Une chance européenne pour la Turquie ! ».

Selon les termes d'une loi adoptée spécialement à cet effet le 22 septembre 1994 par la Grande Assemblée Nationale de Turquie, *Europalia '96* allait être organisée comme une « opération de propagande politique ». La loi qualifiait le festival « d'événement comportant des activités politiques, économiques, commerciales, culturelles, sociales et touristiques ».

L'organisation du festival fut confiée à un conseil national composé de représentants des ministères des Affaires étrangères, des Finances, de la Culture et du Tourisme, sous la présidence d'un ministre d'Etat. Aucun représentant d'aucune minorité dans ce conseil. Bülent Eczacıbaşı, bombardé commissaire turc d'*Europalia*, dépendait entièrement de ce conseil. Quelle que fut sa bonne volonté, il ne pouvait rien faire d'autre que de servir cette opération diplomatique du gouvernement turc.

Le ministère turc des Affaires étrangères organisa plusieurs réunions avec les hommes d'affaires turcs pour les encourager à





délier leur bourse au maximum pour séduire l'Europe à Bruxelles en 1996. *Europalia '96* était devenu un instrument de la diplomatie turque au service de la terreur d'Etat.

Dans *Le Soir* du 23 décembre 1994, sous le titre « *Europalia '96* : festivités de la honte », je résumais les réactions manifestées en Europe et dans le monde à l'encontre du régime d'Ankara et mettais l'opinion publique belge en garde en ces termes :

« La condamnation de huit députés kurdes par la Cour de sûreté de l'État d'Ankara a suscité, dans toutes les parties du monde, une avalanche de critiques et la réprobation qu'elle mérite. Il s'agit d'un camouflet aux organisations humanitaires et à plusieurs leaders européens choqués par l'arrestation des élus d'une nation.

« Ce jugement scandaleux suit la dévastation, juste à la veille du sommet de la CSCE, des bureaux du quotidien *Özgür Ülke* que les autorités turques n'ont pas réussi à museler par l'arrestation, la condamnation et l'assassinat de ses journalistes.

« Déjà, depuis des mois, l'armée turque mettait le feu à des villages kurdes sous prétexte d'anéantir les sources logistiques de la guérilla kurde.

« Depuis des années, la Turquie est le seul pays membre du Conseil de l'Europe où plus d'une centaine de journalistes, écrivains, académiciens et artistes paient dans les prisons le prix de leur courage et de leur résistance à l'oppression d'un tiers de la population de leur pays.

« Après huit ans de laxisme et de tolérance, le Parlement européen a suspendu carrément toutes ses relations avec le Parlement turc en signe de protestation contre l'arrestation des députés kurdes. Et le Conseil de l'Europe a averti la Turquie qu'elle pourrait être exclue si ces députés kurdes n'étaient pas relâchés. (...)

« Après la condamnation des députés kurdes, le ministre belge des Affaires étrangères, Frank Vandebroeck, comme plusieurs de ses collègues européens, n'a pas tardé à qualifier d'inadmissibles les pratiques répressives en Turquie.

« De plus, la discussion d'un accord d'union douanière avec la Turquie, considérée par Ankara comme étape décisive vers l'intégration à l'Union européenne, a fait l'objet de contestations et de restrictions de la part du Parlement européen: les ministres des Affaires étrangères ont mis le dossier au frigo, au moins jusqu'au printemps.

« Il est réjouissant que des milieux européens aient ainsi réagi à la dictature militaro-parlementaire du Premier ministre Tansu Çiller qui avait personnellement provoqué l'arrestation des députés kurdes et la levée de leur immunité parlementaire. Toutefois, l'Europe et, particulièrement la Belgique, se trouvent maintenant



confrontées à un autre test pour prouver leur sincérité vis-à-vis de l'hypocrisie d'Ankara.

« La Turquie est, depuis le 1er février 1994, le pays choisi pour l'*Europalia '96*. Malgré plusieurs appels lancés par des organisations démocratiques et humanitaires, la Fondation Europalia a, avec la signature du pré-accord le 31 janvier 1994, à Ankara, invité ce plus mauvais élève de la démocratie européenne à l'*Europalia* prochain. (...) Comment la Belgique accueillera-t-elle les dirigeants d'un tel pays aux festivités de 1996 alors que des hommes de culture et de science, kurdes ou turcs, sont toujours la cible principale de la terreur d'État?

« Alors que le sociologue Ismail Besikci, qui est turc, purge des peines de prison totalisant plus de soixante ans et risque encore une centaine d'années supplémentaires aux procès pendants pour ses écrits défendant l'identité et la culture kurdes, comment la Belgique recevra-t-elle ses geôliers?

« Qui plus est, alors que l'Anatolie est le berceau de plusieurs civilisations, comment l'*Europalia '96* pourra-t-il faire la propagande d'un régime qui détruit systématiquement tous les vestiges de ces civilisations?

« Car, avant l'arrivée des Turcs en Anatolie, en 1071, les Kurdes, les Grecs, les Arméniens et les Assyriens étaient déjà là. Si l'on parle de la splendeur et de la richesse des valeurs culturelles et artistiques de l'Anatolie, il faut admettre qu'elles sont également l'œuvre de tous ces peuples autochtones.

« Or, ces peuples et leurs valeurs artistiques, culturelles et religieuses sont systématiquement anéantis par le régime d'Ankara. Il ne reste, à l'heure actuelle, que quelques dizaines de milliers d'Arméniens, Assyriens et Grecs en Turquie. Leurs derniers refuges culturels et religieux ne sont-ils pas menacés de destruction? Quant aux Kurdes, leurs villages, leurs terres natales sont en flammes sous l'assaut du chauvinisme déchaîné de l'armée turque et de l'extrême droite.

« Comment le roi des Belges et les dirigeants fédéraux, communautaires ou régionaux pourront-ils « embrasser » les représentants d'un tel régime sous prétexte de faire connaître la richesse culturelle d'Anatolie?

« C'est la Belgique qui nous fera connaître à l'Europe », « Une occasion historique », « Les drapeaux turcs à Bruxelles », « Une chance européenne pour la Turquie ! » C'est avec ces titres-là que les journaux turcs pro-gouvernementaux annonçaient la décision controversée pour l'*Europalia '96*.

« Avant et après la signature de l'accord, le ministère turc des Affaires étrangères a rassemblé maintes fois des hommes d'affaires

turcs et les a appelés à apporter le plus large financement possible afin de séduire l'Europe en 1996 à Bruxelles. Europalia '96 est déjà un cheval de bataille pour une diplomatie à la solde du terrorisme d'État.

« La Belgique ne le savait-elle pas ou ne le prévoyait-elle pas? (...)

« Toutefois, malgré cette décision maladroite, surtout après la condamnation des députés kurdes, n'est-il pas pensable de renoncer tout simplement à l'Europalia-Turquie, de le reporter à une date ultérieure – celle où la Turquie fera la preuve de sa maturité démocratique et n'emprisonnera plus ses hommes et femmes de culture et de science, celle où tous les peuples créateurs de la splendeur culturelle d'Anatolie, Arméniens, Assyriens, Grecs et Kurdes, ainsi que les Turcs attachés aux valeurs démocratiques européennes, ne subiront plus la terreur d'État.

« Cela nous paraît indispensable pour que l'Europalia '96 ne risque pas de se transformer en festivités de la honte pour l'Europe. »

Sur ce, les cercles démocrates belges entreprirent de faire pression sur la Fondation Europalia et les autorités pour faire annuler le festival.

Le président de la Fondation, Jean Godeaux, et le commissaire général Marcel van de Kerckhove répondirent à ma Carte blanche dans *Le Soir* du 27 décembre 1994. Ils disaient qu'eux aussi étaient opposés à la condamnation des députés kurdes, et soulignaient le risque de récupération politique. Ils poursuivaient avec ce propos démagogique : « ... nous ne prenons pas le parti de Créon contre Antigone... Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des peuples. »

Je les avais pourtant informés quelques jours après la parution de ma carte blanche qu'une action en justice avait été intentée contre des écrivains aussi importants que Yaşar Kemal et Aziz Nesin, et qu'Ayşe Nur Zarakolu avait été condamnée pour sa part à deux ans de prison pour son livre "Le tabou arménien".

Pour les organisateurs d'Europalia, les comptes matériels primaient sur les libertés. 25 des 40 millions de dollars du budget du festival étant assumés par l'Etat turc, il était parfaitement possible de prendre le parti de Créon.

Les répliques les plus minables dans la polémique suscitée par mon article venaient, comme d'habitude, de l'ambassade de Turquie.

Le conseiller de presse de l'ambassade faisait paraître dans *Le Soir* du 30 décembre 1994 une Carte blanche dans laquelle il reprenait inlassablement les thèses officielles et s'efforçait de me

faire passer pour un thuriféraire du terrorisme en disant : « M. Özgüden veille avec un soin suspect à ne pas aborder le véritable problème auquel la Turquie se trouve actuellement confrontée : l'action terroriste du PKK... Ce n'est pas en tirant à boulets rouges sur la Turquie que l'on arrivera à annihiler son importance ni à la faire disparaître de la carte. »

Une autre réponse injurieuse et diffamante publiée dans *Le Soir* du 10 janvier 1995 était due à la plume d'un journaliste du quotidien *Hürriyet*, fidèle serviteur de l'ambassade. Pour comprendre le niveau de cet article qui nous accusait simplement de défendre les droits des Kurdes, des Arméniens et des Assyriens, il suffit d'en citer cette phrase : « Si monsieur İsmail Beşikçi est condamné malgré l'existence de maints hommes et femmes de lettres en paix, c'est sa faute à lui. »

Ces attaques indigentes renforçaient la détermination des Belges qui s'opposaient à ce festival. Suite aux pressions exercées par les milieux démocratiques, la partie belge suspendit *Europalia '96* en avançant des difficultés de financement.

Alors que la polémique sur *Europalia '96* faisait rage, Willy Fautré, dirigeant de Droits de l'Homme sans Frontières, lança l'idée d'un travail collectif destiné à faire connaître les minorités présentes en Turquie et à défendre les droits de celles-ci. Nous participâmes à ce travail en collaboration avec les organisations kurdes, arméniennes et assyriennes de Bruxelles.

Le rapport qui en résultait fut présenté au public lors d'une conférence de presse présidée par le sénateur belge Willy Kuijpers le 22 mars 1995. J'y signalais que l'Anatolie avait été le berceau de nombreuses civilisations, qu'elle constituait une mosaïque de peuples, que la répression y sévissait non pas seulement contre les minorités ethniques et religieuses, mais aussi contre toutes les forces démocratiques, et que l'État turc n'avait pas sa place en Europe tant que leurs droits et libertés n'étaient pas reconnus aux minorités.

La publication de ce rapport conjuguée à l'interruption de l'organisation d'*Europalia* indisposa le lobby turc au dernier degré.

Le journal *Hürriyet*, porte-parole de ce lobby, publia le 29 mars 1995 un article insultant et provocateur dans lequel il affirmait que le festival *Europalia '96* avait été suspendu à cause de nous.

« La situation a également été l'œuvre d'un couple de réfugiés minables qui vit en Belgique depuis un quart de siècle et qui s'est donné pour tâche de colporter des nouvelles contre son pays. Ce couple détraqué qui s'est fixé pour mission de dénigrer la patrie, qui ne met pas le pied dans notre pays, et qui gère la feuille de chou appelée *Info-Türk* avec un argent dont on ne connaît pas la source, a vraiment fait tout ce qu'il était possible pour qu'*Europalia* n'ait



pas lieu. Et pour couronner le tout, il prétend l'avoir fait au nom de la démocratie et des droits de l'homme », disait l'article.

Les espoirs placés par le lobby turc en Europalia reflourirent avec la signature de l'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie. Sous l'effet de cet accord, la partie belge fit un nouveau geste et annonça que le festival n'avait été que reporté, et qu'il aurait lieu en 1997 au lieu de 1996.

La partie turque n'ayant pas rempli les obligations qui lui incombaient dans les délais prévus, la Fondation Europalia publia le 17 juillet une déclaration officielle suivant laquelle le festival Europalia Turquie ne pourrait pas avoir lieu en 1997 non plus, et qu'il était reporté à une date ultérieure non précisée.

Cette décision porta un nouveau coup au lobby turc.

Après quoi la diplomatie et le lobby turcs s'acharnèrent encore plus sur İnci et moi, saisissant chaque occasion de monter les immigrés turcs contre nous.

Nous reçûmes une flopée de coups de téléphones de menace.

*

Entre-temps, il se produisit dans la diaspora kurde un événement que je pourrais qualifier de "miraculeux". Une chaîne de télévision qui allait se faire le relais des problèmes du peuple kurde et de sa juste cause allait s'installer à Bruxelles pour s'adresser non seulement au monde kurde, mais aussi à l'opinion publique turque. Il s'agissait de Med TV, pionnière des chaînes kurdes, initiatrice de Roj TV qui avait fait l'objet de pressions et de polémiques diplomatiques et politiques internationales.

Les premières émissions de Med TV se préparaient dans un studio de télévision flamande situé derrière le centre commercial Cora.

Je suivais de près le développement de cette aventure en me rendant à ce studio avec les parlementaires kurdes en exil. Les jeunes Kurdes déracinés, dépourvus de toute expérience des médias, travaillaient jour et nuit pour intégrer dans le laps de temps le plus bref toutes les techniques de la télévision auprès de Flamands dont ils ne connaissaient pas la langue.

La mise sur antenne de Med TV coïncidait avec la création du Parlement kurde en exil. Les parlementaires kurdes provenant de Turquie avaient franchi un autre pas dans l'organisation de leur mouvement à l'étranger en tenant le congrès inaugural de ce parlement alternatif le 12 avril 1994 aux Pays-Bas.

Bruxelles devenait de plus en plus le centre politique de la diaspora kurde. C'était, selon moi, un choix tout à fait opportun. La Belgique était un Etat créé de manière artificielle par les super-





puissances du XIX^{ème} siècle, composé de trois communautés, qui évoluait rapidement vers le fédéralisme, voire le confédéralisme. C'était de ce pays européen bigarré que pouvait le mieux s'élever la voix du peuple kurde, la deuxième plus forte composante de la mosaïque des peuples de Turquie, que l'Europe avait accueillie malgré toutes ses incongruités sociales et politiques.

J'ai participé à un grand nombre de programmes de Med TV. J'ai pris place dans des débats auxquels participaient par téléphone Öcalan ainsi que des politiciens et intellectuels kurdes restés en Turquie. Nous avons eu, Öcalan et moi, des dialogues sous forme de questions-réponses.

Notre dernier dialogue date du 28 août 1998. Je m'en souviendrai toujours avec chagrin. Günay Aslan qui dirigeait le programme m'avait téléphoné pour me dire qu'Öcalan allait lancé un important appel à la paix, qu'il avait convoqué tous les médias, et qu'il souhaitait ma présence.

Se trouvaient présents les représentants des médias kurdes, ainsi que des correspondants de NTV, ATV, Milliyet et de l'agence de presse İhlas, ainsi que des membres de nombreux médias étrangers.

C'était le dernier appel à une audience de masse d'Öcalan, qui avait initié la résistance armée du peuple kurde contre la répression nationale fasciste et créé la guérilla, avant d'être victime d'un complot international. Il avait fait savoir que la lutte armée n'apporterait pas de solution durable à aucune des deux parties, et qu'il était prêt à négocier toute solution pacifique.

Je lui avais demandé s'il fallait s'attendre à une réponse positive de l'administration turque étant donné que les célébrations du 75^{ème} anniversaire de la fondation de la république en Turquie s'étaient muées en manifestations de nationalisme exacerbé qui avaient donné lieu à une hystérie du drapeau, de l'hymne national et du culte d'Atatürk.

Öcalan avait répondu que la république, qui fêtait le 75^{ème} anniversaire de sa fondation se devait, pour son propre salut, de trouver une solution à la question kurde et qu'il espérait dès lors obtenir une réponse positive à ses appels à la paix, signalant que si une solution ne pouvait être trouvée au XX^{ème} siècle, on entrerait avec de plus grands problèmes encore dans le XXI^{ème} siècle. « Le mouvement national kurde ne fera pas marche arrière quelle que soit la réponse qui nous sera donnée, et progressera encore au XXI^{ème} siècle », dit-il.

A la fin du programme, j'étais extrêmement pensif. Le PKK avait mis fin à la lutte armée depuis belle lurette afin de soutenir l'initiative de paix d'Öcalan. Mais le mot "paix" n'avait jamais figuré au vocabulaire du régime fasciste à Ankara.





De fait, le 1^{er} septembre de la même année, alors que l'on célébrait la Journée mondiale de la Paix, et que les propositions de paix d'Öcalan faisaient l'actualité en Turquie, on apprit que le Conseil de sécurité nationale (MGK) avait décidé de faire pression sur la Syrie en ce qui concernait le PKK. Ceci fut suivi par le discours de menaces prononcé à la frontière syrienne par le général Attila Ateş, commandant des Forces terrestres le 15 septembre 1998, et par les menaces inclues dans le discours inaugural des travaux parlementaires de la GANT par le président Süleyman Demirel. Le 9 octobre, le gouvernement Assad allait forcer Öcalan de se retirer de Syrie où il menait son combat depuis des années.

Durant les quatre mois qui se passèrent jusqu'à son arrestation au Kenya le 15 février 1999 avec l'aide des services secrets américains et israéliens, Öcalan fut expulsé sous des prétextes fallacieux de tous les pays où il s'était réfugié. Une honte pour les dirigeants de ces pays.

Un ami journaliste grec qui s'était réfugié en Belgique à l'époque de la junte des colonels en Grèce et qui était devenue correspondant de l'agence athénienne de presse depuis le retour de son pays à la démocratie, m'avait téléphoné le soir du jour de l'expulsion d'Öcalan de Grèce et m'avait dit, en pleurs :

- Doğan, c'est une honte, ce qu'il se passe à Athènes aujourd'hui... je te téléphone pour te présenter mes excuses au nom du peuple grec.

*

En ces jours de crise, la rumeur avait couru qu'Öcalan pourrait arriver à Bruxelles en avion privé et y demander l'asile. Le gouvernement belge avait envoyé des patrouilles aériennes militaires pour y faire obstacle.

Le complot du 9 octobre ne visait pas seulement la personne d'Öcalan, mais tout le mouvement national kurde ainsi que ses simples sympathisants.

Lorsqu'Öcalan se trouvait en Italie, des manifestations sauvages se déroulaient non seulement en Turquie, mais dans les métropoles européennes où se trouvaient de fortes communautés d'immigrés turcs, excités par les propos agressifs des dirigeants turcs, les articles des journaux turcs, et les émissions des chaînes de télévision turques.

Le premier résultat déplorable de ces incitations à la haine se produisit à Bruxelles, capitale de l'Europe, la nuit du 17 novembre 1998. Nous suivions le dernier bulletin d'informations du jour lorsqu'un ami nous téléphona de Saint-Josse pour nous annoncer que les locaux kurdes de la rue Bonneels avaient été incendiés.



Le premier était celui de l'Institut kurde de Bruxelles, l'autre celui de l'Association culturelle du Kurdistan, membre de la Fédération des associations kurdes en Europe. Les agresseurs en avaient profité pour molester un commerce assyrien rue Verbist.

Ce qui était impardonnable côté belge était que la police, qui était au courant que des jeunes, incités depuis des jours à l'action, s'étaient réunis sur une place à quelques kilomètres de là, et s'étaient mis en branle vers la rue Bonneels en brandissant des drapeaux turcs et du MHP et en scandant des slogans antikurdes, avait observé de loin sans intervenir l'incendie volontaire des deux locaux.

Les témoins des événements ont raconté que la foule en délire, une fois le feu bouté aux locaux kurdes, s'était dirigée vers les locaux d'*Info-Türk* situés deux rues plus loin, toujours scandant des slogans, mais que certains journalistes turcs les en auraient dissuadés en disant : « C'est un organe de presse, là-bas, si vous vous y attaquez, la réaction belge sera forte. »

Fort heureusement, comme personne ne se trouvait dans ces locaux à ce moment-là, il n'y eu pas de victime à déplorer.

Le lendemain matin, les événements de Saint-Josse faisaient la une des journaux, des radios et des chaînes de télévision en Belgique. Le plus grand quotidien belge, *Le Soir*, titrait : « Violences kurdes à Bruxelles ». Or, depuis des jours, nous mettions en garde les autorités et les médias belges contre l'éventualité prochaine d'une agression contre les Kurdes. Il n'y avait pas encore quatre ans que les manifestants kurdes qui marchaient dans le même quartier pour la liberté s'étaient fait agresser.

L'Institut kurde de Bruxelles, l'Association des Arméniens démocrates, le Centre culturel du Kurdistan, le Centre culturel Mésopotamie et Info-Türk publièrent un communiqué conjoint pour protester contre les agressions et contre l'attitude de la police à l'égard de celles-ci. Nous appelions les autorités belges à prendre les mesures nécessaires pour que de telles agressions ne se reproduisent plus dans la commune où vivait en paix le microcosme anatolien.

Le même soir, les chaînes de télévision turques diffusaient en boucle les images et les informations relatives aux événements avec les commentaires les plus incendiaires. Les meilleures prises de vues en plans les plus serrés, qui permettaient l'identification des agresseurs, étaient celles de Show TV, que nous enregistrâmes immédiatement.

Les dirigeants de l'Institut kurde tinrent une conférence de presse dans les ruines des locaux incendiés, et montrèrent les dommages aux journalistes belges. Je pris également la parole à cette occasion pour critiquer vivement la manière dont les médias belges

avaient montré les événements. Le grand reporter de RTL, Marie-Rose Armesto, demanda :

- Je vais m'occuper de l'affaire, mais avez-vous suffisamment de preuves ?

- Et comment ! Viens tout de suite chez nous, dis-je.

Sur les images de Show TV, on voyait très nettement les drapeaux aux trois croissants des agresseurs, les signes de reconnaissance des Loups gris, et le visage d'un certain nombre de participants aux événements.

Choquée par les images, Marie-Rose dit :

- Je ne peux pas diffuser ces images telles quelles pour des questions de droits d'auteur. Ce qui serait bien, c'est que je fasse des plans rapprochés de ces images te montrant regarder la télévision, tout en passant simultanément tes commentaires.

Le reportage fut emballé en une demi-heure. Marie-Rose ne se contenta pas de diffuser ces images sur RTL, elle les distribua à toutes les chaînes de télévision francophones et néerlandophones et permit ainsi aux téléspectateurs de connaître la vérité.

Désormais, plus personne ne pouvait dissimuler la vérité. Il fallut bien traîner en justice les personnes dont l'identité avait été révélée par les enregistrements, mais rien ne fut fait à l'encontre des diplomates turcs ainsi que des associations et médias turcs qu'ils manipulaient. En outre, à l'issue des procédures qui durèrent des années, aucun des saboteurs ne fut condamné. Un seul jeune, qui fut jugé meneur, fut condamné à un mois de travaux d'intérêt général dans une association !

*

Les médias turcs, embarrassés par la révélation de la vérité dans les événements de Saint-Josse, se mirent à essayer de se refaire une virginité en détournant les propos de la presse belge.

Le 16 mars 1999, le *Hürriyet* titrait : « La presse européenne s'éveille enfin ». L'article disait : « Med TV provoque. Le célèbre journal belge Le Soir a fait savoir que les bombes qui ont coûté la vie à des innocents en Turquie ont été lancées à l'incitation de Med TV, l'organe du PKK »

Or, il ne se trouvait dans l'article du Soir aucune phrase ou aucune allusion à ce propos. Le journal critiquerait d'ailleurs sévèrement dans son numéro du lendemain ces distorsions auxquelles *Hürriyet* avait eu recours.

Au lieu de s'excuser pour la falsification à laquelle il avait recouru, le *Hürriyet* publiait le 21 mars 1999 un éditorial signé Oktay



Ekşi, président du conseil de la presse turque, reprenant les mêmes mensonges et les mêmes informations déformées. « Le journal *Le Soir* édité en Belgique a lui-même clairement indiqué que Med TV avait fait appel à la violence », écrivait-il. Nous donnâmes de la publicité à cette infamie dans notre bulletin en français sous le titre : « Désinformation : 2^{ème} édition ».

Sur ce, le correspondant du *Hürriyet* à Bruxelles, Şerif Sayın, publia un long article plein de propos diffamants et provocateurs à l'encontre d'*Info-Türk* dans l'édition du journal du 28 mars 1999. Une grande partie de l'article en question était émaillée de divagations déjà publiées par un autre collaborateur du journal lorsque nous avons réagi au choix de la Turquie – avec son passif en matière de droits de l'homme – comme pays invité à Europalia.

*

A l'époque, les médias turcs étaient furieux contre *Info-Türk* pour une autre raison encore.

Nous avons ouvert à la maison communale de Schaerbeek le 22 février 1999 une grande exposition pour marquer le 25^{ème} anniversaire des Ateliers du Soleil.

Francis Duriau, qui avait succédé à Roger Nols au maïorat de Schaerbeek, avait ouvert très démocratiquement les salles de l'hôtel de ville aux œuvres créées dans nos ateliers par leurs membres issus de multiples nationalités. Les associations du lobby turc et leurs prolongements au sein même de la commune avaient fait des pieds et des mains pour empêcher cette manifestation.

Le jour même du vernissage de l'exposition, l'ambassade de Turquie avait téléphoné au bourgmestre pour lui reprocher de permettre une exposition organisée par des "ennemis de la Turquie" dans un quartier où vivaient de nombreux Turcs, et lui avait même demandé d'annuler l'exposition.

S'adressant à la foule des invités, Duriau vanta la qualité des œuvres exposées, et fit allusion à la tentative de pression exercée par l'ambassade. Il expliqua avec fierté qu'*Info-Türk* luttait depuis des années pour la démocratisation de la Turquie, qu'il respectait cette cause, et qu'il avait rejeté les exigences de l'ambassade.

Le Soir du 25 février 1999 consacra un long article à l'histoire des *Ateliers du Soleil*, à la lutte menée par leurs fondateurs. Les télévisions francophones et néerlandophones consacrèrent des reportages à l'exposition.

Schaerbeek était autrefois une zone de cultures maraîchères. Les paysans amenaient à dos d'âne aux marchés de Bruxelles les fruits et légumes qu'ils cultivaient. Devenue une agglomération



importante, Schaerbeek était encore appelée “la cité des ânes” par certains.

Une statuette représentant Nasreddin Hoca montant son âne à l’envers était montrée dans notre exposition. Le dernier jour de celle-ci, nous fîmes cadeau de l’objet à Duriau – qui en fut très ému – comme souvenir.

*

Une autre chose qui irrita l’ambassade et les médias à ses ordres fut la mise en garde d’Info-Türk contre l’éventualité que des “chevaux de Troie” de l’Etat turc se présentant aux élections du 13 juin 1999.

Des citoyens turcs naturalisés belges allaient se présenter comme candidats à ces élections.

Les partis politiques belges n’avaient pris aucune initiative en ce qui concerne la reconnaissance du droit de vote et d’éligibilité pour laquelle nous avons lutté des années durant avec les autres organisations d’immigrés.

Un des objectifs des campagnes *Objectif 82* et *Objectif 88* que nous avons lancées était que les partis politiques initient les citoyens de nationalité étrangère même non encore naturalisés à la vie politique et de briser l’effet réactionnaire des pays où régnait un régime autoritaire, comme le Maroc ou la Turquie, sur les communautés immigrées en Belgique.

La procédure de naturalisation ayant été facilitée sans travail préalable, et sans exiger des naturalisés qu’ils abandonnent leur nationalité d’origine fit que les partis politiques se trouvèrent, dans certains quartiers, comme par exemple dans les communes de Bruxelles, Saint-Josse, Schaerbeek et Molenbeek, à des masses d’« électeurs d’origine étrangère ».

Le système électoral étant basé sur la représentation proportionnelle, et chaque candidat, même en bas de liste, ayant la chance de se retrouver à la Chambre à condition d’obtenir un grand nombre de voix de préférence, les élections de 1999 se transformèrent en foire aux voix.

Les partis politiques les plus progressistes allaient à la pêche aux voix dans les locaux des associations de droite, dans les restaurants turcs et dans les cours des mosquées. Les associations, quant à elles, faisaient monter les enchères, assurant qu’elles encourageraient leurs membres “devenus belges” et leurs familles à voter pour le parti si celui-ci plaçait l’individu qu’elles souhaitaient sur sa liste.

Il n’était plus du tout question de principe, de conviction philosophique ou d’objectif politique.

Un candidat issu d’une association ultranationaliste pouvait



se retrouver sur la liste du parti socialiste, un ennemi déclaré des Arméniens sur la liste du parti libéral. Un candidat annonçait que, s'il était élu, il consacrerait toute son énergie à renforcer le lobby turc, qu'il ferait abattre le monument aux victimes du génocide arménien de 1915 érigé à Ixelles, et ferait élever à sa place un monument symbolisant l'humanisme ottoman.

Tous les candidats turcs furent rassemblés à la *Fondation turque des Affaires religieuses* conduite par l'ambassade de Turquie pour qu'il leur fût donné instruction sur ce qu'ils devraient faire pour les intérêts supérieurs de l'Etat turc une fois élus.

Dans son numéro de juin 1999 paru avant les élections, le bulletin d'*Info-Türk* donnait tous les détails de ces développements effarants dans un article intitulé « Les chevaux de Troie du régime turc dans les listes de candidats ».

Le lavage de cerveau ne dut pas être assez bien fait parmi les électeurs d'origine turque : aucun des chevaux de Troie en question ne put entrer à la Chambre.

Le monument aux victimes du génocide arménien échappait pour un temps au démantèlement...

*

La nuit qui vit s'achever le XXème siècle et poindre le XXIème siècle, nous la passâmes chez une de nos amies belges, Bernadette Feijt, la directrice de l'école communale 9 voisine de nos locaux. Ce fut une nuit d'amitié qui remédia au stress accumulé en Belgique durant les dernières années du siècle révolu.

De retour à la maison, pas moyen de fermer l'œil. Je passai les premières heures du XXIème siècle à dresser un bilan du passé. Je songeai aux diasporas, aux folies racistes et intégristes qui jetaient des millions de personnes sur les routes de l'exil... A l'aube, je me mis devant mon clavier et écrivis ceci pour Özgür Bakış (Regard libre), sous le titre "A la table de l'« Infidèle » !":

« Lorsque le calendrier passa de 1999 à 2000, il n'y eut pas de bug informatique, les avions ne furent pas écrasés, les trains n'ont pas déraillé, et les bateaux n'ont pas coulé. La science et la technologie de pointe ont une fois de plus vaincu la superstition. C'est la seule chose qui me reste dans le cœur et l'esprit, d'heureux et d'exaltant de cette nuit hyper-médiatisée.

« Et pourtant, nous sommes en 2000. Le millénaire, au fond, ça m'est égal... Comment cela le serait-il ? Tout le monde sait que l'histoire de l'humanité n'a pas débuté avec une naissance dont la paternité et la maternité sont douteuses.

« La Chine, par exemple, fête l'an 2000 histoire de faire comme tout le monde, mais elle se prépare à célébrer ses 4000 ans.





« Il y a deux ans, nous avons fêté ensemble avec nos amis assyriens les 6748 ans de ce peuple, le plus ancien d'Anatolie. En avril prochain, ils célébreront l'an 6750.

« Si l'on en croit Clément d'Alexandrie, l'histoire de l'humanité remonte à 7600 ans.

« Il est un fait que l'histoire de l'humanité ne débute pas avec la naissance de Jésus.

« Les vestiges humains découverts dans les gorges d'Olduvaï avec des outils fabriqués remontent à 2 millions d'années. L'homme maîtrise le feu depuis 600.000 ans. Les peintures des grottes de Lascaux datent d'il y a 45.000 ans.

« Les Mésopotamiens avaient créé une civilisation remarquable il y a 7000 ans, les Egyptiens il y a 5000 ans, les Hindous il y a 4500 ans, les Grecs anciens il y a 4000 ans, les Chinois il y a 3650 ans, les habitants des îles du Pacifique il y a 3500 ans, les Mayas il y a 3000 ans...

« Nous avons l'habitude de ne pas célébrer la nouvelle année et de nous coucher tôt le 31 décembre. Une enseignante belge de nos amis a insisté pour que nous venions fêter l'an 2000 chez elle avec quelques autres amis.

« A la même table festoyaient des chrétiens, des juifs, des athées, des communistes, des socialistes, des libéraux...

« Les conversations tournaient autour des relations entre peuples, convictions et langues différentes. Un Belge de 83 ans qui avait connu les camps de travail nazis de la Seconde Guerre mondiale, l'épouse et la fille d'un militant communiste qui avait fait partie de la Résistance contre l'occupation allemande, parlaient avec enthousiasme de sentiments de fraternité cimentés par un passé de feu et de douleur.

« Les gens du monde, de notre monde...

« Juste avant de nous rendre à l'invitation, j'avais relu un article de Ragıp Zarakolu dans le Özgür Bakış qui nous était arrivé de Turquie. Le titre : « Sur la question des giaours ».

« Tout en conversant, des passages de cet article m'obsédaient comme un leitmotiv.

« La notion de "giaour" doit s'être inscrite dans nos gènes. Etymologiquement, ce mot vient de "kafir" en arabe, de la racine "kufir"... en turc, cela signifie "infidèle", "non musulman", et cela qualifie essentiellement les chrétiens. (Özgür Bakış, 16 décembre 1999)

« Simplement les chrétiens de Turquie, les chrétiens dont nous avons occupé les terres à la force de l'épée ? Non, les chrétiens des pays où nous sommes arrivés comme "travailleurs immigrés" aussi...





« Je regarde tous ceux qui sont à cette table : tous des giaours, tous des infidèles !

« Je pense aux conversations courantes des Turcs en Belgique. Qu'entend-on souvent ?

« “Mais non, il n'est pas comme nous, c'est un giaour !” “On ne va quand même pas faire ses courses chez un giaour, on ne va quand même pas manger de ce qu'il prépare, de ce qu'il vend !”

« C'est pour cela qu'à la chaussée d'Haecht et dans ses environs, pullulent les épicerie turques, les boulangeries turques, les boucheries turques, les marchands de “döner hallal”.

« Jusqu'aux laïcs qui tentent de prouver à quel point ils sont kémalistes en insultant les membres du Parti Fazilet, et jusqu'aux vieux gauchistes, toujours le même mot “C'est la boutique d'un giaour... sa femme est une giaour...”

« Et ceux qu'ils appellent giaours, ce sont des Belges, c'est-à-dire les gens du cru. Humaniste, antiraciste, anti-xénophobe, même engagé, l'expression reste la même : “C'est un bon gars, mais c'est un giaour !”

...

« Il est onze heures... Je regarde par la fenêtre. Les tours de l'église percent le brouillard. Le long des voies de chemin de fer, je vois la synagogue ; à la sortie du métro, le local laïque... Tous “giaours”, tous “infidèles” !

« Et dans les grandes artères ou les petites rues de Schaerbeek ou Saint-Josse, les mosquées, les oratoires... Et dans chacune d'elles, les commandements incontestables de la religion, en turc ou en arabe...

« Je me remémore les sourires de mes amis belges, espagnols, italiens, grecs, assyriens, arméniens, avec qui nous luttons depuis des années contre le racisme et la xénophobie.

« Je pense aux belles personnes avec qui nous partageons la “table de l'infidèle” hier soir. Mes yeux se remplissent des larmes, je me sens envahir par la tristesse.

« Bonne année 2000, dis-je... et bonne année 3000, et 4000, 5000, 7000...

« Bonne année 2.000.000, homme créatif »

Le XXIème siècle n'a pas vraiment bien commencé. Nous apprenons le décès, le 20 janvier, de notre précieuse amie Yvonne Jospa, une des grandes figures de la lutte antifasciste en Belgique. Après la cérémonie funèbre le 30 janvier 2000, j'écrivis l'article “Les soldats du marais”, pour le Özgür Bakış du 30 janvier :

« L'Europe est horrifiée... Et si ça se trouve, le FPÖ d'extrême droite de Haider va fonder une coalition gouvernementale en Autriche avec l'ÖVP chrétien... Si ce parti anti-européen, xénophobe





et antisémite accède au pouvoir... Il a déjà cinq représentants au Parlement européen.

« Et s'il entre au Conseil, le vrai patron de l'Union européenne, et à la Commission européenne, comme parti au pouvoir ?

« Les organisations antifascistes publient mise en garde sur mise en garde.

« Et il suffira de montrer la voie : les partis fascistes et racistes des autres pays s'infiltreront à tous les stades du pouvoir, jusqu'aux institutions européennes, où ils pourraient décider du sort de l'Union européenne ! D'ailleurs, le Vlaams Blok en Belgique et le Front National en France sont dans les starting-blocks.

« Le plus intéressant à voir est la panique qui s'installe dans les journaux turcs publiés en Europe... Que deviendront les Turcs si un de ces partis racistes et xénophobes accèdent au pouvoir ?

« Le comble de l'hypocrisie.

« Oui, le danger existe en Autriche, et il faut faire le nécessaire pour éviter que les fascistes soient au pouvoir. C'est le devoir de tout antifasciste, de tout démocrate.

« Mais dans un autre pays installé il y a peu dans la salle d'attente de l'Europe, en Turquie en l'occurrence, les fascistes turcs ennemis des Kurdes, des Arméniens et des Grecs de Turquie, les vrais maîtres de l'Anatolie, ne sont-ils pas au pouvoir depuis des mois, et n'occupent-ils pas des postes clés, comme d'importants ministères ?

« Personne ne se demande comment la demande d'adhésion à l'UE de la Turquie, dont la constitution et toute la législation sont encore truffées d'articles militaro-fascistes, et où en outre un parti dont le fascisme est le fonds de commerce fait partie de la coalition gouvernementale, va être entérinée à Helsinki.

« Lors du dîner donné à Paris aux journalistes turcs, Cohn-Bendit, le président de la commission parlementaire mixte UE-Turquie ne semble pas du tout dérangé par le fait que les fascistes turcs fassent partie du gouvernement. "Il va de soi que le MHP est mon interlocuteur, en qualité de parti démocratiquement élu. Il va de soi que je dialogue avec lui !", dit-il. Comme s'il n'y avait que le MHP qui ait été démocratiquement élu, et que le FPÖ ait pris le pouvoir de force en Autriche, sans scrutin populaire...

« Les ministres fascistes ont l'intention de faire de la Turquie une superpuissance dans la région, et envisagent pour ce faire de construire des centrales nucléaires. Et l'écologiste Cohn-Bendit dialogue avec ce parti ! Feignant par ailleurs d'ignorer que c'est ce même parti qui profite de sa position au pouvoir pour utiliser la machine de mort du Hizbullah contre la résistance kurde.

« L'Union européenne applique-t-elle envers la Turquie une



politique de deux poids-deux mesures ? Eh bien, oui. Mais pas comme l'affirment nos vieux experts ès violations des droits de l'homme, contre la Turquie, mais au bénéfice du pouvoir compromis avec le fascisme.

« Parce que la Turquie, mis à part les droits de l'homme, la démocratie, etc. ouvre désormais les portes de tous ses secteurs au pillage du capital européen. Ecevit, ami du FMI, avec l'armée de capitalistes qui l'accompagne, a ouvert boutique à Davos, et invite les monopoles internationaux à se resservir dans tous les secteurs, à commencer par l'industrie de guerre.

« Alors que l'on apprenait à Bruxelles qu'Haider négociait avec le ÖVP chrétien pour accéder au pouvoir en Autriche, nous accompagnions notre chère et précieuse amie Yvonne Jospa, la doyenne des combattants antifascistes, dans son dernier voyage.

« Je l'avais rencontrée en 1974, l'année où l'immigration fut stoppée en Belgique. Nous avons été ensemble par la suite dans bien des comités, des associations et des actions antiracistes et anti-xénophobes. Nous avons lutté côte-à-côte en faveur de la reconnaissance des droits politiques aux immigrés.

« Nous avons organisé il y a huit ans à Bruxelles une série d'activités contre le racisme et la ségrégation à l'occasion du 500^{ème} anniversaire de l'expulsion des Juifs d'Espagne. L'ensemble de musique séfarade de Jak et Janet Esin y avait participé. Yvonne avait 82 ans à l'époque, mais je n'oublierai jamais son dévouement et le travail bénévole qu'elle avait abattu à cette occasion.

« Yvonne Jospa avait fui l'antisémitisme qui sévissait en Bessarabie, l'actuelle Moldavie, dans les années 20, pour se réfugier en Belgique. Son mari, Hertz Jospa et elle-même avaient lutté contre l'exploitation et la ségrégation raciale. En 1942, son mari est arrêté par les nazis et expédié au camp de concentration de Buchenwald. Yvonne fonde alors une organisation secrète qui sauvera des milliers d'enfants juifs du nazisme.

« Après la guerre, elle et son mari, n'approuvant pas l'attitude adoptée par le Parti communiste de Belgique, s'en séparent. Ils portent toute leur action sur le combat pour une société plus égalitaire. Ils furent parmi les fondateurs du *Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie (MRAX)*.

« Le ciel au-dessus de Bruxelles est comme toujours un ciel de plomb... Nous sommes 300 dans la salle où se tient la cérémonie funèbre. Parmi nous, des octogénaires qui ont connu les camps, des quasi sexagénaires qui ont été sauvés de la déportation par Yvonne, des jeunes dans la vingtaine ou des trentenaires qui luttent aujourd'hui contre le fascisme... Des juifs, des chrétiens, des musulmans, des bouddhistes, des laïcs et des athées...



« Quelle prière ! Quelle messe !

« A la suite des discours qui retracent la vie et la personnalité d'Yvonne Jospa s'élève un chant entonné par la salle d'une seule voix. C'est un chant que nous avons appris par cœur dans les années 60 en Turquie en écoutant la version de Pete Seeger sur un 33 tours, un chant de souffrance et de tristesse, mais aussi de courage et d'espoir :

« *Wir sind die Moorsoldaten* ! (Nous sommes les soldats du marais !)

« Le chant de la résistance des juifs forcés au travail dans les marais par les Nazis durant la Seconde Guerre mondiale, hommes, femmes, enfants, vieillards à qui on donnait une bêche !

« La résistance est victorieuse. Le nazisme s'effondre.

« Exactement 55 ans plus tard, le 25 janvier 2000, le tocsin résonne à nouveau en Europe. En Autriche, les fascistes sont sur le point de prendre le pouvoir. Les fascistes de France, de Belgique et d'Allemagne attendent leur tour.

« Plus important encore, le fascisme est au pouvoir depuis longtemps dans un pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Il s'infiltré à tous les degrés du pouvoir avec la bénédiction conjointe de Demirel, d'Ecevit, des chefs de l'armée, de la presse turque chaussée de bottes, et des gauchistes renégats.

« Nous disons adieu à Yvonne Jospa l'antifasciste alors qu'à Bruxelles, le tapis rouge est déroulé dans les palais de pharaon pour accueillir les fascistes turcs.

« Et les "soldats du marais" se préparent à de nouveaux combats dans les marécages de la politique ! »

*

Le génocide arménien avait eu lieu en 1915. Depuis lors, les génocides se sont succédé sans arrêt aux quatre coins de monde. En dernier lieu : la Bosnie, le Ruanda... Les graines de haine semées par la Belgique et la France, puissances coloniales, allaient préparer un des plus atroces génocides qui se déroulerait des années plus tard dans ce beau pays d'Afrique qui avait soi-disant acquis son indépendance.

En 1996, les *Ateliers du Soleil* avaient intégré une enseignante ruandaïse à son équipe multinationale : Florida Mukeshimena. Lorsqu'elle était arrivée chez nous, elle n'avait pas évoqué le drame qu'elle avait vécu. Ce n'est qu'avec le temps que nous avons appris ce qu'il lui était arrivé. Quand elle témoigna du génocide devant le parlement belge, j'écrivis ceci dans le journal *Gündem* du 29 mai 2000 :





« Le Ruanda est un pays d'Afrique centrale peuplé de Hutus et de Tutsis. Les Hutus sont majoritaires, les Tutsis minoritaires... Le FPR, soutenu non seulement par les Tutsis, mais aussi par les Hutus démocrates et pacifistes, lutte contre la dictature du général Habyarimana arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat en 1973.

« Ngurinzira Boniface, le mari de Florida, était le courageux ministre des Affaires étrangères qui avait pris fait et cause pour apporter un règlement pacifique au conflit ethnique hutu-tutsi attisé par le capital belge au Ruanda... Il avait négocié avec la guérilla et signé l'accord de paix d'Arusha en août 1993.

« On savait dès les tout premiers jours que l'attentat contre l'avion du président qui avait fait exploser le processus de paix et provoqué le génocide était un complot des cercles qui se nourrissent des rentes de la guerre, et que le génocide avait été perpétré à l'incitation de la *Radio des Mille Collines* dirigée par un Belge.

« Le mari de Florida a payé de sa vie le prix de son idéal démocrate et pacifiste. Florida a vécu toute l'horreur du génocide et de la trahison ! Après l'assassinat de son mari, elle est arrivée à Bruxelles avec ses trois filles et son fils...

« Cela fait cinq ans que nous travaillons avec Florida aux Ateliers du Soleil.

« La langue maternelle de Floride est le kinyarwanda... Son défunt mari en était un des rares spécialistes... Mari et femme avaient œuvré pour maintenir et développer leur langue face à l'hégémonie du français.

« A présent, Florida enseigne le français comme langue de communication aux Arméniens de Diyarbakır, aux Assyriens du Tur-Abdin, aux Kurdes du Dersim, aux Turcs d'Emirdağ, aux Afghans, aux Pakistanais, aux Africains, aux Latino-américains, aux Albanais, aux Bosniaques et aux Azéris. Elle ne manque pas de leur rappeler de ne jamais oublier leur propre langue, l'arménien, l'araméen, le kurde, et tout au contraire, de la développer davantage...

« Elle partage leurs peines et leurs joies.

« Et elle lutte de toutes ses forces pour qu'il n'y ait plus de massacre. C'est elle qui a révélé à la commission d'enquête parlementaire du Sénat belge toute l'infamie et la trahison des Casques bleus belges...

« C'est le digne combat de Florida qui force le Premier ministre Guy Verhofstad à se rendre avec tous les membres de son gouvernement au Ruanda demander pardon au peuple ruandais au nom de la Belgique, le mois dernier.

« Comme avait fait le Président de la République fédérale d'Allemagne se rendant en Israël pour demander pardon au peuple juif au nom de sa nation.





« Alors qu'au 85^{ème} anniversaire du génocide arménien... l'impassivité et le négationnisme de l'Etat turc à cet égard sont à leur comble.

« C'est le cri des Florida qui met les Etats à genoux. Désormais, le visage de Florida est plus souriant, ses yeux brillent d'un nouvel éclat.

« Et le cri de Karakin, Simuni et Beriwan se joignent à celui de Florida pour s'envoler tel un chœur céleste qui résonne dans tout le Cosmos.

« Arrivera le jour où leurs visages seront plus souriants et où leur yeux brilleront d'un nouvel éclat ! »

*

Depuis les années 80, Ragıp Zarakolu passait nous rendre visite à chaque passage à Bruxelles. Il avait l'occasion de suivre de ses yeux le développement des *Ateliers du Soleil*.

Le 18 juillet 2001, Ragıp faisait part de ses observations dans le journal *Agos* :

« Les Ateliers du Soleil, qui existent depuis 30 ans, sont un endroit qui correspond tout à fait aux poèmes de Nazım... Quand je fais le compte des élèves qui se dirigent vers leurs classes par les escaliers dans ces locaux situés dans une maison bruxelloise typique, j'ai l'impression d'être dans les escaliers de la tour de Babel.

« Dans la file, vous croisez un jeune homme arrivant d'Eriwan, suivi par une dame azérie ayant fui le Karabagh pour Bakou, et qui s'est retrouvée à Bruxelles. La seule chose qui soit interdite dans les Ateliers du Soleil, c'est le racisme, c'est mépriser ou rejeter quelqu'un pour ses origines... »

En fait, les Ateliers auraient bien voulu voir Ayşe Zarakolu aussi, mais son état de santé ne lui permettait pas de venir jusque Bruxelles. Elle avait été invitée comme intervenante à l'occasion d'une conférence organisée au Parlement européen sur les Kurdes en 2001, mais elle n'avait pas pu y participer, et c'est moi qui avais lu le texte de son intervention à la conférence.

Nous eûmes la douleur de perdre Ayşe le 28 janvier 2002.

Nous publiâmes alors le communiqué suivant :

« La Turquie vient de perdre une des grandes figures de la lutte pour les droits de l'homme, la liberté de pensée et la justice sociale, Ayşe Nur Zarakolu, directrice des éditions Uluslararası Belge Yayıncılık.

« Ayşe était une personnalité exceptionnelle, que les fondateurs d'Info-Türk connaissaient de près pour avoir été aux premiers rangs du combat socialiste dans la Turquie des années 60, et dont





ils ont partagé les idéaux, les chagrins et les fiertés, tout comme ceux de son époux, auteur-journaliste et militant des droits humains, Ragıp Zarakolu...

« Elle a publié des centaines de livres sur des sujets dont bien peu de personnes ont le courage de s'occuper, la question kurde, et les droits et identités nationales en général. Elle a fait connaître et vivre les valeurs culturelles de tous les peuples de Turquie sans discrimination : turcs, kurdes, arméniens, assyriens, grecs, lazès.

« Le régime militariste l'a traînée, comme tous les honnêtes gens qui ne se pliaient pas aux diktats chauvinistes, de tribunal en tribunal, l'a enfermée derrière les barreaux, et l'a empêchée de se rendre à l'étranger.

« Malgré toutes les pressions et sa grave maladie, Ayşe n'a pas plié, elle a gardé la tête haute et est restée forte jusqu'à son dernier souffle.

« Avoir connu une personnalité comme celle d' Ayşe et avoir partagé son combat a été un honneur. »

*

Nous étions en juin 2002. De nombreux CD et cassettes nous étaient parvenus de Turquie. Le premier qui me vint sous la main et que je me mis à écouter était le CD "Nazım" du pianiste Fazıl Say, édité un an auparavant par le ministère de la Culture. Deux autres artistes partageaient la couverture : l'acteur Genco Erkal et la chanteuse Sertab Erener. L'orchestre symphonique de la présidence de la république ainsi que le chœur polyphonique d'Etat complétaient la distribution.

L'œuvre avait été jouée pour la première fois le 5 octobre 2001 et avait remporté un grand succès, comme ce fut le cas du CD édité par la suite. On en parlait encore dans le cadre des activités du centenaire de la naissance du poète.

J'écoutais avec grand plaisir le CD lorsque, arrivé à la déclamation du poème Promenade du soir (*Akşam Gezintisi*) par Genco Erkal, je ne pus en croire mes oreilles : un des poèmes les plus connus de Nazım Hikmet, dit par l'acteur qui passait pour le plus grand interprète de l'œuvre de Nazım, accompagné par le plus grand orchestre de Turquie et par son pianiste le plus célèbre, avait été censuré !

Je revins plusieurs fois en arrière pour écouter plusieurs fois l'enregistrement. Puis je consultai les *Œuvres complètes* de Nazım éditées en Bulgarie. Je ne me trompais pas. Le poème avait été écrit par Nazım qui venait d'être libéré de prison en 1950, et racontait son quartier avec grand enthousiasme. Des chats attroupés à la



porte du boucher au fils sans emploi d'Huriye la lavandière et aux tuberculeux du quartier, de la radio de Rahmi Bey à la jeep de la police, de la fille de Yorgi le laitier à l'épicier Karabet, une riche palette sociale, culturelle, politique et ethnique...

Tous les types décrits dans le poème, y étaient, y compris l'épicier arménien :

Les lampes de l'épicier Karabet sont allumées ...

Mais après cela, chose incroyable, cinq vers du poème ont disparu, et Genco Erkal passe directement aux « tuberculeux du quartier ». Dans la brochure élaborée par Ahmet Say, le père de Fazıl Say, pour le CD ne figurent pas non plus ces cinq vers :

*Ce citoyen arménien n'a pas pardonné
que l'on ait égorgé son père sur la montagne kurde
mais il t'aime, parce que toi non plus tu n'as pas pardonné
à ceux qui ont marqué d'une tache noire le front du peuple turc*

(Nazım Hikmet, "Promenade du soir" (extrait), Anthologie poétique, Paris, Les Editeurs français réunis, 1970, p. 139.)

Nazım, après avoir croupi des années dans les geôles d'un régime fascisant, avait pu proclamer sans crainte et sans hésitation cette vérité historique dès les premiers jours d'une liberté relative.

Mais au XXI^{ème} siècle, la censure allait frapper ce texte dans une œuvre publiée sous les auspices de l'Etat.

Sur ce, j'en appelai dans un communiqué daté du 1er juin 2002, aux responsables de cette censure, à présenter leurs excuses à Nazım Hikmet et aux peuples turc et arménien.

Le ministère turc de la Culture m'adressa une réponse en date du 12 juin 2002 pour me signaler que toute responsabilité relative à ce CD incombait aux artistes qui l'avaient réalisé. La réponse était rédigée comme suit : « Nous avons bien reçu votre e-mail intitulé "Irrespect à l'égard de Nazım Hikmet". Nous respectons votre sensibilité à cet égard. Notre ministère a commandé à 13 compositeurs des œuvres destinées à enrichir le répertoire national dans le domaine de la symphonie et de l'opéra/ballet. Les activités y relatives sont toujours en cours. Notre ministère laisse les artistes entièrement libres et n'exerce aucun contrôle sur les œuvres qui font l'objet de cette commande. En l'occurrence, votre interlocuteur est le compositeur de l'œuvre. Nous vous prions de bien vouloir prendre connaissance de ce qui précède et vous souhaitons le succès dans vos entreprises. »

J'ai publié la réponse du ministère et demandé une explication aux artistes, sans écho.



Les journaux et revues de gauche ne se sont pas intéressés à la question et se compromirent de la sorte à cette honteuse censure.

Nos critiques trouvèrent un écho favorable dans les diasporas kurde et arménienne, mais les médias arméniens de Turquie ne bougèrent pas malgré de nombreux rappels.

Il n'y eu que deux amis qui ne lâchèrent pas l'affaire. Koray Düzgören, dans le *Yeni Şafak* du 10 juin 2002, exposait la question en détail et demandait : « S'agit-il seulement d'une autocensure ? Ou y a-t-il autre chose là-dessous ? »

Ragıp Zarakolu rappelait aux artistes la responsabilité qui leur incombait, dans le *Yedinci Gündem* du 29 juin 2002, et disait : « La censure présente dans le CD "Nazım" semble donc le fait du duo Say-Erkal... »

*

L'attentat du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles à New York donna l'occasion idéale d'attiser la xénophobie et de renforcer les mesures policières en Europe comme aux Etats-Unis. Nous observions chaque jour cette escalade dangereuse aux *Ateliers du Soleil*, qui constituaient un carrefour pour les gens venus du monde entier, et nous mettions les autorités en garde.

Le 10 avril 2003, en collaboration avec des organisations de la société civile comme la *Ligue belge des Droits de l'Homme*, le *MRAX*, *Amnesty International*, le *CNAPD* et le *CBAI*, les Ateliers du Soleil organisèrent une grande conférence de presse pour lancer une vaste campagne sous la devise : « La paix, ça commence entre nous ! »

Le 20 août de la même année, les Ateliers du Soleil reçurent le *prix de la Fondation Rozenberg-Caillet* pour leur travail exemplaire.

Cette Fondation avait été créée à la mémoire de Jacques Rozenberg qui, à l'instar d'Yvonne Jospa, avait consacré sa vie à lutter contre le racisme. Jacques Rozenberg s'était engagé dans la Résistance contre les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale. Il avait été arrêté en 1943, avait été envoyé à Auschwitz et avait ensuite été expédié à Dachau jusqu'où il avait été à pied, dans une marche de la mort.

Après la Libération, Jacques avait occupé une place importante dans la vie culturelle belge. Lui et son épouse, Andrée, étaient voisins à Etterbeek. Jacques, qui avait connu les camps de concentration, était un symbole de résistance. Il avait par ailleurs un immense savoir en matière de politique, de culture et d'art.

C'était quelqu'un qui considérait la vie sous un angle souriant malgré son état de santé. Il faisait partie de la Fondation Auschwitz et se faisait un devoir d'emmener chaque année des jeunes d'ori-





gines diverses de Belgique à Auschwitz pour qu'ils voient de leurs yeux les horreurs du passé et ne tombent pas dans le piège du racisme.

Il souhaitait que nous allions ensemble à Auschwitz, mais je n'en ai jamais eu le temps. Jacques nous quitta le 1^{er} août 1999, me laissant notre combat commun en héritage.

*

Début 2005, Derwich Ferho, le président de *l'Institut kurde de Bruxelles*, vint me faire une proposition : n'organiserions-nous pas une série d'activités en commun avec les associations de la diaspora anatolienne à l'occasion du 90^{ème} anniversaire du génocide arménien de 1915 ?

Pour *Info-Türk*, qui avait lutté depuis des années avec les organisations kurdes, arméniennes et assyriennes contre les complots de l'Etat turc et les attaques des organisations manipulées par ce dernier, c'était un devoir. Nous adhérâmes immédiatement au projet.

A *l'Institut kurde de Bruxelles* et à *l'Association des Arméniens démocrates de Belgique* ainsi qu'aux *Associations assyriennes* vinrent se joindre *la Fédération euro-arménienne* qui menait une action efficace auprès des institutions européennes à Bruxelles, de même que des organisations flamandes.

Nous organisâmes le 18 avril 2005 à la Maison des Parlementaires à Bruxelles une grande conférence destinée à faire connaître le génocide arménien de 1915. Les sénateurs belges Lionel Vandenberghe, Pierre Galand et Alain Destexhe ainsi que le bourgmestre de Herent Willy Kuijpers prirent la parole à cette occasion. Pour notre part, nous publiâmes un communiqué invitant les autorités belges à reconnaître ce fait historique.

Le 22 avril 2005 se déroula une soirée culturelle qui fit connaître la musique et les danses arméniennes. La grande surprise de cette soirée fut le merveilleux récital de chants arméniens de l'artiste belge Sophie Servais, qui avait appris l'arménien.

Le 24 avril, une représentation d'une pièce de théâtre écrite par Caroline Safarian mettant en scène deux jeunes immigrés, l'un turc l'autre arménien, poursuivant un dialogue plein de tension et de recherche de la vérité, fut suivie par un débat auquel participèrent Marie-Aude Baronian, Jeanine Altounian, le prof. Bernard Coulie, Jacques Delcuvellerie Pierre Mertens et moi-même.

Le 22 septembre de la même année, je participai avec mon ami, l'auteur kurde Recep Maraşlı à une conférence organisée par





la Fédération euro-arménienne au Parlement européen sur le thème : « La Turquie a-t-elle changé ? »

*

Les missions de l'Etat turc en Belgique, les associations turques manipulées par celles-ci de même que les politiciens turcs étaient indisposés au dernier point par ces initiatives qui ne faisaient qu'exprimer la réalité.

Des manifestations anti-arméniennes sont organisées dans les rues de Bruxelles à l'incitation de l'ambassade, les partis socialistes, libéral et même humaniste préfèrent ignorer la question dans le but de récolter des voix des électeurs d'origine turque, et ferment les yeux sur la participation de leurs élus et candidats aux manifestations en question.

A tel point qu'un membre du collège échevinal élu sur la liste libérale distribue gratuitement un livre où l'on affirme que les victimes du génocide en 1915 ne sont pas les Arméniens, mais les Turcs, sans susciter de réaction. Le même sera candidat l'année suivante, et réélu.

La situation au sein du Parti socialiste était encore plus dramatique. Un membre du collège de Saint-Josse, d'origine turque, dont le négationnisme est sanctionné par le tribunal qui juge de l'affaire qui l'oppose à deux journalistes belges est à nouveau privilégié par le parti pour des raisons électorales, et siègera même comme ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

*

Les célébrations du 40^{ème} anniversaire de l'immigration turque en Belgique sont également confisquées pour devenir un instrument de propagande du lobby turc. Nulle allusion à l'immigration politique qui débute avec le coup d'Etat du 12 mars 1971 et s'intensifie avec le coup d'Etat du 12 septembre 1980. Il fallait attirer l'attention sur ce fait passé sous silence par opportunisme.

Quatre organisations, *l'Association des Arméniens démocrates de Belgique*, *les Associations assyriennes*, *Info-Türk* et *l'Institut kurde de Bruxelles*, entreprirent pour le 12 mars 2006 une série d'activités destinées à souligner les 35 ans du coup d'Etat de 1971, début de l'immigration politique en provenance de Turquie.

Nous préparâmes une grande exposition de photographies puisées dans les archives d'*Info-Türk* ou amenées de Turquie, de même qu'un film documentaire d'une demi-heure.

Pour la soirée de clôture, nous avons pensé à Sophie Servais, notre amie artiste belge. Elle avait interprété à merveille des chants





arméniens au 90^{ème} anniversaire du génocide. Cette fois, elle souhaitait ajouter des chants kurdes, turcs et assyriens à son répertoire.

İnci et elles travaillèrent quinze jours ensemble pour qu'elle acquière la prononciation la plus correcte possible.

Entre-temps, la version française de mon livre "*Turquie : fascisme et résistance*" publié en néerlandais en 1973, avait été éditée.

Alors que Derwich Ferho, Bogos Ökmen, Nahro Beth-Kinne et moi étions en plein préparatifs des commémorations, une triste nouvelle nous parvint de Turquie : le père de Derwich, Ferho Akgül, et sa mère, Fatima Akgül, qu'il avait laissés au pays et n'avait plus pu voir depuis des années, avaient été lâchement assassinés dans le village de Mizizah, non loin de Mardin.

Ceci fut un coup dur non seulement pour Derwich, mais aussi pour tous ceux qui, comme nous, vivaient en exil depuis des années. Derwich était notre compagnon de lutte, mais surtout un ami proche, que nous connaissions depuis des années. Nous étions également liés avec son frère, l'écrivain kurde Medeni Ferho, et sa nièce, la cinéaste Beriwan.

Derwich continua à collaborer à nos activités avec un grand dévouement malgré sa grande peine.

Notre collectif organisa également une conférence de presse le 10 mars 2006 au Parlement bruxellois. La conférence était présidée par le sénateur Josy Dubié ; les parlementaires belges Jan Béghin, Christian Brotcorne, Adelheid Byttebier, Christine Defraigne, Alain Destexhe, Kris Van Dijck, Pierre Galand, Steven Gatz, Nelly Maes et Hugo Van Rompaey y prirent la parole.

Nous y soulignâmes les traits communs des coups d'Etat des 12 mars 1971 et 12 septembre 1980 : les arrestations de masse, la torture, les exécutions, les violations des libertés d'expression et d'opinion, l'exacerbation de l'injustice sociale, et la négation des droits fondamentaux des minorités nationales et religieuses, à commencer par ceux du peuple kurde, des Arméniens, des Assyriens et des Grecs. Nous attirâmes l'attention sur l'influence des régimes répressifs sur l'accroissement de l'immigration de masse vers l'Europe de même que sur l'intervention croissante de ces régimes dans la vie politique et sociale des pays d'accueil.

Nous organisâmes le 13 mars dans la splendide salle gothique de l'hôtel de ville de Bruxelles, sous les auspices du célèbre chanteur Julos Beaucarne, un colloque sur "L'impact des régimes répressifs sur l'exode massif vers les pays européens".

Derwich Ferho, Nahro Berh-Kinne et moi-même y représentâmes les associations organisatrices. Les intervenants : la professeure Anne Morelli, de l'Université libre de Bruxelles, Jean Sirapian, président de l'Institut Tchobanian de France, Mohamed





El Baroudi, exilé politique marocain, Florida Mukeshimana, immigrée politique du Ruanda, et David Cusatto, président de La Maison de l'Amérique latine-SEUL, y évoquèrent les causes de l'émigration politique.

Le colloque s'acheva le même soir, toujours à l'hôtel de ville, par une représentation multiculturelle de musique et de danses par les artistes de l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, et par le récital de chants d'amour, de tristesse, d'espoir et de révolte de Sophie Servais.

*Grandis bien, mon enfant, grandis
Grandis, ton papa va t'acheter des chagrins et de la misère.
Grandis, mon enfant, grandis
il va t'acheter de la répression, de la torture,
des menottes, des détentions et des prisons
Grandis bien, mon enfant, grandis
Grandis, et quand tu auras 17 ans, ton papa t'achètera la potence*

*

Notre collectif 1971 poursuivit ses actions par des conférences, des soirées culturelles, des conférences de presse conjointes, pour sensibiliser l'opinion publique en Belgique sur la problématique des droits de l'homme en Turquie.

Le 3 juin 2006, le documentaire "Seyfo" réalisé par Robert Alaux et Nahro Beth-Kinne fut projeté à la Basilique de Koekelberg. Après la projection, en tant que journaliste turc, je disais au public:

« La Turquie est un grand pays... C'est notre pays à tous, avec ses Arméniens, ses Assyriens, ses Chaldéens, ses Grecs, ses Juifs, ses Kurdes, ses Turcs, et encore bien d'autres groupes ethniques...

« Le titre de ce documentaire exceptionnel est éloquent : Seyfo...

« Effectivement, au début du XXème siècle, des centaines de milliers de personnes ont été victimes de Seyfo, de l'épée ottomane.

« Je dois préciser tout de suite que Seyfo n'est pas seulement le symbole de la domination de l'armée dans l'empire ottoman, mais aussi dans la république de Turquie.

« Dans l'empire ottoman, on appelait la classe militaire "seyyfiye", de "seyf", l'épée. Les deux autres classes dominantes de l'empire ottoman étaient la "mülkiye", la classe administrative, et la "ilmiye", classe clérico-religieuse. Celles-ci étaient complices de la première dans toutes ses actions de répression et de conquête.





C'est la "seyfiye" qui a passé des centaines de milliers d'Assyro-Chaldéens et d'Arméniens au fil de l'épée il y a 91 ans.

« De nos jours également, fort malheureusement, c'est avec une épée, et non une branche d'olivier, que la Turquie frappe à la porte de l'Union européenne, en dépit de toutes ses protestations de démocratisation.

« La campagne de négation du génocide des Arméniens et des Assyro-Chaldéens n'est aujourd'hui la preuve incontestable. Et dans cette campagne honteuse, les élites politico-administratives, "mülkiye", de même que les universités et les médias, "ilmiye", sont aussi agressives que la "seyfiye".

« Un dernier mot... Malheureusement, le monde politique belge qui avait l'honneur d'être un des pionniers dans la reconnaissance du génocide de 1915 cède sans cesse au chantage du régime d'Ankara et intègrent les adeptes de la "seyfiye" dans leurs listes électorales pour pouvoir obtenir quelques votes des électeurs d'origine turque, otages de l'ambassade de Turquie, et des organisations ultranationalistes et intégristes.

« Seyfo n'est pas resté le souvenir tragique d'il y a un siècle, mais hante encore la vie politique non seulement en Turquie mais également en Europe et notamment en Belgique. »

A la même époque, les attaques menées contre le directeur du journal *Agos*, Hrant Dink, s'étaient multipliées. Nous avions participé à la campagne lancée pour réunir des complices à Hrant Dink à la suite de la confirmation par la Cour de Cassation de sa condamnation à six mois de prison sous le coup de l'article 301 du Code pénal. Des protestations et des messages de solidarité eurent beau être adressés aux organisations des droits de l'homme et à diverses personnalités, Hrant fut la victime des forces obscures qui avaient fait du racisme anti-arménien leur cause : il fut lâchement abattu devant *Agos* le 17 janvier 2007.

Cet assassinat souleva l'indignation à la fois dans la diaspora arménienne, mais aussi chez les démocrates de Turquie, quelle que soit leur appartenance ethnique.

Le Collectif 1971 organisa une manifestation devant l'ambassade de Turquie à Bruxelles, et marcha ensuite vers le Rond-point Schuman pour y tenir un meeting. J'y trouvai l'occasion de souligner l'ignominie des larmes de crocodile versées par les grands médias turcs qui proféraient jusqu'à la veille mille et une diffamations et provocations à l'égard du journaliste assassiné. Des organisations kurdes et juives y exprimèrent également leur ferme solidarité avec le peuple arménien.

Je participai comme intervenant à de nombreuses réunions organisées par la suite par la diaspora arménienne en Belgique et en



Europe : le 26 février 2007 à Athènes, le 28 mars 2007 à Lyon, le 12 octobre 2007 à Alfortville, le 24 avril 2009 de nouveau à Lyon, et de 14 avril 2010 à Paris, pour indiquer que la Turquie ne devait pas être intégrée à l'Union européenne tant qu'elle ne reconnaîtrait pas et ne demanderait pas pardon pour le génocide arménien et les crimes commis tout au long de l'histoire envers les peuples et minorités d'Anatolie.

Hrant était la dernière victime du génocide.
Il fallait que cela s'arrête.



Intervention lors d'une manifestation de protestation contre l'assassinat de Hrant Dink, devant les institutions européennes



Intervention lors de la commémoration à Lyon du génocide arménien de 1915



Europe, amère patrie

Il y a une chanson de Ruhi Su qui nous a accompagnés tout au long de ces années d'exil :

*Allemagne, amère patrie
Tu ne nous as guère souri*

Après les traitements discriminatoires subis dans les pays d'Europe les plus libres, nous avons adapté cette chanson poignante que nous fredonnions comme suit :

*Europe, amère patrie
Tu ne nous as guère souri*

Les difficultés qui nous avaient été créées en Belgique, où nous nous trouvions officiellement depuis 1974 en tant que réfugiés politiques reconnus par l'ONU, l'expulsion d'Allemagne, le blocage du visa pour la France, le refus opposé à notre demande de naturalisation en Belgique pour des motifs d'ordre public, ... tout cela avait fait de longtemps pour nous de l'Europe une "amère patrie".

Mais comme nous n'avions pas la possibilité de rentrer librement en Turquie, il fallait bien transformer le fiel en miel et y poursuivre notre combat.

La maison de la rue des Eburons était aussi devenue trop petite, malgré les annexes ménagées dans la maison de Seyfi Yağan, qui jouxtait nos locaux. Fin 1999, nous avons décidé de déménager dans une plus grande bâtisse située quelques rues plus loin, rue de Pavie.

L'Union européenne s'élargissait avec l'adhésion de nouveaux membres. Parallèlement à cette évolution, le prix de l'immobilier explosait dans le quartier européen de Bruxelles.

Le nouvel immeuble que nous achetâmes à crédit sur 20 ans après avoir vendu le précédent, appartenait à un laboratoire de cosmétiques. Il devait être rénové en profondeur. Il fallait abattre des



murs pour faire de grandes salles de classe, et renforcer les planchers pour résister à la fréquentation de centaines de personnes par jour.

Ces travaux furent menés tambour battant et achevés en un temps record, et c'est ainsi que, le 2 janvier 2000, nous inaugûrâmes les activités des *Ateliers du Soleil* au XXIème siècle dans leurs nouveaux locaux.

Quelques semaines plus tard, nous étions à nouveau la cible de nouvelles attaques du lobby turc.

Un livre en turc était distribué par *la Fondation Diyanet* dont l'ambassadeur était le président d'honneur dans les associations turques, les mosquées et chez les épiciers.

Il s'agissait de "*Le vrai visage du terrorisme du PKK : Voici eux !*", de Mümtaz Alperener.

Mümtaz Alperener était en fait un pseudonyme, et Şerif Sayın, le représentant du quotidien *Hürriyet* à Bruxelles révéla avec fierté quelques semaines plus tard dans son éditorial hebdomadaire que l'auteur du livre n'était autre qu'un correspondant du journal.

Un tableau figurant dans ce livre reprenait non seulement toutes les associations kurdes en Belgique, mais également de nombreuses organisations non kurdes comme directement liées au secrétariat régional du PKK, dont en l'occurrence *Info-Türk*, *l'Institut kurde de Bruxelles*, *l'Association culturelle Mésopotamie des Assyriens* et *l'Association des Arméniens démocrates de Belgique*.

Le côté comique du livre résidait dans le fait qu'un certain nombre d'hommes et de femmes politiques belges d'horizons divers étaient cités comme serviteurs du PKK : Johan Vande Lanotte, Frank Vandenbroucke, Hugo Van Rompaey, Willy Kuijpers, Jef Sleenckx, Paul Pataer, Germain Dufour, Martine Devos, Dirk Van der Maelen, Jos De Bremaeker, S. Verhaven, Denis Grimberghs, Mieke Vogels, M. Martens, Philippe de Feyt, E. Van Voerenbergh, Jean-Marc Delizée, Marc Harmegnies, Yvan Ylieff, Annie De Maght-Aelbrecht, Willem Draps et J. Goossens.

Me Georges-Henri Beauthier, le célèbre avocat qui présidait *la Ligue belge des droits de l'Homme*, était accusé de soutenir les terroristes en Turquie sous prétexte d'avoir suivi, avec de nombreux autres observateurs européens, le procès de l'assassinat de Metin Göktepe, correspondant du journal *Evrensel*.

Dans la partie consacrée à *Info-Türk*, il était affirmé que Doğan Özgüden participait à toutes les activités antiturques en Belgique, et qu'il avait clairement révélé sa collusion avec le PKK en publiant un communiqué conjoint avec les associations kurdes, arméniennes et assyriennes au lendemain des événements de Saint-Josse en 1994.

Le livre désignait comme preuve de mes relations avec le PKK



le fait que, au cours d'un programme de Med TV au début des activités de cette chaîne, Öcalan m'avait salué nommément en faisant allusion au combat que je menais en Turquie avant 1971.

En distribuant cet ouvrage par l'intermédiaire de *la Fondation Diyanet*, l'ambassade de Turquie se désignait objectivement comme complice de diffamation et de désignation à la vindicte publique par voie de presse, qui plus est illégale.

Nous fûmes ensuite livrés à une deuxième campagne de diffamation la même année, de la part du journal *Hürriyet*.

Le 8 octobre 2000 se déroulaient les élections communales en Belgique. Le jour même du scrutin, le *Hürriyet* publiait une information entièrement mensongère sous le titre "Pas de subsides pour les publications séparatistes". Dans l'article qui citait la DHA comme source, il était avancé que le ministère belge de l'Intérieur avait effectué une descente dans nos locaux et que selon les documents saisis lors de cette perquisition, la communauté française coupait dès 2001 les subsides accordés aux *Ateliers du Soleil*.

Le même article citait un membre du Parti libéral PRL d'origine turque qui disait : « Nous en avons fait la promesse aux électeurs à l'occasion des élections législatives : désormais, *Info-Türk* et les *Ateliers du Soleil* ne pourront plus faire de la propagande antiturque, et s'ils en font encore, nous le leur ferons payer. Nous avons tenu parole. »

Or, loin d'être victime d'une telle opération, notre association avait officiellement inauguré ses nouveaux locaux le 28 septembre en présence de membres de divers partis politiques aux niveaux fédéral, régional et communal, et reçu les messages de félicitations et d'encouragement du Premier ministre Guy Verhofstadt et du ministre PRL de l'Intérieur Antoine Duquesne ainsi que de nombreuses autres personnalités.

Les responsables du ministère de l'Intérieur qui auraient opéré une descente dans notre association ainsi que de la commission de la communauté française dont on affirmait qu'elle allait nous couper les subsides, avaient participé en personne à la cérémonie d'inauguration, félicitant notre équipe et tous les membres de l'association pour les services qu'ils rendaient à une communauté d'immigrés composée de plus de 50 nationalités différentes.

La personne dont on disait qu'elle avait fait cette déclaration témoigna lors du procès que nous intentâmes auprès des tribunaux belges, qu'elle n'avait tenu ces propos à aucun journaliste, et que l'information relayée par le *Hürriyet* était pure invention.

Suite à ces attaques par voie de presse dans le *Hürriyet*, nous reçûmes une innombrable quantité de messages de soutien et de





solidarité de la part des personnes et institutions démocrates de Turquie, de même que d'institutions démocratiques belges.

*

Entre-temps, une surprise inattendue se produisit côté Turquie. La revue *Yazın*, publiée simultanément en Allemagne et en Turquie, me demandait un article à l'occasion du 30^{ème} anniversaire de l'exécution de Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan.

Dans cet article qui fut publié en avril 2002 sous le titre "*30 ans après*", je soulignais que l'armée turque avait clairement pris fait et cause pour la classe dominante contre la classe ouvrière à la fin des années 60, que les leaders de la jeunesse révolutionnaire étaient devenus la cible de la terreur de l'armée dès le 12 mars 1971 parce qu'ils s'étaient élevés contre cet état de fait, que c'était la raison pour laquelle nos trois jeunes camarades avaient été exécutés, et que c'était pour cette même raison que Mahir Çayan et ses amis avaient été abattus par des tirs et des bombes. J'ajoutais que l'armée avait continué à adopter la même attitude dans les années 80 et 90, voire même depuis 2000.

La revue publiait également un article d'Emin Karaca sur le même sujet.

Sur ce, le parquet de la république ouvrit une action en justice à l'encontre de Mehmet Emin Sert, l'éditeur responsable de la revue, ainsi que contre Karaca et moi pour "insulte à l'armée".

Le tribunal pénal de première instance d'Istanbul nous inculpa lors de sa première audience dans cette affaire le 27 septembre 2002, et instruisit tous les postes frontières du pays de m'arrêter et de me déférer immédiatement devant le tribunal au cas où j'entrerais en Turquie.

L'agence de presse BIA rappelait dans son bulletin du 15 octobre 2002 que cette décision avait été prise alors que je fêtais un demi-siècle de journalisme, et publiait un article de ma plume :

« Ce procès est en un seul mot un scandale à l'heure où les dirigeants de la Turquie se vantent d'avoir démocratisé le pays pour obtenir une date de lancement des négociations d'adhésion à l'Union européenne.

« Ceux qui ne parviennent pas à donner une constitution démocratique à ce pays 31 ans après le 12 mars, et 22 ans après le 12 septembre, et qui ne parviennent pas à éradiquer les articles anti-démocratiques qui subsistent encore dans les lois, devraient, avant de se vanter en Europe, pouvoir regarder en face et sans rougir la population de leur propre pays.



« J'ai fait l'épreuve, depuis que j'ai commencé dans le métier de journaliste, de toutes les sortes d'intolérance à la liberté d'opinion et d'expression, quel que soit le parti au pouvoir. Aux critiques émises par l'étranger, on a toujours donné la même réponse fallacieuse : "nous sommes un pays jeune, nous progressons pas à pas dans la voie de la démocratie". Cela fait cinquante ans que j'entends le même discours. On l'entend encore à l'heure actuelle dans les couloirs du Parlement européen.

« Lorsque cela leur convient, ils se targuent d'avoir fondé 16 Etats au cours de l'histoire, et d'avoir dominé trois continents sous la bannière ottomane, ils feraient bien d'avoir la modestie de prendre des leçons auprès des dirigeants des pays qui n'ont pas encore un demi-siècle d'histoire ! »

L'inculpation prononcée lors de la première audience fut confirmée à chaque audience du tribunal. Une modification fut apportée entre-temps au Code pénal : l'article 301 remplaça le 159. L'affaire continua donc sous le coup de l'article 301. Il faut croire que l'on comprit que je n'allais pas venir me rendre en Turquie : mon cas fut séparé de celui des autres le 22 juin 2005 et suspendu jusqu'à mon arrestation en cas de retour en Turquie. Emin Karaca, quant à lui, fut condamné lors de l'audience suivante.

Depuis la décision d'arrestation prise à mon encontre par le tribunal, je reçus de nombreux témoignages de solidarité des institutions de presse en Turquie et en Europe. Des institutions professionnelles comme la FJI, l'IPI et RSF protestèrent. Des projets de résolution du Conseil de l'Europe et du Parlement européen signalèrent que cette décision était la preuve que les violations de la liberté de la presse étaient encore monnaie courante en Turquie.

*

L'Association turque des droits de l'homme (İHD) à Istanbul fit savoir que le Prix Ayşe Zarakolu 2006 de la liberté d'expression avait été décerné à Doğan Özgüden et İnci Tuğsavul, les éditeurs d'*Info-Türk*, ainsi qu'à Züküf Kısanak, Seferi Yılmaz et Emin Karaca.

Comme nous ne pouvions pas nous rendre en Turquie à cause d'obstacles juridiques, Ragıp Zarakolu vint à Bruxelles. Il annonça lors de la conférence du réseau mondial *Défendre et promouvoir la liberté d'expression (IFEX)* le 24 février 2006, que ce prix nous avait été décerné. Il nous le remit ensuite lors d'une cérémonie privée.

L'année suivante, une cérémonie de commémoration fut organisée dans le cadre des activités de la Foire du Livre d'Istanbul, le 27 octobre, à l'occasion du 30^{ème} anniversaire de la revue socia-



liste *Ant* et du 30^{ème} anniversaire de la fondation de la maison d'éditions *Belge*.

Lors de la conférence dirigée par Yalçın Yusufoglu, une des grandes figures du mouvement socialiste, Faruk Pekin et Ragıp Zarakolu, collaborateurs de la revue *Ant*, traitèrent du rôle de la revue à la fois dans le mouvement socialiste en Turquie, et dans le monde de la presse progressiste.

Nous adressâmes, İnci et moi, le message suivant à la conférence où nos sièges à la table des conférenciers demeurèrent vides, comme nous n'avions pas pu nous rendre en Turquie :

« Cela fait 36 ans que nous n'avons plus pu nous voir, chers amis...

« Nous aurions tellement aimé nous trouver parmi vous lors de cette commémoration des 30 ans de *Belge* et des 40 ans d'*Ant*, à laquelle nos chers amis et compagnons de lutte Ragıp et Faruk ont eu la gentillesse de nous associer.

« Nous les voyions de temps en temps lorsqu'ils viennent en Europe, nous remédions à la nostalgie et nous nous remémorons les jours de quête et de lutte.

« Il y a quarante ans exactement que nous fêtons, en décembre 1966, en compagnie de Yaşar Kemal et Fethi Naci, la sortie des rotatives des imprimeries historiques Tan, le tout premier numéro d'*Ant* élaboré au prix de mille difficultés.

« Mais c'était une joie amère...

« Au même endroit, 21 ans auparavant, en 1945, une autre publication pionnière, le journal *Tan*, était écrasé sous le talon de fer du diktat kémaliste, et ses fondateurs, Sabiha et Zekeriya Sertel forcés à l'exil politique.

« En publiant *Ant*, nous nous étions fixés le but de faire entendre la voix de la classe ouvrière. C'est la responsabilité d'être digne de l'héritage laissé par ceux qui avaient lutté pour la même cause qui a toujours orienté notre politique éditoriale.

« C'est pour cela que "Le géant aux yeux bleus" (Mavi Gözlü Dev), de Zekeriya Sertel, et "Comme un roman" (Roman gibi) de Sabiha Sertel, ont toujours tenu une place à part parmi les livres publiés par *Ant*.

« Lorsque nous relisons les originaux et les révisions du livre de Sabiha Sertel, nous avons la gorge serrée et les yeux mouillés de larmes quand nous arrivons à ce passage : "Nous n'avions pas pu emporter avec nous un seul des ouvrages ou des articles que nous avions rédigés. Il était très pénible de quitter de cette façon notre patrie où nous avions lutté des années pour le peuple. En gravissant les marches de la passerelle vers l'avion, j'avais le cœur brisé. Ce n'était pas un départ comme les autres. Quand allais-je re-





voir mon cher pays que j'aimais tant, mon peuple, mes amis, mes frères et sœurs ?" ».

« Elle ne les a pas revus...

« Et nous, pourrions-nous les revoir ? Nous ne le savons pas.

« Tout ce que nous savons, c'est que nous revivons dans la capitale de la Belgique et de l'Europe, avec une autre publication – *Info-Türk*, que nous dirigeons – la même chose que ce que nous avons vécu à İstanbul 40 ans auparavant en publiant *Ant*...

« Nous nous souvenons des nuits blanches passées dans les bureaux d'*Ant* à Ebusuud Caddesi ou Başmusahip Sokak dans la crainte d'une agression des Loups gris à İstanbul dans les années 60.

« Nous passons désormais des nuits blanches dans nos locaux à quelques centaines de mètres seulement de la Commission européenne avec nos amis kurdes, arméniens et assyriens, craignant une agression de la part des meutes de Loups gris.

« Comme l'ont fait en Turquie Faruk Sükan, le ministre de l'Intérieur, et ses semblables, pour *Ant* il y a quarante ans, l'ambassadeur de la république de Turquie désigne aujourd'hui, à Bruxelles, les institutions que nous dirigeons à la vindicte des fascistes turcs.

« Mais ici, ou là...

« Le combat continue...

« A côté de sa position de classe, ce qui différenciait *Ant* était le combat qu'il menait contre le kémalisme et le militarisme, pour l'égalité des droits des peuples de Turquie et pour la solidarité internationale.

« Ce combat que nous avons entamé avec Yaşar Kemal et Fethi Naci, s'est développé ensuite avec Tilda, et puis jusqu'en juin 1970 avec les autres éditeurs responsables qui l'ont payé de leur liberté le 12 mars : Yaşar Uçar, Alpay Kabacalı et Osman Saffet Arolat.

« Nos jeunes amis, comme Faruk Pekin et Ragıp Zarakolu, ont joué un grand rôle dans le nouveau dynamisme, le retour aux sources du socialisme scientifique et l'élargissement de l'horizon internationaliste que l'on observe à *Ant* ces dernières années. N'oublions pas notre cher Harun Karadeniz, qui a prématurément disparu.

« *Ant* est certes l'œuvre de ceux qui le font vivre par leurs idées et leurs écrits, mais c'est aussi, et au moins autant, l'œuvre de ceux qui le composent, l'impriment, le relient et le distribuent, de même que bien entendu de ses lecteurs à la recherche de nouveaux horizons en dehors des lieux communs du combat socialiste.

« Le silence lui a été imposé en 1971.

« Ragıp Zarakolu et sa chère épouse, l'éminente éditrice Ayşe





Zarakolu, ont fondé les éditions *Belge*, qui ont ranimé la spécificité d'*Ant*, lui ont permis de se développer et de s'approfondir.

« Nous suivons et nous apprécions de loin depuis 30 ans le combat des éditions *Belge*.

« Fêter ensemble les 30 ans de *Belge* et les 40 ans d'*Ant* nous inspire fierté et honneur.

« Nous souhaitons y inviter une autre publication, pour mieux souligner la ligne révolutionnaire de *Belge* : c'est le 71^{ème} anniversaire du légendaire journal *Tan* des Sertel...

« Nous vous embrassons tous. »

La même année, le conseil d'administration de l'*Association des Journalistes de Turquie (TGC)* dont je suis membre, décida à l'unanimité lors de sa réunion du 4 novembre, de m'adresser une lettre de remerciements pour « services éminents rendus pendant plus de 50 ans à la Presse turque », dans le cadre du Prix Burhan Felek de Service rendu à la Presse.

Ce document nous a été transmis par une lettre portant les signatures d'Orhan Erinç, président de la TGC, et de son secrétaire général, Celal Toprak.

*



Le 6 mai 2003, nous eûmes le chagrin de perdre notre cher ami Marc Brunfaut, qui nous avait soutenus dans tout ce que nous avons fait en Belgique, dès 1973, avant même qu'*Info-Türk* n'existe. Il était président des *Ateliers du Soleil* depuis des années, et nous aidait à trouver une solution en pesant de tout son poids chaque fois qu'un ennui se présentait.

Un des points sur lesquels nous faisons porter notre réflexion les derniers temps était la distinction d'*Info-Türk* et des *Ateliers du Soleil* en deux entités juridiquement distinctes, l'une consacrée à la lutte pour la démocratie en Turquie : *Info-Türk*, et l'autre consacrée aux activités socioculturelles avec une équipe multiculturelle : les *Ateliers du Soleil*.

Cette distinction avait été opérée à l'occasion de la dernière réunion de l'assemblée générale à laquelle Marc participa. *Info-Türk* avait acquis le statut de fondation grâce aux dispositions de la nouvelle loi sur les associations et les fondations.

La création de deux sites web, l'un pour *Info-Türk* et l'autre pour les *Ateliers* ouvrit l'une et l'autre au monde entier.

La page des *Ateliers du Soleil* présente toutes les activités socioculturelles développées depuis des années, de même que l'actualité des activités de leurs ateliers, ainsi que de la documentation sur les œuvres, les représentations et les formations. Le site d'*Info-*





Türk continue à donner en français et en anglais des informations sur les événements et l'actualité en Turquie et dans les diasporas anatoliennes.

Nos activités et nos travaux ayant été couronnés de plusieurs prix en Turquie et en Europe, nous avons décidé de décerner à notre tour, par le truchement de la *Fondation Info-Türk*, les jeunes qui effectuent un travail sérieux sur l'immigration politique en Europe.

Le premier sujet que nous avons sélectionné était une étude sur les exilés politiques originaires de Turquie. Nous avons publié en français les actes du colloque organisé conjointement avec les organisations kurdes, arméniennes et assyriennes en 2006 à la date anniversaire du coup d'Etat du 12 mars, sur l'émigration politique dans le monde en général, et les caractéristiques de l'Anatolie en particulier.

Il fallait toutefois pousser plus loin la recherche sur ce sujet et procéder à de nouvelles études.

Un jury présidé par Anne Morelli, professeure d'histoire à l'Université libre de Bruxelles et composé du sénateur Josy Dubié, du président de l'Institut kurde de Bruxelles Derwich Ferho, du directeur de la radio La Voix des Assyriens Nahro Beth-Kinne, du président de l'Association des Arméniens démocrates de Belgique Bogos Ökmen, et de moi-même, président de la *Fondation Info-Türk*, jugea le travail de Bahar Kimyongür "Turquie, terre de diaspora et d'exil. Histoire des migrations politiques de Turquie", digne de remporter le prix.

Le *prix de la Fondation Info-Türk* fut remis à Bahar Kimyongür par Anne Morelli et Josy Dubié lors d'une grande cérémonie organisée aux Ateliers du Soleil le 26 avril 2008.

Cette soirée fut particulièrement émouvante pour İnci et moi.

Malgré tous les obstacles dressés sur notre chemin par l'Etat turc et les autorités belges en collaboration étroite avec ce dernier, nous avons pu inscrire la question de la migration politique de Turquie et des diasporas anatoliennes à l'ordre du jour de ce pays, avec l'aide de nos amis kurdes, arméniens et assyriens.

Les personnalités belges et turques qui se trouvaient parmi nous lors de cette soirée étaient le témoignage vivant du combat que nous menions depuis 34 ans.

L'avocat Jacques Bourgaux était avec nous depuis les années 70, quand nous luttions contre la junte de l'époque ; il figurait parmi les fondateurs d'Info-Türk. Mateo Alaluf, lui aussi, avait été avec nous pendant ces années pénibles ; il avait été éditeur responsable d'Info-Türk.

De plus, nous avons le bonheur d'avoir parmi nous Didier Van Eyll, bourgmestre-adjoint d'Etterbeek, Michel De Herde, échevin



de Schaerbeek, Béatrice Meulemans, échevine de Saint-Josse, Marcel Leurin, enseignant dont nous avons partagé la lutte pour le droit des enfants des immigrés à l'éducation, Sylvana Pavone et Jacqueline Sottiaux-Heyman, fonctionnaires de la communauté française, qui ont toujours été à nos côtés dans la défense des droits des immigrés, Fouad Lahssaini, député fédéral, Jan Beghin, député au parlement bruxellois, Derwich Ferho et Mehdi Aldur, de l'Institut kurde de Bruxelles, Bogos Ökmen, de l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, Michel Mahmoudian, président de la communauté arménienne de Belgique, Nahro Beth-Kinne, des associations assyriennes, Henri Goldman, directeur de la revue *Politique*, Pierre-Yves Lambert, défenseur des droits des immigrés, Mazyar Khoojinian, doctorant qui effectue des recherches importantes sur l'immigration en provenance de Turquie, Mehmet Köksal, journaliste de la presse belge originaire de Turquie, et Marc Metdepenningen, du journal *Le Soir*.

La soirée a été couronnée par un récital multiculturel de Sophie Servais.

Nous avons fait la connaissance de Bahar Kimyongür quelques années auparavant, lorsqu'il menait une campagne de soutien à la grève de la faim entamée contre les traitements inhumains dans les prisons de type F en Turquie.

Né à Bruxelles en 1974 dans une famille arabe alaouite émigrée d'Antakya, Bahar avait suivi toutes ses études en Belgique et avait obtenu une licence en archéologie et histoire de l'art à l'ULB. Il avait eu l'occasion de découvrir les réalités sociopolitiques de la Turquie lors d'un de ses voyages, et, à son retour en Belgique, avait participé à toutes les campagnes internationales relatives aux détenus politiques, et s'était solidarisé avec les combats contre l'exploitation et la guerre dans les pays du Sud.

Dans le mouvement de lutte contre le terrorisme initié dans le monde entier par les Etats-Unis après les attentats du 11 septembre, Bahar avait été soupçonné de terrorisme parce qu'il avait traduit en français et distribué des communiqués du DHKP-C. Des actions en justice avaient été entamées contre lui. Il avait été appréhendé et incarcéré, puis libéré. Les autorités belges avaient profité d'un voyage aux Pays-Bas à l'occasion d'une activité culturelle pour l'y faire arrêter. Le sénateur belge Josy Dubié avait pu faire éclater le complot au grand jour à l'aide des documents pertinents, et le tribunal néerlandais avait été forcé de le libérer.

C'est à cette époque que Bahar avait écrit l'essai que nous avons primé.

Info-Türk et les *Ateliers du Soleil* accordèrent leur appui à Bahar face aux accusations injustes dont il était la cible. Des re-

portages furent publiés dans les médias belges, nous apposâmes notre signature sur des communiqués conjoints et des lettres ouvertes, et participâmes à toutes les campagnes de solidarité en même temps que les organisations kurdes, arméniennes et assyriennes. Nous ne manquâmes pas de proclamer notre solidarité avec Bahar lors des soirées organisées en 2006 et 2007 pour la liberté d'expression.

Le procès aboutit fin 2009 : la cour d'appel de Bruxelles acquitte Bahar des accusations d'appartenance à une organisation terroriste.

Les audiences du tribunal où étaient prises des mesures de sécurité exceptionnelles en présence d'agents de la brigade antiterroriste cagoulés, ce qui offrait un spectacle peu courant dans un tribunal bruxellois, avaient un spectateur très particulier : l'ambassadeur de Turquie Fuat Tanlay.

Tanlay, qui exerce la fonction de conseiller principal pour les affaires étrangères du Premier ministre Tayyip Erdoğan à l'heure où j'écris ces lignes, était un ambassadeur atypique, qui s'était comporté comme un administrateur colonial dès son arrivée à Bruxelles.

Non content de monter les organisations d'immigrés turcs contre les Arméniens, les Kurdes, les Assyriens ou les Turcs progressistes et démocrates, il avait le front de s'en prendre aux présidents des assemblées belges et aux bourgmestres.

A peine arrivé à Bruxelles, Tanlay pose son premier geste d'« ambassadeur ottoman ». Le 24 janvier 2006, le jeune journaliste turc Mehmet Koksal diffusait l'information suivante à propos du nouvel ambassadeur turc :

« C'est probablement l'une des toutes premières lettres officielles du nouvel ambassadeur de Turquie à Bruxelles (Fuat Tanlay) et déjà une gaffe monumentale de l'intéressé qui tentait de museler en coulisses le Parlement de la Communauté Française de Belgique (Wallonie-Bruxelles). Arrivé en Belgique à peine le 24 décembre dernier, son excellence a eu le temps de sortir sa plus belle plume pour se plaindre en français auprès du socialiste Jean-François Istasse, président du Parlement francophone, à propos d'une proposition de résolution de Christine Defraigne (MR) qui vise à inscrire dans les manuels scolaires la mémoire du génocide arménien. (...) Il demande directement au Président du Parlement de proclamer un signal fort pour qu'à l'avenir de telles initiatives ne puissent trouver écho parmi les représentants de la Communauté Française. »

Le bourgmestre de Saint-Josse, Jean Demannez, où les fascistes turcs s'en étaient pris aux locaux et négoce kurdes et armé-



niens, avait dressé un plan de coexistence pacifique fondé sur le dialogue entre Turcs, Kurdes, Arméniens et Assyriens vivant dans sa commune.

L'ambassadeur Tanlay, rendu furieux par cette initiative, prend à partie le bourgmestre élu par la population belge dans le *Hürriyet* du 21 avril 2007 :

« Qui es-tu donc, l'ami ? Qui t'a investi de cette mission ? Qui te donne le droit de qualifier mes concitoyens de turc, kurde, arménien, assyrien ? De convoquer leurs représentants ? Nul n'a le droit de distinguer mes concitoyens les uns des autres, et certainement pas selon des principes ethniques. Dire "J'ai rencontré les Kurdes aujourd'hui, demain, je recevrai les Turcs, et après-demain les Arméniens et les Assyriens", c'est du séparatisme, et cela, nous ne pouvons pas le tolérer. »

Comme nous avions informé les médias belges qu'une agression s'était produite contre une famille kurde, l'ambassadeur ne se privait pas de s'attaquer à *Info-Türk*: « L'agence de presse nationale belge, informe les journaux en puisant ses sources dans un site appelé *Info-Türk*, dont on sait qu'il est hostile à la République de Turquie et qui mène depuis des années des activités antiturques en Belgique. »

Tanlay va plus loin dans la même déclaration en appelant aux associations ultranationalistes turques présentes en Belgique : « Il se passe des choses étranges en Belgique. Les organisations civiles ne pipent pas mot. L'affaire est claire. Elle n'est pas seulement du ressort de l'ambassadeur Fuat Tanlay. C'est ensemble que nous devons combattre la terreur, le terrorisme, les informations mensongères et le dénigrement. Mais, malheureusement, je me retrouve tout seul. J'aurais envie de voir les organisations de la société civile à mes côtés dans ce genre de combat. »

Les attaques menées depuis des années contre *Info-Türk* et ma personne par l'ambassade et les médias turcs au nom du lobby turc se muèrent fin 2008 en campagne de lynchage.

La cérémonie de commémoration de la mort d'Atatürk, le 10 novembre, se déroula en la présence du ministre turc de la Défense. Dans le discours qu'il prononça à cette occasion, le ministre évoqua l'initiative d'Atatürk, dont on se souvenait peu de nos jours, mais qui avait été décisive : l'échange de populations entre la Turquie et la Grèce. Le ministre s'exprima en ces termes : « Si les Grecs avaient continué à vivre dans la région égéenne, et si les Arméniens avaient continué à vivre un peu partout en Turquie de nos jours, l'Etat national que nous connaissons aujourd'hui aurait-il été ce qu'il est ? Je ne sais comment vous expliquer l'importance de ces échanges, mais si vous considérez les équilibres de l'époque,





vous saisissez toute l'importance de cette action. Les principes qui ont prévalu à la fondation de la république ont été essentiels pour pouvoir faire de la Turquie le pays moderne, civilisé et éclairé (qu'elle est aujourd'hui) ».

L'ambassadeur Fuat Tanlay ne fut pas en reste. Il lut les vers du poème aux accents ultranationalistes "Le Drapeau" (Bayrak) d'Arif Nihat Asya :

*Ô ornement rouge et blanc des cieux bleus
Je creuserai la tombe de ceux
qui ne te voient pas du même œil que moi.
Je détruirai le nid
de l'oiseau qui s'envole sans te saluer.*

Lorsqu'*Info-Türk* publia cette information dans son numéro en français, le site turc *Gündem* s'en prit à nous en titrant : « Il y en a que les commémorations d'Atatürk dérangeant », et en poursuivant comme suit :

« En Belgique comme en Turquie, de nombreuses commémorations du fondateur de la Turquie, Mustafa Kemal Atatürk, se sont déroulées en divers endroits. Une des cérémonies organisées à cette occasion s'est tenue dans les salons de l'Ambassade de Turquie, en présence d'une assistance de haut niveau. Quelqu'un a étudié les allocutions qui y ont été prononcées et s'est livré à des commentaires à ce propos. Comme vous pouvez le voir, les ennemis de la Turquie ne dorment pas. D'après eux, commémorer votre leader, en faire les louanges, lui réitérer votre fidélité, avoir la fierté de votre passé historique, tout cela, c'est un crime... Il n'est pas difficile de comprendre à quel point l'amour de la patrie et de la nation est étranger à ce genre d'individu... Nous le portons donc à la connaissance de nos lecteurs. »

Une conférence internationale avait été organisée au Parlement européen le 13 novembre 2008 à l'occasion du 70^{ème} anniversaire du génocide de Dersim perpétré en 1938. İnci et moi avons participé aux préparatifs de cette conférence, et publié des annonces à ce sujet. Nous publiâmes également au nom du *Collectif 1971* composé d'associations assyriennes, arméniennes, kurdes et turques, un communiqué revendiquant la reconnaissance du génocide de Dersim.

Globalement, ce communiqué disait ceci :

« La grande majorité de la population actuelle de la Turquie est composée d'une mixité d'origines.

« Toutefois, l'Empire ottoman et la République de Turquie kémaliste qui lui a fait suite ont tenté d'établir pour fondement de leur structure une doctrine qui niait cette mixité ethnique, tout en





exaltant la race turque. Cette doctrine fascisante a conduit les dirigeants du pays à commettre les massacres dont les plus importants sont énumérés ci-dessous :

Le génocide arménien et assyro-chaldéen (1915-1916)

Le massacre de Koçkırı dont furent victimes les Kurdes, les Alévis et les Kızılbaş (1919-1921)

L'expulsion brutale des Grecs de leur propre patrie (1923-1924)

Le massacre des Kurdes et des Assyriens après la révolte de Şeyh Sait (1925-1928)

Le massacre des Kurdes, des Alévis et des Kızılbaş à Dersim (1935-1938)

Les lois racistes et l'exil des Arméniens, des Juifs et des Grecs (1942)

Les pogroms visant les Grecs, les Arméniens et les Juifs à İstanbul et İzmir (1955)

La guerre contre les Kurdes (depuis 1984)

« La Turquie doit reconnaître les crimes commis dans le passé de même que ceux qui continuent à être commis de nos jours, les condamner, garantir que cela ne se reproduira plus, et se muer en Etat respectueux des forces démocratiques et des minorités qui font l'unité dans la diversité. »

Sur ce, le site *Beltürk*, un des perroquets de l'ambassade de Turquie, et le journal *Yeniçağ* édité en Turquie lancèrent simultanément une campagne de lynchage contre moi, le 22 novembre 2008.

Ils rappelèrent tous les deux que l'*Association des Journalistes de Turquie (TGC)* m'avait adressé une "lettre de remerciements" deux ans auparavant et donnèrent des informations sur le journaliste Ali Kemal lynché en 1922, établissant un parallèle entre le fait que la TGC ait inscrit son nom dans la liste des martyrs de la presse et la "lettre de remerciements" qui m'avait été adressée. Ils s'exprimaient comme suit :

« L'Association des Journalistes de Turquie, qui proclame le journaliste Ali Kemal, celui-là même qui s'était opposé à la Guerre de Libération nationale et qui avait réclamé l'exécution d'Atatürk dans les années de lutte nationale, « martyr de la presse », décerne aujourd'hui une "lettre de remerciements" au journaliste Doğan Özgüden, à l'encontre duquel plus de 50 actions ont été intentées en justice pour activités séparatistes et agressions contre l'armée turque. Özgüden, gratifié d'une lettre de remerciements "pour services éminents rendus à la presse turque depuis plus de 50 ans", est un des plus ardents défenseurs du soi-disant génocide arménien.

« Doğan Özgüden a fondé la revue socialiste *Ant* et les édi-



tions *Ant* en 1967. Il a fui la Turquie lors de la révolution de 1971 pour s'installer en Belgique, où il a, dans le cadre du "Mouvement de la résistance démocratique" qu'il a fondé, lancé des campagnes et mené des activités contre la Turquie et les Forces armées turques. Bien connu pour ses activités antiturques en Belgique, il a été à la base d'innombrables conférences consacrées au "génocide". Il a contribué dernièrement à la mise sur pied d'une conférence intitulée "Le génocide de Dersim" organisée au Parlement européen.

« Doğan Özgüden dirige actuellement la *Fondation Info-Türk* sise à Bruxelles. Il a récemment pris la parole lors de la soirée de promotion du documentaire "Seyfo : l'élimination", consacré au massacre dont a été victime la communauté assyro-chaldéenne à l'est de l'Empire ottoman. »

L'auteur de cet article eut une discussion avec Celal Toprak, secrétaire de la TGC, discussion qui constitue un modèle de provocation :

Yeniçağ : Doğan Özgüden a près de 50 procès à son actif. Il ne peut pas venir en Turquie. Est-ce que cela n'a pas eu un rôle dans la décision du conseil d'administration ? Est-ce que cela a été évoqué lors de la réunion ?

Celal Toprak : De nombreux procès ont été intentés à l'encontre de nombreux journalistes. Ceci fait l'objet de diverses discussions. Nous avons des membres à l'encontre desquels des actions ont été intentées pour diverses raisons. Nous défendons ceux dont les procès touchent à la question de la liberté de la presse. Ces procès n'ont pas encore abouti, que je sache.

Yeniçağ : Mais il ne peut pas venir en Turquie...

Celal Toprak : Il y a ça aussi. Il ne peut pas...

Yeniçağ : S'il vient, il sera arrêté.

Celal Toprak : Vous ne savez rien à ce sujet, n'est-ce pas ?

Yeniçağ : Il y a une décision du tribunal.

Celal Toprak : En Turquie ? Une décision ? A quel sujet ?

Yeniçağ : Insulte envers les Forces armées.

Celal Toprak : Je vois... Si vous pouvez nous venir en aide, nous en serions heureux. Si vous êtes en possession de cette décision, faites-nous la parvenir. Nous pourrions en traiter au niveau du conseil d'administration et transmettre le cas au conseil de discipline. Nous pourrions dès lors statuer sur le maintien de sa qualité de membre, ou sur son exclusion. Je serais heureux que vous nous veniez en aide à ce propos.

C'était à peine croyable ! Un responsable de l'association dont j'étais membre depuis des années, apprenant que des procès avaient été intentés à mon encontre pour délit d'opinion, et qu'un mandat d'amener avait été délivré pour que je sois arrêté dès mon arrivée



en Turquie, parlait de transmettre mon cas au conseil de discipline, au lieu de prendre ma défense !

Le Conseil européen pour la Paix (ABM) fondé la même année, publia le communiqué suivant :

« Une sale campagne de lynchage a été lancée ces derniers jours contre Doğan Özgüden, doyen des journalistes, voué corps et âme à son métier, fondateur et porte-parole du Conseil européen pour la paix, membre de l'Associations des Journalistes de Belgique, de la Ligue belge des droits de l'Homme, du Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI), et du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (MRAX)

« Les raisons de cette campagne orchestrée par les plumes de la presse à la solde du système militariste sont bien connues.

« Özgüden, journaliste respectable qui a voué son existence à la lutte pour la liberté, la démocratie et la paix, est devenu une cible en raison des activités qu'il mène en faveur des droits de l'Homme et des droits et libertés fondamentaux.

« Ce n'est pas un hasard si cette campagne de lynchage a débuté juste après l'organisation au Parlement européen de la conférence au 70^{ème} anniversaire du massacre de Dersim.

« Il est incontestable que certains cercles au sein de l'Etat, que nous connaissons fort bien, sont derrière cette campagne lancée par le journal raciste Yeniçağ.

« Ce journal a beau faire valoir que sa campagne est fondée sur le prix d'honneur décerné par l'Association des Journalistes de Turquie (TGC) à Özgüden, la cible en est en réalité l'opinion et les activités de celui-ci en faveur de la liberté et de la fraternité des peuples.

« Le militarisme ne peut littéralement pas digérer son existence.

« L'existence même de Doğan Özgüden, qui vit depuis près de 40 ans à l'étranger, et contre qui des procès d'opinion ont été intentés et des mandats d'amener lancés, est insupportable à certains.

« La campagne de lynchage lancée à son encontre en est la preuve.

« Le but de l'opération est de le faire taire.

« Mais ils savent pertinemment que ce n'est pas ce type de campagne qui va pouvoir le réduire au silence. Nous craignons donc que cette entreprise n'en reste pas là.

« Nous connaissons fort bien le type de politique favorisée par le système militariste, pour réduire les opposants au silence: "désigne à la vindicte populaire d'abord, et règle l'affaire ensuite".

« Nous n'avons pas oublié comment Hrant Dink, le rédacteur en chef du journal Agos, a été assassiné.



« Dink a d'abord été désigné à la vindicte populaire, puis il a été abattu. Et il a été prouvé que les forces de l'ordre de l'Etat avaient été responsables de ce meurtre.

« Nous sommes dès lors alarmés par cette campagne de lynchage. Nous savons par ailleurs que des éléments de la contre-guerrilla se trouvent dans plusieurs pays d'Europe.

« C'est la raison pour laquelle nous sommes profondément inquiets pour notre aîné et compagnon de lutte, Doğan Özgüden. Nous invitons dès lors l'opinion publique progressiste à la vigilance et à la solidarité avec Özgüden. »

Cet appel fut suivi par d'autres appels à la solidarité émanant d'autres organisations démocratiques, par des articles publiés dans la presse progressiste, ainsi que par une vaste campagne de signature d'une pétition lancée par le *Collectif des Immigrés Opprimés*.

L'opinion publique belge contribua également à la campagne.

Le sénateur Josy Dubié amena l'affaire au Sénat le 11 décembre 2008 et demanda au ministre de l'Intérieur si des mesures avaient été prises pour ma protection.

Nous avons en fait sollicité des autorités belges la protection des institutions que nous dirigeons après que les locaux kurdes et assyriens de notre quartier aient été incendiés par les Loups gris en 1998. Nous avons également introduit de nombreuses plaintes auprès du Parquet pour les propos tenus par l'ambassadeur de Turquie qui nous désignaient à la vindicte populaire et incitaient à des actions à notre encontre.

Le Secrétaire d'Etat Jean-Marc Delizée répondit au nom du ministre pour indiquer que des mesures de protection avaient été prises, mais que la nature de celles-ci ne pourrait être divulguée, pour raison de sécurité.

Que l'Etat belge, qui m'avait proclamé "persona non grata", qui avait fait obstacle pendant des années à mon établissement sur son territoire, qui m'avait même expulsé du pays, qui avait refusé des années durant de me naturaliser alors que j'avais été déchu de ma nationalité turque et que j'étais devenu "apatride", tout cela sous la pression de l'Etat turc, juge opportun de me protéger démontre bien la gravité des menaces provenant de ce dernier.

Mais quel que soit le péril, il fallait qu'Inci et moi poursuivions notre combat commun et notre vie privée comme auparavant, en faisant simplement un peu plus attention aux mesures de sécurité à observer.

Et c'est ce que nous fîmes.

Nous continuons sans désespérer à publier en deux langues le bulletin *Info-Türk* pour informer l'opinion publique sur la situation des droits humains en Turquie.



“*Le livre noir de la “démocratie” militariste en Turquie*” que nous avons publié en anglais au 30^{ème} anniversaire du coup d’Etat du 22 septembre 1980 fut publié en français. Le 8 décembre 2010, nous organisâmes conjointement avec Ragıp Zarakolu et Jean Sirapian une conférence sous le titre : « La Turquie est-elle vraiment démilitarisée ? »

Notre combat commun pour une vraie démocratisation de la Turquie se poursuit en Belgique ensemble avec les organisations kurdes, arméniennes et assyriennes.

Les Ateliers du Soleil, qui forment un vrai carrefour des diasporas, se développent chaque jour qui passe, et se renforcent grâce à de nouvelles collaborations. Le 14 février 2011, le Chef du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, Charles Picqué, tint une conférence de presse en nos locaux. Les compliments qu’il fit à cette occasion envers les activités des Ateliers en sont la preuve...

La vie suit son cours, nous vieillissons.

C’est pour cela que j’ai ressenti le besoin, à 75 ans et au soixantième anniversaire de ma vie de journaliste, de partager avec mes lecteurs et mes amis l’histoire d’une vie vouée au journalisme et à la lutte sociale et politique.

J’avais clôturé le premier volume en disant : « Nous nous arrachions à notre cher pays, qui nous avait vus naître, où nous avons grandi et pour lequel nous avons combattu. Sans imaginer le moins du monde qu’un beau jour nous serions rendus “apatrides”... Avec l’espoir de revenir dès que possible et de reprendre les choses là où nous les avons laissées, comme si de rien n’était ... »

Nous sommes devenus “apatrides” sans l’avoir envisagé un instant. Nous n’avons pas pu rentrer très rapidement et reprendre les choses là où nous les avons laissées, comme nous l’espérions.

Il y a peu, cette question me fut posée : « 40 ans d’exil, cela n’a-t-il pas été difficile ? Pourquoi ne retournez-vous pas en Turquie ? » J’y donnai la réponse suivante :

- Si dès votre départ en exil, vous n’entrez pas des activités conformes à vos convictions, et que vous ne faites pas l’effort de vous adapter au pays où vous vous trouvez, oui, c’est difficile. Nos trois premières années d’exil ont été entièrement consacrées à la résistance démocratique. Depuis 37 ans, nous dirigeons et *Info-Türk* et *Les Ateliers du Soleil*. Nous partageons le sort des exilés politiques et des immigrants économiques provenant des quatre coins du monde. Nous luttons ensemble et contre le racisme croissant en Europe, et contre la répression qui sévit dans nos pays d’origine. L’important, c’est de vivre dignement, sans se laisser faire, en parlant la langue du pays d’accueil, en respectant les valeurs des gens qui y vivent, et surtout en se joignant activement à la défense des





droits et des libertés qu'ils ont acquis après des siècles d'âpres combats. Pour ce qui est du retour, l'important, pour nous, c'est que l'Etat présente ses excuses pour les traitements qui ont forcé les Turcs, les Kurdes, les Arméniens, les Assyriens, les Grecs, tous des gens de notre pays, à se déplacer, et qu'un véritable ordre démocratique règne en Turquie, afin de permettre à tous nos compagnons d'exil sans exception, et non à certains d'entre eux, de rentrer dignement chez eux.

Au cours des deux ans qu'a duré la rédaction de ce livre, nous avons perdu coup sur coup quatre de nos amis, des hommes d'exception : Fahrettin Petek, Halit Çelenk, Mekin Gönenç et Mihri Belli.

Le doyen des exilés politiques de Turquie, Fahrettin Petek, a été inhumé au cimetière parisien du Père-Lachaise, le cimetière des Communards, comme ce fut le cas de Yılmaz Güney et Ahmet Kaya, des exilés d'après le 12 septembre...

Mes pensées vont vers eux et tous ceux qui, en exil politique, ont lutté et laissé leur œuvre derrière eux. Et aussi vers ceux, des centaines de milliers, d'origines et de croyances diverses, que l'Ottoman et l'Etat turc ont chassé de leur terre...

Nous figurions, İnci et moi, parmi les premiers à avoir signé la pétition « Je demande pardon ». Je n'oublierai jamais l'enthousiasme et l'affection fraternelle manifestés par la foule lorsque je prononçai une allocution en tant qu'« un de ceux qui demandaient pardon » lors de la cérémonie de commémoration du génocide arménien du 24 avril, à Lyon en 2009...

Je n'oublierai jamais non plus que la diaspora assyro-chaldéenne nous a récompensés, İnci et moi, le 3 octobre 2009 à Bruxelles pour notre lutte pour la liberté des peuples et la coexistence fraternelle...

Et nos amis kurdes, avec qui nous avons vécu toutes ces années d'exil, dont nous avons partagé les peines et les joies ? Ces fiers enfants du Kurdistan dont j'ai vu comme ils se sont organisés à la force du poignet dès leur arrivée en exil en Europe après le début de la vague de massacres en Turquie, et avec quelles difficultés ils ont créé leurs journaux et leurs chaînes de télévision.

Et les travailleurs turcs, les paysans turcs, arrachés à leur patrie pour être vendus au capital européen à l'âge le plus productif de leur existence ; leurs enfants, et leurs petits-enfants nés en Europe, amère patrie.

Mes frères et sœurs afghans, albanais, angolais, azéris, berbères, boliviens, bosniaques, brésiliens, bulgares, burundais, algériens, arméniens, marocains, ghanéens, guinéens, croates, indiens, iraniens, italiens, cambodgiens, colombiens, congolais, mexicains,



népalais, pakistanais, péruviens, ruandais, russes, serbes, somaliens, soudanais, syriens, tibétains, tunisiens, uruguayens. Vous, les enfants de la "grande humanité" de Nazim Hikmet... 40 ans d'exil, c'est pénible et difficile, quand on est seul. Mais avec vous, l'exil est beau ; avec vous, l'exil est porteur d'espoir...



Coupages de presse relatives à la mise sous protection de Doğan Özgüden par les autorités belges : Le Vif/L'Express du 5 décembre 2008 (à gauche) et La Libre Belgique du 13 décembre 2008 (à droite)



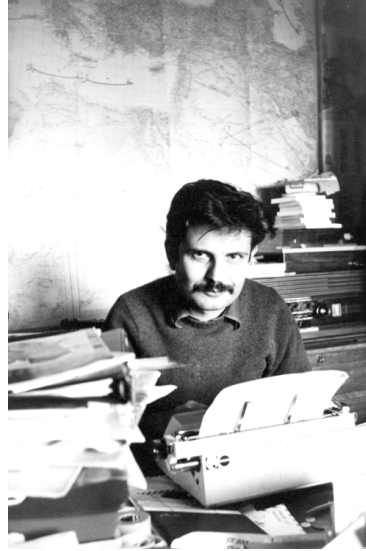
L'image de présentation du programme spécial de TV Brussel en 1994



*Première photo en exil:
A Ostende, avec
Güneş, épouse de
Mekin Gönenc,
et la mère de celui-ci
(en haut)*

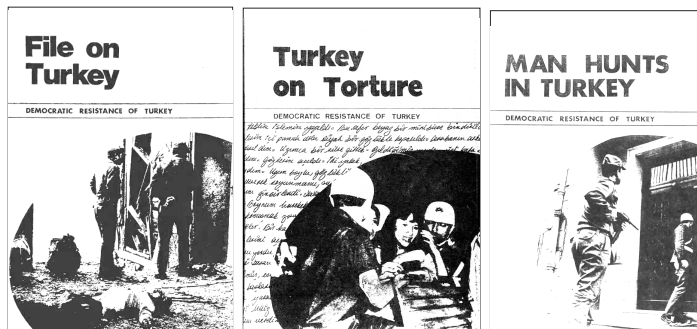
*A Stockholm,
la même année,
İnci avec Nisan et Ponço
Karabuda (au milieu)*

*A Stockholm,
dans le bureau des
Karabuda - rédaction
des communiqués
destinés à
l'opinion publique
européenne (en bas)*





En 1972 à Paris, avec Fahrettin Petek, un des plus anciens exilés politiques de Turquie. Cet ami très cher contribua avec un dévouement exemplaire à l'élaboration des bulletins d'information de notre campagne contre la junte. Nous eûmes le malheur de le perdre en 2010.



Trois livres rédigés et publiés par le Mouvement de la Résistance démocratique (DDH) pour faire condamner le régime de la junte sur la scène internationale : File on Turkey, Turkey on Torture et Man Hunts in Turkey



*Avec mon père,
Kadri Özgüden,
après le décès
de ma mère,
lors de notre
deuxième
parenthèse
en Turquie
en 1978
(en haut)*

*Lors du
précédent
voyage
en Turquie,
İnci, Müveddet
Özgüden,
ma mère,
Çiğdem
Özgüden,
ma sœur, et moi
(en bas)*



Avec İnci dans les premiers locaux d'Info-Türk à Bruxelles



*Avec Marc Brunfaut,
qui nous soutint
lors de notre période
la plus difficile en
Belgique, et qui fut
des années durant
président d'Info-Türk
et des Ateliers du Soleil*



Avec Mateo Alaluf, le premier éditeur responsable d'Info-Türk



*Intervention lors
de la soirée
en mémoire de
Nazim Hikmet
organisée en 1976
par les travailleurs
originaires
de Turquie*



*Devant le
mausolée de
Nazım Hikmet
lors du voyage en
URSS en 1976*



*La même année,
dans le Musée Staline
de Gori, ville natale
de Staline en Géorgie*



*Dépôt d'une couronne mortuaire devant l'ambassade de
Turquie après l'assassinat de Kemal Türkler en 1980*



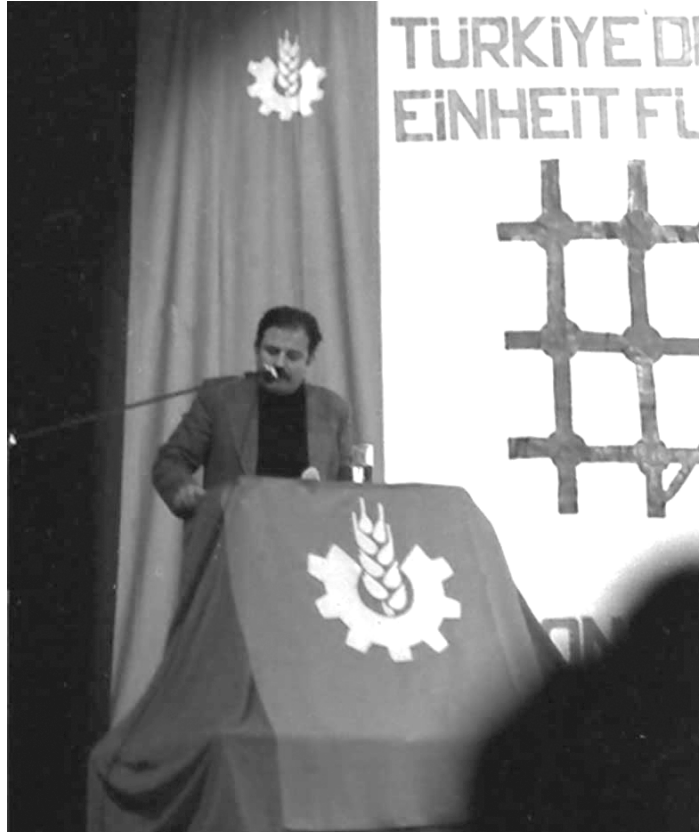
*Avec Faruk et Müfide Pekin, nos compagnons de lutte à Ant,
lors d'une de leurs visites à Bruxelles*



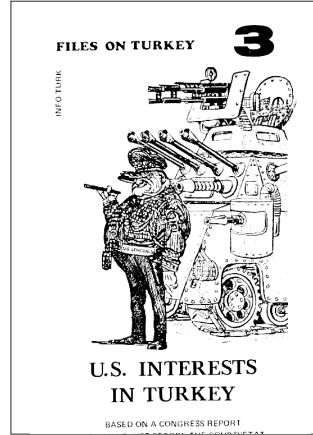
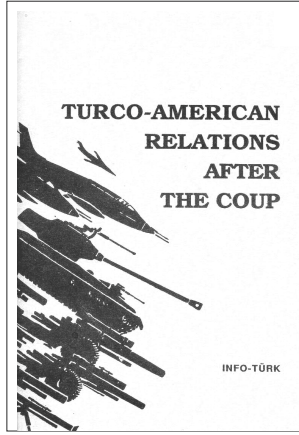
Dernière photo de Nevzat Hatko avec son épouse, Behice Boran, à Sofia où je m'étais rendu pour inviter Behice Boran à Bruxelles après le coup d'Etat militaire du 12 septembre



Avec Behice Boran chez nous, le jour de son arrivée à Bruxelles



Interventions lors de la soirée de solidarité avec le TİP et la DİSK le 14 février 1981 à Bruxelles, et lors du premier congrès de l'Union pour la Démocratie (DİB) le même jour



Deux livres publiés par Info-Türk sur le rôle des USA dans le coup d'Etat du 12 septembre

Kurtuluş

Sayı: 237 15 Nisan 1981 Avrupa'da Türkiyeli İşçilerin Gazetesi Masrafı: 1,-DM

Türk-Sovyet Dostluğu 60 yaşında

16 Mart 1981, Sovyetler Birliği ve Türkiye arasında yapılan „Moskova Dostluk Anlaşması“nın 60. yıldönümüdür. Yurdumuzda büyük komşumuzla dostluktan yana olan film insanları, film biletleri için bu önemli günümüzü selamladı, ar-

Sovyetler Birliği ve Türkiye halkları arasındaki dostluğun daha da geliştirilmesi istemini vurguladılar (Bu konuyla ilgili yazımız iç sayfadadır). Aşağıda bu anlaşmanın 60. yılı dolayısıyla gönderilen mesajları veriyoruz.

T. C. Devlet Başkanı Orgeneral Kenan Evren'in, Sovyetler Birliği Komünist Partisi Merkez Komitesi Genel Sekreteri ve Yüksek Sovyet Prezidyumu Başkanı L. I. Brejnev'e gönderdiği mesaj

“Temelinde egemenlik, eşitlik, toprak bütünlüğü, her birimizin işlerine karşın ve karşılıklı saygı bulunan Ateşli, Türkiye ile Sovyetler Birliği arasındaki dostluk ve iyi komşuluk ilişkilerinin gelişmesine önümüzde katkıda bulunuyor. Türkiye, Sovyetler Birliği ile karşılıklı hak ve menfaate sahip eşitlikte dayanan ilişkileri geliştirmeğe büyük önem veriyor. Bu ilişkilerin gelişmesi, sadece iki ülkenin değil, bölge ve dünya barışının da yararına. Hükümetimiz bu yöndeki samimi çalışmalarını sürdürmektedir”

Sovyetler Birliği Komünist Partisi Merkez Komitesi Genel Sekreteri ve Yüksek Sovyet Prezidyumu Başkanı L. I. Brejnev'in, T. C. Devlet Başkanı Orgeneral Kenan Evren'e gönderdiği mesaj

“iki komşu ülkenin ilişkileri tarihinde önemli bir günümüzü simgeleyen 1921 Türk-Sovyet Anlaşması'nın 60. yıldönümü nedeniyle Sovyet halkı ve kendü adına size ve dost Türkiye Cumhuriyeti hal-



kına yürekten selamlarını yolladım.

Sovyet devletinin kurucusu V.I. Lenin ve Türkiye Cumhuriyeti'nin kurucusu M.K. Atatürk'ün girişimiyle imzalanmış olan bu anlaşma, bugün de devletlerimiz okullarına hizmet etmektedir. Bu anlaşmanın temelinde eşitlik, barışçılık, egemenlik ve toprak bütünlüğüne saygı, her birimizin işlerine karşın ve karşılıklı saygı olarak iyi komşuluk ilişkilerini ve dostça birliğin ardını ve karşılıklı gelişme niyetleri yatmaktadır. Bu ilkel, Sovyet-Türk ilişkilerinin formüle gelişmesinde

önemli bir rol oynamaktadır.

Sovyetler Birliği, geçirdiği gelişmelerini tamamıyla SSKP Kongresi'nin kararları ışığında bir başarıyla, yurduğunu geliştirip, ilerletmiş, silahsızlanma kararını dardırılması için, Türkiye Cumhuriyeti ile iyi komşuluk ilişkilerini daha da geliştirilmesi ve güçlendirilmesi için kararlılık ve ısrarla çalışarak katkıda bulunacaktır. Sovyetler Birliği, Türkiye hem de bu doğrultuda adımlarını sürdürmektedir.”

Sizce en iyi dileklerini ve aynı zamanda Türkiye halkına gelenek ve besleri dikkatlerini kabul etmenizi rica ederim”

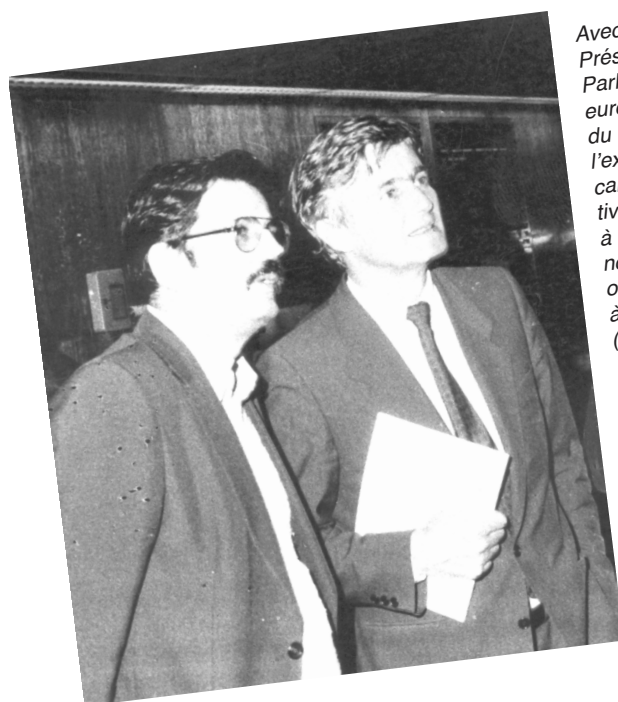
Le fameux numéro du journal Kurtuluş, dans la ligne du TKP, représentant côte à côte les photographies de Kenan Evren et de Leonid Brejnev



Avec Yiğit Bener et İnci Tuğsavul dans le stand de l'Union pour la Démocratie (DİB) lors de la fête du Drapeau Rouge en septembre 1981



Avec Alparslan Telli, secrétaire du comité européen et président du comité Allemagne de l'Union pour la Démocratie (DİB)



Avec Piet Dankert,
Président du
Parlement
européen, lors
du vernissage de
l'exposition de
caricatures rela-
tives
à l'immigration que
nous avons
organisée
à Bruxelles
(ci-contre)

Avec l'eurodéputé
Ernest Glinne et le
Secrétaire général
de la
Confédération
européenne des
syndicats,
Jan Kulakowski
(en haut)



*İnci Tuğsavul, fondatrice des Ateliers du Soleil,
avec Iuccia Saponara, en 1985, lors de l'enregistrement
d'un programme télévisé sur les problèmes des immigrés*



*İnci avec les femmes turques suivant une
formation aux Ateliers du Soleil*



Le Roi Baudouin lors de sa visite au Centre bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI), devant le stand des Ateliers du Soleil



Les acteurs du Théâtre de la Jeunesse des Ateliers du Soleil lors d'une représentation d'une pièce créée par eux-mêmes en s'inspirant du célèbre türkü d'Aşık Veysel «Le jour et la nuit, je marche...»



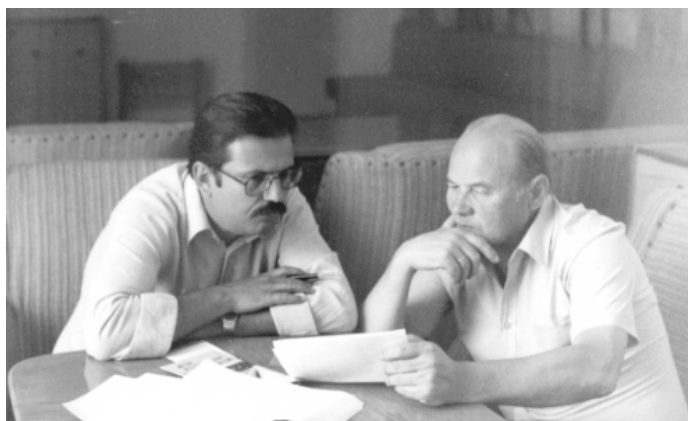
*Pendant la soirée
du Newroz organisée
en 1981 par Tekoşer, la
première organisation
kurde en Belgique*



*Avec Derwich Ferho, le président de l'Institut kurde de Bruxelles
avec qui nous avons coopéré des années durant,
lors d'une réunion au Parlement européen*



*Avec Mohamed El Baroudi, fondateur du
Regroupement Démocratique Marocain (RDM)*



*Avec le président de l'Organisation internationale des Journalistes
(IOJ) à Varna en 1982*



*Avec nos amis
kurdes :
Abdullah Demirbaş,
maire de Sur
(Diyarbakır)
(en haut)*



*Zübeyir Aydar
(ci-contre)
et Remzi Kartal,
(en bas)
ex-députés du DEP*






Lors de l'inauguration de l'Assemblée européenne pour la Paix



Avec Ragıp Zarakolu et Erol Özkoray, lors d'une conférence sur le militarisme



EXPOSITION
à l'occasion du 25^e anniversaire des

 **Ateliers du Soleil**

une ruche d'activités artistiques
nichée dans un quartier pluriculturel de Bruxelles

du 23 du février au 6 mars 1999
vernissage: le lundi 22/02/1999, à 20 H.
Hôtel Communal de Schaerbeek
Place Collignon, 1030 Bruxelles

peinture sur porcelaine
céramique/poterie
pyrogravure
modelage
tapisserie
macramé
peinture

Info: 215 35 76 - 230 27 83

*Avec Francis Duriau,
bourgmestre de
Schaerbeek, lors du
vernissage de
l'exposition organisée
à l'hôtel de ville de
Schaerbeek à l'occasion
du 25^{ème} anniversaire
des Ateliers du Soleil*



Avec le journaliste et sénateur Josy Dubié, qui nous a toujours soutenus dans notre combat (en haut)

et avec Anne Morelli, professeure d'histoire à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) (en bas)



Aux Ateliers du Soleil, avec Charles Picqué, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale



Avec Alain Hutchinson, ministre à la Commission communautaire française, et Alain Leduc, co-président de "Lire et écrire"



Avec Jean Sirapian et Derwich Ferho, lors du colloque organisé sur l'immigration politique à l'anniversaire du coup d'Etat de 1971



Lors d'une réunion contre la xénophobie organisée aux Ateliers du Soleil avec les organisations belges de défense des droits de l'homme



*Lors d'une cérémonie de remise de prix avec Nahro Beth-Kinne
au nom de la diaspora assyrienne*



*Avec Bogos Ökmen, président de
l'Association des Arméniens démocrates de Belgique*



*Chez nous,
lors d'une visite
de l'écrivain
Vedat Türkali
à Bruxelles*



*Avec Oya Baydar,
lors d'une
conférence aux
Pays-Bas*



A Bruxelles, avec Ufuk Uras, président de l'ÖDP



*Avec Julos
Beaucarne et
Alain Dewasseige
lors d'un
vernissage aux
Ateliers du Soleil*

*Lors de la visite
de Martine Payfa,
Vice-présidente
du parlement
francophone
bruxellois, lors
de sa visite aux
Ateliers du Soleil*



Avec l'équipe des Ateliers du Soleil, au 40ème anniversaire de notre départ en exil



Avec nos amis kurdes, au 40ème anniversaire de notre départ en exil



Ragıp Zarakolu, Yalçın Yusifoğlu et Faruk Pekin, collaborateurs d'Ant, à la Foire du Livre d'Istanbul, au 40ème anniversaire d'Ant et au 30ème anniversaire des éditions Belge



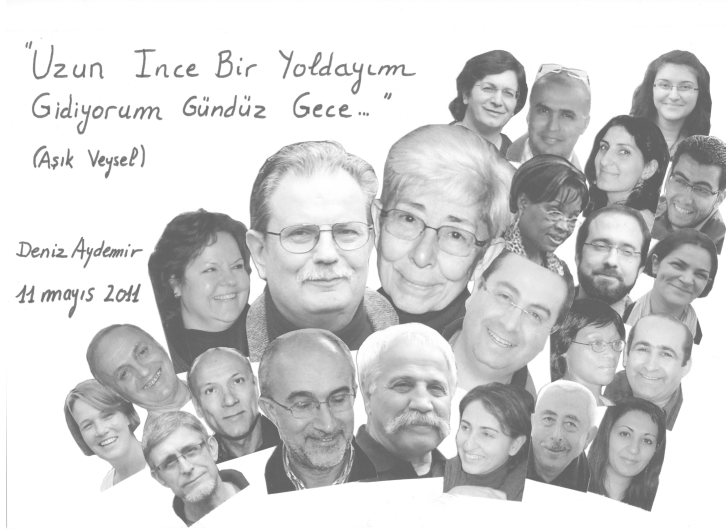
Conférence organisée aux Ateliers du Soleil en 2010 à l'occasion de la publication du "Livre noir de la "démocratie" militariste en Turquie", avec la participation de Ragıp Zarakolu et Jean Sirapien comme intervenants



Retrouvailles d'İnci Tuğsavul, Cengiz Çandar et Doğan Özgüden, exilés politiques d'il y a 40 ans, au Parlement européen en 2008



Retrouvailles avec Yücel Sayman, autre exilé politique d'il y a 40 ans, à l'occasion d'une conférence organisée à Cologne en 2010 par la TÜDAY sur le thème "Nous en appelons au jugement des putschistes !"



*Cadeau de la plus jeune membre de l'équipe des Ateliers du Soleil,
Deniz Aydemir, pour le 40ème anniversaire de notre exil*



*Avec l'équipe des Ateliers du Soleil,
dans le jardin du siège des Ateliers*



TABLE DE MATIERES

Préface	7
Premières années d'errance en exil	11
Résistance démocratique dans la clandestinité	51
Asile politique force	95
Haro sur Info-Türk	151
Enfin en séjour légal en Belgique !	194
Parenthèses de Turquie	219
Organisation tous azimuts	237
3ème coup d'Etat en vingt ans	258
Exclure pour mieux liquider le parti	283
Un soleil naissant d'un microcosme	299
Le Livre noir : doublement apatride.....	325
Lutttes pour la nationalité.....	337
Les diasporas anatoliennes	349
Europe, amère patrie	386
Les photos	407



